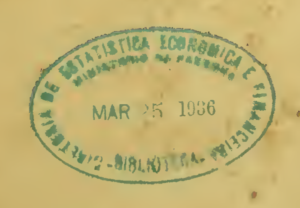
LE PROGRÈS BRÉSILIEN



ÉTUDE SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

LE PROGRÈS BRÉSILIEN

LA PARTICIPATION DE LA FRANCE

PAR

LE BARON D'ANTHOUARD

Préface de M. HANOTAUX, de l'Académie française





PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1911



INTRODUCTION

Pour les étudiants en histoire, il est peu d'événements plus faits pour provoquer l'admiration et la réflexion que la croissance rapide et le développement éclatant des Etats de l'Amérique du Sud. La mécanique, l'esthétique et la psychologie des sociétés humaines trouvent là une abondante moisson d'observations et de déductions. Et ce progrès, qui s'est accompli sous nos yeux dans le court espace d'un siècle, est éclairé par la surabondance de lumières dont la publicité moderne nous inonde !

Il y a cent soixante ans, Montesquieu, qui avait, comme toute son époque, la préoccupation des pays extra-européens, s'interrogeait sur l'avenir des colonies espagnoles et portugaises d'Amérique : il discernait vaguement les embarras prochains des métropoles et, dans un chapitre de l'*Esprit des Lois*, extrêmement réservé, et contrastant, par là, avec sa manière habituellement décisive et tranchante, il posait le « problème » : « *Problème;* ce n'est pas à moi à prononcer sur la question si l'Espagne ne pouvant faire le commerce des Indes par elle-même, il ne vaudrait pas mieux qu'elle le rendît libre aux étrangers. Je dirai seulement qu'il lui convient de mettre, à ce commerce, le moins d'obstacles que sa politique pourra lui permettre... Voilà des principes qu'il faut examiner, sans les séparer pourtant des autres considérations, la sûreté des Indes, l'utilité d'une douane

unique, les dangers d'un grand changement, les inconvénients qu'on prévoit et qui, souvent, sont moins dangereux que ceux qu'on ne peut pas prévoir. »

Le « grand changement » se fit, en Amérique, cinquante ans après que ces lignes avaient été écrites, par contre-coup de ce que Montesquieu et ses amis avaient préparé en Europe. Le 22 janvier 1808, la famille royale de Portugal, fuyant devant l'invasion française, se réfugiait au Brésil. C'était un empire qui se fondait ; la colonie devenait un État indépendant. Or, la première mesure qui consacra l'état de choses nouveau fut l'établissement de la liberté du commerce. « Le 28 janvier, les ports du Brésil étaient ouverts au commerce international. Le 1er avril, la liberté de l'industrie était décrétée et, successivement, toutes les mesures destinées à encourager le commerce et l'émancipation économiques. »

Voici donc, une fois de plus, les considérations économiques qui décident de l'avenir des sociétés humaines. Avant tout, il faut vivre ; et les pays de l'Amérique du Sud reprenant, dans des conditions infiniment différentes des précédentes et même extrêmement différentes entre elles, le problème de l'adaptation de l'homme à la terre, vont chercher les voies de l'étonnante histoire qui sera la leur.

Pour le Brésil, les résultats de cette histoire séculaire sont les suivants. Après diverses transformations et secousses politiques dont il serait facile d'établir la subordination aux problèmes de la colonisation et de l'exploitation, c'est, maintenant, une nation de vingt millions d'habitants, occupant la moitié du continent sud-américain, la quatrième en grandeur parmi les autres pays du monde — seize fois grande comme la France — occupant les régions les plus riches et les plus fertiles du monde en produits tropicaux, café, caoutchouc, sucre, tabac, coton, ayant des réserves incalculables en mines, forêts, en plaines fécondes, en pro-

ductions connues et inconnues, et dont le territoire, enfin, baigné par l'Océan Atlantique, situé en face de l'Europe et de l'Afrique, est parcouru, en sa magnifique ampleur, par la plus puissante artère fluviale du monde.

Ce pays, si rapide que soit le progrès accompli, est loin d'être arrivé à la plénitude de son développement. Encore un siècle, et sa population, sa richesse, sa puissance seront peut-être quintuplées ; avec sa sœur de continent et sa sœur de race, la République Argentine, il pèsera d'un poids énorme sur le sort de l'Amérique du Sud et sur le sort du monde. Il est au moment précis où il va prendre son élan. On comprend que des hommes ayant de l'avenir dans l'esprit, pour peu qu'ils aient été à même de mesurer, par la grandeur du présent, la grandeur du futur, cherchent à connaître les causes, à calculer les données et à prévoir les suites.

C'est la tâche que s'est donnée l'ancien ministre de France au Brésil, M. le baron d'Anthouard. Il a voulu déterminer, pour la satisfaction de son esprit vigilant et pour le plus grand profit de son pays, la courbe qui paraît devoir être celle de l'évolution brésilienne. Il nous renseigne et nous avertit. Pourvu que nous sachions lire son livre et le comprendre ?

M. le baron d'Anthouard est un type d'excellent Français. Je l'ai vu à l'œuvre. Fils du général d'Anthouard, — l'un des derniers survivants des guerres napoléoniennes, qui atteignit presque la centième année — il a de qui tenir : c'est la vigueur et l'énergie en personne. Quand il fallut confier, à un homme, la direction d'une des opérations les plus difficiles et les plus périlleuses de nos entreprises coloniales, la retraite vers la côte de la petite colonie française restée à Tananarive, lors de la rupture avec les Hovas, c'est M. d'Anthouard qui fut désigné. Il ramena tout son monde à la côte, soldats de l'escorte, sœurs de l'hôpital,

enfants, malades, le tout sans un accident, sans une perte : c'est une des belles pages de notre histoire récente, ignorée comme tant d'autres. D'Anthouard ne me pardonnerait pas si je n'unissais ici, à son nom, celui de son collègue et ami, l'héroïque Ranchot, mort à la peine depuis. Quant à lui, il est rentré dans le rang et accomplit diligemment les étapes d'une belle carrière. Son trop court séjour au Brésil nous vaut le livre important qu'il m'a prié, amicalement, de présenter au public.

Les principaux traits du caractère de l'auteur se retrouvent dans l'ouvrage : c'est un livre de franchise, de précision et de simplicité : c'est le livre d'un homme d'action. Son auteur n'a reculé devant aucune recherche, devant aucune difficulté, mais, non plus, devant aucune vérité. Il dit les choses comme elles sont, assuré que les atténuations et les ménagements ne sont pas de saison dans une matière si grave et si ample. Il entend gagner et retenir les sympathies, non par des éloges vains ou superficiels, mais par des exposés fondés et par de virils avertissements.

Il embrasse pleinement un sujet si complexe. Sans se laisser attarder par le poids des documents et des statistiques, il les produit avec tant d'à-propos que leur multiplicité même n'est pas fastidieuse; ils apparaissent dans ces pages, comme les données nécessaires du problème à résoudre.

Il s'agit de savoir dans quel sens le Brésil, arrivé au point où il est actuellement, se développera encore et comment les autres peuples concourront à cet accroissement.

Suivons un guide si avisé et si sûr.

Le Brésil est un pays de vastes espaces et c'est, en même temps, un pays de cueillette tropicale.

De ces deux traits essentiels, certaines conséquences se dégagent. Par exemple, le problème de la formation natio-

nale se résoudra, presque fatalement, dans le sens du fédéralisme : on verra naître, sur ces territoires immenses, des organismes distincts, aussi indépendants que possible l'un de l'autre, et ce ne sera pas trop de leur multiplicité pour s'adapter à la dispersion forcée de l'activité sociale.

Un pays neuf et de si grande étendue rencontrera, non moins logiquement, une difficulté où il peut sombrer, celle des frontières. Aura-t-il la force d'établir sagement et fortement ses propres limites pour rester lui-même et ne pas empiéter sur les autres, dans l'incertitude de ces marches lointaines sans maîtres déclarés ? Le Brésil a heureusement franchi cette étape des délimitations compliquées et pourtant nécessaires, grâce à la vigilance de ses hommes d'Etat et, notamment, de l'éminent ministre des affaires étrangères actuel, le baron Rio-Branco. Sauf l'imprévu, la grande République n'a plus qu'à se fortifier dans le cadre bien établi qui lui est maintenant reconnu par tous.

Autres conséquences : l'homme, entraîné à la recherche des richesses naturelles sur les territoires neufs où elles s'offrent à lui avec une abondance incroyable, est amené, presque forcément, à pousser indéfiniment sa pointe en avant, à tailler en plein drap et en pleine forêt, sûr de trouver toujours du nouveau, du meilleur et de l'inexploité. Surtout, si les fruits qu'il recherche sont un don de la nature, il s'applique moins à les reproduire par son travail qu'à les ramasser où il les trouve, en un mot sa méthode est extensive, non intensive : c'est un grand gaspilleur de domaines ; il recule sans cesse la limite du défrichement et du déboisement, sans souci d'aménager les richesses qu'il se contente de préliber. L'espace dévore l'espace.

Or, les produits qui sont éminemment brésiliens, le café, le caoutchouc, le sucre, le tabac, abondent aux terres nouvelles ; il y aurait, dans leur culture régulière, un aléa que l'exploitation immédiate de la forêt et du sol vierge n'a pas à courir.

Le caféier, arbuste, qui offre son plein de rendement à partir de sept ans, est le type des espèces qu'on délaisse dès qu'il a épuisé la terre où on l'a planté. La *fazendeira* va chercher ailleurs quelque autre lopin de *terra roxa* où il établit de nouveau sa maison sans s'attacher jamais bien fortement au sol. Si bien que la plantation s'éloigne de plus en plus de la côte, formant un demi-cercle concentrique, sur la lisière duquel elle cherche toujours de nouveaux terrains à exploiter.

Les suites de ce système posent, à leur tour, d'autres problèmes : celui de la surproduction, celui de la main-d'œuvre, celui des transports.

A ces vastes espaces, fertiles mais lointains, que manque-t-il? Des hommes, une clientèle commerciale, des moyens d'écoulement. Ainsi, le colon brésilien type, le planteur, sera, presque infailliblement, à la merci des ouvriers, des intermédiaires et des entrepreneurs de transport. La production — qu'elle se porte sur le café, sur le sucre, sur le tabac, sur les matières précieuses — sera longtemps accablée de cette triple entrave. Une prodigieuse richesse, reculant devant l'homme qui veut la saisir, le fait, en quelque sorte, tomber au piège de son éloignement.

On dégagerait toute l'histoire économique et politique du Brésil de ces observations capitales qui abondent au livre de M. d'Anthouard ; et combien d'autres n'y trouve-t-on pas, non moins fortes, non moins pénétrantes, s'appliquant soit à la situation budgétaire et financière, soit au régime des douanes (qui s'est borné, bien lourdement, au plus étroit protectionnisme), soit enfin, pour entrer dans un détail éminemment représentatif du régime économique brésilien, à cette vaste opération politico-économique, la *valorisation* du café.

Le lecteur est conduit ainsi à comprendre cet appel ince-

sant que fait le Brésil au concours des bras, des têtes et surtout des capitaux européens. A un pays qui se développe par de tels procédés, devant qui s'ouvrent de tels horizons que faut-il : de l'argent, de l'argent, et toujours de l'argent !

De l'argent pour l'exploitation; de l'argent pour la culture; de l'argent pour l'installation toujours précaire et toujours à refaire des plantations et des établissements connexes; de l'argent pour les voies de communication, pour ces chemins de fer infinis dont le réseau ne sera jamais achevé; il faut de l'argent pour le commerce, il faut de l'argent pour ces opérations incessantes, sans cesse modifiées par la prévision des récoltes, le cours des marchandises et de l'argent lui-même; il en faut pour le gouvernement, pour la défense, pour la police. L'Union en demande, les Etats en réclament, les villes en désirent, les particuliers en attendent, tous et toutes pour des nécessités pressantes, urgentes, prêts à offrir en garantie des richesses incontestables, bien faites pour justifier cet appel constant et universel. Le gage est là;... mais avec cette correction que plus chacun de ces emprunteurs est riche, plus il a de besoins.

Ce gage, si abondant, n'a de valeur, en somme, que s'il est mis en valeur : voilà le cercle où est enfermé, en quelque sorte, tout l'avenir du Brésil. La mise en œuvre, d'une richesse réelle jusqu'à en être accablante, dépend de cet instrument si puissant, mais si sensible, — le crédit.

Ce crédit a-t-il eu, au Brésil, tout le temps de se consolider au fur et à mesure qu'on y a recouru, c'est la question de l'heure présente. Un des chefs éminents de la République unie me disait récemment : « On nous tente; nous empruntons trop; notre premier devoir est de modérer nos propres besoins, nos propres ambitions; par contre, le premier devoir de ceux qui nous prêtent est d'exiger, de ceux d'entre nous qui recourent à eux, des garanties solides et un contrôle sévère. Nous avons un besoin si essentiel de notre

crédit que le compromettre par des spéculations trop aventureuses serait un crime de lèse-patrie. »

Paroles sages : elles reviennent, comme un *leitmotiv*, pour ainsi dire, dans les rapports parlementaires sur les finances de l'Union et sur les finances des États. M. d'Anthouard cite, en particulier, cette appréciation si ferme du président de l'État de Bahia, en avril 1909 : « La mégalomanie qui s'empara des États après leur constitution (en 1891), quand ils se virent en possession de ressources imprévues, ouvrit la porte aux prodigalités... Dans ce passé dangereux, ils eurent aussi l'illusion que durerait toujours une époque de prospérité exceptionnelle qui les habitua à compter sur des recettes supérieures à toutes les prévisions. La réalité survint, cependant, avec ses douloureuses déceptions, et force fut de reculer pour éviter de tomber dans l'abîme. »

C'est par une juste modération dans l'extension excessive des exploitations, par un loyal équilibre des recettes et des dépenses, par une sage mesure dans le recours aux capitaux européens que se trouvera cette sécurité, gage des futurs progrès. Tout ce qui réfléchit, au Brésil, le sait. Mais ce n'est pas le Brésil seul qui aura la responsabilité de cet avenir : elle appartient aussi, pour une certaine part, aux autres puissances, et notamment aux puissances européennes.

C'est encore un des caractères importants de cette histoire de la grandeur américaine qu'elle est due, en grande partie, à l'intervention jamais défaillante de groupements humains qui ne sont pas les fils de ce continent. Qu'on réfléchisse à ce qu'eût été la marche du progrès en Amérique, s'il n'eût pas reçu d'Europe l'afflux perpétuel des émigrants, apportant, avec leur sang, leur génie, leur expérience et leurs capitaux.

Je ne veux pas considérer ici ce que le Brésil doit aux autres populations européennes, d'abord à la mère patrie, le Portugal, puis à l'Angleterre, à l'Allemagne, à l'Italie, à la Pologne, à la Russie, à toutes ces contrées qui ont déversé sur lui le trop-plein de leur vie et de leurs aptitudes. Mais, à la suite de M. d'Anthouard, j'envisagerai, surtout, le rôle de la France.

La part faite à la France dans la création du génie brésilien ne saurait être exagérée. Les noms que relève M. d'Anthouard dans toutes les branches de la haute culture, la réputation des maisons fondées par des colons français, l'appoint de notre éducation directe et, par-dessus tout, l'influence de la conception française sur la création de l'idéal brésilien ce sont là des faits significatifs et qui s'imposent. Le Comité *France-Amérique* a pour tâche de les faire connaître et de les développer encore.

La France a une autorité de propagande dans le monde, et notamment sur ces peuples de l'Amérique du Sud, qui tient à la confraternité latine. Cette confraternité n'est pas un vain mot. Pour ne pas être suspect, je rappellerai, après M. d'Anthouard, les paroles prononcées, au Brésil même, par l'illustre historien italien, Ferrero. Quand il insistait sur l'admirable promesse de survie et d'avenir, assurée désormais, à la grandeur latine, par le progrès des Républiques sud-américaines : « Nous, peuples latins, disait-il, nous avons à notre disposition les moyens suffisants de continuer à développer brillamment, avec originalité, notre civilisation, sans dénaturer notre génie ni lui arracher sa fibre originale... Nous avons, au-dessus de tout, en Europe, la France, c'est-à-dire la nation la plus cultivée du monde, la seule qui pourrait définir la synthèse de la civilisation moderne, parce qu'elle est la seule qui soit équilibrée, parmi toutes les forces antagonistes se disputant la domination du monde... »

Ne nous laissons pas séduire par ces propos flatteurs; constatons simplement l'adhésion volontaire et spontanée que le Brésilien, comme le Latin en général, accorde à la puissance intellectuelle de la France et au rayonnement de sa capitale, Paris.

Mais la France peut apporter, doit apporter au Brésil un concours plus réel et plus immédiat ; c'est celui de son personnel et celui de ses capitaux : former une élite d'émigrants, déterminer au départ et au séjour durable des chefs d'atelier, des ingénieurs, des directeurs de maison de commerce, d'industrie, de banque, c'est le procédé le plus efficace de l'expansion française dans ces pays nouveaux. Il n'est que temps d'agir et de reprendre nos anciennes voies, en présence de la concurrence des autres peuples de l'Europe et de l'Amérique !

M. d'Anthouard précise, sur tous ces points, les *desiderata* ; il adresse un appel vibrant aux éléments énergiques qui n'ont jamais manqué, quoi qu'on en dise, à notre pays.

Les renseignements qu'il apporte, pour ce choix d'une carrière de Français à l'extérieur, sont probants, sont précis, sont déterminants ; après les avoir lus et médités, un homme est averti : donc, selon le proverbe, *il en vaut deux*.

Quant aux capitaux français, ils n'ont pas besoin d'être excités : ils émigrent fort volontiers ; on ne connaît que trop, à l'étranger, le pays « du bas de laine ». On citait, récemment, le mot du ministre brésilien, baron de Rio-Branco : « L'argent français est à qui sait le prendre ! » Pas tout à fait. Mais il s'offre volontiers à qui sait lui assurer des garanties sérieuses et une légitime rémunération.

L'organisation du crédit français, dans ces pays de l'Amérique du Sud, peut se développer immensément. A-t-elle été jusqu'ici entièrement satisfaisante, notamment au Brésil? A-t-on pris soin d'écarter certains intermédiaires

onéreux? Les placements improvisés, les entreprises insuffisamment justifiées, ont-ils été tous écartés? Cet accent de mégalomanie et d'inflation qui est le ton de certains ténors de la Bourse internationale n'a-t-il pas sévi, ou ne peut-il pas sévir, s'il n'est suffisamment surveillé et contrôlé? Voilà la question qu'examine, avec un soin scrupuleux, la vigilance éclairée de M. d'Anthouard. Sans être le moins du monde alarmiste, il conseille une attention et une prudence extrêmes. Les deux pays ont un égal intérêt à ce qu'un excès de confiance ne conduise pas à des catastrophes ou même à de simples malentendus.

Je n'insiste pas. Sur ce point, comme sur tous les autres, le livre de M. d'Anthouard est remarquable de mesure et de raison.

Si nous possédions, pour tous les pays qui s'ouvrent à notre activité, des ouvrages, j'allais dire des manuels aussi solides, aussi largement documentés, aussi fortement pensés, la tâche serait singulièrement facilitée à ceux qui ont pour devoir de veiller aux diverses manifestations extérieures de l'activité française.

On raille, parfois, les diplomates et leur solennel verbiage. Voici un livre dont le ton est tout à l'opposé de ce qu'on est convenu d'appeler le langage de la diplomatie. Par son réalisme, par son autorité, et par son efficacité, il rendra service à la fois aux deux publics pour lesquels il est écrit.

N'est-ce pas le véritable objet du labeur diplomatique : mieux connaître pour mieux faire connaître, mieux apprécier pour mieux être apprécié?

Gabriel HANOTAUX,

de l'Académie française,
Président du comité France-Amérique.

LIVRES, PUBLICATIONS ET AUTEURS CITÉS

Jornal do Commercio. Rio de Janeiro.

Diario Official (Journal officiel du Gouvernement fédéral).

O Brazil suas riquezas naturaes suas industrias. Ouvrage préparé et publié par le Centro industrial de Rio de Janeiro, 1908 1909.

Le Brésil en 1889, ouvrage publié par les soins du Comité franco-brésilien pour l'Exposition universelle de Paris. Paris, 1889.

Le Brésil, par E. LEVASSEUR. Extrait de la grande Encyclopédie. Paris, 1889.

Relatorios, rapports annuels, des ministères fédéraux des Finances et des Travaux Publics.

Budgets fédéraux.

Comptes budgétaires définitifs (Balanço da receita et despeza da Republica).

Statistiques commerciales du ministère des Finances. Rio de Janeiro.

Bulletin commémoratif de l'Exposition nationale de 1908. Direction générale de la statistique du ministère des Travaux Publics, du Commerce et de l'Industrie. Rio de Janeiro, 1908.

The Brazilian Year book, 1908 et 1909. Rio de Janeiro.

Annales de la Chambre des députés, rapport sur le budget des recettes. Rio de Janeiro, 1908.

Statistiques des chemins de fer de l'Union. Ministère des Travaux Publics. Rio de Janeiro.

Le Brésil, courrier de l'Amérique du Sud. Edition parisienne.

Horace SAY. *Histoire des relations commerciales entre la France et le Brésil*, 1839.

Exploitation et culture des arbres à caoutchouc en Amazonie, par Paul LE COINTE. *Bulletin de la Société de Géographie de Paris*, 1908.

Produçao et commercio do Borracha, Miguel-Calmon DU PIN E ALMEIDA, ancien ministre des Travaux Publics et de l'Industrie des Etats-Unis du Brésil.

LE PROGRÈS BRÉSILIEN

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉOGRAPHIQUES ET HISTORIQUES

Le Brésil a une superficie énorme, 8 524 778 kilomètres (1) carrés, près de la moitié de celle de l'Amérique du Sud (45 pour 100 environ), seize fois celle de la France. A ce point de vue, il est le quatrième des grands pays du globe, après la Chine, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, le Canada, et avant la Russie d'Europe, et l'Argentine.

Ses plus grandes dimensions sont, de l'est à l'ouest, 4 350 kilomètres et du nord au sud, 4 280 kilomètres.

La majeure partie du pays est située sous les zones équatoriale et tropicale; la plus petite appartient à la zone tempérée. Voici ses coordonnées géographiques extrêmes : 5°9′40″ latitude nord et 33°0′45″ latitude sud, 37°10′ et 76°25′ longitude ouest de Paris.

Au centre de l'Amérique du Sud, où il pénètre comme un coin, il est en contact avec tous les pays de ce continent, sauf le Chili et l'Equateur. Sa frontière terrestre est ouverte sur presque toute son étendue. Ligne conventionnelle fixée

(1) Suivant des calculs récents cette superficie devrait être réduite à 8 061 260 kilomètres carrés. *Atlas du Brésil*, par le baron et le Dr Homens de Mello, 1908.

par traités, elle ne suit pas toujours les séparations naturelles et coupe les bassins de plusieurs grands fleuves, créant ainsi des rapports de dépendances économique et politique nombreux et complexes avec les pays voisins.

Envisagé sous son aspect général, le relief du sol apparaît assez simple. Le long de la frontière septentrionale s'allonge un grand plateau, versant méridional du massif des Guyanes, où l'altitude varie de 300 à 1 000 mètres. A la suite, dans le sens est-ouest, l'immense plaine de l'Amazonie s'étend de l'Océan Atlantique au pied des Andes péruviennes; région de terres basses, souvent marécageuses, où, à 3 000 kilomètres dans l'intérieur, le fleuve reste encore à une altitude de 140 mètres. Puis surgit le plateau central, soudé aux Andes par des hauteurs de faible relief et de peu de largeur; sa superficie est évaluée à la moitié de la superficie totale du Brésil; son altitude est généralement supérieure à 500 mètres et atteint souvent 1 000 mètres; il est sillonné par plusieurs grandes chaînes de montagnes beaucoup plus élevées, où certains pics dépassent 2 000 mètres. Au sud et à l'ouest, le terrain s'abaisse vers les plaines de l'Uruguay, du Parana et du Paraguay, ces dernières se rattachant presque à celles du Guaporé, affluent navigable de l'Amazone. Enfin, à l'est et au nord-est, une bande maritime, généralement de faible largeur, borde le plateau central, dont le versant de ce côté (Serra do Mar), est presque toujours abrupt.

Ainsi donc, le massif des Guyanes mis à part, le Brésil apparaît comme un immense plateau rattaché à la Cordillère des Andes par une ligne de faible relief, et entouré de terres basses. Ce trait caractéristique de son orographie est à retenir, en raison du rôle important qu'il joue comme facteur économique et politique de l'histoire du pays.

Un autre trait, également essentiel, est la disposition de son régime fluvial. Des deux côtés d'une ligne de partage coupant le plateau à peu près au milieu de sa plus grande dimension nord-sud, les cours d'eau se dirigent les uns vers le nord, les autres vers le sud; les premiers vont presque tous, à l'exception de deux grands fleuves, le São-Francisco et le Parnahyba, et de quelques autres moins importants, se jeter dans l'Amazone, le gigantesque collecteur du

versant septentrional, les seconds se réunissent pour former le Rio de la Plata. Ainsi ces « chemins qui marchent », grandes voies de pénétration, aboutissent à deux points situés pour ainsi dire aux extrémités du continent, séparés par plus de 6 500 kilomètres, èt dont l'un est situé au milieu de deux pays voisins, l'Argentine et l'Uruguay. Ces deux traits caractéristiques de sa constitution physique ont pour le Brésil des conséquences extrêmement importantes.

Il en résulte d'abord une grande variété de climats et de productions, car si par sa position le pays appartient pour les neuf dixièmes aux zones torride et tropicale, l'altitude des plateaux modifie la température au point que sur d'immenses étendues la race blanche peut y vivre et s'y reproduire dans des conditions satisfaisantes.

D'autre part, l'opposition des deux grands systèmes fluviaux, la nature montagneuse des hautes terres, les obstacles innombrables constitués par les montagnes et les forêts vierges accroissent encore les difficultés des communications déjà entravées par l'énormité des distances à franchir.

En réalité, et c'est la conclusion de ces courtes observations, la nature ayant divisé le Brésil l'homme travaille à faire de cette mosaïque de régions dissemblables une unité nationale ; tâche gigantesque en raison de ses proportions et des obstacles à vaincre.

L'histoire du Brésil date de quatre siècles. C'est à la fin du mois d'avril de l'année 1500 que le Portugais Pedro Alvares Cabral y aborda et en prit possession au nom du roi de Portugal.

Pendant plus de cent cinquante ans les Portugais furent absorbés par la conquête et la défense du pays. En guerre contre les Français, les Anglais, les Espagnols, les Hollandais, successivement et parfois simultanément, qui tentaient de les déloger, leur existence fut une lutte continuelle contre des adversaires redoutables, nombreux et sans cesse renaissants. L'expulsion des Hollandais de Pernambuco, 1654, marque approximativement la fin de cette première période ; à dater de ce moment la domination portugaise est définitivement implantée au Brésil.

Essayons d'esquisser l'état de la colonie ou plutôt de ce

groupement de colonies portugaises quelque temps après leur création. Sur des milliers de kilomètres de côtes, de l'embouchure de l'Amazone, au nord, à l'île Sainte-Catherine, au sud, une quarantaine de petites villes, une centaine de villages étaient éparpillés à d'énormes distances ; les deux villes principales, Bahia et Rio de Janeiro, comptaient l'une 20 000 habitants et l'autre 2 500. A la fin du seizième siècle, on évaluait la population de ces colonies à 57 000 habitants, dont 25 000 blancs et le reste Indiens civilisés et esclaves africains. Il n'y avait de commerce qu'avec le Portugal, à qui on expédiait l'or, le sucre, les bois de teinture et de construction, les cuirs et qui, en retour, envoyait les articles nécessaires à la vie des Européens, la farine, les vins et quelques objets de luxe. La mère patrie exploitait le pays à son profit exclusif et en assurait la subsistance et la défense. Cette exploitation se faisait de deux manières. Quelques grands propriétaires pratiquaient l'agriculture et l'élevage avec le concours de la main-d'œuvre servile, Indiens capturés et noirs importés d'Afrique, et de quelques surveillants et artisans d'origine portugaise ; des aventuriers, sous la conduite de chefs hardis, se lançaient dans l'intérieur du pays, poursuivaient les Indiens et les réduisaient en esclavage, découvraient des terres inconnues, et y ramassaient les richesses dont ils pouvaient s'emparer, de l'or à partir de 1560. Le gouvernement de pareils colons était singulièrement difficile et l'indécision et la faiblesse de la cour de Lisbonne le rendait plus malaisé encore. Après avoir créé un régime féodal en divisant le pays en capitaineries héréditaires (1532), origine des États actuels, elle s'efforça de ruiner le pouvoir ainsi institué et reprit peu à peu tous ces fiefs. En même temps elle concéda des franchises municipales à certaines villes et opposa ainsi le pouvoir communal au pouvoir féodal. Cette politique devait fortifier les idées autonomistes dont l'isolement favorisait l'éclosion, tandis qu'elle affaiblissait la puissance royale déléguée tantôt à un gouverneur général, tantôt à deux, l'un résidant à Bahia, l'autre à Rio de Janeiro, parfois à un vice-roi, ou encore, durant des interrègnes, remise à une junte extraordinaire composée de la Chambre municipale de la capitale et des hauts magistrats.

Tant que ces colonies se sentirent menacées par les indiens ou par les étrangers, le souci de leur sécurité assura leur soumission. Leur faiblesse était la garantie de leur obéissance. Mais à la fin du dix-septième siècle, ces dangers ayant diminué, l'antagonisme des intérêts locaux apparut et grandit. La population créole commença à revendiquer son indépendance; elle se heurta à l'égoïsme de la métropole, qui considérait le Brésil comme une source de richesses réservée à son profit exclusif. La politique du Pacte colonial florissait à cette époque. Dès lors le conflit éclate entre les deux tendances et la force seule le résoudra.

La conquête et l'exploitation du Brésil avaient commencé par le centre et le nord, à Bahia, Pernambuco, dans les plaines du fleuve Sâo-Francisco, et les régions voisines de l'embouchure de l'Amazone; elle y était plus facile, plus productive; car on y récoltait le sucre, les épices, les bois précieux. Le sud, avec son climat plus doux, attira ensuite les colons désireux de faire souche dans le pays, et c'est là, en effet, que le peuplement commença. Le territoire qui forme aujourd'hui l'Etat de Saint-Paul semble avoir été choisi plus spécialement par ces immigrants; ils y vinrent nombreux, se mêlèrent aux Indiens dont ils épousèrent les femmes et grossirent leur nombre de métis. En 1545 la ville de Santos avait été fondée; en 1560 celle de Saint-Paul avait pris une telle importance qu'elle obtenait des franchises municipales. Rio de Janeiro et Espirito-Santo suivirent ce mouvement, mais ce fut surtout Saint-Paul qui tint la tête, grâce à l'audace de ses habitants, leur esprit de conquête et partant d'indépendance. Ils furent les principaux pionniers du Brésil.

« En 1606 les Paulistes ne pouvaient mettre sur pied pour les expéditions dans l'intérieur que 1 800 hommes, dont 300 blancs et 1 500 Indiens, presque tous munis d'armes à feu et protégés par des cuirasses en cuir ouaté. Ils augmentèrent leur nombre en s'adjoignant des aventuriers de Rio de Janeiro et d'Espirito-Santo et des Indiens prisonniers. Manoel Preto avait à lui seul 1 000 combattants indiens dans ses terres d'Expectaçâo, près de Saint-Paul. On donnait à ces expéditions le nom de « Bandeira » (drapeau) et aux individus qui les composaient celui de « bandeirantes ».

Dès 1526 des aventuriers avaient franchi le fleuve Parana, poussé vers l'ouest jusqu'aux frontières de l'empire des Incas et atteint la Bolivie. De 1573 à 1578, les explorations pénétrèrent dans la région où se trouve actuellement l'Etat de Minas Geräes. Plus tard, elles s'avancèrent jusque dans le bassin de l'Amazone. En 1592 elles arrivèrent jusqu'à l'emplacement actuel de Goyaz.

Vers 1620 les « bandeirantes » entreprennent la conquête des régions méridionales voisines du Parana ; ils y trouvent les missions florissantes dirigées par les jésuites et à partir de 1630 commencent à les razzier, détruisant les villes, emmenant les Indiens en esclavage et chassant les Espagnols. A ceux-ci ils prennent le territoire occupé actuellement par l'Etat de Rio Grande do Sul. En 1632 ils envahissent le Matto-Grosso, mais c'est seulement au commencement du dix-huitième siècle qu'ils y fondent les premiers établissements. En 1663 ils découvrent l'or dans Minas Geräes et quelques années plus tard y créent des villages.

Au nord des gens de Bahia pénétraient dans l'intérieur par l'Amazone, dont l'exploration commença vers 1637-1639. La ville de Belem de Para, située à l'embouchure du fleuve, avait été fondée en 1616. En 1655 des missions religieuses entreprennent l'évangélisation des Indiens. En 1750 on comptait quarante-six bourgades d'Indiens et trente mille feux. La capitainerie du Para est créée en 1775 et un courant d'émigration portugaise s'y dirige sous l'impulsion d'une grande compagnie de commerce créée par le gouvernement de Lisbonne.

La cour de Portugal encourageait cette expansion qui servait ses intérêts, étendait ses domaines et accroissait ses revenus. Elle protégeait cependant les Indiens et avait défendu de les réduire en esclavage ; elle s'accordait sur ce point avec l'Eglise, qui, par des bulles pontificales, par l'organe des missionnaires jésuites, tentait de sauver ces Indiens de la rapacité des Portugais brésiliens. Aussi l'animosité contre les jésuites était-elle grande ; elle persista jusqu'à leur expulsion du Brésil en 1759. Le pouvoir royal souffrit également des effets du mécontentement populaire : des troubles se produisirent à Saint-Paul et les habitants parlèrent de se séparer pour former un royaume indépendant

sous le gouvernement d'un des leurs. Néanmoins en 1755 et en 1758 deux lois portugaises abolirent l'esclavage des Indiens. Mais ce qui aliéna par-dessus tout aux rois de Portugal la fidélité des colons brésiliens, ce fut leur politique coloniale égoïste qui, de parti pris, ne tenait aucun compte des intérêts de la colonie et les sacrifiait à ceux de la métropole. Les colons brésiliens devaient payer de lourdes taxes, il leur était déf ndu de créer des industries afin de ne pas faire concurrence à celles de la métropole, leurs relations commerciales étaient limitées au Portugal, bref, tout développement moral et matériel était interdit afin de maintenir le pays en état de minorité.

Les premiers symptômes de résistance apparurent au commencement du dix-huitième siècle à Rio de Janeiro où les créoles battirent, en 1704, les Portugais européens aux élections municipales. En 1708-1709 une guerre civile éclate à Minas Gerâes entre des Paulistes et des gens du Portugal, que les premiers désignaient sous le sobriquet de « Forasteiros » (étrangers). A Pernambuco, entre les habitants de la ville, en majorité portugais, et ceux des environs, riches planteurs brésiliens, des luttes sanglantes ont lieu et durent quatre ans, de 1710 à 1714. A Ouro Preto, chef-lieu de la capitainerie de Minas Gerâes, une rébellion contre le gouverneur se produit en 1720. Plus tard, en 1789, une nouvelle révolte connue dans l'histoire du Brésil sous le nom de celle d' « Inconfidencia » éclata avec plus de violence encore. Dans toutes ces explosions du mécontentement populaire, causées par une administration tyrannique qui méconnaissait les droits des jeunes colonies, le dissentiment entre créoles et Portugais s'affirmait de plus en plus profond, les haines se faisaient plus vives. A la même époque les idées libérales qui provoquaient l'indépendance des Etats-Unis et sapaient l'ancien régime en France pénétraient au Brésil et encourageaient les aspirations autonomistes. Mais les difficultés des communications arrêtaient l'essor de ces mouvements d'indépendance. Les provinces du nord étaient en relations directes avec la métropole et n'avaient, pour ainsi dire, pas de rapports avec le sud, Bahia, Rio de Janeiro et Saint-Paul. L'influence portugaise était plus considérable à Belem de Para, Sâo-Luiz de Maranhâo, que

dans les autres villes du littoral brésilien. L'antagonisme entre la colonie et la métropole était manifeste et celle-ci ne maintenait plus son autorité que par la force. Un événement européen bouleversa les idées en changeant la face des choses au Portugal et, par contre-coup, la Révolution française avança l'heure de l'indépendance brésilienne.

Le 22 janvier 1808, la famille royale de Portugal, se retirant devant l'invasion française, arrivait à Bahia ; le 7 mars elle débarquait à Rio de Janeiro. C'était, pour le Brésil, la fin du régime colonial, désormais il était élevé au rang de nation. La foule acclamait le prince régent comme « empereur » du Brésil et lui-même, dans son manifeste aux puissances, écrivait qu'il « élevait la voix du sein du nouvel empire qu'il était venu créer ».

Le 28 janvier les ports du Brésil étaient ouverts au commerce international. Le 1er avril la liberté de l'industrie était décrétée et successivement toutes les mesures destinées à encourager le commerce et l'émancipation économique. Le 16 décembre 1815 le Brésil recevait avec le titre de « royaume » l'autonomie politique.

Mais le Portugal, contraint par les circonstances de reconnaître la majorité du Brésil, n'admettait pas de bonne grâce le fait accompli et allait tenter de ressaisir la tutelle. En 1820 le régime constitutionnel avait été proclamé à Lisbonne et le 26 avril 1821 le roi Jean VI, rappelé par les Cortès, laissait à son fils aîné, dom Pedro, la régence du royaume du Brésil. Aussitôt commençait la politique de réaction contre l'autonomie brésilienne, dont le résultat devait être la rupture définitive des liens qui unissaient les deux pays.

D'après des correspondances de l'époque, le départ du roi avait jeté un trouble profond dans le pays. Beaucoup de gouverneurs de capitaineries avaient été remplacés par des juntes locales, dont l'administration n'avait pas été acceptée sans plaintes, et des troubles avaient éclaté sur plusieurs points comme Bahia et Pernambuco.

Le prince régent ne se soutenait que grâce à l'appui des garnisons portugaises. Son autorité n'était guère acceptée qu'à Saint-Paul et à Minas Geraës, et encore la discutait-on dans cette dernière région. Rio de Janeiro était travaillé par l'insurrection.

C'est à ce moment qu'il reçoit l'ordre des Cortès de Lisbonne de rentrer. A peine se prépare-t-il à y obéir que de tous côtés on le supplie de rester. Le mécontentement contre le Portugal, qui est général, grandit de jour en jour. Les corps constitués multiplient les démarches, la milice brésilienne s'assemble et prend les armes. Le prince, cédant à ces instances, décide de différer son départ, mais les troupes portugaises de sa cour quittent le pays et la garnison de Rio de Janeiro, cernée par les milices brésiliennes, s'embarque à son tour le 15 février 1822.

Le même jour le vice-président de la junte de Minas Geraes, José Teixeira da Fonseca Vasconcellos, reçu en audience publique par le prince régent, lui demande de rester et termine ainsi son discours : « Votre Altesse Royale ne pourra jamais être le centre d'union et d'activité dans ce royaume, sans que nous installions parmi nous des Cortès législatives, que nous formions un système de lois spéciales et qui nous soient propres et que chaque province ait dans son sein tous les tribunaux compétents et indispensables à l'avantage des habitants. » L'opinion générale incline graduellement vers l'indépendance, mais on est loin d'être d'accord sur les moyens d'arriver à ce but. L'esprit de provincialisme, les distances énormes, le retard des communications et l'ignorance générale à l'époque sont des obstacles majeurs à cette union.

Les troupes envoyées pour renforcer la garnison portugaise arrivent le 9 mars 1822 sur des bâtiments escortés par le vaisseau de guerre João VI ; le régent leur interdit de débarquer et leur intime l'ordre de retourner à Lisbonne ; 300 hommes et un navire passent du côté des Brésiliens et le reste part le 23 mars.

L'effervescence des esprits grandit à Minas Geraes et le régent doit se rendre sur les lieux pour éviter un mouvement séparatiste. Pendant son absence de Rio de Janeiro, des troubles menacent d'y éclater et ne sont conjurés que par le retour subit du prince. A Bahia, Portugais et Brésiliens en viennent aux mains et le sang est versé. Une expédition est envoyée par mer de Rio de Janeiro pour chasser les troupes portugaises qui sont encore à Bahia.

En juin, la *Gazette officielle* annonce que S. A. R. le prince régent « constitutionnel et défenseur perpétuel du Brésil » pre-

un Conseil d'Etat composé des procureurs généraux des provinces. Aussitôt réuni celui-ci demande l'institution d'une assemblée de députés formant le corps constituant et législatif du Brésil et, peu après, paraît une ordonnance convoquant ces représentants. Il s'en faut que l'unanimité existe dans les sentiments qui se font jour sur divers points du pays. Au milieu des cris d'indépendance on entend encore les protestations de ceux qui persistent à proclamer l'union avec le Portugal, et dans le nord, notamment au Maranhão et au Para, le loyalisme l'emporte.

Mais on apprend qu'à Lisbonne on arme une expédition pour soumettre les Brésiliens. Le prince régent, qui était dans la province de Saint-Paul, franchit en cinq jours les cent lieues qui le séparent de Rio de Janeiro et, le 14 septembre 1822, fait son entrée dans cette ville. Il n'a plus la cocarde royale à son chapeau et porte au bras un nœud de rubans verts avec la légende : « L'indépendance ou la mort ». C'est le cri qu'il a poussé sur les bords du ruisseau Ypiranga, le 7 septembre, en recevant les dépêches lui annonçant les armements contre le Brésil et son rappel à Lisbonne. Aussitôt les milices arrachent la cocarde bleue et blanche, la foulent aux pieds, et, ainsi qu'un grand nombre de bourgeois, arborent au bras le ruban vert.

Enfin, le 12 octobre 1822, jour anniversaire de sa naissance, le prince régent est solennellement proclamé empereur constitutionnel et défenseur perpétuel du Brésil.

Ainsi fut consommée la rupture définitive, rupture qui était dans l'ordre des choses et que devait fatalement produire l'antagonisme entre créoles et Européens, accru par une politique coloniale égoïste et imprévoyante. Dans sa première enfance la jeune colonie avait pu être impunément exploitée, ses besoins sacrifiés par la métropole qui ne voyait en elle qu'une source de richesses à sa discrétion, un marché réservé à son commerce, compensations légitimes, après tout, des sacrifices de la conquête. Vint le moment où la jeune société, héritière de la civilisation de la mère patrie, prit conscience de ses droits, de sa force. Les injustices la révoltèrent et elle saisit la première occasion favorable pour rejeter une tutelle insupportable.

Le Brésil avait réalisé son indépendance, la souveraineté

du peuple, la liberté de l'individu étaient proclamés. Comment concilier ce double principe avec l'état en quelque sorte anarchique du pays où la nature et l'histoire avaient créé de profondes divisions, et développé l'esprit d'indiscipline? Comment ramener à l'unité ce peuple éparpillé sur un immense territoire, en une infinité de groupements isolés sous la puissance d'oligarchies jalouses les unes des autres, et rebelles à toute direction centrale? A celles-ci on avait sacrifié les anciens capitaines généraux pour les remplacer par des juntes locales, mais ce n'était pas assez encore et à peine l'indépendance fut-elle accomplie que le peuple ou mieux les oligarchies locales réclamèrent le fédéralisme qui devait consacrer leur puissance. Douze jours s'étaient à peine écoulés que la division se mettait dans le sein du ministère et provoquait sa démission et dès lors le régime impérial ne fut plus qu'une lutte sans relâche entre conservateurs, libéraux, fédéralistes, voire même républicains, lutte qui troubla profondément le pays et y favorisa l'éclosion de nombreux et fréquents troubles révolutionnaires.

Le premier empereur, dom Pedro I, ne régna que huit ans. Impuissant à réprimer l'anarchie, à dominer l'opposition, il dut céder et abdiquer en faveur de son fils, âgé de cinq ans (7 avril 1831) et rentra au Portugal. Aux yeux de ses sujets, il avait un défaut capital, une tare irrémédiable : né au Portugal, il était un étranger. L'indépendance n'avait pas éteint la haine des Brésiliens contre les Portugais et une pareille origine était toujours impardonnable.

Dans son *Histoire des relations commerciales de la France et du Brésil* (Paris, 1839) Horace Say rapporte les circonstances de cette abdication.

Le roi, sommé par l'opposition de changer son ministère et de reprendre les hommes qu'il avait remerciés quelque temps auparavant, reçut le chef des insurgés, Francisco Lima, en présence des ministres de France et d'Angleterre, et, devant son insistance, finit par lui remettre son acte d'abdication en faveur de son fils. « Voici, dit-il, la réponse qui convient à un homme d'honneur. J'ai abdiqué, je pars. Puissiez-vous être heureux au Brésil ! » Le soir même la famille impériale s'embarquait.

La minorité du nouvel empereur, dom Pedro II, fut très

troublée ; l'agitation fédéraliste continua jusqu'en 1837, puis des guerres civiles ensanglantèrent plusieurs provinces. L'Acte additionnel à la Constitution de 1834 accorda des satisfactions aux partisans de l'autonomie provinciale. Chaque province était administrée par un président ou gouverneur nommé par le gouvernement central et le pouvoir réglementaire était remis à une assemblée provinciale élue qui votait le budget.

La minorité de l'empereur étant propice à cette agitation révolutionnaire, le gouvernement, d'accord avec le Parlement, avança la proclamation de la majorité. Le jeune empereur, qui n'avait que quatorze ans et demi au lieu de dix-huit ans, âge légal, fut consulté et déclara énergiquement qu'il voulait être émancipé de suite. La majorité fut donc proclamée le 23 juillet 1840, mais ce ne fut que vers 1849 que la paix intérieure se rétablit.

La guerre civile avait duré près de quinze ans et bouleversé successivement Pernambuco, Maranhão, Ceara, Bahia, Minas Geraes, Saint Paul, Rio Grande do Sul. L'apaisement se fit à partir de 1850, mais n'arrêta pas le progrès des idées républicaines et surtout fédéralistes.

La coexistence sur le sol brésilien du principe de liberté individuelle, proclamé par la révolution du 7 septembre 1822, et de l'esclavage créait également un grave conflit dont le dénouement ne pouvait tarder. Adhérer à la « Déclaration des droits de l'homme » alors que le cinquième de la population se trouvait réduit à l'état de bétail humain, c'était mettre aux prises deux principes inconciliables.

L'émancipation des esclaves avait été proposée par le gouvernement colonial dès 1758, mais c'est seulement le 7 novembre 1831 que furent prises les premières mesures restreignant la traite ; le 4 septembre 1850 celle-ci fut enfin interdite. Peu à peu il s'était formé un parti abolitionniste dont l'empereur dom Pedro II était le soutien le plus puissant. Divers projets d'émancipation graduelle furent présentés, mais n'aboutirent à un résultat qu'après la guerre du Paraguay : une loi affranchit tous les enfants à naître de mères esclaves ; on l'appela « loi Rio Branco », du nom de l'éminent homme d'État, son auteur, ou encore « Loi du ventre libre » (28 septembre 1871).

En 1884 deux provinces, Amazonas et Ceara, affranchirent leurs esclaves. Le 28 septembre 1885 les esclaves furent déclarés libres à partir de soixante-cinq ans et en même temps la loi fixait un tarif de rachat et créait un fonds d'encouragement à l'immigration. Enfin, le 13 mai 1888, l'esclavage était aboli complètement. D'après le tarif de 1885, la valeur totale des esclaves ainsi libérée était estimée à 1 212 000 000 francs ; et l'on peut imaginer à quel point la disparition d'un capital si considérable éprouva les planteurs, qui, en outre, virent du jour au lendemain les noirs abandonner la campagne, pour vivre dans les villes d'une vie indolente et paresseuse, et se trouvèrent privés de bras par suite de la pénurie d'ouvriers agricoles.

Si cette révolution s'accomplit pacifiquement et sans effusion de sang, elle n'en fut pas moins la source de difficultés extrêmement graves qui ont pesé lourdement sur le pays et dont il supporte encore les conséquences.

M. E. Levasseur a écrit ces lignes en 1889, au sujet de l'émancipation des esclaves au Brésil : « Il leur (les Brésiliens) faudra remplacer une partie des esclaves par des ouvriers libres : le Brésil cherche à attirer dans ce but des immigrants. Beaucoup de propriétaires se trouveront appauvris ou momentanément gênés ; le luxe et la large hospitalité des fazendas s'en trouveront affectés et, ce qui est plus grave, il y aura des exploitations ruinées. Il leur faudra plus de capitaux pour faire valoir les terres et plus de numéraire pour payer les salaires ; ceux qui ne posséderont pas ces capitaux ou ne pourront pas se les procurer devront abandonner ou, ce qui est beaucoup plus souhaitable, restreindre leurs cultures en louant ou en vendant à de petits colons immigrants les champs qu'ils n'utiliseraient plus eux-mêmes. » (*Le Brésil*, 1889, chap. II.) C'est en quelques mots l'histoire économique du Brésil dans ces vingt dernières années. Nous y reviendrons.

Les menaces qui avaient assailli l'empire dès son origine se faisaient plus vives d'année en année, en même temps les forces de résistance s'affaiblissaient. Les campagnes de l'Uruguay (1864-1865), la guerre du Paraguay (1864-1870), les agitations politiques et les luttes parlementaires avaient lourdement endetté le pays et entravé son essor économique.

Les hommes d'État les plus éminents s'éloignaient du trône et entre les mains de l'empereur malade ou durant ses voyages en Europe, le pouvoir s'amoindrissait au point d'être à la merci d'un incident.

Il eut lieu le 15 novembre 1889 ; avec le coup de mécontentement de quelques officiers, les esprits s'échauffèrent et le général Deodoro da Fonseca, subissant l'influence des positivistes républicains dont le chef était Benjamin Constant, se trouva entraîné à déposer le ministère puis à proclamer la République sans rencontrer personne pour défendre la couronne de dom Pedro II, absent de la capitale en ce moment. Quand il arriva dans l'après-midi de Petropolis, sa résidence d'été, à quelques lieues de la capitale, c'était trop tard, le charme de l'empire était rompu.

Avec l'empire tombait le pouvoir centralisateur qui n'avait pu dominer les forces naturelles centrifuges du Brésil, l'éparpillement de ses habitants et leurs habitudes d'indiscipline. La nécessité d'assurer l'unité de direction du mouvement d'indépendance de 1822 avait fait surgir l'empire, mais que pouvait cette autorité sur des populations dont elle était séparée par des distances énormes? Créer l'unité de gouvernement sur ces groupes si dispersés, solidariser des intérêts si différents, réduire une insubordination engendrée par trois siècles d'aventures et de luttes, soumettre les innombrables oligarchies locales était un problème singulièrement ardu. Le régime impérial succomba à la peine et dut abandonner à la république le soin de le résoudre.

Quarante-huit heures après la proclamation de la république la vie du pays avait repris son cours normal, écrivait un témoin oculaire. La révolution avait été accomplie sans violence ni effusion de sang, avec une soudaineté et un succès qui surprirent ses auteurs eux-mêmes. C'est qu'il ne s'agissait pas de la révolte d'un peuple secouant une tyrannie et se libérant d'une oppression cruelle. La constitution de l'empire était en effet libérale et dom Pedro II, plus philosophe que souverain, fut toujours extrêmement paternel pour ses sujets. Ce fut une noble figure et jusqu'au bout de sa vie, dans l'exil comme sur le trône, il donna l'exemple de la grandeur d'âme. Sa mort en 1891 causa dans tout le Brésil une douleur profonde. D'aucuns

le taxeront de faiblesse et prétendront que, dans ses dernières années, il n'eut pas la fermeté nécessaire. Il ne faut pas oublier cependant qu'à ce moment il était miné par la maladie. Ses partisans manquèrent de courage, leurs divisions favorisèrent le développement des idées fédéralistes et de la puissance des chefs politiques locaux. Aussi s'était-on de plus en plus habitué à l'éventualité de la république ; la sympathie profonde dont jouissait l'empereur devait, pensait-on, en retarder l'échéance jusqu'à sa mort. Malheureusement le mécontentement des grands propriétaires ruinés par l'affranchissement des esclaves empira la situation. L'indiscipline de l'armée, contre laquelle il avait tenté de réagir, trop tard sans doute, provoqua l'incident qui, dans ces circonstances critiques, dégénéra en révolution. L'indolence, le scepticisme et l'indifférence brésiliennes permirent aux événements de se dérouler avec une rapidité déconcertante, et devant le fait accompli, bien rares furent ceux qui protestèrent. Un des aides de camp préférés de l'empereur, se présentant le 17 novembre au nouveau ministre de la marine, s'exprimait en ces termes : « J'ai eu beaucoup de peine en me séparant de mon vieil ami l'empereur, mais ce qui est fait est fait. On ne peut revenir en arrière et il ne le faut pas. Les hommes qui aiment leur pays doivent oublier le passé et unir actuellement tous leurs efforts pour assurer la paix et la grandeur du Brésil. » Ces sentiments étaient peut-être ceux de la majorité des amis de la famille impériale. Ils sont d'ailleurs conformes à la nature apathique et indifférente des Brésiliens qui acceptent facilement le fait accompli.

Cependant il serait injuste de méconnaître que sous le gouvernement impérial le Brésil avait franchi heureusement des crises douloureuses et difficiles, qu'il n'avait cessé de progresser et surtout qu'il avait acquis des traditions qu'il est un des rares pays de l'Amérique du Sud à posséder et qui sont certainement un des plus puissants ressorts de sa vie nationale.

Mais cette marche en avant était trop lente au gré de certains que fascinait l'essor des États-Unis de l'Amérique du Nord et qui rêvaient pour le Brésil une envolée aussi rapide et aussi haute. L'obstacle, à leurs yeux, était l'empire.

régime européen, c'est-à-dire caduc et incompatible avec la vigueur d'un jeune peuple à qui la liberté sans limite devait suffire pour réaliser ses brillantes destinées. Pour ceux-ci le modèle à suivre était la grande république du nord et ils s'empressèrent de le copier dès qu'ils en eurent le pouvoir.

Dans la Constitution promulguée un an après la proclamation de la République (*voir Annexe I*), le point capital est la substitution du régime fédéral et présidentiel au régime unitaire, parlementaire et représentatif de l'empire. C'était poser le problème, mais non le résoudre; aux difficultés que lui avait léguées l'empire, questions militaire et financière, la république ajoutait celles de la pratique d'une nouvelle Constitution.

Le peuple n'avait pas d'éducation politique et les nouveaux hommes d'État étaient sans expérience. La plupart des États confédérés manquaient de population et de ressources et chez ceux qui avaient les moyens de profiter de l'autonomie, il y avait à redouter un conflit entre l'intérêt national et l'intérêt local où ce dernier pouvait l'emporter. L'empereur avait réussi dans une certaine mesure à combattre la puissance des oligarchies provinciales, mais avec le nouveau régime le président de la République et le Congrès nommés par elle allaient être à leur merci et par conséquent incapables de mettre un frein à leur arbitraire. Le régime présidentiel supprimait tout lien de dépendance entre l'exécutif et le législatif, comment l'harmonie indispensable à la vie publique allait-elle régner entre les deux pouvoirs que des tendances de civilisation et de race, une pratique parlementaire de soixante ans avaient maintenu jusque-là dans des rapports de subordination?

La révolution du 15 novembre 1889 avait eu pour chef le maréchal Deodoro da Fonseca et ainsi la question militaire, c'est-à-dire la prétention de l'armée de jouer un rôle politique, recevait la solution que désiraient les officiers, mais qu'avait toujours combattu l'empereur. Le maréchal ayant pris le pouvoir l'exerça en homme de l'empire, c'est-à-dire avec un esprit autoritaire, et le maréchal Floriano Peixoto, qui lui succéda le 23 novembre 1891 agit de même. De pareils hommes aux prises avec les difficultés énormes

qui surgissaient de toutes parts devaient s'astreindre avec peine aux règles d'une Constitution dont les premiers essais révélaient naturellement les défauts et les lacunes. Aussi leur gouvernement fut-il une dictature plus ou moins déguisée en conflit avec le Congrès et avec les Etats, dont elle violait l'autonomie. A la capitale, les coups d'Etat et les révoltes se succédèrent et leur répercussion à l'intérieur causa des insurrections redoutables, qui mirent par moment en péril l'existence même de l'Union.

Le maréchal Déodoro da Fonseca, président du gouvernement provisoire formé au lendemain de la révolution, avait été nommé président du premier gouvernement élu le 22 janvier 1891.

Le 3 novembre 1891, il dissout le Congrès et décrète la dictature, mais vingt jours plus tard il doit se retirer devant les menaces de la marine, cette fois au service de la légalité. Le maréchal Floriano Peixoto, vice-président de la république, le remplace, mais ses procédés arbitraires et inconstitutionnels soulèvent une violente opposition. Au nom de la légalité méconnue, la flotte, sous le commandement de l'amiral de Mello, se révolte le 7 septembre 1893 et la guerre civile éclate dans plusieurs Etats, notamment dans ceux du sud, à Rio Grande do Sul, Santa-Catharina, Parana. Le 12 mars 1894, les marins révoltés, qui depuis six mois tenaient sous leurs canons la ville de Rio de Janeiro, sont enfin vaincus; mais la lutte continue au sud.

Pendant que s'étend ainsi l'anarchie, une crise financière sans précédent s'ajoute à la crise économique engendrée par la suppression de l'esclavage. On avait vivement reproché à l'empire de laisser dans l'inertie les forces et les richesses latentes du sol, aussi la république avait-elle voulu leur donner une vive impulsion. Sous son action, une floraison de sociétés financières, industrielles et commerciales, était sortie de terre à vue d'œil; on en évaluait le capital à dix milliards de francs. Mais ce n'était qu'une apparence créée par une spéculation effrénée et dont le seul résultat fut la chute rapide du change à un taux inconnu jusque-là et la dépréciation du crédit national. (*Annexe* 18.)

Telle était la situation après cinq années d'expérience du nouveau régime. Heureusement pour le Brésil, il put sortir

de cette situation critique sans un nouveau coup d'État.

La classe militaire, dégoûtée de ces luttes, eut la sagesse de comprendre que son devoir était de renoncer à la politique, épargnant ainsi au pays le mal chronique des pronunciamentos. De l'excès du mal était sorti le remède, le péril de la question militaire était écarté. Le maréchal Floriano Peixoto, voyant approcher le terme de son mandat, adopta le seul moyen de désarmer ses adversaires et de sauver le pays : il se conforma à la Constitution en ordonnant les élections à la date légale. Son successeur fut un homme étranger aux agitations militaires que l'opinion désignait depuis longtemps, M. Prudente Moraes.

Dès qu'il eut pris le pouvoir, le 15 novembre 1894, le premier président civil de la république s'appliqua à la pacification du sud. La victoire de Passo-Fundo au Paraná (27 juin 1894) avait brisé l'insurrection qui, depuis février 1893, ensanglantait et ruinait les États de Rio Grande do Sul, Santa-Catharina et Paraná, mais ne l'avait pas anéantie. Privée d'une partie de ses forces, elle menaçait de prendre un caractère insidieux, non moins grave pour la paix publique. En traitant avec les insurgés, le 23 août 1895, et plus tard en prenant l'initiative d'une amnistie qui fut votée par le Congrès, Prudente Moraes rétablit enfin la paix intérieure.

Il se consacre alors à l'affermissement du pouvoir civil et à la solution des maux redoutables engendrés par cinq années de troubles. La tâche est singulièrement ardue. L'armée et la marine, d'ailleurs en rivalité, sont ralliées au régime civil, mais renferment encore des éléments qui n'ont pas perdu tout espoir de reprendre l'influence dont l'élection du 15 novembre 1894 les a privés. Les républicains sont profondément divisés : les uns, partisans de l'ancien régime militaire, se posent en champions irréductibles du système fédéral et présidentiel tel que l'a établi la Constitution ; à leurs yeux, c'est le *palladium* de la république et la garantie contre une tentative de réaction impérialiste ; les autres, frappés du danger du relâchement des liens fédéraux, de la faiblesse du pouvoir du gouvernement de l'Union, et de l'insuccès de ses efforts pour maintenir les États confédérés dans l'observance du statut fédéral, se montrent

disposés à examiner les lacunes de la Constitution, à reviser, si c'est nécessaire, l'article 6, qui fixe la compétence de l'Union dans les questions concernant les Etats, en un mot à prévenir le danger du séparatisme. Enfin les imperialistes cherchent à exploiter, sans succès d'ailleurs, la situation et n'aboutissent qu'à faire le jeu du parti extrême, les « jacobins ». Nous parlerons de ceux-ci plus loin.

La crise financière s'aggravant, la mévente du cafe accroît les périls de la situation; des difficultés internationales ajoutent encore aux complications, en surexcitant l'animosité contre les étrangers que les « nativistes » alliés aux « jacobins » entretiennent soigneusement.

Pour n'avoir pu mettre l'ordre dans ce chaos, Prudente Moraes fut accusé de timidité et d'incapacité. Un pareil jugement est injuste, si l'on considère que le premier président civil réussit à maintenir une paix relative, à imposer le respect de la Constitution à des partis si violents et si audacieux qu'ils ne reculèrent pas devant une tentative d'assassinat du chef de l'Etat. Sans doute, il eût été désirable de voir cesser le gaspillage des deniers publics et aborder la solution des problèmes économiques dont dépend l'existence du pays, mais encore ne doit-on pas oublier que l'opposition, si acerbe dans sa critique, fut toujours incapable de formuler un programme sérieux et pratique.

Assurer le triomphe de la légalité, écraser ses ennemis, telle fut l'œuvre de Prudente Moraes; c'est un titre, et non des moindres, à la reconnaissance nationale. Et cette étape franchie allait permettre aux successeurs de poursuivre leurs travaux dans des conditions favorables.

M. Campos Salles, qui le remplaça le 15 novembre 1898, eut pour tâche principale le relèvement des finances du pays, tombées si bas qu'un moratorium avait dû être signé le 15 juin 1898 avec les porteurs de la Dette extérieure. Il y réussit dans une large mesure. Nous reviendrons sur ce sujet au chapitre des finances. Pour l'instant il suffira de dire que M. Campos Salles introduisit l'ordre et l'économie dans les dépenses publiques, diminua la circulation fiduciaire, allégea les charges du Trésor en rachetant les chemins de fer jouissant de garanties d'intérêts élevées pour les

affermer à des conditions avantageuses, et enfin releva le crédit du pays. Il avait trouvé le change à 7 3/16 d., à son départ il était relevé à 12 d.; en 1898, la baisse qui atteignait les fonds brésiliens sur les bourses étrangères était de 50 pour 100 environ et au cours de sa magistrature ces titres profitèrent d'une hausse de 35 pour 100.

Ces résultats ne furent pas obtenus sans sacrifices, les économies seules ne pouvaient les produire, car il était impossible de suspendre non seulement la vie nationale, mais aussi son progrès pour payer les dettes du passé. Il fallut donc augmenter fortement les impôts, en particulier les droits de douane et, en conséquence, la vie enchérit sensiblement.

Durant la présidence Campos Salles, l'acuité des luttes de partis s'adoucit et la paix intérieure se consolida. Aussi le gouvernement put-il, sur la base solide que lui donnait l'amélioration des finances, se consacrer au développement des forces du pays d'une façon sérieuse. Mais son temps et ses efforts avaient été absorbés par la partie financière de sa tâche et c'est à son successeur qu'incomba le soin de donner au pays l'impulsion réclamée depuis si longtemps. Encore fallait-il résoudre au préalable un problème d'une gravité exceptionnelle, sous peine d'échouer : l'assainissement de la capitale était la question la plus urgente.

Des améliorations sensibles avaient été déjà obtenues depuis quelques années; la mortalité générale de Rio de Janeiro qui, dans la période de 1859 à 1865, oscillait entre 46,48 et 71,47 pour 1 000 habitants, avait diminué; dès 1881, le minimum était descendu à 30,02, mais certaines années ce coefficient remontait à 40 et même 51,74 par suite de maladies épidémiques dont la plus terrible était la fièvre jaune; il en résultait un fâcheux renom d'insalubrité qui discréditait le pays tout entier et était un obstacle insurmontable à sa prospérité. Avant de songer à développer l'immigration, à attirer des capitaux étrangers, à mettre le sol en valeur, il était indispensable de faire disparaître ce fléau. L'empire, dès 1876, y avait songé et avait pris des mesures pour rechercher les causes de propagation de la maladie et les moyens de les combattre. De nouvelles tentatives dans ce sens avaient eu lieu ultérieurement, mais

étaient restées sans effets pratiques, du moins à Rio de Janeiro, qui continuait à être le lieu d'élection du fléau, et périodiquement la population était décimée.

La direction générale de la santé publique réorganisée au début de la présidence de M. Rodrigues Alvès, prépara la lutte contre la fièvre jaune avec les moyens les plus énergiques, en prenant pour modèle le système adopté à Cuba par les Nord-Américains. Grâce à des règles sévères appliquées avec fermeté, elle obtint un plein succès, comme on peut s'en rendre compte d'après les chiffres du tableau suivant :

Années.	Décès provoqués par la fièvre jaune.	Population urbaine de Rio de Janeiro.	Coefficient.
1887.......	137	383 766	
1888.......	747	398 386	
1889.......	2 156	413 728	48 pour 10 000 habitants.
1890.......	719	429 848	
1891.......	4 456	440 118	
1892.......	4 312	450 636	
1893.......	825	461 411	
1894.......	4 852	472 454	57,8 —
1895.......	818	483 773	
1896.......	2 929	495 380	
1897.......	159	507 286	
1898.......	1 078	519 503	23,8 —
1899.......	731	532 042	
1900.......	344	544 917	
1901.......	299	558 140	
1902.......	984	571 728	9,7 —
1903.......	584	585 695	
1904.......	48	600 057	
1905.......	289	614 831	
1906.......	42	625 756	1,6 —
1907.......	39	630 035	
1908.......	4	645 688	
1909.......	0		

On suit sur ce tableau la régression de la maladie, mais on remarque aussi que l'amélioration a commencé antérieurement à 1903, date de la mise en service des mesures prophylactiques contre la fièvre jaune, c'est-à-dire que les travaux d'assainissement de la ville ont eu également leur part dans ce résultat.

Comme conséquence, la mortalité générale dans la capitale a diminué et est tombée à 20.76 pour 1 000 habitants dans la zone urbaine en 1907.

En même temps qu'elle entreprenait la lutte contre la fièvre jaune, l'administration du président Rodriguez Alvès assainissait et embellissait la capitale par de grands travaux d'édilité ; elle élargissait et rectifiait les rues et les avenues, améliorait le système des égouts, augmentait l'approvisionnement en eau potable. Elle développait le réseau des voies ferrées du pays et commençait la création de l'outillage des principaux ports, autrement dit elle engageait l'exécution des grands travaux nécessaires au développement économique du pays. L'armée et la marine n'étaient pas oubliées et leur réorganisation était également mise en train. Ces réformes n'allèrent pas sans une augmentation des dépenses publiques et nous verrons, au chapitre des finances, qu'il en fut ainsi. Mais heureusement la production du pays s'améliorait et la situation générale se maintenait dans des conditions satisfaisantes. Le change moyen, qui avait été de 11 7/8 d. en 1902 atteignait 16 1/32 d. en 1906.

Le 15 novembre 1906, M. Affonso Penna prenait à son tour possession de la présidence de la république. Son manifeste à la nation brésilienne, lu à cette occasion au Congrès, est le programme de son gouvernement. Nous allons l'analyser.

Son intention est d'imprimer une vigoureuse impulsion à la politique économique, la seule capable, à ses yeux, de répondre aux aspirations du peuple brésilien. Aussi se préoccupe-t-il vivement des plaintes de la majorité des agriculteurs au sujet de l'insuffisance des prix de vente de leurs produits. Il voit l'origine de ce mal dans la défectuosité du système monétaire et estime qu'il faut chercher à obtenir, autant que possible, la stabilisation du change. Une des mesures indispensables est le retrait progressif du papier-monnaie en circulation. Le but à atteindre est la solution du problème monétaire par la convertibilité du papier-monnaie en usage.

L'industrie, quoique naissante et encore sous le coup des dernières crises, paraît au nouveau président s'acheminer vers une situation prospère. Il l'a constaté lui-même : des

milliers d'ouvriers travaillent dans les fabriques et les capitaux employés s'élèvent à des centaines de milliers de contos de reis. Aussi est-il partisan de lui fournir l'appui modéré et constant dont elle a besoin pour se maintenir et se développer : « Je dis modéré, précise-t-il, parce que l'on ne doit pas chercher à créer des industries artificielles, ni non plus perdre de vue les intérêts légitimes des consommateurs et ceux du Trésor, lequel tire des douanes la meilleure partie de ses recettes. Une juste protection douanière, n'impliquant pas des tarifs prohibitifs ou agressifs, ce qui est toujours dangereux : telle est la règle qu'il convient d'adopter... »

Il faut également faciliter la circulation des produits et le nouveau gouvernement prendra un vif intérêt au développement des chemins de fer et à l'outillage des ports.

La suppression des taxes qui entravent la circulation des marchandises, le perfectionnement de l'outillage industriel et agricole, enfin l'organisation du crédit agricole sont des mesures non moins indispensables.

M. Affonso Penna signale encore la nécessité de multiplier l'enseignement technique et professionnel, de favoriser la création de sociétés mutuelles, de coopératives ouvrières et institutions similaires et demande aux Etats de joindre leurs efforts à ceux de l'Union pour aider et provoquer les initiatives individuelles.

Le peuplement de notre territoire par des immigrants d'origine européenne, constitue un des éléments les plus sûrs du progrès et de la grandeur de notre patrie, affirme-t-il, et cette question à laquelle il prêtera l'attention qu'elle mérite doit être résolue par l'action combinée de l'Union et des Etats.

Enfin, il annonce qu'il préparera le recensement qui, aux termes de la Constitution, doit avoir lieu en décembre 1910, il rappelle la nécessité pour une nation de posséder des statistiques exactes, attire l'attention sur la question de l'instruction publique.

Il poursuivra l'achèvement de l'embellissement et de l'assainissement de Rio de Janeiro, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement d'eau. « Ces travaux ne sont pas, comme pourraient le croire des esprits peu réfléchis,

d'une utilité purement locale ; on peut, au contraire, affirmer qu'ils sont pour beaucoup dans la réputation de salubrité, de civilisation et de progrès dont jouit le pays auprès des étrangers, lesquels le jugent d'après sa capitale.

Envisageant les relations extérieures, il déclare que le devoir strict de tout gouvernement américain et la règle à laquelle le Brésil a adhéré est de les asseoir sur une politique de large confiance mutuelle, de favoriser le développement du commerce par l'échange des produits spéciaux à chaque nation, et d'abandonner entièrement les préjugés et les prétentions injustifiables. Il rappelle les relations plus étroites que le Brésil a nouées avec les États-Unis de l'Amérique du Nord et croit sincèrement que cette politique traditionnelle continuera à mériter l'attention et la sollicitude des deux pays.

Il se félicite qu'il n'y ait pas de motif dans l'Amérique du Sud qui puisse justifier la paix armée, car il n'y a pas entre la république brésilienne et ses sœurs d'Amérique de questions qui ne puissent être résolues à l'amiable.

Cependant et malgré ses traditions pacifiques, le Brésil ne peut négliger de mettre ses forces militaires sur un pied qui lui permette d'accomplir leur mission de défenseurs de l'honneur national et de gardiens de la loi et de la Constitution. Il convient d'ailleurs de remplacer certaines unités navales que la marine a perdues depuis quelques années, d'améliorer l'organisation de l'armée et de renouveler son matériel de guerre, sans qu'il y ait là matière à soupçonner des intentions agressives.

« Nous formons un peuple puissant, dit en terminant le président de la république, et disposons des moyens capables de nous assurer un rang honorable dans le concert universel. Notre devoir est donc de profiter de nos avantages naturels, d'entrer résolument dans la voie du progrès et de demander à l'activité, au labeur de tous, le bonheur et la gloire de notre patrie. »

La stabilisation du change par le fonctionnement de la Caisse de Conversion, la réorganisation du service du peuplement du sol, le développement des voies ferrées, l'impulsion donnée à la création de l'outillage des ports, le renforcement des armées de terre et de mer, le développement de la pro-

pagande destinée à faire connaître le Brésil et ses produits à l'étranger, l'ouverture d'une Exposition nationale qui fut, en quelque sorte, un inventaire des richesses actuelles du pays, furent l'œuvre de M. Affonso Penna. Ces progrès n'ont pu être obtenus sans une augmentation considérable des dépenses qui, coïncidant avec des crises sur les principaux produits d'exportation du pays, le café et le caoutchouc, ont chargé les finances du pays et motivé de nombreux et importants emprunts. La question est de savoir si ce supplément de charges est en proportion avec les ressources du Brésil, si la progression des dépenses est en rapport avec celle des recettes.

La mort du président Affonso Penna, survenue presque subitement le 14 juin 1909, n'a pas arrêté l'exécution du programme commencé. Le vice-président de la République, le docteur Nilo Peçanha, a pris la direction du gouvernement jusqu'à la fin de la période quatriennale en cours, conformément à la Constitution, et a déclaré qu'il continuerait la tâche de son éminent et regretté prédécesseur. Ses actes ont été marqués par une ferme volonté d'introduire plus d'ordre et d'économie dans les finances fédérales.

Fait significatif à l'honneur du Brésil, la succession des pouvoirs s'est faite dans un ordre parfait, bien qu'ayant eu lieu en pleine crise politique, provoquée par le commencement de la campagne électorale pour l'élection du futur président de la république.

Le nouveau président qui prendra le pouvoir le 15 novembre 1910 est le maréchal Hermès da Fonseca, neveu du fondateur de la République. Dans son manifeste électoral, il a déclaré qu'il s'appliquerait à continuer le programme commencé par ses prédécesseurs.

CHAPITRE II

RELATIONS EXTÉRIEURES

La position du Brésil, au centre de l'Amérique du Sud, en contact avec presque tous les États de ce continent, son histoire, ses luttes contre les étrangers et les Américains-Espagnols pour repousser leurs envahissements, contre les Portugais pour conquérir son indépendance, sa confiance inébranlable dans ses destinées, l'exemple des États-Unis de l'Amérique du Nord qu'il a pris comme modèle, ont joué un rôle prépondérant dans sa politique extérieure comme dans sa politique intérieure.

Ses relations avec l'étranger ont des caractères différents, suivant qu'il s'agit des peuples sud-américains, de l'Amérique du Nord ou de l'Europe ; aussi convient-il de les étudier séparément.

RELATIONS AVEC L'AMÉRIQUE DU SUD

Il ne saurait être question d'une étude approfondie de la politique sud-américaine, une pareille tâche serait hors de proportion avec le cadre de ce travail. Force est donc de se borner à un exposé de certaines considérations générales qui s'imposent aux gouvernements de ce continent.

Les principales sont au nombre de trois : la délimitation des frontières sur des bases juridiques ; les questions concernant l'équilibre sud-américain ; enfin les accords économiques internationaux.

Le travail de délimitation, commencé sous l'empire, a été poussé depuis la proclamation de la république avec une activité telle qu'il est aujourd'hui terminé. Il était d'ailleurs urgent, car l'autonomie accordée aux Etats par le nouveau régime, autonomie qui pouvait les inciter à des initiatives dangereuses sur des territoires contestés et l'impulsion donnée à l'exploitation du pays, nécessitaient un bornage précis.

Au surplus les Brésiliens avaient mis le temps à profit pour renforcer les droits historiques qu'ils invoquaient au moyen de situations de fait dont ils comptaient tirer parti. Ils poursuivirent leurs négociations avec ténacité et habileté, et, servis par des circonstances favorables, réussirent à les mener à bien.

Par les décisions arbitrales du président des Etats-Unis (5 février 1895), du Conseil fédéral suisse (1er décembre 1901), et du roi d'Italie (6 juin 1904), les litiges avec l'Argentine au sujet du territoire des Missions, avec la France et l'Angleterre quant aux frontières des Guyanes française et anglaise, furent terminés. Le traité de Pétropolis (17 novembre 1903) mit fin au différend avec la Bolivie concernant le territoire d'Acre. Enfin la délimitation de la région du Javary, d'accord avec le Pérou (8 septembre 1909), a réglé la dernière question de frontières. Les traités de 1904 et de 1906 avec l'Equateur, la Colombie, le Vénézuéla et la Hollande avaient fixé les frontières avec les deux premiers pays et avec la Guyane hollandaise.

Aujourd'hui la frontière terrestre est fixée définitivement et, en plus de la sécurité qu'il en retire, le Brésil y a gagné un accroissement de territoire considérable, plusieurs centaines de milliers de kilomètres carrés.

Un simple coup d'œil sur la carte permet de juger le rôle prépondérant que l'Union, par sa situation centrale et sa masse, joue dans l'Amérique du Sud. Tous les Etats, sauf deux, l'Equateur et le Chili, la confinent et plusieurs sont, par leur position géographique, placés sous sa dépendance économique. Enfin à l'étendue énorme de son territoire s'ajoutent le chiffre de sa population, le plus élevé de cette partie du monde, les ressources si variées et si nombreuses de son sol et de son climat, pour renforcer encore cette prépondérance.

L'Amérique du Sud, la zone tropicale septentrionale mise à part, est sensiblement partagée en trois grandes parties : une longue bande de terre basse en bordure du Pacifique à l'ouest et les deux immenses bassins de l'Amazone et du Rio de la Plata à l'est; la haute barrière de la Cordillère des Andes sépare la première des deux dernières. Or cette disposition topographique joue dans la vie des peuples sud-américains un rôle considérable.

Le Pérou, à cheval sur les Andes, est coupé en deux et la plus grande partie de son territoire, la plus riche aussi, n'a de sortie naturelle que par l'Amazone.

La Bolivie, plus mal partagée encore, est étouffée entre le Pérou, le Chili, l'Argentine et le Brésil. La Cordillère lui barrant le chemin de la côte du Pacifique, elle n'a d'autre issue naturelle que par l'Amazone et le Paraguay, fleuves placés sous le contrôle du Brésil et de l'Argentine.

Le Paraguay est dans une situation pareille vis-à-vis de ses deux grands voisins.

Le Chili, allongé sur la côte du Pacifique, doit pour communiquer avec l'océan Atlantique contourner les parages difficiles du cap Horn ou franchir les hauteurs escarpées de la Cordillère en demandant passage à l'Argentine.

L'Uruguay est maître de ses communications, mais ne saurait compter sans ses deux puissants voisins.

L'Argentine, maîtresse d'une grande étendue de côtes de l'Atlantique, a son indépendance assurée; en outre par la possession du Rio de la Plata et du fleuve Paraguay, voies naturelles qui desservent ses provinces du nord, elle tient sous sa dépendance la République du Paraguay, la Bolivie et aussi une partie de l'hinterland brésilien, l'État du Matto-Grosso.

Quant au Brésil, sa position est la meilleure. Par l'Amazone, il contrôle les voies d'accès du Pérou et de la Bolivie septentrionale; bientôt ses chemins de fer de pénétration affranchiront de l'Argentine l'État du Matto-Grosso et attireront dans sa sphère d'influence la Bolivie méridionale et une partie de la république du Paraguay.

Le Brésil et l'Argentine, sont donc naturellement les deux facteurs principaux de l'équilibre sud-américain, le Chili et le Pérou ensuite et, entre ces quatre grandes puis-

sances, la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay jouent le rôle d'Etats-tampons.

Les rapports économiques sont également subordonnés à ces causes naturelles. L'étendue du territoire brésilien, la variété de sa production en font une sorte de monde à part où la production indigène peut espérer trouver dans l'avenir un marché assez large pour lui permettre de se développer comme elle en a l'ambition. Actuellement le pays ne produit en dehors d'une denrée coloniale, le café, que des matières premières qu'il vend à l'étranger. Grâce à un protectionnisme que des nécessités fiscales ont accru, l'industrie locale s'est créée et fournit déjà beaucoup d'articles d'usage courant et de fabrication facile. Par contre, bien qu'il puisse récolter chez lui la plupart de ses aliments, il en importe encore pour des sommes considérables et à ces achats, il faut ajouter une quantité considérable de produits manufacturés. Mais dans l'opinion de ses classes dirigeantes, c'est une situation transitoire que le temps modifiera, car l'objectif est l'indépendance économique, le plus tôt possible, *la consommation intérieure devant être réservée au travail national.* Ces visées représentent le dogme intangible de la politique économique de l'Union ; si quelquefois elle a semblé y déroger, ç'a été exceptionnellement et sous l'empire de nécessités impérieuses devant lesquelles il fallait s'incliner. Nous y reviendrons au sujet des relations avec l'Amérique du Nord et l'Europe.

Il va de soi qu'au regard des Etats sud-américains, cette règle ne souffre pas d'exception et qu'elle est appliquée rigoureusement. Au surplus, les échanges avec eux, l'Argentine et l'Uruguay mis à part, sont peu importants. Les conventions commerciales se bornent donc à stipuler des garanties générales et plus spécialement la liberté du transit sur les fleuves internationaux.

RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD

Pour juger les relations que le Brésil entretient avec ce pays il est indispensable de ne pas perdre de vue que la

grande république est le principal acheteur de la production brésilienne et en même temps un modèle ainsi qu'un appui politique, au jugement de certains hommes d'État brésiliens.

Ceux-ci ont copié ses institutions politiques et voudraient lui emprunter ses méthodes et ses procédés économiques. A leurs yeux, les protagonistes de la doctrine de Monroë, en affirmant la solidarité des deux Amériques contre l'Europe, ont bien mérité des jeunes nations de ce continent qu'elles ont sauvées des périls qui menaçaient leur indépendance.

Il s'en faut cependant que ces considérations aient conservé toute la valeur qu'elles ont pu avoir à certaines époques. Le client sérieux qu'est l'Amérique du Nord continue toujours à jouir des égards particuliers que méritent ses facultés d'absorption, mais sous le rapport des autres services moraux et matériels qu'on peut en attendre il semble qu'il y ait désillusion. A l'usage, les Brésiliens ont distingué entre eux et les Nord-Américains des différences profondes, physiques et morales. Entre l'américanisme anglo-saxon et leurs traditions historiques, leurs influences ataviques et leur esprit public, les antinomies ont apparu. On s'aperçoit que les circonstances de la jeunesse de la nouvelle Union diffèrent de celles des premières années de l'aînée. Enfin, il est devenu évident que les États-Unis du Nord ne peuvent rendre à ceux du Sud tous les services que ceux-ci recevaient de l'Europe et continuent à en recevoir.

L'enfance impatiente de la république brésilienne devait être séduite par la jeunesse vigoureuse et l'optimisme robuste de frère Jonathan marchant à pas de géant dans un champ d'avenir comme le monde n'en a pas encore vu. Et puis ce colosse, avec l'honnêteté de son âge, avait l'air bon enfant et généreux, c'était donc vers lui qu'il convenait de se tourner et non plus du côté de la vieille Europe rapace. Mais le rêve s'est évanoui devant la réalité : le bras qui protège l'Amérique du Sud a semblé parfois menaçant et l'amitié des États-Unis peu serviable n'a pas été assez désintéressée.

Les auteurs de la Constitution du 24 février 1891 ont voulu donner à l'âme brésilienne un corps anglo-saxon, mais il est permis de penser qu'une pareille hybridation n'acquerrera

pas sa forme définitive sans de nombreuses retouches, ni des conditions d'existence durable sans de longs tâtonnements; les Brésiliens reconnaîtront sans doute que si l' « américanisme » peut être une source d'inspirations fécondes, c'est à la condition de le dépouiller de tout exclusivisme.

D'ailleurs, la république brésilienne a déjà montré que le pan-américanisme ne saurait lui faire oublier ses intérêts et que disposée à profiter de son appui elle n'est à aucun degré résignée à en pâtir. Elle a su l'écarter quand il a paru menacer son indépendance ou amoindrir sa situation dans l'Amérique du Sud. Dans les circonstances où il a tenté de prendre corps, de définir ses principes, d'aboutir à des résultats pratiques elle l'a observé avec une méfiance à peine dissimulée, elle s'est tenue sur la défensive contre toute extension de la solidarité américaine où sa liberté d'action eût pu être gênée. Elle a profité du monroïsme, mais sachant que ce n'est pas une conception altruiste, elle est décidée à ne lui rien sacrifier.

Dans un petit livre publié en 1893 et intitulé *A Illusaô americana*, M. Eduardo Prado n'a pas craint de mettre ses compatriotes en garde contre une confiance exagérée dans la confraternité entre le Brésil et la grande république anglo-saxonne. Il l'a fait en termes si vifs que le livre fut saisi dès son apparition par ordre du gouvernement.

Dans sa conclusion, il déclare qu'il n'y a aucune raison qui engage le Brésil à imiter les Etats-Unis; que les prétendus liens que l'on dit exister entre les deux pays sont fictifs et qu'il n'existe entre eux aucune affinité réelle et durable; que l'amitié américaine, amitié unilatérale, a toujours été intéressée; que l'influence morale de ce pays a été pernicieuse au Brésil. Il s'élève contre tout projet qui en échange de quelque service aurait pour effet de porter atteinte à la liberté et à l'autonomie de la patrie, et pour finir conseille à ses compatriotes de méditer ces paroles de George Washington : « Vous devez constamment avoir en vue que c'est un leurre pour une nation que d'attendre des faveurs désintéressées d'une autre nation et que chaque fois qu'une nation reçoit une faveur elle aura à la payer d'une portion de son indépendance... Il n'y a pas de plus grande erreur que d'attendre des faveurs réelles d'une autre nation... »

Les Etats-Unis achètent au Brésil le tiers de leur exportation, aussi, ce dernier a-t-il parfois dominé sa répugnance pour des accords commerciaux et accepté d'en conclure avec eux.

Comme avec la France et la Grande-Bretagne, le Brésil, au lendemain de la proclamation de son indépendance, avait consenti à signer avec les Etats-Unis, le 12 décembre 1828, un traité de paix, d'amitié et de commerce; pour des raisons indiquées plus loin, il cessa d'être en vigueur le 12 décembre 1841, sauf la clause de paix et d'amitié. De 1849 à 1870, la diplomatie de Washington tenta de négocier un nouveau traité de commerce; elle échoua devant l'idée arrêtée du gouvernement brésilien de réserver l'avenir, et de n'accorder aucune réduction des droits de douane qui représentaient alors, comme aujourd'hui, la source principale de ses recettes.

Le gouvernement issu de la révolution du 15 novembre 1889 parut un moment vouloir adopter une autre manière de voir et, le 31 janvier 1891, signa un acte de réciprocité avec les Etats-Unis qui accordait à leurs produits des franchises douanières ou des concessions tarifaires. Après leur avoir emprunté le plan d'une fédération si peu adaptée cependant aux traditions et au tempérament brésiliens, peut-être espérait-il trouver dans cette entente un concours qui lui eût permis de se passer de celui de l'Europe. Cette initiative reçut un si mauvais accueil de l'opinion brésilienne qu'il dut pour l'excuser déclarer qu'elle n'était qu'un simple essai sans portée définitive. Le mécontentement grandit encore quand on vit les Etats-Unis conclure des traités avec l'Espagne, le Mexique, engager des négociations avec les républiques de l'Amérique centrale, avec la Colombie et le Vénézuéla et accorder des concessions que le Brésil s'était flatté d'avoir obtenu à titre exclusif. Les Américains méconnaissaient-ils leurs engagements? Le négociateur brésilien avait-il outrepassé ses instructions en se contentant de promesses insuffisantes? L'auteur du traité, M. Ruy Barbosa, soutint dans une lettre que publia la presse de Rio, le 22 décembre 1891, que la condition *sine qua non* de l'arrangement était de la part des Etats-Unis un traitement privilégié pour les provenances brésiliennes, café et sucre, à l'exclusion des provenances des autres pays américains.

Toujours est-il que l'acte du 31 janvier 1891 n'ayant plus de raison d'être fut dénoncé au bout de deux ans.

Cependant, ses résultats, connus en 1893, montrèrent que le Brésil en avait tiré le plus gros profit.

Pour l'année finissant.	Importations aux Etats-Unis des produits du Brésil.	Importations au Brésil des produits américains.
Le 30 juin 1890....	59 318 756 dollars.	11 972 214 dollars.
— 1891....	83 230 585 —	14 120 246 —
— 1892....	118 633 604 —	14 291 873 —

Mal accueilli au Brésil, l'acte du 31 janvier 1891 fut dans son application un sujet de réclamations de la part des Etats-Unis, à cause des altérations qu'il subit du fait des Etats de l'Union. Un exposé de la politique étrangère fait à la Chambre des députés de Rio de Janeiro le 27 novembre 1908 est instructif à cet égard.

Certains Etats, y est-il dit, profitant de leur autonomie, ne tardèrent pas à inscrire dans leurs budgets des taxes frappant les articles mentionnés dans la convention douanière en vigueur avec les Etats-Unis. La légation américaine fut ainsi amenée à réclamer contre le gouvernement de Bahia qui percevait 19 pour 100 sur les peaux et contre l'assemblée gouvernementale de Pernambuco qui avait frappé de 2 pour 100 les sucres exportés aux Etats-Unis. Le gouvernement de Bahia fit droit à ces réclamations, mais celui de Pernambuco refusa, alléguant que « priver les Etats d'élever les taxes d'exportation serait annihiler la fédération et violer la charte du 24 février ». En 1893, les négociants de Baltimore et de New-York se plaignirent de l'impôt de 5 pour 100 perçu, sous le titre d' « expediente », dans les douanes brésiliennes sur leurs farines de blé, impôt qui avait été élevé à 11 pour 100. Satisfaction leur fut accordée par la raison qu'aucune taxe de ce genre ne frappait les produits brésiliens aux Etats-Unis. Une autre réclamation s'éleva à propos d'un impôt de 5 pour 100 créé par l'Etat d'Amazone sur le caoutchouc exporté; il fut annulé postérieurement.

Malgré ces sujets de plainte, le gouvernement nord-américain trouvait des avantages dans cet accord douanier, car

après sa dénonciation, en 1897, se basant sur une loi récente qui l'obligeait à taxer les produits des pays qui percevaient des droits sur les marchandises américaines, il proposa au gouvernement brésilien un nouvel accord. A l'appui, il faisait remarquer que, durant les trois années qui venaient de s'écouler, les achats des États-Unis au Brésil avaient atteint la somme de 259 241 681 dollars sur laquelle la presque totalité, 253 654 512 dollars, avait été admise en franchise, tandis que dans le même temps les achats brésiliens ne s'élevant qu'à 43 289 272 avaient été tous frappés de droits élevés. Il observait que cette inégalité de traitement était contraire au principe d'une réciprocité amicale et appelait de la part d'un des deux gouvernements un changement pour rétablir l'égalité de traitement.

La crainte de diminuer ses recettes douanières affermissait chez le gouvernement brésilien sa répugnance instinctive à tout engagement et, jusqu'en 1904, il maintint son refus. Le cabinet de Washington, bien qu'armé du droit d'imposer une taxe de 3 cents par livre anglaise sur le café brésilien, temporisait en raison de l'impopularité que cette mesure aurait soulevée chez les commerçants et les consommateurs des États-Unis. En 1903, le congrès de Rio de Janeiro rejeta une proposition tendant à inscrire dans la loi de finance de 1904 une disposition permettant de réduire de 40 pour 100 les droits d'importation sur certaines provenances nord-américaines, mais quelques semaines après, à la surprise générale, on apprit que le gouvernement, usant d'une faculté que lui accordait la loi du 30 décembre 1903, venait de concéder une réduction de droits de 20 pour 100 aux articles américains suivants : farines de blé, lait condensé, caoutchouc manufacturé, couleurs, vernis, horlogerie, pianos ; cette faveur devait finir le 31 décembre 1904.

Quelle était la raison de ce revirement subit ? Les Américains avaient-ils fait entendre que leur patience était à bout ? Le cabinet de Rio de Janeiro, qui à ce moment poursuivait la solution du conflit de l'Acre avec la Bolivie, dans lequel il y avait en jeu de gros intérêts américains, avait-il des raisons particulières pour se concilier les bonnes grâces de la Maison Blanche ? On pourrait le supposer d'après la fin de la lettre par laquelle le ministre des relations extérieures

annonçait cette décision le 16 avril 1904 au chargé d'affaires des Etats-Unis, lettre qui fut publiée au *Diario official :* « Par ce décret le gouvernement fédéral pense manifester encore une fois et d'une façon positive sa bonne volonté de maintenir, d'améliorer et de développer de plus en plus les relations commerciales entre le Brésil et les Etats-Unis auxquels nous sommes liés par la plus solide amitié. »

Toujours est-il que ces détaxes motivèrent des réclamations si vives de la part des industriels brésiliens et des puissances étrangères qu'elles ne furent pas renouvelées à leur expiration. Mais ce ne fut, qu'une hésitation, car la faveur fut octroyée de nouveau en juin 1906 et depuis les Etats-Unis ont continué d'en jouir (1).

Quelles en ont été les conséquences?

D'après les statistiques brésiliennes les importations américaines ont augmenté assez sensiblement depuis 1905.

	EXPORTATIONS DU BRÉSIL AUX ÉTATS-UNIS		IMPORTATIONS AMÉRICAINES AU BRÉSIL	
Années.	en contos de reis papier.	en contos de reis or.	en contos de reis papier.	en contos de reis or.
1902.....	272 441	119 946	57 737	25 375
1903.....	306 802	135 212	54 945	24 290
1904.....	390 430	176 640	57 114	25 642
1905.....	285 301	163 203	47 097	27 403
1906.....	280 587	165 577	57 214	33 827
1907.....	276 769	154 954	82 309	45 979
1908.....	283 035	157 395	68 703	38 472

Mais si nous entrons dans le détail de ces chiffres, nous ferons des constatations intéressantes.

Examinons d'abord les articles avantagés par les détaxes accordées par le Brésil.

Farine de blé. — En 1902, sur une importation totale de 106 000 tonnes en chiffres ronds, valant 24 000 c. p. la part des Etats-Unis était de 47 000 tonnes valant 11 000 c. p. et celle de l'Argentine, son principal concurrent, de 37 000 tonnes valant 7 000 c. p. En 1908, l'importation totale passe à 151 000 tonnes valant 30 000 c. p., la part

(1) En 1910 cette réduction est étendue au ciment, aux corsets, fruits secs, mobiliers scolaires et de bureau.

des Etats-Unis tombe à 26 000 tonnes valant 6 000 c. p. tandis que celle de l'Argentine monte à 112 000 tonnes valant 20 000 c. p.

Caoutchouc manufacturé. — En 1902, la valeur de l'importation totale est de 2 000 c. p., celle des Etats-Unis n'est que de 143 c. p., de l'Angleterre 773 c. p., de l'Allemagne 680 c. p., de la France 299 c. p.; en 1907, ces chiffres sont respectivement les suivants : 1 670, 190, 584, 508 et 242.

Encres et vernis. — En 1902, importation totale de 1 080 c. p.; parts de l'Amérique 163 c. p., de l'Angleterre 568 c. p., de l'Allemagne 182 c. p., de la France 126 c. p. En 1907, 1 537 c. p., 302 c. p., 799 c. p., 214 c. p. et 172 c. p.

Horlogerie. — En 1902, 954 c. p. importation totale; parts des Etats-Unis 230 c. p., de la Suisse 537 c. p., de l'Allemagne 114 c. p., de la France 41 c. p., de l'Italie 9 c. p.; en 1907, ces chiffres sont respectivement : 1 516, 364, 657, 381, 54 et 37.

Lait condensé. — Au cours des deux années envisagées, la consommation brésilienne est passée de 1 284 000 à 2 876 000 kilogrammes, et cette augmentation a profité presque exclusivement à la Suisse dont les importations ont monté de 1 160 000 à 2 563 000 kilogrammes, tandis que celles des Etats-Unis ne progressaient que de 1 000 à 29 000 kilogrammes, après avoir atteint, en 1905, 281 000 kilogrammes, celles de l'Angleterre montant de 94 000 à 151 000 kilogrammes, de la France de 7 000 à 15 000 kilogrammes, de l'Allemagne de 3 000 à 51 000 kilogrammes, de la Norvège de 3 000 à 45 000 kilogrammes.

Par contre, de 1905 à 1907, on relève des augmentations sensibles sur les importations américaines suivantes : térébenthine, peaux et cuirs préparés, huile pour l'industrie (654 c. p. à 1 825), automobiles, voitures diverses, cuivre et ses alliages (571 c. p. à 1 471), fers et aciers (3 359 c. p. à 8 809), cordages, isolateurs, machines et appareils divers pour chemin de fer et éclairage électrique (7 254 c. p. à 19 107), meubles, sparterie, papier et ses applications, travaux lithographiques et impressions diverses, chaussures, médicaments, articles de bureau, kerozène, pétrole et gazoline (9 493 c. p.

à 11 376), huiles lubréfiantes (1 068 c. p. à 1 689), morue sèche, graisse comestible (521 c. p. à 4 580), bière.

Ainsi donc si le commerce des Etats-Unis a augmenté, ce n'est pas du fait des avantages douaniers obtenus, puisque la valeur des importations d'articles détaxés a diminué depuis la mise en application du régime de faveur, c'est uniquement aux ventes d'articles qu'il peut fournir dans de meilleures conditions que ses concurrents.

N'est-ce pas le cas de rappeler les conseils donnés à ses compatriotes par M. Harper, secrétaire de l'Association commerciale des manufactures des Etats-Unis, à la suite d'un voyage d'études entrepris sur son initiative par des commerçants américains en 1896. Le succès du commerce anglais, disait-il, vient en partie de l'initiative et de la persévérance individuelles. Sans doute le gouvernement y est pour quelque chose, mais il ne fait que seconder l'esprit d'entreprise privé. Que cette expérience profite aux citoyens des Etats-Unis! Qu'ils s'habituent à compter plus sur eux-mêmes que sur l'intervention de leur diplomatie! Qu'ils fondent moins d'espoir sur des traités de commerce, qu'ils s'en remettent à l'emploi des simples procédés d'affaires et du sens commun, qu'ils se comportent en industriels et en marchands et n'hésitent pas à risquer leurs capitaux pour obtenir les bénéfices en vue! Alors leur commerce avec l'Amérique du Sud deviendra l'un des traits dominants de leur mouvement économique général.

L'expérience a prouvé la justesse de ces conseils : les avantages douaniers que les Etats-Unis ont obtenus ne leur ont guère profité, mais les industriels ayant créé des entreprises de chemin de fer, d'éclairage, de transport de force, de tramway, les importations en ont bénéficié immédítement. Comme toujours, l'initiative privée a été féconde.

RELATIONS AVEC L'EUROPE

Dans son message du 15 novembre 1890, le maréchal Deodoro da Fonseca, interprétant le sentiment populaire,

déclarait : « Le régime déchu représentait une longue tradition monarchique qui déférait à l'Europe une grande part d'influence dans la politique américaine. Le régime nouveau, bien qu'aspirant à une amitié fraternelle avec toutes les nations du globe, ne cessera d'affirmer l'indépendance de la patrie brésilienne et la mission qu'il lui appartient de remplir comme puissance du Nouveau Monde. »

En effet, la politique extérieure du nouveau gouvernement parut tendue, durant les premières années, au moins, vers son affranchissement de ce qu'il appelait la tutelle — d'aucuns disaient la tyrannie — de l'Europe et il n'est pas exagéré de dire que si le cri d'indépendance d'Ypiranga, le 7 septembre 1822, a été lancé contre la mère patrie, l'acclamation de la République, le 15 novembre 1889, aurait pu être salué du cri : « L'Amérique aux Américains. »

Plein d'une robuste confiance dans ses destinées, le Brésil comme tous les peuples dans ce cas se croit prédestiné par la Providence à un avenir glorieux ; sous l'empire d'une impatience juvénile il supporte mal les obstacles et s'irrite promptement s'ils ont une origine étrangère. Il a un penchant marqué pour se croire victime de rivaux rapaces et sans scrupules, causes de toutes les difficultés qu'il peut rencontrer.

La tyrannie du régime colonial, les contraintes exercées par l'Europe, ses difficultés avec ses créanciers avaient provoqué ces sentiments, les entretenaient, et la vivacité nationale les exagérait. Les partis politiques avancés voyant là une passion populaire facile à exploiter, s'en emparèrent et de cette tendance à la xénophobie sortirent le « jacobinisme » et le « nativisme ».

Le temps apaisait ce sentiment, mais parfois des incidents le réveillaient. La réserve prudente avec laquelle le nouveau régime fut accueilli par l'Europe et aussi, d'ailleurs, par les Etats-Unis, la défiance des banques en présence de la politique financière aventureuse de la jeune république, les conditions qu'elles mirent à leur concours quand il fut sollicité pour éviter la faillite, l'intervention des navires étrangers au moment de la révolte de l'amiral de Mello, intervention dont les Brésiliens ne retinrent que l'asile donné aux rebelles, oubliant qu'elle avait sauvé Rio d'un bombardement,

l'incident de l'île de la Trinidad avec l'Angleterre, de la canonnière *Panther* avec les Allemands, celui d'Amapa et le litige séculaire avec la France à propos des limites de la Guyane, les réclamations des consuls en faveur de leurs nationaux, les indemnités demandées par les Italiens pour le massacre d'un des leurs, les droits élevés perçus par certaines puissances sur le café, entretenaient cette xénophobie et parfois l'exaspéraient.

La doctrine de Monroë encourageait ces manifestations comme on le vit à propos de l'incident anglo-vénézuélien et durant la révolte de Cuba quand les Etats-Unis intervinrent.

Depuis quelques années, le « nativisme » n'a pas fait parler de lui, des esprits sages et modérés s'efforcent de l'extirper. Mais on se tromperait si on le croyait définitivement éteint.

Dépouillé de son exagération, le « nativisme » n'est du reste que l'affirmation du droit à l'existence d'un peuple en formation. Sentiment légitime, naturellement ombrageux à ses débuts et supportant mal les entraves. Le temps calmera cette susceptibilité et la réflexion redressera les jugements erronés. Sous son action apaisante, ce chauvinisme se transformera en un patriotisme qui pour être moins soupçonneux n'en sera pas moins vigilant et ardent.

Vingt années ont déjà passé depuis que certains politiques ont affirmé que les destinées du Brésil l'éloignaient de l'Europe et le rapprochaient des Etats-Unis et le compte des services reçus de ceux-ci reste court : achats de matières premières brésiliennes indispensables à l'industrie américaine, protection contre l'Europe qui n'avait aucun dessein hostile. Quant à cette dernière, elle a toujours été le réservoir inépuisable d'énergie où le Brésil s'est abondamment alimenté et que n'a pu remplacer la Grande Sœur américaine, car celle-ci garde toutes ses forces pour elle et doit même en emprunter au dehors. Donc, rien à attendre d'elle sous ce rapport. Longtemps encore il faudra traverser l'Atlantique pour aller chercher des hommes et des capitaux, les deux nerfs de la colonisation, sans parler d'un consommateur qui est loin d'être négligeable.

Au surplus, l'américanisme ainsi entendu ne sera-t-il pas

un jour, peut-être prochain, un anachronisme. A cette époque de communications rapides et fréquentes, conçoit-on qu'un grand peuple comme le Brésil puisse s'enfermer dans ses limites restreintes? Son développement même ne l'entraînera-t-il pas dans la politique mondiale? Et qui en Europe songe à l'attaquer?

Avant même que ce patriotisme continental ne soit hors d'âge, n'est-il pas exposé à évoluer par la transformation des causes qui l'ont engendré. Entre l'Ancien Monde et le Nouveau, il n'y a plus, comme au temps de Monroe, une différence dans les principes d'autorité qui régissent les peuples, différence qui éveillait les craintes de l'Amérique du Sud. L'Europe a affirmé sa foi dans l'arbitrage international et, par là, montré un respect du droit des peuples de nature à calmer les appréhensions les plus vives. A vrai dire, l'objet de ses relations avec l'Amérique du Sud est, avant tout, d'ordre économique et les positions respectives sont celles de créancier et de débiteur, d'acheteur et de vendeur; c'est pourquoi la doctrine de Monroë est menacée de passer au second plan, celle de Drago, qui en est une conséquence adaptée à la situation nouvelle, la primant dans les préoccupations de la politique sud-américaine. A la solidarité proclamée contre des conquêtes éventuelles de l'Europe, on voudrait substituer aujourd'hui une coalition de débiteurs contre leurs créanciers. Mais alors il n'est pas téméraire de prévoir que cette solidarité nouvelle entraînera des modifications dans les groupements. Les États-Unis ne peuvent manquer d'envisager le jour où eux aussi feront fructifier leurs capitaux chez leurs clients de l'Amérique du Sud, et sans doute faut-il voir un reflet de cette préoccupation dans l'accueil réservé qu'ils ont fait jusqu'ici à la doctrine de Drago à la Conférence pan-américaine de Rio de Janeiro en 1906 et à la deuxième Conférence de la Haye en 1907. Dans cette éventualité, l'intérêt des créanciers sera le même, qu'ils soient Américains ou Européens. Le Brésil lui-même sera un jour dans le même cas; déjà il possède des créances assez élevées sur des pays voisins et il est à supposer qu'il n'a pas l'intention de laisser prescrire ses droits s'ils venaient à être méconnus.

Dans ses excès, le « nativisme » ne tient pas compte des

liens moraux qui attachent le Brésil à l'Europe et en particulier au groupe des nations latines. Ce facteur est puissant cependant et tout porte à croire qu'il le deviendra davantage encore.

Le Brésil est fier de sa parenté latine et ne cache pas sa prétention d'être, dans le Nouveau Monde, le champion de cette civilisation, son protagoniste ardent, sa représentation la plus vivante, la plus forte et la plus brillante. Il vibre jusqu'au fond de son être au mouvement des idées en France. « Paris et la France c'est nous, c'est notre cerveau, notre cœur », crie-t-il volontiers. Nous y reviendrons plus loin. Pour l'instant, constatons seulement qu'autant il est captivé par les événements du monde latin, autant il marque peu d'intérêt à ceux de l'Amérique du Nord. Un simple coup d'œil sur ses journaux permet de le constater.

Les intérêts matériels unissent les États-Unis et le Brésil, mais les traditions, les caractères nationaux les éloignent plutôt qu'ils ne les rapprochent.

Un professeur de l'université d'Harvard, M. Archibald Cary Coolidge, l'avoue dans son livre *Les États-Unis puissance mondiale* : « Il n'y a pas de sympathie entre le Yankee et l'Américain du Sud. Pour ceux-ci, le Yankee est trop souvent brutal, égoïste, arrogant, dénué de sens esthétique dans sa civilisation. Pour ceux-là, quand il leur arrive de songer à leurs voisins du Sud, ils se les figurent le plus souvent comme des gens vaniteux, enfantins, et surtout incapables de maintenir un bon self-government. »

A l'inauguration du musée commercial de Philadelphie, institution pan-américaine, le ministre du Brésil prononça un discours où l'on vit une réponse aux tentatives d'absorption des marchés sud-américains par les Américains du Nord. Les beaux jours où la nouvelle Union paraissait disposée à sacrifier ses intérêts économiques sur l'autel de l'américanisme étaient passés. Donnant, donnant, disait-elle, maintenant : la réciprocité sera complète ou ne sera pas. Ce n'était pas la première fois que ce langage était tenu, mais il ne l'avait pas encore été officiellement ni aussi nettement.

Et dans cette même circonstance, le représentant de l'Argentine renchérissait sur son collègue brésilien : « La tendance qui se remarque depuis un certain temps du

disait-il, de la part des républiques américaines à se rapprocher des États-Unis n'est certainement pas due aux efforts de ce dernier pays qui, au contraire, s'occupe actuellement d'éloigner de ses marchés ses frères du continent. Les républiques sud-américaines sont toutes possédées d'une étrange passion pour leur sœur plus vieille qui, avec l'égoïsme propre à l'âge, sait tirer parti de cette sympathie au bénéfice exclusif de ses intérêts. » En conséquence, il réclamait comme mesure préliminaire et *sine qua non*, pour entrer en commerce efficace avec les États-Unis, l'institution d'un système de libre échange et de franche et loyale réciprocité.

L'accord était donc complet parmi les Sud-Américains pour déclarer, suivant l'expression d'un journal de Rio de Janeiro et avec une force inattendue, que la devise « l'Amérique aux Américains » ne signifiait pas « l'Amérique aux Yankees » et que l'égalité impliquait la réciprocité.

Récemment, lorsque la dernière Conférence de la Haye, sur la proposition du délégué américain, imagina d'établir un classement des puissances où le Brésil figurait dans la troisième catégorie, les cris d'indignation, cris du cœur dans la circonstance, poussés par la presse de Rio, trahirent des sentiments rien moins que sympathiques pour la grande république du Nord. Du reste, en maintes occasions, le « nativisme » n'a pas épargné les Nord-Américains.

Le Brésilien est fortement attaché à son origine latine; il en tire honneur comme d'un titre de noblesse dont il est fier, et y voit aussi la marque de ses destinées. Héritier des qualités de la vieille race, il prétend les retremper au contact de la nature vierge et, dans l'avenir, rivaliser en grandeur et en opulence avec ses antiques devancières. Quand il se compare à l'Américain anglo-saxon, on peut être certain que ce n'est pas à son désavantage et qu'il songe au jour où, dans le Nouveau Monde, le Latin affirmera sa supériorité sur le Saxon et le Germain.

L'esprit pratique du Yankee le séduit, ses procédés, ses méthodes conçus pour un pays aux vastes espaces encore vierges lui paraissent mieux appropriés au Brésil que ceux de l'Europe; il admire son machinisme et croit volontiers qu'il est un bon guide dans le domaine matériel. De même la Constitution de Washington lui apparaît comme le pro-

totype de l'organisation démocratique capable par ses vertus propres de conduire le peuple qui la possède à la fortune merveilleuse de la grande république.

Mais le côté moral de la vie a une grande importance aux yeux de ce raffiné, de cet intellectuel qui a le goût des belles et bonnes choses, estime à un haut prix le beau langage, la littérature, les arts et, même en politique, éprouve le besoin de décorer d'idéal son réalisme ; la vieille Europe le fascine, c'est le phare de la civilisation dont son regard ne peut se détacher, le berceau vers lequel une force irrésistible l'attire. Je reviendrai sur ce sujet plus loin à propos des relations avec la France. Pour l'instant, bornons-nous à constater que l'instruction et l'éducation des jeunes Brésiliens est surtout européenne ; c'est là un fait important avec lequel l'américanisme aura certainement à compter, car, entre ces deux tendances, contraires sur plusieurs points, une transaction devra intervenir. Déjà un revirement se produit dans les institutions politiques, non pour en chasser l'américanisme, mais pour l'accommoder au milieu et l'harmoniser avec le latinisme dont l'âme brésilienne est pétrie ; réaction des forces naturelles méconnues, qu'il faut souhaiter lente et prudente pour le bien du Brésil.

Au surplus, si un doute pouvait exister sur la force des liens qui unissent le Brésil à l'Europe, les paroles que prononçait le ministre des relations extérieures fédéral, le baron de Rio-Branco, à l'ouverture du congrès pan-américain de Rio de Janeiro, le 23 juillet 1906, suffirait à le dissiper : « ... En notre qualité de nation encore jeune, nous ne pouvons oublier ce que nous devons à ceux qui ont créé le capital avec lequel nous entrons dans la lutte sociale. L'immensité de notre territoire en grande partie désert et inexploré, la certitude que ce continent sud-américain possède les ressources nécessaires pour faire vivre largement une population dix fois, vingt fois plus grande suffiraient à nous conseiller de resserrer de plus en plus les relations de bonne amitié et de commerce avec cette source prodigieuse et inépuisable d'hommes et d'énergies fécondes qui s'appelle l'Europe. C'est elle qui nous a créés, qui nous a donné l'enseignement et nous en recevons incessamment des appuis et des exemples, les lumières de la science et de l'art, les commodités de

l'industrie et les leçons du progrès. Ce que nous pouvons lui rendre en échange de ce contingent moral et matériel inappréciable, ce sera certainement un champ plus vaste pour son activité industrielle et commerciale. »

Un des facteurs essentiels de la politique extérieure brésilienne est un attachement inébranlable au protectionnisme. Il dérive de cette idée que le Brésil, à l'exemple des États-Unis, doit avant tout créer son industrie nationale et lui réserver son marché intérieur. En même temps l'élévation des tarifs pourvoit à une nécessité fiscale, les droits d'importation étant la principale source de revenus du budget. Nous verrons plus loin les conséquences économiques de ce principe ; ici, nous nous arrêterons seulement à ses effets sur les relations extérieures.

Ce protectionnisme ne date pas de la république, l'empire l'avait déjà adopté, mais il n'a pris son développement actuel que dans ces dernières années.

Un an après la révolution, dès que le gouvernement provisoire eut le loisir d'aborder l'étude des problèmes économiques, on le voit affirmer nettement sa manière de voir à propos du nouveau tarif douanier qui entrera en vigueur le 15 novembre 1890. La préoccupation de protéger l'industrie nationale le conduit à frapper lourdement les produits étrangers susceptibles d'être fabriqués dans le pays. Le souci de l'agriculture se traduit également par des mesures fiscales destinées dans la pensée de leurs auteurs à ouvrir plus largement les portes des marchés étrangers. Des diminutions sont accordées aux pétroles américains en échange de concessions faites par les États-Unis aux produits brésiliens tels que le café, le coton, etc. On envisage la possibilité de diminuer de 40 pour 100 les droits sur les vins portugais ou d'autres provenances en échange de concessions équivalentes.

Ainsi sont posés dès les débuts de la république les principes directeurs de sa politique commerciale : système protectionniste en faveur de l'industrie naissante, traitement de réciprocité à l'égard des pays qui facilitent par l'abaissement de leurs droits d'importation la consommation des produits brésiliens, le café en première ligne, relèvement des droits de douane, particulièrement sur les objets de luxe et

du pourcentage de ces droits exigible en or, afin d'alimenter le budget et de faire face au service des emprunts extérieurs.

L'acte de réciprocité, conclu avec les Etats-Unis le 31 janvier 1891, en est une première application. Mais les raisons indiquées plus haut le condamnent bientôt.

La situation financière du pays est en effet de moins en moins favorable à de semblables concessions. A bout de ressources le gouvernement doit relever son tarif douanier. Si, pour des motifs particuliers, il ménage les Etats-Unis, par contre il est décidé à ne pas épargner les pays d'Europe qui, percevant des droits élevés sur les produits brésiliens en entravent, d'après lui, la consommation et par conséquent sont la cause de ses embarras. Aux premiers il accordera des faveurs, contre les seconds il usera de représailles.

Le 30 décembre 1891, la loi de finance relève de 50 pour 100 les droits sur tous les articles, sauf quelques aliments populaires; pour les vins, bières, boissons alcooliques, le coton, le lin, la soie bruts et tissés cette majoration est portée à 60 pour 100; enfin la taxe d' « expediente » est augmentée de 10 pour 100 pour les quelques articles exemptés de droits.

Un an après, les droits sur les tissus, les meubles, les soieries, la bijouterie d'or, les vins fins, liqueurs, tapis, voitures, etc., sont encore augmentés de 30 pour 100.

Au cours de cette session de 1892 l'animosité contre l'Europe se manifeste de plus en plus vive dans la presse et au Parlement et celui-ci invite le gouvernement à préparer l'introduction dans la législation douanière du système du double tarif, dans la pensée de s'en servir pour presser efficacement sur les pays accusés d'imposer au café des droits prohibitifs.

La révolte du 6 septembre absorbe pendant quelques années la politique brésilienne et c'est en 1896 seulement que les réformes douanières projetées sont reprises. Le protectionnisme, renforcé par le nativisme, manifeste une antipathie plus accentuée encore contre tout ce qui dans le commerce, l'industrie, la finance porte la marque de l'étranger. L'idéal semble être d'écarter tout produit, toute spéculation, toute affaire qui n'aurait pas la marque brésilienne.

A la fin de 1898 commence une campagne contre la France et l'Italie qui finit à la suite des accords de 1900.

Les partisans du protectionnisme ne sont pas encore satisfaits et au cours des années 1903, 1904, émettent de nouvelles exigences. Ils présentent un nouveau tarif, baptisé « tarif Alves », du nom de son auteur principal. Ce projet, discuté au cours des sessions de 1905, 1906, 1907 et 1908, après avoir subi d'innombrables retouches, a été abandonné ; le gouvernement a été invité à soumettre la question à une commission et à présenter un nouveau projet au Parlement (1). Les discussions soulevées à ce sujet permettent d'indiquer l'état actuel des idées protectionnistes au Brésil.

Au Congrès, le protectionnisme à outrance ne paraît compter qu'un petit nombre de défenseurs ; en face d'eux se sont levés quelques partisans du libre échange qui ont soutenu que le protectionnisme au Brésil n'avait eu d'autre résultat que d'enrichir quelques industriels au détriment de la masse des consommateurs et aussi du Trésor dont les recettes avaient été diminuées par le resserrement des importations. Entre ces extrêmes la plupart des orateurs ont adopté une position intermédiaire en préconisant un protectionnisme rationnel, c'est-à-dire différent de celui de M. Alves.

« Ce pays, ont-ils déclaré, se trouve encore dans une phase de son histoire où la question coloniale doit primer les autres. Les industries, de quelque nature qu'elles soient, ne peuvent exister sans bras, et les bras manquent. Les conditions d'existence au Brésil sont plus onéreuses que dans aucune autre partie du monde. Comment espérer attirer des immigrants si l'on rend la vie plus difficile encore par une aggravation des droits de douane déjà plus lourds que partout ailleurs. Avant de songer à pratiquer la protection douanière, il faut améliorer les moyens de transport. Leur prix et leur incommodité aussi bien par mer que par terre rendent inefficace toute protection. Certaines régions du Nord, parmi lesquelles l'Amazone, s'approvisionnent plus avantageusement en Europe qu'au Brésil, et frapper de droits plus élevés les articles tels que les conserves, qui servent à leur

(1) Une commission a été chargée par le gouvernement en 1909 de préparer ce projet, mais ses travaux ne sont pas encore terminés.

alimentation, c'est vouloir, puisque ces régions ne produisent que le caoutchouc, y augmenter la misère. »

L'Association commerciale de Rio de Janeiro, qui représente les intérêts généraux du commerce dans la capitale fédérale, a également élevé la voix pour protester contre le projet Alvès. « Les droits de douane actuels, a-t-elle dit, donnent une protection effective suffisante, permettent le développement des industries existantes et la création de nouvelles. La cherté de la vie est excessive au Brésil et les tarifs actuels sont déjà cruels. » Et entrant dans l'examen des mesures pratiques, elle a recommandé au Congrès certaines mesures propres à améliorer les conditions faites au commerce.

De son côté le gouvernement a indiqué les limites auxquelles le protectionnisme devait s'arrêter. Protéger l'agriculture, maintenir des taxes qui permettent sans protection exagérée le progrès des industries nationales, adopter des tarifs simplement fiscaux pour les articles que le Brésil ne peut produire, telle était l'orientation la plus judicieuse que le président de la république recommandait dans son message du 3 mai 1907. Et, dans son rapport de la même année, le ministre du commerce se déclarant protectionniste, tenait à se défendre d'être partisan d'un protectionnisme « hors de propos ».

En définitive, le Brésil commence à souffrir des inconvénients de la protection à outrance, mais il hésite encore sur le parti à prendre, car les besoins du fisc surtout et l'influence des industriels l'arrêtent. Il est à prévoir que cette situation se prolongera encore, car les charges du Trésor augmentant sans cesse, il faudra bien assurer les recettes, et puis il ne sera pas facile de se mettre d'accord sur le sens précis à donner au protectionnisme « rationnel ».

Pour terminer cet exposé très succinct de la politique extérieure du Brésil, il n'est pas inutile de souligner la répugnance que sa diplomatie a toujours montrée pour les engagements internationaux pouvant aliéner sa liberté d'action commerciale et donner aux étrangers un traitement qui les différencieraient des nationaux. Il a dénoncé successivement toutes les conventions consulaires internationales, en dernier lieu la convention consulaire avec la France et s'est refusé à en conclure de nouvelles, déclarant qu'elles n'ont aucune

raison d'être, la Constitution traitant les Brésiliens et les étrangers sur le pied de l'égalité la plus complète.

Au point de vue commercial, il a accordé des réductions de tarif à certaines provenances des États-Unis, mais cette concession est à court terme et doit être renouvelée chaque année. Enfin, pour obtenir une réduction des droits d'importation, que la France et l'Italie perçoivent sur le café, il s'est engagé à garantir le bénéfice de son tarif minimum à leurs importations, *mais il a eu soin de spécifier que cette expression ne s'appliquait qu'au tarif autonome et non point au tarif contractuel qui pourrait résulter de ses accords avec d'autres pays.* Hormis ces deux exceptions, il a toujours résolument refusé d'engager l'avenir.

CHAPITRE III

LE PEUPLEMENT

Il est impossible d'avoir un chiffre exact de la population du Brésil, les recensements opérés jusqu'ici ayant été incomplets. Tels quels, ils donnent cependant une idée assez exacte de la progression du peuplement, de sa répartition et de sa composition. (*Voir Annexes* 2, 3, 4, 5.)

La population totale, au commencement du dix-neuvième siècle, était approximativement de 4 millions d'individus ; elle dépassait 17 millions au commencement du siècle actuel et aujourd'hui doit atteindre une vingtaine de millions.

Sa répartition est très inégale. Alors que la densité par rapport à l'ensemble du pays est évaluée à 2,4 par kilomètre carré, elle s'élève dans le district fédéral à 581,9 et dans certains Etats côtiers comme Rio de Janeiro, Alagoas, à 25,8 et à 24,1, pour tomber à 0,2 et 0,1 dans les Etats d'Amazone et de Matto-Grosso. La population se tient généralement dans les régions voisines de la côte, et c'est seulement dans le sud qu'elle s'avance assez loin dans l'intérieur.

Jusqu'en 1808 l'entrée du Brésil fut interdite aux étrangers et réservée aux Portugais. Le sort des guerres et des aventures y fixa néanmoins quelques milliers de Hollandais, Allemands, Espagnols et Français. Les nègres esclaves furent importés à partir de 1583. Ce sont ces éléments qui, avec les Indiens soumis, formèrent les premières couches de la population brésilienne. Durant les trois premiers siècles de colonisation le gouvernement ne s'occupa guère du peuplement. Il n'y eut qu'un essai sérieux en 1744, quand la cour de Portugal fit transporter 4 000 familles de Madère et des

Açores dans les capitaineries de Santa-Catharina et de Rio Grande do Sul, essai qui réussit d'ailleurs parfaitement.

La colonisation officielle ne fut commencée et poursuivie régulièrement qu'à partir de 1818, alors que la suppression de l'esclavage commençait à être envisagée et que le pays avait été ouvert aux étrangers. Deux mille Suisses furent installés dans les montagnes des environs de Rio de Janeiro, à Nova Friburgo. En 1824 une nouvelle colonie était fondée avec des Allemands dans la province de Rio Grande do Sul, à San-Leopoldo, et sa prospérité ne tarda pas à en faire un centre d'attraction de l'immigration allemande dans le sud du Brésil. De 1818 à 1830, 6 856 Allemands vinrent se fixer dans le pays. Le mouvement s'arrêta de 1830 à 1837 et reprit en 1838. Vers 1856, le gouvernement impérial, comprenant l'importance de l'immigration, l'encouragea de nouveau, mais les sommes qu'il y consacrait étaient toujours faibles, puis la guerre du Paraguay vint absorber toutes ses forces, et, en définitive, ce ne fut qu'en 1872 qu'il put s'y intéresser sérieusement. Et encore les vicissitudes de la politique intérieure entravèrent-elles parfois l'immigration. En 1881, le nombre des entrées tomba à 11 054 par suite de la suppression des subventions officielles; il avait été de 29 729 l'année précédente. La libération des esclaves lui donna enfin une amplitude qu'il n'avait jamais connue, car, en 1888, il monta à 131 268.

Vers 1847, quelques grands propriétaires, prévoyant la suppression de l'esclavage et comprenant la nécessité de travailleurs agricoles libres, commencèrent à joindre leurs efforts à ceux du gouvernement. La province de Saint-Paul se distingua particulièrement et déploya une activité très grande, surtout à partir de 1884, commencement de la campagne abolitionniste définitive. En 1882, elle reçut 2 743 immigrants, 6 650 en 1885, 34 170 en 1887 et 92 000 en 1888; elle était ainsi préparée mieux qu'aucune autre province à la suppression de l'esclavage, et c'est pourquoi on la vit se placer à la tête des partisans de l'affranchissement.

L'immigration subventionnée ou spontanée a donné des résultats importants; elle a peuplé dans une mesure appréciable les régions méridionales et donné aux planteurs du

centre et des côtes la main-d'œuvre dont ils avaient besoin depuis la suppression de l'esclavage. Néanmoins elle n'a satisfait ni les Etats, ni les particuliers, et, du côté des immigrants, a donné lieu à des plaintes si nombreuses et si vives que leurs gouvernements ont dû s'en émouvoir et intervenir.

Les Brésiliens ont été mécontents de sa composition : il y figurait nombre de gens impropres au travail de la terre et souvent des individus dangereux pour la sécurité publique; les nouveaux venus ne se fixaient pas dans le pays ; après y avoir gagné quelque argent, ils retournaient chez eux, drainant ainsi l'épargne nationale. C'est pourquoi se lassa-t-on parfois de cette colonisation officielle, dont les dépenses paraissaient hors de proportion avec les bénéfices.

Les immigrants se plaignaient d'être trompés : des promesses faites par les recruteurs à l'étranger n'étaient pas tenues ; les terrains, les secours qui devaient être fournis ne l'étaient pas ou dans des conditions mauvaises ; on leur avait dissimulé les difficultés de la vie, l'insalubrité du climat ; ils étaient maltraités ; ceux qui s'étaient engagés comme ouvriers sur les plantations prétendaient qu'on les empêchait de communiquer avec leurs consuls, qu'on les retenait par force, que leurs salaires étaient irrégulièrement payés et parfois ne l'étaient pas du tout. Ces plaintes étaient quelquefois exagérées, mais des enquêtes officielles, non seulement des consuls, mais aussi des autorités brésiliennes avaient établi qu'elles n'étaient pas sans fondement, et leur répétition, leur véhémence ne pouvaient laisser indifférents les gouvernements étrangers. Ils durent prendre certaines mesures préventives qui, naturellement, ralentirent le courant de l'immigration.

L'Allemagne fut une des premières à agir et, dès 1859, un décret prussien, « la loi Heydt », du nom de son auteur, interdit l'émigration au Brésil, en raison des mauvais traitements dont les travailleurs allemands employés par les « fazendeiros » se plaignaient. Cette défense fut maintenue jusqu'en 1896. A cette époque, elle fut levée d'abord en faveur des trois Etats méridionaux Rio Grande do Sul, Parana et Santa-Catharina puis, l'année suivante, entièrement rapportée. Toutefois la loi impériale du 9 juin 1897 a imposé des restrictions au transport des émigrants. Les

agents qui s'en occupent doivent être pourvus d'une autorisation spéciale, le transport gratuit de ces émigrants pour le compte de sociétés ou de gouvernements étrangers est formellement interdit, sauf dans certains cas spéciaux; enfin le recrutement est prohibé.

La France fut également conduite à interdire d'une façon absolue l'émigration au Brésil; elle le fit par une circulaire ministérielle du 31 août 1875. Le 4 juillet 1908 cette interdiction fut rapportée en considération des améliorations introduites dans la législation brésilienne sur l'immigration et pour mettre à l'épreuve les nouvelles garanties.

L'Italie, dont les nationaux sont si nombreux au Brésil, ne pouvait se désintéresser de leur sort, et innombrables sont les réclamations qu'elle fit entendre à leur sujet, sans beaucoup de succès, semble-t-il. Aussi sa législation actuelle a-t-elle entouré l'émigration d'une surveillance particulière, destinée à prévenir une partie des abus dont ses nationaux avaient à se plaindre. L'émigration est libre pour tout citoyen, sauf pour les jeunes gens en état de faire leur service militaire. Le recrutement et le transport gratuit des émigrants sont formellement interdits. L'émigrant est protégé d'une façon spéciale grâce à un service de patronage qui veille sur lui pendant la traversée et dans le pays qu'il a choisi, enfin s'occupe de son rapatriement, si besoin est. Les agences d'émigration sont prohibées. La loi n'autorise l'embarquement des émigrants que par les ports de Gênes, Naples, Palerme, Messine et seulement sur les bateaux des compagnies qui versent un cautionnement, acceptent de recevoir à leur bord un commissaire de surveillance de l'État et promettent de rapatrier un certain nombre d'émigrants indigents à prix très réduit. L'émigration spontanée est libre pour le Brésil, mais afin d'éviter que la loi ne soit tournée, la délivrance des passeports aux émigrants pour cette destination est entourée de précautions minutieuses.

L'Autriche n'a pas pris de mesures restrictives contre l'émigration au Brésil, mais a jugé prudent de mettre en garde ses nationaux contre les illusions qu'encouragent les industriels qui vivent du transport des émigrants ou touchent des primes de recrutement.

L'Angleterre a agi de même.

Les plaintes qui se produisaient de part et d'autre avaient des causes tenaces.

Si, par exemple, la qualité des immigrants laissait à désirer, le Brésil ne pouvait s'en prendre qu'à lui-même, à ses agents de recrutement assez peu consciencieux pour préférer le nombre à la qualité. Le meilleur correctif eût été de veiller au bien-être des nouveaux colons, leur succès étant la meilleure réclame pour en attirer d'autres possédant des aptitudes nécessaires. Malheureusement, soit apathie, insouciance ou versatilité, on ne faisait rien et les bonnes volontés se décourageaient.

Dans cet immense pays dont une partie très minime est habitée et cultivée, chose à peine croyable, la terre manquait, comme elle manque encore aujourd'hui. Les biens « devolutos » domaines de l'Etat, affectés à la colonisation étaient souvent trop éloignés des marchés de consommation et le petit colon ne pouvait écouler les produits de son travail. Après la proclamation du régime fédéral, l'Union remit ces domaines aux Etats et ceux-ci les aliénèrent en grande partie. Pour créer les « nucleos », centres de colonisation, il fallut racheter à un prix élevé les terrains que les Etats avaient cédés gratuitement ou à vil prix quelques années auparavant et dont ils avaient augmenté la valeur par des travaux publics. Ces achats et les travaux de lotissement et d'aménagement étaient coûteux et longs ; aussi arrivait-il souvent que l'immigrant devait attendre longtemps avant d'être pourvu convenablement. Durant ces délais, ses économies s'épuisaient, la confiance faisait place au découragement, présage de l'échec inévitable. S'il possédait un petit capital et voulait l'employer à acheter une propriété il était exposé à acquérir des droits sans valeur ou litigieux et à être entraîné dans des procès interminables où il risquait de succomber.

L'ouvrier qui cherchait un emploi chez les planteurs était menacé d'autres inconvénients. Le régime de l'esclavage avait créé chez le maître une mentalité particulière. Ce n'était pas de la cruauté, le Brésilien n'est pas méchant, et ses rapports avec ses esclaves ne rappelaient en rien ceux que décrit l'auteur de *la Case de l'Oncle Tom;* insouciant

pour lui-même, il l'était davantage encore pour ses nègres, d'ailleurs sans besoins; il les traitait avec douceur, mais comme une sorte d'animal domestique, leur vie morale n'existant pas à ses yeux. Ces habitudes séculaires n'ont pu disparaître avec leur cause et le salarié européen en a souffert. Il avait besoin d'attentions et de soins que son expatriation rendait plus nécessaires encore. Trop souvent il en manqua et ne pouvant s'en passer déserta la « fazenda ». D'autres fois il eut la malchance de tomber chez un maître endetté ou ruiné par la baisse persistante des prix du café; il ne fut pas payé ou ne reçut ses gages que très irrégulièrement.

Malgré tout, beaucoup de ces immigrants réussirent à amasser un petit pécule et se seraient fixés dans le pays s'ils avaient eu l'espoir de pouvoir acheter un lopin de terre; c'étaient des paysans aimant la terre et disposés à tout sacrifier à sa possession. Mais là encore l'état d'esprit des grands propriétaires, les exigences de la culture du caféier leur enlevaient cet espoir. Un faux point d'honneur empêchait ceux-ci de morceler leur domaine; l'amoindrir ç'eût été déchoir. Si, par exception, ils s'y résignaient, c'était pour se débarrasser de terres épuisées ou incultes ou encore pour réaliser une spéculation et, dans un cas comme dans l'autre, l'ouvrier, ne trouvant pas l'emploi avantageux de ses économies, préférait les envoyer au pays natal où il finissait par les rejoindre.

Le « fazendeiro » était d'ailleurs hostile, comme beaucoup le sont encore aujourd'hui, à cette colonisation, sous prétexte qu'elle le privait de travailleurs. Le caféier, au moment de la récolte surtout, réclamant un grand nombre de bras, il fallait, pour les retenir, attacher en quelque sorte l'ouvrier à la glèbe et décourager ses tentatives d'indépendance. Cet égoïsme se retourna contre son auteur.

Durant le cours du dix-neuvième siècle, ces difficultés entravèrent le peuplement du pays sans l'arrêter cependant, car à la vérité elles ne furent pas aussi généralisées qu'on l'a prétendu. Chaque fois que le gouvernement ou les particuliers ont pris les précautions nécessaires, le peuplement a parfaitement réussi; tout planteur qui a traité ses ouvriers convenablement en a eu en quantité suffisante. Qu'il s'agisse de l'importation en 1744 à Rio Grande do Sul des colons des

Iles, ou, dans le courant du dernier siècle, de Suisses, d'Allemands ou d'Italiens, l'immigrant, mis en possession d'un champ suffisant et des secours de première nécessité, s'est fixé au sol dont il tirait sa nourriture, où il enfouissait ses sueurs et a fait souche de Brésiliens. On doit à cette colonisation une bonne partie de la population méridionale du Brésil, où elle s'est développée automatiquement, les premiers colons en attirant d'autres. Elle a coûté cher, aussi doit-on considérer dans le peuplement le problème financier nécessitant des ressources abondantes, en même temps que la question technique pour laquelle il faut une méthode, des procédés rationnels, une administration attentive, prévoyante et bienveillante.

C'est à ces conclusions que le gouvernement fédéral, les Etats et les particuliers semblent être arrivés aujourd'hui. Ils ont compris que l'insuffisance de l'organisation du service de l'immigration causait au pays de graves dommages, l'exode des colons prenant en effet des proportions inquiétantes : de 1903 à 1907, les statistiques officielles ont enregistré 198 000 entrées et 81 000 sorties.

Un mouvement d'opinion se produisit donc dans ces dernières années et bientôt, du nord au sud, il ne fut plus question que de peuplement. Le manifeste du président Penna, du 15 novembre 1906, annonce clairement les projets du gouvernement. Le ministre des travaux publics, du commerce et de l'industrie les précise encore dans son « relatorio » pour 1908 : « Il n'importe plus d'attirer des immigrants qui, comme des oiseaux de passage, viennent ici récolter un pécule et l'emportent dans leur patrie sans apporter un concours efficace à notre développement; il faut viser spécialement l'introduction d'immigrants agriculteurs qui se proposent de s'établir dans le pays en créant des centres permanents de travail, de richesse. » C'est sous cet aspect que l'immigration est envisagée maintenant au Brésil.

Le décret fédéral du 19 avril 1907 a réorganisé le service du peuplement du sol brésilien qui ne vise plus à l'introduction de travailleurs agricoles pour les plantations, sauf certains cas exceptionnels, mais à la colonisation libre par le petit propriétaire. La distinction est essentielle.

L'Union prend la charge de ce service seule ou avec le concours des États, des entreprises de chemins de fer ou de navigation, des compagnies diverses ou encore des simples particuliers. Elle donne à ces collectivités la faculté de créer à leurs propres frais des centres coloniaux. Ceux-ci sont établis sur des terrains achetés ou cédés, assainis s'il en est besoin, percés de routes. Chaque centre comporte un village. Les lots urbains sont de 3 000 mètres carrés environ ; les lots ruraux de 25 à 50 hectares et comportent une maison bâtie par le service et remboursée par le colon. Les prix sont modiques et des facilités sont accordées pour les acquitter. Le chef de famille est avantagé. Le transport est gratuit du point de départ en Europe au lieu d'arrivée au Brésil. Le colon reçoit des instruments de travail, des semences ; on lui accorde sa subsistance pendant les premiers six mois et les soins médicaux pendant la première année. On lui facilite ses approvisionnements, la location ou l'achat du matériel agricole, des animaux, l'instruction de ses enfants, etc.

Les entreprises de chemins de fer, de routes, de navigation sont tenues de coopérer au peuplement des régions qu'elles desservent, en créant des centres, en accordant des facilités de transport aux nouveaux habitants, et en favorisant la petite industrie locale, etc. L'Union s'est engagée à encourager de diverses manières ces initiatives. Elle prend à sa charge les frais de transport, de débarquement, d'hospitalisation à l'arrivée et en attendant le placement, à la condition que l'immigrant remplisse certaines conditions d'âge et possède un métier. Le colon est libre de choisir sa destination définitive, il a le choix entre les différents États et, dans ceux-ci, entre les « nucleos » où il y a des places vacantes.

Ces dispositions, analysées ici très sommairement, s'inspirent de prévoyance et de sentiments humanitaires. Si elles sont exactement appliquées, elles ne manqueront pas de donner des résultats satisfaisants.

Des réglementations analogues ont été prises dans divers États et en particulier à Saint-Paul ; mais dans celui-ci, en raison des besoins des planteurs de caféiers, on continue à faire appel aux ouvriers agricoles, on a même eu recours à cet effet à l'immigration japonaise.

On y avait déjà songé autrefois, quand on se plaignait des difficultés que rencontrait en Europe, l'émigration au Brésil, difficultés où les Brésiliens se refusaient à voir leur responsabilité. Mais l'idée avait suscité une vive opposition de ceux qui voyaient un grave danger à introduire dans la population une quatrième race dont les tendances absorbantes et la résistance à l'assimilation avaient déjà causé de sérieux embarras dans d'autres pays. L'empereur dom Pedro II, qui connaissait bien ses sujets, était hostile à cette immigration : « La race brésilienne, disait-il, issue de blancs, de noirs et d'Indiens rouges, est déjà trop confuse pour qu'on y ajoute encore l'élément jaune. »

Néanmoins des tentatives furent faites en Chine et au Japon. En 1874 un millier de Chinois furent importés en vue d'introduire la culture du thé dans le pays. En 1883, un Chinois, directeur de la compagnie chinoise « China Merchants Steam Navigation C° », essaya de créer un service de navigation directe avec la Chine. Ces tentatives échouèrent.

En 1890, le 28 juin, un décret ferma l'entrée du territoire de l'Union aux Asiatiques et aux Africains, mais, au cours de 1892, deux projets soumis au Congrès proposèrent, l'un de laisser aux Etats confédérés la liberté d'introduire des immigrants de toute provenance, l'autre, d'autoriser l'entrée des Chinois et des Japonais. Et même, à ce moment, une campagne de presse fut faite à la capitale pour démontrer que le Brésil avait intérêt à retourner aux sources qui avaient alimenté si longtemps sa main-d'œuvre et, en conséquence, à organiser l'immigration libre des noirs d'Afrique. Enfin, le 30 septembre 1892, une loi rouvrait aux Chinois et aux Japonais les portes fermées en 1890.

Cette dernière décision était la conséquence des difficultés rencontrées avec l'immigration européenne. Ainsi que l'écrivait un témoin de cette époque, le Brésil avait bien supprimé l'esclavage, mais s'était refusé à modifier le régime de la propriété et de la culture. Il n'avait pas su organiser le travail libre dont la petite propriété est l'attrait et la sanction. Il cherchait des Chinois à défaut d'Européens pour remplacer les esclaves.

Tout récemment, les Etats de Saint-Paul et de Rio de Janeiro ont signé des contrats d'engagements de travail-

leurs japonais et ces initiatives ont été vues sans trop de défaveur, par suite du prestige actuel des Japonais. En novembre 1907, des propositions présentées par une compagnie japonaise furent acceptées. L'État de Rio de Janeiro passa avec elle un contrat pour la création de trois colonies japonaises sur son territoire. Celui de Saint-Paul traita également pour l'introduction de trois mille agriculteurs en famille, et en vertu de cet acte, 780 Japonais arrivèrent en 1908. Bien qu'entourée de précautions l'expérience ne paraît pas avoir réussi, mais elle se poursuit encore. Le gouvernement de Tokio, à en juger par les articles de la presse nipponne, est résolue à favoriser cette entreprise. Quant aux « fazendeiros », ils espèrent toujours y trouver un remède aux maux dont ils souffrent et dont l'étranger reste à leurs yeux le seul coupable. Ils feront bien, en tout cas, de ne pas perdre de vue que les causes qui ont motivé les plaintes des travailleurs européens, irrégularité dans le payement des salaires, difficulté d'acheter des terres, ne laisseraient pas insensibles les Japonais si elles se reproduisaient, bien au contraire.

Toutes ces mesures sont trop récentes pour que la pratique ait pu en déterminer la valeur.

L'immigration a augmenté sensiblement en 1908, puisque cette année on a relevé 46 216 entrées par le port de Rio de Janeiro au lieu de 31 156 et 27 147 en 1907 et en 1906; à Saint-Paul, les entrées par le port de Santos, au cours de ces trois dernières années, ont été respectivement de 40 222, 31 681 et 49 429. Mais ces chiffres ne représentent pas le gain de la population brésilienne, car il faut en défalquer les sorties, toujours importantes puisque pour Saint-Paul elles ont été durant les années en question de 30 750, 36 269 et 41 349, soit plus de 90 pour 100 des entrées (1).

Trois races ont participé à la composition de la population brésilienne : les Indiens autochtones, les Européens et les noirs d'Afrique. (*Annexe* 3.)

D'après les calculs de la statistique fédérale des recense-

(1) D'après les statistiques officielles, 94 695 immigrants seraient entrés au Brésil en 1908; on n'indique pas le chiffre des sorties.

ments de 1873 et de 1890, la proportion des blancs augmenterait dans tout le Brésil. Elle est naturellement plus faible dans les Etats du nord, c'est-à-dire dans les zones équatoriales et tropicales, que dans le sud. En 1872, son minimum était de 19,46 pour 100 dans la province Amazone et son maximum à Santa-Catharina avec 78,81 pour 100. En 1890, le minimum était à Bahia, 28,39 pour 100 et le maximum toujours à Santa-Catharina, 84,79 pour 100.

Pour les nègres en 1872, le minimum était sous l'équateur dans la province Amazone avec 3,37 pour 100 et le maximum à Rio de Janerio 34,57 pour 100; en 1890, la distribution n'a pas changé, mais le minimum a baissé à 3,03 pour 100 et le maximum à 26,79 pour 100.

Quant aux Indiens, en 1872, il y en avait 0,33 pour 100 dans le District Fédéral et 63,93 pour 100 dans l'Amazone; en 1890, ils représentaient 3,33 pour 100 à Santa-Catharina et 48,38 dans l'Amazone.

Pour les métis, en 1872, le minimum était de 10,39 pour 100 à Santa-Catharina et le maximum 60,57 pour 100 à Alagoas; en 1890, le minimum tombe à 7,16 à Santa-Catharina et le maximum à 48,99 pour 100 à Sergipe.

Le blanc gagne dans tous les Etats, de préférence dans les régions les moins chaudes; le noir se trouve surtout dans les régions où il a été introduit comme esclave et dans les grandes villes où il a émigré. C'est pourquoi il est aussi nombreux à la capitale.

L'Indien qui n'a pas été absorbé se tient dans les pays exploités depuis peu et encore déserts en grande partie. Il paraît reculer devant la civilisation ou se fondre dans la population blanche.

La population autochtone du Brésil devait être assez nombreuse à l'époque de l'arrivée des Portugais; aujourd'hui, au dire des voyageurs, elle compterait encore des groupements importants dans les parties reculées du pays, au fond des immenses forêts ou dans les savanes illimitées qui restent à explorer. Durant les premiers temps de la colonisation, ces Indiens furent décimés par les expéditions d'aventuriers qui les poursuivaient et les réduisaient en esclavage, malgré les efforts des missionnaires pour les protéger et les défenses de la cour de Lisbonne. Ce fut seulement en 1755 et

en 1758 qu'ils furent définitivement affranchis par une loi que le ministre Pombal obtint du roi Joseph Ier. En réalité, un grand nombre de ces Indiens se mélangèrent aux Portugais et donnèrent naissance à des métis qui représentent aujourd'hui une partie notable et un des éléments de valeur de la population brésilienne.

Les nègres furent introduits pour la première fois en 1583. C'est de cette époque que date le premier contrat d'importation. Leur nombre augmenta rapidement ; de 14 000 en 1585, il passa à 1 930 000 en 1818, puis diminua par suite de la suppression de la traite. En 1870, il était de 1 800 000 à la veille de la promulgation de la loi du 28 septembre 1871, appelée « la loi du ventre libre », parce qu'elle libérait les enfants d'esclaves à leur naissance, facilitait les rachats et créait un fonds spécial destiné à cet usage. En 1873, il tombe à 1 584 000, en 1885 à 1 050 000 ; enfin au moment de la loi du 13 mai 1888 qui affranchit complètement les esclaves, le chiffre officiel n'est plus que 723 419 représentant approximativement 485 225 contos de reis, ou environ 1 212 000 000 de francs.

La libération ne fut pas un acte imprévu, il en était question depuis longtemps. Dès 1758, elle avait été réclamée par des hommes politiques jouissant d'une haute autorité. Au commencement du dix-neuvième siècle, on discuta l'abolition de l'esclavage sous l'influence des idées de la Révolution française. Dans l'entourage du roi Jean VI, réfugié à Rio de Janeiro, plusieurs hommes remarquables se montraient déjà favorables à cette mesure. On demandait dès cette époque la liberté pour les enfants à naître et l'émancipation graduelle des adultes. En 1830 et 1833, des propositions dans ce sens furent présentées aux Chambres. En 1866, un plan de libération appuyé par l'empereur fut étudié et adopté par le Conseil d'État, mais la guerre du Paraguay en empêcha l'exécution et ce fut seulement le 28 septembre 1871 que fut votée et promulguée « la loi du ventre libre » suivie, dix-sept ans après, par la libération totale.

Nous venons d'examiner la progression du peuplement et sa composition. Comment se comporte cet amalgame de gens venus de contrées si différentes avec les caractères

propres à leur race, à leur civilisation? La fusion s'opère-t-elle? Un type national apparaît-il?

On estime à 800 000 le nombre des Italiens fixés à Saint-Paul et à 400 000 ceux qui habitent le reste du Brésil. Ils se fondent peu à peu dans la population par les mariages qu'ils contractent soit avec des Brésiliens, soit avec des immigrés d'autre origine.

Au Parana, il y a environ 80 000 Polonais autrichiens ou russes vivant en bonne harmonie avec le reste des habitants. Avec le temps, leurs coutumes se modifient, ils apprennent le portugais et se lient avec les autres immigrants.

En 1904, on calculait qu'il pouvait y avoir 400 000 Allemands au Brésil, dont les deux tiers étaient concentrés dans les Etats de Rio Grande do Sul et de Santa-Catharina. Dans une étude sur cette colonisation publiée par la *Revue de Paris* de janvier 1907, M. Tonnelat concluait : Ces descendants d'Allemands sont, par leur situation, les pionniers de l'avance brésilienne vers l'ouest; ils acquièrent lentement les mœurs et les traits de caractère propres aux habitants des pays neufs. On peut dire qu'à mesure qu'ils s'adaptent à leur milieu nouveau, ils travaillent non pas à germaniser, mais à « américaniser » le sud du Brésil. Il faudrait aussi ajouter que, tout en étant franchement Brésiliens, attachés foncièrement et exclusivement à leur nouvelle patrie, ils présentent parfois certains traits caractéristiques qui permettraient de les considérer comme des Brésiliens teutons en regard de la masse brésilienne latine, distinction dont ils se targuent parfois. Mais ce sont là des nuances que le temps effacera sans doute.

La fusion s'accomplit donc, suivant les circonstances, chez l'immigrant qui trouve au Brésil un sort meilleur que celui qu'il a abandonné et elle est plus ou moins complète chez ses enfants. Qu'il s'agisse d'Allemands, de Slaves, d'Italiens ou de Portugais, le même phénomène se produit. Dans les villes ou les villages où l'un ou l'autre de ces éléments l'emporte par le nombre, on ne remarque ni tendances particularistes sérieuses, ni conflits de races dangereux. Les incidents de cette nature qui ont eu lieu parfois n'ont pas laissé de traces. Naturellement, les immigrants et leur descendance conservent plus ou moins longtemps quelques-uns de leurs

caractères ataviques et notamment leur langue. A Pétropolis, par exemple, dans les montagnes des environs de Rio de Janeiro, les habitants ont le type du Germain blond, parlent l'allemand et pratiquent encore quelques habitudes de leurs pères. Pareil fait s'observe à Saint-Paul, dans les faubourgs italiens de la capitale, dans les villages italiens ou russes de l'intérieur, au Parana dans les colonies italiennes ou galiciennes, à Rio Grande do Sul et à Sainte Catherine, également chez les colons allemands ; mais ces traces de l'origine n'arrêtent pas le rapprochement des éléments immigrés ni leur fusion dans la nation. Ces dissemblances n'engendrent pas l'antipathie et ne résistent pas à l'influence du milieu.

Les immigrants sont par définition des déshérités que la misère a déracinés. Si l'origine les différencie, un passé de souffrances, l'espérance dans un avenir meilleur les confond. Généralement peu instruits, ignorants même, ils ne sont pas les champions d'une civilisation supérieure, dont l'idéal leur échappe d'ailleurs, car ils n'en ont jamais connu que l'envers douloureux, ils ne viennent pas davantage en conquérants, leur ambition modeste se réduit à désirer une existence moins précaire. D'avance ils sont résignés. Le souvenir de la patrie reste grave, quelle qu'ait été son ingratitude, dans le cœur de la première génération, mélangé il est vrai d'amertume qui en diminue la douceur, mais ce sentiment ne résistera pas à la force de l'ambiance, si l'hospitalité de la nouvelle patrie réalise tant soit peu les rêves de l'immigrant. Chez leurs descendants, le fait est accompli, ils sont Brésiliens, rien que Brésiliens.

Ce n'est pas à dire que tout danger soit écarté, mais encore faudrait-il que ces néo-Brésiliens fussent en butte à des persécutions, à des mauvais traitements en raison de leur origine. Alors l'instinct de la conservation, le souci de leur défense les unirait en groupements où l'esprit national se réveillerait et les armerait pour la résistance. Traités avec justice et bienveillance, ils s'abandonneront à l'action dissolvante du milieu ; frappés d'ostracisme, ils se solidariseront dans un particularisme défensif.

L'hospitalité du Brésil a été libérale. Certains mouvements qui ont eu lieu, par exemple à Saint-Paul et ont dégé-

néré en incidents violents, tenaient à des causes économiques générales et d'ailleurs n'ont pas duré. De même à Rio Grande do Sul où parfois le spectre de l'invasion et de la domination allemandes a été évoqué et a provoqué des campagnes de presse assez vives, le pangermanisme n'a pas eu d'écho sérieux chez les Brésiliens d'origine allemande.

Au surplus, la statistique, quelle que soit la réserve avec laquelle il faille accepter ses chiffres, corrobore cette opinion. En 1872, sur 10 millions d'habitants en chiffres ronds, on comptait un peu moins de 400 000 étrangers; en 1890, avec une population totale de 14 millions d'habitants, les étrangers sont estimés à 350 000; en 1900, ces chiffres sont respectivement de 16 millions et de 1 200 000. Or, de 1872 à 1890, il était entré plus de 700 000 immigrants et malgré les sorties il avait dû en rester un grand nombre; de même, de 1890 à 1900, il en était venu plus de 1 140 000. En quelques années, une notable partie de ces éléments étrangers a été naturalisée.

Le pourcentage des étrangers dans les Etats du Brésil est le suivant : District fédéral (capitale), 25 pour 100; Saint-Paul, 23,2 pour 100; Espirito Santo, 15,7 pour 100; Parana, 13,8 pour 100; Rio Grande do Sul, 12,2 pour 100; Matto-Grosso, 10,3 pour 100; Santa-Catharina, 10 pour 100; Etat de Rio de Janeiro, 6,2 pour 100; Minas Gerâes, 3,9 pour 100; Maranhao, 2,4 pour 100; Bahia, 1,4 pour 100; Amazone, 1,3 pour 100; Para, 1 pour 100; Pernambuco, 0,9 pour 100; Goyaz, 0,7 pour 100; Ceara, Parahyba, Alagoas, Sergipe et Piauhy, 0,5 pour 100; Rio Grande do Norte, 0,3 pour 100. Pour l'ensemble du pays elle est de 8 pour 100 environ. En notant ces chiffres, le *Jornal do Commercio* du 3 mars 1909, à qui ils sont empruntés, remarque que cette dernière proportion est notablement inférieure à celle qui est observée aux Etats-Unis, 13 pour 100, et dans l'Argentine, 30 pour 100.

En considérant l'immensité du Brésil, la dissémination de sa population et la diversité de ses origines, la variété des milieux, l'antagonisme des intérêts matériels, on se prend à douter qu'un sentiment national puisse jamais régner sur

cet archipel humain dont beaucoup d'îlots sont encore privés de communications rapides et fréquentes entre eux. Les traditions, le pays entretiennent et développent le patriotisme local : le Maranhense, le Pauliste, le Fluminense, le Mineiros, le Riograndense représentent des entités politiques et sociales profondément attachées à leur petite patrie, dont ils sont fiers ; chaque État défend jalousement ses droits, ses limites et les questions de frontières prennent parfois une acuité extrême ; enfin la politique, les oligarchies locales favorisées par le système fédéral encouragent ce particularisme. Mais tous les grands pays n'ont-ils pas passé par ces étapes obligatoires de l'unité nationale ? Le développement de l'outillage économique permettra sans doute de les franchir rapidement ; en multipliant les relations, il rapprochera ces collectivités, entremêlera leurs intérêts et les solidarisera. Le phénomène s'observe dès aujourd'hui dans les classes instruites et fortunées ; la capitale fédérale, fréquentée par toutes les notabilités du pays, devient un creuset où fond l'esprit de clocher et se prépare l'âme nationale. Cette préoccupation n'est pas étrangère à l'impulsion donnée à l'exécution du programme des voies de communications. Quand les rails s'allongeront du nord au sud, de Rio Grande do Sul au Para, de l'est à l'ouest, de l'Atlantique aux bassins du Parana et du Paraguay, quand ils pénétreront sur le plateau central et rayonneront sur les États de Minas Geraes et de Goyaz, la vie nationale circulera par les artères d'acier et les grands fleuves, et son flux et son reflux se régleront, dans tout le Brésil, suivant un rythme uniforme.

Au surplus, en plusieurs circonstances déjà, les Brésiliens ont montré que, malgré la diversité de leurs origines, l'autonomie des États et l'antagonisme des intérêts, ils savaient rivaliser de dévouement à la patrie pour la défendre et en maintenir l'intégrité. A cet égard le système fédératif, en donnant aux intérêts locaux des satisfactions légitimes et des garanties contre les abus d'un pouvoir central, peut écarter la menace du séparatisme, à la condition, cependant, que l'anarchie politique, les crises financières ou économiques n'exposent pas certains États à souffrir des fautes que quelques-uns commettraient et ne les incitent pas à rechercher

dans l'indépendance un remède à des maux dont ils ne seraient pas responsables.

Il n'y a pas encore de type brésilien caractérisé. Les traditions et la nature s'y opposent. Comment l'habitant de la région équatoriale de l'Amazonie ressemblerait-il à celui des pays tempérés du Midi, le riverain de l'Océan au montagnard ou au pasteur de l'intérieur? Entre le « seringuero » qui parcourt les forêts vierges à la recherche du caoutchouc, l'industriel, le commerçant ou le financier des villes, le planteur de caféier, de canne à sucre, les petits cultivateurs du Parana et de Rio Grande do Sul, il existe forcément de grandes différences physiques et morales, mais elles s'atténueront à mesure que les relations se développeront, que les intérêts se solidariseront et dès maintenant on peut constater chez la plupart des Brésiliens certains traits communs.

En résumé le peuplement du Brésil progresse d'une façon continue et malgré la nature hétérogène de ses éléments la variété des milieux, une communauté de sentiments et d'intérêts s'établit et prépare l'unité nationale. Le gouvernement fédéral s'efforce d'accélérer ce mouvement, mais, malgré son désir, ne peut dépasser sans danger une certaine rapidité.

Quels que soient les encouragements qu'il donnera à l'immigration, il devra compter avec les ressources limitées des réservoirs européens, ressources déjà accaparées en grande partie par les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, l'Argentine, l'Afrique et l'Australie où, existent actuellement des forces attractives plus puissantes que celles du Brésil. Il y aurait intérêt à développer ces dernières et on y réussirait sans doute en facilitant la prospection et l'exploitation des mines par une législation meilleure que celle qui est en vigueur aujourd'hui. Dans le même but, il serait bon également de combattre la spéculation sur les terrains, qui en élève le prix à des taux abusifs, en créant un impôt foncier qui forcerait les propriétaires soit à les exploiter, soit à les vendre. Il serait également indispensable d'organiser une législation foncière qui permettrait à l'acquéreur, grâce à

une procédure rapide et peu coûteuse, de connaître exactement la contenance, les droits et les charges de la propriété qu'il achète et d'éviter ainsi des procès interminables et ruineux.

Quant à la formation de l'unité nationale, elle sera d'autant plus rapide que l'Union et les États prendront soin non seulement d'éviter d'aggraver les divergences d'intérêts, mais encore de multiplier toutes les causes propres à développer la solidarité ; elle dépend du développement économique, de l'extension des moyens de communication, de la diffusion de l'enseignement, en un mot de la sagacité de la politique brésilienne ; et c'est le cas de rappeler le mot célèbre : « Faites-moi de bonnes finances, je vous ferai de bonne politique. »

CHAPITRE IV

PRODUCTION ET COMMERCE

Les documents sur le commerce du Brésil ne permettent d'étudier avec quelque précision que les échanges avec l'extérieur. Le mouvement commercial intérieur échappe encore à la statistique.

Nous allons donc examiner :

1° Les exportations,

2° Les importations.

Enfin nous tenterons de donner un aperçu de la production nationale, destinée au marché intérieur.

Avant d'aborder ces sujets, il ne sera pas inutile de dresser un résumé historique du commerce brésilien, afin de se rendre compte des progrès accomplis depuis le commencement du dix-neuvième siècle.

RÉSUMÉ HISTORIQUE DU COMMERCE DU BRÉSIL DEPUIS SON INDÉPENDANCE

Jusqu'au commencement du dix-neuvième siècle, le commerce extérieur du Brésil, colonie du Portugal, se faisait exclusivement par l'intermédiaire de la métropole.

Les denrées coloniales étaient exportées sur les places de Lisbonne, Porto, etc., les marchandises destinées à la consommation du Brésil provenaient directement et seulement du Portugal et entraient dans la colonie par ses ports principaux, d'où elles étaient distribuées dans le reste du pays.

De 1796 à 1802, la moyenne annuelle du mouvement fut le suivant :

Exportation : 10 970 c. p. (1); importation : 10 320 c. p.; total : 21 970 c. p.

Le transfert au Brésil de la cour de Portugal fuyant devant l'invasion française et l'élévation de l'ancienne colonie au rang de royaume, l'ouverture des ports du pays aux nations étrangères (28 janvier 1808), puis la déclaration de l'indépendance, en 1822, affranchirent le Brésil au point de vue économique et furent les origines de son essor.

Il n'y eut tout d'abord qu'un déplacement des affaires, dont la plus grande partie passa du Portugal en Angleterre. Les troubles qui agitèrent le pays durant les premières années de l'indépendance nuisirent à son commerce extérieur. Après la déclaration de la majorité du second empereur, dom Pedro II, en 1840, avec la pacification, le mouvement économique prit un sérieux développement. Les importations l'emportèrent généralement sur les exportations jusqu'en 1860, mais, à partir de cette date, la balance commerciale fut à l'avantage du Brésil, à l'exception des années 1880, 1885, 1888, 1889 et 1890.

Voici les moyennes quinquennales de trois périodes, de 1849 à 1905 :

	IMPORTATION		EXPORTATION		TOTAUX	
	Contos papier	Francs	Contos papier	Francs	Contos papier	Francs
1839-1844.	54 410	1[illegible] 796	41 757	120 [illegible]	9[illegible] 867	[illegible] 121
1869-1874.	159 741	323 313	193 [illegible]16	[illegible]12 287	353 0[illegible]7	835 [illegible]
1901-1905.	474 707	623 025	750 265	990 07[illegible]	1 2[illegible]4 972	1 613 1[illegible]

Voici, d'autre part, la moyenne en 1 000 kilogrammes des principaux produits exportés pendant ces mêmes périodes :

	Café	[illegible]	Sucre	Cuirs	Tabac	[illegible]
1839-1844.	83 384	10 365	82 246	1[illegible] 081	4 1[illegible]2	101
1869-1874.	187 773	53 741	155 623	[illegible]1 809	15 210	6 070
1901-1905.	740 275	21 896	78 284	27 429	29 284	31 569

(1) *C. p.* est pris pour abréviation de *contos de reis papier*, [illegible] o., pour abréviation de *contos de reis or*.

En outre de ces six produits principaux, plusieurs autres prirent, à la fin du dernier siècle, une importance considérable.

De 1870 à 1905, la valeur de l'exportation du maté passe de 3 823 c. p. à 18 737 c. p.;

Celle du cacao, de 1 560 c. p. à 15 759 c. p.;

Les châtaignes du Para, de 323 c. p. à 3 517 c. p.;

L'or, de 308 c. p. à 6 489 c. p.

Puis, plus tard, le manganèse, les sables monazitiques, la cire de Carnahuba, etc., grossirent encore le chiffre des ventes à l'extérieur.

Il est également intéressant de jeter un rapide coup d'œil sur la composition de l'importation à deux époques éloignées, par exemple pour l'exercice 1874-1875 et pour celui de 1904. A trente ans de distance, on constate non seulement un notable accroissement des achats, mais aussi un changement sensible dans leur composition :

	1874-1875 Contos de reis papier.	1904 Contos de reis papier.
	—	—
Coton en fil ou manufacturé....	44 711	76 243
Vins, liqueurs, bières, etc........	18 019	31 282
Laine en fil ou manufacturée.....	10 710	13 098
Viande sèche..................	7 582	25 102
Articles de lin..................	6 015	—
Farine de blé..................	5 738	31 105
Or, argent, platine..............	5 683	—
Charbon de terre...............	5 377	25 151
Acier et fer....................	5 357	38 179
Peaux et cuirs.................	5 185	8 676
Beurre, fromages, lard, saindoux.	4 727	10 242
Parfumerie, essences...........	4 693	—
Articles de soie................	3 730	10 028
Produits chimiques, etc.........	3 706	11 422
Plantes, pommes de terre, etc....	3 299	—
Machines, appareils, etc.........	2 733	27 702
Morue.......................	2 263	11 613
Papier et ses applications.......	2 130	12 241
Blé en grain...................	—	25 064
Riz..........................	—	12 142
Pétrole	—	11 930

Si l'on compare entre eux les résultats de ces deux périodes, on constate le fait suivant : la proportion des articles

improductifs ou de jouissance a en général baissé, tandis que celle des matières destinées à l'industrie a augmenté. Celle des machines a monté de 1,7 à 5,4 pour 100; du charbon de terre, de 3,3 à 4,9 pour 100; de l'acier et du fer, de 3,3 à 7,4 pour 100; du papier, carton, etc., de 1,3 à 2,4 pour 100. Au contraire, les vins et boissons ne représentent plus que 7,4 pour 100 au lieu de 11,1; les parfumeries tombent de 2 à 0,3 pour 100. Certains articles d'alimentation, comme la viande sèche (xarque), le beurre, les fromages et le lard présentent une proportion constamment décroissante dans les dernières années, tandis que c'est le contraire pour d'autres, comme la morue et le blé. Pour les tissus et les articles manufacturés de coton et de laine, la réduction a été considérable : en trente ans, les premiers sont tombés de 27,5 à 14,8 pour 100 et les seconds de 6,6 à 2,5 pour 100. Ces réductions proviennent du développement des fabriques nationales de tissus.

EXPORTATIONS

De 1886 à 1908, les exportations ont augmenté d'une façon très sensible, qui dépasse 200 pour 100. (*Annexe 6.*) Mais ce mouvement n'a pas été régulier. Rapide d'abord à cause du développement énorme de la culture caféière, et de la spéculation qui s'empara du pays au lendemain de la proclamation de la république, il s'est arrêté en 1892, a oscillé jusqu'en 1901 durant la crise économique engendrée par l'énorme baisse du change et, malgré l'accroissement des ventes de café à partir de 1897, n'a repris sa marche en avant qu'en 1901, au moment où le change s'est lui-même relevé. Au cours de cette dépression, la balance commerciale diminua au point de devenir défavorable en 1894 et 1895 et ne retrouva sa fermeté qu'après que le milreis eût augmenté de valeur. Ainsi apparaît l'étroitesse des relations entre les transactions internationales et le change, au point que son influence défavorable peut annihiler les effets de l'accroissement de la production nationale.

L'exportation du Brésil est constituée principalement par les végétaux et leurs produits; viennent ensuite les animaux et leurs dérivés, puis les minéraux. Il y a progrès sensible dans les deux premières catégories, plus lent dans la troisième. On peut dire que les industries agricoles et pastorales représentent actuellement la presque totalité de l'activité brésilienne, qui alimente son commerce extérieur.

Nous allons passer en revue chacune des classes et nous examinerons ensuite plus spécialement les principaux produits. (*Voir Annexe* 7.)

Dans la première classe, *animaux et leurs produits*, les peaux de diverses natures et plus spécialement de bœufs, de chèvres et de moutons représentent le plus gros appoint des exportations. Mais ces ventes ne donnent aucune idée de ce qu'est l'élevage au Brésil et surtout de ce qu'il pourrait être. Il existe, en effet, d'énormes étendues de prairies sur les plateaux du centre et dans les Etats du sud, où cette industrie pourrait être fructueuse. En réalité, elle n'existe pas ; les animaux, lâchés dans les pâturages, se reproduisent naturellement et leurs produits se ressentent de ce laisser-aller. Le nombre des éleveurs dignes de ce nom est infime. Pour l'instant, cette production ne suffit même pas à la consommation nationale, puisque celle-ci a demandé à l'étranger plus de 27 millions de francs de viande séchée en 1907. Le gouvernement fédéral et plusieurs gouvernements « estadoaes » encouragent l'industrie pastorale et ses dérivées en facilitant l'introduction de reproducteurs et en les protégeant de diverses manières, mais bien que des progrès aient été accomplis, ils sont encore peu sensibles dans l'ensemble, surtout si on les compare à ce qui reste à faire. A la vérité, ils rencontrent un obstacle sérieux dans l'insuffisance et la cherté des transports.

La production insignifiante de *l'industrie minérale* est un sujet d'étonnement pour qui se souvient de la réputation de richesse que possède, de temps immémorial, le sous-sol brésilien et que les avis des spécialistes confirment de nos jours. C'est la conséquence d'une législation minière mauvaise, dont les effets néfastes sont encore aggravés par des

difficultés techniques, moyens de transports chers et main-d'œuvre rare. Aussi, cette industrie, qui devrait et pourrait être un gros revenu national, attirer de nombreux travailleurs et des capitaux considérables, reste-t-elle dans un marasme déplorable. De 1896 à 1907, les quantités d'or exportées de l'Etat de Minas Gerães ont oscillé entre 2 000 et 4 400 kilogrammes.

La Constitution brésilienne, en déclarant (art. 72, § 17) que « les mines appartiennent au propriétaire du sol, dans les limites établies par la présente loi », limites qui devaient être fixées au profit de l'exploitation industrielle, mais qu'aucun texte n'a déterminé depuis vingt ans, a créé le principe d'un nouveau droit sans en régler l'exercice. Cette lacune a donné naissance à une incertitude en ce qui touche la législation minière, qui paralyse totalement tout essai de recherches et d'exploitations nouvelles. On peut lire utilement à ce sujet l'article paru dans le *Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris* (1907), sous la signature de M. Gorceix, ingénieur français qui habita longtemps le Brésil, où il fonda et dirigea l'École des Mines d'Ouro Preto. On consultera également avec profit le travail de J.-P. Calogeras, ingénieur des mines, député au Parlement brésilien, *As minas do Brazil. Sua legislação*, 3 volumes, Rio de Janeiro, 1905.

Le 22 juillet 1891, un projet fut présenté à la Chambre des députés par M. Serzedello Correa, mais ne fut pas pris en considération, car il attaquait le droit à la propriété du sous-sol que la Constitution du 24 février 1891 avait créé au bénéfice du propriétaire du sol. Une nouvelle initiative parlementaire n'eut pas plus de succès. En 1892, le président de la république envoya un message au Congrès, l'invitant à étudier et à voter une loi qui déterminât et fixât enfin les limites du nouveau droit minier, de façon à sauvegarder les intérêts généraux et particuliers. En 1896, le ministre de la justice ouvrit une enquête dans tous les Etats confédérés et également à l'étranger à l'effet de déterminer la situation, les perspectives, les besoins de l'industrie minière au Brésil, sa réglementation locale et la législation étrangère. Un fonctionnaire fut chargé de dépouiller cette enquête, mais la confection du Code civil, qui se poursuivait à ce

moment, vint interrompre ces travaux préparatoires. Enfin, en 1903, la Chambre des députés chargea une commission de cinq membres de préparer un projet de législation. Celle-ci s'acquitta de cette tâche et, en 1904, son rapporteur, M. Calogeraes, présenta un travail abondamment documenté, qui est en même temps l'histoire la plus complète des mines brésiliennes. Malheureusement, là encore, la mine est séparée du sol et régie à part, contrairement à l'article 72 de la Constitution. Ainsi, depuis vingt ans, le problème, retourné sous toutes ses faces, attend toujours la solution et le Brésil, oublieux de sa propre histoire, laisse inemployées les richesses de son sous-sol, dont le pays tout entier profiterait et qui serait un puissant moyen d'attraction de l'immigration. Un régime libéral favorisant la prospection et l'exploitation, en leur assurant les droits et avantages nécessaires, attirerait certainement des chercheurs et des capitalistes, dont le nombre grandirait rapidement au premier succès retentissant, ainsi que cela s'est produit dans tous les pays et au Brésil même pendant l'époque coloniale. Malheureusement, les questions de principe ont été posées de telle façon qu'à vouloir les mettre d'accord, il est à craindre que des générations de légistes ne s'épuisent en discussions stériles. Un « acte » vaudrait mieux pour le pays que tant de paroles et de science.

Le dernier message présidentiel du 3 mai 1909 a rappelé que, depuis plusieurs années, le pouvoir exécutif demandait au législatif la réforme de la législation minière, ainsi d'ailleurs que celle des eaux, non moins importante en raison de l'abondance des chutes et des rapides et de l'importance de cette force motrice pour l'industrie nationale.

La classe troisième, *végétaux et leurs produits*, représente la majeure partie de l'exportation brésilienne. Ce sont, par ordre d'importance, le café, le caoutchouc, le maté, le coton, le cacao, le tabac, le sucre et divers autres produits que nous allons examiner rapidement, pour nous occuper ensuite à loisir des premiers.

La cire de Carnahuba, extraite d'un palmier très abondant dans le nord et le centre du Brésil, et qui se prête à de nombreux usages indigènes, est susceptible des mêmes applica-

tions que la cire d'abeilles. Son exportation, depuis quelques années, a augmenté dans des proportions considérables.

Les bois du Brésil offrent une variété, pour ainsi dire, illimitée d'essences propres à tous les usages industriels, depuis les plus riches recherchées par l'ébénisterie, jusqu'aux plus ordinaires destinées au bâtiment, à l'industrie du papier, des allumettes, à la fabrication des traverses de voies ferrées. La consommation intérieure en absorbe des quantités considérables, mais, malheureusement, les prix de transport ne permettent pas à l'exportation de prendre tout le développement dont elle serait susceptible. Cet obstacle est encore aggravé par une exploitation désordonnée qui épuise rapidement les forêts dans le voisinage des moyens de communication faciles.

La flore brésilienne renferme encore des ressources énormes comme plantes médicinales et industrielles ; c'est un champ d'exploitation à peine connu et le peu que l'on en sait ne laisse aucun doute sur son étendue et sa richesse.

Le Café

Le café fut introduit vers 1723 à la Martinique par un officier de marine ; de là, il passa dans les autres Antilles, puis à Cayenne et enfin au Brésil. En 1767, il y avait plus de 17 000 caféiers au Para. C'est vers 1770 qu'il fut apporté dans la province de Rio de Janeiro ; plus tard, il pénétra dans celle de Saint-Paul et de Minas Gerães.

Les débuts furent peu encourageants et la nouvelle culture fut plusieurs fois abandonnée, puis reprise. Vers 1825, elle commença enfin à prendre un sérieux développement et les premières grandes récoltes eurent lieu en 1842 et 1843. Bien qu'elle prospère dans plusieurs États brésiliens, comme Rio de Janeiro, Minas Gerães, Espirito Santo, Bahia, Pernambuco, Ceara, Parana, Sainte-Catherine et Saint-Paul, c'est surtout dans ce dernier qu'elle paraît avoir trouvé les conditions les plus favorables et qu'elle a pris une extension énorme. L'altitude, le climat et la qualité du sol sont, au dire des experts, mieux appropriés qu'en tout autre pays à la vie de la plante, à sa floraison, à la maturation des fruits, à

leur préparation industrielle. Le caféier semble donc avoir trouvé au Brésil un pays d'élection. Sur d'immenses étendues, en masses compactes ou sous forme d'îlots disséminés, on rencontre des terres propres à cette culture, parmi lesquelles la fameuse « terra roxa », dont la couleur rouge foncé est si caractéristique. Le climat est également très favorable, les abaissements brusques de température, les gelées blanches redoutables aux arbres sont exceptionnels, et les effets peuvent d'ailleurs en être évités en établissant les plantations sur les hauteurs et à flanc de coteaux, loin des bas-fonds. Enfin, les pluies tombent généralement aux époques convenables, et il est rare que la sécheresse compromette la floraison ou qu'une humidité excessive gêne la cueillette.

Cette abondance illimitée de bonnes terres a son mauvais côté. Elle incite le planteur à exploiter le sol plutôt qu'à le cultiver, et là est une des raisons de la crise qui sévit sur l'agriculture brésilienne.

La plantation, les soins à donner au caféier, la cueillette de ses fruits nécessitent une main-d'œuvre abondante et la principale préoccupation du fazendeiro est de se l'assurer. Ce fut et c'est encore aujourd'hui la question dominante. La traite des noirs résolut le problème jusque vers 1850, époque de sa suppression. On vécut ensuite avec la population esclave existante. Puis, lorsque les idées abolitionnistes triomphèrent, on recourut à l'immigration italienne qui prit son plus grand développement dans les années qui précédèrent et suivirent la libération des noirs.

Parmi les conséquences économiques de la substitution du travail libre au travail servile, il en est une qui vaut la peine d'être signalée. Sous le régime de l'esclavage, le fazendeiro proportionnait sa plantation à ses ressources; toute extension nécessitant, en effet, une première mise de fonds pour l'achat des nègres, il y avait avantage à exploiter d'une manière plus intensive qu'extensive. Avec l'affranchissement, les conditions du travail changent. Le fazendeiro, dont le capital vient d'être amoindri de la valeur de ses esclaves, — plus de 1 200 millions de francs pour tout le Brésil, — doit faire face aux frais de salaires de la nouvelle main-d'œuvre. Pour réduire ses débours, il imagine un sys-

tème qui consiste à payer le travailleur partie en argent, partie avec le produit des céréales et des légumes cultivés dans les intervalles des lignes de caféiers. L'ouvrier y trouve son avantage, il se nourrit à meilleur frais et vend le surplus de sa production, avantage d'autant plus considérable que la terre est plus riche ; l'idéal est donc la nouvelle plantation et c'est sur celle-ci qu'il s'engage de préférence. Avec un salaire moindre et même pour rien, il se chargera de créer de nouvelles caféières. Pour l'attirer, le retenir, le planteur accepte ses conditions et étend toujours de plus en plus sa plantation. Il y est d'ailleurs contraint par l'épuisement de ses terres, appauvries par les cultures intercalaires. Ainsi la culture extensive, onéreuse pour le colon, dévastatrice pour le pays, reçut une impulsion plus forte qu'auparavant à partir de la suppression de l'esclavage.

L'ouvrier réalisant des économies rentrait en Italie, d'où perte sèche pour le pays et pour le planteur, ou achetait un lopin de terre, qu'il plantait en caféiers, naturellement. Ainsi, par l'enchaînement de ces causes, l'océan de caféiers s'étendit de plus en plus.

La spéculation financière des premières années qui suivirent l'établissement de la république fut la cause principale de l'extension excessive des plantations et de la surproduction dont on souffre aujourd'hui.

Les émissions de papier-monnaie qui suivirent la proclamation de la république donnèrent tout d'abord aux affaires une activité extraordinaire artificielle. De 1889 à 1898, 600 000 contos de reis papier furent créés. Avec cette masse de nouveaux capitaux on planta d'énormes surfaces. Les chemins de fer de pénétration, qui atteignaient dans l'État de Saint-Paul des régions d'une fertilité merveilleuse, favorisaient cette spéculation. Quand le change baissa, le planteur n'en souffrit pas tout d'abord ; au contraire, il en profita. Vendant son café contre de l'or et payant ses dépenses en papier, il gagnait d'autant plus que la livre sterling ou le franc lui donnait plus de reis, c'est-à-dire que la valeur en or du reis diminuait.

La hausse des prix de tous les autres produits du Brésil ne suivit pas immédiatement la dépréciation monétaire et les

producteurs de café réalisèrent ainsi, au début, des bénéfices considérables. Les émissions successives de papier-monnaie, ayant pour effet de faire monter, tripler les prix du café, engendrèrent des spéculations désordonnées. Il y eût un développement énorme des plantations. Les Brésiliens crurent qu'ils pourraient se rendre maîtres de la production du café et forcer les autres pays à y renoncer. » (*Le Café. Le Change brésilien*, par E. Laneuville. *Journal des Economistes* du 15 octobre 1902.) Mais cette activité artificielle fut suivie d'une réaction brutale. Les hauts prix en reis baissèrent à leur tour, sous l'influence de la surproduction, pendant que le coût de la vie au Brésil s'élevait et augmentait le prix de revient du café. Dès 1897, commence l'ère de surproduction, les prix dans les pays consommateurs tombent de 50 pour 100, les cours en reis déclinent également à un niveau presque inconnu jusque-là. C'est le commencement de la crise, qui va s'aggravant, car chaque année nouvelle voit la récolte s'augmenter du produit des plantations créées pendant la période de spéculation.

Il est facile de suivre ces mouvements sur les tableaux spéciaux. (*Annexes* 9 et 10.)

De 1889 à 1898, la circulation du papier-monnaie croît et le change baisse, jusqu'au moment où les émissions cessent et font place à des retraits. La dépréciation du change relève, jusqu'en 1894-96, les prix en reis du café, mais bientôt les conséquences de la spéculation se font sentir. Vers 1896-1897, les cafés des nouvelles plantations enflent chaque année la récolte. L'équilibre est rompu entre l'offre et la demande, la réaction commence, les prix du café rétrogradent, la courbe des récoltes annuelles monte, celle des cours du café descend. Les prix en reis tombent aux plus bas niveaux connus et les prix de revient sont de plus en plus onéreux. La prospérité illusoire de 1889 à 1897 s'est évanouie. Les plaintes s'élèvent de tous côtés ; on demande des secours, on les exige du gouvernement. Que faire ? Il semblerait normal de commencer par supprimer la cause du mal : la surproduction. Le planteur en est seul responsable ; à lui d'agir spontanément ou d'attendre que la force des choses l'y oblige. Mais la suppression spontanée eût été un acte surhumain, et d'ailleurs le fazendeiro, loin de faire son *meâ*

culpâ, accusait tout le monde, sauf lui, et, persévérant dans un optimisme inébranlable, rêvait d'un retour à l'ancienne prospérité par des moyens imaginaires.

Le consommateur étranger, notamment, était, suivant lui, l'auteur responsable de cette mévente. Pourquoi ne buvait-il pas plus de café? Comment osait-il le mélanger de chicorée? On reprochait à certains gouvernements d'imposer des droits de douane prohibitifs, de tolérer le commerce de produits similaires, comme la chicorée, le café de gland, etc., de réprimer la fraude trop mollement. Bref, la surproduction était le fait des consommateurs, c'était donc sur eux qu'il fallait agir.

Ces idées singulières eurent pour premières conséquences d'amener le gouvernement fédéral à tenter d'obtenir une réduction des droits de douane sur le café dans certains pays. La France et l'Italie y consentirent sous certaines conditions, mais ce moyen était inefficace, naturellement, comme nous le verrons plus loin.

A la réflexion, on s'était aperçu qu'il y avait autre chose à faire qu'à attendre un secours des voisins : les conditions de la culture avaient besoin d'être améliorées, le commerce réorganisé, les méthodes étaient défectueuses et onéreuses, le crédit faisait défaut, la main-d'œuvre insuffisante et par conséquent chère, l'extension d'autres cultures pouvait soulager le planteur. Mais ces réformes, difficiles à introduire en tout temps, l'étaient davantage encore au cours d'une crise. La gêne s'aggravait. Attendre un dénouement naturel et que le remède sortît du mal, abandonner les planteurs imprévoyants aux lois de la sélection naturelle, il n'en était pas question : le gouvernement devait les sauver coûte que coûte. C'est alors que, sous la pression des planteurs intéressés, un plan de défense élaboré depuis plusieurs années prit sa forme définitive dans l'acte officiel appelé « Convenio de Taubaté », signé le 25 février 1906 par les gouvernements des trois États caféiers et approuvé par l'Union. C'est ce plan de défense qui a été dénommé, improprement d'ailleurs, « Valorisation », nom sous lequel il est connu. (*Annexe* 12.)

La « Valorisation » a fait couler beaucoup d'encre et de

paroles et cependant elle est mal connue. Son but était de relever les cours à un niveau rémunérateur pour le planteur. Il ne s'agissait donc pas de « valoriser » le café, car ce néologisme exprime l'idée d'une augmentation de valeur arbitraire, mais plutôt de défendre le café et la défense implique des sacrifices.

Cette défense se proposait de maintenir les prix à un taux qui fût rémunérateur pour les planteurs. Jusque-là, rien de plus naturel. Les principes de l'économie politique condamnent cette intervention, mais les nécessités politiques l'expliquent; tous les gouvernements se sont efforcés et continueront à s'efforcer, par des moyens appropriés, de protéger l'agriculture, l'industrie, les sources de la richesse nationale; c'est, en somme, une partie de leur raison d'être. La « valorisation », suivant le mot qui a prévalu, fut donc une mesure plus politique peut-être qu'économique.

Au surplus, la « valorisation », c'est-à-dire la défense des prix, n'était pas une idée nouvelle. Depuis longtemps les fazendeiros avaient l'habitude de conserver chez eux une partie de la récolte des années d'abondance, afin d'éviter l'avilissement des prix et d'écouler ces réserves durant les années maigres. Ils n'étaient plus en état de faire les frais de ces retenues; endettés, vivant au jour le jour, ils étaient obligés de jeter sur le marché toute leur production et de la vendre à n'importe quel prix. C'est alors que le gouvernement décida de les suppléer : ce que les fazendeiros ne pouvaient plus faire individuellement, il l'accomplirait au nom de l'intérêt général et aux frais de la collectivité. Au moyen d'un emprunt de 15 millions £ (375 millions de francs), on retirerait de la circulation l'excédent de la production et on rétablirait ainsi l'équilibre entre l'offre et la demande. Puis, dans le courant de l'année et des années suivantes de maigre récolte, on écoulerait cette réserve sur le marché, au fur et à mesure des besoins. Autrement dit, on créerait une sorte de réservoir régulateur s'emplissant pendant les crues et se vidant durant les basses eaux.

Tout en combattant le phénomène dans ses effets, on se proposait de l'attaquer également dans ses causes et, en conséquence, on était résolu à poursuivre la réalisation des mesures qui, seules, étaient capables de prévenir le retour

de la crise : amélioration de la culture du caféier, de la qualité du produit, facilités de crédit données aux planteurs, réorganisation du commerce d'exportation du café au Brésil, recherche et ouverture de nouveaux débouchés, enfin, encouragements à d'autres cultures, afin d'élargir la base de la richesse nationale et d'en multiplier les sources.

La conception du plan de « valorisation », de régularisation, eût-il été plus exact de dire, supposait une connaissance exacte de la production qu'il s'agissait de régulariser. Aussi l'avait-on étudiée au préalable et voici ce que l'on avait observé ou cru observer :

1° Le Brésil était maître de la production mondiale ;

2° L'alternance des fortes et faibles récoltes était régulière ;

3° La consommation croissait régulièrement également.

1° Les statistiques établissaient que, depuis plusieurs années, la production brésilienne augmentait seule, les autres diminuant ou stationnant, et on n'entrevoyait aucun motif pour qu'il en fût autrement dans l'avenir. Une enquête poursuivie, en 1904-1905, par un spécialiste, dans les pays producteurs de café, avait démontré que tous souffraient des mêmes maux que le Brésil et à un degré plus élevé, les conditions de la production y étant moins favorables et qu'à des prix ruineux pour d'autres les planteurs brésiliens pouvaient encore gagner de beaux bénéfices.

2° L'alternance des récoltes dans le passé ressortait également des statistiques ou du moins on croyait l'y voir ; il suffisait par conséquent d'interdire les plantations nouvelles, pour assurer à l'avenir la régularité du rythme. Le décret pauliste du 9 janvier 1903 frappant d'une taxe prohibitive les nouvelles plantations, y pourvoyait et en même temps fixait le maximum de la production.

3° L'accroissement de la consommation était non moins évident et, aux yeux des protagonistes de la « valorisation », paraissait capable d'absorber, pendant les années de faible récolte, l'excédent des années d'abondance. Et l'on pouvait en faire état d'autant mieux qu'on se proposait de l'accroître encore par une propagande active sur les marchés de consommation.

Voici les bases, bases fragiles et incertaines, la suite

l'a prouvé, sur lesquelles « la défense du café » fut édifiée.

L'histoire en est courte et bien qu'aucune relation officielle n'en ait été écrite, il est possible de la reconstituer dans ses lignes essentielles par les documents publiés par l'Etat de Saint-Paul. (Relatorios du président et du secrétaire des finances pour 1907 et 1908.)

Le 25 février 1906 est signé le « Convenio de Taubaté ». Cet acte liait l'opération de la valorisation à la création de la Caisse de Conversion, dont nous parlerons plus loin, mais cette condition ayant été repoussée par le président de la république fut abandonnée. Le Congrès fédéral approuva le Convenio ainsi remanié, mais réserva sa garantie. Saint-Paul était abandonné à lui-même : chaque Etat reprenait la libre disposition du produit de la surtaxe de 3 francs.

Sur ces entrefaites, à la fin de 1906, la récolte en cours s'annonça comme devant dépasser toutes les prévisions. Sous peine d'assister à un effondrement des cours, qui ruinerait les propriétaires, il fallait intervenir sans retard. Saint-Paul n'hésita pas et, courageusement, mais témérairement, tenta l'aventure.

Il emprunte 1 000 000 £ à court terme en Allemagne, août 1906 ; puis 3 000 000 £ en Angleterre, fin 1906, et, plus tard, à force d'insistance, il obtient la garantie fédérale pour un troisième emprunt de 3 000 000 £, que prend la maison Rothschild, de Londres : à ces ressources, il ajoute le produit de la surtaxe de 3 francs. Il achète du café : à la fin de 1906, 2 569 666 sacs : mais les arrivages grossissent toujours et, sous peine de tout perdre, il doit continuer. Il consigne ses stocks, obtient 80 pour 100 de leur valeur et absorbe de nouvelles quantités de café. En 1907, il retire 5 576 557 sacs et, en 1908, il en prend encore 328 500 : au total, 8 474 623, *dont une partie a été achetée à terme.*

Dès les premiers jours de 1908 le plan est exécuté, ou, du moins, l'Etat a retiré tout le café qu'il a pu. Le réservoir est plein, il s'agit maintenant de le vider. Malheureusement, contre toute attente, ces retraits n'ont pas amélioré la situation. Les marchés consommateurs manquent de café, mais

n'en demandent que très peu. Ils s'approvisionnent au jour le jour; la spéculation est morte. En face de Saint-Paul, à la hausse, il y a une énorme coalition de baissiers de tous les pays du monde et à la moindre offre pauliste les cours tombent.

La « valorisation » attend une occasion favorable, mais cette attente ne peut durer indéfiniment: il faut solder les engagements et les frais de magasinage et de warrantage sont élevés.

Suivant les places, ces frais d'entrepôt et d'intérêt sur la base de 50 francs par 50 kilogrammes — chaque sac pesant 60 kilogrammes — s'élevaient à 2 fr. 50 en France, 3 francs à 3 fr. 50 en Angleterre et en Belgique, 3 fr. 25 à 3 fr. 75 en Hollande et en Autriche, 3 fr. 75 à 4 francs en Allemagne, 5 fr. 50 aux Etats-Unis. On juge de la dépense annuelle pour 8 millions de sacs.

Et puis l'Etat de Saint-Paul, spéculateur à la hausse, était dans cette situation singulière que, pour conserver sa position, il devait emprunter de l'argent aux pays consommateurs, baissiers par définition. Aussi le commerce du café en Europe se plaignait-il des banquiers et protestait-il énergiquement.

Il faut donc vendre, et, de mai à juin 1908, la « valorisation » lâche 305 350 sacs. Elle doit s'arrêter cependant devant la récolte 1907-1908 et la laisser s'écouler, sous peine de provoquer de très sérieuses complications. C'est, en effet, avec son café que le Brésil paye ses dettes extérieures et un arrêt dans le placement de la récolte peut suspendre les remises sur l'Europe et déchaîner une crise financière grave.

Le 14 juillet 1908, l'Etat de Saint-Paul avoue officiellement que son stock est de 8 169 463 sacs. Bien qu'il déclare qu'il est décidé à le retenir tout le temps qui sera nécessaire, il est fort embarrassé à ce moment même. Il engage des pourparlers avec les financiers étrangers, en vue de consolider ses engagements à court terme et d'en alléger les charges. Après de longues négociations, il réussit à traiter avec un syndicat, qui consent à lui prêter 15 millions £ aux conditions suivantes : le remboursement sera effectué en dix ans; l'Etat de Saint-Paul donnera en garantie le produit de la surtaxe, portée à 5 francs par sac, tous ses

revenus et son stock de café, dont la liquidation sera faite par les banquiers dans des conditions déterminées; la garantie fédérale se superposera à toutes les précédentes. Saint-Paul s'engage, en outre, à ne plus recommencer une semblable opération de valorisation, jusqu'au remboursement intégral de sa dette et à limiter son exportation de café à 9 millions de sacs durant l'année caféière 1908-1909, 9 millions et demi en 1909-1910 et 10 millions les années suivantes.

Voici, en quelques mots, l'histoire de la « valorisation ».

Si nous cherchons maintenant à nous rendre compte de ce qu'à coûté et rapporté l'opération, les chiffres suivants répondront (1). Au commencement de 1908, voici comment s'établissait son compte, en contos de reis papier, d'après les documents officiels :

Traites diverses. ...	16 061	Café, 8 146 123 sacs..	270 579
Emprunt allemand 1 000 000 £.....	15 486	Remboursement de l'emprunt allemand............	15 483
Emprunt Schrœder 3 000 000 £.....	46 489	Pertes au change....	14 113
Emprunt Rothschild 3 000 000 £.....	48 000		
Avances sur warrants............	184 005		
Produit de la surtaxe de 3 fr...........	21 276	Autres dépenses non spécifiées et solde chez les banquiers à l'étranger..............	31 142
	331 317		331 317

(1) La liquidation de la « Valorisation » poursuivie sous le contrôle du comité étranger nommé à cet effet a donné jusqu'ici les résultats suivants :

Le stock de la valorisation était au commencement de 1910 de 7 million de sacs environ dont 1 875 000 au Havre et le reste aux Etats-Unis, en Allemagne, en Angleterre, en Belgique. Les frais annuels pour magasinage, assurances et autres, étant de 1 fr. 25 en moyenne, c'est une dépense voisine de 9 millions à la charge de l'Etat de Saint-Paul, qui ajoutée aux intérêts des emprunts forme un total de 30 millions de francs au lieu de 50 millions que coûtait l'opération au moment de l'existence du stock maximum de 8 millions de sacs. La surtaxe de 5 francs par sac couvre cette dépense et permet un amortissement rapide des emprunts, amortissement que la vente des stocks accélérera encore.

Les premières ventes du café de la valorisation ont commencé en février 1910 et 500 000 sacs doivent être ainsi liquidés au cours de cette année. Si elles se poursuivent suivant le plan arrêté, la réalisation du stock nécessitera une dizaine d'années, mais peut-être l'état du marché permettra-t-il d'anticiper ces opérations. Les cours du café se sont en effet relevés sensiblement.

En somme le pays avait dépensé plus de 18 millions (1) de livres sterling pour acheter un peu plus de 8 millions de sacs dont la vente était aléatoire et la situation du marché à cette époque, comparée à ce qu'elle était au début de l'opération, était la suivante :

	[illegible]	[illegible]
Prix moyen du café à Santos..........	4 240 reis pap.	3 450 reis pap.
Stocks disponibles...	9 782 000 sacs.	14 132 000 sacs.
Consommation ann.	16 306 000 sacs.	17 110 000 sacs.

Ces derniers chiffres sont extraits de la circulaire Laneuville, du Havre.

Le gouvernement de Saint-Paul s'était trompé en pensant que ses retraits allégeraient le marché. Les planteurs, agissant de la sorte individuellement au temps de leur prospérité, avaient obtenu ce résultat, parce que leurs opérations étaient secrètes, mais le gouvernement n'y pouvait compter : ses achats étaient notés au jour le jour et leur produit entrait aussitôt en compte dans le calcul des stocks disponibles.

Il croyait que sa simple affirmation de ne vendre les cafés de ses réserves qu'à partir du prix fixé d'avance et considéré comme rémunérateur pour le planteur — 50 francs — et seulement quand le besoin de ces offres se ferait sentir, suffirait à rassurer le commerce mondial du café contre la crainte de voir le réservoir crever à l'improviste et les cours s'effondrer. Nouvelle erreur, car tant que dura la « valorisation » le commerce s'abstint des spéculations qui donnent la vie au marché. Partout on vécut au jour le jour, dans l'attente d'une catastrophe, en se bornant à parer aux besoins immédiats et pressants. C'est seulement après que cette réserve fut placée sous un contrôle indépendant que la confiance revint et qu'aussitôt le marché, reprenant sa

Les dernières récoltes n'ont laissé que de faibles excédents on prévoit que les prochaines seront déficitaires. La consommation, atteindra, espère-t-on, 19 millions de sacs en 1911 ou 1912; pour ces divers motifs les cours sont en hausse sensible et la demande est active.

(1) Pour la bonne règle il faudrait encore ajouter l'emprunt de Saint-Paul 1907, de 2 000 000 £.

vie normale, les cours du café, qui étaient tombés au-dessous de 40 francs, rebondirent au-dessus de 45 francs.

Enfin, n'y avait-il pas quelque présomption de la part des Paulistes à vouloir engager une lutte de prix contre la consommation mondiale, naturellement portée à la baisse, et n'était-ce pas également un peu naïf que de supposer que ces mêmes consommateurs avanceraient les fonds destinés à les vaincre ?

Dans son numéro du 5 mars 1906, *le Café*, revue spéciale, publiée au Havre, publiait ces lignes : « Quant à la valorisation du café, c'est une mesure artificielle, anti-commerciale et anti-économique. » L'avenir a ratifié ce jugement.

Mais la raison de l'échec de la valorisation réside aussi dans la fragilité de ses bases.

Rappelons ces bases :

1° Le Brésil maître de la production du café ;

2° Arrêt des plantations et stabilisation du nombre des arbres ;

3° Alternance des récoltes ;

4° Accroissement de la consommation.

La première paraît solide, à en juger par les statistiques.

La seconde l'est également, dit-on. L'interdiction de planter serait respectée et d'ailleurs on peut admettre que la mévente actuelle suffirait à décourager les planteurs enclins à la transgresser.

Restent les deux dernières. L'expérience prouve, disait-on, que l'alternance est régulière : à une très forte récolte en succède trois ou quatre autres faibles — la forte récolte de 1906-1907 a eu lieu quatre ans après celle de 1901-1902 — et pendant ce laps de temps l'équilibre se rétablit entre la production et la consommation, celle-ci augmentant de 500 000 sacs par an. Que valait cette prétendue règle d'une année de vaches grasses contre quatre années de vaches maigres ? Nous le verrons en jetant les yeux sur une statistique de la production et de la consommation, par exemple celle que publie la circulaire Laneuville. (*Annexes* 9 *et* 10.)

Le 30 juin 1901, l'approvisionnement visible est de 6 834 000 sacs, la consommation est de 13 965 000, cinq ans plus tard, le 30 juin 1906, à la veille de la nouvelle grande

récolte, après quatre années déficitaires, l'approvisionnement visible est de 9 702 000 sacs et la consommation 16 596 000 sacs. La consommation a augmenté de 2 341 000 sacs (468 000 sacs moyenne annuelle), ce qui n'a pas suffi à absorber l'excédent de la surproduction, puisque le stock disponible a augmenté dans le même temps de 3 millions de sacs.

En réalité, l'alternance n'a pas la régularité prétendue et l'augmentation de la consommation n'a pas suffi jusqu'ici à absorber les excédents de surproduction, puisque les disponibilités n'ont pas cessé de croître et de dépasser le taux normal, estimé à quatre mois de consommation, soit 33 pour 100.

De 1880 à 1890 ces disponibilités représentèrent 24 pour 100 de la consommation puis ne cessèrent d'augmenter jusqu'en 1907 :

1890 à 1895	29 %	1902 à 1903	73 %
1895 à 1896	23 %	1903 à 1904	77 %
1896 à 1897	42 %	1904 à 1905	72 %
1897 à 1898	17 %	1905 à 1906	59 %
1898 à 1899	47 %	1906 à 1907	95 %
1899 à 1900	40 %	1907 à 1908	84 %
1900 à 1901	50 %	1908 à 1909	75 %
1901 à 1902	72 %		

Après la prohibition des plantations nouvelles, un nouveau pas a été fait dans la voie des restrictions de la surproduction, par le décret du 25 août 1908, qui a limité l'exportation du café, décret que le gouvernement de Saint-Paul s'est engagé, vis-à-vis de ses créanciers, à maintenir en vigueur jusqu'au remboursement intégral de ses emprunts. Suffira-t-il à raffermir les cours ? Ne calculera-t-on pas dans les disponibilités les excédents de récoltes invisibles qui seront gardées à l'intérieur du pays ? Dans tous les cas, que fera-t-on de ces soldes ? N'est-il pas à craindre qu'ils empirent la situation des planteurs, déjà si critique et que beaucoup d'entre eux ne puissent y résister ?

Cette éventualité, qui semble inévitable, supprimerait les plantations incapables de résister à la crise et, par conséquent, finirait par arrêter la surproduction, en en tarissant la source principale. Mais, à côté de la surproduction, la crise

a d'autres raisons non moins sérieuses, les unes d'ordre moral, les autres d'ordre technique, sur lesquelles il faut nous arrêter.

Raisons morales. — L'esclavage a déshonoré le travail de la terre et bien que la réaction ait commencé, cet état d'esprit a laissé chez le fazendeiro des traces encore visibles. Il n'aime pas la terre ainsi que l'aiment nos campagnards, car il ne la cultive pas, il l'exploite jusqu'à épuisement, comme les mines, les forêts d'arbres à caoutchouc et d'herva maté; il la dépouille de sa fertilité comme ailleurs il extrait les minéraux du sol, les essences des forêts; il ne lui rend pas en soins intelligents et pour ainsi dire affectueux les richesses qu'il lui prend.

D'ailleurs, comment se sentirait-il enfant de cette terre qu'il détient. Hier c'était la forêt vierge, le matto des Indiens, demain quand elle sera épuisée, il l'abandonnera à la brousse et ira plus loin. Après lui avoir arraché le fruit de ses entrailles, il le dépense en prodigalités, le plus souvent à l'étranger, en Europe. Ce sont des mœurs de conquérant colonial plutôt que de colon résidant. A cette vie, il prend des goûts de luxe, le séjour des champs lui devient insupportable, il préfère la vie des villes. Il confie sa fazenda à un gérant, qui la dirige plus ou moins bien, et s'endette. Avec la crise, ses engagements s'accumulent et la ruine est inévitable. Malgré quelques heureuses exceptions cette mentalité est encore trop fréquente et c'est pourquoi la plupart des propriétés sont grevées de lourdes hypothèques. Un spécialiste, M. Augusto Ramos, estime que la moitié de la valeur des fazendas supporte de ce chef un intérêt de 10 à 12 pour 100 l'an.

Raisons techniques. — La culture et le commerce du café ont toujours suivi, jusqu'à ces derniers temps, les anciens procédés, routiniers et naturellement très onéreux. Nous allons les décrire sommairement et nous les compléterons avec des renseignements sur le commerce, sur les marchés de consommation. A cette fin, nous recourrons au livre, *O Brazil,* et aux autorités les plus qualifiées en France. Nous suivrons de la sorte, le grain de café depuis la plantation jusqu'à la cafetière.

Sur un emplacement de forêt vierge convenablement choisi, de « terra de mata » comme on dit au Brésil, les arbres sont abattus, brûlés, le terrain est nettoyé, les jeunes caféiers plantés. Sept ans après environ, ils commencent à donner des récoltes rémunératrices. Jusque-là les soins qu'ils ont reçus consistent en binages et labourages du sol dans le but de l'ameublir, le rendre plus perméable à l'air et à la pluie et le débarrasser des végétations parasites. Ce sont d'ailleurs les mêmes soins qui lui seront donnés pendant la période de production. La « cafezal » dure jusqu'à épuisement de la fertilité du terrain. Quand arrive ce moment les caféiers dépérissant sont abandonnés et l'on recommence plus loin une nouvelle plantation. La pénétration des chemins de fer a accéléré cette marche dévastatrice, le fazendeiro devançant le rail pour découvrir des terres vierges à vil prix. Le caféier s'avance ainsi peu à peu dans l'intérieur, dévorant la forêt vierge et ne laissant après son passage que des terres épuisées dont on voit aujourd'hui de grandes étendues dans les régions voisines de la côte. A dire vrai, on commence à se rendre compte que ce sol délaissé comme usé et vieilli pourrait être régénéré par une culture rationnelle et que, suivant le proverbe, « il n'y a pas de mauvaises terres, il n'y a que de mauvais ouvriers ».

Ces procédés routiniers exigent beaucoup de main-d'œuvre; aussi la question primordiale est-elle de se procurer des ouvriers en nombre suffisant et de les conserver.

On emploie le travail à la journée, au métayage ou au contrat. Le premier système est le meilleur si l'on a de bons ouvriers et que la surveillance soit bien organisée, il est aussi le plus cher. Le dernier est le plus usité surtout dans l'État de Saint-Paul. Le colon engagé prend la plantation créée et doit lui donner généralement cinq façons à époques déterminées sous le contrôle du fazendeiro. Chaque façon lui est payée à raison de 16 à 20 milreis par 1 000 pieds d'arbres. Il reçoit une maison en état, le droit de cultiver une certaine superficie de terre pour sa nourriture et une pâture pour quelques animaux.

Le fazendeiro a la préoccupation de retenir ses ouvriers. Il a cru y réussir en augmentant les avantages du contrat, mais a souvent échoué, car ce colon, généralement un Ita-

lien, envoyait ses économies dans son pays natal et finissait par les rejoindre. Le moyen efficace eût été de l'attacher au sol en lui en facilitant l'acquisition; mais les fazendeiros n'en voulaient pas, refusant d'aliéner une partie de leurs terres, et craignant que le petit propriétaire occupé sur son champ refusât le travail des plantations. Dans ces derniers temps, le gouvernement a compris qu'une semblable conception était fausse et nuisible aux intérêts du pays. Il s'est efforcé de retenir le colon et ses économies, en offrant des terres à bon marché, voulant ainsi créer des centres de colonisation, « nucleos », où se formera la classe de paysans propriétaires et la réserve de travailleurs agricoles nécessaires.

Pour diminuer l'emploi de cette main-d'œuvre, on a essayé de remplacer les binages à la main par des labourages à la charrue et on a constaté que, pour les terres convenablement situées, on réalisait une économie, dans chaque façon, atteignant 7 milreis par 1 000 pieds. En 1903 il y avait dans l'Etat de Saint-Paul, d'après les statistiques officielles, 16 017 fazendas ayant une contenance totale de 4 169 230 hectares sur lesquels 1 749 732 hectares étaient propres à la culture du caféier et 758 075 hectares étaient plantés en caféiers. Le nombre des arbres était de 660 708 560. Les deux tiers des cafezals étant dans des conditions propres à l'emploi de la charrue, on réaliserait par ce moyen une économie considérable. Mais le planteur craint, en réduisant le nombre de ses ouvriers, de manquer de bras au moment de la récolte, par suite de l'absence de réserves de travailleurs agricoles dans le pays ou à proximité.

La question des engrais n'a pas encore été étudiée sérieusement bien que l'on s'en soit déjà occupé. Les premiers essais, sans doute mal dirigés, n'ont pas été encourageants.

La culture est donc aujourd'hui dans cette alternative : si elle réduit ses frais par l'emploi de la charrue, elle manquera de bras à la récolte et, par conséquent, perdra une partie de la cueillette. Si elle veut entretenir et même accroître la fertilité du sol par des engrais et renoncer ainsi à la pratique extensive si onéreuse, elle est exposée à abîmer les terres par suite de l'ignorance où l'on est encore des formules d'engrais et des procédés convenables. Cette situation déplo-

rable, n'est pas insoluble et des efforts plus sérieux permettraient d'en sortir.

On objecte, il est vrai, que la réduction des frais aggraverait la surproduction. C'est confondre deux choses distinctes. Que la culture soit chère ou économique, il faudra toujours proportionner la production à la consommation et il n'en restera pas moins vrai que le fazendeiro, comme tout industriel, a intérêt à abaisser ses prix de revient et à améliorer la qualité de ses produits.

Jusqu'à ce jour le caféier, au Brésil, n'a pas souffert de maladies aussi graves que celles qui ont dévasté les plantations de Ceylan, par exemple ; cependant, certaines espèces de vers ont causé de grands ravages. Saint-Paul paraît jusqu'ici avoir été épargné. Les herbes parasites, les fourmis, les termites, et tout récemment les sauterelles, sont les seuls ennemis sérieux dans cette région.

La cueillette est la grande période d'activité des plantations de caféiers. Elle exige d'autant plus de monde que la maturation étant irrégulière, il faut choisir les baies mûres et éviter d'y mêler des fruits verts sous peine de gâter la valeur du café préparé. En outre, le travail doit être fait très rapidement. A Saint-Paul, les prix de la cueillette ont atteint jusqu'à 1 200 reis par 40 ou 50 litres de baies récoltées ; ils sont aujourd'hui descendus entre 400 et 800 reis, suivant l'abondance des récoltes et de la main-d'œuvre. Un homme peut récolter en moyenne 400 à 450 litres par jour. 120 litres de baies, de cerises comme on dit, donnent 15 kilogrammes de café préparé. Le coût du café préparé varie donc entre 1 000 et 1 800 reis les 15 kilogrammes, en réduisant au minimum les dépenses de transport, d'administration et de traitement sur le « terreiros ». On calcule que la production moyenne dans l'État de Rio de Janeiro est de 344 grammes par arbre, soit 23 1/2 arrobas de 15 kilogrammes par 1 000 pieds ; à Saint-Paul, 805 grammes par arbre et 55 arrobas par 1 000 pieds en moyenne.

Les baies récoltées sont séchées. Cette dessiccation se fait généralement sur le « terreiro », vaste aire en terre battue, en briques, carreaux ou ciment. L'opération est très importante puisque la qualité du café marchand dépend de sa réussite. Dans les conditions actuelles, elle est lourdement grevée

par les frais d'installation et d'entretien du terreiro et par la main-d'œuvre qu'exige ce mode de séchage. En outre, les résultats n'en sont pas toujours satisfaisants. Le travail est dirigé par des ouvriers ou des contre-maîtres qui procèdent par empirisme et sont parfois incapables de parer à des fermentations imprévues. Enfin, les conditions climatériques variant forcément, il n'y a pas identité entre les produits ainsi formés. On a tenté de remédier à ces inconvénients par l'emploi de sécheurs artificiels, mais jusqu'ici les essais n'ont pas été assez satisfaisants pour provoquer l'abandon de la vieille méthode.

La cerise, ou café en coque, séchée peut être conservée en magasin pendant longtemps, plusieurs années.

Pour préparer le café marchand on dépulpe le café en coque par la voie humide ou par la voie sèche en employant des appareils mécaniques qui, en même temps, trient les grains suivant leurs dimensions et les débarrassent de leurs impuretés. Enfin un dernier nettoyage, fait quelquefois à la main par des femmes et des enfants, coûte environ 160 à 200 reis par arroba.

Voyons maintenant le coût de ces opérations, étant entendu qu'il ne s'agit que d'approximations ; la différence des conditions dans chaque région, dans chaque plantation, la difficulté d'obtenir les renseignements précis des intéressés eux-mêmes enlevant à ces calculs une partie de leur valeur.

Un spécialiste de Saint-Paul, déjà cité, M. Augusto Ramos, estime que le capital de premier établissement mis dans la création d'une fazenda ressort actuellement à 1 600 reis par pied. De 1890 à 1900 il était plus élevé et atteignait 3 000 à 4 000 reis. D'autres spécialistes l'évaluent entre 1 112 et 1 166 reis. Nous pouvons, sans risquer de rester en dessous de la vérité, prendre une moyenne de 1 300 reis.

Dans le calcul de prix de revient du café marchand qu'établit le *Centro industrial*, il n'est pas tenu compte de ce capital de premier établissement. A dire vrai, très peu de planteurs s'en préoccupent et la plupart seraient embarrassés pour l'indiquer approximativement. Ce détail, parmi beaucoup d'autres, permet de juger à quel degré l'insouciance est poussée.

Passons au prix de revient du café marchand.

Le *Centro industrial* de Rio de Janeiro évalue, pour une récolte de 900 kilogrammes fournie par 1 000 pieds, à 250 milreis les dépenses annuelles de culture, de cueillette, de transport, séchage, décortiquage, triage, etc., et à 2 100 reis les impôts municipaux, soit comme prix de revient du kilogramme, 280 reis, non compris l'amortissement et l'intérêt du capital.

M. Augusto Ramos évalue à 3 800 reis les dépenses annuelles nécessitées par la culture, la cueillette et les autres opérations obligatoires pour 15 kilogrammes de café marchand, soit 253 reis par kilogramme. Enfin M. Rivière, agent consulaire de France à Santos, indique le chiffre de 151 reis. Je crois qu'il est plus prudent de prendre le chiffre le plus élevé, 280 reis, en y ajoutant l'intérêt à 6 pour 100 et l'amortissement à 3 pour 100 (la durée moyenne d'une plantation étant estimée à trente-trois ans, opinion de M. A. Ramos), soit 9 pour 100 du capital, 117 reis ; et l'on a alors comme prix théorique du kilogramme de café marchand à la fazenda : 397 reis. En réalité ce chiffre est encore trop bas, la plupart des propriétés étant hypothéquées, et le planteur, dépourvu de fonds de roulement, en empruntant à gros intérêts. M. A. Ramos estime que ces hypothèques représentent la moitié de la valeur des propriétés, environ 700 reis par pied, soit, à 12 pour 100 l'an, 84 reis ; et pour l'emprunt de 280 reis (fonds de roulement pendant huit mois) à 16 pour 100, 45 reis. Ce serait donc à 526 reis que reviendrait le kilogramme de café au planteur hypothéqué.

Suivons le café dans sa deuxième étape de la fazenda à la cale du navire qui l'emportera.

De la propriété, il est charroyé ou transporté à dos de mulet, en sac de 60 kilogrammes, à la station voisine du chemin de fer. Seules, quelques grandes plantations sont desservies par des voies Decauville qui les relient à la gare. Les sacs, vérifiés quant à leur poids, sont acheminés au port d'embarquement, à Santos ou à Rio de Janeiro, les deux principaux, où ils sont déposés dans les magasins généraux. *Ils en sortent pour faire en ville le tour suivant*

qui les ramènera au point de départ. Ils vont chez le « commissario » (nous dirons plus loin le rôle de cet intermédiaire) et à ce moment acquittent les divers impôts dus à l'Etat. Le commissario prélève un échantillon sur chaque sac et de leur réunion tire les moyennes sur lesquelles se basera la vente. Cette vente est faite à l' « ensaccador » ou exportateur qui débat le prix de gré à gré avec le commissario et fait ensuite transporter les sacs chez lui, où les cafés sont soumis à un nouveau classement conforme aux types commerciaux adoptés en Europe et aux Etats-Unis. Sous cette dernière forme, ils sont transvasés dans d'autres sacs. On les vérifie une dernière fois avant de les charger sur les bateaux qui les emporteront à l'étranger et *on les fait passer par les magasins où ils avaient été entreposés en arrivant de l'intérieur. Ce simple passage coûte un dernier droit, qu'on appelle « capatazias ».*

Ainsi donc un transport par chemin de fer, quatre charrois, deux intermédiaires, deux transvasements, deux manipulations et deux sacs, telle est la filière obligatoire.

Voici un exemple moyen de ces frais dont les uns avancés par le commissario qui les portent comme avances sur le compte du fazendeiro, les autres à la charge de l'exportateur qui calcule ses prix en conséquence, sont finalement et intégralement supportés par le fazendeiro.

Frais en reis d'un sac de café de 60 kilos net de la station de Amparo (située à environ 280 kilomètres de Santos) au Havre.

Fret du chemin de fer d'Amparo à Santos	3 500
Camionnage de la gare au magasin du commissario	400
Courtage de vente	75
Commission 3 pour 100 sur le prix de vente, correspondant actuellement à	720
Coût du sac vide	1 700
Droits de sortie : 9 pour 100 sur la valeur officielle, soit actuellement	2 484
Droits de sortie : 5 francs au change de 635 reis	3 175
Estampille	300
Camionnage du magasin du commissario à bord	250
Capatazias ou passage sur le quai	300
A reporter	12 904

Report		12 904
Embarquement, courtage de change, timbres de traite, boîtes d'échantillons, timbres-poste		120
Télégrammes, commission à l'agent européen		280
Courtage d'achat		75
	reis	13 379
Au change de 630 reis	francs.	21.23
Fret maritime 25 francs et 10 pour 100 par 900 kilos	francs.	2.56
Frais de 1 sac de 60 kilos net d'Amparo au Havre	francs.	23.78

Dans son numéro du 22 juin 1903, *le Café*, revue déjà citée, a donné des renseignements sur l'estimation du prix de revient du café dans l'État de Saint-Paul. L'auteur de l'article estime à 3 000 reis par 10 kilogrammes, intérêts non compris, le café rendu à la station de chemin de fer, à 1 000 reis les frais de transport jusqu'à Santos et à 225 reis les commissions, camionnages, etc., soit comme prix de revient à Santos, 4 225 reis.

La *Brazilian Review* publia en 1898 une estimation du coût de la production basé sur un rendement moyen de 60 arrobas par 1 000 arbres (900 grammes par arbre) qui calculait à 8 159 reis par arroba ou 5 440 reis par 10 kilogrammes le prix de revient à la station, le fret, les frais à Santos et les intérêts étant à ajouter. Les frais, en 1898, étaient donc doubles de ceux de 1903, mais à cette époque le change était tombé à 6 ou 7 d. Depuis la valeur du papier avait doublé et les frais de production avaient diminué de près de moitié.

D'après un rapport adressé au gouvernement des Pays-Bas à la suite d'une enquête officielle au Brésil, on évaluait en 1883 les frais de toutes sortes les plus réduits jusqu'à Santos, y compris la commission de 3 pour 100 du « commissario », à 4 350 reis par arroba ou 2 900 reis par 10 kilogrammes, le change étant de 22 d. A cette époque, déjà la culture du café ne laissait aucun bénéfice si l'on travaillait avec un capital emprunté.

Somme toute on peut évaluer au bas mot à 223 reis par kilogramme la somme payée par le fazendeiro.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'une

pareille organisation est très onéreuse car elle multiplie sans nécessité les intermédiaires, les transports, les manipulations, les pertes sur échantillons. Les intermédiaires ont intérêt à faire le plus possible d'opérations et le commissario, dans sa hâte de rentrer dans ses débours, ne soutient pas les cours. Les ventes sont précipitées et les frais d'autant plus lourds que le prix est moins élevé. La valeur intrinsèque du produit de chaque propriété disparaissant dans les mélanges le planteur n'est pas encouragé à améliorer sa production. Les opérations manquent de publicité, le planteur ne peut les contrôler et ses intérêts sont sacrifiés. On a essayé de créer une bourse des cafés à Santos, mais les intermédiaires ont fait échouer cette tentative.

Dans une enquête faite à ce sujet la question suivante a été posée.

Les intermédiaires qui manipulent le café depuis sa sortie de la fazenda jusqu'à son embarquement pour l'exportation sont-ils indispensables? Ne pourrait-on réduire leurs opérations et les centraliser afin d'en diminuer le coût? Dans ce cas, comment s'y prendrait-on? Autrement dit, la prise en charge du café chez le fazendeiro, l'expédition par voie ferrée, le triage, le classement, la mise en sac, la vente à l'exportation, l'avance des droits d'importation ne pourraient-ils être effectués par un seul et même organisme commercial dans des conditions à la fois économiques pour le fazendeiro et rémunératrices pour l'entreprise? Cet organisme devrait-il être doublé de magasins généraux et d'une banque escomptant les warrants?

Voici le résumé des réponses qui toutes concordent à quelques détails près :

Les premiers fazendeiros, se trouvant éloignés des places d'exportation avec lesquelles leurs communications étaient difficiles, se sont vus dans la nécessité de s'adresser à des correspondants à qui ils envoyaient leurs produits qui les vendaient et en tenaient le prix à leur disposition. Cette institution séculaire du « commissario » agent, pourvoyeur, ami et plus tard banquier du fazendeiro, est encore aujourd'hui intimement liée aux intérêts du producteur, attendu que celui-ci se trouve être débiteur du commissario pour des sommes importantes. Beaucoup de commissarios ont ainsi

tenu de petites banques de crédit agricole grâce à l'appui des grandes banques qui acceptent d'escompter leur papier. Cette situation lie le fazendeiro au commissario, quel que puisse être son intérêt de se passer de lui. En réalité, beaucoup de ces commissarios sont aujourd'hui les soutiens de la culture et, pour éviter la vente à vil prix ou même l'abandon des propriétés sur lesquelles ils ont prêté de l'argent, doivent avancer annuellement au propriétaire les fonds nécessaires à l'exploitation. En couverture de ces avances, le fazendeiro remet sa récolte. Le seul contrat existant porte sur les obligations mutuelles prises par le planteur et le commissario, celui-ci est bailleur de fonds et celui-là exploite la propriété en quelque sorte pour le compte de son créancier.

Mais ce n'est pas seulement le commissario qu'il serait désirable de supprimer, c'est aussi l' « exportador » qui fait la loi au commissario comme celui-ci l'impose au fazendeiro.

A ces usages généralement suivis, il est cependant des exceptions intéressantes à signaler comme indication des réformes à accomplir.

1° *Fazendeiro-commissario.* — Certains planteurs, disposant de capitaux suffisants, se sont affranchis de la tutelle du commissario et économisent ainsi des frais considérables. Ils ont fondé à Santos ou à Rio de Janeiro des maisons qui remplissent à leur égard le rôle de commissario, reçoivent leur café et celui des associés.

Ils économisent ainsi par sac :

Les frais de commission	720 reis.
La différence entre le prix réel et celui que compte le commissario pour le camionnage	150 —
Le sac vide	1 100 —
Économie par sac	1 970 reis.
— par kilo	32 —

2° *Commissario-ensaccador.* — Un essai a été fait par un des plus grands négociants de Rio de Janeiro dans le but de concentrer toutes les opérations qui précèdent l'exportation dans un établissement unique.

Ces opérations entraînant les frais suivants par sac :

	À Rio de Janeiro.	À Santos.
	—	—
Transport de la gare au magasin du commissario	300 reis.	400 reis.
Transport du magasin du commissario à celui de l'ensaccador	200 —	—
Transport du magasin de l'ensaccador au quai	300 —	300 —
Manipulations dans les magasins	100 —	200 —
Mise en sac	940 —	—
Bénéfice sur le prix du sac vide	—	1 050 —
Commission de vente	660 —	700 —
Totaux	2 500 reis.	2 650 reis.

L'établissement dont il s'agit les accomplit pour 800 reis et fait ainsi réaliser au planteur une économie de 1 700 à 1 850 reis par sac, soit 30 reis par kilogramme.

3° *Commissario-exportador.* — Quelques commissarios vendent directement à l'étranger les cafés de leurs clients. Mais, de même que les achats directs des exportadors aux planteurs furent peu brillants, de même les exportations des commissarios ont été rarement des opérations fructueuses. Il semble que cet insuccès soit imputable à l'inexpérience des uns et des autres.

5° *Importateurs étrangers achetant directement au Brésil.* — Les gros brûleurs américains, tels que Arbuckle et C°, W. F. Mc. Lauglin et C°, ont au Brésil des bureaux d'achat. Cette organisation leur permet de suivre au jour le jour les fluctuations du marché et d'opérer en conséquence. Ces bureaux effectuent de préférence leurs achats à Santos, car il y a toujours sur cette place des stocks plus importants et plus variés, qui, étant disponibles, peuvent être embarqués immédiatement.

Enfin, quelques grandes fazendas, exploitées par des sociétés, vendent leurs produits directement sur les marchés d'Europe sous les marques spéciales qu'elles ont créées. Elles opèrent chez elles toutes les opérations de triage et de classement et les cafés sont expédiés dans les sacs de la fazenda et vendus au consommateur dans cet état. Les résultats obtenus semblent indiquer que ce procédé doit,

lorsque les marques seront bien connues, donner des profits. Mais il va de soi qu'il n'est applicable qu'en grand et que seules des sociétés importantes ou des associations de planteurs pourraient l'employer utilement.

On voit par ces exemples que des essais de concentration et de simplification des opérations ont été tentés de diverses manières et ont généralement réussi. Aussi les réponses à l'enquête dont il s'agit étaient-elles unanimes à considérer que des organes de concentration rendraient les plus grands services à l'agriculture caféière et, bien conduits, seraient une excellente affaire. Mais elles ajoutaient qu'en prenant à son compte toutes les opérations faites aujourd'hui par un grand nombre d'intermédiaires, il faudrait en même temps affranchir le fazendeiro de l'assujettissement où il se trouve vis-à-vis du commissario, c'est-à-dire posséder des capitaux importants et se préparer à lutter pour recruter la clientèle. Il s'agit en effet d'une révolution à accomplir, révolution en germe, en l'air comme on dit, dont la voie est déjà tracée, mais qui, abandonnée à ses seules forces, ne s'accomplira sans doute que lentement et après bien des vicissitudes. L'organisme à créer devrait tenir à la fois de la banque et de la maison de commerce.

Voici le café en route pour les marchés de consommation étrangers, à bord des bateaux. Arrivé à destination, il est généralement entreposé, puis vendu aux marchands en gros qui le cèdent aux petits détaillants ou bien vendu directement à de grandes maisons de détail qui le torréfient et l'écoulent dans leur clientèle.

Aux Etats-Unis il existe de grandes usines de torréfaction qui achètent leur café directement au Brésil et travaillant sur d'énormes quantités, peuvent réaliser de fortes économies. Le café grillé et moulu est empaqueté dans de petits sacs et livré à la consommation sous une marque commerciale. On peut citer dans ce genre la maison Arbuckle qui a ainsi créé l' « Ariosa coffee ». C'est quelque chose d'analogue à ce qui se passe pour le cacao : le consommateur ignore l'origine du café qu'il consomme, Rio, Santos, Haïti, Martinique, Bourbon ou autre, il achète les produits d'une maison réputée, de même que le consommateur de chocolat ne

s'inquiète pas de savoir quel est le cacao qui entre dans la composition du chocolat et s'en rapporte au fabricant.

En France, on continue à vendre des cafés sous les anciennes dénominations, souvent fictives, car le Brésil fournissant plus de la moitié de notre consommation, vend une partie de ses cafés sous des noms empruntés à ces anciennes marques. Cependant il existe également plusieurs grosses maisons de détail qui traitent d'énormes quantités. On peut en citer qui brûlent par jour de 30 000 à 40 000 kilogrammes. A la différence des maisons américaines, elles s'approvisionnent dans les entrepôts français et par conséquent passent par l'intermédiaire des exportateurs brésiliens.

Voici un exemple du prix de revient du café livrable en entrepôt au Havre :

500 sacs de 60 kilogrammes achetés à Santos à 4 250 reis les 10 kilogrammes........	12 750	milreis
Droits d'exportation 9 pour 100..............	1 147	—
Frais divers : 2 500 reis par sac...............	1 250	—
Prix du sac, 1 700 reis, camionnage, capatazias, courtage, etc., 800 reis, surtaxe de sortie de 3 fr. pour la valorisation ou 1 905 reis, au change de 15 d. soit 635 reis par franc......	952	—
	16 100	—
Commission de l'exportateur au Brésil, 2 pour 100..................................	322	—
TOTAL........	16 422	milreis

Soit par sac, 32 844 reis, et par kilogramme, 547 reis ou 0 fr. 86.

16 422 milreis au change de 15 3/4 d. ou 627 reis par francs à 90 jours de vue franco.............	francs.	26 191,50
Fret : 30 francs et 10 pour 100 par 900 kilos.......	—	1 100,00
	francs.	27 291,50
Assurance maritime 3/8 pour 100 sur 30 000 kilos.	—	112,50
Prix de revient des 500 sacs, 30 000 kilos brut CIF au Havre..................................	francs.	27 404,00

Soit par sac, 54 fr. 88, et par kilogramme, 0 fr. 91.

Frais au Havre :

Débarquement et pesage à 16 pour 100	francs.	48,00	
Voiliers pour conditionnement et toile ...	—	30,00	
Droits de statistique : 0 fr. 10 par sac	—	50,00	
Signaux, timbre de connaissement, etc...	—	10,00	
	francs.	138,00	138,00
Revient sur le quai du Havre..................	francs.		27 542,00

Les 500 sacs arrivés au Havre seraient livrés comme suit :

Poids d'expédition........................	30 000 kg
Perte au poids 1 pour 100	300 —
Brut	29 700 kg
Tare commerciale 2 pour 100	594 —
Poids net à facturer	29 106 kg

Soit un prix de revient de 47 fr. 31 par 50 kilogrammes pour la marchandise livrée sur le quai des docks du Havre, ou 0 fr. 94 par kilogramme.

Si la marchandise était livrée à Paris, il y aurait lieu d'ajouter à ce prix :

Conduite des wagons du dock à la gare par 1 000 kilos...	francs.	1,00
Transport du Havre à Batignolles par 1 000 kilos.....	—	13,20
Ensemble..	francs.	14,20

Soit par 50 kilogrammes, 0 fr. 71 et, comme revient à Paris en entrepôt douane, 48 fr. 02 ou 0 fr. 96 le kilogramme.

Un calcul analogue donnerait comme prix de revient de 50 kilogrammes à Lyon 50 fr. 71, toujours en entrepôt de la douane.

Suivons le café chez le détaillant.

L'importateur opérant sur de grosses quantités se contente le plus souvent d'un profit de 1 à 3 pour 100. Il vend son café au commissionnaire qui le place chez le brûleur ou chez l'épicier et prélève un bénéfice proportionnel aux frais de placement et aux risques courus. Fait-il une vente à un grand épicier, à un brûleur payant comptant

et achetant plusieurs milliers de sacs à la fois, il se contentera d'un très faible profit, peut-être 1 pour 100. Mais s'il s'agit au contraire de ventes au détail, par sac et même moins, à de petits épiciers demandant de longs crédits, la majoration de prix est plus grande en considération des risques et de la rémunération de l'agent ou du voyageur qui fait la vente.

On estime que la vente au détail en France se répartit de la façon suivante, comme prix de café brûlé livré au consommateur et par kilogramme :

1° Quarante pour 100 de café ordinaire Brésil de 3 fr. 40 à 3 fr. 60.

Ce café vendu au brûleur par les maisons du Havre 89 francs les 100 kilogrammes aux cours actuels (février 1908), revient brûlé à 300 francs environ :

Achat de 100 kilos	francs.	89,00
Droits de douane	—	136,00
Transports	—	4.00
Total pour cent kilos de café vert...	francs.	229,00
ou 78 kilos de café torrifié (22 % de perte de poids à la torréfaction) soit pour 100 kilos de café torrifié	francs.	290,00
Frais de torréfaction	—	10,00
	francs.	300,00

Le déchet de torréfaction est souvent ramené à 18 pour 100 par l'addition de glucose.

Si l'on ajoute la part des frais généraux d'une épicerie, 8 pour 100, on arrive à 325 francs comme prix de revient du café brûlé prêt à livrer au consommateur; soit une marge de bénéfice de 0 fr. 15 à 0 fr. 35 par kilogramme.

2° Quarante pour 100 de café moyen vendu 4 francs le kilogramme et qui revient au brûleur premier coût à 322 francs. Il se compose généralement de :

2/3 Santos	francs.	305,00
1/3 Haïti	—	325,00
Moyenne	—	312,00
Plus pour la torréfaction.	—	10,00
	francs.	322,00

Le bénéfice brut serait de 78 centimes par kilogramme

mais se réduit à 52 centimes si l'on retranche 8 pour 100 pour frais généraux.

3° Environ 15 pour 100 de café fin vendu 4 fr. 80 le kilogramme et qui revient au brûleur comme premier coût à 337 francs les 100 kilogrammes. Il se compose généralement de :

1/3 Haïti	francs.	335,00
1/3 Santos	—	31[illegible],00
1/3 Indes	—	360,00

En ajoutant 8 pour 100 pour les frais généraux, on arrive à un bénéfice de 1 fr. 47 — 0 fr. 30 = 1 fr. 17 par kilogramme.

4° Dans les grandes villes, on vend des cafés extras à 6 francs et au-dessus qui ne contiennent pas de Santos mais des Mokas, Gonaïves, Java, Guadeloupe, etc. Il faut noter également que dans certaines régions, comme le nord de la France, on vend des Haïtis purs, pour se conformer à une longue habitude de la clientèle.

D'après les renseignements recueillis aux États-Unis l'achat direct des gros brûleurs au Brésil leur permettrait de se procurer le café à moins de 3 500 reis les 10 kilogrammes sur la fazenda, soit 5 fr. 40, et transporté à Rio à 6 francs, soit 30 francs le sac de 50 kilogrammes. De Rio à New-York le frêt serait de 2 fr. 50 le sac, en sorte que le prix de revient à New-York serait de 6 dollars et 50 cents les 110 livres américaines, de 453 grammes l'une, pour le café n° 7 coté, en janvier 1907, 6 cents la livre en bourse.

Ce café vert est vendu aux maisons de gros généralement après des mélanges avec des cafés de Java, Guatemala, Venezuela, etc., à des prix variant de 10 à 15 cents la livre et il arrive chez le détaillant à des prix variant entre 15 et 20 cents.

Mais de beaucoup la plus grosse partie des ventes s'opère en café torréfié. Certaines grosses brûleries ont d'immenses usines et vendent leur café provenant de mélanges sous une marque qu'elles ont créée à grands frais, et qui est pour le consommateur une garantie d'origine et de la qualité des cafés employés. Le coût de la torréfaction est minime et le café torréfié se vend en moyenne 3 cents la livre plus cher que le café vert, soit 18 à 30 cents la livre suivant les mélan-

ges et le triage des grains. Les trois quarts au moins du prix de vente restent aux mains des intermédiaires et quand une maison réussit à les supprimer presque tous, sauf le détaillant, elle réalise d'énormes bénéfices.

Récapitulons :

Valeur du pied de café	1 300	reis.

Prix de revient théorique de un kilogramme de café à la fazenda :

Frais à la fazenda	280	reis.
Intérêt et amortissement du capital	117	—
Total pour propriété libre de dettes	397	reis.
Frais pour hypothèques	84	—
Frais pour fonds de roulement	45	—
Total pour une propriété hypothéquée	526	reis.

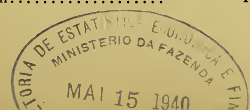
Frais de la fazenda au port d'embarquement pour un kilo gramme :

Transport par chemin de fer, camionnages, commissions, sac, impôts, capatazias, divers	201	reis.
Economie réalisée par le commissario-fazendeiro	32	—
Economie réalisée par le commissario-ensaccador	30	—

Le kilo de café vert revient donc embarqué, à 397 + 201 = 598 reis, intérêts du capital compris; à 280 + 201 = 481 reis, intérêts non compris; à 526 + 201 = 727 reis, intérêts du capital, frais pour hypothèques et fonds du roulement compris.

Au cours de 4 250 reis les 10 kilogrammes, le kilogramme embarqué à Santos revient à 547 reis.

Soit au change de 15 3/4 d	francs.	0,86
Débarqué au Havre	—	0,91
En entrepôt au Havre	—	0,94
— à Paris	—	0,96
— à Lyon	—	1,01



Les planteurs brésiliens fermant les yeux devant l'évidence, rejettent la responsabilité de la crise dont ils souffrent. Sans doute le commerce étranger a profité de leurs embarras, c'est la loi de la concurrence, et n'a pas laissé échapper les occasions favorables que l'imprudence et l'imprévision des fazendeiro lui offraient. La générosité n'est pas l'âme des affaires. Mais, ce point hors de cause, il n'est pas douteux que la gêne dont souffre la culture est le fait du producteur et non point du consommateur. Examinons les griefs articulés contre ce dernier.

On reproche à certains pays consommateurs de tolérer la falsification du café au détriment de la consommation du produit pur et, à quelques-uns, d'imposer à l'entrée sur leur territoire des droits d'importation si élevés qu'ils sont en quelque sorte prohibitifs.

Falsifications. — Une brochure éditée par l'État de Saint-Paul à l'occasion de l'Exposition de Rio de Janeiro en 1908, renferme des réponses à un questionnaire qui a été envoyé par l'Association commerciale de Santos dans différents pays.

A la question relative à la « falsification » il a été répondu :

En Angleterre, le café est vendu torréfié et généralement moulu, additionné de chicorée et d'un peu de sucre, substances qui ne sont pas nuisibles à la santé et que la loi ne prohibe pas à la condition que le mélange soit vendu comme tel.

Aux États-Unis, le café est vendu torréfié, sans mélange, en raison de son bas prix ; la loi prohibe tout mélange et est appliquée rigoureusement.

En Allemagne, le café est vendu vert ou torréfié, sous cette dernière forme dans les villes principalement. On l'additionne de diverses substances qui ne sont pas nocives ; la loi punit les falsifications et est appliquée avec rigueur.

En France, le café est généralement livré à la consommation sous les deux formes et est quelquefois additionné de chicorée et de glucose, matières qui ne sont pas nocives. Le Code réprime vigoureusement les falsifications.

En Hollande, on vend du café vert et du café torréfié. Les mélanges sont très rares. La loi ne vise pas les falsifications du café.

En Belgique, le café est aussi vendu soit à l'état vert, soit torréfié. On y ajoute de la racine de chicorée torréfiée, produit local important, que le consommateur apprécie pour ses qualités spéciales. La loi ne peut interdire ces mélanges faits au goût de chacun, mais défend de colorer le café et de dissimuler ses défauts.

Ainsi donc, dans tous les pays examinés la falsification véritable est poursuivie rigoureusement et, au surplus, elle n'est pas fréquente. Naturellement l'addition de chicorée au café et la vente de ce mélange au consommateur qui le préfère au café pur n'est pas une falsification.

En France, notamment, les intéressés, c'est-à-dire les négociants de café en gros, sont tous d'accord pour déclarer que les fraudes sur le café sont rares et si peu importantes qu'elles peuvent être considérées comme inexistantes.

La production française de la chicorée torréfiée était évaluée en 1899, dans les rapports sur l'Exposition internationale de Paris, à 20 000 000 de kilogrammes sur lesquels 5 675 000 kilogrammes étaient exportés.

Que reste-t-il des allégations relatives à la falsification? Rien, et nous nous sommes appuyés sur les documents fournis par le gouvernement de Saint-Paul.

Droits d'importation. — Ces droits sont, dit-on, prohibitifs dans certains pays. La seule réponse à cette question est celle des faits.

Prenons dans la Circulaire Laneuville le tableau de la consommation d'après les acquittements et les importations officielles (années du 1er janvier au 31 décembre 1881-1908) et classons les pays dans l'ordre de *leur consommation par tête d'habitant* en mettant en regard le régime douanier qu'ils appliquent au café. (*Annexe* 11.)

	Consommation par tête d'habitant.		Droit par 100 kilos.	
	—			—
Hollande	kilogrammes	7,50		franchise.
Danemark	—	6,00	Fr.	23,50
Suède	—	5,75	—	16,75
Norvège	—	5,05	—	41,50
Belgique	—	4,90		franchise.
Etats-Unis	—	4,75		—

	Consommation par tête d'habitant		Droit par 100 kilos	
Suisse	kilogrammes.	3,40	Fr.	2,00
Allemagne	—	3,05	—	49,50
France	—	2,60	—	136,00
Algérie	—	1,45	—	31,20
Autriche-Hongrie	—	1,15	—	92,50
Turquie d'Europe et d'Asie	—	0,95	8 %	*ad valorem*
Italie	—	0,60	Fr.	130,00
Espagne	—	0,60	—	140,00
Portugal	—	0,60	—	100,00
Grèce, Roumanie, Serbie, Bulgarie et Roumélie Orientale	—	0,40	—	25 à 78
Grande-Bretagne	—	0,30	—	35,00
Egypte et autres pays de l'Afrique du Nord	—	0,20	8 %	*ad valorem.*
Russie d'Europe	—	0,15	Fr.	95,50

L'ordre de ce classement suit en effet le taux des droits, bien qu'il y ait des exceptions. Le Danemark et la Norvège notamment sont sensiblement avant les Etats-Unis et la Suisse qui reçoivent les premiers le café en franchise, la seconde avec un droit très faible ; de même la Grande-Bretagne, qui ne perçoit que 35 francs, est loin derrière les pays qui imposent un droit plus élevé.

Mais passons et classons maintenant les pays consommateurs d'après la *progression de leur consommation annuelle par tête d'habitant :*

	Accroissement moyen annuel de la consommation	Droit par 100 kilos	
Espagne	7 %	Francs.	140,00
Algérie	5 %	—	31,20
Italie	4 1/2 %	—	130,00
Danemark	4 1/2 %	—	23,50
Suisse	4 %	—	2,00
Egypte et autres pays de l'Afrique du Nord	4 %	8 %	*ad valorem.*
Russie d'Europe	3 1/2 %	—	95,50
France	3 1/4 %	—	136,00
Turquie d'Europe et d'Asie	3 %	8 %	*ad valorem.*
Autriche-Hongrie	2 3/4 %	—	92,50
Portugal	2 %	—	100,00
Allemagne	1 3/4 %	—	49,50

	Accroissement moyen annuel de la consommation		Droits par 100 kilos.
	—		—
Norvège	1 1/2 %	Francs.	41,50
Grèce, Roumanie, Serbie, Bulgarie et Roumélie Orientale	1 %	—	25 à 78
Hollande	3/4 %		franchise.
Belgique	1/2 %		—
Etats-Unis	1/2 %		—
Suède	»	—	16,75
Grande-Bretagne	»	—	35,00

Je ne crois pas qu'il soit possible de tirer de l'examen de ce tableau d'autres conclusions que celles-ci :

Les droits de 140 francs, 136 francs, 130 francs, 100 francs ne sont pas prohibitifs, même lorsqu'ils s'appliquent à des pays présentant autant de différences de mœurs et de fortune que l'Espagne, l'Italie, la France et le Portugal, sans parler de la Russie.

Les mœurs et certaines conditions d'existence particulières à chaque peuple jouent dans le développement de la consommation un rôle plus important que le quantum des droits d'importation.

Il semble qu'il y ait un degré de saturation dont les gros consommateurs seraient voisins et s'approcheraient lentement, tandis que les pays où la consommation est plus faible y tendraient plus rapidement.

Le fait que plusieurs pays de grande consommation voient diminuer leur consommation individuelle dans ces dernières années vérifie cette supposition : de 1903 à 1907 la Hollande est passée de 7 kilogr. 65 à 7 kilogr. 50, les Etats-Unis de 4 kilogr. 90 à 4 kilogr. 75, la Norvège de 5 kilogr. 60 à 5 kilogr. 05, l'Allemagne de 3 kilogr. 15 à 3 kilogr. 05.

Le tableau de la consommation française au cours du dix-neuvième siècle montre également que l'élévation des droits de douane et leur diminution jouent un rôle secondaire dans les mouvements de la consommation nationale.

Prenons par exemple dans l'album graphique de la statistique générale de la France, publié par le ministère du travail et de la prévoyance sociale, la courbe de la consommation du café; nous constaterons une progression régu-

lière de 1850 à 1868, une ascension rapide en 1870 suivie d'une chute brusque de 1870 à 1872, puis une progression plus rapide qu'avant 1870 de 1872 à 1883, un palier de 1883 à 1894, de nouveau une progression rapide de 1894 à 1902 qui augmente encore dans les années suivantes. Durant cette période, les droits qui étaient de 56 francs les 100 kilogrammes avant 1870, ont été portés à 156 francs après la guerre et ont été diminués de 20 francs en 1900. Les mouvements de 1870 et de 1872, bien qu'ils aient dû être causés en partie par le relèvement énorme des droits de douane, ont été également influencés par les événements politiques de cette époque, car on voit sur le même graphique que la consommation du cacao, du thé, du tabac et même la recette des théâtres parisiens ont reproduit les mêmes variations. Qu'est-ce à dire, si ce n'est que le café est dans certains pays comme la France un article de luxe et non de première nécessité et que sa consommation est liée à la prospérité de la population et à la diffusion des habitudes de bien-être. Encore une remarque : cinq ans après que les droits avaient été portés de 56 à 156 francs, la consommation était remontée au même niveau et progressait régulièrement ; enfin la diminution des droits, en 1900, ne l'a pas modifiée. La moyenne quinquennale de la consommation qui, de 1865-69 avait été de 795 000 sacs, était tombée à 725 000 sacs de 1870-74 et se relevait à 870 000 sacs de 1875-79.

Comment en serait-il autrement puisque les variations considérables des prix du gros n'affectent pas immédiatement les prix du détail. Les prix en entrepôt présentent des mouvements dont l'amplitude est parfois considérable et tout consommateur sait par expérience que les prix de vente chez les épiciers sont pour ainsi dire invariables ou plutôt diminuent lentement et d'un mouvement régulier. Suivant la Chambre de Commerce du Havre, les prix en gros sous régime d'entrepôt se nivellent dans tous les grands centres consommateurs grâce aux facilités des échanges et les prix du détail varient non seulement suivant l'importance des droits, mais aussi suivant la provenance, la quantité, ainsi que suivant le marché sur lequel se traitent les affaires.

Pour en finir avec ce sujet, je citerai encore l'opinion de

M. Laneuville : La consommation par tête dépend, certes des droits, mais aussi du climat, de la prospérité comme des habitudes de chaque pays. C'est ainsi que la consommation du café aux Etats-Unis atteint presque 5 kilogrammes par tête, alors que celle du thé reste stationnaire ou diminue plutôt (consommation du thé par tête 0 kilogr. 60, droits sur le thé jusqu'en 1903 : 1 fr. 10 par kilogramme; exempt depuis le 1er janvier 1903, importation des qualités inférieures prohibée). Tandis qu'en Angleterre il en est tout autrement. Malgré la modicité des droits, 1 d. 1/2 par livre ou 30 pour 100 *ad valorem*, la consommation du café en Angleterre diminue, c'est le thé (droits : 4 d. par livre, portés à 6 d. en 1900 ou environ 80 pour 100 *ad valorem*) et le cacao qui l'emportent.

Thé consom. par tête	en 1850	à peine	1 kg.,	aujourd'hui	2 kg, 75
Cacao	—	—	0 kg, 10	—	0 kg, 40
Café	—	—	0 kg, 55	—	0 kg, 35

Il en est de même en Russie, la consommation du thé dépasse celle du café. Thé, consommation par tête, 0 kilogr. 40, café, 0 kilogr. 15. Les droits sur le thé importé par la frontière d'Europe en Russie sont de 5 fr. 12 par kilogramme. La Russie n'est pas et ne sera probablement pas de sitôt un pays de grande consommation. (*Le Café*, 22 décembre 1903.)

Dans un article publié par le *Jornal do Commercio* de Rio de Janeiro du 15 juin 1907, M. Joaquim Franco de Lacerda, spécialiste, écrivait ce qui suit : « En fait, il existe une grande différence entre les prix des marchés producteurs et consommateurs et les prix que les consommateurs payent habituellement aux détaillants. C'est que les facteurs économiques qui déterminent les variations des prix ne touchent pas les petits marchands qui vendent au détail aux consommateurs à des prix fixes et inaltérables.

« On sait que les consommateurs, dans leurs achats au détail, continuent à payer les mêmes prix élevés qu'ils payaient avant 1896-1897. Aux Etats-Unis et en Allemagne les prix ont baissé seulement pour les cafés de qualités inférieures et n'ont pas changé pour les qualités supérieures. »

Cette assertion est contredite par les faits, en Angleterre et en France tout au moins.

Dans son livre *les Progrès économiques de la France* (Paris, 1908), M. Edmond Théry, étudiant les variations du coût de l'existence en France, établit que les prix du gros en entrepôt du sucre, du café, du thé ont diminué, entre 1891 et 1907, de 32.6 pour 100 en Angleterre et qu'en France cette baisse a été de 25 pour 100 pour le thé ordinaire, de 45.7 pour 100 pour le sucre et de 59 pour 100 pour le café. Quant aux prix du détail, si on suit leurs mouvements dans les catalogues d'une grande maison de comestible, celle de Félix Potin et Cie, par exemple, on constate les différences suivantes relevées au cours du second semestre des années 1892 et 1907 pour les articles qui figurent exactement sous la même désignation. Baisse : café vert, suivant les qualités, de 0 fr. 20 à 0 fr. 60 par kilogramme ; thé du Congo, 1 franc par livre ; sucre raffiné, 0 fr. 40 par kilogramme.

Résumons cette étude.

La culture du café au Brésil est routinière ; le produit en est donc trop coûteux et n'est pas aussi bon qu'il pourrait être en employant des procédés rationnels. Son développement excessif a engendré la surproduction. Donc prix de revient trop élevé et prix de vente avili.

Le commerce a été accaparé par un trop grand nombre d'intermédiaires intéressés à multiplier et disséminer les opérations et à les réaliser au plus vite. D'où, frais élevés que supportent le producteur et défaut de résistance des cours.

L'équilibre est rompu entre l'offre et la demande au profit de celle-ci qui est maîtresse du marché.

Entre l'importateur étranger et le consommateur, les intermédiaires sont en nombre normal et leurs gains proportionnés à leurs risques. Les améliorations qui sont désirables se produisent par une évolution naturelle tendant à concentrer le travail de torréfaction et le commerce du détail entre les mains de quelques grandes maisons qui s'approvisionnent directement dans les centres producteurs comme le font les Américains, ou chez les importateurs en gros, type des grandes maisons françaises. Enfin, depuis

plusieurs années, les prix du détail ont baissé sensiblement.

Cette baisse et surtout des changements dans les habitudes stimule la consommation individuelle dans les régions où, jusqu'à présent, elle était très faible. D'ailleurs dans ces pays, la population use d'autres boissons toniques comme le vin et le thé, ce qui explique suffisamment qu'elle consomme moins de café que dans les pays où ces boissons sont peu usitées. Ceux-ci semblent d'ailleurs être voisins du point de saturation, car la progression de la consommation individuelle y est faible; quelques-uns paraissent l'avoir atteint ou même dépassé puisque leur consommation individuelle diminue.

Ainsi la consommation nationale augmente, dans les pays faibles consommateurs, du fait de la progression individuelle résultant de la modification des habitudes et dans les pays gros consommateurs, par suite de l'accroissement de la population. Mais cette augmentation ne satisfait pas le Brésil car elle est encore insuffisante pour faire face à la surproduction.

Souffrant de la mévente, le planteur brésilien ferme les yeux à l'évidence et ignore les causes du mal dont il souffre. Surproducteur, il se refuse à réduire sa production et veut obliger les consommateurs à consommer davantage.

Il a accusé les droits de douane de certains pays d'être prohibitifs et, contre la réalité, il a affirmé que leur élévation éloignait le consommateur. Il a obtenu de la France et de l'Italie une réduction de 20 francs par 100 kilogrammes. Mais pendant qu'il dégrevait la marchandise sur les marchés de consommation, il la chargeait d'autant et même de plus sur les lieux de production. A Saint-Paul les droits d'exportation étaient de 4,5 pour 100 jusqu'en 1891, de 11 pour 100 à partir de cette année et de 9 pour 100 à compter de 1905. Puis, en 1906, on les élevait à 17 pour 100 par une surtaxe de 3 francs par sac de 60 kilogrammes, qui était portée à 5 francs en 1908, soit 29 pour 100. Et enfin on a « superposé » à ces droits une taxe prohibitive de 20 pour 100 quand l'exportation dépasse le chiffre qui est fixé d'avance. Entre cette aggravation des droits d'exportation et la prétention d'obtenir une diminution des droits d'importation il y a une évidente contradiction.

Poursuivant son idée de juguler le consommateur, le Brésil engage la lutte avec lui. Sa prétention, qu'il croit légitime, est de lui faire payer le café à un prix qui soit rémunérateur pour le planteur, autrement dit c'est au consommateur de supporter les conséquences de la mauvaise organisation de la culture et du commerce au Brésil, ainsi que des habitudes de prodigalité des fazendeiros. Et sa confiance est si grande qu'il compte sur le consommateur pour lui fournir l'argent nécessaire à la lutte. Il finit par succomber, comme c'était à prévoir, et est alors obligé de souscrire aux conditions qui lui sont imposées.

L'une d'elle vise non pas à restreindre la production, pas encore, mais seulement l'exportation. C'est un premier pas dans la bonne voie, car la mesure dont il s'agit dégagera les marchés extérieurs, raffermira les cours et peut-être les relèvera. Par contre le marché intérieur risque d'être encombré par les excédents de récoltes qui n'auront pu s'écouler et, par conséquent, d'être en proie à une crise.

Mais ce n'est pas seulement la présence de ce stock qui crée des embarras aux Paulistes, c'est le système de limitation de l'exportation lui-même. Système simple, il consiste à arrêter les sorties de café à Santos, port d'embarquement, quand elles atteignent le chiffre fixé. Il s'ensuit une multitude d'inconvénients. Inégalité de traitement entre les régions de l'État où la maturité est précoce et celles où elle est tardive ; précipitation dans les expéditions des planteurs, entraînant une préparation insuffisante du café nuisible à sa qualité ; pléthore dans l'activité du pays durant les premiers mois de la campagne, atonie ensuite quand la limite est atteinte ; excès d'offres à un moment provoquant une chute des cours, cessation presque complète ensuite entraînant la hausse ; enfin arrêt de la vie économique et de tous ses rouages pendant une partie de l'année. Il est surprenant que ces inconvénients évidents n'aient pas été prévus.

Le tableau suivant montre l'origine et l'importance de l'accroissement de l'exportation mondiale dans ces dernières années. Les chiffres en sont encore empruntés aux statistiques publiées par la revue *le Café*, du Havre.

	Productions (1 000 sacs de 60 kilog.) de Santos. (Recettes)	du reste du Brésil. (Recettes)	des autres pays du monde. (Exportation)	totales.	Débouchés totaux (1 000 sacs).
	—	—	—	—	—
1900-01...	7 970	3 315	3 785	15 070	13 965
1901-02...	10 165	5 980	3 645	19 790	15 319
1902-03...	8 350	4 595	3 720	16 665	16 097
1903-04...	6 395	4 706	4 891	15 992	15 588
1904-05...	7 426	3 097	3 923	14 446	15 507
1905-06...	6 983	3 861	3 948	14 792	16 306
1906-07...	15 392	4 798	3 596	23 786	17 108
1907-08...	7 203	3 798	3 861	14 862	17 110
1908-09...	9 533	3 379	4 003	16 915	18 227
Totaux.	79 417	37 529	35 372	152 318	145 227
Moyennes annuelles.	8 824	4 179	3 930	16 924	16 136

La moyenne de l'excédent annuel de la production sur la consommation a donc été dans ces neuf dernières années de 16924000 — 16136000 = 788 000 sacs provenant du Brésil.

De quelque côté que la question soit envisagée, quel que soit le procédé adopté, il faut arrêter la surproduction et cet arrêt est un lourd sacrifice pour les fazendeiros. Seuls les propriétaires ayant les ressources suffisantes ou organisés tant au point de vue de la culture que de la vente de façon à pouvoir supporter ce fardeau, résisteront à l'épreuve actuelle. Le plan de « valorisation » se proposait d'éviter cette sélection brutale, mais les lois naturelles sont inexorables.

Pour finir, citons les passages suivants de la circulaire Nortz, du Havre ; il s'agit des impressions rapportées par un des chefs de la maison à la suite d'un voyage récent au Brésil :

« ... Nous considérons que le planteur ne peut espérer le salut que de lui-même, de sa volonté de défendre lui-même ses intérêts, en fondant des syndicats agricoles dans lesquels la politique n'aurait pas de place. Les planteurs sont apathiques et ne savent à quel saint se vouer. Il y en a qui, après tout, s'en tirent encore assez bien, et d'autres s'en remettent aux hasards de l'avenir. Cependant si la pression devait augmenter encore, nous nous demandons si finalement elle n'amènerait pas une réaction. A ce moment ce

n'est souvent qu'une question de personnalités et d'initiative. Peut-être y aura-t-il encore d'autres moyens comme, par exemple, une forte propagande pour le café qui permettrait d'écouler rapidement le stock existant et de parer à une grande récolte future sans qu'il soit nécessaire que la base de production s'en ressente et que le change baisse. On s'en occupe d'ailleurs.

« En finissant, nous voudrions ajouter simplement un mot pour dire combien nous avons été impressionnés une fois de plus par l'énorme force de production du caféier brésilien comparativement à ce que nous avions vu dans d'autres pays et la richesse du sol de ce pays.

« Le spectateur impartial ne pourra que constater combien, avec des procédés de production rationnelle et par la suppression de faux frais exagérés, le Brésil est à même de diminuer le coût de sa production, quel avantage énorme possède ce pays par rapport aux autres et quelle expansion il peut donner par là à la consommation de son principal produit dans une période de bas prix et de transactions libres. »

C'est ce qu'a d'ailleurs si bien constaté dans son discours du 20 juillet 1906, le député de Bahia, Miguel Calmon du Pin, ministre des travaux publics du président Affonso Penna, qui, en parlant du Convenio de Taubaté, a rappelé que la production à bas prix du café au Brésil était un patrimoine auquel il ne fallait pas toucher.

Le Caoutchouc

Le Brésil est, on peut le dire, la patrie du caoutchouc, car on y exploite actuellement un très grand nombre de variétés de ces arbres qui poussent naturellement dans les forêts et il en existe encore beaucoup d'autres à peine connues. Ce n'est pas ici le lieu de décrire ces espèces. Nous nous bornerons à traiter ce qui concerne l'industrie et le commerce du caoutchouc.

Cette industrie extractive a pris au Brésil, au cours du dix-neuvième siècle, un développement énorme :

1827.	Exportation	31 tonnes valant		9 contos de reis papier.	
1837.	—	289	—	114	—
1847.	—	624	—	272	—
1857.	—	1 808	—	1 358	—
1867.	—	5 826	—	8 721	—
1877.	—	9 215	—	14 929	—
1887.	—	13 390	—	41 509	—
1897.	—	21 256	—	203 525	—
1907.	—	36 489	—	217 504	—
1908.	—	38 206	—	188 358	—
1909.	—	39 027			
1910.	(1er semestre)	22 295			

Suivant des renseignements sérieux elle aurait encore devant elle, dans les profondeurs du Brésil inconnu, un champ d'action énorme ; mais ces perspectives sont cependant subordonnées à certains faits économiques que nous signalerons plus loin.

Nous allons décrire sommairement les procédés d'extraction, puis nous indiquerons les prix de revient, les habitudes commerciales en vigueur, la production brésilienne, le rang qu'elle occupe dans le monde, la consommation générale et nous terminerons par un aperçu des concurrences qui se dressent contre elles.

Ce sont les « heveas » qui fournissent le meilleur caoutchouc connu sous le nom de « Para ». Ces « heveas », dont on compte un grand nombre de variétés, sont disséminés un peu partout en Amazonie, depuis le niveau de la mer jusqu'à l'altitude de 600 mètres. Mais on les trouve de préférence dans les terrains bas inondés annuellement par les crues du fleuve et de ses affluents.

Une étendue plus ou moins grande de forêt où sont groupés ces arbres s'appelle « seringal ». Le propriétaire d'un « seringal » emploie des ouvriers « seringueiros » et « piqueurs » ou « machadinios » qu'il paye surtout en marchandises, soit à la journée, soit à la tâche. Le premier travail consiste à ouvrir des « estradas » dans le « seringal », c'est-à-dire à relier les arbres, 100 à 150, par un sentier en forme de boucle. Au centre d'une réunion d' « estradas » on établit un magasin pour les vivres, les munitions, les outils et le caoutchouc fabriqué.

De grand matin, le piqueur parcourt son « estrada », pratique les incisions sur les arbres, y fixe de petits gobelets en

fer-blanc « tijelhinas » pour recueillir le latex. Vers 10 heures, l'écoulement de la sève a cessé. La récolte faite, le travail de la coagulation commence aussitôt : le latex est exposé à la fumée produite par certains combustibles spéciaux que l'on trouve sur place et dont l'action n'est pas étrangère aux qualités particulières du « Para ». On forme ainsi des boules de caoutchouc ou « pelle de borracha », variant de 20 à 60 kilogrammes.

Le travail de saignée ou de « fabrique » ne dure guère que six à sept mois par an, entre mai et janvier, après les inondations. On laisse les arbres en repos pendant le fort de la saison sèche et aussi pendant les époques de crues.

Le caoutchouc *fin* est celui qui est préparé avec du latex pur et frais sans aucun mélange et qui a été bien coagulé. Le *demi-fin* est celui qui provient d'un latex ayant déjà subi un commencement de fermentation ou qui a été mal fumé. Le caoutchouc *grossier* est le produit de latex mélangés et contenant des impuretés. Le *sernamby* se compose des déchets de la coagulation.

Le latex d'hevea donne en moyenne 50 pour 100 de son poids de caoutchouc sec marchand. Un arbre peut fournir par jour 500 grammes de caoutchouc et un seul homme suffit à en exploiter 60 (1) ; ce qui donne une production journalière de 30 kilogrammes. M. Le Cointe n'estime le rendement moyen des arbres qu'à 22 grammes de caoutchouc sec par jour ou par an (180 jours de saignées), 3 kilogr. 950. A son avis, un homme ne peut récolter plus de 8 à 10 kilogrammes de latex et même le plus souvent 5 kilogrammes, soit 450 à 500 grammes de gomme fine sèche et 90 grammes de « sernamby ».

Cette méthode de préparation n'a pas encore été perfectionnée, bien que plusieurs tentatives aient été faites pour supprimer l'emploi de la fumée qui est fort nuisible à la santé des travailleurs. Le commerce a toujours considéré comme inférieur le caoutchouc préparé par d'autres moyens.

Au prix de 15 francs le kilogramme de Para fin, ce travail d'extraction est d'un bon rapport. Mais il est grevé de frais considérables résultant du climat qui décime le personnel,

(1) Cf. *O Brasil, suas riquezas naturaes, suas industrias*, Rio de Janeiro 1909.

de la longueur et des difficultés de transports. La vie en forêt dans des régions marécageuses est particulièrement malsaine, le travail de la récolte et de la fabrication est pénible et quand le « seringueiros » a amassé un gain suffisant, il le gaspille en quelques jours d'orgies; aussi, la mortalité est-elle grande parmi eux. Quant aux transports, on peut imaginer les prix qu'ils peuvent atteindre quand il s'agit de parcourir des centaines et parfois des milliers de kilomètres de rivières et de forêts vierges.

Manaos et Para sont les deux grands entrepôts du caoutchouc de l'Amazonie. De là, il est exporté à l'état brut aux Etats-Unis, en Angleterre, en France.

Le *Jornal do commercio* du 13 janvier 1909 évalue à 3 shellings par livre anglaise le prix de revient du caoutchouc y compris les frais de transport, les impôts fédéraux et estadoaes et ce qu'on appelle les dépenses éventuelles. Le gouvernement du Para l'a calculé à 2 shillings 3 1/2 pence, non compris les impôts divers ni les frais de transport du magasin du « patraô » aux places d'exportations, frais qui parfois sont majorés de 20 à 160 pour 100 pour des lieux éloignés. Les cours étant tombés en février 1908 à 2 sh. 9 d., on voit que ce commerce est loin d'être toujours rémunérateur.

Voici un exemple des frais d'exportation donné par M. Le Cointe, pour du caoutchouc déjà rendu à Para. Les calculs sont basés sur la cote de fin juillet 1907. (Valeur en France : 14 fr. 50 le kilogramme; valeur au Para : 9 fr. 15; change, 565 reis pour 1 franc.)

		par kg.
Caisse (20 francs pour 170 kg.), charroi, coupage, encaissage	franc.	0,1610
Droit de quai	—	0,0177
Embarquement, timbres, etc...........	—	0,0020
Commission de l'exportateur (1 pour 100 sur les cours à Para)......................	franc.	0,0915
Droit spécial pour la Bourse de Para....	—	0,5000
Droit d'exportation (Etat) 22 pour 100 sur les cours à Para	franc.	2,0130
Fret Para-France (45 francs la tonne)....	—	0,0450
Frais totaux par kilogramme...	franc.	2,3802

Ces frais ne sont pas fixes, mais proportionnés à la valeur

du produit en Europe et par conséquent au Brésil. Ils représentent environ 16,5 pour 100 de cette valeur.

Voyons maintenant le mouvement de l'exportation du caoutchouc brésilien et de ses prix :

	Tonnes	Contos de reis papier	Livres sterling	Francs
	—	—	—	—
1901...	30 240	182 [illegible]66	8 627 000	215 675 000
1902...	28 641	147 718	7 293 000	182 325 000
1903...	31 716	196 216	9 733 000	243 325 000
1904...	31 863	221 104	11 219 000	280 475 000
1905...	[illegible]	226 174	14 415 000	360 375 000
1906...	34 960	210 284	14 [illegible] 000	351 375 000
1907...	36 489	217 204	12 827 000	320 675 000
1908...	38 206	188 358	11 221 000	280 526 000
1909...	39 027		18 926 000	473 150 000
1910 (1er sem.)	22 295		15 709 140	392 728 500

En 1908, les principaux pays de destination de l'exportation sont ainsi classés :

Etats-Unis, moyenne 47 pour 100; Angleterre, 41 pour 100; France, 6 pour 100; Allemagne, 4 pour 100; la progression des exportations pour ce dernier pays est rapide, car de 1901 à 1908, elle a été de 277 tonnes à 1 600.

Voici maintenant les prix moyens annuels des exportations de Seringa fina, par Manaos, Para, Itacoatiara (Amazone) :

	Reis papier	Reis or
	—	—
1902....................	6 172	2 710
1903....................	7 589	3 334
1904....................	8 728	3 945
1905....................	8 059	4 565
1906....................	7 610	4 522
1907....................	7 171	4 012
1908....................	6 092	3 388
1909....................		

Il est très difficile de savoir exactement l'importance de la production et de la consommation mondiales, et par conséquent de déterminer leur rapport.

Voici les chiffres de la production tels que les donne la *Revue annuelle des courtiers Grisar et Cᵒ*, d'Anvers, du 31 décembre 1909.

IMPORTATIONS DE CAOUTCHOUC SUR LES PRINCIPAUX MARCHÉS

Années.	Totaux.	Le Havre.	Bordeaux.
—	—	—	—
1900....	57 716 tonnes.	2 350 tonnes.	121 tonnes.
1901....	59 584 —	2 241 —	164 —
1902....	56 125 —	1 948 —	664 —
1903....	64 274 —	1 862 —	1 113 —
1904....	68 507 —	2 188 —	1 182 —
1905....	73 678 —	3 291 —	1 330 —
1906....	75 869 —	4 392 —	1 716 —
1907....	76 507 —	4 464 —	1 516 —
1908....	72 929 —	3 498 —	1 078 —
1909....			

Comparée à cette importation totale, le chiffre des sorties brésiliennes est, suivant les années, dans les proportions suivantes :

1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
—	—	—	—	—	—	—	—	—
50%	52 %	50 %	50 %	47 %	46 %	48 %	52 %	

Le Brésil semble perdre un peu de son importance dans la production mondiale.

Le *Jornal do commercio* de Rio de Janeiro du 16 février 1908 a donné les chiffres suivants sur la consommation mondiale :

1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
—	—	—	—	—	—	—
50000 t.	55000 t.	61000 t.	65000 t.	69000 t.	67 500 t.	t.

On paraît être d'accord pour estimer à 2000 ou 3000 tonnes, l'accroissement annuel de la consommation dans l'état actuel de l'industrie, accroissement susceptible d'augmenter rapidement encore.

La dépression de 1908 s'explique par la crise commerciale des Etats-Unis. La production brésilienne doit compter aujourd'hui avec de sérieuses concurrences, car, bien que la consommation augmente et augmentera peut-être davantage encore, elle a suscité la création de nouvelles et nombreuses sources de production.

Si, jusqu'à présent, la concurrence du caoutchouc artificiel ne paraît pas redoutable, il n'en est pas de même de celles des plantations qui, dans ces dernières années, ont été créées en Afrique, en Asie et en Océanie.

M. Calmon du Pin, le ministre des travaux publics de la dernière présidence, parlant des plantations asiatiques, a déclaré qu'il y voyait un danger pour le commerce brésilien et a rappelé à ce sujet que la production du quinquina qui était autrefois un monopole de l'Amérique d'où cet arbre est originaire et où il formait de véritables forêts, est aujourd'hui presque exclusivement accaparée par les plantations créées en Asie. Il est à croire, en effet, que dans ces régions surpeuplées où la main-d'œuvre est très abondante et très bon marché, la culture des arbres à caoutchouc, si elle est possible — et il semble qu'il en soit ainsi — est appelée à faire une concurrence sérieuse au caoutchouc extrait des forêts dans des conditions très onéreuses. Le seul moyen de prévenir les résultats préjudiciables d'une lutte pareille serait que les Brésiliens se décidassent à créer des plantations eux aussi, car peut-être réussiraient-ils dans le pays des heveas, à obtenir certaines qualités de gomme de Para supérieures à celles des plantations asiatiques ou africaines.

Des essais ont été déjà tentés au Brésil, mais ils se heurtent malheureusement aux habitudes des « coureurs des bois » de la population de l'Amazonie, qui, possédée de « la fièvre du caoutchouc », renonce difficilement à cette vie nomade à travers « le matto » à la découverte de forêts d'arbres à caoutchouc. Dans ces aventures, on risque gros, mais c'est parfois la fortune et quelques semaines de bombance qui font oublier les privations. Ce nomadisme détourne du travail régulier de la plantation et sera un obstacle sérieux. Et puis les prix de la main-d'œuvre en Amazonie sont élevés. L'Amazonien manque d'esprit de suite et se complait dans l'idée que sa forêt regorge de produits naturels inépuisables. Peut-être ne songera-t-il à la culture qu'après avoir été puni cruellement de son imprévoyance.

Le caoutchouc tiré des forêts au moyen d'installations de fortune et d'un outillage rudimentaire voit son prix de

revient augmenter graduellement. Il ne saurait atteindre le degré de perfection de celui qui, préparé dans une plantation avec des appareils installés à demeure, sera l'objet d'améliorations incessantes qui en abaisseront le prix.

Dans ses numéros des 31 décembre 1908 et 1909, *la Revue spéciale des courtiers Grisar d'Anvers*, donne à ce sujet quelques indications intéressantes.

« Il est avéré que les forêts équatoriales en général constamment mises à contribution, s'épuisent de plus en plus, ce qui en rend l'exploitation progressivement plus difficile et onéreuse. Ce problème complexe et délicat a été définitivement résolu en Extrême-Orient, où le succès des plantations dépasse toutes les prévisions, tant sous le rapport de la croissance vigoureuse et du rendement constant des arbres que sous le rapport de la qualité des produits obtenus. D'autre part, la production de ces exploitations est restée constamment rémunératrice, même au plus mauvais temps de la crise, à cause de son bas prix de revient ; celui-ci continue à décroître au fur et à mesure que l'arbre grandit et donne plus de caoutchouc.

« On estime que le capital employé actuellement dans les cultures caoutchoutières d'Extrême-Orient n'est pas inférieur à 375 millions de francs (15 millions de livres sterling) pour une superficie cultivée de 300 000 acres (120 000 hectares).

« La qualité des plantations d'Extrême-Orient reste irréprochable et obtient toujours 10 à 15 pour 100 de plus que le « fine » Para. »

Dans le cours de l'année écoulée, le gouvernement de l'Etat indépendant du Congo et les particuliers poursuivant en cela le programme établi en conformité du décret du 22 septembre 1904, ont planté environ 3 500 000 pieds d'arbres ou de lianes à caoutchouc. En ce qui concerne exclusivement l'Etat, les plantations effectuées par son personnel se répartissent à ce jour comme suit :

Lianes à caoutchouc	11 564 077
Manihot, Hevea, Ficus, etc	225 944
Funtumia elastica	2 417 631

Les résultats généraux obtenus jusqu'ici sont surtout

encourageants en ce qui concerne la propagation du Fontumia elastica.

Le tableau suivant montre l'accroissement rapide de la production asiatique (livres anglaises, 453 grammes) :

	Ceylan	Straits Settlements (Singapore)	Totaux
	—	—	—
1899........	7 910	»	7 910
1900........	8 213	»	8 213
1901........	9 072	»	9 072
1902........	15 592	»	15 592
1903........	41 798	1 000	42 798
1904........	77 212	13 000	90 212
1905........	168 547	207 500	376 047
1906........	327 024	1 028 792	1 355 816
1907........	556 080	2 278 870	2 834 950
1908........	912 125	3 539 922	4 452 047
1909........	—	—	—

En dix ans, cette production a dépassé le chiffre annuel de 2 000 tonnes.

D'autres renseignements estiment à 600 000 acres (240 000 hectares) l'étendue des plantations d'arbres à caoutchouc à Ceylan, dans la Malaisie, à Java, Sumatra, Bornéo, dans l'Inde et en Birmanie. Quand les arbres seront en rapport leur rendement dépassera la totalité de la récolte actuelle africaine et ne sera pas loin d'égaler celle du Brésil. D'autre part, les disponibilités en main-d'œuvre de ces pays étant en fait illimitées et les prix des salaires étant très bas, on croit que les prix de revient de la gomme s'établiront à un niveau inférieur à celui du caoutchouc forestier. Sur certaines plantations asiatiques en rapport, les prix varient entre 1 fr. 50 et 3 francs le kilogramme, et on peut espérer une réduction. En Afrique, il paraît plus élevé et varie de 5 à 9 francs, mais il reste encore une belle marge de bénéfice sur les prix actuels et les prix au Brésil sont loin d'être aussi avantageux.

Il est encore trop tôt pour avoir une opinion définitive sur l'avenir des plantations asiatiques qui sortent à peine de la période des essais en grand. Il reste encore bien des points inconnus. Néanmoins, les résultats acquis doivent donner à réfléchir au Brésil; une prévoyance élémentaire

devrait l'inciter à perfectionner sa production, et à prendre, pendant qu'il en est encore temps, toute mesure pouvant lui permettre, de lutter contre cette concurrence éventuelle.

Le commerce brésilien s'est plaint vivement en 1908 de la crise qui a sévi sur le caoutchouc et été une conséquence de celle qui a atteint les Etats-Unis à la fin de l'année 1907. Le maximum de cette dépression a été atteint à la fin du mois de février où la livre de caoutchouc « fine » est tombée à 2 sh. 11 1/2 d. Avec la reprise des affaires aux Etats-Unis, les cours se sont relevés ; à la fin de 1908, ils avaient retrouvé les niveaux élevés antérieurs à la baisse, 5 sh. 1 1/2 d., à Londres et depuis les ont dépassés largement.

Cette crise, au lieu de suggérer des réflexions utiles, a donné lieu à des projets singuliers.

La loi du budget de l'Etat de Para pour l'exercice 1909, donne au gouvernement l'autorisation d'accorder aux syndicats « d'aviadores » qui se constitueront d'après les lois fédérales, *et seront reconnus par le gouvernement « estadoal »*, une diminution de la valeur du droit d'exportation auquel sera assujetti le caoutchouc (fine et entrefine) exporté directement par lesdits syndicats pour l'étranger d'après le tarif mobile suivant :

Jusqu'à 5 249 reis par kilogramme	....	22 %
De 5 250 à 5 500	— ...	21 %
De 5 501 à 5 800	— ...	20 %
De 5 801 à 6 100	— ...	19 %
De 6 100 et au-dessus	....	18 %

Les syndicats dont traite la loi fédérale sont les groupements de professionnels de l'agriculture et des industries rurales qui ont la faculté de se constituer pour l'étude, l'exploitation de leurs terres ainsi que pour la défense de leurs intérêts, sans autre condition pour avoir l'existence légale que de déposer leurs statuts et la liste de leurs membres entre les mains des autorités.

Dans le même ordre d'idées, la loi fédérale budgétaire du 30 décembre 1908 a également donné au gouvernement fédéral l'autorisation d'accorder aux syndicats de même nature qui se constitueraient pour l'exploitation du caout-

chouc du territoire de l'Acre (territoire fédéral) une détaxe des droits d'exportation pouvant aller jusqu'à 14 pour 100. Mais à la différence de la première, la seconde fait abstraction de l'arbitraire du gouvernement et ne soumet les syndicats qu'aux conditions légales, et par conséquent tous, nationaux ou étrangers, amis ou adversaires politiques peuvent en faire partie.

En réalité, la loi du Para est destinée à permettre aux syndicats autorisés arbitrairement et composés de Brésiliens, de monopoliser l'exportation du caoutchouc et d'évincer les maisons étrangères.

Dans un discours prononcé le 10 novembre 1908, par le gouverneur de l'Etat de Para, on relève en effet les passages suivants :

« Messieurs, cette région bénie possède un produit qui, par sa nature spéciale, occupe une place prééminente dans le marché mondial et qui devrait être pour la région qui le possède une source de richesse et de prospérité. Malheureusement ce produit, loin de nous apporter du bonheur, de la tranquille prospérité, ne nous a apporté que la misère. Misère singulière causée par ce produit qui vaut son poids d'or, et qui, cependant ne reste pas en fait dans les mains de ceux qui le produisent. Nous produisons de l'or et nous sommes pauvres. Nous vivons dans la dure contingence du moment actuel et dans le désespoir du futur... Qu'on ne nous parle pas d'inconstitutionnalité, vieux cliché contre tout ce qui est nouveau. Qu'on ne nous parle pas des lois de l'offre et de la demande, principe respectable de la science économique, mais faussé dans le commerce du caoutchouc !

« La loi de l'offre et de la demande est vraie lorsqu'entre l'acheteur et le vendeur il n'existe que les nécessités de l'alimentation du marché ! Mais dans le marché du caoutchouc, l'acheteur disparaît sous le joug de l'intermédiaire qui a créé cette aristocratie commerciale anormale qui nous anéantit et nous tue. »

Ces vues économiques et politiques singulières sont une manifestation de ce délire de la persécution déjà relevé précédemment et qui n'est qu'une hypertrophie du chauvinisme brésilien, joint à une méconnaissance volontaire ou inconsciente des lois économiques.

Afin de donner au syndicat privilégié les armes nécessaires, on prévoyait l'émission d'un emprunt de 3 millions de livres sterling (75 millions de francs) garanti par l'Union et dont le produit devait permettre d'acheter le caoutchouc et de l'entreposer en attendant qu'il soit vendu aux cours que *fixeraient les vendeurs brésiliens aux acheteurs étrangers*. C'était, comme on le voit, une nouvelle opération de « valorisation ». Jusqu'ici, la loi du Para et ces projets de valorisation attendent leur application. Souhaitons pour les Amazoniens et pour le Brésil en général que cette conception reste dans le domaine des manifestations politiques platoniques.

Une question vient naturellement à l'esprit : quels sont donc ces intermédiaires traités si injustement et quel est leur rôle ?

On trouvera une réponse détaillée dans le rapport de la commission de l'agriculture et de l'industrie de la Chambre des députés fédérale sur un projet de monopole du commerce du caoutchouc rédigé en 1906 par M. Calmon du Pin.

Entre le « seringueiro » et le marché étranger, il y a trois intermédiaires : le « patrâo », l' « aviador » et l' « exportador ». Le premier emploie le seringueiro et l'exploite surtout grâce à un système d'avances en argent ou en marchandises qui le transforme en débiteur et par l'usure lui enlève la majeure partie de ses gains.

Mais le patrâo est lui-même exploité par l'aviador ou son représentant qui, avec une embarcation, parcourt à certaines époques fixes les rives des fleuves où sont installés les dépôts de caoutchouc, recueille la gomme et avance des provisions, à des taux usuraires ; enfin, ce dernier est à la merci de l'exportador.

Comme on le voit dans cette cascade d'intermédiaires, chacun exploite celui qui est placé au-dessous de lui.

Ce sont donc les « aviadores » qui concentrent sur les places d'exportation, Para et Manaos, le caoutchouc épars en forêt. Dans ce but, ils fournissent aux propriétaires et exploitants des « seringaes », tout ce qui est nécessaire à leur vie matérielle, pour eux et leur personnel, vivres, vêtements, armes, spiritueux et beaucoup d'autres choses encore moins indispensables, mais qui flattent les passions des

ouvriers. En échange de ces « aviamentos », ravitaillements, ils reçoivent la gomme produite et la portent au crédit de leurs clients. Dans ce système d'avances, le prêteur se réserve naturellement la plus grosse partie du bénéfice.

Il est vrai qu'ils sont exposés à des aléas sérieux contre lesquels il leur est difficile de se défendre. L'un des plus dangereux est le « regatao », colporteur. Celui-ci, muni de marchandises et de livres sterling, remonte les rivières en pirogue; arrivé sur un centre d'exploitation, il fait miroiter son or et ses marchandises aux yeux des producteurs et si ceux-ci ne sont pas honnêtes, réussit à acheter à bon compte la récolte dont les « aviadores » ont fait les frais. Ainsi, par un coup d'audace et en s'exposant à certains risques sérieux, le « regataô » enlève à l' « aviador » la contre-partie de ses avances. Comme dans ces déserts il n'y a à compter sur aucune protection légale, l' « aviador » n'a d'autre ressource que de surveiller ses clients en entretenant sur les cours d'eau navigables des embarcations à vapeur qui dépistent le « regatao », le suivent pas à pas et par leur présence intimident le producteur de caoutchouc tenté de se laisser séduire.

Quant aux rapports entre les « aviadores » et les maisons d'exportation, ils sont des plus simples. Celles-ci exécutant les ordres de leurs correspondants étrangers, achètent à ceux-là, aux cours des places étrangères, le caoutchouc disponible, le pèsent, l'emballent et l'expédient. Parfois, afin de s'assurer les stocks nécessaires, ils recourent eux aussi au système des avances aux « aviadores ».

Les procédés de fabrication et de commerce qui viennent d'être décrits, ainsi que les considérations qui les accompagnent, concernent spécialement la production amazonienne. Mais elles s'appliquent également à celles des autres parties du Brésil qui renferment des arbres à gomme.

En résumé, pour le caoutchouc comme pour le café, le Brésil doit chercher sans tarder à modifier ses procédés industriels et commerciaux. Les conditions du marché mondial changent et les usages d'une époque où la concurrence était faible et l'outillage économique rudimentaire ne sont plus de mise aujourd'hui. Il faut y substituer des méthodes

scientifiques, améliorer la qualité, diminuer les prix de revient. Que le producteur s'organise pour s'affranchir de la servitude des intermédiaires, rien de plus légitime et de plus conforme au progrès. Mais à la condition que ce soit par des moyens légaux et sans vouloir remplacer un monopole par un autre. Au train dont vont les choses, le commerce du caoutchouc du Brésil est menacé dans un avenir prochain par la concurrence redoutable des provenances asiatiques et africaines ; c'est de ce côté qu'un danger très grave le menace s'il ne renonce pas définitivement à la routine.

Le Cacao

Le commerce du cacao est principalement concentré à Bahia, mais la production est plus ou moins répartie dans tous les Etats septentrionaux du Brésil. C'est dans la région dépendant de ce grand port que les plantations ont été très étendues dans ces dernières années, plus de 160 000 hectares. Le cacaoyer pousse dans les terres basses et jusqu'à une altitude de 400 mètres. Il entre en rapport à partir de trois ans et peut produire jusqu'à cinquante ans. Un arbre adulte coûte en moyenne 3 milreis et donne annuellement 1 à 2 kilogrammes de fèves. On en compte de 500 à 600 à l'hectare.

Il y a quatre qualités de fèves :

1° Superior, bien fermenté et sans défaut ;

2° Good fair, bien fermenté et contenant de 1 à 2 pour 100 de défauts ;

3° Fair fermented, contenant jusqu'à 10 pour 100 de défauts, moisissures ou mauvaise fermentation ;

4° Fair ordinaire, contenant fusqu'à 25 à 30 pour 100 de défauts.

On estime que le développement de la production a pris depuis quelque temps un développement tel qu'une surproduction est à craindre et qu'il pourra en résulter une crise analogue à celle dont souffre le café, crise qui atteindrait principalement les qualités inférieures et en arrêterait la vente. Celles-ci sont abondantes, car les fazendeiros emploient trop souvent des procédés de fermentation défectueux. Les

uns mettent le cacao en tas sur des nattes et se contentent de le remuer toutes les douze heures ; d'autres remplissent de fèves un tronc d'arbre creux et l'exposent au soleil en remuant le cacao de temps en temps. La fermentation est inégale et si la pluie tombe sur le grain en fermentation, elle en altère la qualité.

Ces procédés routiniers sont suivis par les propriétaires peu fortunés ; les fazendeiros plus aisés construisent des séchoirs plus perfectionnés qui donnent de meilleurs résultats.

Jusqu'ici, les cacaoyers de Bahia ont été rarement atteints par les maladies cryptogamiques.

La récolte commence en avril et finit en mars ; elle dure donc toute l'année. Elle bat son plein de juillet à janvier.

La production augmente dans la région de Bahia du fait des cultures, mais diminue dans la vallée de l'Amazone, qui pendant longtemps a alimenté exclusivement l'exportation, et où le cacaoyer pousse spontanément.

De janvier 1906 à novembre 1907, les prix ont été en hausse. Les 50 kilogrammes de cacao de Bahia ont été coté au Havre de 58 à 148 francs. Par suite des crises américaines et allemandes, les cours ont baissé depuis cette époque, malgré quelques velléités de raffermissement ; ils ont remonté en 1909.

Comme le cas est malheureusement trop fréquent, les planteurs de Bahia avaient consommé tous leurs gains durant les époques de hausse, aussi ont-ils souffert de la baisse. Pour obvier à la gêne qui s'ensuivit, on essaya diverses combinaisons tendant à l'accaparement des stocks et au contrôle des ventes ; Bahia voulut aussi faire la « valorisation » du cacao, mais échoua.

TABLEAU DE L'EXPORTATION DU CACAO DU BRÉSIL.

ANNÉES	FRANCE	ÉTATS-UNIS	ALLEMAGNE	ANGLETERRE	HOLLANDE	ARGENTINE	VALEUR de l'unité en reis papier.	TOTAUX	VALEUR TOTALE	
									contos de reis papier.	1 000 francs.
	1000 kg	1000 kg	1000 kg	1000 kg	1000 kg	1000 kg		1000 kg		
1901	—	—	—	—	—	—	1 175	15 682	18 436	21 000
1902	6 984	5 064	3 994	2 477	977	239	1 002	20 642	20 691	26 000
1903	8 293	5 262	3 122	2 177	888	254	977	20 899	20 415	25 000
1904	8 003	4 580	6 639	2 071	708	489	938	23 160	21 716	28 000
1905	7 330	4 816	5 339	1 249	843	481	747	21 090	15 759	26 000
1906	5 283	8 894	7 189	2 019	423	436	825	25 175	20 728	35 000
1907	7 097	7 280	6 011	2 112	888	599	1 313	24 497	32 044	51 000
1908	—	—	—	—	—	—	—	32 956	31 606	49 425
1909	—	—	—	—	—	—	—	33 818		39 975

Comme on le voit en huit ans, l'exportation a augmenté de 108 pour 100 en quantité et de plus de 100 pour 100 en valeur or.

En 1908, la production mondiale a été estimée à 180 000 tonnes de 1 000 kilogrammes et la consommation à 150 000. En France, on aurait constaté une diminution de 18 pour 100 en 1908 par rapport à 1907, et en Allemagne il y aurait eu une baisse de 22 pour 100. En 1909, on prévoyait une production mondiale de 165 000 tonnes qui excéderait de 15 000 tonnes les besoins de la consommation si ceux-ci n'augmentaient pas et élèverait à 50 000 tonnes le stock disponible.

Dans ce calcul, il n'a pas été tenu compte de la consommation brésilienne qui n'est pas très importante, les Brésiliens consommant peu de chocolat et les fabriques du pays n'étant ni nombreuses ni importantes. Cette consommation peut être estimée à 10 000 sacs, soit 600 000 kilogrammes.

Voici deux tableaux qui donnent la production et la consommation mondiales du cacao par origines et destinations de 1901 à 1904. Ils sont extraits d'une publication éditée par le Musée commercial de Rio de Janeiro en 1907.

PRODUCTION DU CACAO

Pays		[illegible]	[illegible]	[illegible]	1904
Equateur........	1 000 kilogr	22 8[illegible]	2[illegible] 965	23 248	28 [illegible]
Brésil..........	—	18 [illegible]	2[illegible]	2[illegible]	25 2[illegible]
Saint-Thomé.....	—	16 982	1[illegible] 967	21 [illegible]	[illegible]
Trinidad........	—	11 942	1[illegible]	1[illegible] 88[illegible]	18 [illegible]
Autres pays.....	—	[illegible]	41 [illegible]	[illegible]	[illegible]
Totaux..........		[illegible]	120 91[illegible]	125 8[illegible]	146 [illegible]

CONSOMMATION DU CACAO

		[illegible]	[illegible]
Etats-Unis......	1 000 kilogr	20 60[illegible]	33 1[illegible]
Allemagne.......	—	18 410	27 101
France..........	—	17 916	21 [illegible]
Grande-Bretagne	—	18 [illegible]	24 552
Hollande........	—	14 77[illegible]	21 124
Autres pays.....	—	18 [illegible]	24 889
Totaux..........		109 17[illegible]	147 802

Pour conclure, on peut dire que le commerce du cacao au Brésil est actuellement dans des conditions satisfaisantes. Toutefois, il y a des perspectives qui ne doivent pas être perdues de vue. La production continue à employer des procédés routiniers qui nuisent à la qualité du produit et en augmente le prix de revient. Tant que les cours se maintiendront aux niveaux actuels, ces inconvénients, pour graves qu'ils soient, seront compensés. Mais que la surproduction apparaisse, il n'en serait plus de même et l'on sentirait alors tout le poids des fautes commises. L'exemple du café est à méditer par les producteurs de cacao, car eux aussi emploient des procédés agricoles et commerciaux qui ne sont pas à la hauteur des progrès modernes : en cas de concurrence avec d'autres pays mieux outillés, ils se trouveraient dans une position désavantageuse.

Ils se plaignent également de la spéculation étrangère, de celle de l'Allemagne notamment, à qui ils attribuent la baisse. Ont-ils raison, c'est possible ; mais probablement que la mauvaise organisation du marché brésilien favorise ces manœuvres.

Isolé, sans ressources, attaché à sa routine, le producteur brésilien est la proie des usuriers; obligé de réaliser sa récolte dans de mauvaises conditions, il est la victime des intermédiaires, agents des correspondants étrangers qui imposent leurs conditions. Le seul remède à cette situation est d'en faire disparaître les causes, c'est-à-dire d'adopter des méthodes agricoles et commerciales rationnelles.

Le Tabac

Dans la période quinquennale de 1902 à 1906, l'exportation du tabac n'a pas été satisfaisante. Elle comprend les ventes de tabac en feuille, en corde, en feuille défibrée, en cigares, en cigarettes, en tabac râpé et en poudre.

	Tonnes.		Contos de reis papier.		Contos or.	Millions de francs.
	—		—		—	—
1901.	33 471	valant	34 062	soit	14 709	41
1902.	45 200	—	24 358	—	10 723	30
1903.	23 397	—	18 985	—	8 434	24
1904.	23 964	—	16 753	—	7 453	21
1905.	20 390	—	12 963	—	7 335	21
1906.	23 629	—	13 940	—	8 283	23
1907.	29 691	—	20 416	—	11 483	32
1908.	15 264	—		—		21
1909.	29 791	—		—		33

La diminution de l'exportation atteint principalement le tabac en feuille et défibré.

C'est l'Etat de Bahia qui exporte la presque totalité de la production brésilienne. Le principal acheteur est l'Allemagne, spécialement pour le tabac en feuille. La France en achète 1 200 à 1 500 tonnes seulement, mais de préférence les belles qualités.

Le *Bulletin* de la Société de Géographie commerciale de Bordeaux a publié, dans son numéro du 15 janvier 1907 sous la signature de M. Olivier Narps, une étude sur le commerce du tabac dans l'Etat de Bahia à laquelle sont empruntés une partie des renseignements qui vont suivre.

La qualité du tabac de Bahia le place immédiatement

après celui de la Havane. Les marques les plus réputées sont celles du district de Nazareth. On estime à 60 millions le nombre des cigares fabriqués annuellement pour la consommation locale et l'exportation.

Presque toute l'exportation est à destination de Brême et de Hambourg qui sont devenues les marchés du tabac brésilien, aidées en cela par des facilités de transport maritime et par les entrepôts libres qui existent dans ces deux villes. C'est donc en Allemagne que les principaux États européens soumis au monopole vont s'approvisionner en tabac brésilien. Grâce à une organisation spéciale, les maisons allemandes ont pu jusqu'à ce jour conserver cette situation et quand leurs clients habituels ont tenté de s'affranchir de cet intermédiaire, elles ont accaparé les récoltes à Bahia et imposé des prix si élevés qu'il a fallu revenir à l'ancien mode de procéder.

Les habitudes du commerce local se prêtent, il est vrai, à cet accaparement. Les cultivateurs sont une proie facile pour la spéculation exercée par les usuriers qui leur font des avances et par les acheteurs. Ceux-ci vont les surprendre à domicile et leur acheter leur récolte à vil prix. Ils l'entreposent dans leurs magasins et la cèdent aux maisons exportatrices allemandes qui opèrent le triage, la classification et l'emballage avant l'expédition à l'extérieur. Il est donc indispensable d'avoir sur place des ouvriers exercés et de posséder de gros capitaux pour faire aux planteurs les avances au moyen desquelles on s'assure leur production. Les exportateurs allemands sont la plupart les correspondants des grands négociants de Hambourg et de Brême.

Dans l'état actuel de cette organisation commerciale, on peut donc dire que les Allemands sont maîtres du tabac brésilien. Le Brésil les considère comme leur principal et même unique consommateur, alors qu'en réalité les pays européens soumis au monopole du tabac, sont ses clients importants.

C'est ainsi que pour la France seulement, ses achats ont été les suivants :

1898-99	A Bahia...............	1 600 tonnes.
1890-01	En Allemagne..........	1 200 —
1901-02.	—	1 200 —
1902-03.	—	1 200 —

Voici maintenant le tableau des récoltes de Bahia, leurs prix moyens et l'importance des stocks à Hambourg :

	Balles de 70 kilos.	Les 100 kilos franco.		
	—	—		
1898-99.	160 000 qual. infér.	270 fr.	droits payés	150 000 balles.
1899-00.	301 000 qual. régul.	150 »	—	180 000 —
1900-01.	437 000 —	120 »	—	230 000 —
1901-02.	603 000 qual. bonne	85 »	—	280 000 —
1902-03.	310 000 —	90 »	—	220 000 —
1903-04.	300 000 qual. régul.			
1904-05.	230 000 qual. bonne			
1905-06.	280 000 —			
1906-07.	372 000 —			
1907-08.	200 000 qual. infér.			

Depuis quelques années, un changement commence à se produire dans cette organisation commerciale. Des maisons brésiliennes font concurrence aux maisons allemandes et exportent elles aussi. C'est ainsi qu'en 1902-03, la moitié de la récolte a été enlevée par ces nouveaux exportateurs. Le commerce brésilien prétend en effet que les Allemands n'ont ouvert aucun marché nouveau aux provenances brésiliennes et se contentent de ceux de Brême et de Hambourg. Ils leur reprochent d'avoir éloigné la régie française, d'avoir exploité les producteurs tant qu'ils ont pu et d'avoir discrédité leurs produits par des mélanges.

La production du tabac a une grande importance pour l'Etat de Bahia, car c'est une petite culture dont le produit enrichit la population agricole et reste dans le pays. Les efforts tentés par le gouvernement pour améliorer la qualité des feuilles ont échoué, les petits cultivateurs ne pouvant faire les frais nécessaires pour perfectionner leurs procédés de séchage et s'en tenant à leurs habitudes primitives. Là encore la routine, difficile à déraciner, prive le pays d'une partie notable des bénéfices qu'il pourrait recueillir et le place dans une exposition mauvaise pour lutter contre la concurrence de l'Amérique du Nord qui inonde les marchés européens de tabac chaque jour mieux préparé.

Le Coton

La culture du cotonnier prospère sur une grande partie du territoire brésilien. La plante est d'ailleurs indigène, car à l'époque de la découverte du pays, les naturels tissaient les fibres d'une espèce de cotonnier sauvage dont ils faisaient des hamacs.

La production du coton fut autrefois une des principales richesses du Brésil. Elle atteignit son maximum au moment de la guerre de Sécession. L'exportation des provinces de Pernambuco, Maranhao, Para et Rio de Janeiro était, en 1800, d'environ 11 000 tonnes, de 1860 à 1865 de 22 000 tonnes, puis jusqu'à 1870 de 45 000 en moyenne et enfin de 78 000 tonnes en 1894 ; à ce moment, sa valeur était de 46 000 contos de reis.

Jusqu'en 1875, le Brésil occupait le troisième rang parmi les pays exportateurs ; en 1901 et 1902, il était au sixième rang au point de vue de la production.

Le service de la statistique des Etats-Unis du Nord estime la production moyenne du Brésil de 1900 à 1904 à 46 000 tonnes environ et à 22 650 tonnes la consommation. Mais à Rio de Janeiro, on est d'avis que cette dernière évaluation est trop faible, car on compte que les fabriques de filés et de tissus nationales consomment à elles seules annuellement plus de 33 000 tonnes.

L'exportation a été la suivante :

	EXPORTATIONS						
	TONNES					VALEUR	
	Totaux	Angleterre	Portugal	Allemagne	France	en contos de reis papier	en francs
1902...	[illegible]1 1[illegible]7	24 1[illegible]3	6 941	[illegible]5	244	24 [illegible]6	[illegible] 100 000
1903....	28 2[illegible]	18 2[illegible]	[illegible]541	1 695	[illegible]	26 [illegible]6	[illegible] 100 000
1904....	13 262	8 987	3 654	471	681	6 [illegible]	20 675 000
1905...	24 081	17 8[illegible]	3 283	2[illegible]5	1 042	17 111	28 950 000
1906....	31 668	23 264	[illegible]947	245	2 12[illegible]	25 013	41 425 000
1907....	28 036	20 981	4 072	522	1 29[illegible]	27 [illegible]	43 000 000
1908....	3 565	—	—	—	—	3 [illegible]	5 134 000
1909....	9 968	—	—	—	—	—	14 795 000

L'exportation des graines de coton, dont on tire l'huile, donne lieu également à un mouvement important :

1902...	30 386	tonnes val.	1 867	contos de r.-pap. :	2 325 000	francs.
1903...	35 545	—	2 346	—	2 925 000	—
1904...	26 000	—	1 748	—	2 225 000	—
1905...	37 493	—	1 670	—	2 700 000	—
1906...	30 903	—	1 835	—	3 400 000	—
1907...	30 359	—	2 188	—	3 000 000	—
1908...	27 009	—	1 934	—	3 000 000	—
1909...	—					

Le cotonnier pousse dans presque tout le Brésil, mais principalement dans les Etats du nord, Maranhao, Rio Grande do Norte, Parahyba, Bahia et Pernambuco qui est le principal marché cotonnier du Brésil. Les Brésiliens prétendent que les cotons de Maranhao et de Pernambuco sont les meilleurs du monde, non seulement comme longueur de la fibre, mais aussi comme qualité. Dans l'Etat de Saint-Paul, la culture quoique introduite récemment a pris un développement considérable et, d'après des hommes compétents, est susceptible de trouver un grand avenir. D'autres Etats comme ceux d'Amazone, Para, Espirito-Santo, Rio de Janeiro et Rio Grande do Sul offrent également des conditions avantageuses.

Les cotons de Pernambuco sont de deux sortes : la première vient des pays éloignés de la côte, le « Sertaô » (forêt vierge) ; c'est une des meilleures, sinon la meilleure de la production brésilienne, la fibre en est longue et forte. La deuxième vient dans les terrains de la côte « Matta » ; la fibre en est moins longue et moins résistante. De ce fait, elle vaut quelquefois 100 à 200 reis de moins par 15 kilogrammes. Chaque sorte comprend quatre qualités résultant du degré de perfection de la préparation. En général, il y a entre les prix de la deuxième et de la première une différence de 600 reis, entre la troisième et la première 1 000 reis et entre la quatrième et la première 2 000 reis. Les balles sont faites dans l'intérieur au poids de 75 kilogrammes pour la première sorte et de 90 kilogrammes pour la seconde. La tare varie de 2 à 6 pour 100 suivant la nature et l'emballage.

Le coton est transporté à dos d'animaux de la plantation à la station la plus voisine de chemin de fer. Les frais de transport par voie ferrée sont normaux et favoriseraient la culture si celle-ci ne se heurtait pas à la routine des agriculteurs habitués à planter la canne à sucre et ne pouvant se décider à la remplacer par la culture du cotonnier, bien que celle-ci soit beaucoup plus rémunératrice.

Le Sucre

L'exportation du sucre depuis 1901 a été la suivante :

	Tonnes	Contos de reis papier	Francs	Prix moyen du kilogr. en reis
	—	—	—	—
1901.	187 166			
1902.	136 727	19 003	23 000 000	139
1903.	21 889	4 032	5 000 000	184
1904.	7 861	1 769	2 000 000	225
1905.	37 246	6 575	10 000 000	199
1906.	84 948	9 162	15 000 000	108
1907.	12 849	2 149	3 000 000	167
1908.	31 577	4 884	7 500 000	
1909.	29 208		17 242 000	

L'exportation a beaucoup diminué depuis 1902.

La culture de la canne à sucre trouve au Brésil les meilleures conditions. Introduite au début de la colonisation dès 1531, elle représenta longtemps une des principales productions du pays. Aujourd'hui elle a perdu une grande partie de son importance et la production se tourne principalement vers le marché intérieur de plus en plus considérable avec l'accroissement de la population.

On estime à 4 000 le nombre des usines, grandes et petites, fonctionnant actuellement.

Il n'existe aucune statistique de la production et de la consommation et l'on doit se contenter de calculs approximatifs.

La consommation est évaluée à 3 millions de sacs de

60 kilogrammes, soit 180 000 tonnes par an. En y ajoutant les chiffres de l'exportation, on a approximativement la production :

	Production.		Production.
1901	367 166 tonnes.	1906	264 948 tonnes.
1902	316 757 —	1907	192 859 —
1903	201 889 —	1908	211 577 —
1904	187 861 —	1909	250 208 —
1905	217 746 —		

Les importations ont été les suivantes :

	Importations.		Importations.
1901	40 tonnes.	1906	42 tonnes.
1902	54 —	1907	95 —
1903	55 —	1908	199 —
1904	74 —	1909	— —
1905	49 —		

Mais, encore une fois, ces indications sont tout à fait approximatives. La *Brazilian Review*, de Rio de Janeiro, a évalué à 215 000 tonnes la production du sucre brésilien pour la campagne 1906-1907 et à 185 000 tonnes celle de la campagne 1907-1908.

Examinons rapidement la production et la consommation dans chacun des principaux Etats sucriers.

L'Etat de Pernambuco a été un des premiers où cette culture ait été introduite, puisque la première usine y fut fondée vers 1534. Depuis 1888, le travail de la canne à sucre et son traitement à l'usine ont fait de notables progrès, mais il en reste encore beaucoup à accomplir, notamment au point de vue du rendement par hectare et de l'augmentation du degré en saccharine.

Il existe 1 625 plantations dont 80 alimentent des usines et le reste des moulins à sucre; dans la généralité de cas, la culture laisse à désirer, car on vise plus à la quantité qu'à la qualité. Les progrès accomplis sous l'impulsion de la « Société auxiliaire de l'agriculture », de l' « Union des syndicats agricoles », par les propriétaires et gérants d'usines

ont été réalisés principalement dans le traitement industriel. Dans les 45 usines centrales que possède l'Etat de Pernambuco et qui sont en activité, le rendement du sucre est de 7.5 à 8 pour 100, tandis que dans les vieux moulins il n'est que de 4 à 5 pour 100. Toutes ces usines produisent de l'alcool.

O Brazil (1) estime que durant la période 1897-1898 la moyenne des recettes de l'intérieur à Pernambuco a été de 131 514 tonnes et celle des sorties 116 000 tonnes; il estime à 10 pour 100 de la production la consommation locale.

Au Ceara, la culture se pratique sur une plus faible échelle. Dans l'Etat de Parahyba, elle paraît vouloir se développer. La production locale de 1900 à 1902 a été calculée à 7 619 tonnes par année.

De 1900 à 1901, la moyenne de la production de l'Etat de Rio Grande do Norte a été calculée à 8 720 tonnes.

Alagoas est un des Etats les mieux appropriés à la culture de la canne à sucre. Il possède deux grandes usines perfectionnées appartenant à des sociétés anglaises. Sa consommation locale est estimée à 3 000 tonnes au moins et sa production de 1900 à 1901 à 5 280 tonnes.

Sergipe offre les mêmes conditions favorables. Sa consommation est de 2 400 tonnes environ et sa production, dans les trois années examinées ci-dessus, de 92 576 tonnes.

Espirito-Santo eut longtemps une culture sucrière prospère, mais aujourd'hui ne suffit plus à sa consommation.

Minas Geraës a une consommation importante en sucre, alcool et mélasse, mais aucune statistique ne permet de l'évaluer approximativement. Sa production doit être également assez sérieuse, car d'après des informations particulières, il existe un grand nombre de moulins et de petites usines.

A Bahia, la culture de la canne est une des principales industries de l'Etat. On y évalue à 800 le nombre des moulins. La production est calculée à 96 000 tonnes entre 1900 et 1902 et la consommation locale à 22 000 tonnes.

On calcule que la production de l'Etat de Rio de Janeiro

(1) O Brazil. Rio de Janeiro 1909, ouvrage cité.

est de 22 680 tonnes (1901-1902) et la consommation locale 15 000 tonnes.

Sainte-Catherine possède une usine créée en 1896 qui produit 225 tonnes par an.

Rio Grande do Sul, qui produisait autrefois du sucre, a cessé depuis quelques années et importe sa consommation principalement de Pernambuco. Mais cet Etat fabrique une assez grande quantité d'alcool ; la moyenne de l'exportation de ce produit a été, depuis 1901 à 1905, de 123 000 litres par an.

Dans l'Etat de Saint-Paul comme dans celui de Rio de Janeiro, bien que l'activité des planteurs se soit portée de préférence sur la culture du café, celle de la canne et la fabrication de ses produits ont augmenté. La production ne suffirait pas cependant à la consommation. Celles de 1900 à 1902 auraient été de plus de 8 000 tonnes annuellement et les importations de 46 905, soit pour la consommation environ 55 000 tonnes. On compte une dizaine de grandes usines installées d'après les derniers perfectionnements. Entre les années 1904 et 1905, on a évalué à 20 000 hectares la superficie des terres consacrées à la culture de la canne, à 22 882 tonnes, la production du sucre, et à 1 220 000 hectolitres celle de l'alcool.

Pour combattre l'importation des sucres étrangers le Brésil a résolu de réserver son marché intérieur à l'industrie nationale et a élevé des droits protecteurs. Il se défend cependant de vouloir, à l'aide de cette protection, favoriser son exportation par un système de primes déguisées. C'est ce que s'efforce de prouver un rapport établi en 1905 par le chef de la statistique fédérale. La nature du pays et les habitudes de la population rurale sont également des obstacles sérieux, car les travaux se faisant à la main sont d'un coût élevé. L'élévation des frais de transport vient encore aggraver cette situation. Enfin pendant longtemps les oscillations continuelles du change ont causé de grandes pertes.

Au commencement de 1906, les droits d'importation sur les sucres étrangers qui étaient de 1 000 reis par kilogramme pour les provenances de pays qui ne donnent pas de primes directes ou indirectes à l'exportation de ce produit ont été

ramenés à 200 reis. En 1908, ces droits ont été relevés à 400 reis. Cette mesure fut prise à la suite des représentations des associations commerciales, des syndicats et des associations agricoles des États brésiliens producteurs de sucre; elle constitue en leur faveur la protection la plus forte qu'ils demandaient.

Le service de la statistique au Brésil classe les sucres exportés en quatre catégories :

	Sucre [illegible]	Sucre cristallisé	Sucre [illegible]	Sucre Mascavo
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
1902	[illegible]	3	3 2[illegible]6	1[illegible]2 933
1903	1[illegible]0	6	—	21 333
1904	[illegible]58	2	98	7 403
1905	844	1 168	1 601	34 133
1906	850	—	9 246	74 7[illegible]2
1907	8[illegible]3	43	[illegible]458	8 [illegible]15
1908	828	35	17 423	13 292
1909				

C'est la qualité Mascava qui est exportée en plus grande quantité.

Pernambuco, la principale place d'exportation, est considéré comme l'entrepôt du sucre brésilien.

L'Angleterre et les États-Unis sont les principaux consommateurs :

	Tonnes		Tonnes	
1902 ..	42 059	pour l'Angleterre.	164 0[illegible]1	pour les États-Unis
1903 ..	5 382	—	16 292	—
1904 ..	3 301	—	4 119	—
1905 ..	15 617	—	21 254	—
1906...	48 456	—	30 479	—
1907...	5 842	—	2 271	—
1908...		—		—
1909 ..		—		—

L'ensemble de l'exportation pour ces deux destinations représente la presque totalité de l'exportation brésilienne; le Portugal vient ensuite, puis les pays de l'Amérique latine.

Si le Brésil veut augmenter sa production et son expor-

tation il doit, améliorer ses procédés de culture et de fabrication encore trop rudimentaires sur une grande partie de son territoire. Il doit aussi chercher à abaisser les prix de transport par terre et par mer, notamment pour ces derniers ceux qui concernent le cabotage.

Au lieu de ces moyens rationnels, l'industrie et le commerce du sucre au Brésil ont tenté, eux aussi, de « valoriser » ce produit. Il y a environ trois ans, au moment de la grande baisse du sucre, alors que le sucre cristallisé blanc était tombé à 200 reis le kilogramme et le sucre « mascava » (cassonnade) à 100 reis, une association se fonda à Pernambuco sous la dénomination de « Colligaçaô Assucareira » entre les usiniers et les entrepositaires pour relever les cours intérieurs au moyen de droits protecteurs. La production du sucre blanc devait être limitée et le bénéfice réalisé sur sa vente permettre d'exporter à bas prix les sucres inférieurs pour les raffineries étrangères.

Cette association étendit son action sur tous les centres de la production brésilienne. A sa demande, le gouvernement fédéral releva de 200 reis par kilogramme les droits d'importation; les prix de vente au consommateur brésilien montèrent à 500 reis pour le sucre blanc et à 350 pour la cassonnade. Encouragé par ces résultats, le syndicat fit de nouveaux efforts pour obtenir l'adhésion de tous les Etats producteurs de sucre et les prix du sucre blanc s'élevèrent de 500 à 580 reis. A Saint-Paul, les cours atteignirent même 800 reis. Des récoltes moyennes favorisèrent ces spéculations ; mais une meilleure récolte en 1908-1909 les menaça, et aujourd'hui l'existence du « cartel » est bien précaire, une partie de ses membres, les usiniers, n'étant plus d'accord avec l'autre, les entrepositaires.

IMPORTATIONS

En examinant le tableau des importations depuis 1886 (*Annexe* 6) on constate une progression continue jusqu'en 1895, puis une diminution dont le point le plus bas

est atteint en 1901. Le mouvement ascensionnel reprend ensuite et s'arrête en 1907, l'année 1908 marquant un retour en arrière assez sensible. Ces oscillations sont plus sensibles sur les valeurs des importations exprimées en or, que sur celles en papier à cause des variations du change. Elles s'expliquent par les crises financières et économiques de ces différentes époques. Les dernières années de l'Empire furent prospères et celles qui marquèrent les débuts de la République furent en proie à une spéculation effrénée qui créa une prospérité factice dont profitèrent les achats du pays. En 1895, la débâcle commence et dure jusqu'en 1901. A ce moment, les mesures de préservations prises par le gouvernement font sentir leur influence, la prospérité reparaît et croît rapidement : en 1907, le chiffre le plus élevé est atteint. Mais l'année suivante le pays ressent les conséquences de la surproduction du café et de la mévente du caoutchouc, les deux produits qui fournissent les deux tiers de son exportation, et les importations diminuent sensiblement. Les années 1899, 1900, 1901 et 1902 ont donc été des années mauvaises pour le commerce d'importation du Brésil, toutes les importations et tous les importateurs en ont souffert.

La valeur des importations du Brésil calculée en livres sterling d'après le *Brazilian Year book*, est passée de 23 279 000 livres sterling en 1902 à 33 201 000 en 1906, 40 528 000 en 1907, 35 491 000 en 1908, et 37 111 748 en 1909.

Si l'on considère la période 1902 à 1907, nous voyons que ces augmentations ont porté principalement sur la classe II, matières brutes ou préparées pour l'industrie, qui a progressé de 3 600 000 livres sterling sur la classe III, objets manufacturés, qui augmente de 11 200 000 livres sterling et sur la classe IV, approvisionnements et nourriture, augmentation de 2 millions 500 000 livres sterling. Par contre, la classe I, animaux vivants, a diminué de près de 100 000 livres sterling. Enfin les espèces en numéraire ont augmenté de 1901 à 1905 de 3 500 000 livres sterling.

Les principaux articles qui constituent l'importation brésilienne et sur lesquels ont porté l'augmentation sont les suivants (valeur en 1 000 £) :

	Importations 1902	1907
Coton manufacturé	3 581	4 057
Métaux manufacturés	3 424	4 984
Pierres, terres et minéraux du même genre bruts ou préparés pour l'industrie	2 497	3 064
Machines et ustensiles divers	2 267	3 515
Farine de blé	1 778	2 012
Vins divers	1 647	1 896
Blé	1 566	1 694
Viande sèche	1 104	1 101
Morue	821	888
Produits chimiques et pharmaceutiques	748	895
Papier		869
Pétrole	673	724
Laine manufacturée	615	735
Jute et chanvre pour l'industrie	587	859
Faïences, verres et porcelaines	564	694
Métaux bruts et préparés pour l'industrie	562	652
Peaux et cuirs	485	530
Coton brut et préparé pour l'industrie	462	563
Riz	460	166
Bois	415	527

Le coton manufacturé représente plus de 100 millions de francs. De 1902 à 1907, son exportation augmente, mais plutôt en valeur qu'en quantité. Celle-ci diminue pour certaines catégories. La création de nombreuses manufactures de tissus de coton, dont nous nous occuperons plus loin, explique ce fait. L'élévation des tarifs de douane permettait d'en attendre un plus sensible encore. S'il en est autrement, c'est sans doute que malgré tous ses avantages, l'industrie nationale ne réussit pas à écarter la concurrence étrangère et à faire face à tous les besoins du marché intérieur, besoins qui s'accroissent avec l'augmentation de la population. L'importation des tissus blancs a diminué de 1902 à 1907, 2 434 tonnes à 1 932; il en a été de même pour les tissus imprimés, 4 157 tonnes à 2 572 et les tissus en couleur, 3 713 à 3 349. Ce sont seulement les articles de qualité commune dont la vente paraît pouvoir être pour le moment accaparée par les fabricants brésiliens.

Les métaux manufacturés, aluminium, zinc, étain, plomb, cuivre, acier, fer, etc., représentent un ensemble de 125 mil-

lions de francs, alors qu'en 1902 ces achats ne dépassaient pas 41 millions de francs. En étudiant la composition de ces importations, on voit que les principales augmentations ont porté sur :

Fils de cuivre de toutes sortes	911 tonnes	au lieu de	621
Objets manufacturés en cuivre	2 004	—	1 705
Quincaillerie	40 276	—	11 972
Fils de fer de toutes sortes	28 442	—	14 683
Feuilles ondulées galvanisées	9 287	—	3 209
Essieux, roues et articles pour wagons de chemins de fer	7 713	—	3 476
Fer blanc manufacturé	11 600	—	7 221
Rails et accessoires	107 001	—	38 507
Tubes, tuyaux et colonnes	64 223	—	12 277

Cette progression date de 1904, et depuis elle a crû de plus en plus rapidement. Elle résulte de l'impulsion donnée dans ces dernières années aux grands travaux publics et les engagements contractés par le gouvernement donnent à penser qu'elle ne s'arrêtera pas de si tôt.

La même cause a agi sur les importations de pierres, terres et minéraux du même genre, bruts ou préparés pour l'industrie, qui a également progressé rapidement dans la période que nous examinons : 40 500 000 francs et 76 600 000 francs.

Argile et terre à modeler	1 212 tonnes	au lieu de	1 119
Amiante	14	—	6
Charbon	1 301 452	—	943 564
Briquettes	119 261	—	11 762
Ciment	179 422	—	58 764
Coke	8 391	—	5 858
Chaux et plâtre	2 044	—	1 653
Marbre, albâtre et phosphore	4 018	—	1 666

Ces chiffres traduisent l'activité du pays, ainsi d'ailleurs que ceux qui se rapportent aux achats de machines et ustensiles divers, passés de 27 millions de francs à près de 88 millions. Ici, le rôle principal appartient aux :

	Francs		Francs
Machines et accessoires pour l'éclairage électrique	17 000 000	au lieu de	2 768 000

	Francs.		Francs.
Locomotives	8 000 000	au lieu de	2 000 000
Moteurs	3 700 000	—	725 000
Machines à coudre	8 000 000	—	2 000 000
Machines industrielles	12 000 000	—	5 000 000
Machines diverses	12 000 000	—	11 000 000

Les importations réunies de blé et de farine de blé représentent, comme valeur, dans la période en question, 54625000 fr. et 92 650 000 francs. Elles se décomposent ainsi :

1902..	Blé	150000 t.	24925000 fr.	Farine	106000 t.	29700000 fr.
1907..	—	247000 t.	42350000 fr.	—	170000 t.	50300000 fr.

Ces chiffres sont encore une manifestation de l'activité du pays et de l'accroissement de ses besoins par l'augmentation de la population, car il est à noter que l'industrie locale, dans le même temps, a fourni encore un appoint à la consommation.

On est en droit également de tirer les mêmes conséquences de l'examen des importations de vins, qui passent de 35 millions de francs à 47 millions, les vins ordinaires l'emportant naturellement.

Celles de xarque ou viande sèche a diminué, en 1902, 48500 tonnes valant 31 millions de francs et, en 1907, 34672 tonnes, 27 millions.

De même celles de morue, 28 000 tonnes en 1902, valant 17 millions de francs et 26 000 tonnes en 1907, valant 28 millions. Mais cette régression ainsi que la précédente doivent être aussi attribuées à l'influence de la production nationale, qui réussit à se substituer au produit étranger.

Les achats de produits chimiques et pharmaceutiques ont suivi une marche ascendante. A noter que ceux des eaux minérales restent stationnaires, malgré la concurrence des eaux minérales locales.

On a introduit, en 1902, pour plus de 12 millions de francs de pétrole et, en 1907, pour 18 millions.

Les importations de laine manufacturée sont montées de 12 millions de francs à 18 millions, composées en majeure partie d'alpacas, mousselines, et autres tissus de laine.

Ici encore les effets de la fabrication nationale se font sentir dans les tissus de qualités ordinaires.

Le jute et le chanvre préparés pour l'industrie, représentent au cours des années en question des achats de 10 625 000 francs et 31 475 000 francs, dont la majeure partie se composant de fils de ces textiles, destinés à la fabrication des sacs pour les café, sucre, cacao, etc. Ces importations suivent naturellement la progression de cette production.

La faïence, la verrerie, la porcelaine et le cristal ont plus que doublé leurs importations : 31 millions de francs en 1907. Les bouteilles, les verres, les isolateurs et le verre à vitre sont les articles dont la progression a été la plus forte, mais la faïence et la porcelaine, ainsi que les divers objets en verre et en cristal représentent toujours les plus gros chiffres d'achat.

L'industrie nationale a acheté, en 1907, pour 16 millions de francs de métaux bruts ou préparés pour l'industrie ; c'est plus que le double de ce qu'elle avait consommé en 1902. De même, pour les peaux et cuirs, ses achats sont passés de 7 à 13 millions de francs.

Dans les importations de coton brut ou préparé pour l'industrie, on relève les mouvements suivants : l'ensemble a augmenté, de 1902 à 1907, 11 millions de francs et 14 millions. Mais les achats de filés ont diminué sensiblement, 2 000 tonnes et 934 tonnes, ainsi que ceux de cordonnet et de tresse, 573 tonnes et 59 tonnes ; par contre, les fils à coudre sont montés de 900 tonnes à 1 316.

Le Brésil a acheté à l'étranger, en 1902, 101 000 tonnes de riz, représentant près de 23 millions de francs et, en 1907, 11 581 tonnes seulement, valant 4 150 000 francs. L'agriculture nationale est près de suffire aux besoins de la consommation intérieure.

Dans le même temps, il a été tiré du dehors pour 6 millions de francs de bois, en 1902, et 13 millions en 1907, principalement du sapin.

Il serait fastidieux de continuer cette énumération, après avoir examiné les principaux articles de l'importation brésilienne. Nous pouvons en dégager les conclusions.

En premier lieu, il est évident que la cause principale de

l'accroissement des importations est l'augmentation de l'activité générale du pays. Ces importations sont donc en grande partie productives et fournissent au travail national les éléments nécessaires. C'est ce qui ressort également de la diminution de la proportion des articles de luxe et de jouissance dans la composition des achats à l'étranger. Toutefois, à ce propos, il y a des réserves à faire, comme on le verra plus loin, aux chapitres des finances et des relations du Brésil avec certaines puissances étrangères, car certains achats, et non des moindres, échappent à la statistique.

Un autre fait ressort de cette étude, c'est que le Brésil est tributaire de l'étranger pour un grand nombre d'articles que son sol et son agriculture pourraient aisément produire.

Par exemple, il paye à l'étranger pour sa nourriture une somme énorme, en 1907, 275 millions de francs, et il n'est pas douteux qu'il pourrait réduire ces achats qui l'appauvrissent en or. Le pays est susceptible de produire le blé, le riz, la pomme de terre, le lard, le beurre, la viande sèche (xarque) nécessaires à sa consommation. On reviendra sur ce sujet en étudiant l'industrie locale. Il suffit, pour l'instant, de noter que plus de 100 millions de francs pourraient être ainsi conservés annuellement dans le pays, et par conséquent augmenter la richesse publique.

Cette situation a plusieurs causes, la routine et le protectionnisme. Si le blé n'a pas été cultivé, bien qu'il pousse dans diverses régions très vastes c'est qu'à l'époque coloniale, la métropole interdisait cette culture afin de se réserver des débouchés et que plus tard, elle fut délaissée pour d'autres, comme celle du café ou pour des industries extractives plus rémunératrices, comme la cueillette du maté. L'importation étrangère en possession de la place put conserver ses avantages, grâce à des tarifs de transports intérieurs très élevés et à des droits de douane destinés à protéger surtout l'industrie manufacturière. Aujourd'hui le Brésil constate qu'après s'être imposé des charges énormes pour créer ses manufactures et avoir élevé le coût de l'existence de ses travailleurs, il se dépouille chaque année d'une grande partie de l'or nécessaire au maintien du change en l'employant à des achats à l'étranger qu'une politique plus prévoyante lui eût épargnés.

Pour être juste on doit reconnaître que la situation s'améliore. Voici en effet depuis huit ans la proportion de la valeur des articles d'alimentation comparée à celle des importations totales.

1902	37 %.	1906	31 %.
1903	35 %.	1907	27 %.
1904	34 %.	1908	28 %.
1905	30 %.		

Mais le progrès est lent et insuffisant encore puisqu'en 1908 cette part a représenté 246 077 000 francs.

Le même raisonnement est applicable à certaines matières premières nécessaires à son industrie et qu'il tire du dehors, au lieu de les demander à une exploitation rationnelle des richesses naturelles de son sol.

INDUSTRIE

Le Brésil s'est imposé de lourdes charges pour créer une industrie nationale. A-t-il eu tort ou raison? C'est une question sur laquelle on discute âprement et cela seul autorise les doutes. Mais nous n'avons pas à prendre parti dans la discussion; nous nous bornerons à faire quelques remarques sur les effets constatés de cette politique économique.

Il y en a un de frappant : la cherté de la vie. Au Brésil l'existence est devenue d'autant plus chère que les facilités et le confortable de la vie ne s'y sont pas améliorés en proportion. Les plaintes à ce sujet sont nombreuses; une pétition adressée en 1908 au Congrès fédéral par le commerce de l'Amazone montre à quel point elles sont fondées. L'Etat de l'Amazone, n'ayant pas d'industrie manufacturière, paye, du fait du protectionnisme, aux autres Etats manufacturiers de l'Union, un véritable tribut afin de leur réserver son marché. Au temps où florissaient les idées du « Pacte colonial », les métropoles n'agissaient pas autrement

vis-à-vis de leurs colonies. On sait ce que cela leur a coûté.

D'après cette pétition les substances alimentaires de première nécessité pour les travailleurs payent des droits d'importation qui ont augmenté de 562 pour 100 pour le riz, de 383 pour 100 pour les pommes de terre, de 122 pour 100 pour les oignons, de 161 pour 100 pour les haricots, de 117 pour 100 pour le beurre, de 66 pour 100 pour le saindoux, de 50 pour 100 pour les viandes de conserve, etc. Les étoffes les plus communes, le drap grossier n'ont pas échappé à l'élévation des droits, qui ont monté de 47 pour 100 pour les percales, de 30 pour 100 pour les gros draps bleus, de 59 pour 100 pour les draps rayés, etc.

La presse de la capitale et des différents Etats a protesté à maintes reprises contre ces conditions économiques, remarquant qu'elles étaient un obstacle au développement de l'activité du pays; la cherté des articles de première nécessité éloignant les immigrants.

L'immigrant étant aussi indispensable à la mise en valeur du sol que les capitaux, tout ce qui l'éloigne est nuisible; aussi, dans la mesure où il exagère le coût de l'existence, le protectionnisme est-il accusé de nuire gravement au Brésil. Il faut dire, dans la mesure, car le protectionnisme n'est pas le seul coupable; l'élévation ininterrompue des dépenses publiques, le développement de l'outillage économique plus rapide que celui des forces productives sont également responsables de ce phénomène.

Un autre bienfait attendu de la création de l'industrie nationale est une diminution du tribut en or payé à l'étranger sous forme d'achats et par conséquent une augmentation des réserves métalliques propres à consolider le crédit.

Sans doute le Brésil pourvoit pour des quantités importantes à ses besoins en tissus ordinaires, en articles d'habillement communs, en allumettes, etc., et retient de ce chef une partie de l'or qu'il aurait exporté autrement. Mais cette somme est-elle comparable à celle qu'il continue à écouler au dehors pour solder certains aliments, par exemple, plus d'une centaine de millions de francs, a-t-il été dit. Des encouragements à l'agriculture n'auraient-ils pas été moins coûteux que ceux qui ont été accordés à l'industrie manufacturière

et plus fructueux aussi ? N'auraient-ils pas, en même temps, exercé une heureuse influence sur toute la production agricole, production qui fournit les deux tiers des éléments de l'exportation et qui, entravée par une routine séculaire, souffre périodiquement de crises inextricables et est gravement menacée par des concurrents mieux outillés ? N'auraient-ils pas mieux servi le développement de l'immigration, du peuplement des campagnes, que le protectionnisme qui attire les ouvriers dans les villes et ajoute aux difficultés déjà si nombreuses les dangers de conflit entre le travail et le capital ? Autrement dit, l'amélioration des industries agricoles n'aurait-elle pas dû précéder la création des industries manufacturières et n'aurait-elle pas été plus profitable au pays ? Le bon sens n'indique-t-il pas que dans un pays surtout agricole comme le Brésil l'œuvre la plus urgente est de perfectionner et d'exploiter ce qui existe avant de tenter des créations artificielles ?

Il pouvait être utile et même nécessaire d'aider certaines industries trouvant dans le pays des conditions normales d'existence, mais il y avait un choix à faire, des limites à fixer et on semble s'être éloigné de ce protectionnisme « rationnel ». Sans nous attarder à ces considérations, essayons de nous rendre compte de l'état actuel de cette industrie nationale.

La tâche est difficile car de données exactes il n'y en a pas ; grâce à des publications récentes on peut cependant se faire une idée approchée de la situation.

Le *Bulletin de la statistique générale* pour 1908 et le troisième volume de la publication du *Centro industrial* de Rio de Janeiro, *O Brazil*, donne sur la situation industrielle des renseignements inédits. Cette statistique à ses débuts est encore très imparfaite, mais ses indications n'en sont pas moins intéressantes. (*Annexe* 13.)

On évalue 3000 environ le nombre des établissements industriels du Brésil, à 600 000 contos (845 millions de francs) leur capital, à 700 000 contos (1 milliard de francs) leur production et à 150 000 le nombre de leurs ouvriers.

Les États où l'industrie manufacturière est la plus développée sont :

	Valeur de la production.	Nombre des ouvriers.
	—	—
Rio de Janeiro (District fédéral).	224 000 c. p.	35 000
Saint-Paul	118 000 —	24 000
Rio Grande do Sul	100 000 —	16 000
Rio de Janeiro (Etat)	56 000 —	14 000
Pernambuco	55 000 —	12 000
Parana	33 000 —	5 000
Minas Gerâes	33 000 —	10 000
Bahia	25 000 —	10 000
Para	18 203 —	3 000

Les autres Etats ont une production et une population ouvrière inférieures à ces chiffres.

Une enquête, ouverte en 1907 par le service de la statistique générale, avait relevé les renseignements suivants, concernant 318 établissements industriels du District fédéral.

Capital approximatif : 204 millions de francs. — Nombre total des ouvriers : 22 000, dont 16 000 nationaux et 6 000 étrangers, se répartissant ainsi : 15 000 hommes, 4 000 femmes, 3 000 enfants.

Les heures de travail variaient entre huit et douze, la généralité étant de neuf à dix.

La moyenne annuelle des journées de travail était de 290.

La moyenne des salaires était de 6 milreis (9 fr.) pour les hommes, 3 milreis (4 fr. 75) pour les femmes, 2 milreis (3 fr. 50) pour les enfants.

Le *Bulletin de l'Association Commerciale* de Rio de Janeiro, du 13 février 1908, estime que le capital employé dans toutes les fabriques de tissus du Brésil devait être à cette époque de 245 millions de francs. A la fin de 1905, on comptait 109 fabriques au Brésil, dont 29 dans l'Etat de Minas Gerâes.

Le tissage est l'industrie qui absorbe le plus de capitaux, d'ouvriers, de force motrice et dont la production est la plus élevée.

Les tissages de coton sont au nombre de 161 et emploient un capital de 400 millions de francs, leur production est évaluée à 200 millions de francs et le nombre de leurs ouvriers à 46 000. Ils sont répartis dans le District fédéral, les Etats de Minas Gerâes, Rio de Janeiro, Saint-Paul, Pernambuco, Bahia, Maranhâo, etc.

Les dix tissages de jute représentent un capital de 24 millions de francs, une production de 33 millions et une main-d'œuvre de près de 3 500 ouvriers. Plus de la moitié sont à Saint-Paul, le reste dans le District fédéral et dans les Etats de Rio de Janeiro, de Bahia, Pernambuco, Maranhão et Rio Grande do Sul, c'est-à-dire dans les régions où la production agricole, café, cacao, sucre, riz, etc., nécessite l'emploi des sacs.

Les filatures et tissages de laine, au nombre de 15, sont au capital de 23 millions de francs, ont une production de plus de 16 millions et occupent près de 2 000 ouvriers. Les usines sont réparties entre le District fédéral, les Etats de Rio Grande do Sul, Saint-Paul et Rio de Janeiro.

Il y a 2 tissages de soie à Rio de Janeiro, un à Saint-Paul et un autre à Sainte-Catherine. Ils disposent d'un capital de près de 1 500 000 francs, produisent pour une somme un peu supérieure et emploient plus de 200 ouvriers.

Enfin on compte encore un tissage de lin, capital 1 500 000 francs, valeur de la production 1 000 000 de francs, 100 ouvriers et un tissage d'aramina d'une importance à peu près semblable.

Voici maintenant la répartition sommaire des différentes industries par Etats, en commençant par le nord.

Amazone : fonderies de métaux, articles de voyage, articles en fer-blanc, biscuits et confiseries, produits chimiques, serrureries, charpentes.

Para : serrureries, charpentes, bière, produits céramiques, fonderies de métaux et ouvrages métalliques.

Maranhão : tissus de coton et sucre.

Piauhy : tissus de coton.

Ceara : tissus de coton.

Rio Grande do Norte : sel, tissus de coton et sucre.

Parahyba : tissus de coton, sucre.

Pernambuco : sucre, tissus de coton, savons et bougies, chaux et ciment, fonderies de métaux et travaux métallurgiques, tabac préparé, sucre raffiné, produits chimiques.

Alagoas : tissus de coton, sucre.

Sergipe : sucre et tissus de coton.

Bahia : filés et tissus de coton, tabac préparé, sucre et chapeaux.

Espirito-Santo : tissus de coton.

Rio de Janeiro (Etat) : tissus de coton, sucre, allumettes, sel, fonderies de métaux, ouvrages métalliques, tabac préparé, constructions navales, cuirs préparés.

District fédéral (capitale) : tissus de coton, moulins à céréales, serrureries, charpentes, sucre raffiné, métaux fondus et travaillés, matériel de transport, bière, meubles et décoration des appartements, produits chimiques, boissons alcooliques et gazeuses, chapellerie et parasolerie.

Minas Gerâes : tissus de coton, beurre et fromage, métaux fondus et travaillés, bière, cuirs préparés, farine de céréales, produits céramiques.

Saint-Paul : tissus de coton, de jute, farine de céréales, métaux fondus et travaillés, sucre, chaussures, produits céramiques, chapeaux, bière, serrureries, charpentes, allumettes, cuirs préparés, papier et carton, verre et cristal.

Parana : herva-maté, allumettes, serrureries, charpentes.

Sainte-Catherine : herva-maté, graisse, beurre et fromage, métaux fondus et travaillés.

Rio Grande do Sul : xarque (viande sèche), graisse, tissus de laine, cuirs préparés, vin, chapeaux, farine de céréales, métaux fondus et travaillés, bière, tabac préparé, tissus de coton, chaussures, conserves de viande et de poisson, savon et bougie, mobilier et décoration de maisons.

Matto-Grosso : herva-maté, xarque, extrait de viande, sucre.

Goyaz : sucre, beurre et fromage, boissons, tabac.

Cette répartition des industries commandée par la production locale en matières premières provoque entre les Etats un commerce important dont malheureusement aucune statistique n'a jusqu'à ce jour déterminé la valeur ni enregistré les fluctuations.

Il est également intéressant de relever la force motrice en chevaux-vapeur employée par cette industrie et d'en indiquer la nature.

États.	Vapeur	Eau.	Gaz	Électricité.	Pétrole	Totaux.
District fédéral....	20 469	332	292	1 199	4	22 296
Pernambuco	4 569	14 551	154		100	19 374
Saint Paul........	11 850	3 058	13	3 883		18 804
Rio de Janeiro....	10 589	4 842		60	3	15 494
Rio Grande do Sul.	5 777		5	10	6	5 798
Bahia............	4 637	452	45	41	6	5 181
Minas Geraes	4 749					4 749
Alagoas	3 120	60				3 180
Maranhão.........	3 065					3 065
Parana...........	2 765	174				2 939
Sergipe	1 785	300				2 085
Para.............	1 742					1 742
Parahyba.........	1 326	8				1 334
Matto Grosso......	1 250					1 250
Santa Catharina ..	960					960
Rio Grande do Norte	271					271
Amazonas	243				16	259
Piauhy	200					200
Espirito Santo	45					45
Goyaz						
Ceara	660		10			670
Totaux.....	80 852	25 777	519	5 194	145	109 676

Le tableau suivant donne la valeur de l'importation étrangère et de la fabrication nationale pour certains articles; il permet ainsi de se rendre compte de la consommation nationale et aussi de comparer la production du pays aux besoins du marché intérieur. Une remarque est nécessaire. Certaines de ces industries se bornent au montage de pièces séparées et préparées qui sont importées, leurs produits ne sont donc pas, à proprement parler, fabriqués dans le pays, mais seulement montés. C'est, il est vrai, une étape vers la fabrication.

	VALEUR EN CONTOS DE REIS PAPIER EN 1917		
Articles	Importation	Production nationale	Totaux
Tissus de coton	67 500	135 026	202 526
— de laine..............	12 070	11 375	23 445
Cuirs préparés	1 873	15 091	16 964
Toiles d'emballage	65	22 390	22 455
Tissus de soie	4 593	1 042	5 635
Cravates de soie	88	2 320	2 408

Articles.	Importations.	Production nationale.	Totaux.
	VALEUR EN CONTOS DE REIS PAPIER EN 1907		
Meubles en bois	1 353	11 760	13 113
Carreaux en faïence	1 176	3 309	4 485
Chaussures	969	26 725	27 694
Parfumerie	3 472	2 081	5 553
Chapeaux	1 948	15 384	17 332
Parapluies et ombrelles	1 146	3 729	4 875
Fleurs artificielles	106	1 337	1 443
Encres à écrire et à imprimer.	310	969	1 279
Produits céramiques	2 774	10 363	13 137
Sucre	43	67 257	67 300
Graisse	4 650	13 485	18 135
Chocolat et confiserie	220	7 888	8 108
Viande sèche (xarque)	17 345	38 769	56 114
Sel	1 697	3 126	4 823
Beurre et fromage	7 751	6 999	14 750

En 1907, le service de la statistique fédérale a étudié 22 fabriques de tissus à la capitale (District fédéral). Le capital de ces fabriques était de près de 18 millions de francs, leur force motrice de plus de 11 500 chevaux, la valeur des matières premières mises en œuvre de plus de 21 millions, celle de la production de plus de 50 millions. Elles employaient près de 10 000 ouvriers.

L'Association Commerciale de Rio de Janeiro a calculé que 12 de ces fabriques avaient produit plus de 96 millions de mètres de tissus divers.

Tissus de coton écru	18 000 000	de mètres.
— — blanc ou en couleur	51 000 000	—
— — imprimé	19 000 000	—
— laine et laine et coton	29 000	—
Casimirs	436 000	—
Tissus d'emballage	8 000 000	—

A Saint-Paul, il y a 17 fabriques de tissus, employant 55 406 fuseaux, 2 836 métiers et 4 686 ouvriers, la plupart Italiens. Ces usines représentent un capital de 300 millions de francs, elles emploient près de 12 000 chevaux, dont la moitié est fournie par des moteurs hydrauliques. Leur

fabrication absorbe 7 000 tonnes de coton et donne 34 millions de mètres de tissus, généralement de qualité inférieure, se vendant de 500 reis à 800 reis le mètre.

La fabrique des tissus d'emballage aurait pris un si grand développement que sa production dépasserait les besoins de la consommation. D'après le *Centre industriel* de Rio de Janeiro, il y aurait 13 fabriques de ce genre, mettant en mouvement 2 365 métiers et produisant 65 millions de mètres de ces tissus. La consommation étant évaluée à 45 millions annuellement, il y aurait une surproduction considérable.

Les industries minières sont peu développées, comme nous avons déjà eu l'occasion de le constater, en indiquant un des obstacles principaux auxquels elles se heurtent.

D'après un journal de Rio de Janeiro, le capital de 12 compagnies s'occupant de l'exploitation des mines d'or dans l'État de Minas Geráes, serait de près de 3 millions de livres sterling.

On trouvera, aux statistiques de l'exportation, les quantités de manganèse, d'or et de sables monazitiques exportées.

On s'occupe actuellement de la construction de hauts fourneaux dans les environs de Rio de Janeiro et on étudie aussi la question de l'introduction dans le pays des procédés d'électro-métallurgie appliqués au traitement des minerais de fer.

Enfin, dans l'État de Rio Grande do Sul, on commence à exploiter des mines de charbon. L'une d'elle, la mine de San-Jeronymo, produirait 60 tonnes par jour. A Porto Alegre, capitale de l'État, la consommation du charbon indigène serait de 2 500 tonnes par mois. On serait satisfait des résultats obtenus. Aussi est-on d'avis de pousser les recherches, des indices permettant de compter sur le succès.

Au nombre des produits minéraux exploités, il faut encore citer le sel.

Malgré les facilités que l'industrie saunière trouve en abondance le long des côtes du Brésil, elle est relativement peu développée, puisque le pays en achète encore de grandes quantités à l'étranger, 32 000 tonnes en 1906, et 48 000 en 1907. Le sel étranger vient d'Angleterre et de Portugal.

Le sel indigène vient surtout de Rio Grande do Norte. On s'accorde à penser que la cherté des frêts du cabotage est la principale entrave au développement de la production nationale.

Parmi les industries agricoles qui trouvent au Brésil des conditions favorables, celle de la laiterie figure au premier rang. Elle est arrêtée dans son développement par les causes générales qui paralysent toutes les industries du pays et aussi par l'insuffisance des procédés industriels employés; mais ce sont là des causes passagères qui, à une échéance plus ou moins lointaine, disparaîtront ou au moins se modifieront, car on s'en occupe activement. Actuellement, malgré ces obstacles, la production du beurre indigène pourvoit à la consommation locale dans une forte proportion. On compte 113 fabriques de beurre et fromage à Minas Gerâes, 13 à Goyaz, 2 à Rio de Janeiro et 9 à Sainte-Catherine; leur production est évaluée à 7 000 contos (10 millions de francs environ). On peut se rendre compte du développement de la production par le fait que les Etats les plus peuplés, où la consommation est la plus forte et où aussi l'industrie de la laiterie trouve à s'exercer dans les meilleures conditions, sont ceux qui importent le moins de beurre étranger.

Si, par exemple, on coupe le Brésil en deux, suivant la latitude de Rio de Janeiro on constatera que la partie nord, où la population est clairsemée, peu fortunée, où le climat ne se prête pas à l'élevage consomme plus de 70 pour 100 de l'importation totale de beurre, cette part tendant à augmenter, tandis que le sud n'en prend que 39 pour 100, dont une proportion notable est encore réexpédiée au nord.

La culture du riz est, comme nous l'avons déjà montré, une de celles dont le développement a été le plus rapide. Le Brésil, qui en consomme de grandes quantités, est sur le point de suffire à ses besoins et bientôt pourra devenir exportateur à son tour. Dans la plupart des Etats, il y a d'immenses étendues de terres propres à la culture de cette céréale.

Ce succès rapide devrait encourager les Brésiliens à faire un effort pour produire également le blé, qu'ils sont réduits

à acheter aujourd'hui à l'étranger. Quelques tentatives ont eu lieu, mais ne sont pas capables encore d'entraîner la masse. Il semble d'ailleurs qu'il y ait au préalable à déterminer les méthodes de culture qui s'appliqueraient le mieux aux conditions spéciales au pays et à choisir également les espèces les mieux adaptées au sol et au climat. Ce sont des recherches qui n'ont pas été faites sérieusement jusqu'ici.

Bien d'autres cultures pourraient sans doute être introduites dans le pays et l'affranchir ainsi du lourd tribut d'or qu'il paye à l'étranger.

Le haricot noir ou « feijão », par exemple, qui vient partout très facilement n'est pas cultivé en quantité suffisante puisqu'on en importe annuellement pour plus de 2 000 contos de reis, soit 3 millions de francs[1].

Le maïs est dans le même cas ; le Brésil en a acheté également pour plus de 3 millions de francs en 1906.

On peut encore dire la même chose de la pomme de terre, qui pousse très bien sur les plateaux. L'importation, stationnaire depuis longtemps, a une tendance à diminuer : de 1902 à 1906, elle est restée aux environs de 23 000 000 de kilogrammes ; cela semblerait indiquer que l'augmentation de la consommation résultant de l'accroissement de la population est absorbée par la production locale, qui se développe en effet, puisque en 1907, année de grande activité économique pour le Brésil, elle a réussi à réduire les importations à 18 000 000 kilogrammes.

L'industrie de la viande séchée (xarque) a déjà pris une grande importance dans l'État de Rio Grande do Sul. En 1909, durant les quatre premiers mois, les usines de deux centres de production, Bagé et Pelotas, avaient abattu chacune plus de 100 000 animaux.

La sériculture commence à produire dans l'État de Minas Geraes, où un centre de production a donné, en 1905, 2 400 kilogrammes de cocons. La soie récoltée serait, au dire d'experts, de bonne qualité. Le gouvernement encourage cette culture par des primes servies aux planteurs de mûriers, aux éleveurs de vers et aux fabricants de tissus qui emploient la soie brésilienne.

En outre de ces industries, on peut comme on l'a déjà indiqué en mentionner encore un grand nombre : fonderies,

cordonneries, fabriques de pâtes alimentaires, de meubles, de soieries, de boissons diverses, de cigares, de tabac, de mécaniques diverses, de mosaïques, de savon, de bougie, de bois ouvré, d'allumettes, de chaux, de peaux tannées, de céramique, de maté, de conserves alimentaires, de wagons et voitures de diverses sortes, etc. Ces objets sont fabriqués ou parfois simplement *montés* dans des établissements dont quelques-uns sont dotés des perfectionnements les plus modernes. L'Exposition nationale qui s'est tenue à Rio de Janeiro en 1908 a permis de constater l'importance indéniable du travail national; mais, encore une fois, en l'absence de statistique générale, on en est réduit à reproduire les indications recueillies un peu au hasard et sans moyen de contrôle.

La meunerie, par exemple, paraît en voie de développement, à en juger par l'augmentation des importations de blé en grain, beaucoup plus rapide que celle des importations de farine. De 1902 à 1907, les premières passent de 149 719 tonnes à 246 843, tandis que les secondes ne s'élèvent que de 105 591 tonnes à 170 253.

Bahia, en 1906, possédait 35 manufactures de tabac, produisant 62 116 000 cigares, valant 1 672 contos.

Minas Gerâes a exporté en 1905 plus de 18 000 caisses d'eau minérale.

CHAPITRE V

TRANSPORTS

Si, dans tout pays civilisé, le problème des communications est de première importance, à plus forte raison l'est-il au Brésil, où les distances se comptent par centaines et par milliers de kilomètres, où la nature a diversifié de tant de manières les différentes parties et, comme il a déjà été dit, créé dans ces régions des forces divergentes si puissantes.

Le Brésil n'est pas une entité géographique ni ethnique. C'est une conception politique, dont la réalisation se poursuit. La condition première de son achèvement est l'organisation du mouvement national, mouvement des hommes, des idées et des produits, de telle sorte qu'il soit rapide, facile et pénètre dans les parties les plus reculées. A son intensité se mesurera la force de la vie nationale.

Les Brésiliens l'ont compris. Beaucoup d'entreprises de transports, parmi les plus importantes, sont le fruit de leur initiative; ils ont réussi à en mener à bien plusieurs et non des moindres, tandis que pour d'autres ils ont dû recourir à la collaboration des capitaux et des ingénieurs étrangers.

La configuration géographique a imposé le plan général de ce développement. Longtemps la mer a été le seul trait d'union entre les établissements égrenés le long de la côte Atlantique et les fleuves immenses ont été les premières voies de pénétration. Puis, dans chacune de ces colonies des chemins de fer ont été créés, rayonnant autour des ports. Ils se sont développés dans les États les plus peuplés et quelques-uns ont fini par se rejoindre. En même temps, la circulation intérieure s'améliorait : les rails suppléaient la batellerie en permettant aux marchandises de franchir les rapides.

Peu à peu un plan général se dégageait de ces efforts isolés et incohérents en apparence : entourer le Brésil d'une ceinture de communications maritimes, fluviales et ferrées qui relierait les extrémités les plus éloignées à la côte et à la capitale et, en même temps, attirerait vers les ports brésiliens le commerce des pays frontières enserrés, à l'ouest, entre le Brésil et la grande muraille des Andes ; puis recouper l'intérieur de l'enceinte par des transversales où les voies ferrées se combineraient avec les cours d'eau navigables.

CHEMINS DE FER

La loi du 31 octobre 1835 fixa le premier projet de chemin de fer au Brésil. La première concession fut accordée le 1er juillet 1839, mais sa réalisation fut différée jusqu'en 1852, époque à laquelle l'Etat fut autorisé à accorder son appui financier aux entreprises de ce genre.

De 1852 à 1888, le régime légal des chemins de fer subit de nombreuses modifications, l'administration cherchant les conditions les mieux appropriées au pays.

Les lois et décrets des 20 juin 1852, 10 août 1878, 29 décembre 1880 et 26 juin 1890 marquent les principales étapes de cette marche progressive.

La base de toute construction est la concession émanant soit du gouvernement impérial ou plus tard du gouvernement fédéral, soit des administrations provinciales et ensuite des administrations des Etats, suivant qu'il s'agit de ligne d'intérêt général ou de ligne d'intérêt local.

On tend à réduire la durée de lá concession : perpétuelle au début, puis perpétuelle ou temporaire, elle finit par être exclusivement temporaire.

La garantie est tout d'abord applicable à un capital forfaitaire, puis ce système est abandonné pour la garantie kilométrique, variable suivant les conditions techniques de la ligne à construire. Dans tous les cas, la garantie ne peut être concédée que par le pouvoir législatif.

Le privilège de zone est réduit successivement de 66 à 60, 40, 30 et même 20 kilomètres.

La durée de la garantie d'intérêts tombe de 90 à 30 ans.

Le droit de rachat est toujours stipulé.

L'administration se réserve naturellement tous les droits nécessaires de contrôle sur la construction et l'exploitation.

En outre des garanties d'intérêt, les compagnies obtiennent diverses franchises douanières, l'usage des bois, des matériaux, des terrains marginaux et également des avantages pour leur personnel, des droits de préférence, etc.

Voyons maintenant, sans nous arrêter davantage sur ce sujet, le résultat de cette législation.

Le premier chemin de fer mis en construction fut une ligne d'intérêt local de 17 kilomètres, destinée à relier la baie de Rio de Janeiro à Petropolis, résidence d'été de l'empereur et plus tard chef-lieu de l'État de Rio de Janeiro, station estivale de la capitale ; en avril 1854 fut inauguré le trafic de la première section.

Puis vinrent les grandes lignes d'intérêt général : chemin de fer dom Pedro II, aujourd'hui « Central do Brazil » (26 juin 1852), racheté plus tard à l'amiable par le gouvernement (10 juillet 1865) ; chemins de fer Recife-São Francisco (7 août 1852) et Bahia-São Francisco (19 décembre 1853) ; chemin de fer Santos-Jundiahy ou São-Paulo railway (26 avril 1856), etc.

Au 31 décembre 1887, les réseaux ainsi constitués représentaient les longueurs suivantes :

En exploitation	8 486 kilomètres.
En construction	1 398 —
Études approuvées	3 597 —
TOTAL	13 481 kilomètres.

Au cours de l'année 1887, voici quels avaient été les principaux résultats du trafic :

Nombre de voyageurs transportés dans l'année	7 315 486
Nombre de voyageurs kilométriques	297 561 117
Parcours d'un voyageur	46 km 9
Tonnage total transporté pendant l'année	1 826 106
Nombre de tonnes kilométriques	246 463 898
Parcours moyen d'une tonne	135 kilom.

Voici maintenant quelques chiffres sur les résultats financiers :

Le capital des Compagnies ou le coût estimé des lignes, matériel roulant compris, était calculé à 1 559 916 159 francs.

Sur cette somme le capital garanti était de 636 294 184 fr., ou 224 612 contos de reis or.

	578 747 217 fr. à 7 %	=	40 512 305 fr.
	45 420 625 fr. à 6 %	=	2 725 237 fr.
	12 126 342 fr. à 5 %	=	606 317 fr.
TOTAUX......	636 294 184 fr.		43 843 859 fr.

Le coût kilométrique des lignes en exploitation ressortait en moyenne à....................	170 344 francs.
La recette..............................	14 240 —
La dépense..............................	9 488 —

Sur 5 579 kilomètres l'exploitation réalisait un bénéfice de 2,8 pour 100 en moyenne et 2 173 kilomètres laissaient un déficit.

Avant de laisser cette période, indiquons le plan d'ensemble qui, dès cette époque, était conçu dans ses grandes lignes.

On se rappelle les conditions géographiques du Brésil.

Un immense plateau, généralement abrupt du côté de l'est où une bande de terres basses de faible largeur le sépare de l'océan Atlantique. Quelques baies et embouchures de fleuves échancrent le rivage et ouvrent un accès dans l'intérieur. C'est par ces points que la colonisation a pénétré dans le pays. Au nord, au nord-ouest et au sud-ouest, le fleuve des Amazones et celui du Paraguay entourent le plateau comme d'un immense canal interrompu seulement sur quelques centaines de kilomètres, là où le plateau central se soude aux Andes. Enfin des rivières très importantes sillonnent les hautes terres, généralement dans le sens du méridien, formant des biefs navigables séparés par des cataractes ou des rapides.

Les voies ferrées se sont naturellement développées autour des principaux ports et ainsi s'est formé un chapelet de réseaux côtiers, condamnés à végéter s'ils restent isolés. Dès avant la chute de l'empire, on songe à les raccorder et le plan

général des communications brésiliennes se précise. La monographie sur le Brésil, parue dans la *Grande Encyclopédie*, en 1889, sous la signature de M. E. Levasseur, donne à ce sujet des indications intéressantes. On voit qu'en partant du nord, de l'embouchure de l'Amazone, on trouvait des réseaux plus ou moins considérables ou des amorces dans les provinces de Para, Ceara, Rio Grande do Norte, Parahyba, Pernambuco, Alagoas, Bahia, Espirito-Santo, Rio de Janeiro, Minas Geraes, Saint-Paul, Parana, Santa-Catharina, Rio Grande do Sul ; ceux de Rio de Janeiro, de Minas Gerães et de Saint-Paul étant déjà soudés les uns aux autres et présentant le plus grand développement. Ces réseaux lançaient dans l'intérieur des lignes qui devaient être l'origine de la pénétration et servir à relier à la capitale les affluents méridionaux de l'Amazone et les affluents septentrionaux du Paraguay. En outre, on projetait la construction de la ligne Madeira-Mamoré, destinée à ouvrir les communications entre la vallée de l'Amazone, la Bolivie et le Pérou et à compléter dans une certaine mesure la voie circulaire Amazone-Paraguay. Si l'on considère la configuration très montagneuse du Brésil, la direction des cours d'eau que ces chemins de fer abordaient normalement, l'énormité des distances, la faiblesse et l'éparpillement de la population, on imagine les difficultés d'exécution de ce plan.

Ces difficultés n'excusaient pas cependant aux yeux de l'opinion les mécomptes de diverses natures que l'on rencontrait dans la construction et l'exploitation de ces voies ferrées ; et déjà, dans les dernières années de l'Empire, on critiquait le régime légal des compagnies, leurs contrats, les charges assumées par l'État et l'on envisageait la nécessité d'y apporter des réformes. Toutefois, ce fut seulement à partir de la proclamation de la République et sous la pression des événements que ces idées se précisèrent et mûrirent. Le 9 décembre 1896 fut promulguée la loi autorisant le rachat des chemins de fer concédés avec garanties d'intérêts et leur affermage. L'économie de cette mesure consistait à racheter ces lignes avec le produit d'un emprunt à 4 pour 100 qui devait être amorti dans un délai maximum de soixante ans au moyen d'un prélèvement d'un 1/2 pour 100 par an et de tous les bénéfices que l'État retirerait de l'opération,

différence entre les garanties anciennement payées et les intérêts du nouvel emprunt, contributions versées par les fermiers et fermages annuels. Le premier appel d'offres eut lieu le 8 janvier 1897.

Les garanties payées à cette époque étaient de 10 000 contos de reis or environ et de 4 031 contos de reis papier. Les 10 000 contos or représentaient une somme de 1 240 000 livres sterling ou 30 millions de francs. En capital, c'était environ 137 000 contos or ou 15 400 000 livres sterling, soit 385 millions de francs.

Les opérations furent échelonnées sur quatre ans.

En 1901 on racheta les lignes suivantes :

Recife-Sâo Francisco	1 637 260	liv. ster.
Bahia-Sâo Francisco.................	2 265 000	—
Bahia-Sâo Francisco-Timbo	167 500	—
	4 069 760	liv. ster.
En 1901 :		
Natal Nova Cruz	420 100	—
Conde d'Eu	613 000	—
Minas et Rio.........................	1 850 000	—
Sud-Ouest	1 605 000	—
Central Bahia........................	1 160 000	—
Donna Theresa Christina............	465 100	—
	6 113 200	liv. ster.
En 1902 :		
Parana	3 662 720	—
Alagoas	760 000	—
	4 422 720	liv. ster.
En 1905 :		
Southern Brazilian Rio Grande do Sul.	2 013 640	—
TOTAL..........	16 619 320	liv. ster.

L'intérêt et l'amortissement de cet emprunt nécessitent annuellement une somme de 747 869 livres sterling qui, déduite du service des garanties de ces chemins de fer, laisse un boni de près de 500 000 livres sterling.

Ce calcul approximatif doit donner un résultat supérieur à la réalité, car, d'après un tableau publié en 1902 au *Jornal do Commercio*, on évaluait l'économie à 247 535 livres sterling; il est vrai que l'opération n'était pas terminée et que plus tard, en 1905, on l'étendit. On ne semble pas avoir

publié depuis un compte complet et détaillé de l'opération.

L'amortissement de l'emprunt « Railway guarantees rescission 4 per 100 » est rapide, car à la fin de 1907, 1 787 780 livres sterling avaient été déjà remboursés, soit 10,75 pour 100 en moins de quatre ans.

En voici le détail :

1903	165 920 liv. ster.
1904	387 840 —
1905	196 720 —
1906	349 700 —
1907	687 600 —
	1 787 780 liv. ster.

Quel est l'état actuel du réseau brésilien ?

A quelles nécessités économiques et politiques répond-il ?

Quels sont les résultats de l'exploitation ?

Voici trois questions précises auxquelles nous allons tâcher de répondre.

1° *État actuel du réseau*

Voyons tout d'abord les lignes de ceinture, en commençant par le sud (*Annexe* 14.)

L'État de Rio Grande do Sul, le plus méridional, avait en 1907 un réseau de 1 800 kilomètres, ouvert au trafic, aboutissant aux ports qui se trouvent sur la grande lagune en bordure du rivage de l'océan Atlantique. Cette lagune a un chenal d'accès à la mer qui est l'unique porte maritime de cette vaste région. A l'ouest, les rails atteignent les rives du fleuve Uruguay, autre débouché sur la mer par l'embouchure du Rio de la Plata ; au sud, la jonction avec les chemins de fer de la république de l'Uruguay est prochaine ; enfin, au nord, on compte que les communications avec les voies ferrées de Santa-Catharina et du Parana seront établies en 1911. La Compagnie des Chemins de fer auxiliaires exploite, en vertu d'un contrat d'affermage, la plus grande partie de ce réseau et en poursuit l'achèvement.

Entre l'extrémité septentrionale des rails de la Compagnie auxiliaire et l'extrémité méridionale de la ligne São-Paulo-Rio Grande do Sul, dont il va être question, il y a encore (fin de 1909) 350 kilomètres de voie à construire, qui seront

terminés dans le courant de 1911. C'est la dernière solution de continuité sur la grande artère Rio de Janeiro-Rio Grande do Sul-Montevideo. La voie nord-sud du chemin de fer Sâo-Paulo-Rio Grande do Sul a 620 kilomètres de longueur; elle rencontre le chemin de fer du Parana à Ponta-Grossa; de ce point au port de Paranagua, le principal de l'Etat, il y a 301 kilomètres en exploitation qui passent par la capitale Curytiba. Il est encore question de créer une grande ligne de pénétration est-ouest qui, partant de Sâo-Francisco, port de Santa-Catharina, escaladera la « Serra », coupera à Port-Union (1), sur la rive droite de l'Iguassu, la grande ligne nord-sud, et suivant cette rivière atteindra le fleuve Parana, le franchira pour pénétrer dans la république du Paraguay et aboutir à la capitale Assomption. On compte sur ce trajet plus de 1 200 kilomètres en territoire brésilien.

A Itarare, ville frontière entre les Etats de Parana et Sâo-Paulo, commence le réseau de cet Etat de 4 042 kilomètres en exploitation. Le nœud principal des communications ferrées est la capitale, Sâo-Paulo. De ce point partent : 1° vers la mer, dans la direction sud-ouest, une ligne de jonction avec le port de l'Etat Santos (79 kilom.), appartenant au Sâo-Paulo railway; 2° vers le nord-est, la ligne de Rio de Janeiro, dépendant du Chemin de fer Central du Brésil (496 kilom.); 3° vers l'est, trois grandes artères : l'une remontant vers le nord jusque dans l'Etat de Goyaz, appartient tout d'abord au Sâo-Paulo railway, puis au chemin de fer Paulista et enfin à la compagnie de Mogyana; la seconde, formée par le Sorocabana railway, se continue par le Chemin de fer du Nord-Ouest à travers l'Etat du Matto-Grosso, — nous y reviendrons plus loin; enfin la troisième, détachée de la précédente, incline vers le sud pour aller rejoindre à Itarare le chemin de fer Sâo-Paulo-Rio Grande do Sul, dont nous avons parlé plus haut. Entre ces troncs principaux s'étend un réseau qui enserre dans ses mailles la partie centrale de l'Etat, actuellement la plus riche et la plus peuplée.

L'Etat de Rio de Janeiro possédait, en 1907, 2 422 kilo-

(1) Une variante actuellement à l'étude consiste à relier Port-Union à un point de la ligne Paranagua, Curytiba, Ponta Grossa, situé près du sommet de la « Serra ».

mètres de chemins de fer en exploitation qui se soudent sur plusieurs points avec ceux de Minas Geräes et d'Espirito-Santo. Le réseau du premier a 3 932 kilomètres ouverts au trafic, le second 450. Enfin le District fédéral, qui renferme la capitale de l'Union, a 174 kilomètres en exploitation.

Ainsi donc, dans un an, Rio de Janeiro sera relié à la capitale de Rio Grande do Sul par une voie ferrée de 2 752 kilomètres que l'on pourra parcourir en quatre-vingt-seize heures. Et vers 1911 ou 1912, les rails courront sans interruption de Rio de Janeiro au fleuve Paraguay et à la frontière de Bolivie, en passant par Saint-Paul, Bauru, Itapura et Corumba, en tout 2 345 kilomètres.

Dans les États du nord, la situation est moins favorable. Les distances à franchir sont, il est vrai, beaucoup plus grandes et la colonisation est moins avancée. L'immigration européenne se porte peu de ces côtes et, par conséquent, le développement économique est très lent.

Les États de Bahia et de Sergipe sont encore isolés. Au 31 décembre 1907, le premier avait un réseau en trafic de 1 363 kilomètres. Ceux d'Alagoas, de Pernambouc, de Parahyba et de Rio Grande do Norte sont, au contraire, réunis par le « Great Western railway », 1 540 kilomètres en exploitation. L'État de Ceara est isolé, 543 kilomètres en exploitation; ceux de Piauhy et Maranhão sont réunis par une voie de 78 kilomètres, mais séparés du Para, qui n'a qu'une ligne de 213 kilomètres.

Un projet de jonction de ces réseaux entre eux et avec ceux du sud est à l'étude et même en exécution dans quelques parties.

Cette grande ligne partira de la capitale de l'État de Maranhão, San-Luiz et se dirigera vers Caxias (394 kilom.). La construction de ce tronçon a été adjugée le 24 octobre 1907. Les travaux ont commencé le 24 janvier 1908 et doivent être terminés en quarante mois. Le coût en est de 9 143 contos de reis papier, qui seront payés en titres de la dette intérieure, au pair, 5 pour 100.

De Caxias à Cajazeiras (78 kilom.), la voie est déjà ouverte au trafic.

A Cajazeiras, la ligne franchira le fleuve Parnahyba pour

pénétrer dans l'Etat de Piauhy, à Therezina. De ce point, elle ira à Cratheus (323 kilom.), où elle rencontrera le chemin de fer prolongé de Sobral (216 kilom. en trafic et 110 kilom. en construction), qui part de la mer au port de Camurim. Les études de cette ligne sont terminées et les devis et projets approuvés.

De Cratheus, la grande ligne continuera sur Girau (220 k.), où elle rejoindra le chemin de fer de Baturité, actuellement en trafic sur 326 kilomètres et en construction sur 30 kilomètres qui, partant de la capitale Fortalezza sur la côte, pénètre dans l'intérieur du Ceara.

De Girau, la ligne continue dans la direction du chemin de fer central de Pernambuco, qu'elle rejoindra sans doute au terminus actuel, Perqueira, environ 800 kilomètres.

Au nord, la jonction avec le « Great Western railway » se fait donc à Perqueira ; au sud, elle aura lieu dans l'Etat d'Alagoas, d'où partira un embranchement de 150 kilomètres aboutissant à la rive gauche du fleuve Sâo-Francisco.

Le fleuve franchi, les rails, traversant l'Etat de Sergipe, courront de Propria, localité de la rive droite, à Timbo, situé sur le réseau de l'Etat de Bahia.

Au sud de ce réseau le point de départ de la continuation de la grande ligne est Areia, terminus actuel du chemin de fer de Nazareth, à 131 kilomètres de la mer. Le tracé à l'étude passera par Jequié, Theophilo Ortoni, pénétrera dans l'Etat de Minas Gerâes et aboutira à Figueira, à 1 312 kilomètres de son point de départ, où il rejoindra la ligne en construction Victoria-Diamantina.

Figueira, future station de ce chemin de fer, sera à 351 kilomètres (154 kilom. en trafic) du port de Victoria, capitale d'Espirito-Santo.

Le chemin de fer Victoria-Diamantina, anciennement Victoria-Minas, a déjà 279 kilomètres en exploitation. Il se rattachera dans l'intérieur de l'Etat de Minas Gerâes au Chemin de fer Central du Brésil et au réseau du « Leopoldina railway ». Il aura encore une autre communication avec ce dernier par la ligne Victoria à Itapirim, dont il restait seulement 75 kilomètres à terminer fin 1909.

Ces grands travaux de jonction terminés, on comptera

2 266 kilomètres de Rio de Janeiro à Bahia; de Rio de Janeiro à San-Luiz il y a par mer 5 340 kilomètres et l'on espère que le chemin de fer réduira cette distance à 4 700 kilomètres. De même, pour Pernambuco, la distance maritime qui le sépare de Rio de Janeiro sera diminuée de 300 kilomètres.

Au sud, la pénétration se poursuit par les États de Saint-Paul et Matto-Grosso; elle est achevée dans le premier et les rails ont franchi le fleuve Parana; on compte qu'ils s'étendront sans interruption jusqu'au fleuve Paraguay dans le courant de 1911.

Au nord, rien à faire, puisque l'Amazone offre la plus belle voie naturelle de pénétration.

A l'ouest, on poursuit la construction de 346 kilomètres de chemins de fer pour relier le bief navigable constitué par les bassins supérieurs du Madeira et de ses tributaires Mamoré, Guaporé, etc., au cours inférieur du Madeira et de là à celui de l'Amazone. Mais les travaux présentent des difficultés considérables résultant des conditions techniques de l'entreprise et du climat très malsain de la région.

Dans l'intérieur de cette grande ceinture les rails s'avancent de l'État de Saint-Paul vers celui de Goyaz, qu'elles ont déjà presque atteint sur les rives du grand fleuve Paranahyba, navigable. Dans celui de Minas Geraes ils s'enfoncent de plus en plus et touchent déjà aux rives du fleuve São-Francisco, débouchant ainsi sur un réseau fluvial intérieur de plus de 3 000 kilomètres, par lequel il est encore possible de passer dans les vallées d'une part du Parnahyba et d'autre part du Tocantins, affluent de l'Amazone, au moyen de deux lignes de 2 à 300 kilomètres de longueur chacune. L'exécution de ces dernières réaliserait une jonction entre les États septentrionaux et la capitale plus directe que par les réseaux côtiers.

Enfin le chemin de fer Alcobaça à Praia da Rainha, dans l'État du Para, qui réunira le cours supérieur du Tocantins au cours inférieur dont le séparent des rapides, a ouvert, en 1908, 43 kilomètres à l'exploitation.

2° *Nécessités économiques et politiques auxquelles doit satisfaire ce réseau.*

En décrivant ce réseau, nous avons montré que son plan

général est d'entourer le Brésil d'une ceinture de communications où la voie ferrée se combine avec la voie fluviale et de tracer dans l'intérieur de grandes voies de pénétration, également mixtes, de façon à relier tous les Etats côtiers, à les rattacher aux Etats du centre, à ouvrir des chemins entre les bassins de l'Amazone au nord et ceux du Parana et du Paraguay au sud, enfin et d'une manière générale à attirer vers les ports brésiliens de l'Atlantique le trafic des pays circonvoisins, le Paraguay, la Bolivie et le Pérou.

On se propose donc de combattre la dispersion des forces économiques, politiques et sociales qui s'oppose au développement et à la consolidation de l'unité nationale. Cette œuvre est pressante, indiscutablement, mais encore doit-elle être conduite en tenant compte de la progression des ressources du pays, sous peine d'aller à l'encontre du but visé. Quelle que soit son urgence, il y aurait danger à aller trop vite.

On entend, au Brésil, on peut dire de toutes parts, des plaintes très vives sur la cherté des transports, accusée de paralyser le développement du pays.

A ce propos le « relatorio » pour 1908 du ministre des Travaux Publics renferme des observations qui méritent d'être signalées.

« Quelques-uns de nos chemins de fer, écrit M. Calmon du Pin, sont déjà parvenus à des résultats qui peuvent être considérés comme bons et qui certainement annoncent la prospérité des régions qu'ils desservent, par suite de l'abaissement des prix de transport qu'il devient possible d'espérer, principalement sur les chemins de fer de l'Union affermés.

« L'expérience prouve que ces chemins de fer concédés sans garantie de revenus sont préférables à ceux dont le capital est garanti.

« On comprend que quelques-uns parmi ceux-ci ont peu à espérer, leur trafic étant borné à des zones de petit avenir ; d'autres desservent des régions où le principal produit souffre de la crise économique qui pèse sur notre travail, ou furent construits dans des conditions techniques mauvaises et onéreuses pour le trafic ; enfin une troisième catégorie est représentée par ceux qui ne sont pas encore arrivés aux régions fertiles qu'ils visent et n'ont pour l'instant qu'un trafic insignifiant et peu rémunérateur. »

Le « relatorio » fait ensuite ressortir la relation qui existe entre le coût des transports et l'intensité du trafic, l'augmentation de celle-ci entraînant la diminution de celui-là et permettant la réduction des tarifs. Il s'ensuit qu'il faut attendre la guérison du mal dont se plaint le producteur brésilien, non seulement du développement de l'activité générale, mais encore de sa concentration. Qu'est-ce à dire si ce n'est que sur la plupart des chemins de fer brésiliens le trafic est trop peu dense et qu'en conséquence les frais d'exploitation pèsent lourdement sur un trop petit nombre d'éléments ?

Le moindre voyage dans l'intérieur du pays le révèle au premier coup d'œil. Les frais d'établissement de la voie imposés par la nature montagneuse du terrain ont été naturellement élevés ; le tracé laisse souvent à désirer ; de grandes artères sont parfois établies comme des voies d'intérêt local allongeant leurs méandres, multipliant les pentes pour desservir des localités sans importance. Les lieux de production étant dispersés et éloignés des marchés de consommation ou des ports d'exportation, les marchandises doivent traverser de grands espaces déserts, incultes et par conséquent improductifs.

Une compagnie privée ne peut travailler à perte et se contenter de faibles tarifs quand ses frais sont élevés. Si l'État s'y résout, c'est aux dépens des contribuables.

Quelques améliorations ont été réalisées par la fusion de plusieurs petits réseaux et par des ententes entre compagnies ; elles ont permis de diminuer dans une mesure appréciable certains tarifs. Mais ces résultats sont insuffisants. En réalité le mal a son origine dans les habitudes routinières de colonisation, habitudes extensives ; le colon s'avance toujours plus en avant dans l'intérieur à la recherche de terres vierges qu'il acquiert à vil prix et qui sans effort lui donnent d'abondantes récoltes. En s'éloignant il diminue peut-être ses frais de production, mais il augmente ses frais de transport et un moment arrive où ceux-ci l'emportent et mangent tous les bénéfices. Que penser par exemple de ces planteurs de café qui, dans l'état actuel de la crise, vont défricher les « matto » à 7 ou 800 kilomètres de la côte et y établir des « cafezal » ? Peuvent-ils attendre des tarifs favorables du chemin de fer qui traversera des centaines de

kilomètres improductifs et qui le seront longtemps encore?

Des « nucleos », centres de colonisation, ont été créés loin des grandes villes et là encore les frais de transport absorbent les bénéfices que le petit agriculteur pourrait retirer de sa ferme, de son potager, de ses champs.

Il ne peut y avoir d'autre remède au mal dont on se plaint que dans un changement de méthode : la substitution de la colonisation intensive à la colonisation extensive. Peupler les régions voisines des côtes et des grandes villes; régénérer le sol que les fazendeiros ont épuisé et abandonné, y pratiquer la culture rationnelle. Autrement dit, exploiter les régions actuellement desservies par les voies ferrées, avant d'en ouvrir d'autres.

Il est question de grands programmes de voies de communication. Le Brésil possède actuellement près de 19 000 kilomètres de lignes en trafic, 10 000 kilomètres sont en construction ou à l'étude et plus de 14 000 en projets. Dans vingt ans on compte que le réseau aura plus de 40 000 kilomètres en exploitation et que par sa combinaison avec les voies navigables il desservira vingt-quatre ports.

Est-il sûr que l'exécution de ce programme enrichira le pays? Où trouvera-t-on les moyens de rémunérer ce capital colossal alors que la production est arrêtée par le poids des charges qui l'accablent, impôts, transport, cherté de la vie, manque de capitaux, et de main-d'œuvre? Comment alléger les impôts si le pays s'endette davantage? Comment diminuer les frais de transport si les rails s'allongent indéfiniment dans des déserts où de longtemps il n'existera aucun élément de trafic? Comment abaisser le prix de la vie si le pays continue à s'endetter? Comment attirer les capitaux vers l'agriculture si elle n'est pas plus productive?

Le Brésil souffre de sa grandeur qui disperse ses forces et, par conséquent, les affaiblit; il doit donc avant tout les ramasser et se garder de la griserie de l'espace. La nécessité de proportionner ses efforts à ses moyens, de les sérier, est inéluctable. Vouloir créer d'un seul coup l'outillage économique serait agir comme un homme qui, possédant une vaste propriété, la défricherait toute entière et engloutirait son capital dans ces travaux préparatoires, réduit ensuite à

emprunter pour cultiver et à consacrer durant de longues années le fruit de son travail au payement de ses dettes.

Qu'il évite les exagérations et, avant de songer à coloniser les immensités de son hinterland, qu'il exploite les régions moins éloignées, déjà traversées par les voies ferrées. Après l'achèvement des voies actuellement en construction, répondant à des nécessités pressantes économiques et politiques, il serait préférable de marquer un temps d'arrêt dans l'extension et de s'appliquer à une meilleure utilisation des pays actuellement desservis et en même temps à l'amélioration des conditions générales du trafic. Avant de commencer une nouvelle étape mieux vaudrait consolider les résultats acquis. Ce serait sage, car à chaque jour suffit sa peine (1).

3° *Résultats généraux de la construction et de l'exploitation.* Dans l'état des statistiques brésiliennes il est impossible d'avoir à ce sujet des renseignements précis. Force est de se limiter, parfois de se contenter d'approximation et aussi de ne pas s'arrêter à quelques contradictions. La statistique au Brésil est à ses débuts et se heurte à de telles difficultés pratiques que les erreurs sont inévitables.

Au 1er janvier 1909, le réseau brésilien était dans l'état suivant :

	KILOMÈTRES			
	Ouverts au trafic	En construction	Études approuvées	Totaux
Lignes de l'Union, administrées par elle	3 402	1 661	899	5 962
Lignes de l'Union affermées	4 891	367	581	5 839
Lignes de l'Union concédées avec garantie	2 331	947	988	4 266
Lignes de l'Union concédées sans garantie	1 848	82	1 325	3 255
Lignes des États	6 161	715	1 809	8 685
TOTAUX	18 633	3 772	5 602	28 007

La longueur des lignes ouvertes au trafic en 1908 a été de 1 020 kilomètres ; c'est un « record ».

(1) Un congrès des transports convoqué à Rio de Janeiro en décembre 1909 sur l'initiative du Gouvernement fédéral a adopté divers vœux tendant à la réduction des frais de transport.

Sous l'administration de l'Union	72	kilom.
Sous son contrôle	713	—
Appartenant aux Etats	235	—

On ignore le coût total, même approché, de la construction des lignes existantes. Il ne faut même pas songer à établir une moyenne de la dépense kilométrique en raison des différences profondes entre les éléments qui interviennent dans ce calcul. Nous avons vu qu'en 1888 on estimait le prix moyen du kilomètre à 170 344 francs, soit, au cours de l'époque, 65 contos papier; c'est un chiffre tout à fait théorique. Dans le rachat des chemins de fer garantis le kilomètre est revenu à 40 contos or, soit plus de 4 000 livres sterling ou 100 000 fr., alors que sur les lignes du Parana et de Minas Gerâes il a certainement coûté plus du double. D'après des renseignements récents le prix de revient moyen du kilomètre du « Chemin de fer central », dans les dernières constructions, en pays montagneux éloigné de la côte, est revenu à 132 contos papier pour la voie large de 1 m. 60, soit plus de 8 600 livres sterling, au change actuel, ou 215 000 francs et à 67 contos papier pour la voie d'un mètre, soit 4 100 livres sterling ou plus de 100 000 francs. Sur la ligne de Santos à Jundiahy le kilomètre a coûté 48 480 livres sterling ou 1 212 400 francs, mais il s'agit ici d'un chemin de fer spécial en montagne, à traction par câbles et à grand débit. Sur les lignes concédées de l'Union, à voie d'un mètre, dont les prix sont connus, ils varient entre 23 et 86 contos papier, et les moyennes les plus récentes sont supérieures à 50 contos, soit respectivement 1 430, 5 370 et 3 100 livres sterling ou 35 750, 134 250 et 77 500 francs au change actuel de 15 d.

Au 31 décembre 1907 les voies exploitées de l'Union étaient ainsi réparties suivant leur largeur :

Largeur.		Lignes de l'Union.		Lignes concédées par l'Union.		Totaux.	
1 00	mètre.	5 763	kilom.	3 368	kilom.	9 131	kilom.
1 067	—	317	—	—	—	317	—
1 60	—	1 000	—	140	—	1 140	—
0 76	—	688	—	—	—	688	—
1 10	—	—	—	63	—	63	—
Totaux..		7 768	—	3 571	—	11 339	kilom.

Il y avait :

A voie simple	11 138	kilom
— double	185	—
— triple	16	—
Total	11 339	kilom.

D'après le « relatorio » du ministère des Travaux Publics, voici le tableau des résultats généraux de l'exploitation des lignes de l'Union au cours des dernières années :

	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Extension des lignes en kilomètres	11 071	11 442	
Recette totale en contos papier	[illegible]	106 268	
Dépense totale en contos papier	[illegible]	81 850	
Solde	[illegible]	24 418	
Coefficient d'exploitation	[illegible] %	77 02 %	

En 1907 la diminution des bénéfices résulte de l'augmentation des dépenses.

Voici maintenant les chiffres afférant au trafic :

	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Passagers, nombre total (1 000)	[illegible]	[illegible]	22 984	
Passagers au kilomètre (1 000)	[illegible]	[illegible]	621 024	
Parcours moyen d'un passager (kilom.)	[illegible]	22 6	27	
Bagages transportés (tonnes)	[illegible]	[illegible]	120 000	
Animaux (nombre)	[illegible]	813 000	746 000	
Marchandises au total (tonnes)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	
Tonnes kilom. au total (tonnes)	[illegible]	662 770 000	618 785 000	
Parcours moyen d'une tonne (kilom.)	[illegible]	125	136	

En cette dernière année 1907 l'exploitation des chemins de fer dépendant des Etats avait donné les résultats suivants : Extension des lignes en exploitation 6 219 kilomètres; Recette totale 65 101 contos pap.; dépense 38 919, solde 26 182; Coefficient d'exploitation 59,78 pour 100.

Enfin voici pour la même année les coefficients d'exploitation moyens des chemins de fer de l'Union groupés suivant leur régime légal :

Lignes dépendant de l'Union.	Administrées par l'Union....	98 pour 100
	Affermées..................	64 —
	Concédées sans garantie d'intérêt....................	62 —
	Concédées avec garantie d'intérêt....................	126 —

En notant ces résultats de 1907, le ministre des Travaux Publics observait que l'on doit se garder de tirer des conclusions définitives de ces chiffres, car les conditions techniques d'exploitation et le classement des dépenses sont trop variables pour être comparées. Il se bornait à constater que l'expérience a démontré les avantages de l'affermage et de la réunion des lignes en grands réseaux. Nous reviendrons sur ce sujet à propos du Chemin de fer Central.

Voici l'énumération des lignes de l'Union affermées :

Chemin de fer de Baturité au Ceara, en exploitation, 345 kilomètres. Loué par contrat du 12 avril 1898.

Chemin de fer de Sobral au Ceara, en exploitation, 216 kilomètres. Loué le 25 septembre 1907.

Chemins de fer de Natal à Independencia, Conde d'Eu, Itabayana à Campina-Grande, Molongu à Alagaoa-Grande, Recife au Saô-Francisco, Timbauba au Pilar, Central de Pernambuco, Sud de Pernambuco, Central d'Alagoas et embranchements, Paulo Affonso et embranchement de Ribeiraô à Cortez, loués à la Compagnie « Great Western of Brazil railway » les 31 juillet 1901 et 26 juillet 1904. Avec les lignes Recife au Limoeiro elles représentent une étendue de 1 455 kilomètres.

Chemins de fer de Bahia, par Joazeiro, au Saô-Francisco, embranchement de Timbo Propria, loués définitivement le 26 janvier 1900. Actuellement 975 kilomètres en exploitation.

Chemin de fer Central de Bahia, loué provisoirement le 8 janvier 1902.

Chemins de fer du Parana, loués le 29 novembre 1904; en exploitation, 416 kilomètres.

Les chemins de fer de Rio Grande do Sul :

Porto Alegre à Uruguayana et embranchements.	877	kilom.
Porto Alegre à Taquara ...	89	—
Santa Maria à Passo-Fundo ...	356	—
Rio Grande à Bagé ...	302	—
Total ...	1 624	kilom.

Sauf le chemin de fer Itaquy à S. Borja, ces lignes sont louées, depuis le 6 juin 1905, à la « Compagnie auxiliaire des chemins de fer au Brésil ».

Nous avons dressé le tableau des dépenses et des recettes de l'Union, au titre chemins de fer, de 1900 à 1905 sur les comptes budgétaires définitifs et de 1906 à 1910 sur les prévisions budgétaires. (*Annexe* 23.)

Nous allons en tirer quelques conclusions.

L'augmentation des frais d'exploitation des lignes exploitées par l'Union et la décroissance de leurs recettes (comptes définitifs) saute aux yeux tout d'abord. Nous y reviendrons plus loin.

La progression des fermages est intéressante à noter : de 592 c. p. et 27 c. or en 1900, ils sont montés à 2 920 c. p. et 243 c. or en 1909.

Quant aux garanties, nous les voyons diminuer de 1900 à 1905 par l'effet de l'opération du rachat, puis se relever ensuite. Mais ce n'est là qu'une partie des charges de l'Union; il faut encore tenir compte des intérêts des emprunts contractés spécialement pour payer les travaux de construction opérés par l'Union ou pour son compte, ainsi que de ceux de l'emprunt de Rescision.

Et alors voici les comptes que l'on peut dresser :

	1900
Garanties payées ...	9 067 contos or.
—	1 413 contos pap.
Intérêts Ouest de Minas 5 pour 100 sur 3 710 000 livres sterling ...	185 000 liv. sterling.

	1905
Garanties payées	1 911 contos or.
—	1 197 contos pap.
Intérêts Ouest de Minas	185 500 liv. sterling.
Intérêts emprunt de Rescission 4 pour 100.	664 772 liv. sterling.

Le 7 mai 1908, le gouvernement a été autorisé à payer les travaux de construction de la ligne Itapura-Corumba en titres de rente 5 pour 100, au pair, amortissable en cinquante ans à partir de 1912. Un maximum de 967 kilomètres est prévu et le prix du kilomètre ne peut dépasser 40 contos or, soit plus de 113 000 francs, et pour toute la ligne 38 680 contos or, ou près de 110 millions de francs.

En février 1909, une mesure analogue a été prise pour le payement de différents travaux de chemins de fer poursuivis par l'Union, en régie ou pour son compte, par divers entrepreneurs. Les titres seront du type 5 pour 100 d'une valeur de 1 contos de reis papier. Le montant de l'autorisation s'élève à 20 000 contos de reis papier, soit plus de 56 millions de francs au change actuel, mais elle est déjà inférieure à la valeur des travaux engagés et une nouvelle émission sera nécessaire pour exécuter ceux qui sont à l'état de projet.

D'ores et déjà les charges pour 1909 peuvent être évaluées de la façon suivante :

Garanties prévues	4 641 contos or.
—	1 574 — papier.
Intérêts Ouest de Minas	185 500 livres sterling.
— Emprunt Rescission 4 pour 100 sur 14 821 000 liv. st.	592 840 —
— 5 pour 100, emprunt 1908 de 50 000 000 fr.	2 500 000 fr.

Dans un avenir prochain il faudra ajouter :

Intérêts sur le solde des travaux de chemin de fer Itapura à Corumba, plus de 60 millions de francs	3 000 000 francs.
Intérêts sur l'emprunt de 20 000 contos papier	1 000 contos papier.

En réduisant ces valeurs en francs nous trouvons une somme de plus de 43 millions de francs comme annuité a payer par l'Union pour les chemins de fer dont elle a garanti le capital ou assumé les frais de construction. Naturellement les engagements des Etats ne sont pas comppris dans cette somme.

Ce calcul approximatif n'a évidemment que la valeur d'une indication générale (1).

Situation en 1908 des lignes principales du réseau brésilien en commençant par le Nord.

Le chemin de fer de Bragança, dans l'Etat de Para, unit la capitale de l'Etat, Belem, au port de Bragança sur l'Atlantique. Il dessert une région fertile où le gouvernement de l'Etat a créé de nombreux centres de colonisation. Les travaux, commencés en 1883, ont été terminés en 1907. La ligne principale a 236 kilomètres et ses embranchements 16 kilomètres. Voie d'un mètre, rayon de 250 mètres, pente de 0 m. 020.

Les chemins de fer de Sobral et de Baturité au Ceara, dans le nord du Brésil, relient, le premier Camocim, le second Fortalezza, deux ports de l'Etat, à l'intérieur. Ils ont été construits par le gouvernement impérial dans le but de secourir les populations de ces régions exposées à des famines périodiques par suite de l'incertitude du climat. Traversant un pays trop souvent dévasté par les fléaux, et par conséquent d'une richesse médiocre, ils réussissent cependant, grâce à une administration intelligente et économe, à obtenir des résultats qui sont déjà assez satisfaisants.

Le premier, commencé en 1872, a été affermé en 1897. Il avait, en 1907, 216 kilomètres de trafic qui étaient exploités

(1) En 1910 l'Union se propose de faire de nouveaux emprunts pour les chemins de fer, environ 200 millions de francs. De ce fait seul la charge annuelle sera élevée à plus de 53 millions de francs.

à 51,73 pour 100. Ses recettes se sont élevées progressivement jusqu'à 517 contos de reis papier en 1907. Ses dépenses l'avaient mis en déficit jusqu'en 1907 ; à partir du moment où l'exploitation a été affermée, le déficit a fait place à des bénéfices ininterrompus et croissants qui ont atteint, en 1907, 250 contos de reis papier. Cette année il y a eu 1 420 810 passagers kilométriques et 2 190 814 tonnes kilométriques.

Le second, commencé en 1870 et affermé en 1897, a 327 kilomètres en trafic et il est question d'y ajouter 300 kilomètres environ actuellement en construction ou en études. Le coefficient d'exploitation en 1907 a été de 87,24 pour 100. Les déficits ont alterné avec les bénéfices jusqu'à l'affermage de la ligne ; à partir de ce moment ceux-ci l'ont emporté. La recette en 1907 a été de 1 247 contos de reis papier, la dépense de 905 contos de reis papier, soit un solde de 342 contos de reis papier. Cette année les passagers kilométriques ont été de 5 746 733 et les tonnes kilométriques de 4 367 132.

Réseau de la *Great Western of Brazil railway company limited.* Cette société anglaise a été fondée en 1872 pour mettre en valeur la concession d'un petit chemin de fer de 96 kilomètres partant de Recife et pénétrant dans l'intérieur de la province, aujourd'hui Etat, de Pernambuco. En 1901 la compagnie entra en accord avec l'Union pour l'affermage de différentes lignes situées dans le voisinage des siennes et actuellement son réseau s'étend sur les quatre Etats de Rio Grande do Norte, Parahyba, Pernambuco et Alagoas. Il dessert la région côtière et relie les capitales de ces quatre Etats : Natal, Parahyba, Recife et Maceio. Il projette un rameau vers l'Ouest, qui pourra devenir une voie de pénétration. Enfin un petit tronçon détaché côtoie la rive gauche du fleuve Saô-Francisco et permet au trafic fluvial de franchir les cataractes de Paulo-Affonso.

Au 1er janvier 1908 la Compagnie exploitait 1 455 kilomètres de chemins de fer de l'Union à voie d'un mètre et une centaine de kilomètres relevant des Etats.

Voici quelques chiffres sur l'exploitation de 1 376 kilomètres de l'Union de 1905 à 1908 :

	1905	1906	1907	1908
	—	—	—	—
Passagers		1 925 000	1 913 000	
Tonnes de marchandises.		779 000	671 000	
Passagers au kilomètre.	45 020 000	48 131 000	51 000 000	
Tonnes au kilomètre.	43 938 000	49 488 000	41 555 000	
Recette totale, contos pap.	6 991	7 176	6 833	7 254
Dépense totale	4 8[illegible]7	4 881	4 649	5 28[illegible]
Coefficient d'exploitation			72,39 %.	72,78 %.

Les trois lignes principales de ce réseau sont celles qui de Recife rayonnent au nord-ouest, à l'ouest et au sud-ouest. La première, de *Recife à Limoeiro*, compte 180 kilomètres avec ses embranchements et a exploité, en 1905, 1906 et 1907 à 60,61,41 et 63,89 pour 100; la seconde, *Central de Pernambuco*, 244 kilomètres, a exploité, durant les mêmes années, à 72,62, 66,17 et 59,99 pour 100; enfin la troisième, *Recife au Saô-Francisco*, 125 kilomètres, présente les coefficients suivant pour la même période, 42,08, 49,16 et 49,71 pour 100. Le trafic est alimenté par le sucre, la canne à sucre, les céréales, manioc, coton, bois et charbon de bois.

Chemins de fer de l'Etat de Bahia (1). — Au commencement de 1909 on trouvait dans cet Etat 1 411 kilomètres de voies ferrées en exploitation, répartis sur quatre lignes principales.

La première, de *Bahia à Alagoinhas* et *au fleuve Saô-Francisco* avec embranchement vers le nord, destiné à la jonction avec le réseau de la Compagnie *Great Western*; la seconde, vers l'ouest, dénommée *Central de Bahia;* la troisième, vers le sud-ouest, appelée *ligne de Nazareth*,

(1) Mouvement financier des chemins de fer de l'Etat de Bahia en 1908, en contos papier.

		En trafic	Recettes	Dépenses	Soldes	Déficits
		—	—	—	—	—
Chemin de fer	Central de Bahia.	317 km	836	745	91	»
—	São-Francisco.	462 —	1 076	926	1[illegible]	»
—	Bahia-Alagoinhas	123 —	1 [illegible]30	878	152	»
—	Timbo	83 —	129	187	»	62
—	Nazareth	185 —	728	514	244	»
—	Santo Amaro	47 —	[illegible]0	268	[illegible]2	»
—	Bahia-Minas	142 —	250	190	59	»
—	Centre Ouest	[illegible]2 —	58	114	»	55
	Totaux.	1 411 km.	4 434	3 822	728	117

destinée à être l'amorce de la liaison avec les Etats de Minas Gerâes et de Rio de Janeiro; enfin la quatrième *Bahia Minas* partant de Caravellas port de l'extrême sud de l'Etat et se dirigeant vers l'ouest.

En 1909 l'Union, qui possède les deux premières lignes. en a affermé l'exploitation à une société brésilienne qui est également chargée d'en construire les prolongements.

La ligne principale *Bahia-Alagoinhas-Saô-Francisco* qui a 576 kilomètres, traverse dans la première partie (124 kilomètres) une région fertile, cultivée et peuplée. En 1907 elle avait transporté de Bahia à Alagoinhas 330 000 voyageurs et 87 000 tonnes de marchandises (10 399 000 voyageurs kilométriques et 6 268 000 tonnes kilométriques). Recette totale de 1 114; dépense totale de 826; coefficient d'exploitation 72,33 pour 100. Dans la seconde partie, le trafic est moins dense, il provient principalement du haut Saô-Francisco : voyageurs 22 115, voyageurs kilométriques 3 244 000; tonnes de marchandises 23 000, tonnes kilométriques 4 711 000. Recette totale 1 219; dépense totale 1 056; coefficient d'exploitation 87 pour 100.

Sur le *Central de Bahia*, 316 kilomètres, il y avait eu 54 861 voyageurs, 2 492 000 voyageurs kilométriques; 36 000 tonnes, 3 663 000 tonnes kilométriques; la recette totale avait été de 1 014, la dépense totale de 747, et le coefficient d'exploitation 74 pour 100.

La ligne *Bahia-Alagoinhas* est à voie simple de 1 m. 60, rayon maximum 300 mètres, pente minimum 0 m. 0125. Elle a été commencée en 1856 et terminée en 1863. Le coût du kilomètre fut de 130 contos de reis papier.

Le prolongement *Alagoinhas-Saô-Francisco* est à voie simple d'un mètre, rayon 153 mètres, pente 0 m. 018. Il a coûté 20 392 contos de reis papier.

Le *Central de Bahia* a inauguré ses travaux en 1874 et les a terminés en 1887. Il est à voie simple de 1 m. 067, rayon 120 mètres, pente 0 m. 033. Le coût total a été de 13 613 contos.

Le chemin de fer Victoria Minas est destiné à ouvrir au Nord et au Centre de Minas Gerâes un débouché sur le port de Victoria (500 kilomètres de Rio de Janeiro), capitale de l'Etat d'Espirito-Santo. Sa ligne principale aboutira à Dia-

mantina, en pleine région minière dont les richesses connues depuis longtemps restent inexploitées en partie par suite de la difficulté et de la cherté des transports. Elle permettra également l'exploitation d'une grande partie de l'Etat d'Espirito-Santo dont la valeur est non moins importante. Les travaux ont commencé le 30 mars 1903; au 1er janvier 1909 il y avait 279 kilomètres en trafic, 79 en construction et 150 à l'étude. Voici les résultats de l'exploitation dans les années 1905, 1906, 1907 et 1908 :

	1905	1906	1907	1908
Kilom. ouverts au trafic	91	154	208	279
Passagers		29 754	31 385	34 007
Tonnes de marchandises		5 [illegible]88	10 006	13 853
Passagers au kilomètre	987 000	1 2[illegible]000	1 871 000	
Tonnes au kilomètre	263 [illegible]	[illegible]74 000	94[illegible] 000	
Recette totale, contos pap.	154	24[illegible]	[illegible]5	[illegible]74
Dépense totale. —	17[illegible]	279	[illegible]3	627
Coefficient d'exploitation.	110.50 %	113.[illegible] %	115.[illegible]3 %	109.28 %
Recette kilométrique, milreis p.	2 1[illegible]1	2 286	2 466	
Dépense kilométrique milreis p.	2 [illegible]55	2 600	2 864	

La *Leopoldina railway company limited* est une ancienne société brésilienne réorganisée en 1897 par des capitalistes anglais au moment où elle était menacée de tomber en déconfiture. Elle exploite un ensemble de lignes qui desservent une vaste région au nord de la capitale fédérale et s'étendent sur les Etats de Rio de Janeiro, Minas Gerâes et Espirito-Santo. L'exploitation en est difficile par suite des conditions techniques des tracés et de la construction dans un pays très montagneux.

Son réseau actuel, 2 319 kilomètres, à voie d'un mètre, en trafic et 82 en construction, tire son importance non seulement de la région qu'il dessert, mais aussi de la liaison qu'il opère entre Rio de Janeiro et le nord du Brésil, soit le long de la côte par Espirito-Santo, soit par l'intérieur de Minas Gerâes.

Sur les 2 319 kilomètres en exploitation, 930 appartiennent à l'Union et c'est à eux seulement que s'appliquent les statistiques ci-dessous, les autres sont la propriété des Etats de Rio de Janeiro, Minas Gerâes et Espirito-Santo :

	1905	1906	1907
	—	—	—
Passagers		1 465 000	1 684 040
Tonnes de marchandises...		173 000	203 360
Passagers au kilomètre....		17 622 000	21 541 000
Tonnes au kilomètre......		22 084 000	26 424 000
Recette totale, contos pap.	4 481	4 368	4 607
Dépense totale, — —	3 896	4 496	5 430

En 1907 le coefficient d'exploitation a varié de 79 à 200 pour 100 suivant les lignes. Il a été de 79 pour 100 et de 183 pour 100 sur les deux principales. En 1905 il avait été pour ces dernières de 69 et 81 pour 100.

Chemin de fer « Central do Brazil ». — C'est l'ancien *chemin de fer dom Pedro II.* Projeté dès 1835, il ne fut réellement commencé qu'en 1855 et son premier tronçon livré à l'exploitation en 1858. Entrepris tout d'abord par une compagnie privée, créée par des Brésiliens avec des capitaux brésiliens, encouragée par l'empereur dom Pedro II, et qui construisit 137 kilomètres, il fut racheté par l'Etat en 1865 pour 25 000 contos, capital dépensé, lorsque la société eut épuisé toutes ses ressources dans les travaux considérables nécessités par l'ascension de la Serra do Mar. Depuis cette époque, l'Etat en a continué la construction et l'exploitation avec un personnel exclusivement brésilien; en 1897 il tenta de l'affermer, mais y renonça en présence des offres désavantageuses qui lui furent faites.

Il a deux artères principales, l'une au sud-ouest qui aboutit à la capitale de l'Etat de Saint-Paul, par la vallée du Parahyba, l'autre qui remonte vers le nord traverse l'Etat de Minas Gerâes dont elle dessert les principales villes et atteint le grand fleuve Saô-Francisco, à 1 003 kilomètres de la côte, près de la grande chute de Pirapora, point destiné à devenir un nœud important de communications ferrées et fluviales entre les vallées du Saô-Francisco et plus tard de l'Amazone d'une part, et la côte de l'Atlantique d'autre part.

Son tracé présente sur presque tout son parcours des difficultés techniques considérables. A 65 kilomètres de Rio de Janeiro il aborde la Serra do Mar, talus oriental du plateau central, et par des pentes très fortes la franchit au kilo-

mètre 90 où la voie passe à 415 mètres d'altitude sous un tunnel de 2 237 mètres de longueur qui lui donne accès dans la vallée supérieure du Parahyba. C'est là que bifurquent les deux lignes principales. Celle du nord franchit encore plusieurs chaînes de montagne, dont la Serra Mantiqueira à 1 147 mètres d'altitude, au moyen d'ouvrages d'art très importants. Le coût du kilomètre a varié suivant les sections de 62 contos de reis papier à 341.

Au 1er janvier 1909, 1 737 kilomètres étaient en exploitation, 134 en construction ou à l'étude. Au cours de l'année précédente 69 kilomètres avaient été ouverts au trafic. Il y a 928 kilomètres à voie large, 1 m 60, 116 à voie mixte et le reste à voie d'un mètre. En 1907 le coût du kilomètre à voie large est revenu à 132 contos de reis papier et celui du kilomètre à voie étroite à 67. Le mouvement des passagers s'est élevé au chiffre de 22 millions, sur lequel celui de la banlieue a absorbé près de 20 millions. Le trafic des marchandises a été de 1 054 000 tonnes, celui des animaux 304 000 têtes. A la fin de 1907 le capital dépensé était évalué à 236 622 contos de reis papier.

Depuis 1900 voici par année les coefficients d'exploitation :

1900	105 %
1901	92 %
1902	99 %
1903	98 %
1904	118 %
1905	124 %

En 1906 les recettes totales se sont élevées à 31 000 contos de reis papier et les dépenses à 34 000. Le coefficient d'exploitation fut de 97 pour 100 pour les lignes principales ; il avait été de 96,18 pour 100 en 1905, et pour les lignes secondaires, heureusement de faible longueur, 362 pour 100 (en 1905, 373 pour 100). En 1907 la recette totale a été de 31 889 contos de reis papier, la dépense 30926 et le solde 969 ; coefficient d'exploitation : 96,96 pour 100. En 1908, recettes 29675 contos, dépenses 32517, coefficient d'exploitation 109,57 %.

Le Chemin de fer Central qui est exploité par l'administration fédérale, voit son trafic augmenter dans des propor-

tions considérables. Dans la dernière période quinquennale le nombre des voyageurs est passé de 15 788 000 à 22 362 000, le tonnage des bagages de 52 000 tonnes à 67 000, celui des marchandises de 1 022 000 tonnes à 1 054 000. Mais les dépenses sont élevées, beaucoup plus élevées que sur les autres chemins de fer du Brésil, les rapports officiels ne le cachent pas. C'est ainsi que, en 1907, on y comptait 12 057 employés pour une extension de 1 694 kilomètres; tandis que les compagnies Mogyana et Paulista, dont le trafic est intense, n'en avaient respectivement que 3 842 et 3 922 pour des réseaux de 1 351 et 1 057 kilomètres, bien que les conditions de la construction et du trafic soient moins favorables sur ces deux lignes que sur le Central. Il y a eu cependant une amélioration, car en 1897 on comptait 11 187 tonnes kilométriques de trafic par employé tandis qu'aujourd'hui on en a 32 832. Le *Jornal do Commercio* du 15 novembre 1909 a signalé l'abus des voyages gratuits pour le compte de l'administration, à tel point que leur valeur pour le premier semestre de 1909 aurait été calculé à 1 200 contos de reis. Le gouvernement a pris récemment le parti de supprimer radicalement cette gratuité.

La dépense par tonne kilométrique de poids utile a été, en 1907, de 80 reis 45 et la recette de 81,10. Sur la Mogyana elles ont été de 85 et 165,22 et sur la Paulista 74,83 et 180,16. Cependant la densité du trafic sur le Central est la plus forte de toutes les lignes brésiliennes, 24 079 407 tonnes kilométriques.

Il est juste de remarquer que des réductions de trafic ont été opérées par l'administration, notamment 25 pour 100 sur le café en 1906 et que, malgré cette mesure coïncidant avec une diminution du tonnage transporté, la recette totale de 1907 a dépassé celle de 1906 de plus de 1 000 contos, ce qui indiquerait un développement d'autres branches de l'activité du pays.

Le chemin de fer Ouest de Minas dessert une partie de l'Etat de Minas Gerâes, situé à l'ouest de la grande ligne du Chemin de fer Central. Il traverse des régions où l'élevage, aussi bien que la culture du caféier, des céréales, de la canne à sucre et du coton, ont pris un assez grand développement.

Il a son origine dans une concession accordée par la province de Minas Geraes en 1873. Les travaux commencèrent en 1880. En 1903 le gouvernement racheta le réseau tout entier qui est aujourd'hui sous l'administration fédérale.

Ce réseau se compose de deux tronçons, l'un de 688 kilomètres à voie de 0 m. 76, l'autre de 223 kilomètres à voie d'un mètre. En outre de ces 911 kilomètres en exploitation il y a 161 kilomètres en construction. Sur la voie de 0 m. 76 le maximum des déclivités est de 0 m. 022 et le minimum des rayons 72 mètres. Sur la voie d'un mètre ils sont respectivement de 0 m. 025 et 100 mètres. Les 684 kilomètres à voie de 0 m. 76 ont coûté approximativement 16 300 contos de reis papier. Le rachat du réseau tout entier, y compris un service de navigation de 208 kilomètres, a été de 15 600 contos.

Voici les données principales de l'exploitation dans ces trois dernières années :

	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Passagers		64 455	78 911
Tonnes de marchandises		42 041	45 52[illegible]
Passagers au kilomètre	4 9[illegible]	4 [illegible]6 511	5 [illegible]
Tonnes au kilomètre	8 095 143	10 442 914	10 812 81[illegible]
Recette totale, contos pap.	1 781	2 24[illegible]	2 14[illegible]
Dépense totale, —	1 873	2 160	2 [illegible]
Coefficient d'exploitation	105 10 %	97,41 %	99,01 %
Recette kilométrique, milreis p.	1 985	2 455	2 28[illegible]
Dépense kilométrique, —	2 124	2 392	2 27[illegible]

Chemin de fer de Goyaz. — Le chemin de fer de Goyaz qui se détache de Formiga, 1 840 mètres d'altitude, terminus du chemin de fer Ouest de Minas, est une des lignes de pénétration projetées. Il doit relier la capitale de l'État de Goyaz et le haut Araguaya, affluent de l'Amazone aux voies ferrées de la côte Est ; d'autres embranchements sont projetés d'une part vers le haut Tocantins, autre affluent de l'Amazone et, d'autre part, vers le Parnahyba, principal tributaire du haut Paraguay. Ainsi se réalisera la jonction des bassins de l'Amazone et du Paraguay. Le réseau ainsi concédé aurait une étendue de près de 2 000 kilomètres.

Les visées immédiates sont plus modestes ; il s'agit de réunir les parties méridionales de Minas Gerâes et de Goyaz au réseau existant pour ouvrir à leur commerce l'accès des deux grands ports : Rio de Janeiro et Santos.

Les travaux ont commencé en 1907, 62 kilomètres sont déjà ouverts au trafic.

La ligne doit traverser des régions de plateaux qui, dit-on, sont très fertiles et excellentes pour l'élevage.

Saô-Paulo railway (*Santos-Jundiahy*). — Cette ligne de 139 kilomètres relie au port de Santos la capitale de l'Etat de Saint-Paul et pousse ses rails un peu plus loin, jusqu'à la ville de Jundiahy. Elle escalade la Serra do Mar par quatre plans inclinés et s'élève ainsi de 778 mètres sur une longueur de 8 kilomètres. La voie, à 1 m. 60, est double, et a nécessité des travaux d'art si difficiles et si coûteux dans la traversée de la Serra do Mar que l'entreprise faillit être abandonnée. Elle fut sauvée par l'intervention d'un Brésilien éminent, le vicomte de Maua qui, confiant dans l'avenir, lui avança, les fonds nécessaires. Dans cette partie du tracé la traction est opérée par quatre sections de câble d'acier mis en mouvement par une machine fixe établie sur chaque palier.

Ce chemin de fer a été construit et est exploité par la Compagnie anglaise Saô-Paulo railway limited, dont le siège est à Londres. Elle a été constitué en 1858 pour acquérir la concession de cette ligne donnée par contrat du 26 avril 1856. A l'origine elle jouissait d'une garantie de 7 pour 100 sur un capital de 2 650 000 livres qui cessa d'être payée en 1889 ; l'année suivante elle remboursa au gouvernement toutes les sommes qu'elle en avait reçues en garanties. Elle partage ses bénéfices avec l'Etat lorsqu'ils dépassent 8 pour 100. En consentant à doubler sa voie en 1895 elle a obtenu une prolongation de trente ans de la durée de sa concession. Par contre, la ville et le port de Santos ont été exclus du privilège de zone.

Sa ligne de Saint-Paul à Santos étant le collecteur du trafic de l'Etat a une activité considérable. Voici quelques données statistiques qui permettront d'en juger :

	1905	[illegible]	1907	1908
Passagers		1 [illegible] (1)	1 536 000	
Tonnes de marchandises		1 892 000	1 9[illegible]00	
Passagers au kilomètre	[illegible]2 122 [illegible]	45 354 000	[illegible]2 [illegible]28 000	
Tonnes kilométriques	1[illegible]1 000	1[illegible] 549 900	164 229 000	
Recette totale, contos pap.	21 206	2[illegible] 901	25 [illegible]	25 6[illegible]2
Dépense totale. —	1[illegible]9	13 153	15 617	15 599
Coefficient d'exploitation.	[illegible]8,6[illegible] %	[illegible],78 %	61,60 %	60,[illegible] %
Recette kilométrique, milreis pap.	1[illegible]2	[illegible]	182	
Dépense kilométrique, milreis pap.	[illegible]5	[illegible]5	112	
Capital dépensé, £		6 [illegible]		
Coût du kilomètre, voie double à 1 m. 60, £		[illegible]9 480		

Chemin de fer « Mogyana ». — Ce réseau est administré, construit et exploité par une société brésilienne créée en 1872 et avec un personnel brésilien. Il est dû à l'initiative locale. Au début il était destiné à desservir la partie septentrionale de l'État de Saint-Paul, puis il a débordé sur celui de Minas Geraes dont il coupe la partie sud-ouest, a touché la frontière de Goyaz et, après avoir franchi le fleuve Paranahyba qui devient un peu plus bas le Parana, atteindre, dans ce dernier État, la ville de Catalão. Toute la contrée qu'il parcourt est très fertile, dans l'État de Saint-Paul notamment où il traverse les régions les plus riches en café dont Ribeirão-Preto est le centre.

Le tronc se soude sur celui du chemin de fer Paulista à Campinas et, par ses embranchements, se relie aux chemins de fer du sud de Minas.

Le réseau, dont la construction a commencé en 187[illegible], a actuellement une longueur totale de 1 710 kilomètres sur lesquels 358 étaient en construction ou à l'étude au 1er janvier 1908. La voie simple est à un mètre. 553 kilomètres ont coûté, au 31 décembre 1906, 21 0[illegible] contos de reis papier, le prix moyen du kilomètre variant de 23 à 53 contos.

Voici les principaux éléments du trafic des 1 352 kilomètres en exploitation :

(1) Non compris les immigrants transportés gratuitement.

	1905	1906	1907
	—	—	—
Passagers	1 348 421	1 443 410	1 691 534
Tonnes de marchandises	551 215	660 036	711 024
Passagers au kilomètre	53 991 786	56 858 281	60 254 929
Tonnes au kilomètre	88 833 491	108 076 385	111 470 100
Recette totale, cont. p	15 721	19 287	19 226
Dépense totale, —	8 522	9 314	9 509
Coefficient d'exploitation	53,7 %	48,29 %	49,5 %
Recette kilométrique, milreis pap	11 582	14 223	14 231
Dépense kilométrique, milreis pap	6 331	6 868	7 038

Chemin de fer « Paulista ». — Ce réseau a été construit et est exploité par la compagnie brésilienne *Companhia Paulista de vias ferraes e fluviaes*, reconnue par décret du 28 novembre 1868. Elle a obtenu de la province de Saint-Paul une garantie d'intérêt de 7 pour 100 mais y a renoncé bientôt et a remboursé toutes les sommes reçues à ce titre. Il est à remarquer que la compagnie « S.-Paulo railway » avait un privilège sur une partie du tronc de cette ligne, mais qu'elle n'a pas voulu en user.

Le capital est entièrement brésilien; il en a été de même pour la construction, l'administration et l'exploitation qui sont uniquement entre les mains des nationaux.

La ligne ne traverse pas de contrées difficiles d'accès et ne présente pas de travaux d'art très importants. Elle dessert une région très fertile et fort peuplée au centre de l'État de Saint-Paul. Le café est naturellement un des principaux aliments de son trafic : 218 000 tonnes en 1906.

	1905	1906	1907
	—	—	—
Passagers	949 794	977 029	1 117 827
Tonnes de marchandises	725 400	983 642	975 783
Passagers au kilomètre	50 885 420	53 619 544	60 944 230
Tonnes au kilomètre	91 437 524	133 647 786	132 441 695
Recette totale, contos pap	18 421	27 110	24 862
Dépense totale, —	8 698	8 660	10 327
Coefficient d'exploitation	47,2 %	31,06 %	41,5 %
Recette kilométrique, milreis pap	17 460	26 569	23 499
Dépense kilométrique, milreis pap	8 245	7 334	9 761

Le chemin de fer Sorocabana a été commencé en 1872. Il est également dû à l'initiative brésilienne. Il étend son réseau sur tout le sud-ouest de l'État de Saint-Paul, région vaste et riche en produits variés. On y rencontre de grandes étendues de terres excellentes pour la culture du café. Cette région est moins peuplée que le centre et le nord de l'État, car c'est seulement depuis peu que la colonisation s'y dirige, mais elle a devant elle un grand avenir.

La compagnie, qui avait entrepris la construction et l'exploitation, dut passer la main au gouvernement fédéral qui racheta la ligne et la revendit à l'État de Saint-Paul en 1905 pour 65 000 contos or ou 4 250 000 livres sterling. En 1907 l'État de Saint-Paul l'afferma à une compagnie étrangère, la « Sorocabana railway ».

En 1907 elle avait 1 040 kilomètres à voie d'un mètre en trafic. Voici les résultats de cette exploitation.

	1905	1906	1907
	—	—	—
Passagers	619 714	680 178	780 797
Tonnes de marchandises	302 408	355 635	412 1[illegible]8
Passagers au kilomètre	31 851 626	36 183 634	40 314 790
Tonnes au kilomètre	[illegible] 136	68 409 492	75 400 8[illegible]
Recette totale, contos pap.	10 144	12 [illegible]	12 697
Dépense totale, —	6 095	7 019	7 62[illegible]
Coefficient d'exploitation	60,01 %	53,11 %	60,08 %
Recette kilométrique, milreis pap.	10 828	13 2[illegible]9	12 2[illegible]6
Dépense kilométrique, milreis pap.	7 066	7 307	7 [illegible]

Chemin de fer du Nord-Ouest. — A Bauru, dans l'ouest de l'État de Saint-Paul, terminus d'un embranchement du Sorocabana railway, à 442 kilomètres de Saint-Paul, commence la ligne du Nord-Ouest.

Cette ligne a une importance particulière : voie de pénétration, elle prolonge le réseau pauliste dans les riches régions occidentales de l'État ainsi que dans celles de l'État voisin de Matto-Grosso, et ouvre ainsi un débouché à d'immenses régions actuellement inaccessibles ; voie transcontinentale, elle doit atteindre le réseau bolivien au delà du fleuve Paraguay et par lui les réseaux chiliens et péruviens,

établissant ainsi la communication entre le littoral de l'Atlantique et celui du Pacifique. Son tracé a aussi une valeur stratégique de premier ordre en permettant au Brésil d'accéder rapidement et sûrement dans le haut Paraguay et sur tous les points de sa frontière méridionale et occidentale au lieu d'être, comme aujourd'hui, obligé de passer par l'Argentine.

La ligne à voie d'un mètre a été concédée à une Compagnie française, à la *Compagnie du Nord-Ouest* qui en a la construction et l'exploitation. Partant de Bauru, à 442 kilomètres de Saint-Paul, elle se dirige au nord-ouest vers le fleuve Parana qu'elle franchit à Itapura, puis vers le fleuve Paraguay qu'elle atteindra à Corumba. Quand elle sera terminée, Corumba, port brésilien sur le fleuve Paraguay, se trouvera à 2 345 kilomètres de Rio de Janeiro, soit environ soixante-dix-huit heures de voyage, et à 1 828 kilomètres, ou soixante heures de Santos.

Les travaux du premier tronçon de Bauru-Itapura (440 kilomètres) ont commencé en juillet 1905 et ont été terminés à la fin de 1909. A la fin de 1907, 92 kilomètres étaient en exploitation ; en mars 1909, les rails atteignaient le kilomètre 342.

Itapura, au centre d'un grand réseau de voies fluviales constitué par le Parana supérieur et ses affluents, doit devenir un point politique, économique et stratégique important.

Pour la construction du second tronçon Itapura-Corumba, de 967 kilomètres, le gouvernement fédéral a passé un contrat avec la Compagnie du Nord-Ouest, d'après lequel il prend à sa charge les frais de la construction, donne à la Compagnie l'entreprise des travaux et lui assure l'affermage de l'exploitation. La ligne devra être construite en deux ans et demi et le prix du kilomètre ne doit pas dépasser 40 contos de reis or.

La ligne de Sâo-Paulo-Rio Grande do Sul est destinée à relier les réseaux des deux Etats et par conséquent à compléter la grande artère qui court à une certaine distance sur le plateau, parallèlement à la côte et unira Rio de Janeiro au sud du Brésil et par là à l'Uruguay et à l'Argentine.

Pour l'instant, elle se compose de la grande artère nord-sud Itararé à Uruguayana, de 881 kilomètres, voie d'un mètre, dont 620 étaient construits en mars 1909 et qui a été terminée en octobre 1910.

Les travaux ont commencé en juillet 1895. Ils ont été poussés dans ces derniers temps avec une grande activité.

La ligne traverse un pays éminemment propre à la colonisation européenne et où de nombreux colons sont déjà fixés.

La Compagnie « São-Paulo-Rio Grande railway », concessionnaire, étudie également une autre ligne, est-ouest, de 1 300 kilomètres qui, coupant la première, reliera l'arrière-pays, y compris la république du Paraguay, à l'Atlantique au port de São Francisco ou à celui de Paranaguá.

Le chemin de fer du Paraná, voie d'un mètre, relie au port de Paranaguá la capitale de l'État de Paraná, Curityba, et la station de Ponta-Grossa de la ligne São-Paulo-Rio Grande do Sul. Commencé en 1880 il fut terminé en 1894. Il a une étendue totale de 410 kilomètres, y compris quelques petits embranchements.

Avec les chemins de fer de Rio de Janeiro à Petropolis, de Rio de Janeiro à Saint-Paul et de Santos à Saint-Paul, c'est le quatrième qui escalade la Serra do Mar pour pénétrer sur le plateau intérieur. Cette montée de 950 mètres accomplie par une voie ordinaire, se développe sur 40 kilomètres avec des pentes maxima de 0 m. 03 et des rayons minima de 90 mètres. Elle a nécessité des travaux d'art importants et très audacieux qui font honneur aux ingénieurs brésiliens qui les ont étudiés et exécutés. Le coût total de la ligne a été de 20 672 contos de reis dont 11 492 pour la partie de Paranaguá à Curityba.

La ligne, construite et exploitée par une Compagnie française qui jouissait d'une garantie d'intérêts, fut rachetée en 1902 et affermée en 1904.

Elle dessert une région où la colonisation européenne a pris déjà un grand essor et continue à s'étendre. Son principal trafic est le transport de l'herva maté et des bois.

	1905	1906	1907	1908
	—	—	—	—
Passagers		107 550	116 000	125 325
Tonnes de marchandises		178 202	178 100	186 506
Passagers au kilomètre	6 138 000	6 716 000	18 056 000	9 679 817
Tonnes au kilomètre	14 862 000	20 789 000	22 057 330	23 053 664
Recette totale, contos pap.	2 918	3 661	3 926	4 113
Dépense totale, —	1 318	1 334	1 446	1 505
Coefficient d'exploitation	45,30 %	36,50 %	36,81 %	36,59 %
Recette kilométrique, milreis pap.	6 908	8 762	9 399	
Dépense kilométrique, milreis pap.	3 162	3 199	3 466	

La *Compagnie auxiliaire des chemins de fer du Brésil* est adjudicataire de l'exploitation de la plus grande partie du réseau de l'Etat de Rio Grande do Sul. On sait que cet Etat le plus méridional du Brésil est aussi bien doté au point de vue des richesses naturelles que la république de l'Uruguay à laquelle il touche. Sa population relativement nombreuse est active ; aussi le trafic des chemins de fer est-il déjà considérable et le deviendra davantage encore avec l'achèvement des travaux du port de Rio Grande do Sul qui donna au commerce les facilités qui lui font défaut actuellement.

Au 31 décembre 1908, la Compagnie Auxiliaire avait 1 624 kilomètres en exploitation, 545 en construction et 300 à l'étude, en tout 2 468 kilomètres de voie à un mètre. Elle poursuit au nord sa liaison avec la ligne Sâo-Paulo-Rio Grande et au sud la jonction avec le réseau de l'Uruguay. Le capital dépensé était de 28 530 contos.

La statistique fédérale ne donne que les chiffres du trafic afférent à 1 275 kilomètres :

	1905	1906	1907	1908
	—	—	—	—
Passagers		250 000	298 305	466 989
Tonnes de marchandises		220 000	245 586	312 686
Passagers au kilomètre	16 512 000	17 718 000	21 571 358	28 047 314
Tonnes kilométriques	37 443 000	48 075 000	53 059 167	67 645 903
Recette totale, contos pap.	4 489	5 473	6 980	7 395
Dépense totale, —		3 487	4 871	4 693
Coefficient d'exploitation	69,50 %	63,71 %	69,79 %	59,13 %
Recette kilométrique, milreis pap	3 5	4 294	4 676	
Dépense kilométrique, milreis pap		2 737	3 263	

NAVIGATION

La nature a doté le Brésil de communications par eau très étendues et d'une très grande importance, aussi bien pour les relations extérieures que pour les relations intérieures.

Sans entrer dans des détails sans intérêt ici, on peut rappeler que le rivage maritime a plus de 6 000 kilomètres de développement et qu'il est creusé par une infinité de baies et d'embouchures de fleuves. Les cours d'eau sont innombrables et dépassent en étendue ce que l'imagination a l'habitude de concevoir. Le fleuve Amazone, par exemple, est navigable sur plus de 6 000 kilomètres, et ses principaux affluents seulement offrent aux bateaux plus de 40 000 kilomètres de parcours.

Le cours supérieur du San-Francisco a un bief navigable de plus de 1 700 kilomètres pour les navires de 500 à 2 000 tonnes.

L'État de Saint-Paul possède également plusieurs milliers de kilomètres de cours d'eau propres à la grande batellerie.

L'État de Parana a sa partie occidentale desservie par un grand bief navigable du fleuve Parana, ainsi que par plusieurs rivières importantes.

L'État de Rio Grande do Sul évalue à 2 812 kilomètres la longueur de ses voies navigables.

L'État de Matto-Grosso est pour l'instant uniquement desservi par le fleuve Paraguay.

A l'heure qu'il est, la mer et les fleuves représentent pour une grande partie du pays les seuls moyens de communications. Un véritable réseau, constitué par le cours inférieur de l'Amazone et de ses grands tributaires, la mer et le Rio de la Plata, le Parana et le Paraguay, enveloppe le Brésil, sauf sur quelques centaines de kilomètres à l'ouest ; et un nombre extrêmement grand de voies d'eau disséminées dans l'intérieur forme des réseaux secondaires plus ou moins étendus, séparés du réseau circulaire par des cascades ou des rapides, avec lequel le chemin de fer opère la soudure sur des points de jour en jour plus nombreux.

Les principales entreprises qui font la navigation au long cours au Brésil sont les suivantes.

Anglaises :

Lamport & Hall, relations avec le Nord-Amérique ;

Royal Mail S. P. Co, relations avec l'Amérique du Sud et l'Europe ;

Liverpool, Brazil and River Plate Steamers, relations avec l'Amérique du Sud et l'Europe ;

Pacific Steam Navigation Co, relations avec l'Amérique du Sud et l'Europe ;

Prince Line Co, relations avec l'Amérique du Sud et l'Europe.

Austro-hongroises :

Lloyd Autrichien, relations avec l'Amérique du Sud et l'Europe ;

Compagnie Royale Hongroise, relations avec l'Amérique du Sud et l'Europe.

Allemandes :

Hamburg Amerika Linie, relations avec l'Europe, l'Amérique du Sud et l'Amérique du Nord ;

Hamburg Sudamrikanische, relations avec l'Europe, l'Amérique du Sud et l'Amérique du Nord ;

Norddeutscher Lloyd, Bremen, relations entre l'Europe et l'Amérique du Sud ;

D. R. Union A. G. Homan Line, relations entre le Brésil et l'Amérique du Nord.

Brésiliennes :

Novo Lloyd Brazileiro, relations avec l'Amérique du Sud et l'Amérique du Nord ;

Empreza de Navegaçao, relations avec l'Amérique du Sud ;

Navegaçao do Alto Uruguay, relations avec l'Amérique du Sud.

Françaises :

Compagnie des Messageries Maritimes, relations avec l'Europe et l'Amérique du Sud ;

Compagnie des Chargeurs Réunis, relations avec l'Europe et l'Amérique du Sud ;

Société Générale de Transports Maritimes, relations avec l'Europe et l'Amérique du Sud.

Espagnoles :

Sociedad anonima de Navigacion transatlantica, relations avec l'Europe et l'Amérique du Sud ;

Pinillos Izquierdo et Ca, relations avec l'Europe et l'Amérique du Sud.

Italiennes :

Societa di Navigazione à vapore, relations avec l'Europe et l'Amerique du Sud ;

La Veloce, relations avec l'Europe et l'Amérique du Sud ;

Navigazione generale italiana, relations avec l'Europe et l'Amérique du Sud ;

Lloyd italiano, relations avec l'Europe et l'Amérique du Sud ;

Ligure brasiliana, relations avec l'Europe et l'Amérique du Sud ;

Lloyd de Savoie, relations avec l'Europe et l'Amérique du Sud.

Hollandaise :

Lloyd hollandais, relations avec l'Europe et l'Amérique du Sud.

La navigation au Brésil se développe rapidement.

La moyenne quinquennale des entrées qui, de 1870 à 1874, avait été de 3 453 409 tonnes, est passée pour la période de 1880-1884 à 4 253 479 tonnes et pour celle de 1903 à 1907 à 13 478 185 tonnes. (*Annexes* 15 et 16.)

La région de l'Amazone a deux grands ports, Manaos et Para ou Belem.

Manaos. — Manaos, bien que situé à plus de 1 800 kilomètres dans l'intérieur est accessible aux grands navires et par conséquent en relations directes avec l'Amérique et l'Europe. Au milieu d'un réseau fluvial immense de plus de 40 000 kilomètres d'étendue qui sillonne un immense territoire à peine exploré couvert de forêts vierges et riche en produits naturels de toute sorte, sa position est des plus importantes. C'est un centre d'où rayonne la navigation dans toutes les directions et notamment vers la Guyane, le Venezuela, la Colombie, le Perou et la Bolivie. C'est aussi la seule ville importante de cet immense Etat dont la superficie est de près de 2 000 000 de kilomètres carrés, mais qui compte à peine 250 000 habitants.

Les chiffres suivants de son mouvement commercial extérieur et intérieur donnent une idée du développement de ce port :

	COMMERCE EXTÉRIEUR CONTOS DE REIS PAPIER			MOUVEMENT DES MARCHANDISES DANS LE PORT. 1 000 TONNES		
Années.	Importation.	Exportation.	Totaux.	Entrée.	Sortie.	Totaux.
1902.	14 041	78 461	92 502			
1903.	20 496	115 248	135 744			
1904.	24 125	123 003	147 128			
1905.	19 447	109 281	128 728			
1906.	18 823	98 541	117 364			
1907.	26 087	112 697	138 784	108		
1908.	19 299	63 073	82 372	95		
1909.						

Para ou *Belem*. — Ce port est à l'entrée de l'Amazone, sur un bras oriental du fleuve accessible aux plus grands navires. Il est donc tête de ligne des nombreuses compagnies fluviales et de navigation mixte, telle que l' « Amazon Steam Navigation Cy Led » dont les itinéraires sur l'Amazone et ses affluents couvrent une étendue de 9 637 milles marins ou 15 406 kilomètres, et dont la flotte est composée de plus de 36 vapeurs.

On construit en ce moment un port moderne qui sera doté des engins les plus perfectionnés.

	COMMERCE EXTÉRIEUR					
	CONTOS DE REIS			1 000 TONNES		
Années.	Importation.	Exportation.	Totaux.	Importat.	Exportat.	Totaux.
1902.	34 031	73 917	107 948			
1903.	42 656	81 380	124 036			
1904.	53 990	92 249	146 239			
1905.	44 981	106 521	151 402			
1906.	40 464	99 634	140 078			
1907.	50 422	95 694	146 116	246	25	
1908.	36 709	53 519	90 228	226		
1909.						

Ports principaux de l'Océan :
Recife ou Pernambuco ;
Bahia ;

Rio de Janeiro ;
Santos ;
Paranagua ;
Rio Grande do Sul.

Recife ou *Pernambuco*. — A l'extrémité de la pointe orientale du continent sud-américain et par conséquent au point le plus rapproché de l'Europe, ce port est la relâche obligatoire des navires allant vers le sud ou vers le nord. En outre, il est le débouché du réseau ferré de la Compagnie « Great Western », 1 600 kilomètres, qui s'étend sur quatre États, Rio Grande do Norte, Parahyba, Pernambuco et Alagoas représentant ensemble 320 000 kilomètres carrés et 2 600 000 habitants environ.

Le port naturel est formé par un récif, mais il ne suffit plus aux besoins de la navigation et une Compagnie française en construit un nouveau actuellement.

	COMMERCE EXTÉRIEUR					
	CONTOS DE RÉIS PAPIER			1 000 TONNES POIDS BRUT		
Années	Importation	Exportation	Totaux	Importat.	Exportat.	Totaux
1902	47 621	21 675	69 296			
1903	41 873	27 469	69 342			
1904	44 400	16 337	60 737			
1905	43 016	15 695	58 711			
1906	37 178	20 151	57 329			
1907	42 813	19 151	61 151	212	41	
1908	37 850	10 950	48 800	193		
1909						

Bahia. — Bahia, dans une magnifique baie bien abritée, est le débouché d'un vaste territoire comprenant avec l'État de Bahia celui de Sergipe et une partie de Minas Geraes. En effet, le réseau de chemins de fer de 1 411 kilomètres qui y aboutit dessert les deux premiers et arrive jusqu'au bassin supérieur du San-Francisco où ce fleuve et ses affluents forment une voie fluviale de plus de 3 000 kilomètres sillonnant la partie septentrionale de Minas Geraes. Ce réseau fluvial est parcouru par une flottille d'une douzaine de vapeurs et de plus de cent embarcations diverses. A lui seul, l'État de Bahia a une superficie de 426 000 kilomètres carrés et plus de 2 millions d'habitants. Bahia est encore tête de ligne

d'un cabotage actif et de plusieurs autres petites lignes de navigation fluviale.

	COMMERCE EXTÉRIEUR					
	CONTOS DE REIS PAPIER			1 000 TONNES POIDS BRUT		
Années.	Importation.	Exportation.	Totaux.	Importat.	Exportat.	Totaux.
—	—	—	—	—	—	—
1902.	30 095	52 423	82 518			
1903.	31 355	52 246	83 601			
1904.	30 258	57 193	87 451			
1905.	28 093	46 076	74 169			
1906.	29 540	55 531	85 071			
1907.	41 629	67 795	109 424	144		
1908.	33 363	37 873	71 236	149		
1909.						

On crée à ce moment à Bahia un grand port moderne dont les travaux sont exécutés par une Société française.

Rio de Janeiro. — La baie de Rio de Janeiro a une réputation universelle qui dispense d'insister sur ses avantages qui seront encore accrus avec l'achèvement du port déjà en partie construit. Rio de Janeiro, capitale fédérale, est encore la place commerciale la plus importante du Brésil, le débouché des Etats de Rio de Janeiro, de Minas Gerâes et d'une partie d'Espirito-Santo, les deux premiers les plus peuplés et les mieux desservis par chemin de fer. C'est donc le point de sortie d'un territoire de plus de 650 000 kilomètres carrés, d'une population de plus de 5 millions d'habitants et d'un réseau de 6 500 kilomètres. Ces quelques chiffres suffisent à souligner l'importance actuelle de ce port et cellede son avenir. Enfin, c'est le centre du grand cabotage brésilien.

	COMMERCE EXTÉRIEUR					
	CONTOS DE REIS PAPIER			1 000 TONNES POIDS BRUT		
Années.	Importation.	Exportation.	Totaux.	Importat.	Exportat.	Totaux.
—	—	—	—	—	—	—
1902.	206 394	135 067	341 461			
1903.	194 754	142 024	336 778			
1904.	197 84[illegible]	136 106	333 952			
1905.	177 697	106 873	284 570			
1906.	203 411	112 443	315 854			
1907	250 745	117 031	367 776	1 563		
1908	134 674	65 629	200 303	1 642		
1909.						

Santos. — Au fond d'une baie bien abritée, le port de Santos, doté de tout l'outillage le plus perfectionné par une société brésilienne qui l'exploite après l'avoir construit, est le débouché de l'État de Saint-Paul qui, avec ses 291 000 kilomètres carrés, ses 2 282 000 habitants et ses voies ferrées de plus de 4 000 kilomètres, représente l'État du Brésil dont l'activité économique est la plus intense. Mais cette importance déjà si grande doit s'accroître dans un avenir prochain par suite de la prolongation des chemins de fer dans l'intérieur du continent, d'une part jusqu'à Corumba sur le fleuve Paraguay et d'autre part jusque dans l'État de Goyaz. On espère ainsi dériver sur Santos le commerce du Matto-Grosso et de Goyaz, d'autant plus que ces lignes accéderont à de grands réseaux fluviaux intérieurs qui actuellement sont séparés de la mer par des cataractes et des rapides. On compte également qu'une partie du trafic de la Bolivie qui s'écoule actuellement par le Paraguay et le Rio de la Plata prendra la nouvelle direction et passera par Santos.

	COMMERCE EXTÉRIEUR					
	CONTOS DE REIS PAPIER			POIDS NET 1 000 TONNES		
Années	Importations	Exportations	Totaux	Importat.	Exportat.	Totaux
1902	91 136	280 131	371 267			
1903	84 073	242 759	326 832			
1904	88 373	254 868	343 241			
1905	78 379	220 230	298 609			
1906	96 069	308 165	404 234			
1907	134 675	342 689	477 364	615		
1908	113 798	191 357	305 155	563		
1909						

Paranagua. — Le port de Paranagua est situé au fond d'une baie pénétrant très avant dans l'intérieur des terres. Son importance actuelle n'est pas très considérable et le place loin derrière les ports que nous venons d'examiner, mais il est dans une situation qui lui permet d'espérer un avenir brillant. L'État de Parana, 252 000 kilomètres carrés, dont il est à peu près l'unique débouché, n'a pour l'instant que 327 000 habitants et 833 kilomètres de chemins de fer, mais son climat et la nature de son sol en font un lieu

d'élection pour la colonisation européenne qui déjà s'y développe rapidement et s'y portera de plus en plus à mesure que l'outillage du pays lui assurera des conditions d'existence plus facile. En outre, les chemins de fer doivent être poussés vers l'ouest jusqu'au fleuve Parana et par conséquent aboutir d'une part à un réseau fluvial de grande étendue séparé de la mer par d'énormes cataractes et d'autre part aux chemins de fer de la république du Paraguay dont une partie notable du transit sera ainsi attiré vers Paranagua. Il est question d'y construire un port.

COMMERCE EXTÉRIEUR

	CONTOS DE REIS PAPIER			POIDS BRUT 1000 TONNES		
Années.	Importation.	Exportation.	Totaux.	Importat.	Exportat.	Totaux.
—	—	—	—	—	—	—
1902.	2 503	10 723	13 226			
1903.	3 626	8 273	11 899			
1904.	3 904	6 585	10 489			
1905.	3 064	6 790	9 854			
1906.	5 064	9 241	14 305			
1907.	5 722	7 226	12 948	14		
1908.	6 601	4 312	10 913	27		
1909.						

Rio Grande do Sul. — Les communications par eau de Rio Grande do Sul sont dans des conditions particulières.

L'Etat est desservi par un double réseau : à l'ouest par le fleuve Uruguay qui se jette dans l'estuaire du Rio de la Plata ; à l'est par plusieurs rivières aboutissant à la lagune de Los Patos longue de plus de 1 800 kilomètres et d'une largeur moyenne de 50 à 60 kilomètres. Cette lagune communique avec la mer par un canal qui se trouve être ainsi le passage obligatoire de toute la navigation du versant oriental de l'Etat le plus peuplé et le plus riche. Malheureusement, ce passage unique est obstrué par des bancs de sable qui entravent la navigation et parfois même l'interrompent. Les ports de l'Etat Porto Alegre, la capitale, Pelotas et Rio Grande do Sul à l'intérieur de la langue sont donc à la merci de l'état de la barre. Leur tonnage est déjà important malgré les difficultés auxquels se heurtent ainsi le trafic et est

susceptible de prendre un accroissement bien supérieur par suite des conditions climatériques, géologiques et agricoles de Rio Grande do Sul. L'État a une superficie de 236 500 kilomètres carrés, plus d'un million d'habitants et 1 809 kilomètres de voies ferrées. La colonisation y est déjà très développée et comme elle trouve devant elle d'énormes étendues de terres propres à l'élevage et aux diverses cultures on peut espérer un grand accroissement de l'activité économique.

Une Compagnie française a la concession de l'approfondissement de la barre et de la construction d'un port à Rio Grande do Sul. Du succès de ses travaux dépend pour une large part l'avenir de l'État, mais aussi ce succès assurera au futur port un trafic intense.

ANNÉES	COMMERCE EXTÉRIEUR EN CONTOS DE REIS PAPIER								
	PORTO ALEGRE			PELOTAS			RIO GRANDE DO SUL		
	Importation	Exportation	Totaux	Importation	Exportation	Totaux	Importation	Exportation	Totaux
1902.	8 654	3 724	12 378	2 335	469	2 804	16 621	12 125	28 746
1903.	11 424	4 651	16 075	3 652	1 523	5 175	15 146	11 516	26 662
1904.	12 926	6 129	19 055	3 482	3 796	7 287	15 917	12 807	28 724
1905.	12 973	5 280	18 253	3 164	2 628	5 792	10 820	7 386	18 1[illegible]
1906.	16 991	8 334	25 185	3 124	3 891	7 015	13 130	10 281	23 411
1907.	22 993	7 076	[illegible]	3 800	3 879	7 679	18 515	10 799	29 314
1908.	21 057	3 953	25 016	4 768	2 169	6 937	19 570	6 060	25 610
1909.									

Ensemble pour les trois ports :

	Importations	Exportations	Totaux
1902...........	27 612	16 318	43 9[illegible]
1903...........	30 222	17 690	47 912
1904...........	32 425	22 561	54 986
1905...........	26 757	15 394	42 151
1906...........	33 075	22 486	55 561
1907...........	45 248	21 748	66 996
1908...........	45 290	12 162	57 457
1909...........			

IMPORTATIONS POIDS BRUT 1 000 TONNES

	Porto Alegre.	Pelotas.	Rio Grande do Sul.	Totaux.
	—	—	—	—
1907....	53	16	127	196
1908....	47	24	137	208
1909....				

Le dernier port que nous mentionnerons est Corumba.

Corumba est sur le fleuve Paraguay à 3 000 kilomètres environ de l'embouchure de la Plata. C'est le point de partage de la navigation. Jusque-là la profondeur du fleuve, la largeur du chenal permettent l'accès de vapeurs de tonnage moyen, mais en amont seuls les navires spécialement construits pour la navigation en rivière et à faible tirant d'eau peuvent atteindre Cuyaba, capitale de l'Etat de Matto-Grosso, à 800 kilomètres plus loin.

Corumba sera encore le terminus du chemin de fer du Nord-Ouest qui, à travers le Matto-Grosso méridional et l'Etat de Saint-Paul, viendra se souder au réseau ferré de cet Etat et par conséquent donnera au transit du Paraguay un débouché sur le grand port de Santos ainsi que nous l'avons déjà dit.

Enfin ce point, en face du territoire bolivien que limite la rive droite du Paraguay, peut également devenir un lieu de concentration du trafic de cet Etat.

Pour l'instant, son mouvement commercial est peu considérable.

COMMERCE EXTÉRIEUR

	CONTOS DE REIS PAPIER			POIDS BRUT 1000 TONNES		
Années.	Importation.	Exportation.	Totaux.	Importat.	Exportat.	Totaux.
—	—	—	—	—	—	—
1902.	2 168	3 916	6 084			
1903.	2 052	3 493	5 545			
1904.	2 512	3 496	6 008			
1905.	2 561	3 740	6 301			
1906.	2 363	2 708	5 071			
1907.	3 441	3 752	7 193	10		
1908.	3 611	4 598	8 209	14		
1909.						

NAVIGATION FLUVIALE ET CABOTAGE.

La navigation intérieure est réservée au pavillon national. Elle l'a été presque de tout temps. Le traité du 19 février 1810 avec l'Angleterre avait maintenu ce privilège ; l'Empire crut devoir le supprimer en 1866, mais la République le rétablit en 1892.

Le capitaine du navire doit être brésilien ou au moins l'officier responsable chargé de signer tous les documents pour la douane et la navigation. Les deux tiers de l'équipage doivent être aussi Brésiliens.

Ce privilège accordé au pavillon national a donné lieu à des plaintes de la part du commerce qui reproche aux Compagnies des taux de fret exagérés, des transports lents et irréguliers, un manque de soins dans le traitement des marchandises, des pertes de colis fréquentes et des difficultés pour le règlement des avaries. Aussi en 1902 le Congrès fut-il saisi d'un projet tendant à l'abrogation de la loi de 1892. Il n'aboutit pas ; toutefois une modification fut apportée permettant le transport par d'autres compagnies que les Compagnies nationales de toute marchandise périssable.

Les frets varient suivant les circonstances, mais sont en moyenne les suivants au départ de Rio de Janeiro.

Pour le sud :		Pour le nord :	
Santos	10 milr.	Victoria	12 milr.
São Francisco	28 —	Bahia	15 —
Rio Grande, Pelotas	25 —	Pernambuco, Maceio	20 —
Porto Alegre	40 —	Natal, Maranhão, Ceara	30 —
		Belem	35 —
		Manaos	50 —

L'unité de mesure est le mètre cube et pour les marchandises prises au poids on double le taux.

Pour les ports étrangers de la Plata et du Nord-Amérique

où les navires brésiliens sont en concurrence avec les navires étrangers, ils sont obligés de se soumettre naturellement aux conditions générales. C'est ainsi que pour le Nord-Amérique, la tonne de 1 000 kilogrammes paye de 35 à 40 francs et que pour la Plata elle est taxée à 20 francs. Aussi est-il plus économique de faire passer les marchandises destinées à l'Etat de Rio Grande do Sul par Montevideo que de les expédier directement.

Dans l'intention d'aider au développement de la navigation maritime et fluviale, un décret fédéral du 16 avril 1907 a organisé l'Inspection générale de la navigation qui s'est empressée de recueillir des renseignements statistiques sur les Compagnies qui jouissent de certaines faveurs de l'Etat, soit comme subvention, soit comme privilèges de bateaux postaux. (*Annexe* 17.)

Le *Lloyd Brazileiro* est subventionné par l'Etat qui lui a, en outre, avancé des sommes considérables pour la réfection de sa flotte. Cette situation jointe à celle qu'il possède du fait que le cabotage est réservé au pavillon national lui donne un monopole de fait. En dépit de ces avantages, ou peut-être à cause d'eux, son service laisse beaucoup à désirer et l'administration se faisant elle-même l'écho des doléances du public a signalé principalement le prix excessif des frets, leur fixation arbitraire, leur instabilité, etc. La gestion commerciale de cette compagnie est très critiquée.

Son port d'attache est à Rio de Janeiro. Elle dessert la côte brésilienne du nord au sud, 3 500 milles, pousse jusqu'à Montevideo, 350 milles, et de là remonte à Cuyaba, capitale du Matto-Grosso, par le fleuve Paraguay, 2 063 milles ; au nord, ses bateaux remontent l'Amazone jusqu'à Manaos, 950 milles depuis l'embouchure et font également un service entre le Brésil les Etats-Unis et la Plata.

L'*Amazon Steam Navigation Company* a son siège à Londres, sa direction et le principal dépôt de sa flotte à Belem de Para. Ses vapeurs, qui partent d'Angleterre, desservent le fleuve Amazone deux fois par mois jusqu'à Manaos et, mensuellement, jusqu'à Iquitos, au Pérou, 2 651 milles. Ils parcourent également les principaux affluents rios Madeira, Purus, Negro, Oyapock. Le parcours total de toutes les lignes est de 9 637 milles marins.

La *Companhia de Navegaçao a Vapor do Maranhao* a son siège à San Luiz, capitale de l'Etat de Maranhao ; elle fait le service de la côte entre ce port et ceux de Belem au nord et Recife au sud.

La *Companhia Pernambucana de Navegaçao* dessert la côte entre Pernambuco et le Ceara.

Le service de navigation du bas San-Francisco, *Empresa de Navegaçao do Baixo S. Francisco* dessert le cours inférieur de ce fleuve depuis la mer jusqu'à la cataracte du Paulo Affonso.

La *Compagnie des Chemins de fer du Nord du Brésil* assure la navigation sur les fleuves Tocantins et Araguaya, affluents de l'Amazone ; elle relie à Belem Alcobaça, point initial du chemin de fer qu'elle construit pour permettre au transit de franchir les rapides qui sont en amont, pénétrer dans le bief supérieur du Tocantins qui doit, dans un avenir prochain, être réuni à la vallée du S.-Francisco, et par là gagner Pirapora, station terminus du chemin de fer central dans l'Etat Minas Gerães. C'est un tronçon d'une des grandes voies de pénétration transversales.

La *Companhia de Navegaçao do Rio Parnahyba* dessert les localités du cours inférieur du fleuve qu'elle relie au port de Parnahyba et à celui de Tutoya, escale des bateaux du Lloyd Brazileiro.

L'*Empresa de Navegaçao e Viacao do Alto São-Francisco* fait le service du cours supérieur de ce fleuve et de ses principaux affluents. Elle complète la ligne constituée par l'entreprise de navigation du bas fleuve et le chemin de fer de Paulo Affonso, ainsi que par le chemin de fer Bahia-San-Francisco ; dans l'avenir, elle fera la jonction entre le transit venant du nord par le Chemin de fer Central et celui venant de la vallée de l'Amazone par le Tocantins. Actuellement, le trajet entre Pirapora, commencement de la navigation, station du chemin de fer central et Januaria, station de chemin de fer Bahia-San-Francisco, se fait en vingt-trois ou vingt-huit jours suivant la hauteur des eaux.

L'*Empresa de Navegaçao do Rio de Janeiro* effectue un service entre la capitale et les ports de l'Etat d'Espirito-Santo et de Pernambuco, au nord et les ports brésiliens du sud.

La *Companhia Commercio e Navegaçao* exploite des salines et se borne presque exclusivement au transport du sel.

L'*Empresa Esperança Maritima* assure un service régulier entre Rio de Janeiro, Aracaju, Etat de Sergipe et Laguna, Etat de Santa-Catharina.

L'*Empresa de navegaçao costeira.* — Cette Compagnie dessert la côte nord jusqu'à Pernambuco et la côte sud jusqu'à Rio Grande do Sul avec escales aux ports principaux.

En outre de ces Compagnies principales, il y en a plusieurs autres de faible importance possédant quelques petits bateaux faisant le cabotage irrégulièrement.

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Il n'est pas question ici d'étudier l'organisation de ces services au point de vue technique, mais seulement de montrer leur développement, signe sensible de l'activité générale du pays.

De 1881 à 1887, le mouvement total des correspondances *postales* était passé de 20 389 997 objets à 55 670 106, se décomposant ainsi : correspondances reçues, de 8 811 257 à 23 336 420, et correspondances expédiées, de 11 578 740 à 32 233 686. En sept ans, il avait triplé.

Entre 1897 et 1907, voici quels ont été les chiffres ronds de ces mouvements :

	1897	1907
Objets reçus	35 000 000	144 400 000
— expédiés	40 500 000	265 200 000
— en transit	12 000 000	110 300 000
TOTAUX	87 500 000	520 000 000

En dix ans, le mouvement a sextuplé.

Au 31 décembre, 1907 il existait dans les divers Etats de la république, 1 961 lignes postales représentant un parcours de 126 704 kilomètres.

Si nous reprenons les mêmes périodes que nous venons d'examiner, nous relevons pour le développement du réseau *télégraphique* et son activité les chiffres suivants :

	1881	1887	1897	1907
	—	—	—	—
Extension des lignes télégraphiques (kilom.)	7 174	10 663	20 096	28 629
Stations	135	170	372	523
Nombre de mots	4 790 000	8 390 000	30 128 000	32 633 000
— télégrammes	285 000	657 000	1 722 000	1 930 000

De 1881 à 1887, l'extension des lignes a crû de 47 pour 100 et leur mouvement de 43 pour 100; de 1897 à 1907, ces proportions ont été respectivement de 42 et 8 pour 100.

Il est intéressant de noter la distance moyenne en kilomètres entre les stations :

1881	1887	1897	1907
—	—	—	—
53	63	54	54

Ces chiffres ne concernent que les télégraphes administrés par l'Union. Il faut encore y joindre :

Les lignes télégraphiques des voies ferrées, en 1907	17 242	kilom.
Les câbles sous-marins côtiers (Western Telegraph C°)	17 662	—
Les câbles fluviaux (Amazon Telegraph C°)	3 045	—
Les télégraphes de l'État de Rio Grande do Sul	957	—
Soit pour l'ensemble de toutes les lignes	67 535	kilom.

et 1 916 stations.

CHAPITRE VI

FINANCES

RÉSUMÉ HISTORIQUE

Quand on jette les yeux sur le tableau graphique où sont représentées, dans le livre *O Brazil* les recettes et les dépenses publiques du Brésil par périodes quinquennales, de 1850 à 1904, on est frappé de ce fait que les dépenses ont toujours excédé les recettes dans des proportions souvent notables. Depuis 1826, c'est-à-dire depuis l'indépendance, il en avait été toujours ainsi. La règle a donc été, jusqu'à ces derniers temps, le déficit.

Les embarras financiers ont débuté avec l'arrivée de la famille royale à Rio de Janeiro en 1808.

Si l'émigration du prince régent, Dom Joan, fuyant devant les Français qui avaient envahi le Portugal, hâta l'indépendance, elle imposa de lourdes charges au pays pour l'installation et l'existence de la suite royale. Les mouvements révolutionnaires qui éclatèrent au nord en 1817, puis, un peu plus tard, la guerre contre les provinces espagnoles de La Plata, aggravèrent les dépenses publiques. En se détachant du Portugal en 1822, le Brésil se chargea d'une dette coloniale de près de 10 000 contos de reis. Les désordres, l'anarchie politique puis, à partir de 1831, les séditions et les révolutions, aussi bien à Rio de Janeiro que dans presque toutes les provinces du nord, du centre et du sud, furent ruineuses pour les finances; d'autant plus que dans l'état de faiblesse où se trouvait le gouvernement impérial il lui était pour ainsi dire impossible d'employer les moyens énergiques qui seuls

eussent pu augmenter les ressources du Trésor, et que les agitations politiques non seulement imposaient de lourds sacrifices, mais encore tarissaient les sources de la production nationale. Entre 1845 et 1850 une accalmie se produisit et la paix intérieure parut vouloir enfin s'établir de 1851 à 1860. Mais des crises économiques intenses, puis, enfin, la guerre contre le Paraguay, qui ne se termina qu'en 1870, vinrent grever lourdement les finances du pays. A partir de 1871 les crises s'espacèrent et le gouvernement eut le temps de panser les blessures des années précédentes. Pour la première fois on vit le budget se grossir de dépenses productives nécessitées principalement par la construction des chemins de fer et l'exécution de divers travaux publics; dépenses utiles certainement mais dont le quantum fut exagéré par l'inexpérience inévitable des hommes d'Etat qui les décidèrent. Enfin, l'abolition de l'esclavage, en 1888, atteignit le pays d'une façon qui, pour n'avoir pas été très sensible immédiatement, eut néanmoins les conséquences les plus onéreuses pour la production nationale; on ne s'en aperçut que plus tard. Comment en eût-il été autrement puisque la libération des 723 419 esclaves qui restaient alors représentait, pour les propriétaires, une perte de 1 212 000 000 de francs. C'était la disparition de leur capital d'exploitation et, en même temps l'obligation de débourser chaque année des frais de main-d'œuvre s'élevant à plusieurs millions de francs. La supériorité du travail salarié sur le travail servile devait, avec le temps, compenser et au delà cette perte, mais avant que le trouble de cette perturbation économique si profonde se soit apaisé, une révolution changeait la forme du gouvernement.

Voici résumées très succinctement les causes de l'accroissement rapide des dépenses sous le régime impérial et du déficit constant durant cette période.

Sous la pression de ces nécessités, le gouvernement recourut à tous les expédients. Sous la Régence on le voit, en 1809, altérer la valeur de la monnaie d'argent; plus tard, de 1822 à 1832, celle du cuivre. Quand il a tiré de ces procédés tout ce qu'il peut en attendre, il crée, le 12 octobre 1809, une banque d'émission, « Banco do Brazil », avec obligation de lui avancer les sommes dont il a besoin; en 1821, alors que les émissions ont dépassé toute mesure, il l'autorise à suspendre

le remboursement en or de ses billets, il institue le cours forcé du papier-monnaie, 28 juillet. La date est à retenir. En 1824, il contracte le premier emprunt extérieur de 3 486 800 livres sterling. En 1829, il doit liquider la « Banco do Brazil » et prendre à sa charge tout le papier-monnaie en circulation; cette liquidation n'est terminée qu'en 1835. Une nouvelle « Banco do Brazil » est créée en 1852 par un financier brésilien, le vicomte de Maua, comme banque de dépôts et d'escompte. En 1853, le gouvernement lui donne le privilège d'émission de billets convertibles en papier-monnaie de l'Etat ou en métal, moyennant certaines charges. Par ce moyen il obtient d'elle une partie des ressources dont il a besoin. Ce qui ne l'empêche pas de recourir aux emprunts extérieurs en même temps que s'enfle la circulation du papier-monnaie.

Le change, critérium de l'état des finances dans les pays d'où le papier-monnaie a banni l'or, reflète les conditions déplorables des finances brésiliennes. En 1808, il est à 70 d., c'est-à-dire au-dessus du pair alors de 67 d. 1/2; en 1833, il tombe au cours moyen de 37 d. 3/8 après avoir touché celui de 22 d. Cette année le pair est légalement abaissé à 43 d. 1/2, mais le change ne cesse de baisser les années suivantes et, en 1846, le pair est encore réduit à 27 d. C'est une réduction du capital national de plus de 58,51 pour 100.

D'après le rapport du ministre des Finances publié au mois de mai 1888, la dette totale de l'Empire, dettes extérieures et intérieures, dépôts, bons du Trésor et papier-monnaie en circulation (billets du gouvernement) s'élevait à un chiffre global de plus de 2 500 000 000 de francs. M. Cavalcanti, économiste connu, qui fut chargé de rédiger la notice sur les finances du pays qui parut à l'occasion de l'Exposition de 1889, estimait à plus de 561 millions de francs la recette totale nationale, et ajoutait ces paroles où se reflète l'optimisme robuste, mais parfois aveugle, du Brésilien : « De l'ensemble de ces chiffres il est aisé de conclure que la dette de l'Etat est relativement peu considérable, si l'on réfléchit aux nombreux éléments de fortune dont dispose ce grand pays. On peut même dire hardiment que le gouvernement impérial a devant lui une large marge dans le crédit public pour réaliser de nouveaux emprunts qui lui permettent de donner un essor plus merveilleux encore à la prospérité d'un

pays qui possède tant et de si abondantes ressources naturelles. »

Après la chute de l'Empire, le ministère des Finances de la République présenta, le 31 décembre 1889, le bilan financier que trouvait le nouveau régime.

La dette totale s'élevait à 1 062 528 contos de reis, soit près de 3 milliards de francs à cette époque. Les créances étaient évaluées à 60 759 contos de reis, à peu près 180 millions de francs.

Dette extérieure

Emprunt 1863 4 1/2 %.	72 800 £	
— 1883 —	4 280 800 —	
— 1888 —	6 265 900 —	
— 1889 4 %.	19 800 000 —	
Total de la dette extérieure	30 419 500 £	
soit au change de 27 d.		270 396 contos de reis p.

Dette intérieure

Emprunts contractés en vertu de la loi du 15 novembre 1827, à 5 %	381 622	contos de reis p.
Emprunts contractés en vertu de la loi du 15 novembre 1827, à 4 %	119	—
	381 741	—
Emprunt levé en vertu du décret du 15 septembre 1868, à 6 %	18 018	—
Emprunt résultant du décret du 19 juillet 1879, à 4 1/2 %	34 232	—
Emprunt résultant du décret du 27 août 1889, à 4 %	109 694	—
	161 944	—
Total de la dette intérieure	543 685	contos de reis p.

Dette flottante

Dette inscrite au Grand Livre et dette antérieure à 1827	309	contos de reis p.
Solde du fonds d'affranchissement des esclaves	12 622	—
A reporter	12 931	

Report		12 931	contos de reis p.
Emprunt à la Caisse des orphelins		22 890	—
Compte des dépôts des caisses d'épargne		25 712	—
— — du Mont-de-Piété		936	—
— — publics		1 226	—
Biens de défunts et absents	4 410	2 640	—
Part supposée prescrite	1 770		
Papier monnaie en circulation	179 371	174 271	—
Sommes prêtées à des établissements de crédit (loi du 18 juillet 1885)	5 100		
		240 606	—

Récapitulation

Dette flottante la plus promptement exigible	7 841	contos de reis p.
Dette flottante dont le payement peut être différé ou la conversion ajournée.	240 606	—
Dette extérieure au change de 27 d.	270 396	—
Dette intérieure —	543 685	—
TOTAL GÉNÉRAL	1 062 528	contos de reis p.

Telle était la situation financière dont héritait la République : une dette de près de 3 milliards de francs pouvant être éventuellement réduite de 180 millions environ.

La République avait été proclamée sans résistance sérieuse ; elle n'avait pas coûté de sang au pays, mais il s'en fallait que le fait accompli eût été admis comme définitif et que le nouveau régime eût trouvé immédiatement une assiette solide. En réalité, il fut suivi de huit années d'anarchie au cours desquelles les luttes opiniâtres des partis furent plus d'une fois sanglantes. Les révoltes éclatèrent au nord et au sud; la capitale fut menacée par une sédition militaire qui, pendant plusieurs mois, opposa l'armée et la marine ; elle ne fut sauvée d'une destruction que par l'intervention des navires de guerre étrangers qui empêcha la flotte révoltée de bombarder Rio de Janeiro. Le premier gouvernement militaire provisoire sombra à la suite d'un coup d'Etat manqué; le second pratiqua la dictature et

enfin, lorsque le pouvoir passa entre les mains du premier président civil élu constitutionnellement, il fallut encore quatre ans pour assurer définitivement le triomphe de la légalité. De pareilles convulsions intérieures devaient être extrêmement onéreuses pour le Trésor, et naturellement le système des expédients qui avait été pratiqué sous l'Empire fut de nouveau employé.

Une autre raison entraîna irrésistiblement le Brésil dans cette voie dangereuse. La révolution de 1889 avait eu non seulement des causes tenant à l'histoire, aux mœurs et à la configuration du pays, mais d'autres aussi, non moins profondes, touchant à des intérêts personnels, notamment à ceux de l'armée et du monde des affaires. L'armée reçut satisfaction par la possession provisoire du pouvoir; restaient les grands propriétaires que l'affranchissement des esclaves avaient atteint dans leur fortune, les industriels, le grand commerce, la banque. Ceux-ci reprochaient au régime déchu d'avoir négligé le développement économique du pays de l'avoir même entravé par une politique timide, incertaine, puisant ses inspirations dans la vieille Europe, alors qu'un jeune peuple vigoureux comme le Brésil devait imiter les conceptions hardies de l'Amérique du Nord. Le nouveau régime se devait à lui-même de justifier ces espérances sous peine de provoquer des déceptions dangereuses. Malheureusement, le nerf de cet essor manquait, l'argent faisait défaut et l'état incertain de la politique intérieure éloignait celui de l'étranger. D'ailleurs, ce capital étranger était l'ennemi dont la tyrannie avait été dénoncée, il n'était donc pas question d'y recourir. Le Brésil jugeant qu'il était assez fort pour se suffire à lui-même monnaya sa confiance dans l'avenir.

Le premier ministre des Finances de la République, qui fut en même temps un des auteurs de sa constitution calquée sur celle des Etats-Unis, n'hésita pas.

Le 17 janvier 1890, le gouvernement provisoire créa trois grandes banques régionales d'émission, Nord, Centre et Sud, à capital papier, l'émission sur une base métallique étant impossible dans les conditions economiques et monétaires du pays. La production nationale trouvait ainsi les capitaux qui lui faisaient défaut et le Trésor en retirait un

grand avantage, grâce à la combinaison ingénieuse suivante. Les banques étaient tenues de constituer leur capital en titres de la rente intérieure de l'Etat. Ces titres frappés d'inaliénabilité étaient déposés dans les caisses publiques et rapportaient 5 pour 100, mais de ces intérêts les banques ne devaient toucher la première année que 3 pour 100, la seconde 2 1/2 pour 100 et ainsi de suite de façon que la septième année elles n'auraient plus rien à recevoir. Le capital des trois banques étant de 900 millions de francs environ, l'Etat économiserait dès la première année 18 millions d'arrérages et à partir de la septième 175 millions. Au bout de cinquante ans, les titres seraient annulés et l'Etat se trouverait avoir, en plus des économies réalisées, amorti plus d'un milliard de sa dette extérieure. Une quatrième banque fut créée dans les mêmes conditions pour les Etats de Sâo-Paulo et Goyaz. Puis d'autres établissements financiers, tels que Banque Hypothécaire, Crédit Mobilier, etc., furent également autorisés par l'Etat.

Ce plan avorta après un commencement d'exécution et sa liquidation fut un désastre. Il donna tout d'abord aux affaires du pays une impulsion extraordinaire, toute de spéculation. Il enfanta une véritable fièvre du jeu qui s'étendit à toutes les branches de l'activité nationale; dans l'agriculture, l'industrie, le commerce, la banque, on assista à une floraison de créations qui put donner pendant quelque temps aux esprits superficiels l'illusion d'une prospérité prodigieuse, mais le moment vint où l'édifice construit sur ces bases fragiles s'écroula sous son propre poids. La circulation du papier-monnaie s'accroissait, le change baissait avec une rapidité qui ressemblait à un effondrement, et les déficits du Trésor s'ajoutaient les uns aux autres.

Le 5 septembre 1892, la Chambre des députés se réunit en commission générale pour entendre l'exposé de la situation financière qui lui fut soumis par le rapporteur du budget. Tout en avouant le déficit budgétaire, la dépréciation du papier-monnaie et les erreurs commises depuis trois ans, le rapporteur s'attachait à présenter les ressources du Trésor comme intactes. A son avis, la seule cause de la crise était dans le système des banques d'émission, tel qu'il avait été pratiqué depuis le 16 novembre 1889, qui avait eu pour

résultat de substituer le cours forcé au régime du papier-monnaie convertible. Il y ajoutait encore la faiblesse du gouvernement qui laissait les banques se découvrir et entamer leur fonds de garantie.

Un retour à la prudence fut esquissé en 1892 et 1893, mais n'eut d'autre résultat que de réduire à un seul établissement les banques d'émission. La « Banco da Republica », formée à la suite de cette fusion, fut obligée de verser au Trésor son dépôt de garantie, ce qui permit au gouvernement d'avoir en sa possession des fonds liquides. Il y avait là un danger grave. On le vit quelques mois après quand, au cours de la sédition de l'amiral de Mello à Rio de Janeiro, le gouvernement s'empara de ce dépôt et essaya de légitimer cet abus par un décret antidaté du 20 décembre 1892.

Le dernier bilan de l'administration du maréchal Floriano Peixoto accusait un passif de près de 903 000 contos de reis contre un actif de 67 000 contos, et l'on évaluait le stock du papier-monnaie en circulation à 700 000 contos.

Ces chiffres expliquent les préoccupations du premier président civil qui se manifestaient clairement dans son message du 3 mai 1895 : « ... J'ai eu le besoin, dès le principe, de rechercher des ressources à l'extérieur pour solder les intérêts de notre dette et aussi pour alléger notre marché du change d'un preneur dont la présence aurait eu des conséquences très graves vu l'état actuel de notre place travaillée comme elle l'est par de mauvais éléments de perturbation. Il me semblait que tant qu'on n'aurait pas bien apprécié à l'extérieur la politique d'économie, de modération et de sévère respect à la loi qui constitue la base de mon programme de gouvernement, je ne devais pas tenter l'expérience d'une grande opération financière. »

Deux opérations de crédit, réalisées avec le concours de la maison Rothschild de Londres, permirent de faire face à des besoins pressants, mais n'améliorèrent pas la situation, de plus en plus compromise et qui n'allait pas tarder à être insoutenable.

Pour la dépeindre, on ne saurait mieux faire que de s'en rapporter aux ministres des Finances et de l'Agriculture de l'époque et de rappeler comment ils l'envisageaient.

Le ministre des Finances, M. Bernardino de Campos,

ancien président de l'Etat de Saint-Paul, ne dissimulait pas la gravité des faits qu'il constatait. En vingt ans, les recettes du Brésil étaient passées de 98 000 contos à 296 000 et les dépenses de 134 000 à 328 000 contos. De 1886 à 1896, il n'y avait pas eu d'année sans déficit et depuis cinq ans celui-ci s'était aggravé. On les avait comblé, soit en puisant dans le dépôts des caisses d'épargne, des biens des orphelins et des défunts, etc., soit par des emprunts ou des émissions de papier-monnaie. En sept ans, on avait ainsi prélevé 448 000 contos sur des fonds qui sont la propriété des déposants.

Le ministre des Finances, analysant les causes de cette situation critique, l'attribuait à des spéculations commerciales et financières, à la propagation de fausses nouvelles, aux commotions politiques qui suivirent la proclamation de la République, à la désorganisation du travail, à la mauvaise qualité des immigrants, à l'ignorance professionnelle des agriculteurs, à la mauvaise répartition de la propriété, au recouvrement défectueux des impôts, à l'organisation insuffisante et vicieuse du crédit à l'agriculture.

Le ministre des Travaux Publics, du Commerce et de l'Agriculture, étudiant à son tour la décadence économique de son pays dans son « relatorio » de l'année 1896, n'essayait pas de diminuer la gravité des maux qu'il constatait. Le docteur Murtinho, un des médecins réputés de Rio de Janeiro, apportait dans cet examen un souci de la vérité qui ne tenait aucun compte des susceptibilités nationales.

Il commençait par reprocher à ses concitoyens d'avoir une fausse conception du patriotisme qui les pousse à vouloir s'affranchir des capitaux étrangers et à se croire capables de mettre le Brésil en valeur avec leurs propres moyens. Cette prétention avait donné lieu à la création d'une foule d'entreprises industrielles sans lendemain. Pour les faire vivre, il avait fallu des ressources. On avait organisé des banques d'émission avec cours forcé, jeté sur le marché une « masse colossale » de papier-monnaie, donné l'illusion de richesses inépuisables et provoqué la multiplication d'industries sans raison d'être. Lorsque l'illusion s'était dissipée, le crédit était lamentablement tombé et on s'était aperçu que les entreprises étaient inviables. On avait

voulu les protéger par les tarifs de douane et on avait dangereusement frappé le commerce international. De plus, la protection s'était exercée de telle façon qu'on avait tari l'importation des produits qui ne peuvent être fabriqués au Brésil qu'au prix de grands efforts et de dépenses élevées, et facilité au contraire celle des produits que le pays fournit ou pourrait fournir aisément et à bon marché. « Nous importons des céréales, disait M. Murtinho, pour que nous n'importions pas d'allumettes, du bétail pour que nous n'importions pas de soie... Nous avons ainsi la conception la plus fausse de l'industrie qui doit être un moyen de rendre la vie humaine plus facile, plus confortable et plus heureuse. »

Le remède serait de revenir à d'autres principes de ne pas perdre de vue que le capital du Brésil, comme son crédit, est limité et que la sphère de la vie industrielle doit l'être. « Nous ne pouvions pas, disait le ministre, prendre, comme beaucoup y aspirent, les Etats-Unis d'Amérique comme type de notre développement industriel parce que nous n'avons pas les aptitudes supérieures de leur race, force qui représente le rôle principal dans le développement industriel du grand pays. Nous ne devons pas considérer le protectionnisme comme l'agent exclusif ni même principal du progrès industriel des Etats-Unis, puisque l'industrie des transports à laquelle ils n'ont jamais accordé une protection officielle représente la plus grande victoire des Américains sur tous les peuples du monde.

« La crise financière et la fièvre industrielle ont eu, poursuivait M. Murtinho, leur répercussion sur l'agriculture. Les villes se sont peuplées aux dépens des campagnes. Il y a eu disette de capitaux pour les entreprises agricoles. Les salaires ont augmenté par suite de la cherté de la vie. A cela s'est ajouté le défaut d'instruction, de prévoyance, d'énergie, d'activité et d'économie chez les agriculteurs. La dépréciation du papier-monnaie, loin de profiter aux producteurs de café, comme on l'a prétendu, leur a été nuisible. La valeur du café a diminué grâce aux spéculations des intermédiaires, à la surproduction et à la concurrence des pays producteurs. »

Il faut assimiler le crédit agricole au crédit industriel,

modérer au bénéfice du premier le protectionnisme accordé au second, pratiquer le système « Torrens », répandre l'instruction technique, créer des sociétés d'agriculture, organiser des concours et des expositions, varier les cultures, perfectionner l'outillage pour lutter contre les concurrents étrangers, diminuer le prix des transports et les droits d'exportation. Il faut surtout relever la valeur du papier-monnaie. « Le rachat réel de son excès est le premier devoir du gouvernement. » Ce n'est pas moins indispensable pour le commerçant que pour l'industriel et l'agriculteur, la « baisse féroce » du change, « liée au protectionnisme non moins féroce », avant élevé à un tel point le prix des objets que la consommation a subi une très forte dépression.

Le « relatorio » dont il s'agit traitait aussi la question de l'immigration et déconseillait l'intervention de l'Etat préférant l'immigration spontanée, mieux appropriée aux conditions du Brésil, dont le faible pouvoir assimilateur s'accommoderait mal de l'afflux d'un trop grand nombre d'étrangers.

Il était d'avis de réduire le rôle de l'Etat dans l'exécution des travaux et des services publics, laissant ces entreprises à l'initiative et à l'activité privées.

Il signalait une autre cause de gaspillage et de désorganisation financière dans le nombre excessif, la multiplication des sinécures, l'abus des pensions, des retraites des invalides et des rétributions injustifiées. « L'hypertrophie bureaucratique est la maladie qui tue le budget », écrivait M. Murtinho.

« En résumé, disait-il, il faut implanter dans l'esprit brésilien l'idéal individualiste d'énergie, de travail, d'indépendance auquel le peuple anglais doit son énorme grandeur. La République ne peut être une mixture hybride de liberté politique et de despotisme économique. C'est le despotisme économique qui est la cause des difficultés financières avec lesquelles lutte la République : le despotisme économique qui impose un cours forcé au papier-monnaie émis par les banques ; le despotisme économique, qui impose à beaucoup de branches du commerce des entraves et des embarras dans le but illusoire d'éviter des faits naturels ; le despotisme économique, qui impose des impôts à toute la nation pour offrir à quelques individus des services presque gratuits et

sacrifier ainsi la justice à la générosité ; et tant et tant d'autres despotismes qu'il serait trop long d'énumérer et qui constituent la substance d'un grand nombre de lois décrétées par la République. »

De cette critique pénétrante où le mal et ses causes étaient exposés à vif, telle une plaie que le scalpel du chirurgien a largement débridée, ressortait tout d'abord le conseil de racheter le papier-monnaie, c'était le premier devoir du gouvernement. Cette opération nécessitait des capitaux et c'est pourquoi le ministre des Travaux Publics condamnant l'exploitation des chemins de fer par l'État conseillait leur affermage qui devait, d'après ses prévisions, être une source de bénéfices pour le Trésor.

Au commencement de 1898, le taux du change était descendu si bas que le gouvernement était sur le point de ne plus pouvoir faire face aux arrérages de la dette extérieure en or. En avril, le change étant tombé à 6 d., le service de la dette extérieure nécessitait 184 000 contos de reis papier, alors que les ressources totales du budget ne dépassaient pas 350 000 contos, c'était une proportion de plus de 50 pour 100. Si le change tombait à 5 d. la proportion montait à 60 pour 100, à 4 d. à 80 pour 100 et il n'y avait pas de raison pour que la baisse s'arrêtât puisque les conditions économiques du pays qui la motivaient persistaient.

Le gouvernement était aux abois. Longtemps il avait caché ou ignoré la vérité ; quand il l'avait enfin avoué, il s'était montré impuissant à arrêter le mal grandissant, à combattre par une action soutenue et méthodique la crise qui atteignait à la fois le commerce, l'industrie, toutes les ressources de l'Union. Dans son « relatorio » de 1897, le ministre des Finances, qui ne pouvait plus ignorer la catastrophe dont les finances brésiliennes étaient menacées, prouvait par la disproportion entre les faits qu'il signalait et les moyens qu'il suggérait, combien on a de peine au Brésil à sortir des dissertations théoriques pour envisager froidement les nécessités pratiques et à prendre son parti d'une rupture avec les habitudes invétérées de gaspillage et d'incurie. Le remède au déficit constant et par conséquent à la faillite inévitable, était la question qui tenait le moins de place dans son rapport.

Un moment vint cependant où il fallut bien agir et sous le coup de la nécessité le gouvernement, qui avait perdu son temps dans l'indécision, dut, comme un prodigue imprévoyant réduit à vendre ses bijoux, céder à perte ses biens et ses contrats. C'est sous cette contrainte que le gouvernement décida et accomplit l'affermage des chemins de fer lui appartenant ou concédés avec garantie, qu'il réalisa sur le marché de Londres pour 560 000 livres sterling un lot d'obligations de la Compagnie de chemin de fer Leopoldina valant nominalement 700 000 livres sterling, qu'il vendit les terrains et les maisons de l'ancien domaine impérial Boa Vista, qu'il céda aux Etats-Unis deux croiseurs neufs commandés en Angleterre et un autre vieux bateau. (La guerre sévissait alors entre les Etats-Unis et l'Espagne.)

Le Congrès reprit ses travaux le 3 mai 1898 et le message du président indiqua encore en termes obscurs et incomplets la situation financière, se bornant à émettre quelques considérations générales sur le remède à la crise.

A ce moment on estimait que le gouvernement ne pouvait plus faire face à ses engagements et que dans trois ou quatre mois au plus il allait suspendre ses payements.

Quelques jours après, les premières nouvelles du moratorium qui devait être signé avec les créanciers sous le nom de « Funding loan », filtraient dans la presse. Enfin les négociations poursuivies à Londres entre M. Campos Salles, président de la République élu, qui devait prendre possession du pouvoir à la fin de l'année, aboutirent définitivement le 15 juin. L'acte signé fut ultérieurement approuvé par le Congrès. En voici les dispositions essentielles.

En premier lieu, pendant trois ans, du 1er juillet 1898 au 30 juin 1901, les intérêts des dettes payables en or, dette extérieure et une partie de la dette intérieure, garanties d'intérêts des chemins de fer, seraient payés au moyen de titres d'un emprunt spécial de consolidation dit « Funding loan »; l'amortissement de ces emprunts serait suspendu pendant treize ans, du 1er juillet 1898 au 30 juin 1911.

En second lieu, l'équivalent en papier-monnaie au change de 18 d. des titres du « Funding loan » émis serait placé en réserve et détruit ou, si le change était favorable, employé à racheter de l'or pour la reprise des payements en or.

Ainsi les créanciers du Brésil acceptaient d'être payés pendant trois ans avec des titres qu'ils prenaient au pair, c'est-à-dire qu'ils sacrifiaient la différence entre la valeur nominale et le cours réel de ces titres, allongeaient les délais d'amortissement, mais en même temps obligeaient le gouvernement fédéral à employer le papier-monnaie ainsi économisé à la réduction de la circulation, espérant de la sorte atteindre une des causes de la baisse du change. Le gouvernement, il est vrai, n'avait pas abandonné son droit d'émission ; il eut cependant la sagesse de le faire supprimer par une loi l'année suivante.

La loi du 29 juin 1899 (*Annexe* 20) créa de nouveaux moyens pour relever la valeur du papier-monnaie et en diminuer encore le stock ; en outre elle supprima enfin le droit d'émission résultant des lois des 29 mai 1875, 18 juin 1885 et 23 septembre 1893.

Ces mesures furent appliquées rigoureusement, nous le verrons plus loin, et l'effet ne tarda pas à s'en faire sentir : le change qui, au commencement de l'année, oscillait entre 6 3/4 et 7 d. était tombé en mai à 5 5/8 d. ; en juin il remontait à 7 d. et en décembre dépassait 8 d.

En signant avec la maison Rothschild l'accord du 15 juin 1898, M. Campos Salles avait échangé des lettres, qui furent publiées (*Annexe* 19), et par lesquelles les principes d'une économie sévère dans l'administration financière du gouvernement fédéral étaient posés et acceptés par le nouveau président de la République qui, ayant sauvé le crédit et l'honneur de la nation, voulut profiter de l'occasion de son premier manifeste au Congrès pour faire comprendre au Brésil la nécessité impérieuse de cette réforme, en mettant sous ses yeux un tableau des causes de la crise dont le pays souffrait. En voici la traduction, car le passage mérite d'être reproduit :

« ... Dans ce moment difficile, ce qui, par son caractère extrêmement urgent, aggrave les préoccupations des pouvoirs publics, c'est l'intensité de la crise financière. Elle résulte d'erreurs graves, anciennes, qui ont accumulé progressivement le poids de leurs lourdes conséquences. Il convient de les réparer par les moyens les plus convenables et les plus rapides, en commençant d'abord par mettre en relief les causes principales qui sont les suivantes :

« Le protectionnisme inopportun et parfois absurde en faveur d'industries artificielles qui a imposé de grands sacrificse aux contribuables et au Trésor; l'émission de grandes quantités de papier inconvertible qui a entraîné une profonde dépréciation de sa valeur; les déficits budgétaires causés par un fonctionnarisme exagéré par des dépenses de caractère purement local, par l'augmentation continuelle de la classe des inactifs; les dépenses supplémentaires provenant des crédits extraordinaires ouverts par le Pouvoir Exécutif et par des lois spéciales votées par le Congrès; les remises de condamnations pécuniaires qui montent chaque année à des sommes énormes; les dépenses résultant des luttes intestines; les arrangements avec les monts-de-piété et les caisses de dépôt qui tendent à faire considérer comme recettes ordinaires les valeurs appartenant à ces institutions; l'augmentation de la dette flottante qui prend son origine dans les déficits et a pour conséquence d'accroître la dette consolidée; la mauvaise perception des recettes publiques; l'effet moral d'une mauvaise politique financière entraînant le discrédit; les conséquences de la défiance des capitaux nationaux et étrangers; la spéculation qui, dans ce milieu, se développe comme un parasite sur un organisme malade; et, finalement, la baisse du change résultant de toutes les erreurs. »

Si l'on veut bien rapprocher cette déclaration si franche de celle du docteur Murtinho, déjà relatée et noter que celui-ci était le ministre des Finances du président Campos Salles, on conviendra que le pouvoir était entre les mains de deux hommes avertis de la situation et résolus à y remédier énergiquement.

LE BUDGET FÉDÉRAL

Le budget fédéral est annuel. Il est préparé par le gouvernement, voté par le Congrès et promulgué par le Président de la République. (*Annexes* 21 et 22.)

Recettes.

La Constitution du 24 février 1891 accorde à l'Union le droit exclusif de percevoir des droits sur les importations

étrangères, des droits sur la navigation, des droits de timbre et des taxes postales et télégraphiques

Les droits sur l'exportation, les impôts fonciers, les impôts de mutation et les impôts sur les industries et professions appartiennent exclusivement aux États.

En dehors de cette répartition, l'Union et les États sont autorisés à créer tout nouvel impôt qui n'empiétera pas sur les attributions ainsi fixées.

Les prévisions des recettes de l'Union sont calculées sur la moyenne des recouvrements des trois dernières années. Voici la nomenclature de ces recettes, telle qu'elle apparaît dans les budgets annuels ; en regard sont les explications nécessaires.

Droits d'importation....	Droits de douane fixés d'après le tarif voté le 19 mars 1900 et modifiés par les lois de finances des années suivantes, moins 5 % affectés aux recettes avec applications spéciales. 2 pour 100 or perçus sur certaines marchandises. Droits d'expédition, de manutention, de magasinage, de statistique.
Droits de navigation, d'entrée, de sortie, et de stationnement....	Droits de phares, de quais.
Droits additionnels.....	10 pour 100 sur les droits d'expédition pour les marchandises entrant en franchise.
Droits d'exportation....	Ces droits sont exceptionnellement perçus sur le caoutchouc exporté du territoire de l'Acre, annexé au Brésil par le traité de Pétropolis (17 novembre 1903), en compensation de l'indemnité de 2 millions de livres sterling à la Bolivie, et des frais de construction du chemin de fer Madeira-Mamoré, assumés par l'Union.
Recettes intérieures.....	Sous cette rubrique sont réunis les recettes brutes des chemins de fer exploités par l'Union, des postes et des télégraphes, de diverses administrations fédérales, arsenaux, imprimerie officielle, laboratoires d'analyses, collèges, hôpitaux, service des eaux à Rio de Janeiro organisé et exploité par l'Union, les taxes consulaires, timbre, revenus des propriétés fédérales, taxes de transports, retenues sur les appointements, etc.

Droits de consommation.	Droits sur le tabac, les boissons, les allumettes, le sel, les chaussures, les bougies, la parfumerie, les spécialités pharmaceutiques, le vinaigre, les conserves, les cartes à jouer, les chapeaux, les cannes, les tissus et les vins étrangers.
Recettes extraordinaires.	Caisses de secours de la marine, de la guerre des employés civils, indemnités, rentes de l'Union, impôts sur les mutations, les industries et professions dans le district fédéral, enfin diverses recettes d'ordre.
Recettes avec applications spéciales........	Recettes destinées aux fonds de rachat et de garantie du papier-monnaie (loi du 20 juillet 1899), à la caisse d'amortissement de l'emprunt de rachat des chemins de fer, aux travaux de construction de ports, etc.
Dépôts	Soldes créditeurs des divers comptes de dépôt. Caisse des orphelins, biens des absents défunts, dépôts des caisses d'épargne, monts de piété et autres.

On voit, par cette nomenclature, que le budget des recettes se compose de deux parties distinctes, l'une où entrent les recettes ordinaires et extraordinaires, ainsi que les impôts dont le gouvernement a la disposition, l'autre affectée à des objets spéciaux et frappée d'indisponibilité. C'est sur la première partie, seule disponible, que portera cette étude et encore sous les réserves faites ultérieurement.

A examiner ces recettes de près, on voit que leur classement laisse à désirer. Aussi a-t-il paru nécessaire, dans les tableaux récapitulatifs publiés aux annexes, d'apporter plus de clarté et de méthode en mettant à part les recettes avec applications spéciales, les dépôts et les « recursos », produits d'emprunts, qui apparaissent dans certains budgets. Après cette élimination, il restera encore plusieurs recettes qui logiquement ne devraient pas figurer au nombre des ressources ordinaires de l'Union, telles, par exemple, les remboursements de créances, les ventes de biens domaniaux, mais leur faible importance relative permet de les négliger.

Ces recettes sont perçues en reis or ou en reis papier, les

premières au change de 27 d. et les secondes au change de 15 d., dont la parité en franc est respectivement de 353 reis et 635. Afin de faciliter les comparaisons, les milreis or ont été, dans certains cas, convertis en milreis papier au change moyen de l'année de perception.

Le budget voté par le Congrès est promulgué au *Diario official*. A l'ouverture de la session annuelle du Congrès, le Président de la République communique à l'Assemblée un rapport qui résume la gestion politique et administrative de l'exercice précédent et notamment la gestion financière ; ce document est lui-même complété quelques mois après par un rapport du ministre des Finances, un « relatorio », qui renferme tous les détails indispensables. Enfin, la balance des recettes et des dépenses de l'Union est également publiée, mais tardivement, lorsque les comptes sont arrêtés définitivement, soit deux, trois ou quatre ans après la clôture de l'exercice.

En outre du budget proprement dit, la loi de finances renferme un certain nombre d'autorisations générales pour la perception de recettes et l'engagement de dépenses. Ces autorisations équivalent à un blanc-seing donné au Pouvoir Exécutif et ouvrent la porte aux abus dans de telles conditions, que les limites budgétaires deviennent illusoires (1). Le gouvernement actuel a proposé aux Chambres, au cours de 1909, de supprimer définitivement ce fâcheux usage, mais ne paraît pas avoir été écouté.

1° *Les droits d'importation* représentent la plus forte ressource du budget des recettes, non compris les produits d'emprunts, recettes avec applications spéciales, dépôts. En 1900, ils entraient pour 58 pour 100 dans la recette totale. En 1908, pour 62 pour 100.

Après être tombés au point le plus bas en 1901, ils se sont relevés sensiblement, sans atteindre cependant leurs anciens niveaux.

Cette lenteur dans le relèvement des droits de douane est d'autant plus caractéristique que le tarif a été majoré

(1) On peut citer à titre d'exemple le budget des dépenses de 1910 qui est suivi d'autorisations rédigées en termes généraux de construire des ponts, des lignes de chemin de fer, de télégraphe, de téléphone, des ports, de subventionner des services de navigation, des entreprises de dragage, etc.

sensiblement depuis 1900 et que la proportion perçue en or est passée de 15 à 25 pour 100, pour atteindre aujourd'hui 35 ou 50 pour 100, suivant les cas. Il semble que l'élévation des droits, qui a forcément resserré les achats, soit la cause principale de ce phénomène. Les plaintes que motivent, parmi les Brésiliens surtout, l'abus de la fiscalité et du protectionnisme, signalent ce danger.

L'élévation des tarifs diminue aussi les recettes douanières, par la prime qu'elle offre à la contrebande. On admet généralement que celle-ci est très forte et qu'il est très difficile de la réprimer.

Enfin, un autre facteur de réduction est l'abus d'exemptions de droits accordées par le Congrès, soit pour les services publics, soit pour les entreprises privées que l'on veut encourager. Les rapports du ministère des Finances renferment à ce sujet des indications qui méritent d'être reproduites, pour montrer l'importance du mal et le préjudice causé au Trésor. De 1890 à 1897, la valeur des articles introduits ainsi en franchise passe de 17 000 contos de reis papier à 47 000 contos, après avoir touché 68 000 contos et le Trésor perd jusqu'à 4 000 contos par an. En 1898, la valeur est ramené à 2 549 contos, mais elle remonte rapidement les années suivantes, en 1904, elle atteint 33 000 contos, soit un moins perçu pour la douane de 7 374 contos. En 1907, d'après le rapporteur du budget à la Chambre des députés, elle aurait été de 164 000 contos, 246 millions de francs, représentant 28 000 contos de droits, 42 millions de francs.

Le tableau suivant permet de suivre les mouvements des exportations, des importations et des recettes douanières, de 1896 à 1909.

ANNÉES	EXPORTATIONS en 1 000 livres sterling	IMPORTATIONS		DROITS DE DOUANE EN CONTOS DE REIS PAPIER		
		en 1 000 livres sterling	en contos de reis papier	versés aux recettes ordinaires (1)	ayant une affectation spéciale (2)	Totaux
1896.....	31 000	32 000	864 000	263000	»	263 000
1897.....	32 000	27 000	845 000	226000	»	226 000
1898....	30 000	28 000	933 000	220000	»	220 000
1899.....	29 000	27 000	864 000	200000	»	200 000
1900.....	[illegible] 000	25 000	644 000	177780	22 094	199 874
1901.....	40 000	21 000	448 000	179000	16 432	195 432
1902.....	36 000	23 000	471 000	200000	18 203	218 203
1903.....	37 000	24 000	486 000	204000	18 502	222 502
1904.....	39 000	26 000	512 000	211000	19 023	230 023
1905.....	45 000	[illegible]	454 000	218000	16 510	234 510
1906.....	53 000	33 000	499 000	239160	14 804	253 964
1907.....	54 700	40 900	645 000	232371(3)	»	»
1908.....	44 600	35 800	567 000	256371(3)	»	»
1909.....	63 724	37 112	592 637	289550(3)	»	»

(1) La partie de ces droits perçue en reis or a été convertie en reis papier au cours moyen de l'année.
(2) Les droits perçus en reis or ont été convertis en reis papier.
(3) [illegible]

Malgré des chutes passagères, les exportations croissent depuis 1896. De 29 millions de livres sterling, elles sont passées à près de 64 millions. Les importations n'ont pas suivi la même progression : évaluées en or, elles ont diminué jusqu'en 1901 et se sont relevées ensuite; évaluées en papier, elles ont atteint leur maximum en 1898, par suite de la baisse du change, sont tombées brusquement au point le plus bas en 1901, sans doute en raison de la politique d'économie pratiquée alors par le Brésil et ne sont remontées ensuite que lentement. Les droits de douane perçus, ont suivi le mouvement de la valeur papier des importations : diminution de 1896 à 1901, relèvement ensuite, mais relèvement lent.

Les importations ne progressant que lentement la recette douanière, la principale du Trésor brésilien, manque d'élasticité. La moyenne des droits perçus, de 1896 à 1906, ayant été de 224 000 contos, les années 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903 sont restées au-dessous de ce niveau. Le budget

de 1909, il est vrai, a prévu une recette douanière de 289 550 contos papier (132 150 contos papier et 87 000 contos or, y compris les 5 pour 100 ayant une affectation spéciale). Si ces prévisions se réalisent, la recette de 1896 serait dépassée. Ces observations, donnent à craindre que l'extension de la fiscalité ne diminue le rendement de la douane au lieu de l'augmenter. C'est l'avis d'un grand nombre de Brésiliens. Mieux vaudrait pour le Trésor réorganiser ses services, réprimer sévèrement la contrebande, supprimer les dispenses de droits, et sans doute aussi pratiquer un protectionnisme moins aveugle.

N'oublions pas, enfin, que les importations depuis 1903 ont été grossies par les entrées en franchise de machines, de matériel et d'objets divers nécessités par les grands travaux publics commencés à cette époque. C'est sans doute une des raisons de la disproportion entre leur progression et celle des recettes des douanes.

2° *Les droits d'entrée, de sortie et de stationnement sur les navires* sont, depuis 1900, perçus presque entièrement en or. Leur taux n'a pas changé, mais le rendement suit naturellement le développement de la navigation. Le budget de 1909 les a prévus pour 450 contos or et 10 contos papier, soit environ 800 contos papier ou 0,2 pour 100 de la recette totale.

3° *Les droits additionnels* n'ont qu'une faible importance.

4° *Les recettes intérieures* concourent pour une part importante dans la recette générale; en 1899, ils représentaient 23 pour 100 de la recette totale; en 1900, 25 pour 100; en 1906 et en 1908, 20 pour 100.

La valeur de chacun des revenus entrant dans la composition de cette recette est généralement peu élevée.

Le plus important de tous est celui de la recette des chemins de fer exploités par l'Union et, en particulier, du Chemin de fer central. (*Annexe* 23.)

De 1901 à 1905, les recouvrements ont toujours été en décroissant : de 30 000 contos ils sont tombés à 27 000 contos. La cause en est dans l'extension du réseau dans des régions encore improductives, dans les réductions de tarifs aussi et surtout dans l'exploitation par l'administration fédérale qui est très onéreuse. Une amélioration de

ce côté est escomptée, car les prévisions budgétaires de 1910 fixent à 34 320 contos cette recette qui en 1907 avait été de 32 473 contos.

Les produits de la Poste augmentent. Les voici en contos de reis papier.

1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
6 662	6 675	7 004	7 569	7 903	8 402	9 693

Pareille progression se remarque pour les télégraphes.

1902	1903	1904	1905	1906	1907
6 137	6 656	7 319	7 094	8 077	7 919

Les évaluations budgétaires de 1910 sont de 6 500 contos papier et 600 contos or.

Le rendement des taxes consulaires a augmenté jusqu'en 1905, où il a atteint 1 031 contos or; il a baissé en 1906, 832 contos or; en 1909, on l'a estimé à 1 100 contos or.

Le revenu du Timbre a oscillé entre 12 et 15 000 contos papier; en 1909, on l'a prévu pour 13 500 contos.

L'impôt sur les transports, a donné 4 205 contos papier en 1901 et 3 643 contos seulement en 1906; en 1909 on espère qu'il rendra 4 200 contos.

L'impôt sur les loteries a diminué également de 1901 à 1906, 1 863 contos et 953 contos; on compte sur un relèvement en 1909, car on l'a évalué à 1 320 contos.

Les retenues sur les traitements et indemnités sont restées aux environs de 3 000 contos papier; cependant en 1909 on ne compte que sur 1 570 contos.

L'impôt sur la consommation d'eau dans la capitale fédérale suit une marche ascendante : en 1901, 1 557 contos papier; en 1906, 1 777 contos; en 1909, 3 000 contos prévus. Les dépenses d'adduction d'eau ayant été faites par l'Union celle-ci perçoit les taxes.

De même l'impôt sur les dividendes des compagnies : en 1909, 1 500 contos prévus.

Les contributions des compagnies et entreprises industrielles ont donné un millier de contos papier en 1906, alors

qu'en 1901 et 1902 elles avaient donné 2 000 contos; en 1909, leur recette a été prévue pour 1 000 contos.

Enfin, les taxes judiciaires, évaluées à 130 contos papier en 1909, sont restées aux environs de ce chiffre de 1901 à 1906.

L'ensemble des recettes intérieures a été en moyenne de 70 000 contos papier de 1896 à 1900, de 76 000 contos, de 1901 à 1905; en 1908, la recette réalisée a été de 70 821 contos; en 1909, les prévisions sont, au total, de 78 000 contos papier. Il y a donc progression, mais l'examen de chacune de ces recettes laisse l'impression que cet accroissement est inférieur à ce qu'il pourrait être. L'exploitation des chemins de fer notamment est, de l'avis du gouvernement lui-même, susceptible d'un meilleur rendement et plusieurs autres de ces produits, comme le timbre, les transports, les loteries, etc., sont dans le même cas.

5° *Impôts de consommation.* — La marche de ces impôts a été irrégulière. De 2 000 contos papier en 1897 leur rendement passe à 13 000 contos, puis à 25 475 contos et enfin à 36 693 contos en 1898, 1899 et 1900. La moyenne quinquennale des années suivantes est de 34 351 contos; en 1906, la recette est de 38 302 contos, et le budget de 1909 l'évalue à 44 305 contos. Dans les comptes provisoires de 1908, elle représente 11 pour 100 de la recette totale, dans les prévisions de 1909 cette proportion descend à 10 pour 100.

La progression brusque de 1898, 1899 et 1900 provient de l'extension de la taxe à de nouveaux articles. La liste, limitée d'abord au tabac et aux boissons, s'est ensuite allongée; on y a fait entrer les allumettes en 1898, le sel en 1900, les chaussures, les bougies, la parfumerie, les spécialités pharmaceutiques, les vinaigres, conserves, cartes à jouer en 1901, les chapeaux, les cannes, les tissus et enfin, en 1905, les vins étrangers en bouteilles.

Dans son « relatorio » de 1903, le ministre des Finances signalait qu'il « était évident que la recette de l'année ne correspondait pas à la consommation réelle des marchandises imposées ». Il reconnaissait la difficulté d'empêcher la fraude, surtout dans les Etats confédérés, par suite de la négligence ou de l'incapacité des agents du fisc éloignés du pouvoir central. Ces plaintes furent renouvelées et les différents titulaires du portefeuille des Finances ont montré

la nécessité de réorganiser la perception de telle façon que l'impôt rendît tout ce que l'on pouvait en attendre.

6° *Les impôts de sortie*, qui ne figurent que pour une somme insignifiante, ont cessé d'exister depuis 1899.

7° *Les recettes extraordinaires* se composent de divers revenus. Les uns, comme les taxes sur les Caisses d'épargne, les revenus des biens nationaux, le produit de l'impôt de mutation sur les propriétés, de l'impôt sur les industries et professions dans le District fédéral, ont le caractère ordinaire; les autres, résultant de la vente de propriétés nationales, de l'encaissement d'indemnités, de lots périmés, de remboursements de créances, ont au contraire un caractère extraordinaire. Ces derniers sont d'ailleurs peu importants, comparativement au total du budget. Ces recettes extraordinaires ont été évaluées, en général, entre 8 et 10 000 contos et les recouvrements sont restés dans ces limites.

8° Depuis le traité de Pétropolis, 17 novembre 1903, entre le Brésil et la Bolivie, l'Union perçoit pour son compte les *droits d'exportation* sur les marchandises provenant du territoire d'Acre, dans le haut bassin de l'Amazone. Elle se couvre ainsi de l'indemnité de 2 000 000 de livres sterling, qu'elle a accepté de payer à la Bolivie dans cette circonstance et des frais de construction du chemin de fer « Madeira-Mamoré », dont elle a assumé la charge. Ces recettes sont en progression sensible : de 570 contos en 1903, elles sont passées à 9 000 contos en 1906 et, au budget de 1909, elles ont été estimées à 13 000 contos, soit 812 000 livres sterling. Au 31 décembre 1907, le total de cette perception, qui avait été versée au fonds de garantie du papier-monnaie créé par la loi du 20 juillet 1899, s'élevait à 1 953 873 livres sterling. A 46 000 livres sterling près il égalait l'indemnité précitée.

Si nous envisageons l'ensemble des recettes, nous voyons que les réalisations ont été inférieures aux prévisions jusqu'en 1901 et qu'à partir de 1902 elles les ont dépassées, cependant, en 1908 (chiffres provisoires), elles auraient été encore inférieures. Mais ces résultats sont parfois faussés par l'introduction dans les comptes des produits d'emprunts, de dépôts, de recouvrements de créances et autres ressources extraordinaires.

D'une façon générale, la perception des recettes s'améliore et il s'ensuit un accroissement des recouvrements, mais on pourrait en escompter de plus grands encore, car il reste beaucoup de progrès à accomplir.

Ceci dit, on ne peut s'empêcher de remarquer l'étroitesse de l'assiette des ressources fédérales : 64 pour 100 proviennent de l'importation, dont la valeur est étroitement liée au pouvoir d'achat en or de l'Union c'est-à-dire à ses exportations qui reposent elles-mêmes, pour 75 pour 100, sur deux produits, le café et le caoutchouc. Il est inutile d'insister sur les conséquences de cette situation et sur l'urgence qu'il y a à la modifier.

Les recettes ordinaires du budget, avons-nous vu, étaient ainsi composées en 1908 : droits de douane, 62 pour 100, droits de consommation, 11 pour 100, droits intérieurs, 20 pour 100, divers, 7 pour 100.

Près des trois quarts de la recette fédérale proviennent donc d'impôts de consommation (droits de douane et droits de consommation) payés finalement par le consommateur. Ces impôts élevés frappant fortement tous les articles, y compris ceux de première nécessité, le contribuable est d'autant plus éprouvé que ses facultés contributives sont plus faibles, autrement dit le système fiscal brésilien apparaît comme un impôt progressif à rebours.

Mais ce n'est pas le seul inconvénient de ce système. Pesant uniquement sur le travail et ses produits mis en circulation il le traite injustement en favorisant l'indolence et l'oisiveté déjà encouragées par la nature du pays. Dans la campagne l'individu peut végéter en se bornant à quelques rares efforts pour recueillir sur sa propriété les objets indispensables à ses besoins, il échappera au fisc et, qui plus est, arrêtera s'il le veut toute activité autour de lui, quand bien même il serait dans le voisinage de voies ferrées, de routes construites à grands frais. Au contraire, le travailleur des villes, dont l'existence dépend du commerce, voit tout ce qu'il produit et tout ce qu'il consomme taxé lourdement. Aussi les charges fiscales sont-elles très inégalement réparties; elles reposent sur un nombre relativement minime de contribuables et atteignent principalement, pour ne pas dire exclusivement, les travailleurs et de préférence ceux des villes.

Un fait vient à l'appui de cette assertion. Si l'on considère le mouvement postal comme un indice de l'activité commerciale, on constate que Rio de Janeiro (État et capitale fédérale), Saint-Paul, Rio Grande do Sul, Parana, Amazone et Para donnent ensemble 78 pour 100 de la recette postale et par conséquent représentent la plus forte part du mouvement commercial, tandis qu'au contraire Minas Geráes Bahia, Pernambuco et Ceara, ne contribuant que pour 18 pour 100 à cette recette postale, leur participation à la production et à la consommation doit être faible. Or, les six premiers ne représentant que 37 pour 100 de la population brésilienne, tandis que les quatre derniers en forment 46 pour 100, on peut en conclure que les impôts atteignent beaucoup plus lourdement ceux-là que ceux-ci.

Dépenses.

Les dépenses fédérales augmentent chaque année rapidement. Le tableau publié en annexe permet d'en suivre les détails. (*Annexe* 22.)

Leur moyenne durant les quatre années qui précédèrent l'accord du « Funding loan » fut de 440 285 contos de reis papier, de 1899 à 1905 (comptes définitifs) elle descendit à 382 430 c. p.; de 1906 à 1908 (comptes provisoires) elle remonta à 432 003 c. p.; enfin les prévisions des lois de finance de 1909 et de 1910 ont été respectivement 466 054 c. p. et 445 459 c. p.

Les comptes définitifs ayant toujours dépassé très sensiblement les prévisions jusqu'en 1905 on imagine ce que pourront être les dépassements quand les écritures de ces dernières années seront arrêtées.

Dépenses annuelles totales réduites en contos de reis papier au change de l'année, les remboursements de dépôts non compris.

	Comptes définitifs		Comptes définitifs
1896	368 922	1901	360 837
1897	379 335	1902	313 037
1898	668 113	1903	382 246
1899	295 363	1904	484 716
1900	471 091	1905	369 718

Comptes provisoires.		Prévisions budgétaires.	
1906...........	423 258	1909...........	465 984
1907...........	495 182	1910...........	494 303
1908...........	377 840		

La progression qui avait fait un bond énorme en 1898 par suite de l'effondrement du change s'est arrêtée jusqu'en 1902. Car durant cette période une politique d'économie fut appliquée par le gouvernement, et les effets en auraient été plus sensibles encore s'il n'avait fallu régler de grosses dépenses engagées durant les exercices antérieurs.

Tous les ministères ont participé à la progression qui recommence en 1902, comme permet de le constater le tableau suivant, où les dépenses de 1905 (comptes définitifs), 1907 (comptes provisoires), 1909 et 1910 (prévisions), ont été rapprochées de celles de 1899, l'année des grandes économies et où, dans des colonnes spéciales, on a fait ressortir le pourcentage de ces augmentations par rapport aux dépenses de cette année 1899.

	1899	1905		1907		1909		1910	
Ministère de l'Intérieur...	*21 432	*34 700	63 %	*49 209	132 %	*36 338	7 %	*45 748	68 %
— des Relations Extérieures..............	1 494	3 963	123 %	5 310	254 %	5 951	297 %	6 736	349 %
Ministère de la Marine ...	25 486	28 155	10 %	57 112	126 %	53 043	118 %	50 564	100 %
— de la Guerre ...	47 810	51 935	8 %	55 507	14 %	62 665	31 %	64 548	34 %
— des Travaux Publics et du Commerce...	75 108	79 490	6 %	123 477	64 %	105 817	41 %	106 850	42 %
Ministère de l'Agriculture.	»	»	»	»	»	»	»	18 244**	»
— des Finances ...	124 033	171 475	38 %	204 567	64 %	200 170	61 %	210 980	70 %
Totaux........	295 363	369 718	20 %	495 182	40 %	463 984	36 %	493 680	40 %

* Contos de reis papier. ** Créé en 1910.

Tandis que les dépenses de 1905 ne dépassaient que de 20 pour 100 celles de 1899, cette proportion est sautée à 40 pour 100 en 1907, est redescendue à 36 pour 100 en 1909 et est remontée à 40 pour 100 en 1910. Tous les ministères concourent à cette progression, car la part de chacun, dans la dépense totale, est restée sensiblement la même. Celle du ministère de l'Intérieur est restée stationnaire, celles des Relations Extérieures, de la Marine et des Finances ont un peu augmenté, tandis que celles des Travaux Publics, de l'Agriculture et de la Guerre ont diminué (1).

Ces remarques sont d'autant plus importantes qu'elles portent, en 1907, 1909 et 1910, sur des comptes provisoires ou des prévisions budgétaires, dont les chiffres ont presque toujours été dépassés au moment du règlement des comptes définitifs (2). A cet égard, le Congrès est le premier à donner au Gouvernement l'exemple de la prodigalité, car ses prévisions dépassent presque toujours celles du Pouvoir

(1) *Comparaison entre les dépenses de chaque ministère et la dépense budgétaire totale.*

	1899	1909
Ministère de l'intérieur	7 %	7,5 %
— des relations extérieures	0,5 %	1 %
— de la marine	8 %	10 %
— de la guerre	16,5 %	13 %
— des travaux publics et de l'agriculture	28 %	25 %
— des finances	41 %	43 %

(2) *Comparaison entre les dépenses réalisées et les dépenses prévues.*

	Prévisions (*a*).	Réalisations (*a*).	Différence en plus (*a*).		Différence en moins (*a*).	
1899	328 623	295 363	»		33 260	10 %
1900	362 989	471 091	108 102	30 %	»	
1901	336 411	360 837	24 426	7 %	»	
1902	313 503	313 037	»		466	0,14 %
1903	336 782	382 246	45 466	13 %	»	
1904	361 263	484 716	123 453	34 %	»	
1905	355 951	369 718	13 787	4 %	»	
1906	367 944	423 258 (*b*)	55 314	15 %	»	
1907	409 481	495 182 (*b*)	85 701	21 %	»	
1908	447 595	377 840 (*b*)	»		69 755	15 %

(*a*) Contos de reis papier.
(*b*) Comptes provisoires.

Exécutif et en outre il introduit dans la loi de finance des autorisations générales qui ouvrent la porte aux abus. Il n'est donc pas téméraire de supposer que la progression que nous constatons dans ces dernières années sera au moment de la liquidation définitive plus forte encore qu'elle n'apparaît aujourd'hui.

La comparaison entre les recettes et les dépenses de 1899 à 1908 (1) fait ressortir pour l'ensemble de ces années un solde total de 42 297 contos de reis papier, plus de 66 millions de francs. Mais la réalité est différente quand on examine les détails.

En premier lieu, les comptes définitifs s'arrêtent en 1905, et de 1906 à 1908, on ne possède que des comptes provisoires. Il se peut qu'après la clôture des écritures les résultats soient meilleurs qu'ils n'apparaissent actuellement. Le contraire est possible également et même plus vraisemblable, si l'on se souvient que l'examen des budgets liquidés montre que généralement les recettes réalisées ont été inférieures aux prévisions, tandis que les dépenses effectuées ont dépassé les dépenses prévues. D'autre part, les recettes des années en question ont été grossies, soit de fonds d'emprunt, soit de dépôts dont le total est élevé : en 1900 et 1901, on a fait figurer dans les recettes 33 173 contos de reis or provenant du « funding loan », soit 90 000 contos de reis papier environ; de 1899 à 1908, on a fait entrer en recettes plus de 200 000 contos de

(1) *Comparaison entre les recettes et les dépenses totales de* 1899 *à* 1908

Années	Recettes	Dépenses
1899	320 837	295 363
1900	608 457	493 820
1901	344 542	358 407
1902	374 405	314 923
1903	442 502	342 672
1904	454 290	487 917
1905	397 602	425 632
1906	439 1[illegible]6	426 462
1907	428 722	494 521
1908	386 375	3[illegible]5 862
	4 1[illegible]7 886	4 065 58[illegible]

N. B. — On a réduit en contos de reis papier au cours moyen de l'année la partie des recettes perçue en contos de reis or.

reis papier provenant de dépôts divers et on en a remboursé 90 000 environ. C'est donc à plus de 160 000 contos de reis papier qu'il faudrait dès maintenant évaluer le déficit laissé par la gestion des onze dernières années. Au cours actuel, cela représente environ 250 millions de francs.

Une autre observation est également intéressante, c'est celle de la marche comparée des recettes et des dépenses. Dans la période 1899-1905 (comptes définitifs), les deux mouvements sont sensiblement parallèles, il y a en moyenne une augmentation annuelle de 3,9 pour 100 pour les premières et de 4,1 pour 100 pour les secondes. En 1906 et 1907, la divergence apparaît, recettes 14,4 pour 100, dépenses 17 pour 100 et il ne s'agit que de comptes provisoires.

BUDGETS DES ÉTATS

Para (1)

	1901-2	1902-3	1903-4	1904-5	1905-6	1906-7	1907-8
Recettes et dépenses (contos de reis papier).							
Recettes totales	12 276	15 836	16 863	15 937	15 399		
Dépenses totales.......			16 372	16 349	14 351	13 840	
Principales recettes (contos de reis papier).							
Recettes des services publics (ch. de fer, etc.).	781	795	886	920	1 267		
Droits d'exportation....	9 314	12 690	13 592	12 192	12 021		
Impôts sur les professions...............	649	825	835	864	773		
Impôts de mutation....	686	504	543	1 067	530		

(1) D'après le Brazilian Year book.

Exportations (1 000 livres sterling).

	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
Totales	3 [illegible]	3 [illegible]	4 629	6 744	6 600	6 021	5 319	
Caoutchouc (Seringa)	3 289	3 [illegible]	4 [illegible]	6 482	6 424	5 656	4 972	
Cacao	198	231	201	»	85	216	165	
Noix du Brésil	79	108	29	93	57	78	119	
Peaux sèches et salées	23	25	28	32	32	29	25	

Service de la dette (remises de ces papiers)

1901-2	1902-3	1903-4	1904-5	1905-6	1906-7	1907-8
		3 659	2 888	2 310		

	ÉTAT DE LA DETTE			
	extérieure	intérieure	flottante	Totale
1901	»	13 120	3 510	16 630
1902	»	13 [illegible]	6 844	19 145
1903	29 114	371	»	29 485
1904	28 527	161	319	29 007
1905	21 598	75	300	21 973
1906	21 135	72	»	21 207
1907	22 885	66	»	22 951
1908	22 207	»	»	»

Emprunt de Para

5 pour 100, 1901, contracté par Seligman brothers de Londres.

Valeur nominale, 1 450 000 livres sterling.

En circulation au 31 décembre 1907 ...... 1 405 250 livres sterling.

5 pour 100, 1907, contracté par Seligman brothers de Londres.

Valeur nominale, 650 000 livres sterling.

En circulation au 31 décembre 1907...... 650 000 livres sterling

Maranhão (1).

	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
Recettes et dépenses (contos de reis papier).								
Recettes ordinaires		2 493	2 956	2 439				
— extraordinaires.		13	230	194				
— totales		2 506	3 186	2 633				
Dépenses totales		2 837	2 154	2 821				
Recettes principales (contos de reis papier).								
Droits d'exportation		591	618	398				
— de consommation..		798	804	631				
Impôts sur les professions et les compagnies		577	694	733				
Impôt foncier		123	108	122				
Exportations (1 000 livres sterling).								
Totales	324	509	496	500	653	784	359	
Cuirs salés, séchés	73	113	96	69	94	128	87	
Coton en fibres	127	199	208	162	254	270	62	
Cire de Carnahuba	5	16	38	63	131	155	68	
Caoutchouc Mangabeira, Maniçoba, Seringa	63	117	102	172	138	178	99	

Service de la dette (contos de reis papier).

1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
1	167	130	137	—	—	—	—

ÉTAT DE LA DETTE (CONTOS DE REIS PAPIER)

	intérieure.	flottante.	totale.
1899	1 300		
1900	1 300		
1901	1 300		
1902	1 300	889	2 189
1903	1 300	929	2 229
1904	1 520	709	2 229
1905	1 800	1 000	2 800
1906	2 100	1 700	3 800
1907	1 490	2 500	3 990
1908			

1) D'après le Brazilian Year book.

Ceara (1).

	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
Recettes et dépenses (contos de reis papier).									
Recettes ordinaires.	2 404	2 557	2 860	3 930	3 121	3 149	3 492		
— extraordin. (Emprunts, dépôts)	256	40	57	7	10	7	6		
Recettes totales.....	2 660	2 597	2 917	3 937	3 131	3 156	3 498	3 102	
Dépenses totales.....	2 607	2 672	2 809	3 154	3 100	3 137	3 190	3 692	
Recettes principales (contos de reis papier).									
Droits d'exportation.	857	1 104	1 176	1 246	1 102	1 495	1 501	1 4[illegible]	
— de consommation.	249	223	806	1 480	771	310	327		
Impôt sur les professions et compagnies	480	477	448	644	721	864	1 040		
Droits de mutation..	118	122	119	117	119	184	193		
Impôts sur les maisons	212	190	191	194	195	196	217		
Exportations (1 000 liv. st.)									
Totales		217	381	479	564	807	815	501	
Cuirs salés..........		26	41	38	41	43	53	45	
Cuirs séchés		6	8	8	26	22	1	1	
Peaux de chèvres.....		82	134	179	127	148	254	187	
Peaux de moutons.....		9	11	23	18	13	17	21	
Coton en fibres		122	90	70	149	224	154	9	
Caoutchouc Maniçoba et Mangabeira.....		52	84	111	165	257	177	184	
Service de la dette (contos de reis papier).									
Dette extérieure.....									
— intérieure									
— flottante									
— totale	208	117	138						

ÉTAT DE LA DETTE (CONTOS DE REIS PAPIER)

	[illegible]	[illegible]	Total
1901	214	258	472
1902	118	482	600
1903	28	395	423
1904	éteinte.	126	126
1905	»	éteinte.	éteinte.
1906	»	»	»
1907	»	»	»
1908	»	90 (capital).	90

(1) D'après le Brazilian Year book.

Pernambuco.

Voici, d'après les « relatorios » du secrétaire général de l'Etat, les résultats des gestions budgétaires des cinq dernières années:

	CONTOS DE REIS PAPIER					TOTAUX	MOYENNE
	1903-4	1904-5	1905-6	1906-7	1907-8		
Recettes ordinaires....	8 116	8 897	8 871	9 034	11 292	46 210	9 244
— extraordinair.	3 370	8 284	6 226	909	579	19 368	3 875
— totales.......	11 486	17 181	15 097	9 943	11 871	65 578	13 119
Dépenses ordinaires....	7 206	10 701	9 297	9 373	9 836	46 413	9 282
— extraordinair.	4 281	6 431	5 800	861	3 656	21 029	4 206
— totales.......	11 487	17 132	15 097	10.234	13 492	67 442	13 488

Il saute aux yeux que les dépenses totales ont toujours dépassé plus ou moins les recettes ordinaires. Aussi l'équilibre n'a-t-il été maintenu que par les emprunts. Aucun compte spécial des dépenses extraordinaires de premier établissement et des recettes extraordinaires qui leur sont affectées n'ayant été publié, il n'est pas possible de savoir exactement dans quelle proportion les déficits constatés portent sur le budget ordinaire; mais il est probable que cette proportion est élevée.

Les recettes sont alimentées par un assez grand nombre de ressources. Nous allons les examiner dans le compte définitif de l'exercice 1907-8 en jetant de temps à autre un regard sur les exercices précédents.

Les droits d'exportation représentent la plus forte recette; ils sont fournis principalement par le sucre vendu dans les autres Etats de l'Union; fort heureusement les variations sur cette denrée sont compensées par d'autres produits.

DROITS D'EXPORTATION EN CONTOS DE REIS PAPIER

	Sucre pour les marchés nationaux.	Sucre pour l'étranger.	Alcools.	Coton.	Divers produits.	Totaux.
1903-4	1 377	15	160	591	470	2 613
1904-5	1 784	36	166	476	404	2 866
1905-6	1 238	12	115	837	533	2 735
1906-7	1 097	60	132	850	389	2 528
1907-8	2 387	22	217	711	305	3 642

Taxes de répartition et taxes fixes sur la valeur locative des maisons de commerce. Les premières ont donné 1 027 contos en 1907-8; leur rendement est en décroissance, en 1903-4 il s'élevait à 1 315 contos; les secondes au contraire croissent sensiblement, puisque depuis cinq ans elles sont passées de 45 contos à 425.

L'impôt sur la propriété bâtie, qui a donné 839 contos en 1907-8, n'avait rapporté que 634 contos en 1903-4. Chaque année marque un petit progrès.

Le timbre après avoir touché son maximum 590 contos en 1905-6, a diminué jusqu'à 372 contos en 1907-8. Les droits sur les successions et sur les mutations oscillent sans s'orienter nettement vers la hausse, les premiers entre 161 et 298 contos, les seconds entre 200 et 400 contos. On peut voir dans ces mouvements contradictoires un reflet de la situation économique de l'État, situation où la gêne domine.

Les droits de consommation frappent de 8 pour 100 de leur valeur les marchandises nationales provenant d'autres États brésiliens et ayant des similaires dans l'État de Pernambuco; c'est un véritable droit protectionniste intérieur.

Les droits additionnels se superposent à tous les autres impôts; ils étaient de 15 pour 100 en 1903-4, ils sont aujourd'hui de 20 pour 100.

En définitive, la recette budgétaire de 1907-8 qui a été de 11 292 contos de reis papier s'est composée des principaux articles suivants :

Taxe de répartition	1 027	ou	9	pour 100
Taxe fixe	425	»	4	—
Impôt sur la propriété bâtie	839	»	8	—
Droits d'exportation	3 642	»	33	—
Timbre	372	»	3	—
Impôt sur les successions	298	»	3	—
— — mutations	417	»	4	—
— de consommation	427	»	4	—
— de statistique	387	»	3	—
— additionnel	1 671	»	15	—

Exportations en 1 000 livres sterling.

	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908
TOTAUX	1 565	1 364	825	1 034	1 334	1 232	560
Cuirs	31	61	56	58	42	9	4
Peaux de chèvres	230	237	197	66	106	96	94
Coton en fibres	593	696	294	448	535	752	67
Sucres divers	516	114	23	214	350	105	216
Ricin	10	20	16	20	31	12	1
Café	»	13	11	34	24	5	2
Graines de coton	33	54	31	46	45	52	52
Cire de Carnhahuba	67	92	122	93	150	124	73

L'exportation de l'Etat de Pernambuco est relativement faible. Malgré une population de plus de 1 350 000 habitants la production de cet Etat n'augmente pas. Au contraire, à travers ses oscillations, on serait plutôt tenté de voir une diminution.

Le coton est sa principale production, puis viennent le sucre, les noix de Carnahuba cueillies en forêt, les produits de l'élevage, élevage naturel comme partout ailleurs au Brésil. On voit que l'activité économique de la population est faible et que les indices d'amélioration sont rares.

Pendant que les recettes budgétaires montrent si peu d'élasticité, les dépenses, au contraire, augmentent non seulement par suite des travaux publics, créations et entretien, mais encore à cause des dépenses nécessitées par les services ordinaires administratifs et financiers de l'Etat. Une partie seulement de cette augmentation est donc due à l'accroissement de l'outillage économique de l'Etat.

Dans ces conditions la dette de l'Etat de Pernambuco doit être forte (1). Après avoir augmenté, dans la période

(1)

31 décembre	DETTE DE L'ÉTAT (CONTOS DE REIS PAPIER) extérieure.	intérieure.	flottante.	totale.
1901	»	23 393	1 536	24 929
1902	»	27 209	1 863	29 072
1903	»	28 386	1 676	30 062
1904	»	29 652	8 602	28 858
1905	14 850	25 072	I07	40 235
1906	14 744	23 698	106	38 548
1907	14 527	23 176	244	37 947
1908	14 425	22 913	325	37 663
1909	31 017	22 369	2 263	54 649

Dette extérieure.

5 pour 100 1904, 1 000 000 livres sterling contracté auprès de la Banque de

1901-1905, de 25 000 à 40 000 contos, elle a diminué et est descendue à 37 663 contos en 1908. Mais en 1909 un nouvel emprunt extérieur de 30 millions de francs, soit 18 900 contos, a été conclu, et de ce chef la dette atteint aujourd'hui plus de 54 000 contos. En calculant l'intérêt à 5 pour 100 et l'amortissement à 1 pour 100, le service de cette dette exigerait annuellement une somme voisine de 3 300 contos de reis papier, soit 35 pour 100 environ de la moyenne quinquennale des recettes ordinaires.

En dehors de ses recettes budgétaires, l'État ne paraît posséder qu'un actif réduit.

Le « relatorio » de 1908 publie une balance générale du Trésor de l'État au 30 novembre 1908, d'où ressort qu'à cette époque, en regard d'une dette de 39 632 contos, on trouvait à l'actif comme valeur réalisable :

Créances sur deux municipalités	345 contos.
Créances sur des usines	5 434 —
Créances diverses	282 —
Total	6 061 contos.

Inutile d'insister sur la difficulté qu'il y aurait à réaliser cet actif. Quant aux immeubles estimés à 9 219 contos, ce sont pour la plupart des édifices publics ou des terrains occupés par les services administratifs, dont la valeur, comme gage, est fictive.

Bahia.

Le message présidentiel du 7 avril 1907 fixait ainsi le compte des recettes et des dépenses de l'exercice 1908 :

Fonds publics et de Dépôts (Savers), amortissable en 37 ans, à raison de 1 pour 100 par an. Service annuel 60 000 livres sterling. En circulation au 31 décembre 1908, 901 000 livres sterling (chiffre approximatif).

Cinq pour 100, 1909, 37 500 000 de francs contracté auprès de la Banque Privée amortissable en 37 ans.

Dette intérieure.

A polices émises de 1873 à 1906 à 5 ou 7 pour 100 d'intérêt.

Valeurs nominales des émissions 39 628 contos papier. En circulation au 31 décembre 1908, 22 913 contos.

	CONTOS DE REIS PAPIER			
	Recettes ordinaires.	Dépenses ordinaires.	Déficit.	Excédent.
	—	—	—	—
Prévisions..........	8 464	11 209	2 745	
Réalisations	9 489	12 614	3 125	
Différence	+ 1 025	+ 1 405		
	Recettes extraordinaires.	Dépenses extraordinaires.		
	—	—		
Réalisations.........	4 152	946		81
TOTAL DES RÉALISATIONS	13 641	13 560		81

Le budget ordinaire de 1908 avait donc été établi avec un déficit de 34 pour 100 de la recette prévue et, cette proportion n'a pas diminué dans les comptes définitifs. Grâce à des recettes extraordinaires la liquidation de l'exercice a laissé un léger excédent de 81 contos.

Le message constate la décroissance des recettes ordinaires dont le maximum a été atteint en 1898 avec 14 846 contos. De 1904 à 1908, elles ont été de 10 418, 8 218, 9 704, 11 398 et enfin 9 489 contos.

Cette régression est due à la diminution des droits d'exportation alimentés principalement par trois produits, le cacao, le caoutchouc et le tabac, dont les sorties ont augmenté en quantité, mais diminué en valeur.

Voici d'ailleurs le rendement de ces droits d'exportation dans ces dernières années :

1902............................	7 169	contos.
1903............................	6 156	—
1904............................	6 521	—
1905............................	4 839	—
1906............................	5 814	—
1907............................	7 763	—
1908............................	5 002	—

Les grandes variations de 1902, 1905 et 1907 tiennent aux exportations de cacao et de tabac.

Les autres recettes principales sont beaucoup moins importantes :

Droits de statistique :

1906	783 contos.
1907	1 173 —
1908	902 —

Droits sur les industries et professions :

1906	941 contos.
1907	917 —
1908	957 —

Droits de mutation :

1906	383 contos.
1907	551 —
1908	419 —

En résumé, dans le budget des recettes de 1908 les droits d'exportation entrent pour 63 pour 100 ; ils reposent d'ailleurs pour 78 pour 100 sur le cacao et le tabac. Cette assiette si étroite l'est encore davantage si l'on observe que la vie économique de l'État tient au commerce de ces deux produits et est liée à leur sort.

Les recettes extraordinaires représentent les produits d'emprunts et de dépôts.

En regard de ces recettes ordinaires décroissantes, les dépenses montrent une courbe légèrement ascendante.

1904	12 557 contos.
1905	16 080 —
1906	10 796 —
1907	12 397 —
1908	12 614 —

Nous allons examiner leurs compositions d'après le projet de budget de 1908, soumis au Congrès de Bahia.

Le total était de 12 249 contos, ainsi composé :

	1908	1904	1906
Direction de l'intérieur, de la justice et de l'instruction publique	3 721	3 712	3 426
Administration de la police	2 250	1 982	2 221
Direction de l'agriculture	1 059	1 036	1 096
Direction des terres, mines, colonisation et immigration	115	111	»
Direction du Trésor et des finances	4 835	4 124	4 495
Direction des recettes	269	244	»
Totaux	12 249	11 209	11 238

Les dépenses d'administration, de justice, de police, d'enseignement et le service des dettes représentent la presque totalité des dépenses. Celles des travaux publics sont insignifiantes en dehors des frais d'exploitation des chemins de fer de l'Etat.

Dans ces prévisions le service de la dette était ainsi doté :

1906.......	2 460 contos,	soit	25 %	de la recette ordinaire.
1907.......	2 716	—	25 %	—
1908.......	2 658	—	29 %	—

En outre de ces dépenses ordinaires il existe chaque année une liste de dépenses extraordinaires constituées par des versements en comptes courants dans diverses banques, des remboursements de dépôts, des payements de traites, des virements de fonds d'un exercice sur l'autre.

Le message présidentiel précité publie la balance générale de l'actif et du passif de l'Etat de Bahia au 31 décembre.

A l'actif figure : 1° le patrimoine de l'Etat :

a) Biens immeubles........................	5 118	5 118
b) Chemin de fer de Nazareth..............	11 953	
— de Santo-Amaro.........	3 152	
— de Bahia à Minas........	3 365	
— de Ilhéos à Conquista.....	97	
— de Centro-Oeste.........	2 826	
	21 393	21 393
c) Service de navigation intérieure et côtière..	2 089	
Service de navigation de San-Francisco....	1 648	
	3 737	3 737
d) Pont Severins Vieira..................	305	305
e) Usines.............................	4 298	4 298
f) Créances diverses.....................	1 880	1 880
g) Impôts à recouvrer....................	2 386	2 386
h) Titres en dépôts......................	789	
Caisse de 1908.........................	82	
	871	871
i) Solde de compte courant à la banque de Bahia	1	1
j) Dépenses de 1908......................	12 614	
Solde débiteur de l'Etat.................	3 945	
	16 559	16 559
TOTAL	56 548	56 548

PASSIF

a) Dette extérieure :		
Emprunt contracté à Paris (1)	4 217	
Emprunt contracté à Londres (2)	9 239	
	13 456	13 456
b) Dette intérieure :		
Apolices en circulation	17 566	17 566
c) Titres en dépôts	789	
Dépôts de l'asile Sant'Anna	219	
	1 008	1 008
d) Dette flottante :		
Cautions en dépôts	1 066	
Caisse des orphelins et interdits	868	
Caisse d'épargne	5 941	
Droits en dépôts	4	
Caisse de secours des employés de l'Etat	57	
Obligations à payer	4 183	
Solde débiteur à la British bank of South America	455	
Dettes diverses	1 485	
Subventions reçues d'exercices antérieurs	203	
Banque de Crédit da Lavoura de Bahia	767	
	15 029	15 029
Recettes de 1908	9 489	9 489
TOTAL	56 548	56 548

Ce bilan est entaché d'erreur. En effet la dette extérieure est convertie au pair de 27 d. Il faut la ramener au cours de 15 d., taux actuel du milreis papier.

Emprunt conclu à Paris au change de 15 d.	7 590
— — Londres — —	16 630
	24 220

Soit une différence, en plus de 10 765 contos, à ajouter au passif.

En somme, les dettes extérieures, intérieures et flottantes de l'Etat s'élèvent à un total de 56 815 contos papier, soit, au cours du jour, 3 555 000 livres sterling, ou 89 millions de francs environ.

En regard de cette dette l'Etat dispose de ses recettes ordi-

(1) Cinq pour 100, 1888, valeur nominale 20 000 000 de francs, en circulation au 31 décembre 1903, 11 946 000 de francs.

(2) Cinq pour 100, 1904, valeur nominale 1 062 [illegible]60 livres sterling, en circulation au 31 décembre 1908, 1 026 [illegible]00 livres sterling.

naires dont la moyenne, de 1904 à 1908, a été de 9845 contos, et de son actif dont seuls les articles *b*, *c*, *e*, *f*, *g*, *h*, sont disponibles et représentent une valeur nominale de 34566 contos.

Cette dette n'a pas cessé d'augmenter depuis la création de l'Etat. D'après le *Brazilian Review* de 1908 elle était de 11 422 contos de reis papier à la proclamation de la République. En voici le détail à partir de 1900 :

	DETTE (CONTOS DE REIS PAPIER)			
	extérieure.	intérieure.	flottante.	totale.
1900	17 535	7 147	10 260	34 942
1901	14 282	7 814	11 702	33 798
1902	13 284	8 972	13 056	35 312
1903	12 884	11 117	15 502	39 503
1904	12 072	12 072	16 951	41 095
1905	24 133	12 057	8 326	44 516
1906	23 410	16 550	9 776	40 736
1907	25 020	17 585	11 609	54 214
1908	24 220	17 556	15 029	56 815
1910 (1)				

Dans la dette flottante sont compris les dépôts dans les caisses d'épargne, en 1908, 6 000 contos.

A l'actif du bilan apparaissent un certain nombre de valeurs industrielles, chemins de fer, services de navigation.

Le message présidentiel sus-mentionné donne des renseignements sur ces entreprises.

Chemins de fer de l'Etat :

		CONTOS DE REIS PAPIER			
	Étendue.	Recettes.	Dépenses.	Excédent.	Déficit.
Nazareth	186	758	514	244	»
Santo-Amaro	47	300	268	32	»
Bahia à Minas........	142	250	190	60	»
Centro-Œste	52	58	114	»	56
TOTAUX ...	427	1 366	1 086	280	56

Services de navigation :

Navigation Bahiana, côtière et intérieure	1 088	1 197	»	109
Navigation du São-Francisco.	433	334	99	»

(1) En 1910 l'Etat de Bahia a conclu un nouvel emprunt extérieur de 45 000 000 francs.

Le président de l'État, en rendant compte au Congrès, le 7 avril 1909, de la gestion financière de l'exercice 1908, observe que le déficit du Trésor ne correspond pas du tout aux réserves de richesses naturelles du pays ; la seule similitude entre les deux est la grandeur. « Grande est la disette de ses recettes publiques, grandes sont les réserves de ses ressources naturelles. »

Quelle est la raison de la décroissance des recettes publiques ? Il la voit dans la diminution de la valeur des exportations causée par la monoculture et la surproduction et aussi dans les habitudes routinières du commerce. Il conseille donc une propagande active, remarque que le système fiscal qui consiste à grever l'exportation, à l'entourer de barrières est mauvais et doit donner de mauvais résultats.

Dans sa conclusion, revenant sur les difficultés de la situation financière, il insiste sur la nécessité de diminuer sensiblement les dépenses, de les proportionner aux ressources et de pratiquer une politique d'économie suivie. Enfin il rappelle les paroles qu'il avait prononcées cinq années auparavant :

« La mégalomanie qui s'empara des États après leur constitution (en 1891), quand ils se virent en possession de ressources imprévues que la nouvelle répartition des recettes leur avait octroyées, ouvrit la voie aux prodigalités. L'organisation des services fut réalisée sur un plan trop vaste et les dépenses improductives n'eurent pas de limites.

« Dans ce passé dangereux, ils eurent aussi l'illusion que durerait toujours une époque de prospérité exceptionnelle qui les habitua à compter sur des recettes supérieures à toutes les prévisions. La réalité survint cependant avec ses douloureuses déceptions et force fut de reculer pour éviter de tomber dans l'abîme. »

Ces conseils sont excellents et l'on ne peut que souhaiter qu'ils soient entendus, car au point où en sont les finances de Bahia, il n'y a plus de temps à perdre ni de fautes à commettre pour éviter de plus sérieuses difficultés.

Le gouvernement qui les donne s'en inspire-t-il dans la préparation du budget de 1910 dont le projet a été soumis au Congrès le 9 août de cette année ?

La recette ordinaire a été évaluée à 11 000 contos, dont

5 000 contos, droits d'exportation; 960 contos, droits de statistique; 1 700 contos, impôts sur les professions et les industries; 600 contos, impôts de mutation; 600 contos, impôt sur le revenu (nouvellement créé). Les dépenses sont estimées à 12 109 contos (soit un déficit de 1 079 contos), dont 3 694 contos pour la direction de l'intérieur, de la justice, de l'enseignement; 2 324 contos pour l'administration de la police; 809 contos pour la direction de l'agriculture; 85 contos pour la direction de la colonisation et de l'immigration; 4 913 contos pour la direction des finances; 284 contos pour la direction des recettes. Le service des dettes absorbait 2 923 contos, soit 27 pour 100 de la recette prévue. Enfin, l'Etat cherchait à contracter à l'étranger un emprunt or de 25 millions de francs environ.

Ces prévisions ne semblent pas indiquer que les administrateurs de Bahia aient changé de méthode.

Espirito-Santo (1) :

	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
Recettes et dépenses (contos de reis-papier).									
Recettes ordinaires..	2 421	2 595	2 946	2 856	2 251	2 381			
— extraordin..	633	»	»	»	163	263			
— totales.....	3 054	2 595	2 946	2 856	2 414	2 644			
Dépenses	2 866	2 665	2 747	2 992	2 481	2 592			
Recettes principales (contos de reis-papier).									
Droits d'exportation.	1 796	2 062	2 306	2 270	1 752	1 802			
Impôts sur les professions et sociétés...	27	28	26	15	16	16			
Impôt foncier	154	147	157	175	201	192			
Exportations (port de Victoria) (1 000 livres sterling).									
Valeur totale		553	756	915	810	759	824	720	
Sables monazite		24	33	43	58	68	55	36	
Café		528	722	870	790	713	764	701	

(1) D'après le Brazilian Year book 1908.

Service de la Dette

	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908
Dette extérieure	944	901	912	1 228	751	744		
— intérieure	95	102	105	84	94	78		
— flottante	524	220	171	161	70	151		
TOTAL	1 563	1 223	1 188	1 473	915	973		
Rapport de cette dépense aux recettes ordinaires..	65 %	47 %	41 %	51 %	40 %	40 %		

	ÉTAT DE LA DETTE			
	extérieure	intérieure	flottante	totale
1902	14 166	1 688	1 520	17 374
1903	14 055	1 597	2 790	18 442
1904	13 856	1 508	2 589	17 953
1905	9 356	1 616	2 560	12 532
1906	9 219	1 723	2 130	13 072
1907	9 216	»	»	»
1908	10 784	»	»	»

Dette extérieure

Cinq pour 100, 1895. Valeur nominale 17 500 000 francs. Contracté à la Banque de Paris et des Pays-Bas, Paris.

Cinq pour 100, 1908. Valeur nominale 30 000 000 fr. Contracté à Paris.

Alagoas (1).

	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908
Recettes et dépenses (contos de reis papier)								
Recettes ordinaires	2 562	2 054	1 983	2 240	1 828	2 957		
— extraordinaires	1	1	1	»	»	1		
— totales	2 563	2 055	1 984	2 240	1 828	2 958		
Dépenses	2 712	2 110	2 090	2 120	1 832	3 212		

(1) D'après le Brazilian Year book 1908.

	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908
Principales recettes ordinaires.								
Droits d'exportation	960	894	906	1 140	956	957		
— de consommation	454	375	455	362	1	38		
Impôts sur les professions et industries	563	256	296	313	468	335		
Exportations (1 000 *livres sterling*).								
Valeur de l'exportation totale		419	166	244	370	514	246	181
Valeur des principaux produits								
Peaux de chèvres				45	59	57	70	72
Cotons en fibres		101	58	126	115	187	105	500
Sucre		298	64	40	158	213	9	16
Graines de coton		15	7	14	11	14	22	6

Dépenses (*contos de reis papier*).

	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
Service de la Dette	.24	4	3	207	318	902	

ÉTAT DE LA DETTE

	extérieure.	intérieure.	flottante.	totale.
1900	»	666	550	1 216
1901	»	666	»	666
1902	»	666	»	»
1903	»	666	327	993
1904	»	666	695	1 361
1905	»	666	598	1 264
1906	2 994	557	»	»
1907	2 944	»	»	»
1908	3 520	»	»	»
1809	8 000	»	»	»

Dette extérieure.

Cinq pour 100, 1906. Contracté avec la Banque impériale-royale privilégiée des pays autrichiens. Paris. Valeur nominale : 12 500 000 contos.

Cinq pour 100, 1909. Valeur nominale : 200 000 livres sterling.

Rio de Janeiro (Etat).

TABLEAU DES RECETTES ET DES DÉPENSES (CONTOS DE REIS PAPIER)

Années	Recettes totales	Dépenses totales	Dépenses ordinaires	Dépenses extraordinaires
1901	9 224	16 328		
1902	6 728	15 400		
1903	6 798	10 354	5 289	5 065
1904	8 231	14 333	6 757	7 576
1905	7 709	9 710	6 710	3 000
1906	8 680	8 681	6 374	2 307
1907	8 578	9 520	7 766	1 754
1908	7 279		7 534	

Voici le détail des recettes des budgets de 1904 et 1907 :

	1907		1904	
Droits d'exportation, café	2 308	2 983	2 959	4 402
Droits divers	675		1 443	
Impôts de statistique		819	»	»
Droits intérieurs :				
Industries et professions	1 274	3 698	1 289	3 642
Impôt foncier	368		534	
— de mutation entre vifs	600		641	
Droits de mutation mains mortes	317		429	
Recettes diverses	1 138		849	
Recettes extraordinaires		1 078		187
TOTAUX		8 578		8 231

Le café, comme à Saint-Paul et à Minas Geraes, est la base de la fortune de l'Etat et par conséquent de ses forces contributives. La valeur officielle de son exportation est tombée depuis 1890 de 86 000 contos de reis papier à 28 000 contos en 1907. Elle a été surtout atteinte par l'avilissement des prix, puisque la production de l'Etat en 1907 est plutôt supérieure à celle de 1904 : 75 000 tonnes au lieu de 70 000.

Le « relatorio » de secrétariat général de l'Etat en 1908 donne au sujet des impôts quelques détails intéressants. Ceux-ci se divisent en trois catégories : ceux de l'exportation qui touchent le café, l'alcool, le sucre, le tabac, les cuirs, le charbon de bois, les tuiles, les bois, etc.; ceux de statistique perçus sur tous les produits qui sortent du lieu de production ou entrent dans l'Etat; et enfin les impôts intérieurs sur les industries et professions, les terres, les mutations, timbres, etc.

L'impôt d'exportation sur le café est le plus important de tous et souffre de la diminution de la valeur du produit.

L'impôt sur les professions et industries tend également à diminuer : en 1904, 1 289 contos; en 1905, 1 365 contos; en 1906, 1 291 contos; en 1907, 1 275 contos.

L'impôt de mutation entre vifs, après avoir monté de 641 contos à 679 contos de 1904 à 1906, a reculé à 601 contos en 1907.

Quant à celui sur les terres, impôt foncier, il n'a cessé de diminuer depuis 1904; de 533 contos il est tombé à 368 contos.

Ces mouvements reflètent le marasme des affaires dans cet Etat depuis que la culture du caféier souffre de la crise agricole et commerciale engendrée par les causes qui ont été décrites ailleurs.

A cet égard, la situation économique de l'Etat de Rio de Janeiro est un exemple frappant des conséquences funestes de la routine invétérée au Brésil. Situé en bordure de l'Océan, confinant au plus grand port du Brésil et aussi à son plus grand marché de consommation, possédant la population la plus dense, et aussi le réseau de voies ferrées le plus serré, renfermant de vastes plaines, des plateaux élevés, c'est-à-dire une grande variété de climats, un sol fertile, des richesses minérales, des chutes d'eau nombreuses, cet Etat est certainement dans les meilleures conditions pour se développer. Mais il est dédaigné parce qu'il est trop près. Au début, on y exploita les terres propres à la culture caféière; celles-ci épuisées, on alla plus loin, toujours plus loin dans l'intérieur et, sans prendre la peine d'essayer d'autres cultures, de rechercher d'autres richesses, il fut admis que la région était de médiocre valeur. Aussi, voit-on en sortant de la capitale fédérale des forêts vierges, des

terres incultes, des carrières, des gisements de minéraux de toutes sortes susceptibles d'être utilisés et cependant abandonnés. Pendant ce temps, on pousse les rails dans les déserts de l'ouest à la poursuite de richesses hypothétiques, on implante des centres de colonisation au milieu de vastes solitudes et finalement, constatant que la production est grevée de frais de transport excessifs, on se répand en plaintes contre l'Administration et les Compagnies de chemins de fer. Dans sa lutte contre l'espace, le Brésilien ne peut échapper à la fascination de son adversaire.

Les messages présidentiels de l'État de Rio de Janeiro sont sobres de détails sur les dépenses et le plus souvent n'indiquent que les dépenses ordinaires de l'exercice en cours. Celles qui se rattachent aux exercices clos, les remboursements de dépôts, de dettes diverses réunies sous le titre de dépenses extraordinaires, les virements de fonds d'un exercice sur l'autre ne figurent que dans les rapports spéciaux du secrétariat des finances, et quelques-uns de ces documents ont fait défaut à cette étude.

Tel quel, le tableau des dépenses ci-dessus permet néanmoins d'en suivre le mouvement dans ces dernières années.

Les principales dépenses sont celles de la police et de la justice, de l'instruction publique, de la dette. Les travaux publics ne figurent en 1907 que pour 200 contos. En somme, la progression paraît d'autant plus normale que de grandes économies ont été opérées en 1903.

La comparaison entre les recettes et les dépenses est sans intérêt puisque l'on n'a pas fait un compte à part des recettes et des dépenses réellement extraordinaires. L'état des dettes résume d'ailleurs les résultats des gestions antérieures.

	Dette intérieure.	Dette flottante	Dette [illegible]
1903	28 965	15 602	36 720
1904	28 810	3 456	32 267
1905	28 789	1 573	30 245
1906	28 989	6 774	34 958
1907	27 946	5 192	33 138
1908	27 472	5 620	33 092
1909			

Ainsi que l'exposait le dernier message présidentiel du

1er août 1909, les finances de l'Etat de Rio de Janeiro souffrent de maux légués par les précédentes administrations. Mais depuis 1903, les chefs du gouvernement qui se sont succédé ont accompli des efforts énergiques pour améliorer la situation et y sont parvenus dans une mesure sensible Si cette politique ferme et sage continue à être suivie, si les tentatives qui sont commencées pour tirer cette région de l'abandon injustifié où elle est tombée sont conduites avec intelligence et persévérance, il n'est pas douteux que le marasme dont on souffre disparaîtra et que l'Etat de Rio de Janeiro retrouvant sa prospérité d'antan l'assiéra sur des bases plus solides.

Rio de Janeiro (*District fédéral*).

RECETTES ET DÉPENSES (CONTOS DE REIS PAPIER)

Années.	Recettes ordinaires.	Recettes extraordinaires.	Recettes totales.	Dépenses totales.	Excédents.	Déficits.
1904..	22 255	6 047	28 302	28 217	85	
1905..	22 407	8 988	31 395	31 360	35	
1906..	25 438	22 999	48 437	48 024	413	
1907..	27 215	10 197	37 412	37 725		313
1908..	27 770	11 363	39 133	38 931	202	

Il n'y a pas lieu de s'attacher outre mesure à cette comparaison des recettes et des dépenses puisque les produits d'emprunts et leur emploi y sont confondus avec les recettes et les dépenses ordinaires, les documents officiels ne permettant pas de faire la distinction.

Voici le détail des principales recettes :

	1904	1905	1906	1907	1908
Impôt sur la propriété bâtie	9 061	10 015	11 198	11 952	12 815
Licences	2 547	2 693	3 023	2 941	3 045
Taxe sanitaire	1 363	1 416	1 567	1 629	1 723
Impôt sur le bétail	1 002	1 059	1 183	1 030	1 124
Recouvrement de créances	2 006	1 229	997	870	1 025
Recettes de l'abattoir.	655	702	757	696	636
Emoluments				710	652
Taxes sur les voitures.			58	456	454
Divers	5 621	5 293	6 653	6 931	6 285
TOTAL	22 255	22 407	25 438	27 215	27 769

Les recettes ordinaires ont augmenté sensiblement dans ces dernières années ; de 22 255 contos de reis en 1904, elles sont montées à 27 769 contos en 1908. Ce mouvement atteint la plupart des recettes, mais surtout l'impôt sur la propriété bâtie et les patentes qui sont passés, le premier de 9 000 contos à près de 13 000, les secondes de 2 547 contos à 3 045. Il est la conséquence de l'accroissement de la population à Rio de Janeiro ainsi que de l'activité économique.

Dans le budget des recettes on observe que l'impôt sur la propriété bâtie qui en 1904 entrait pour 41 pour 100 dans la composition des recettes, en représente 45 pour 100, en 1908 ; le reste provient des patentes, taxes sur le bétail, recettes d'abattoir, taxes sur les voitures, affermages, etc. La structure de ce budget paraît solide. Aux recettes ordinaires s'ajoutent les recettes extraordinaires où sont groupées les produits d'emprunts, les recettes de trésorerie, les virements de fonds d'un exercice sur un autre.

Dépenses principales (contos de reis papier) :

	1904	1905	1906	1907	1908
Police	1 187	1 [illegible]	1 625	1 [illegible]	1 498
Enseignement, musées, bibliothèques	3 871	4 280	4 498	4 749	4 857
Hygiène et assistance	1 181	1 [illegible]	1 696	1 [illegible]	1 669
Nettoyage de la ville	2 870	3 [illegible]	3 506	3 [illegible]	3 357
Travaux (les travaux neufs mis à part)	2 412	2 [illegible]	2 846	4 864	3 754
Divers	1 048	2 [illegible]	1 282	1 [illegible]	3 326
	12 [illegible]	[illegible]	15 [illegible]	17 [illegible]	18 561
Travaux neufs, aménagements et embellissements	4 859	6 014	10 118	8 0[illegible]	7 921
Service de la dette extérieure	[illegible]	430	178	[illegible]	448
Service de la dette intérieure	3 6[illegible]	3 659	4 394	5 093	5 145
	4 214	4 089	4 572	5 5[illegible]	5 593

Divida passiva (dépenses pour le compte des exercices clos).	2 230	1 093	734	1 317	1 503
Opérations de crédit (virements de fonds d'un exercice sur un autre)	4 365	4 850	8 047	5 287	5 301
	6 595	5 943	8 781	6 604	6 806
Totaux	28 217	31 360	48 004	37 725	38 913

Pour faciliter l'examen des dépenses, elles ont été séparées en services ordinaires de l'administration municipale, travaux neufs, service des emprunts et enfin « Divida passiva » ou dépenses pour le compte d'exercices clos et opérations de crédit, virements de fonds d'un exercice sur un autre.

Dans leur ensemble, les dépenses ont progressé dans de fortes proportions ; de 28 217 contos elles sont montées à 38 931 contos après avoir même atteint 48 000 contos en 1906. Cela tient à la transformation de la ville que poursuit l'administration, à l'exécution des grands travaux d'assainissement et d'embellissement. L'amélioration des conditions de la vie a eu naturellement une grande influence sur l'accroissement et l'activité de la population, aussi est-on en droit d'espérer que les dépenses nécessitées par cette transformation seront productives de ressources nouvelles. Cette progression est régulière dans les services ordinaires, 12 549 contos à 18 561 contos, et dans le service des dettes, 4 214 contos à 5 593 contos, mais ne l'est plus dans les travaux neufs, 4 859 contos, 19 118 contos et 7 971 contos.

Dette extérieure.

	Livre sterling.		Livre sterling.	Contos papier.
	—		—	—
4 % 1889 valeur nominale	562 500	en circulat.	406 849	6 510
5 % 1909 —	2 000 000	—	2 000 000	32 000
				38 510

Dette intérieure.

6 % 1896 valeur nominale	25 000 cont. pap. en circul.	13 180
6 % 1900 —	10 000 — —	
5 % 1904 —	4 000 000 liv. sterl. —	62 620
6 % 1906 —	30 000 cont. pap. —	15 839
		98 150
Dette flottante		22 240
	Total	158 900

État comparatif des dettes depuis 1900 :

Années	Extérieures	Intérieures	Flottantes	Totales
1909 (1)	38 510	98 150	22 240	159 300
1908	6 910	98 150	22 240	127 300
1907	6 692	90 010	17 120	113 822
1906	6 426	84 503	10 825	101 754
1905	6 887	78 006	1 201	86 094
1904	8 874	98 621	589	108 084
1903	9 228	47 569	6 002	62 799
1902	9 491	34 330	5 893	49 714
1901	10 066	30 838	»	40 904
1900	12 488	»	»	12 488

Les tableaux comparatifs des recettes, dépenses et dettes permettent quelques observations intéressantes.

Malgré de fréquents appels au crédit, il a été difficile de maintenir l'équilibre au cours de ces cinq années.

Les dépenses des services ordinaires ont crû plus rapidement que les recettes ordinaires, puisqu'elles ont absorbé en 1904 57 pour 100 de celles-ci et 66 pour 100 en 1908. Les travaux neufs, après une très forte impulsion en 1906 sont revenus à un chiffre moins élevé. Le service de la dette est resté dans les mêmes proportions jusqu'en 1908, 19 pour 100 en 1904, 18 pour 100 en 1908, et même a légèrement diminué, mais un nouvel emprunt extérieur de 2 000 000 de livres sterling ayant été contracté au début de 1909, la charge des intérêts et amortissements a été augmentée de plus de 1 000 contos de reis par an, et par conséquent s'est élevée brusquement à environ 29 pour 100 des recettes ordinaires.

(1) Chiffres approximatifs.

En cinq ans, la ville de Rio de Janeiro a emprunté 96 191 contos de reis papier, soit une moyenne annuelle de 19 240 contos, 1 200 000 livres sterling, ou 30 millions de francs. Dans le même temps, ses recettes ordinaires ont été de 125 085 contos, soit une moyenne annuelle de 25 000 contos, 1 700 000 livres sterling, ou 42 500 000 francs.

L'exagération est manifeste.

Le *Jornal do Commercio*, dans un numéro du mois d'août 1909, a remarqué que la situation de ces dernières années n'était pas le fait de l'administration actuelle et que la responsabilité en incombait aux précédentes. Il a calculé qu'en 1902 le déficit avait été de 29,8 pour 100 de la recette, que dans les quatre années suivantes il avait été de 26 pour 100 de l'ensemble des recettes et enfin que depuis 1906 il avait été réduit à 9,4 pour 100. Il y a amélioration, évidemment, et l'énorme accroissement des impôts est imputable à la liquidation d'engagements anciens. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il est indispensable de pratiquer une économie sévère pour remettre les finances de la capitale en état d'équilibre, d'autant plus que l'on doit prévoir pour l'avenir de fortes dépenses pour l'entretien des constructions et travaux neufs.

Le contribuable paraît disposé à refuser toute aggravation de charges. Il l'a montré au cours de l'année 1908; la municipalité ayant manifesté l'intention d'augmenter les impôts pour liquider le passé, les protestations populaires ont été si vives que pour éviter des désordres elle a dû y renoncer et recourir à un emprunt de liquidation. Il eût été préférable de ne pas attendre le « quart d'heure de Rabelais » pour s'apercevoir de l'importance de la note à payer. Dans tous les cas il faudra mettre un frein à cette prodigalité, car si l'on continuait d'accroître les dépenses non seulement avant d'alléger les charges actuelles, mais encore sans tenir compte d'une juste proportion avec les recettes, on pourrait être acculé un jour à de sérieux embarras.

Minas Geraes.

TABLEAU DES RECETTES ET DES DÉPENSES (CONTOS DE REIS PAPIER)

Années	Recettes ordinaires	Recettes extraordinaires	Recettes totales	Dépenses ordinaires	Dépenses extraordinaires	Dépenses totales
1902...	16 829	6 937	23 766	16 133	3 600	19 733
1903...	16 077	6 987	23 064	16 253	3 144	19 397
1904...	17 258	9 859	27 247	16 008	5 782	21 790
1905...	13 820	11 995	25 815	16 097	5 805	21 902
1906...	14 471	12 935	27 406	18 472	8 360	26 832
1907...	15 646	22 545	38 190	18 546	15 943	34 489
1908...	18 631	32 198	50 829	22 492	8 452	30 944
1909...						

On a nommé recettes ordinaires et extraordinaires ce que les messages présidentiels désignent sous le nom de recettes budgétaires et non budgétaires ; et dépenses ordinaires et extraordinaires celles que la nomenclature officielle classent sous le nom de dépenses pour le compte des deux secrétariats et dépenses non inscrites au budget.

Les recettes ordinaires sont assez variables : jusqu'en 1907, elles accusaient une tendance à la diminution ; depuis 1908 elles sont plus fermes. Les réalisations sont toujours inférieures aux prévisions.

Les recouvrements dépendent des droits d'exportation, la plus importante ressource du budget, et ces droits sont subordonnés eux-mêmes à la vente du café, ainsi que le montre le tableau ci-dessous.

	Droits d'exportation en contos de reis papier		Droits d'exportation
	Totaux	Café	leur proportion dans la recette totale
1897..........	16 429		
1901..........	10 394		
1902..........	9 880	7 502	58 pour 100.
1903..........	9 465	6 992	59 —
1904..........	10 216	7 231	60 —
1905..........	7 368	4 950	53 —
1906..........	8 316	5 808	60 —
1907..........	8 658	5 695	54 —
1908..........			

La connexité des recettes et de l'exportation, principalement de celle du café, ressort également du tableau suivant où l'on a inscrit aussi la valeur de l'exportation du bétail afin d'en montrer l'accroissement.

	VALEUR DE L'EXPORTATION (CONTOS DE REIS PAPIER)		
	totale.	du café.	du bétail.
1902	133 495	83 361	23 229
1903	132 134	77 692	23 312
1904	147 000	80 349	25 892
1905	114 493	58 238	28 735
1906	129 279	68 336	28 842
1907	135 600	64 251	29 202
1908			

La diminution de la valeur de l'exportation du café à partir de 1905 a réagi sur les recettes budgétaires.

Les recettes extraordinaires ont augmenté dans une forte proportion. Elles représentent les emprunts de toutes sortes, y compris les dépôts, des virements de fonds d'un exercice sur l'autre et aussi des recettes spéciales. Les bonds de 1907 et 1908 proviennent de la perception de la surtaxe de 3 francs par sac de café, conséquence du plan de « valorisation » auquel a adhéré l'Etat de Minas Gerâes et de l'emprunt extérieur de 25 millions de francs conclu en 1907.

Les dépenses ordinaires sont restées stationnaires jusqu'en 1905, depuis elles ont progressé de 40 pour 100 en trois ans. Cet accroissement est dû, pour une large part, au service des emprunts qui, de 1902 à 1907, est passé de 3 582 contos de reis papier à 5 083 contos, augmentant dans les deux dernières années de 1 500 contos.

Les dépenses extraordinaires ont également fait un saut en 1906, motivé par un rachat de chemin de fer, 4 000 contos, et en 1907 par la construction et le rachat d'une voie ferrée, 6 154 contos.

L'ensemble des dépenses ordinaires de 1902 à 1907 a été

de 101 500 contos tandis que celui des recettes n'a atteint que 94 111 contos. Il y a donc eu, de ce chef, un déficit de plus de 7 000 contos aggravé par la progression des dépenses extraordinaires.

Le compte définitif des recettes et dépenses de 1907 et le compte provisoire de 1908 en contos de reis papier montrent comment ont été établies les prévisions et comment elles se sont réalisées pour ces deux exercices.

1907

Recettes ordinaires :		Dépenses ordinaires :			
Prévues	16 437	Prévues	16 387	Excédent	50
Réalisées	15 856	Réalisées	18 547	Déficit	2 691
Différence	— 581	Différence	+ 2 160		
Recettes extraordinaires	22 304	Dépenses extraordinaires	16 142	Excédent	6 692
Recettes totales réalisées	38 130	Dépenses totales réalisées	34 884	—	3 701

1908

Recettes ordinaires :		Dépenses ordinaires :			
Prévues	20 744	Prévues	28 612	Déficit	7 868
Réalisées	18 622	Réalisées	22 492	—	3 861
Différence	— 2 122		— 6 120		
Recettes extraordinaires	32 197	Dépenses extraordinaires	8 432	Excédent	23 765
Recettes totales	50 819	Dépenses totales	30 924	—	19 885

Au cours de ces deux années le déficit n'a été évité que grâce aux ressources extraordinaires.

Cette situation a eu naturellement pour conséquence une augmentation des dettes de l'État. En voici le tableau récapitulatif pour les dernières années :

Années	DETTES (CONTOS DE REIS PAPIER)			
	Extérieures	Intérieures	Flottantes	Totales
1900	52 270	31 187	5 773	89 230
1901	48 758	31 187	6 664	86 609
1902	46 867	30 314	7 427	82 608
1903	46 165	31 144	5 703	83 012
1904	45 342	32 041	5 456	83 239
1905	34 166	32 644	6 068	72 878
1906	32 643	38 468	5 717	76 828
1907	34 144	38 968	5 916	79 029
1908	33 533	46 038	6 730	86 302
1909	48 705	46 065	5 977	100 747

La dette extérieure a été amortie régulièrement. La dette intérieure a augmenté sensiblement, surtout depuis 1906. La dette flottante est restée stationnaire jusqu'en 1906, et si elle s'est tenue au même niveau durant les deux dernières années, l'ensemble des dettes de l'Etat en 1909 doit s'élever à près de 106 000 contos de reis papier, soit une augmentation de 20 pour 100 sur le total de 1900.

Dans son message de 1909, le président de l'Etat, en exposant la situation financière, n'a pas caché qu'elle n'était pas satisfaisante : comparés entre eux, les deux derniers exercices accusent une diminution de recettes de 10 pour 100 et une augmentation de dépenses de plus de 21 pour 100. Il a vivement recommandé une politique d'économies sévères; mais ce n'est pas la première fois que ces conseils prudents sortent de la bouche du premier magistrat de l'Etat; déjà, en 1904, ils ont été entendus et il est à souhaiter que l'administration de l'Etat s'en inspire une fois pour toutes.

Malgré tout le café reste pour cet Etat la principale ressource, cette culture étant loin d'y être aussi productive qu'à Saint-Paul. L'Etat de Minas Gerâes est abondamment doté de ressources naturelles variées, mais encore faut-il pour les exploiter que ses habitants abandonnent résolument la routine dans laquelle ils se complaisent volontiers, comme d'ailleurs la plupart de leurs compatriotes et que l'administration s'applique à débarrasser le travail des liens qui l'entravant, découragent les initiatives, ces réformes sont plus urgentes encore que les encouragements officiels. Plus qu'aucun autre Etat Minas Gerâes est intéressé à voir enfin le Brésil doté d'une loi minière donnant à la recherche et à l'exploitation des gisements les garanties et les facilités dont le défaut condamne actuellement l'industrie minière au marasme. Il réussira difficilement à attirer les immigrants et les capitaux si les futurs colons sont exposés en achetant des terres à voir leurs titres contestés et sont menacés de procès interminables sans avoir la ressource de recourir à une procédure de purge rapide. Enfin la spéculation des propriétaires sera un obstacle à la mise en valeur du sol tant qu'ils pourront conserver incultes des

milliers de kilomètres carrés de terres cultivables en bordure des voies de communication sans avoir à payer un impôt foncier sérieux.

Saint Paul.

TABLEAU DES RECETTES (CONTOS DE REIS PAPIER)

	1904	1905	1906	1907	1908
Droits d'exportation	24 922	19 296	25 858	27 776	22 190
Impôts sur la transmission des propriétés entre vifs	3 857	3 266	3 018	4 217	3 801
Impôts sur les transports et le transit	1 961	1 044	1 098	1 164	1 368
Impôts fonciers à la capitale	724	739	781	1 068	793
Taxes pour les égouts à Santos et à la capitale	1 066	1 042	1 150	1 186	1 309
Taxes de consommation d'eau	1 242	1 411	1 512	1 657	1 842
Impôts divers	2 249	4 643	5 426	5 463	5 707
Recettes ordinaires	36 926	31 421	38 843	42 531	37 010
— extraordinaires	5 778	35 846	20 151	23 868	5 683
TOTAUX	42 704	67 267	58 994	66 399	42 693

Les recettes ordinaires sont alimentées par les impôts et les taxes de diverses sortes et aussi par les ventes de terres du domaine public; cette recette ne semble pas à sa place, puisque ces aliénations du patrimoine de l'État ont un caractère extraordinaire. Les droits d'exportation qui, depuis 1904, ne frappent plus que le café représentent les plus gros impôts. Ces droits d'exportation ont subi, durant la période que nous examinons, des oscillations assez prononcées, tenant surtout à la baisse des prix, comme en 1905, ou à une diminution de la quantité et de la valeur, ainsi qu'en 1908. Ils entrent dans la composition des recettes ordinaires pour une proportion qui a varié pour les années que nous examinons de 67, à 61, 66, 65 et 60 pour 100. Durant les années 1905 et 1908, ce pourcentage a diminué sensiblement, au moment

où le produit des droits dont il s'agit baissait également; il semble que l'on puisse en conclure qu'il y a une tendance à l'élargissement de l'assiette des recettes.

Cette conclusion se dégage également de la comparaison des autres recettes, dont l'ensemble est passé de 12 000 contos de reis en 1904 à 15 000 contos en 1908.

Parmi les principales recettes, la taxe sur la consommation d'eau à la capitale et à Santos est la seule dont la croissance soit continue. La crise dont souffre l'agriculture a eu sa répercussion sur les impôts assis sur les transactions immobilières rurales, sur la circulation des produits agricoles, les immeubles urbains. La progression ininterrompue de la taxe sur l'eau peut être attribuée au peuplement des grandes villes, conséquence du développement de l'industrie manufacturière. Cette dernière supposition est confirmée par l'accroissement du rendement des impôts divers où, entre les années examinées, on note les mouvements suivants : impôts sur le capital commercial, 582 contos à 622 contos; sur le capital des entreprises industrielles, 55 contos à 108 contos; sur le capital des sociétés anonymes, 458 contos à 578 contos; sur les capitaux employés, 458 contos à 472 contos; sur la transmission des biens, *causa mortis*, 549 contos à 889 contos; le timbre, 549 contos à 603 contos. Plusieurs de ces impôts ont été créés en 1905, en remplacement des droits d'exportation sur les produits agricoles autres que le café supprimés à cette époque, afin de favoriser la polyculture. Ils ne sont pas encore entrés dans la période de plein rendement, en raison des difficultés que leur application a rencontrées.

Les ressources de l'Etat reposent, comme on le voit, sur la production agricole et, pour une moindre part, sur celle de l'industrie manufacturière. Aussi est-il intéressant, avant d'aller plus loin, de donner un aperçu de l'activité générale et de son évolution.

L'essor de Saint-Paul date de la Révolution de 1889 qui, en donnant l'autonomie à cet Etat, lui a permis de tirer un meilleur parti de ses ressources. La substitution du travail libre au travail servile n'y a pas pas non plus été étrangère.

Quelques chiffres extraits du *Boletim da directoria da*

Industria e commercio de São-Paulo, nº 3, 1908, permettront de mesurer le chemin parcouru.

Superficie cultivée en 1887 : 539 379 hectares ; en 1907 : 1 338 788 hect.
Population de l'État en 1887 : 1 221 394 habitants ; en 1907 : 2 550 000
— de la capitale — 47 697 — — 348 865
Voies ferrées en 1887 : 1 860 kilomètres ; en 1907 : 4 082

Production agricole :

	En 1887		En 1907	
	—		—	
Café	179 000 000	kilogrammes.	870 000 000	kilogrammes
Sucre	6 000 000	—	24 000 000	—
Coton	8 000 000	—	8 550 000	—
Tabac	1 930 000	—	3 525 000	—
Riz	50 000	hectolitres.	1 100 000	hectolitres.
Maïs	5 375 000	—	8 925 000	—
Haricots	1 730 000	—	1 350 000	—
Alcool	75 000	—	1 230 000	—

Industrie :

	PRODUCTION			
	en 1887		en 1907	
	—		—	
Tissus de coton	12 [illegible] 000	mètres.	40 000 000	mètres.
Consommation du charbon	2 549	tonnes.	220 705	tonnes.
Exportation de produits manufacturés	1 266	—	15 282	—
	En [illegible]		En 1906	
	—		—	
Capital des entreprises industrielles	114 822	contos.	244 387	contos.
	En 1887		En 1907	
	—		—	
Valeur de l'exportation à l'étranger	85 106	—	353 920	—
Valeur de l'importation de l'étranger	23 247	—	188 409	—
Valeur de la balance commerciale	61 859	—	165 510	—
Capital des Caisses d'épargne	934	—	21 351	—

Notons encore que, d'après les statistiques fédérales, la valeur totale de l'exportation de Saint-Paul, passant entre 1903 et 1907, de 222321 contos à 353920 contos, le café y est entré respectivement pour 201 324 contos et 310 905 contos, et les autres produits pour 21 000 contos et 43 000 contos, soit, pour ces derniers, un pourcentage s'élevant de 9 à 14 pour 100, nouvelle preuve du mouvement vers la polyculture.

Enfin n'oublions pas qu'èn 1887 la main-d'œuvre était, avant tout, composée d'esclaves qui, au nombre de 107 319, représentaient un capital de 73 000 contos ou 170 millions de francs au change de l'époque. D'un trait de plume cet instrument de travail fut supprimé et a été remplacé par une population ouvrière agricole qui est aujourd'hui d'environ 416 000 individus, dont 219 000 étrangers et 197 000 Brésiliens.

Les recettes extraordinaires réunissent les frais de contrôle à la charge des entreprises que l'administration surveille, les perceptions pour le compte des exercices clos, les amendes, les remboursements de créances sur des municipalités ou des particuliers, les lots non réclamés dans les loteries de l'Etat, la vente du vieux matériel, les recettes des administrations publiques, entreprises industrielles appartenant à l'Etat, chemins de fer, eaux et égouts, les coupons de titres périmés, les intérêts de fonds déposés en compte courant, les bénéfices de change. On pourrait évidemment introduire plus de méthode dans ce classement; la clarté y gagnerait.

La forte augmentation de 1905 provient des bénéfices de change, du remboursement d'une dette et des revenus du chemin de fer Sorocabana racheté par l'Etat.

Les revenus des établissements et entreprises de l'Etat ont diminué sensiblement en 1907, par suite de l'affermage du chemin de fer Sorocabana à une Compagnie qui, par contre, a pris à sa charge le service de l'emprunt que l'Etat avait effectué pour racheter cette ligne en 1905.

Voici, d'ailleurs, le détail de ces recettes extraordinaires, groupées en quatre articles.

	1904	1905	1906	1907	1908
Indemnisations (frais de contrôle avancés par les entreprises)	419	8 919	421	2 241	4 290
Amendes et recettes imprévues	5 142	16 584	6 388	14 413	270
Revenus des établissements de l'Etat	217	10 393	13 043	6 747	677
Impôts sur les loteries			299	467	446
Totaux	5 778	35 896	20 151	23 868	5 683

Il reste à indiquer les écarts constatés entre les prévisions et les réalisations des recettes ordinaires.

	Plus-value.	Moins-value.
1904	3 152 contos.	
1905	—	4 574 contos.
1906	3 084 —	—
1907	1 008 —	
1908		

Ces mouvements sont dus aux variations dans le rendement des droits d'exportation, c'est dire qu'ils dépendent étroitement de l'importance des récoltes de café, comme quantité et comme valeur.

La relation entre la récolte de café et les recettes de l'Etat est du reste mise en lumière dans le tableau suivant, qui donne les moyennes quinquennales depuis 1882.

	Recettes totales.	Exportations de café par le port de Santos
1882 à 1886	4 000 contos.	109 000 000 kilogr
1887 à 1891	10 500 —	134 000 000 —
1892 à 1896	38 500 —	218 000 000 —
1897 à 1901	47 500 —	404 000 000 —
1902 à 1906	62 000 —	482 000 000 —

Les dépenses de l'Etat de Saint-Paul sont réparties entre les quatre secrétariats : Intérieur, Justice, Agriculture et Finances.

	1904	1905	1906	1907	1908	1909
Intérieur......	19 478	21 095	11 424	13 516	14 526	
Justice........			10 766	12 113	12 586	
Agriculture....	5 959	17 367	25 597	26 669	23 168	
Finances......	10 435	73 398 (1)	13 838	16 270	17 637	
Totaux..	35 872	111 860	61 625	68 568	67 917	

La grosse dépense du secrétariat de l'Intérieur est celle de l'enseignement qui, de 1904 à 1907, est montée de 6 192 contos à 7 772 contos, sans compter les constructions neuves.

Le secrétariat de la Justice a été détaché de celui de l'Intérieur en 1906. Sa principale charge est celle de la « force publique », gendarmerie, police municipale, prisons et service des pompiers, qui, pour les années que nous examinons, est passée de 6 643 contos à 10 083 contos.

Le secrétariat de l'Agriculture a la charge des travaux publics, construction et entretien et, de ce fait, a dépensé 4 434 contos en 1904 et 22 040 contos en 1907. Les services de la colonisation et de l'immigration ont absorbé 1 089 contos et 2 000 contos dans la période que nous envisageons, après être passés par 4 137 contos en 1905.

C'est le service des dettes qui représente la plus forte dépense du secrétariat des Finances.

	1904	1905	1906	1907	1908
Intérêts et amortissements et dépenses diverses pour le service des emprunts.......	3 260	3 945	4 657	6 065	6 479
Différences de change........	2 121	3 111	2 652	3 988	3 975
Totaux.............	5 381	7 056	7 309	10 053	10 454

Progression des dépenses, de 1882 à 1906, par moyennes quinquennales :

1882 à 1886.........................	4 000	contos.
1887 à 1891.........................	10 000	—
1892 à 1896.........................	46 500	—
1897 à 1901.........................	46 000	—
1902 à 1906.........................	61 500	—

(1) Y compris le rachat du chemin de fer Sorocabana, 61 506 contos.

L'augmentation rapide des dépenses, qui s'est produite entre 1886 et 1892, est la conséquence de l'accroissement des revenus de l'Etat, à la suite de l'autonomie financière accordée par la Constitution du 24 février 1891, du développement énorme de l'activité économique du pays, de son peuplement et de l'extension des services publics.

Les charges nouvelles proviennent principalement de la création de l'outillage économique, moyens de transports terrestres et fluviaux, de l'assainissement de la capitale, Saint-Paul, et de son port, Santos, de l'organisation du service des eaux, des égouts, de la voirie, enfin de l'extension de l'enseignement, etc.

Comparaison des recettes et des dépenses, contos de reis papier :

Années	Recettes	Dépenses	Solde	Déficit.
1889-90	19 123	16 105	3 018	
1890-91	23 318	18 377	4 941	
1892	60 400	44 844	5 556	
1893	34 534	43 313		8 779
1894	45 465	42 428	3 037	
1895	55 538	50 107	5 431	
1896	57 329	51 831	5 498	
1897	48 571	57 455		8 884
1898	42 279	54 145		11 866
1899	57 341	32 499	24 841	
1900	42 651	35 971	6 680	
1901	45 685	44 550	1 135	
1902	37 648	40 086		2 438
1903	34 127	37 958		3 831
1904	42 604	35 657	6 947	
1905	67 346	50 039	17 307	
1906	58 993	60 804		1 810
1907	66 399	68 569		2 170
1908	42 692	67 988		25 296
1909				

Les recettes et les dépenses ont oscillé, obéissant aux mouvements des récoltes de café. Les premières ont atteint, dès 1892, un point voisin du maximum de 1905 et sont retombées, en 1908, à un niveau inférieur à celui de 1894; les secondes semblent, au contraire, orientées vers des augmentations sensibles, surtout depuis 1905.

Le total des soldes est de 84 391 contos et celui des déficits 65 074 contos, soit un solde de 19 017 contos.

Ce résultat comporte certaines réserves.

Les chiffres des recettes représentent la somme des recettes ordinaires et des recettes extraordinaires et, pour les années dont nous possédons le détail, il semble que ces dernières ont fourni le gros appoint de l'excédent, comme, par exemple en 1899, 1904 et 1905.

Aux dépenses on n'a pas distingué celles qui ont un caractère extraordinaire de celles qui ont été nécessitées par la marche normale des services. Il est donc impossible de savoir l'influence de chacune de ces deux catégories dans les mouvements que l'on observe. L'année 1899 paraît avoir été remarquable par la compression des dépenses de tous les secrétariats ; le contraire a eu lieu en 1907.

Les soldes sont-ils dus à la plus-value des recettes ordinaires ou à des ressources extraordinaires, emprunts plus ou moins déguisés ? Les déficits sont-ils la conséquence de l'insuffisance des recettes ordinaires ou d'un accroissement de dépenses extraordinaires ? Ce sont des questions qui restent sans réponse.

Au surplus, pour les dernières années au moins ces recettes et dépenses ne sont pas les seules ; il en existe d'autres, hors budget en quelque sorte, et figurant sur un compte spécial publié d'ailleurs par le gouvernement dans ses rapports et messages annuels.

A partir de 1906, on voit figurer dans les comptes spéciaux : aux recettes, des sommes considérables, provenant, en premier lieu, du produit des surtaxes de la « valorisation » imposées au café à la sortie, en second lieu, de diverses opérations, tendant à donner à l'Etat de nouvelles ressources, emprunts, warrantage des cafés achetés, avances en compte courant, traites, etc. ; aux dépenses, les achats de cafés, les frais divers nécessités par les opérations, les remboursements à court terme, etc.

Les recettes sont encore grossies du produit d'emprunts extérieurs ou intérieurs pour les travaux publics.

Enfin les comptes de trésoreries sont également enflés par les virements nécessités par le chevauchement de ces diverses opérations sur plusieurs exercices.

L'exécution du plan de la « Valorisation » a été exposée

ailleurs ; on se bornera ici à chercher à déterminer dans quelle mesure elle a grevé la dette de l'État.

Les bilans publiés dans les messages présidentiels permettent de dresser le tableau suivant, qui donne la situation des dettes depuis 1904 ; toutefois il a fallu rectifier une erreur existant dans ces documents et qui consiste à convertir la dette extérieure en milreis or au pair de 27 d. et de l'additionner avec les autres dettes calculées en milreis papier au change de 15 d. C'est ce dernier change qui a été adopté.

	1905	1906	1907	1908
Dette intérieure consolidée.	2 489	5 021	10 926	15 110
Dette flottante, dépôts, ...	6 507	6 697	7 157	7 762
Dette extérieure au change de 15 d.	95 958	99 040	129 328	126 380
TOTAUX..........	104 954	110 758	147 411	149 252

La somme des dettes de l'État de Saint-Paul était donc de 149 252 contos de reis, environ 225 millions de francs, au 31 décembre 1908.

Deux observations doivent être faites.

Ce chiffre ne représente pas la totalité des engagements de l'État à l'époque considérée. En effet, le bilan donné dans le message présidentiel du 14 juillet 1909 contient, après l'énumération des diverses dettes, les comptes débiteurs suivants :

Correspondants de la valorisation, soldes créditeurs en compte courant..........	175 051	contos.
Emprunts de la valorisation..............	291 276	—
Avances en compte courant par les banques du pays et de l'étranger..............	25 364	—
Traites émises par le Trésor.............	12 493	—
TOTAL........................	504 184	contos.

Ces engagements ont, il est vrai, une contre-partie :

Valeur du café appartenant à l'État......	252 290	contos.
Soldes chez les correspondants à l'étranger.	184 886	—
— — dans le pays.	4 340	—
TOTAL........................	441 516	contos.

Enfin le produit de la surtaxe de 5 francs par sac à l'exportation, a donné, en 1908, 20 371 contos, en 1909, près de 30 000 contos et, à partir de 1912, rendra 31 500 contos, si l'exportation se tient dans les limites fixées par le contrat de l'emprunt de liquidation de la valorisation.

Il est donc permis d'espérer que ces gros engagements seront éteints en un petit nombre d'années ; mais ils n'en pèsent pas moins lourdement sur le pays et, pour l'instant, ne permettent guère de compter sur une sérieuse augmentation de ses forces contributives.

La seconde observation a trait à l'accroissement de la dette. En 1888, elle était de 7 503 contos de reis papier, un peu plus de 20 millions de francs, en 1892, elle dépasse 27 000 contos; en 1899, elle atteint 70 000 contos, diminue ensuite jusqu'à près de 42 000 contos en 1904, puis, brusquement, en trois ans, bondit jusqu'à près de 150 000 contos, 225 millions de francs environ, non compris les engagements de la « valorisation » mentionnés ci-dessus. La dette extérieure était ainsi composée au 31 décembre 1908 :

Emprunt 5 pour 100, 1888, pour le compte de l'ancienne compagnie Cantareira, eaux et égouts, valeur nominale 350 000 livres, en circulation 254 200 livres, soit au change de 27 d.	2 260	contos.
Encouragements à l'immigration et consolidation de la dette flottante. Emprunt 5 pour 100, 1888, valeur nominale 787 500 livres, en circulation 527 200 livres, ou au change de 27 d.	4 686	—
Emprunt 5 pour 100, 1889, destiné à payer les travaux d'assainissement, d'approvisionnement d'eau et de construction d'égouts de Saint-Paul, Santos et d'autres villes, valeur nominale 1 000 000 livres, en circulation 426 500 livres, soit au change de 27 d.	3 791	—
Emprunt 5 pour 100, 1904, destiné aux travaux de canalisation d'eau et aux égouts ainsi qu'aux dépenses de colonisation, valeur nominale 1 000 000 livres, en circulation 947 540 livres, au change de 27 d.	8 422	—
Emprunt 5 pour 100, 1905, rachat du chemin de fer Sorocabana, valeur nominale 3 800 000 livres, en circulation 3 800 000 livres, au change de 27 d.	33 878	—
Emprunt 5 pour 100, 1907 prolongement du chemin de fer Sorocabana et dépenses diverses, valeur nominale 2 000 000 livres, en circulation 2 000 000 livres, au change de 27 d.	17 778	—
Totaux en circulation : 7 955 400 livres ou au change de 27 d.	70 815	contos.
Soit au change de 15 d.	126 380	—

Dette intérieure consolidée, dont une grande partie a été destinée aux travaux d'adduction d'eau et de construction d'égouts, diverses séries, en circulation .... 15 110 contos.

Dette flottante :

Caisse des orphelins	5 610 contos.	
Biens des absents	311 —	
Dépôts	1 841 —	
	7 762 contos.	7 762 —

Enfin il y a encore les emprunts contractés pour l'exécution du plan de valorisation :

5 % 1906, J.-H. Schroeder	211 600 £ =	3 276 c.	
5 % 1907, Gouvernement fédéral	3 000 000 £ =	48 000 c.	
5 % 1908, J. H. Schroeder et Société Générale	15 000 000 £ =	240 000 c.	
	18 211 600 £ =	291 276 c.	291 276 contos.

En compensation de la dette intérieure consolidée, le gouvernement touche les revenus de l'administration des eaux et égouts, qui croissent régulièrement. De 300 contos en 1893, ils sont montés à 1 014 contos en 1899, 1 228 contos en 1902, 1 512 contos en 1906, et, enfin 1 657 contos en 1907. Mais ces recettes sont partiellement absorbées par les frais d'entretien.

Les deux derniers emprunts extérieurs de 1905 et 1907, ensemble 5 800 000 livres sterling ou 91 600 contos papier, ont leur service garanti par la société fermière du chemin de fer Sorocabana.

Enfin les emprunts de la « valorisation » devront, sauf imprévu, être amortis rapidement, grâce aux ressources spéciales sur lesquels ils sont gagés.

Les dettes qui pèsent directement sur les finances de l'Etat sans contrepartie peuvent donc être ainsi calculées :

Dette extérieure, 126 380 contos moins 91 600 c. =	34 780	contos p.
Dette intérieure et dette flottante	22 872	—
	57 652	contos p.
Dette amortissable dans un court délai	291 276	—
	348 928	contos p.
Soit en livres sterling	21 808 000	
Et en francs	545 200 000	

En résumé, voici les conclusions qui se dégagent de cette étude.

L'assiette des ressources de l'Etat de Saint-Paul est étroite; on tend à l'élargir, mais les résultats obtenus sont encore insuffisants. La fortune du pays reposant toujours et avant tout sur le café, les recettes de l'Etat sont liées étroitement au sort de cette denrée dont le rendement paraît assuré en raison des conditions spéciales de la culture, mais ne semble pas susceptible d'une augmentation rapide, puisqu'il y a surproduction et que la consommation mondiale ne croît que lentement. Ainsi, recettes solides, mais d'une croissance lente, dans l'état actuel.

Il est impossible d'être fixé sur le rapport des dépenses ordinaires aux recettes ordinaires; d'une façon générale, les dépenses apparaissent comme les conséquences du développement du pays et de son organisation; elles sont en grande partie productives.

Toutefois l'intervention de l'Etat dans la crise du café l'a conduit à assumer des engagements qui pèsent lourdement sur le contribuable. Si le plan adopté pour la liquidation de la « valorisation » peut être exécuté jusqu'au bout, il n'en résultera qu'une gêne de quelques années; mais si, par malheur, il survenait des événements imprévus comme par exemple une crise financière au Brésil, la position de Saint-Paul pourrait être critique.

Il est donc à souhaiter que les idées d'économie du gouvernement actuel se fortifient, se développent et soient appliquées avec fermeté.

Santa-Catharina.

	Recettes et dépenses (contos de reis papier)						
	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908
Recettes ...	1 348	1 539	1 594	1 345	1 612	2 160	
Dépenses ...	1 302	1 430	1 551	1 507	1 599	1 906	
Différence ..	+ 46	+ 109	+ 43	— 162	+ 13	+ 254	

Les principales recettes ordinaires ont été :

	Droits d'exportation	Taxe sur le commerce les professions, les compagnies	Timbre.
1902	477	317	48
1903	643	292	51
1904	724	354	63
1905	583	362	53
1906	664	395	54
1907	860	475	72
1908			

Elles ont été en augmentant.

Les principales dépenses sont les suivantes :

	Pouvoirs exécutif et législatif	Hygiène assistance	Éducation	Justice, police	Frais de perception.	Administration des services publics	Travaux publics	Service de la dette
1902.	125	41	189	367	166	56	68	161
1903.	94	43	147	346	161	90	112	157
1904.	96	43	147	352	150	57	296	173
1905.	97	44	154	366	152	57	319	130
1906.	101	47	165	383	157	65	246	128
1907.	128	51	228	440	195	62	334	181
1908.								

Voici l'état de la dette au cours des dernières années :

	Dette Intérieure.	Dette Flottante.	Dette Totale.
1899	798	49	847
1900	879	267	1 146
1901	1 033	485	1 518
1902	869	741	1 609
1903	1 481	11	1 492
1904	1 169	206	1 375
1905	1 340	20	1 360
1906	1 331	185	1 517
1907			
1908			

La dette est constituée par des apolices à 5 pour 100 ; il en a été émis pour 1 332 contos, dont 600 contos pour les hôpitaux des différentes villes, 37 contos pour le lycée et le reste pour faire face à des déficits.

Valeur du commerce extérieur en 1 000 livres sterling.

	Importation.	Exportation.
1902	156	164
1903	204	144
1904	232	189
1905	266	247
1906	318	316
1907	457	271
1908	464	209

Pendant quatre ans, les exportations ont été inférieures aux importations, sans doute à cause des constructions de chemins de fer, car les augmentations d'importations portent sur le matériel d'usine, les mécaniques et ferronneries, le pétrole, les tissus, la farine de blé.

Principales exportations en 1 000 livres sterling.

	Cuirs secs.	Tabac en feuille.	Maté.	Café en grain.	Farine de manioc.	Bananes.
1902	6	0,2	104	22	15	10
1903	12	0,7	81	15	14	15
1904	15	7	94	23	24	22
1905	16	4	144	24	28	25
1906	18	4	158	29	54	34
1907						
1908						

Parana.

Tableau des recettes et des dépenses en contos de reis papiers.

	1901-2	1902-3	1903-4	1904-5	1905-6	1906-7	1907-8
Recettes :							
Ordinaires	2 814	3 194	3 389	3 723	7 955	8 927	8 483
Extraordinaires	1 721	696	1 339	4 181	3 603		
Totaux	4 535	3 890	4 729	7 904	11 558		
Dépenses	4 125	4 133	4 641	7 254	10 980	8 483	9 298

La comparaison des recettes et des dépenses ne signifie pas grand'chose, puisque les dépenses ordinaires et extraordinaires sont confondues.

Les recettes ordinaires augmentent régulièrement. Jusqu'en 1904-1905, elles reposaient pour plus de 60 pour 100 sur les droits d'exportation et sur les droits de consommation. A partir de 1905-06, elles ont été doublées par le revenu des chemins de fer rachetés par l'Etat et affermés.

Les droits d'exportation sont alimentés par le commerce du maté et du bois.

L'exportation du bois de pin (araucaria) augmente sensiblement; en 1904, elle était de 223 012 pièces, valant 494 contos et en 1906, de 630 496 pièces, représentant 1 585 contos.

Les recettes réalisées ont toujours été en augmentation.

L'accroissement des dépenses a porté principalement sur les services d'hygiène et d'assistance, la police, les frais de perception et d'administration les travaux publics et le service de la dette.

De 1901 à 1906, cette dernière charge a monté de 433 contos de reis papier à 2 705 contos. En 1906, elle a absorbé le tiers de la recette ordinaire.

La dette consolidée est la suivante :

	Dette				
	Extérieure		Intérieure	Totale	Il n'y a pas de dette flottante.
	Contos.	1 000 l. sterl.	Contos.	Contos.	
1902..			2 622	2 622	
1903..			3 359	3 359	
1904..			9 183	9 183	
1905..	4 562	300	6 527	11 089	
1906..	11 976	600	686	12 662	
1907..	12 736	»	»	»	
1908..	12 669	»	»	»	

La dette extérieure résulte d'un emprunt 5 pour 100 de 800 000 livres sterling — 20 millions de francs — conclu en 1905 avec l'Ethetburga Syndicate, émis à 83 pour 100, pour l'unification de la dette consolidée et des travaux d'eau et d'égouts.

L'emprunt intérieur a été contracté auprès de la banque de Saint-Paul en 1890, pour le remboursement de la dette de l'ancienne province. Il a été de 2 100 contos à 7 pour 100 réduit à 6 pour 100.

Valeur du commerce extérieur du Parana en 100 £.

	Importations.	Exportations.	Total.
1902	145	800	945
1903	219	429	648
1904	231	660	891
1905	246	882	1 128
1906	394	1 310	1 705
1907	426	1 038	1 464
1908	506	1 221	1 727

En étudiant les importations, on constate que les augmentations ont porté principalement sur les objets manufacturés et, dans cette classe, sur les rails, clous, vis, tubes, tuyaux, etc., objets en fer ou en acier pour chemins de fer et constructions diverses.

Le Parana réunit toutes les conditions nécessaires à la réussite de l'immigration, climat et sol favorables, son avenir est donc étroitement lié à l'essor du peuplement. Celui-ci s'est développé jusqu'ici lentement et irrégulièrement, le

pays manquant de moyens de transport. Depuis quelques années il profite de l'impulsion donnée aux travaux du réseau Sao-Paulo-Rio Grande, et en même temps que les rails s'allongent à travers les steppes et les forêts, la zone exploitable s'accroît. Mais il est de toute nécessité d'étendre et de varier les cultures, afin d'offrir de nouvelles ressources aux colons. En effet l'exploitation du bois, pratiquée sans souci de l'avenir, dénude les abords des voies ferrées, seuls utilisables en l'absence de routes et la consommation du maté n'étant pas illimitée, une augmentation de la production provoquerait un avilissement des prix.

Par ailleurs l'installation des immigrants entraîne des frais élevés, l'État ne disposant pas de terres le long des chemins de fer (la plupart des propriétés domaniales ayant été déjà cédées), doit en acheter, les allotir et les préparer; en outre il est tenu de guider les nouveaux venus dans les cultures à entreprendre. Mais la pénurie de ses ressources ne lui permet pas de donner à ce peuplement toute l'impulsion désirable malgré l'aide de l'Union.

Ces raisons permettent de penser que sauf imprévu le développement du Parana, quoique certain, sera lent et qu'il sera prudent de ne pas abuser des emprunts.

Rio Grande do Sul

	Recettes et dépenses en contos de reis papier						
	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
Recettes :							
Ordinaires.....	9 502	9 868	10 773	10 127	9 971	10 882	14 725
Extraordinaires.	1 697	955	1 521	3 138	3 487	3 176	3 464
Totales.....	11 199	10 823	12 294	13 265	13 458	14 058	18 189
Dépenses......	11 105	10 911	12 362	13 095	13 395	14 073	17 542

Recettes ordinaires principales (contos de reis papier).

	Droits d'exportation.	Droits de consommation.	Impôts sur les professions, commerce, c^ies.	Impôt foncier.	Transfert d'immeubles.
1901...	3 253	663	1 294	»	1 412
1902...	3 679	704	1 255	»	1 375
1903...	3 747	713	1 227	906	1 471
1904...	2 972	748	1 265	1 563	1 239
1905...	2 435	718	1 265	1 521	1 140
1906...	2 812	794	1 181	1 483	1 406
1907...	2 995	735	1 398	1 490	1 697

Les recettes ordinaires proviennent des droits d'exportation, 24 pour 100; des impôts sur les industries et professions, 13 pour 100; de l'impôt foncier, 15 pour 100; des droits de mutation, 11 pour 100 et de diverses taxes. L'assiette des ressources de Rio Grande do Sul est exceptionnellement plus large que celle du budget des autres Etats brésiliens, voire même que celui de l'Union.

Son exportation augmente, elle est variée et comprend des articles de première nécessité.

De 1901 à 1906, elle est passée de 819 000 livres sterling à 1 564 000 livres sterling.

Valeur du commerce extérieur de Rio Grande do Sud en 1 000 livres sterling.

	Importations.	Exportations.
1902	1 521	819
1903	1 726	902
1904	1 805	1 220
1905	1 965	1 036
1906	2 371	1 564
1907	3 061	1 403
1908	3 079	990

Principales exportations en 1 000 livres sterling.

	Cornes.	Cuirs secs, salés.	Crins, poils.	Cuivre.	Maté.	Tabac en feuilles.
1902......	16	630	33	0,7	15	28
1903......	17	696	40	2	14	30
1904......	16	835	37	6	61	1
1905......	24	710	28	11	68	71
1906......	18	1 092	38	32	242	15
1907......	25	932	15	12	182	83
1908......	17	704	21	8	118	4

La balance commerciale est contraire à Rio Grande do Sul, les importations dépassant les exportations.

Les principales importations sont le charbon, le combustible, les fils de métal, les rails, l'acier, les locomotives, les machines, les cycles, wagons, le pétrole, le riz, le froment, la farine de froment, le maïs, le sel, les vins divers, les tissus de coton et de laine, les vins divers.

Dans la période que nous examinons, les dépenses ont augmenté de 20 pour 100, notamment par suite des travaux publics, des frais d'assistance et d'enseignement public et aussi du service de la dette qui, de 1 363 contos en 1901, est monté à 2 200 contos en 1903 et est redescendu à 1 870 contos en 1906, soit 19 pour 100 de la recette ordinaire.

La dette a été contractée pour des travaux publics, principalement des chemins de fer.

Le tableau suivant en donne les variations depuis 1900.

	Dettes en contos de reis papier		
	Intérieure	Extérieure	Total
1900	3 403	62	3 465
1901	3 245	458	3 703
1902	3 103	452	3 555
1903	2 833	352	3 185
1904	2 823	1 802	4 625
1905	1 262	2 001	3 263
1906	5 631	2 450	8 081
1907	8 870	68	8 938

La situation financière de cet État se fortifiera sans doute avec l'accroissement d'activité que produira l'amélioration de ses moyens de transport dans un avenir prochain. En 1911, il sera relié par chemin de fer au Parana, à Saint-Paul et au reste du Brésil et, quand seront terminés les travaux de dragage de la barre de Rio Grande do Sul, il disposera de la voie maritime qui lui est interdite actuellement une partie de l'année.

LA DETTE DU BRÉSIL

La dette du Brésil comprend :
1° La dette fédérale ou de l'Union;
2° Les dettes des Etats;
3° Les dettes municipales.

1° *Dette fédérale.*
Elle se divise en :
a) Dette extérieure fondée;
b) Dette intérieure fondée;
c) Dette garantie;
d) Dette flottante;
e) Garanties d'intérêt des chemins de fer.

a) Dette extérieure fondée.
En voici l'état au 31 décembre 1908 :
1883, 4 1/2 pour 100. Amortissable à partir du 1er juin 1884, en trente-huit ans, à raison de 1 pour 100 par an. Montant nominal 4 599 600 livres sterling, en circulation 3 267 000 livres sterling.
1888, 4 1/2 pour 100. Amortissement, à raison de 1 pour 100 l'an, commençant en octobre 1889. Montant nominal de l'émission, 6 297 300 livres sterling, en circulation 4 823 300 livres sterling.
1889, 4 pour 100. Emprunt de conversion des emprunts de 1865, 4 019 800 livres sterling, de 1871, 2 542 800 livres sterling, de 1875, 4 351 700 livres sterling, de 1886, 6 299 204 livres sterling. Montant nominal de l'émission, 19 837 000 livres sterling; en circulation 18 388 200 livres sterling. Amortissement commençant en 1890 à raison de 1/2 pour 100 l'an et devant finir au bout de cinquante-six ans en 1945.
1893, 5 pour 100. Ouest de Minas, deuxième hypothèque. Montant nominal de l'émission, 3 710 000 livres sterling;

en circulation 3 388 100 livres sterling. Amortissement en trente ans à raison de 1 1/2 pour 100 l'an.

1895, 5 pour 100. Montant nominal, 7 442 000 livres sterling; en circulation 7 331 600 livres sterling. Amortissement commençant en 1897 à raison de 1 pour 100 l'an.

1898, 5 pour 100, Funding loan. Montant nominal de l'émission, 8 613 717 livres sterling; en circulation 8 613 717 livres sterling. Amortissement commençant au 1er juillet 1911 à raison de 1/2 pour 100 l'an.

1901, 4 pour 100, rachat des chemins de fer. Montant nominal de l'émission 16 619 320 livres sterling; en circulation 14 632 040 livres sterling. Fonds d'amortissement constitué par un prélèvement de 1/2 pour 100 l'an, par la différence entre les sommes dues par le gouvernement pour les anciennes garanties des chemins de fer rachetés et les intérêts et l'amortissement du présent emprunt et généralement toutes les sommes que retirera le gouvernement de l'affermage de ces chemins de fer.

1903, 5 pour 100. Montant nominal, 8 500 000 livres sterling; en circulation 8 500 000 livres sterling. Emprunt destiné aux travaux du port de Rio de Janeiro. L'amortissement à raison de 3 1/2 pour 100 l'an commencera quand les travaux seront terminés. L'emprunt est spécialement gagé sur tous les revenus du port et sur une taxe additionnelle de 2 pour 100 or perçue sur les importations de Rio de Janeiro.

1907, 5 pour 100. Montant nominal de l'émission, 3 000 000 de livres sterling. Amortissement en 15 ans à compter de juillet 1909 à raison de 4 1/2 pour 100 l'an. Emprunt fait pour le compte de l'Etat de Saint-Paul qui le rembourse à l'Union.

1908, 5 pour 100. Montant nominal. 4 000 000 livres sterling.

1908, 5 pour 100. Montant nominal : 50 000 000 de francs. (Chemin de fer du Nord-Ouest, Itapura-Corumba).

Total en circulation : 77 943 957 livres sterling.

b) Dette intérieure consolidée.

	Emission.	Amortissement.	En circulation.
1879 4 1/2 % payable en or.......	51 885 c.	31 337 c.	20 548 c. ou 2 311 650 £
1897 6 % payable en papier.......	60 000 c.	34 918 c.	25 082 c.
1903 5 % payable en papier pour travaux de ports.	17 300 c.		17 300 c.
Apolices générales à 6, 5 et 4 %......	506 741 c.	23 194 c.	483 547 c.
1909 5 % pour chemins de fer......	5 000 c.	»	5 000 c.
Totaux pour la dette intérieure payable en or....	51 885 c.	31 337 c.	20 548 c. ou 2 311 650 £
Agio sur l'or......	36 828 c.	20 990 c.	16 438 c.
Totaux pour la dette intérieure payable en papier.	589 041 c.	58 112 c.	530 929 c.
Totaux pour la dette intérieure..	677 754 c.	109 839 c.	567 915 c.

c) Dette garantie.

1889, 5 pour 100. Association commerciale de Rio de Janeiro. Valeur nominale, 562 500 livres sterling; en circulation 513 487 livres sterling. Emprunt émis en vue de la création d'une nouvelle Bourse et de l'exécution de divers travaux, garanti par le gouvernement fédéral qui a pris hypothèque sur les constructions. Depuis 1891, la garantie a été effective. Amortissement 1 1/2 pour 100 par an.

1906, 5 pour 100. Emprunt conclu par la Compagnie de navigation « Lloyd Brazileiro » avec la garantie de l'Union. Valeur nominale, 1 100 000 livres sterling; en circulation au 31 décembre 1907, 950 000 livres sterling. Le produit de cet emprunt a servi pour une large part à payer la reconstruction de la flotte de la Compagnie qui a été opérée par les chantiers anglais. L'amortissement doit avoir lieu au moyen de 19 payements échelonnés, dont le premier le 1er avril 1907 et le dernier le 1er avril 1916.

1908, 5 pour 100. Emprunt de 15 millions de livres sterling conclu par l'Etat de Saint-Paul pour la liquidation de l'opération de la « valorisation » et garanti par l'Union.

1909, 5 pour 100. Emprunt de 2 000 000 livres sterling conclu par la ville de Rio de Janeiro et garanti par l'Union.

d) Dette flottante (d'après la *Statistique officielle* pour 1908).

Au 31 décembre 1908, la dette flottante était ainsi composée :

	1908	
Dépôts des caisses d'épargne	160 281	contos pap.
Biens des défunts et absents	3 594	—
Dépôts des caisses des orphelins	9 987	—
Monts de piété de la capitale fédérale	165	—
Caisses des dépôts publics	4 642	—
Dépôts divers	89 209	—
Dettes non inscrites au Grand Livre	22	—
— inscrites au Grand Livre	156	—
— inscrites dans les Livres auxiliaires	149	—
Bons du Trésor	18	—
Papier-monnaie en circulation	644 684	—
Total	902 906	contos pap.

e) Garanties d'intérêt des chemins de fer.

Elles ont été prévues aux budgets de 1908 et de 1909 pour 522 000 livres sterling qui, au taux de 6 pour 100, représentent un capital de 8 700 000 livres sterling ou, au change de 15 d. le milreis, 139 200 contos de reis papier.

2° *Dettes des Etats* (*Rio de Janeiro, District fédéral compris*).

Le *Brazilian Year book* est la seule publication qui permette de se faire une idée approximative de l'importance de ces emprunts. Les renseignements suivants qui en sont extraits donnent les totaux des dettes des Etats, du District fédéral et de l'Union. Seules les dettes des Municipalités ne sont pas comprises dans ce tableau.

ANNÉES	ETATS		DISTRICT FÉDÉRAL		UNION		TOTAUX	
	Contos papier.	1 000 l. sterl.	Contos papier.	1 000 l. sterl.	Contos papier.	1 000 l. sterling.	Contos papier.	1 000 l. sterling.
1900...	189 541	7 392	12 488	487	1 846 422	72 006	2 048 451	79 885
1901...	220 117	10 332	40 904	1 920	1 946 824	91 384	2 207 845	103 636
1902...	297 719	14 708	49 715	2 457	1 977 840	97 733	2 324 914	114 898
1903...	323 084	16 244	62 800	3 128	2 117 708	105 472	2 503 592	124 844
1904...	347 727	17 714	108 086	5 461	2 084 127	105 292	2 539 940	128 567
1905...	378 533	24 956	86 096	5 668	1 827 610	120 175	2 292 293	150 699
1906...	431 041	28 792	101 766	6 798	1 817 080	121 375	2 349 887	156 965
1907...			106 263	6 633	1 900 215	119 382		
1908...			107 131	6 996	2 108 462	131 785		
1909...			125 782	7 862	2 152 221	134 514		

3° *Dettes municipales (Rio de Janeiro, District fédéral non compris).*

Sâo-Paulo.

Au 31 décembre 1906, la valeur nominale en circulation de la dette intérieure consolidée en papier était de 4 546 contos. Elle représentait le produit de plusieurs emprunts émis, de 1884 à 1905, généralement au taux d'intérêt de 7 pour 100 et dont l'ensemble au moment de l'émission représentait 5 962 contos.

Santos.

Dette extérieure consolidée en or, 1888, 6 pour 100, valeur nominale, 100 000 livres sterling; en circulation au 31 décembre 1907, 63 000 livres sterling.

Dette intérieure consolidée en papier, 1898, 1900 et 1902 8 pour 100, valeur nominale de l'émission, 5 445 contos, de la circulation au 31 décembre 1907, 3 570 contos.

Dette flottante à la même date : 2 406 contos.

Total des dettes de Santos : 6 944 contos équivalant à 464 000 livres sterling.

Autres villes de l'Etat de Sâo-Paulo :

Quatorze villes principales de l'Etat de Sâo-Paulo avaient au 31 décembre 1906 des dettes dont l'ensemble représentait à l'émission une valeur nominale de 6 148 contos, et dont la circulation avait été réduite à 5 240 contos. Ces emprunts, dont les plus anciens remontent à 1900, sont à des taux variant de 8 à 12 pour 100.

La dette brésilienne augmente rapidement.

Cette progression est difficile à déterminer. Autant de sources de renseignements, autant de chiffres différents. Les rapports annuels du ministère des Finances ne donnent que des chiffres globaux et des détails incomplets. Le tableau d'amortissement des emprunts n'est pas publié. Bref, on doit s'ingénier pour calculer aussi exactement que possible l'importance des charges annuelles pour les années à venir.

Le rapporteur du budget de 1909 à la Chambre des députés a évalué l'ensemble des dettes du Brésil, de l'Union et des États, celles des municipalités exceptées, pour 1906, à 2 328 262 contos de reis. L'auteur du *Brazilian Year book* pour 1908 qui en sa qualité de directeur de la *Statistique commerciale* doit être bien renseigné, est arrivé à un chiffre relativement voisin que nous avons reproduit dans le tableau ci-dessus, 2 349 887 contos. Depuis 1906 jusqu'au 31 décembre 1908, on calcule que l'Union et les États ont emprunté encore 26 700 000 livres sterling, soit en reis papier 428 176 contos (*Annexe* 33), et nous pouvons ainsi estimer à 2 761 000 contos de reis l'ensemble des dettes extérieures, intérieures, consolidées et flottantes de l'Union et des États, non compris cependant la valeur du papier-monnaie inconvertible en circulation ni les garanties d'intérêt. Au cours actuel, cette somme équivaut à 172 563 000 livres sterling ou à 4 314 000 000 de francs. Faisant un calcul analogue le *Jornal do Commercio* est arrivé au chiffre de 3 483 420 contos de reis, y compris 635 224 contos de papier environ inconvertible, soit en les défalquant 2 848 196 contos de reis papier ou 4 272 000 000 de francs, chiffre sensiblement voisin du précédent. Ajoutons le capital représenté par les garanties d'intérêt et nous atteindrons, en chiffres ronds, 2 900 000 contos de reis équivalant, au change de 15 d., à 181 250 000 livres sterling ou 4 530 000 000 de francs.

D'après le *Brazilian Year book* de 1908, l'ensemble des dettes du Brésil en 1900 était, non compris le papier-monnaie, de 2 048 450 contos équivalant à 79 884 000 livres sterling ou à près de 2 milliards de francs.

Au lendemain de la proclamation de la République, le gouvernement avait fait un état de la dette totale du pays,

qui a été reproduit plus haut, et qui, en en enlevant la valeur du papier-monnaie, s'élevait à 893 000 contos de reis papier, soit au cours moyen de l'époque, 99 000 livres sterling ou près de 2 milliards et demi de francs. Sauf quelques milliers de contos empruntés par Minas Gerâes, il n'y avait pas de dettes provinciales à cette époque.

La progression de la dette totale brésilienne (Union, Etats, District fédéral) pourrait donc être établie ainsi :

1889.................	893 000	contos de reis papier.
1900.................	2 048 450	—
1908.................	2 900 000	—

C'est sur l'année 1889 une augmentation de 129 pour 100 en 1900 et de 224 pour 100 en 1908, si l'on prend les chiffres en reis papier, la monnaie du pays.

Suivant le *Jornal do Commercio* du 26 juillet 1908, la dette extérieure or de l'Union et des Etats, qu'il évalue à 46 032 808 livres sterling en 1898, au moment du Funding loan, s'est accrue jusqu'au milieu de l'année 1908 de 69 234 837 livres sterling, soit plus de 150 pour 100.

Une autre comparaison plus exacte et plus facile d'ailleurs est celle des charges payées pour le service des dettes. Nous ne pouvons la faire que pour ce qui concerne l'Union, mais telle quelle, elle est fort instructive.

Pour l'année 1898, M. Edmond Théry (*les Finances et le change du Brésil*) a évalué les sommes à payer pour le service : 1° des dettes extérieures et intérieures, or, et des garanties d'intérêts or, à 89 000 000 de francs en chiffres ronds; soit au change moyen 7 1/2 d. de cette année, 118 000 contos de reis; 2° des dettes intérieures, flottantes et des garanties d'intérêts, papier, à 41 531 contos de reis; en tout 159 551 contos de reis.

Pour 1900 et les années suivantes, les comptes définitifs du Trésor et les budgets de prévisions permettent de dresser un tableau qui renferme à peu près toutes les sommes absorbées par le service des dettes de toute nature de l'Union. (*Annexe* 24).

Il permet de faire les observations suivantes.

En dehors des sommes inscrites au budget sous la rubrique « Service de la dette », il y en a d'autres considérables affec-

tées également au payement des charges diverses de l'Union rentrant dans la catégorie dette.

Les dépôts notamment représentent des engagements dont la valeur augmente chaque année, comme on le voit par la progression des intérêts payés.

Au cours des années examinées le rapport entre les dépenses nécessitées par le service des dettes de toute nature de l'Union et les recettes totales a été le suivant :

	Service des dettes			
1900	142 131	contos.	42	pour 100.
1901	107 692	—	33	—
1902	113 480	—	33	—
1903	111 122	—	28	—
1904	121 889	—	42	—
1905	118 569	—	29	—
1906	»	—	»	—
1907	100 810	—	26	—
1908	103 305	—	24	—
1909	118 208	—	26	—
1910	124 533	—	25	—

Ainsi donc malgré une amélioration du change de plus de 60 pour 100, l'allégement de la dette résultant du rachat des chemins de fer garantis et la suspension, jusqu'en 1911, de l'amortissement des emprunts englobés dans l'accord du « Funding loan », le service des dettes a absorbé en 1905, dernière année des comptes définitifs, plus de 29 pour 100 du revenu de l'Union.

Tout permet de penser que dans les comptes définitifs des années postérieures à 1905 cette proportion sera égalée ; on est même en droit de craindre qu'elle ne soit dépassée.

Certains Brésiliens, mettant en parallèle les 8 837 218 kilomètres carrés, les 20 000 000 d'habitants de leur pays et sa dette nationale qu'ils calculent à 2 875 000 000 de francs, avec la superficie, la population et la dette d'Etats comme la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, en tirent des conclusions optimistes.

Que signifient de pareils rapprochements ? Une infime

partie seulement des millions de kilomètres carrés du Brésil est cultivée, et il serait trop facile de prouver que ces terres, hier encore vierges, aujourd'hui à peine connues, sous un climat que l'on commence seulement à étudier, avec des moyens de transport défectueux, ont surtout une valeur spéculative et que, malgré leur grande fertilité, elles ne peuvent être comparées à celle des vieux pays d'Europe auxquels le travail séculaire des générations et la présence d'une population dense donnent une valeur réelle. 57 pour 100 des habitants du Brésil sont nègres, Indiens ou métis (*Bulletin de la Statistique fédérale* pour 1909) et nul n'ignore au Brésil que ce facteur économique est loin d'égaler le blanc, aussi bien comme producteur que comme consommateur. Enfin le chiffre indiqué pour la dette nationale est bien au-dessous de la vérité comme nous l'avons vu plus haut.

Si l'on voulait comparer la progression des forces productives et des forces contributives du pays avec celles de ses charges, voici le tableau que l'on pourrait dresser.

	1898	1908	Augmentation
Population (en 1900)	17 300 000	20 000 000	14 %
Exportations (1 000 livres sterling)	30 000	44 600	49 %
Recettes fédérales (contos de reis papier)	321 000	458 000	49 %
Dépenses fédérales (contos de reis papier)	295 000	466 000	60 %
Importations (1 000 livres sterling)	28 000	35 800	28 %
Dettes du Brésil (1 000 livres sterling) (en 1900)	80 000	181 250	126 %

Il est impossible de ne pas être frappé de la disproportion entre les deux mouvements. La population qui représente le facteur essentiel de l'énergie nationale n'augmente que lentement.

Ces remarques n'empêchent pas de reconnaître que le Brésil a devant lui un avenir immense, des ressources latentes infinies. Mais ce motif même doit inciter à la prudence, car ces espérances sont subordonnées à des efforts énormes qui, pour s'accomplir, auront besoin de

deux facteurs économiques indispensables : le travail et le capital.

On explique ces appels incessants aux capitaux étrangers par la nécessité où se trouve le pays d'exécuter les travaux d'utilité publique indispensables, non seulement à son assainissement et à sa mise en valeur, mais aussi à sa défense, à son unité politique et économique. Rien de plus nécessaire, en effet, que la création de cet outillage, mais encore doit-elle être faite avec mesure. Que deviendrait un industriel qui sans tenir compte de ses ressources s'endetterait pour augmenter ses moyens de production? Il serait inévitablement voué à la faillite ou, au moins, à de très sérieux embarras et, pour avoir voulu trop hâter son développement, le compromettrait ou le retarderait. C'est un peu ce qui se passe au Brésil. Ce pays immense, si riche en possibilités, veut, à la fois et rapidement, coloniser des territoires énormes, assainir et embellir ses villes à l'instar des grandes cités modernes, réorganiser sa flotte et son armée sur le modèle des grandes nations militaires, construire des chemins de fer de colonisation, politiques et stratégiques, et le tout à l'avenant. Tous ces projets sont certainement utiles et nécessaires, mais encore faut-il les sérier, les accomplir d'après un ordre d'urgence et suivant les ressources dont on dispose. Cette règle de prudence élémentaire est peut-être plus impérative au Brésil qu'ailleurs, en raison des proportions colossales qu'y prennent toutes choses, proportions qui entraînent des dépenses formidables. L'avenir bénéficiera sans doute des dimensions gigantesques du pays, mais le présent en souffre plutôt puisqu'elles imposent des efforts énormes. D'ailleurs à côté de ces emprunts destinés à des dépenses productives, d'autres, et surtout parmi ceux que contractent les Etats, sont loin d'être aussi sérieusement motivés.

Ces conseils de prudence ne signifient pas qu'il faille arrêter l'organisation du pays, mais seulement qu'il serait préférable de la poursuivre suivant une méthode plus rationnelle, moins extensive et plus intensive. Par exemple, au lieu de pousser les rails toujours vers l'ouest, dans des pays déserts pour longtemps encore, de poursuivre dans les solitudes inconnues et inaccessibles de cet intérieur des

richesses que la difficulté des transports, dans leur état actuel, ne permet pas d'exploiter, il serait plus sage de jeter les yeux sur les territoires voisins des côtes, des villes, desservis par des chemins de fer et qui, cependant, restent incultes, inhabités et inexploités.

Ces conseils de prudence signifient également qu'il serait temps de fermer le Grand Livre de la Dette publique ou au moins de ne pas l'ouvrir aussi souvent. Dans son message du 3 mai 1909, le Président de la République a noté que la réfection de la flotte avait pu être payée sur les ressources ordinaires du budget. Qu'est-ce à dire, si ce n'est que les 175 millions de francs que cette dépense a coûté auraient pu être employés aux grands travaux publics en cours et ainsi éviter 175 millions de francs d'emprunts? Moins de précipitation dans la transformation du pays, plus d'ordre et d'économie dans les dépenses permettraient certainement de ménager les ressources et, par conséquent, réduiraient les recours à l'emprunt sans arrêter l'augmentation des forces productives du pays.

L'exemple de l'Union est mauvais pour les Etats. Ceux-ci l'imitent et même le dépassent : leurs finances sont très obérées.

La Constitution fédérale donne aux Etats l'autonomie financière sans restriction et leur permet notamment d'emprunter. Dans un pays où l'éducation politique est encore incomplète, où la prodigalité habituelle chez les individus s'introduit naturellement dans la gestion des deniers publics, cette liberté sans frein est grosse de dangers. En bonne règle, puisqu'il y a au Brésil vingt et une administrations financières autonomes, leurs crédits sur les marchés financiers devraient être également différents. Or, ce n'est pas le cas. Si l'on parcourt une cote des valeurs brésiliennes, on les verra estimées à des cours sensiblement égaux, sans qu'il soit tenu compte des différences qui existent cependant entre les capacités financières de l'Union et de certains Etats. Le capitaliste étranger ne saisit pas ces différences et placent tous ces titres sur le même rang. Il s'ensuit que les forces de l'Union et de deux ou trois grands Etats font un crédit factice aux autres Etats et que la faiblesse réelle de ces derniers peut, dans certaines circonstances,

jeter sur les finances des premiers une défaveur injustifiée. Ainsi les faits contredisent la Constitution et, en dépit de l'autonomie légale, créent une dépendance étroite entre les finances des Etats et de l'Union.

En vain le gouvernement fédéral, soucieux des conséquences de cette solidarité sans contrepoids, a-t-il tenté de la limiter, en rappelant au public financier étranger, en certaines circonstances, qu'il n'assumait pas la responsabilité des engagements que contractent les Etats ou les municipalités, sauf le cas où l'endos de l'Union est donné expressément, en vertu d'une loi fédérale. Cette thèse a été combattue au Brésil par des arguments tirés du droit constitutionnel et par des raisons de fait. On a objecté que cette déclaration équivalait à discréditer les Etats, que l'Union a de par la Constitution l'obligation générale de cautionner toute la Dette brésilienne, y compris celle des Etats et des municipalités, que le souci de l'honneur national ne lui permettrait pas de s'y dérober et que, d'ailleurs, en vertu de la solidarité de fait existante, son intérêt l'y contraindrait en cas de défaillance d'un Etat ou d'une ville.

Le régime constitutionnel brésilien a donc abouti à donner aux différentes parties de la fédération une liberté financière dont la collectivité a la responsabilité, en dernière analyse, sans pouvoir la limiter. Il n'est pas nécessaire d'insister sur les dangers de cette situation. La première condition à remplir, pour fortifier les finances brésiliennes, est de mettre la Constitution, d'accord avec les faits, en donnant à l'Union responsable les droits qui sont le corollaire de ses charges. Tant que cette situation subsistera, le Brésil aura difficilement *une* politique financière, il en aura *vingt et une*, autant que d'administrations financières autonomes.

Cette solidarité produit encore d'autres effets. Le Brésil n'a pas beaucoup de capitaux et ses réserves métalliques sont faibles; chaque année ses exportations lui fournissent l'or dont il a besoin pour ses achats et ses dépenses de toute nature au dehors. Une pareille situation n'est pas dangereuse tant qu'il existe une juste proportion entre la production de cet or et son écoulement. Et, naturellement, il ne s'agit pas seulement des dépenses extérieures du gouver-

nement fédéral, mais aussi de celles des Etats, des municipalités, voire même des particuliers, emprunts, travaux publics, travaux municipaux, créations industrielles, etc. C'est pourquoi il n'est pas indifférent à l'Union que des Etats contractent des engagements se traduisant, en fin de compte, par des sorties d'or annuelles, car sa situation monétaire doit inévitablement s'en ressentir. C'est un motif de plus pour soumettre ces causes à une réglementation, pour les gouverner en un mot, afin de prévenir les abus et les imprudences et d'en épargner les conséquences funestes à la collectivité.

A un autre point de vue, cette solidarité apparaît encore. Colonisant son immense territoire, et, à cet effet, obligé de faire appel à l'étranger, aux capitaux et aux travailleurs, le Brésil ne peut ignorer que la meilleure propagande, la seule durable et efficace, est celle des faits. Depuis quelque temps, il s'applique à faire connaître ses ressources et a organisé dans ce but un service de propagande, dont il peut tirer d'excellents effets, à la condition que la réalité n'en paralyse pas les efforts. Cette condition remplie, il pourrait même économiser les frais de cette publicité ou les réduire. Ainsi que l'a dit un député brésilien : « Le jour où nous organiserons et exécuterons scrupuleusement les budgets équilibrés rationnellement ; dès que nous pourrons garantir au capital et aux personnes une justice rapide et à bon marché ; dès que nous pourrons assurer aux émigrants une vie moins coûteuse et non renchérie artificiellement, alors il est certain que tous les éléments d'information d'outremer, tous nos collaborateurs étrangers ici ou au dehors, soit par leurs rapports officiels, soit par leurs correspondances particulières, créeront cette atmosphère de confiance solide et féconde que jamais une propagande officielle ne pourra faire naître. »

Or, il va de soi que la gestion financière des Etats et des municipalités a sa répercussion sur le coût de la vie, le mouvement économique, la mise en valeur du pays et, par conséquent, sur le rendement des entreprises auxquelles les capitaux étrangers sont intéressés. Ainsi s'affirme, encore une fois, cette solidarité et la nécessité de l'organiser rationnellement.

LE CHANGE

Depuis 1821 le Brésil est au régime du papier-monnaie, l'or a disparu et la monnaie usitée est le milreis papier. Pour les payements extérieurs le milreis papier est converti en or au cours du jour, cours variable sous l'action de différentes causes. (*Annexe* 18.)

Le papier-monnaie est une dette qui, pour n'être pas remboursable, n'en a pas moins une grosse influence sur la situation financière du pays. Suivant que le stock est ou non proportionné aux besoins de la circulation, qu'il est en rapport plus ou moins étroit avec le pouvoir d'achat international, il relève ou déprime le change, et, par conséquent, diminue ou augmente l'importance des payements extérieurs.

Les abus d'émission de papier-monnaie antérieurs à 1898 avaient eu les résultats désastreux que nous avons relatés déjà et auxquels le contrat du « Funding loan » se proposa de remédier, notamment en ramenant la circulation fiduciaire à de plus justes proportions. A cet effet le gouvernement fédéral s'était engagé à retirer de la circulation une quantité de papier-monnaie égale aux émissions de *funding bonds*, calculées au change de 18 d. par milreis.

Il fut émis 8 613 717 livres sterling de ces bons, soit, au change de 18 d., 114 562 contos de reis.

Or, voici le tableau des retraits opérés de 1898 à 1905 seulement :

1898 à 1899	52 215	contos
1899 à 1900	34 094	—
1900 à 1901	19 181	—
1901 à 1902	4 951	—
1902 à 1903	4	—
1903 à 1904	468	—
1904 à 1905	5 277	—
Total	116 191	contos.

En outre, la loi du 20 juillet 1899 (*Annexe* 20) enleva

le droit d'émission au gouvernement et ordonna un ensemble de mesures destinées à réduire encore la circulation et, en même temps, à donner des garanties métalliques au papier-monnaie inconvertible restant. D'après son article 2, un fonds fut constitué pour garantir le papier-monnaie inconvertible en circulation. Ce fonds est alimenté par un prélèvement de 5 pour 100 sur tous les droits en or perçus sur les marchandises importées, par l'excédent des revenus en or sur le service des obligations payables en or par le Trésor, par les fermages de chemins de fer stipulés en or, enfin par tout revenu imprévu en or.

Voici la situation de ce fonds au 31 décembre 1907, d'après le rapporteur du budget des finances de 1908 à la Chambre des députés.

	Recettes.
1900	865 572
1901	776 115
1902	950 880
1903	938 805
1904	1 040 680
1905	1 089 816
1906	1 086 467
1907	1 259 046
Total	8 007 381
A déduire	4 021 666
Prélèvements divers dont 2 005 000 livres sterling pour le payement de l'indemnité due à la Bolivie pour le territoire d'Acre et 1 016 666 livres sterling affectées au rachat du papier-monnaie	3 985 715
A ajouter, produit des droits d'exportation du territoire d'Acre de 1903 à 1907	1 953 873
Total	5 939 588

Au 31 décembre 1908, ce fonds s'élevait à 7 034 244 livres sterling ou 112 548 contos de reis à 15 d., et la circulation inconvertible étant de 634 683 contos, se trouvait donc garantie pour 18 pour 100 environ de sa valeur.

Enfin à la même date la valeur des billets de la Caisse de Conversion était de 89396 contos, soit 5587272 livres sterling.

La situation s'est donc améliorée sensiblement et il est intéressant d'en suivre les effets sur le change.

	Circulation par tête d'habitant	Change moyen.	Dépréciation du milreis papier
	—	—	—
1898.....	47 milreis	7 1/8	73,61 pour 100.
1899.....	43 —	7 3/8	72,68 —
1900.....	40 —	9 11/32	65,16 —
1901.....	38 —	11 4/16	58,21 —
1902.....	37 —	11 7/8	56,13 —
1903.....	36 —	11 15/16	55,67 —
1904.....	35 —	12 1/8	55,09 —
1905.....	34 —	15 3/4	42,55 —
1906.....	34 —	16 1/32	40,62 —
1907.....	36 —	15 1/16	44,21 —
1908.....	45 —	15 1/16	44,21 —

N. B. — La circulation, à partir de 1906, est augmentée de celle des billets de la Caisse de Conversion, garantis convertibles en espèces ; celle-ci a été de 2 milreis par tête en 1906 et de 4 milreis en 1907 et en 1908.

En 1905, la circulation du papier inconvertible par tête d'habitant est ramenée à 34 milreis, et est ainsi réduite de près de 30 pour 100 en huit ans (1).

A partir de l'année suivante, le gouvernement inaugure de nouvelles mesures, devant être appliquées concurremment avec les anciennes et avoir pour effet de stabiliser le change à 15 d.

La stabilisation du change a une importance capitale pour le pays, comme nous l'avons vu au cours de cette étude, car une baisse, non seulement augmente la quantité de monnaie nationale nécessaire au service de la dette payable en or, mais encore réduit à la longue les importations, en diminuant le pouvoir d'achat international et, par conséquent, tarit la source principale des recettes de l'Union, les droits de douane. Le bénéfice que retire le pays de l'augmentation de la valeur papier de ses exportations ne compense pas ces effets déprimants ; il n'est d'ailleurs pas durable, car les prix intérieurs ne tardent pas à ressentir les conséquences de la

(1) Les règlements de comptes au Brésil ne se font encore ordinairement que par remises d'espèces. Cet ancien usage, qui aujourd'hui encore est le plus pratiqué et s'oppose à l'adoption des moyens plus perfectionnés, nécessite une quantité de monnaie par tête d'habitant supérieure à celle que l'expérience a reconnue dans des pays où l'intermédiaire des banques réduit beaucoup de payements à de simples opérations d'écriture.

dépréciation du change ; le gouvernement, pour faire face à ses dettes, relève les droits d'importation, le coût de la vie augmente et les prix de revient suivent le mouvement. Ces variations profitent à quelques spéculateurs, mais nuisent à la masse des producteurs et des consommateurs ; le devoir du gouvernement est incontestablement de faire tous ses efforts pour les restreindre au minimum.

La réduction de la circulation du papier-monnaie n'avait atteint qu'une des causes de la dépréciation de la monnaie nationale, la spéculation continuait à travailler à la baisse. L'exportateur qui vendait sa récolte contre des traites en monnaie or, cherchait naturellement à en tirer la plus grande somme de milreis papier; les banques qui achetaient ces effets ne conservaient pas cet or dans leurs caisses, mais le drainaient à l'étranger au fur et à mesure de sa production, en s'efforçant d'en obtenir également le plus de milreis papier possible ; ces efforts réunis et d'autres causes encore dépréciaient le papier-monnaie, c'est-à-dire faisaient baisser le change.

La *Caisse de Conversion*, créée par la loi du 29 novembre 1906 (*Annexe* 25), a pour but de mettre fin à cette spéculation. En échange d'or, elle émet des billets en milreis, au change de 15 d., convertibles à vue en espèces et ayant force libératoire. Dans l'esprit de ses auteurs, elle doit agir comme un réservoir, s'emplissant de l'excès de la production d'or sur les payements internationaux, c'est-à-dire du solde de la balance internationale *toutes les dettes étrangères payées*, et se vidant si cette balance vient à être en déficit.

Cette création a été vivement critiquée. Le taux de 15 d. avait été choisi comme moyenne entre celui de 12 d., où le change s'était maintenu naturellement de 1902 à 1904, et celui de 16 d., où il était monté durant les deux années suivantes ; on avait considéré qu'il représentait la valeur intrinsèque du papier-monnaie de l'époque. Ce calcul, forcément arbitraire, a été contesté. Les uns tenaient pour le cours de 12 d., qui favorisait momentanément les intérêts des producteurs brésiliens, les autres défendaient celui de 16 d., qui diminuait le fardeau des dépenses extérieures.

Le point essentiel dans cette affaire est, semble-t-il, de maintenir une juste proportion entre la production et la consommation d'or. Réservoir de compensation, destiné à

régulariser la circulation de l'or, la Caisse de Conversion ne peut rendre les services attendus que si, préalablement, l'économie est introduite dans la gestion des finances publiques. Là est le nœud de la question.

Elle arrête la hausse jusqu'à la limite de sa contenance : si le change s'élève au-dessus de 15 d., c'est-à-dire si 15 d. or donne moins de 1 000 reis papier, il suffit en effet de déposer cet or à la Caisse de Conversion pour en recevoir un billet de 1 milreis. Par contre, si le change baisse au-dessous du taux de 15 d., les porteurs de billets viendront les présenter au remboursement en espèces et la limite de résistance à la baisse de la Caisse sera celle de ses réserves métalliques. Si la persistance de l'excès des besoins d'or sur la production venait à épuiser le stock d'or, il n'y aurait plus de frein à la baisse.

La Caisse de Conversion avait reçu jusqu'au 31 décembre 1907, une somme d'or équivalant à 113 730 contos et avait remboursé une somme d'or équivalant à 13 688 contos ; elle avait ainsi, à cette date, un solde de 100 042 contos or ou 6 252 610 livres sterling. Au 31 décembre 1908, ce solde était réduit à 89 396 contos ou 5 587 272 livres sterling. Durant l'année 1908 les sorties avaient dépassé les entrées, autrement dit la balance internationale, *toutes dettes extérieures payées*, avait été en déficit de 10 646 contos ou 665 338 livres sterling. Au début de 1909 le solde se relève à 92 871 contos ou 5 804 410 livres sterling ; au commencement de juillet et dans le cours du quatrième trimestre, il progresse par bonds : 2 octobre, 6 407 274 livres sterling, 6 novembre, 8 785 644 livres sterling, enfin, au 31 décembre, 13 955 000 livres sterling ou 223 284 contos de reis papier.

La Caisse a fonctionné normalement, elle a reçu la production d'or que n'absorbait pas le payement des dettes extérieures. En effet, durant l'année 1909 la valeur de l'exportation brésilienne est montée à 63 724 440 livres sterling, dépassant celle de l'année 1907, qui avait été la plus forte et l'excédent des exportations sur les importations s'est élevé à 26 612 002 livres sterling, chiffre qu'on n'avait jamais été atteint ni même approché. D'autre part le Brésil, ayant emprunté depuis 1908 d'énormes sommes dispose en Europe et en Amérique de dépôts métalliques considérables qui ont également concouru à augmenter

son stock d'or intérieur. Le réservoir de compensation a absorbé le surplus de cette crue d'or et l'a retenu dans le pays, maintenant ainsi le change à un taux sensiblement égal.

Il est encore trop tôt pour juger l'œuvre à ses fruits, mais il est intéressant de rechercher quels sont les éléments de la balance internationale du pays et dans quel sens ils pourraient éventuellement peser sur la Caisse de Conversion.

Le rapport à la Chambre des députés sur le budget de 1909 et le « relatorio » du ministre des Finances pour 1907 énumèrent ces éléments et les calculent. Nous nous servirons de ces indications, en y apportant certaines modifications.

La balance internationale s'établit en retranchant de la balance commerciale, c'est-à-dire du solde des exportations, les importations déduites :

1° Le service des dettes extérieures en or de l'Union, des Etats et des municipalités ;

2° Les dépenses extérieures en or de ces gouvernements et municipalités ;

3° Les bénéfices des compagnies privées constituées avec des capitaux étrangers et ceux des commerçants étrangers ;

4° Les bénéfices des compagnies d'assurances étrangères ;

5° Les dépenses des Brésiliens habitant à l'étranger ou y voyageant et les envois de fonds des immigrants.

Voici, tout d'abord, le relevé des balances commerciales depuis 1902.

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		SOLDE	
Années.	Contos de reis.	1 000 livres sterling.	Contos de reis.	1 000 livres sterling.	Contos de reis.	1 000 livres sterling.
1902.	471 114	23 279	735 940	36 437	264 826	13 158
1903.	486 488	24 208	742 632	36 683	256 144	12 475
1904.	512 588	25 915	776 367	39 430	263 779	13 515
1905.	454 995	29 830	685 456	44 643	230 461	14 813
1906.	499 287	33 204	799 670	53 060	300 383	19 856
1907.	644 938	40 528	860 890	54 177	215 952	13 649
1908.	567 721	35 491	704 827	44 095	137 106	8 604
1909.	592 437	37 112	1 016 590	63 724	424 153	26 612
Tot..	4 229 568	249 567	6 322 372	372 249	2 092 804	122 682
Moyenn.	528 696	31 196	790 296	46 531	261 600	15 335

1° Le service des dettes extérieures, or, de l'Union, des Etats et des municipalités.

Suivant le « Relatorio » du ministère des Finances pour 1908, la dette extérieure de l'Union au 31 décembre 1908 était de :

Dette extérieure de l'Union au 31 décembre 1908	77 943 957 livres sterling.
A la même époque, la dette intérieure, or, était de 20 558 contos, ou	2 311 650 —
TOTAL des dettes extérieures et intérieures, or de l'Union	80 255 607 livres sterling.

Les garanties d'intérêt, en or, payées pour les chemins de fer ont été prévues, pour 1908 et 1909, à 4 641 contos de reis or, soit 522 000 livres sterling.

La valeur des dettes extérieures et intérieures, or, des Etats, y compris le District fédéral, au 31 décembre 1906, était estimée 21 900 000 livres sterling à 22 067 000 livres sterling.

Depuis cette somme s'est augmentée de :

Emprunt	Para, 1907, 5 pour 100	650 000	livres sterling
—	Espirito-Santo, 1908, 5 %.	500 000	—
—	São-Paulo, 5 %, 1907	2 000 000	—
—	São-Paulo, 5 %, 1908	15 000 000	—
—	São Paulo-City, 1908, 5 %.	750 000	—
—	Minas Gerães, 1907, 5 %	1 000 000	—
—	Ville de Rio de Janeiro, 1908	2 000 000	—

Total des dettes payables en or des Etats, 43967000 livres sterling.

Total au 31 décembre 1908, des dettes payables en or, du Brésil 124 222 607 livres sterling.

Auquel s'ajoutent 522 000 livres sterling pour le service annuel des garanties des chemins de fer, qui, au taux de 6 pour 100 représente un capital de 8 700 000 livres sterling.

Nous pouvons donc estimer à 133 millions de livres sterling, en chiffres ronds, les dettes payables en or du Brésil, car il y a lieu d'ajouter encore 64 600 livres sterling pour

la ville de Santos et quelques autres emprunts municipaux de petite importance.

Il serait très désirable de connaître exactement la charge annuelle que représente ce capital, non seulement pour l'année en cours, mais aussi pour celles à venir. Mais les tableaux d'amortissement des emprunts n'étant pas publiés il faut se contenter d'un calcul approximatif, suffisant d'ailleurs pour l'objet que nous nous proposons. Nous estimerons cette charge à 6 pour 100 en supposant un intérêt annuel de 5 pour 100 et un amortissement de 1 pour 100.

Service de la dette or de l'Union, extér.	4 676 637	livres sterling.
— — intér.	138 699	—
Garantie d'intérêt des chemins de fer..	522 000	—
Service des dettes or des Etats et des municipalités	2 638 020	—
TOTAL des charges annuelles estimées	7 975 356	livres sterling.

Le budget de 1909 prévoit, comme il a été dit plus haut, pour le service de la Dette or de l'Union et les garanties d'intérêt des chemins de fer, 40 868 contos de reis or, équivalant à 4 592 000 livres sterling. La différence de 888 640 livres sterling avec l'estimation ci-dessus provient de l'amortissement des emprunts du Funding loan, qui est suspendu jusqu'en 1911.

2° Dépenses extérieures en or des différents gouvernements et des municipalités.

Le budget de l'Union, pour 1909, prévoit de ce chef une somme de 75 390 contos de reis or, dont il faut défalquer le service des dettes déjà compté ; il reste 34 522 contos, équivalant à 3 879 000 livres sterling.

Quant aux dépenses des Etats et des municipalités on en ignore le chiffre, mais, comme il ne doit pas être très important, on peut le négliger.

3° Les bénéfices des compagnies privées constituées avec des capitaux étrangers ont été évalués à plus de 3 000 000 de livres sterling pour 1907, par le rapporteur du budget à la Chambre des députés. Il a soin d'ajouter que ce chiffre est au-dessous de la vérité car, à son avis, 70 à 80 pour 100 de l'activité du pays appartiennent aux étrangers et la plus

grande partie des bénéfices vont au dehors. Contentons-nous de ce chiffre.

4° Les bénéfices des compagnies d'assurances étrangères sont évalués par le ministre des Finances à 200 000 livres sterling.

5° Les dépenses des Brésiliens à l'étranger sont évaluées également par le ministre des Finances à 600 000 livres sterling. Ce chiffre est manifestement trop faible. On calcule que 10 000 Brésiliens vivent hors de leur pays ou en sortant annuellement et, si l'on fixe à 5 000 francs la dépense par tête, chiffre bien faible étant données leur prodigalité et l'habitude qu'ils ont de profiter de cette occasion pour s'approvisionner d'objets de toutes sortes soumis au Brésil à des droits de douane élevés, on a pour l'ensemble 50 millions de francs ou 2 000 000 livres sterling.

Parmi les étrangers travaillant au Brésil et envoyant leurs économies chez eux ou allant les dépenser à l'étranger, nous ne prendrons que les Italiens de Saint-Paul. On évalue à 80 000 contos papier leur salaire annuel, soit 125 millions de francs et il n'est pas excessif de supposer que le cinquième, soit 25 millions environ, va en Italie.

Récapitulons :

1° Service des dettes en or	7 975 356	livres sterling.
2° Dépenses extérieures	3 879 000	—
3° Bénéfices des Compagnies étrangères	3 000 000	—
4° Bénéfices des Compagnies d'assurances étrangères	200 000	—
5° Dépenses des Brésiliens à l'étranger	2 000 000	—
6° Envoi de fonds des immigrants	1 000 000	—
Total	18 054 356	livres sterling.

En chiffres ronds, c'est une somme de 18 000 000 de livres sterling qui, en 1909, a dû sortir du Brésil et qui, chaque année, tendra à augmenter plutôt qu'à diminuer.

Comparée à la balance commerciale, elle dépasse la moyenne des sept dernières années de 2 665 000 livres sterling.

Si ce calcul est exact, et il est plutôt au-dessous de la vérité qu'au-dessus, il en résulterait que, dans les conditions actuelles, la balance internationale serait défavo-

rable au Brésil; que le drainage de l'or à l'étranger serait plus rapide que sa production dans le pays et qu'en conséquence le réservoir de compensation, la Caisse de Conversion, serait menacée de se vider peu à peu.

En 1908, notamment, le solde d'or laissé par la balance commerciale ayant été de 8 604 000 livres sterling et les sorties d'or ayant dû atteindre 14 à 15 millions de livres sterling, chiffre inférieur à celui que nous avons calculé pour 1909, puisqu'il faut en défalquer le montant du service des emprunts contractés en 1908, la Caisse de Conversion aurait dû être mise à sec. Il n'en a pas été ainsi, par suite de l'intervention d'un élément dont nous n'avons pas tenu compte jusqu'à présent : les capitaux nouveaux introduits dans le pays par les gouvernements et les particuliers. Ce sont ces importations d'or qui ont soutenu la Caisse de Conversion en 1908.

Mais cet expédient temporaire, recule la solution en la rendant plus difficile, puisqu'il augmente les besoins d'or pour les années à venir du service des nouveaux emprunts, alors qu'il s'agit, soit de les diminuer, soit d'accroître les ressources qui permettront d'y faire face.

Peut-on diminuer les besoins d'or?

Il faudrait réduire le poids du service des dettes ou des dépenses extérieures. Ce sont les deux seuls éléments sur lesquels des économies peuvent être faites sans arrêter le progrès du pays; autrement dit, il serait nécessaire que les administrations publiques pratiquassent une politique d'économie sévère. On pourrait aussi, dans le même but, réduire dans de fortes proportions les achats faits à l'étranger en développant la culture du blé, des haricots, du maïs, des pommes de terre, la production du lard, de la viande sèche, du beurre et diminuer ainsi les importations de l'étranger d'une centaine de millions de francs.

Peut-on augmenter la production d'or?

Les sources actuelles de la richesse nationale ne paraissent pas présenter une grande marge d'accroissement et, dans tous les cas, cette progression ne peut qu'être lente.

Il y a surproduction de café et l'augmentation de la valeur de cette exportation ne peut être attendue que d'un relèvement des cours, c'est-à-dire d'une réduction de la produc-

tion; phénomène qui se produira par la force des choses, mais avec le temps. Or, le café, ne l'oublions pas, compose la moitié de l'exportation. Un autre quart provient du caoutchouc, et nous avons vu que là encore l'avenir de ce produit brésilien est loin d'être assuré; si la consommation est en progression, elle trouve à s'approvisionner ailleurs qu'au Brésil, dans des conditions qui pourront être funestes au caoutchouc forestier de l'Amazonie. Le cacao, le coton, les peaux, le maté, le tabac forment presque le quart restant. Le premier et le quatrième n'ont devant eux qu'une marge d'augmentation relativement restreinte; quant au second et au troisième, ils sont mieux partagés, mais avant longtemps leur rendement sera sans grande influence sur l'exportation.

D'autres richesses seraient, il est vrai, susceptibles d'être exploitées et d'apporter un contingent de ressources important, comme, par exemple, les mines; mais seront-elles mises en valeur avec la célérité désirable?

En définitive, de quelque côté que l'on envisage la question, on aboutit à cette conclusion : le Brésil met trop de hâte dans ses dépenses d'organisation et d'exploitation, il augmente ses charges beaucoup plus vite que ne s'accroissent ses forces et, en conséquence, s'expose à de sérieuses difficultés. Et ces réflexions s'appliquent plus encore aux États qu'à l'Union.

Cette étude des finances brésiliennes et des finances fédérales notamment est basée sur les résultats constatés au 31 décembre 1908. Depuis cette date la situation a subi des modifications assez importantes pour être signalées et commentées.

La dette du Brésil a augmenté dans de fortes proportions, comme on peut s'en rendre compte en additionnant la valeur nominale des titres, fonds publics, actions et obligations, émis en 1909 et dans les premiers mois de 1910 (*Annexe* 33). Il n'est pas exagéré d'estimer cette augmentation à plus de 700 millions de francs; la part de l'Union a été de plus de 280 millions de francs et celle des États de plus de 150 millions, le reste est allé aux compagnies privées. Ces emprunts sont destinés à des conversions, à des consolidations de dettes anciennes, au paiement de dépenses non liquidées, à l'exécution de travaux publics

Le « Jornal do Commercio » dans sa revue de l'année 1909 a donné un relevé de toutes les dettes du Brésil qui paraît être le travail le plus complet accompli jusqu'à présent. En y ajoutant : 1° les émissions effectuées dans les quatre premiers mois de l'année 1910 (Union, 242 030 000 francs ; Etats, 83 750 000 francs ; municipalités, 18 750 000 francs ; en tout 344 530 000 francs) et 2° les garanties d'intérêt capitalisées à 6 pour 100 on obtient les chiffres suivants :

		Millions de francs.		Contos de reis papier change 15 d.
Union, Etats, Municipalités	dettes extérieures....	3 259	=	2 244 250
	dettes intérieures et flottantes..........	»		1 117 670
Garanties d'intérêt capitalisées........		217	=	130 500
	Total...........			3 492 420

Ainsi au 1er mai 1910 le total des engagements du Brésil était de 3 492 420 contos de reis papier. On voit de combien cette dette s'est accrue depuis le 31 décembre 1908. Pour avoir la partie de cette somme exigible en or il faut ajouter aux chiffres des dettes extérieures et des garanties d'intérêt, la dette intérieure payable en or et l'on trouve alors 3 804 376 000 francs.

Deux causes ont favorisé ces émissions.

La liquidation de la « valorisation » confiée au Syndicat de banquiers étrangers se poursuit dans des conditions jusqu'ici satisfaisantes qui ont rassuré et ranimé le commerce du café.

L'année 1909 a été particulièrement favorable au Brésil ; ses exportations sont montées à un niveau qui n'avait jamais été atteint : 63 724 440 livres sterling, et ont dépassé de 26 612 692 livres sterling les importations. Cette balance commerciale s'ajoutant au produit des récents emprunts extérieurs, il en est résulté un refoulement d'or au Brésil que la Caisse de Conversion a absorbé en maintenant le change à un taux très voisin de 15 pence.

Si les exportations brésiliennes en 1909 ont donné une telle plus-value, il ne s'ensuit pas que les forces productives du pays se soient accrues dans les mêmes proportions. Le café et le caoutchouc ont à deux fourni 17 577 363 livres sterling de cet excédent (10 435 939 livres sterling pour le premier, 7 141 424 livres sterling pour le second). Or, l'un a bénéficié de la reprise provoquée par les changements introduits dans la liquidation de la « valorisation » et l'autre de la période d'activité industrielle intense qui a succédé à la crise américaine de 1907. La consommation du café est restée à un taux normal sans qu'il en résulte pour le Brésil un supplément de débouchés très important et si les demandes de caoutchouc sont de plus en plus actives, l'Amazonie voit grandir de jour en jour la concurrence des plantations africaines et asiatiques. Des raisonnements analogues s'appliquent à l'exportation du tabac dont la plus-value en 1909 a été de 498.046 livres sterling, à celle du sucre, 383 669 livres, de l'herva maté, 7 446 livres

sterling, du coton 385 656 livres sterling, des cuirs 503 138 livres sterling, des peaux 268 198 livres sterling. Ce n'est pas tant à une amélioration et à une extension de ses cultures et de son élevage que le Brésil est redevable de ces résultats qu'à la situation des marchés extérieurs qui a provoqué des demandes plus fortes et des relèvements de prix.

C'est pourquoi les problèmes économiques qui s'imposent au Brésil continuent-ils à réclamer une solution et la prudence reste-t-elle à l'ordre du jour.

Le gouvernement fédéral le comprend d'ailleurs car s'il emprunte beaucoup il ne néglige rien pour fortifier la situation monétaire du pays. Il multiplie ses envois d'or au fonds de garantie du papier-monnaie à Londres et en même temps réduit la circulation des billets inconvertibles : le 28 février 1910 elle n'était plus que de 627 562 contos. Enfin il songe à relever le taux du change de la Caisse de Conversion en le portant de 15 d. à 16 d. et même 18 d. et à augmenter sa capacité ; il est question de fixer la limite des dépôts à 50 millions de livres sterling.

Mais les dépenses n'en continuent pas moins à croître, notamment les besoins d'or pour l'extérieur et les Etats à emprunter au dehors. Là est le danger comme l'a indiqué le Président de la République lui-même dans son message du 3 mai 1910 : « En ce qui concerne les opérations de crédit extérieur, j'ai fait entendre clairement toutes les fois que j'en ai eu l'occasion que l'Union n'assumait aucune responsabilité dans les emprunts contractés par les Etats, attendu que j'estime que l'excessive liberté conférée aux Etats de réaliser ces emprunts peut devenir nuisible au crédit général du pays. »

A cet égard l'avis du rapporteur du budget de 1910 à la Chambre des députés, M. Galeão Carvalhal, est également intéressant à reproduire.

« L'examen de la situation générale du pays nous impose un devoir de franchise et de sincérité : le gouvernement doit faire les plus sévères économies et veiller à la perception scrupuleuse des impôts votés, afin d'être à même, en temps opportun, de faire face, comme un débiteur honnête, aux impérieux engagements qu'il a assumés. L'étude de la situation économique qui se reflète naturellement sur la recette publique nous conseille d'apporter la plus grande réflexion dans la gestion du Trésor.

« Si l'année 1909 a été remarquable par la progression encourageante des recettes, la chute de celles-ci dans les années suivantes provoque de justes et naturelles préoccupations. » (Le Brésil, 21 novembre 1909.)

M. Galeão Carvalhal continue en mettant ses compatriotes en garde contre les conclusions trop optimistes qu'ils pourraient tirer de l'excédent des exportations et s'élève vigoureusement contre le protectionnisme qui étouffe le Brésil.

CHAPITRE VII

ACTIVITÉ ÉTRANGÈRE
ET PLUS SPÉCIALEMENT ACTIVITÉ FRANÇAISE

ACTIVITÉ ÉTRANGÈRE

Bien que devenu une nation depuis un siècle, le Brésil n'en a pas moins continué à être un pays de colonisation et le sera longtemps encore, car ne pouvant, avec ses seules ressources, peupler et mettre en valeur son sol, il doit faire appel au concours des pays où les forces sociales et économiques sont surabondantes. Depuis la révolution de 1889, ce mouvement a pris une ampleur supérieure à celle qu'il avait eue jusque-là. En dix-huit ans, la République a reçu plus d'immigrants que l'Empire en soixante-dix ans : 815 370 de 1820 à 1889 et 1 926 223 de 1890 à 1909. Il en a été de même pour les capitaux. La comparaison entre la période quinquennale de 1882-1887 et celle de 1902-1907 montrant que le mouvement commercial a triplé on a le droit d'en conclure que la colonisation poursuivie par les Brésiliens avec le concours des étrangers est féconde (1).

(1) Mouvement commercial du Brésil :

	1882-1887		1902-1907	
	—		—	
Importations..	216 719	contos de reis p.	519 659	contos de reis p.
Exportations..	239 454	—	773 081	—
Ensemble.....	456 173	—	1 292 740	—

Quelle est la part des différents peuples étrangers dans cette activité générale, activité morale et matérielle?

Examinons d'abord l'*activité matérielle* et passons en revue les différents terrains sur lesquels elle s'exerce, peuplement, industrie, commerce et finance.

Peuplement. — Un tableau paru dans le Bulletin commémoratif de l'Exposition Nationale de 1908, publié par la direction générale de la Statistique Fédérale donne la répartition par nationalités des immigrants entrés de 1820 à 1907.

Italiens	1 213 167
Portugais	634 885
Espagnols	288 646
Allemands	93 075
Autrichiens	56 892
Russes	54 193
Français	19 269
Ottomans	11 731
Anglais	11 068
Suisses	9 086
Suédois	3 780
Belges	3 716
Divers	161 874

Le maximum de l'immigration a été en 1891 avec 216 750 individus et depuis le mouvement a diminué, tout en restant généralement supérieur à ce qu'il était avant 1887.

L'afflux des Italiens a atteint son point culminant en 1891 (132 326); il a diminué depuis, mais, sauf quelques années, est resté au-dessus de ce qu'il était antérieurement à 1885.

Celui des Portugais a également augmenté sensiblement depuis 1887, à part quelques années en décroissance. Maximum en 1895 (36 055).

L'immigration allemande a été irrégulière, maximum en 1891 (5 285). Les périodes les plus actives ont été de 1853 à 1862 et de 1872 à 1891.

Les grandes arrivées d'Autrichiens ont eu lieu surtout de 1876 à 1878 et de 1888 à 1900; maximum en 1896 (11 365).

La venue des Espagnols n'a pris d'importance qu'à partir

de 1880; la progression a été irrégulière; maximum en 1893 (38 998).

Le nombre annuel des Français n'a dépassé un millier qu'en 1864, 1876, 1890, maximum (2 844), et 1891.

En 1907, les immigrants entrés au Brésil se classaient ainsi par nationalités :

Portugais	25 681
Italiens	18 238
Espagnols	9 235
Ottomans	1 480
Allemands	845
Russes	703
Autrichiens	522
Français	202
Anglais	119
Belges	26
Suisses	12
Suédois	8
Divers	10 716
Total	67 787

Ce sont donc les peuples latins du midi de l'Europe qui continuent à peupler le Brésil.

Industrie. — Ici les chiffres font défaut et nous ne pouvons évaluer avec quelque exactitude la part des étrangers. Nous n'avons que des données générales. Le *Brazilian Year book* pour 1908 donne une liste des compagnies industrielles et commerciales où les nationalités sont indiquées, mais elle n'est pas complète et beaucoup de compagnies nationales cachent sous cette étiquette des intérêts étrangers.

Les Anglais sont sans doute au premier rang et dans tous les cas ont été les premiers à prendre place dans l'industrie brésilienne et à s'y tailler une part importante. Ils se sont portés principalement vers les industries qui concernent l'outillage économique : transports, chemins de fer, tramways, navigation, ports, communications télégraphiques, câbles sous-marins, éclairage, assainissement et viabilité des villes, puis vers l'exploitation des mines, la culture, etc.

Les Allemands, les Italiens, les Belges, les Français, les Portugais et les Nord-Américains occupent également des

places plus ou moins importantes et concourent avec les Brésiliens et les Anglais au développement de l'industrie nationale sans qu'il soit possible de leur assigner un rang.

Dans la banque, toutes les nationalités que nous venons de citer sont représentées à l'exception des Français (1).

Commerce. (*Annexes* 26 *et* 27.) — Nous pouvons mieux comparer l'activité commerciale des étrangers. Le tableau que l'on trouvera aux annexes met en évidence la part de chacun dans les transactions internationales en 1842-1843, 1872-1873 et 1903. Il est extrait du Bulletin commémoratif de l'Exposition Nationale de 1908. (*Annexe* 28.)

En 1903, le mouvement général se répartissait par ordre d'importance entre les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Argentine et le Portugal pour ne parler que des principaux importateurs et exportateurs. L'Angleterre, qui tenait la tête soixante ans auparavant, s'était laissé distancer par les Etats-Unis ; l'Allemagne avait enlevé le troisième rang à la France dont le mouvement général des échanges était revenu au même taux qu'en 1843, après s'être élevé à 12 pour 100 en 1873.

Comme vendeur, l'Angleterre garde cependant le premier rang en 1907, 30 pour 100 de la valeur totale ; le deuxième appartient à l'Allemagne, 15,3 pour 100 ; le troisième aux Etats-Unis 12,8 pour 100. La France vient au cinquième 8,6 pour 100 ; le quatrième étant à l'Argentine, 9 pour 100.

C'est en qualité d'acheteur que les Etats-Unis se classent au premier rang avec une avance considérable, 32.17 pour 100 en 1907 ; l'Angleterre qui les suivait jusqu'en 1903, a perdu en 1907 le deuxième rang, 15,98 pour 100, qui a été pris par l'Allemagne, 17,12 pour 100 ; la France est au quatrième avec 13,30 pour 100.

Durant le laps de temps que nous étudions, la composition des importations brésiliennes s'est modifiée comme nous l'avons vu au chapitre du commerce. La proportion des articles de luxe, de jouissance et des produits de l'industrie simple a diminué, tandis que celle des matières des-

(1) Cette exception a disparu en 1909.

tinées à l'industrie, des machines et d'une façon générale des instruments de travail a augmenté. Les ventes de l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Argentine portent principalement sur cette seconde catégorie; celles de la France, au contraire, appartiennent plutôt à la première. Autrement dit les commerçants anglais, allemands et américains ont suivi les évolutions du commerce brésilien mieux que les nôtres.

Suivant un rapport commercial de la légation de France à Rio de Janeiro de 1841, les importations anglaises à cette époque étaient aussi étendues que diversifiées; depuis, elles paraissent s'être portées de préférence sur les cotons bruts et manufacturés, le charbon de terre, les fers et aciers manufacturés, les machines et appareils, le jute, le chanvre, la laine manufacturés.

Les Etats-Unis, vers 1840, écoulaient principalement des farines, toiles de coton, mâtures, bois, morue, savon, chandelles, salaisons, meubles. En 1907, le pétrole est au premier rang de leurs ventes, puis les machines et appareils, la farine de blé, les bois, métaux manufacturés et coton également manufacturé.

L'Allemagne (Prusse et villes hanséatiques), en 1840, montrait déjà une très grande activité et avait un commerce varié; ses ventes ont depuis gagné en importance sans perdre en variété; elles portent maintenant principalement sur le coton manufacturé, les métaux bruts et ouvrés, les machines et outils, le papier et ses applications, les produits chimiques, la porcelaine et la verrerie, le ciment, les peaux préparées, etc.

Les principaux articles des importations françaises pour la période 1831 à 1840 étaient les tissus de soie, les vins, les peaux ouvrées, les tissus de coton, de lin et de laine, la tabletterie et la bimbeloterie, la poterie, les livres, la parfumerie, les articles de Paris, les modes, la sellerie. De nos jours, ce sont encore les mêmes et en plus le beurre, les produits chimiques, les métaux ouvrés, les machines et outils, les pommes de terre.

Le Portugal était dans la première moitié du dix-neuvième siècle, comme aujourd'hui, le principal importateur de vin : il vend toujours les deux tiers environ de la consommation brésilienne. Il y ajoutait les salaisons, le sel, les légumes secs.

Actuellement, cette liste s'est allongée de l'huile d'olive, des conserves de poissons, des légumes et des fruits.

L'Italie, dont le commerce était insignifiant vers 1840, a su développer ses ventes de vin, d'huile d'olive, de coton manufacturé, de fromage, de papier et application.

Le Brésil recevait en 1840 du Rio de la Plata (Buenos-Ayres et Montevideo) des cuirs, viandes sèches, graisses; aujourd'hui, c'est encore la même importation avec en plus le bétail, le blé et les farines.

Certains pays comme la Belgique, l'Autriche-Hongrie, la Hollande, la Suède et la Norvège dont le commerce était insignifiant en 1840, l'ont développé et ont pris une place plus ou moins large.

Avant de quitter ce sujet, remarquons l'influence considérable que l'immigration a eue sur les ventes des pays étrangers. Vers 1876 a commencé l'arrivée des Italiens; leurs ventes, qui n'étaient que de 763 contos de reis en 1873, atteignaient plus de 10000 contos en 1894 et, en 1903, avaient encore augmenté. Le commerce portugais est entretenu et développé par la présence au Brésil des nombreux représentants de la nation mère qui, fixés dans les villes, y accaparent le commerce de l'alimentation et peu à peu celui des hôtels et généralement tous les commerces de détail. Les ventes de l'Espagne ont été également accrues par la présence des émigrants qu'elle a envoyés à partir de 1880 principalement, et il est bien probable que l'Autriche a ressenti les mêmes effets des mêmes causes. Le commerce allemand a également tiré de grands profits de la présence de nombreux colons allemands au Brésil; il y a trouvé une excellente clientèle et surtout des collaborateurs possédant une parfaite connaissance du pays dont il a su tirer tout le parti possible grâce à ses excellentes méthodes.

L'exportation en Angleterre se composait à peu près ainsi vers 1840 : moitié en café, un quart en sucre, le reste en bois de teinture, d'ébénisterie, drogueries, pierres et métaux précieux. Aujourd'hui, elle comprend tout d'abord du caoutchouc pour plus de deux tiers, puis du coton brut, de l'or en lingot, du café, des cuirs, du sucre, des graines de coton, du manganèse, des châtaignes de Para et de la cire de Carnahuba.

Les Etats-Unis, dès 1840, visaient à étendre leurs achats au Brésil et à accaparer la production du pays soit pour leur consommation soit pour la travailler et la réexporter en Europe. A ce moment, le café était le principal article de cette exportation. Il l'est encore aujourd'hui ; ils achètent plus du tiers de la récolte brésilienne. Ils prennent encore la moitié du caoutchouc exporté annuellement et enfin des peaux, du sucre, des graines de coton, du manganèse, du cacao, des chataignes de Parà.

L'Allemagne n'a cessé de développer ses achats ; elle prend près du quart de la production du café et monopolise celle du tabac. Elle achète encore du caoutchouc, des cuirs, du cacao, des sables monazytiques, de la cire de Carnahuba.

Les achats de la France étaient peu importants vers 1840 ; ils portaient sur le coton brut, les peaux brutes, le cacao, le café, le cuivre, les bois d'ébénisterie ; ils se sont développés aujourd'hui sur tous ces articles auxquels il faut encore ajouter le caoutchouc et les sables monazytiques.

On remarquera que la proportion de l'exportation brésilienne en Autriche qui était de 10 pour 100 en 1843 est tombée à 2,7 pour 100 en 1903 ; en réalité, les achats de la période avoisinant 1843 étaient destinés à l'Allemagne centrale et passaient par Trieste. Cette voie ayant été abandonnée, les exportations en Autriche sont tombées à un chiffre insignifiant de 1863 à 1873 ; elles se sont ensuite relevées et se composent aujourd'hui presque exclusivement de café.

L'Argentine absorbe la plus grande partie du maté que produit le sud du Brésil.

La Hollande est acheteur de café et de cacao.

La Belgique prend du café, du caoutchouc et du manganèse.

L'Italie achète surtout du café.

Finance. — Il n'existe pas de statistiques qui permettent de calculer approximativement la part des pays étrangers dans les capitaux placés au Brésil. En existerait-il qu'elles seraient sans utilité par suite des changements incessants que les mutations apportent.

Jusqu'à ces derniers temps, les fonds d'Etats ont été

placés principalement en Angleterre et en France. Ces deux pays ont pris également la majeure partie des actions et obligations de chemins de fer ; l'Allemagne a placé ses capitaux plutôt dans l'industrie manufacturière, l'agriculture et le commerce. Il est généralement admis que l'Angleterre a la plus grande somme de capitaux placés au Brésil (1), la France vient ensuite, puis l'Allemagne assez loin après.

Nous allons maintenant étudier le rôle des étrangers dans l'*activité morale* du Brésil.

Le corps brésilien est composé en grande partie d'éléments empruntés aux nations latines de l'Europe. L'âme brésilienne est avant tout latine ; sur le fond portugais, les Espagnols et les Italiens ont déposé des alluvions plus ou moins épaisses. A ces influences ethniques, la culture française est venue se joindre et hâter, si l'on peut dire, le mélange. Son action apparaît dans tous les domaines de l'intelligence comme nous le verrons plus loin. Les États-Unis de l'Amérique du Nord ont servi également de guide et de modèle, mais à l'examiner de près ce rôle paraît réduit aux questions politiques et industrielles. Partout ailleurs, les influences héréditaires de l'Europe méridionale l'ont emporté sur ces emprunts anglo-saxons comme si effectivement ceux-ci ne s'adaptaient pas au milieu brésilien.

Dans la situation des différentes nationalités au Brésil, il y a un facteur intéressant à mettre en relief : *la méthode d'expansion économique*.

Si les Anglais ont réussi à prendre sur leurs concurrents une avance considérable et à occuper des positions très fortes d'où ils peuvent aisément lutter, ils le doivent autant

(1) On évalue à 4 milliards de francs l'importance des placements anglais au Brésil :

	francs
Fonds d'État et de villes	2 400 000 000
Chemins de fer	545 000 000
Ports, eaux et égouts, gaz, télégraphes, tramways, électricité, etc.	575 000 000
Banques	480 000 000
TOTAL	4 000 000 000

(*Le Brésil*, [illegible] janvier 191[illegible].)

à leur initiative qu'à leur solidarité, et à la qualité de leur personnel. Quand il s'agit de faire triompher un Anglais, tous marchent étroitement unis. Par la maison Rothschild, de Londres, ils exercent une puissance prépondérante sur le crédit brésilien. Toute nouvelle entreprise procède des anciennes déjà établies et leur emprunte méthode, expérience, appui, la connaissance approfondie des hommes et des choses du pays, l'autorité qui résulte d'une longue pratique commerciale au Brésil, la tradition en un mot. De jeunes Anglais se forment dans les maisons anciennes, y acquièrent cette tradition et en même temps des habitudes de discipline, ils préparent de la sorte les générations futures de colons anglais qui soutiendront les œuvres existantes et en créeront de nouvelles.

Les Allemands, venus plus tard, n'ont pas tardé à prendre place au premier rang. Une émigration importante les avait précédés et les a aidés. Bien que devenus Brésiliens et attachés sincèrement à leur nouvelle patrie, ces émigrants ou fils d'émigrants n'en représentent pas moins un facteur important de l'expansion économique de leur pays d'origine. Ils offrent au commerce allemand un point d'appui solide, moral et matériel, lui facilitent la connaissance du milieu et sa pénétration. Ici, plus encore que chez les Anglais, l'union fait la force et tous marchent comme un seul homme pour le triomphe d'un des leurs. En outre des fils d'émigrants parvenus à la classe dirigeante, un grand nombre de jeunes gens arrivent directement d'Allemagne comme commis dans le commerce, ingénieurs ou contremaîtres dans l'industrie, travaillent dans les maisons existantes et s'entraînent à devenir les agents actifs de l'influence allemande.

Le mouvement nord-américain est plus récent, mais on y remarque, à un degré plus élevé encore, la concentration des forces, l'unité de direction. D'un côté, un groupe de grosses maisons faisant le commerce d'exportation et d'importation, les opérations de crédit et d'affrétement ; de l'autre, des trust de chemins de fer, de tramways, de transports de force électrique. Ici encore on prépare les nouvelles affaires dans le sein des anciennes, on y élève un personnel spécial, on suit une méthode rationnelle, qui consiste à procéder du connu à l'inconnu, à recueillir précieusement toutes les leçons de l'expérience et à en profiter.

ACTIVITÉ FRANÇAISE

Si l'on jugeait les relations de la France et du Brésil en se bornant à comparer les chiffres de leurs échanges, on se tromperait étrangement. Une simple soustraction indiquerait de quel côté serait l'avantage et permettrait d'en mesurer l'importance ; mais ce procédé sommaire négligerait des intérêts réels qui, pour ne pas s'apprécier en espèces sonnantes et trébuchantes, n'en sont pas moins considérables.

Ne voir dans un peuple que ses facultés actuelles d'achat et de vente serait de la myopie politique et une preuve d'ignorance, surtout quand il s'agit d'une nation comme le Brésil, déjà grande par sa puissance morale et matérielle et appelée à le devenir bien davantage encore dans un avenir relativement peu éloigné. En effet, ses relations économiques se modifient constamment comme l'expérience le démontre depuis le commencement du dix-neuvième siècle, et cette évolution profite naturellement à ceux qui la suivent pas à pas, la connaissent, la prévoient et s'y préparent. En même temps qu'il récolte, l'homme avisé sème et défriche et dans le bilan de sa situation tient compte non seulement des bénéfices du présent, mais de ceux que ses travaux préparatoires lui permettent d'escompter.

Les échanges internationaux d'un peuple intelligent et actif fixé sur un sol vierge et riche se transforment au fur et à mesure de son développement. Au début la culture et l'élevage élémentaires ainsi que l'industrie extractive lui fournissent les éléments de l'exportation avec laquelle il payera l'importation des produits manufacturés indispensables. Vient ensuite le moment où il développe et perfectionne ses moyens de production et il s'y décide d'autant plus vite qu'il possède en plus grande abondance des sources d'énergie et des matières premières. Tel est le cas du Brésil. C'est pourquoi son commerce évolue sans cesse et mérite une étude approfondie.

Ces échanges matériels ne représentent d'ailleurs qu'une

partie de sa vie extérieure, ceux d'ordre moral jouent un rôle non moins important, et influent sur les premiers, car entre les deux il existe d'étroites connexités.

RELATIONS COMMERCIALES DE LA FRANCE ET DU BRÉSIL.

Importations françaises au Brésil. (*Annexe* 29.) — Nos importations au Brésil en 1870, atteignaient 54 millions de francs ; elles progressèrent les années suivantes en se tenant généralement aux environs de 70 millions de francs, sauf deux ou trois chutes momentanées, jusqu'en 1892, année où elles touchèrent le point le plus élevé, 103 millions de francs. Elles déclinèrent ensuite, d'abord aux niveaux moyens antérieurs, puis plus bas à partir de 1900 ; leur minimum fut, en 1902, 35 millions de francs ; enfin un relèvement se dessina vers 1906 et s'affirma en 1907. En les analysant plus loin, nous verrons les articles qui furent spécialement affectés par ces mouvements ; au préalable, nous allons examiner les causes qui agirent sur elles.

L'importation française a été et est encore, avant tout, une importation d'objets de luxe, de jouissance, plus sensible qu'aucune autre aux modifications de l'état économique et financier du pays. Ce caractère et ses conséquences sont à retenir.

La progression de 1870 à 1892 correspond à un mouvement ascensionnel des achats du Brésil qui, entre ces deux dates, passent de 137 000 contos de reis papier à 382 000. Après deux années d'arrêt, la montée des importations générales reprend et arrive même à des chiffres très élevés en *papier;* au contraire leur valeur en *or* diminue jusqu'en 1901, pour se relever ensuite lentement. Cette fois encore, les importations françaises reproduisent fidèlement cette courbe, le minimum de la valeur *or* des exportations brésiliennes est en 1899, et celui des importations en 1901 : l'année suivante, 1902, marque le minimum de nos ventes. Nous ne sommes pas seuls à suivre ces mouvements généraux, toutes les importations des autres pays en sont affectées plus ou

mains suivant leur nature, mais il va de soi que les importateurs d'objets de première nécessité en souffrent moins. La période de 1890 à 1902 vit l'effondrement du change, l'augmentation des dettes extérieures, puis, sous la menace de la faillite, la diminution des dépenses publiques et privées, toutes causes qui, encore une fois, devaient toucher particulièrement les ventes françaises d'objets de luxe et de jouissance. Celles des Anglais, des Nord-Américains, des Allemands marquent également une dépression entre 1900 et 1902.

La fièvre jaune eut également de funestes conséquences pour notre commerce, elle réduisit le nombre, jusque-là important, des Français et c'est sans doute de cette époque que date la fâcheuse habitude de donner notre représentation à des étrangers, à des Portugais principalement, qui, entrés dans une maison française comme employés puis comme fondés de pouvoirs, en sont devenus les véritables propriétaires au bout de quelque temps et ont été les meilleurs auxiliaires de la concurrence allemande et portugaise dont nous souffrons.

Plus près de nous, un incident diplomatique nous fut préjudiciable ; il s'agit du conflit qui surgit en 1899 et 1900 entre les gouvernement français et brésilien à propos des droits d'importation perçus en France sur le café. « Pendant toute la durée de cette campagne et des délicates et laborieuses négociations diplomatiques qu'elle a provoquées (février-juillet 1900) l'importation française a été réduite de près de moitié, les négociants évitant de faire des commandes en raison de l'incertitude des tarifs auxquels les produits commandés pouvaient être soumis à l'arrivée au Brésil. » (Rapport consulaire de Rio de Janeiro, 1900.)

Sortant de cette crise, alors qu'ils se préparaient à regagner le terrain perdu, nos commerçants furent encore frappés par la débâcle de la banque française en 1903 et par celle de plusieurs établissements brésiliens, entraînés par le krach de la Banque de la République.

Ces coups répétés blessaient d'autant plus gravement nos commerçants que la nature de leurs ventes les rendaient plus sensibles, comme nous l'avons déjà dit, et que leur organisation commerciale, inférieure à celle de leurs concurrents, les mettaient en mauvaise posture.

Allemands, Italiens, Belges et Portugais, profitant de la vogue de l'article français, vendaient sous cette étiquette des contrefaçons que les Brésiliens acceptaient d'autant plus volontiers que la réduction générale des fortunes les forçait de rechercher avant tout le bon marché. Les maisons françaises, tombées entre des mains étrangères, encourageaient ce commerce d'imitation et, sous peine de succomber, les maisons restées françaises devaient les suivre.

En 1904, après la Chambre de Commerce de Buenos-Ayres, celle de Rio de Janeiro avait dénoncé quelques-unes de ces causes d'infériorité : cherté de la main-d'œuvre et par conséquent de la production en France ; imperfection de l'outillage industriel français pour certains articles ; persistance des industriels français à refuser de se conformer aux goûts de la clientèle ; insuffisance des crédits ouverts aux fabricants et négociants français comparativement à ceux dont disposent leurs concurrents, insuffisance technique des voyageurs de commerce français; prix élevé de notre armement et par conséquent de nos frets ; enfin, et par-dessus tout, absence de banque française. Cette dernière cause mérite qu'on s'y arrête.

« L'énorme développement du commerce allemand au Brésil est dû aussi bien à l'initiative des fabriques qui ont envoyé à grands frais des légions de représentants qu'aux excellentes informations et à l'habile tactique des grosses maisons qui se livrent à la banque sur ce marché. L'influence que le pays où résident les bailleurs de fonds prend dans celui où fonctionne la banque constitue d'abord, augmente ensuite chaque jour le caractère de la nationalité de celle-ci, facilite et multiplie les transactions acheminées vers les établissements financiers de la mère patrie ; ceux-ci à leur tour encouragent par leurs informations les commerçants et les industriels à créer de nouveaux débouchés et les capitalistes à employer des mises de fonds dans un pays dont les ressources et les conditions de crédit sont connues et appréciées. » (Rapport à la Chambre de commerce française de Rio de Janeiro, 1905.)

Par contre, il est de bonne guerre de la part des étrangers de laisser nos nationaux dans l'ignorance de la situation économique et financière, ou même de les décourager par des renseignements erronés.

L'obligation où se trouve le commerce français de recourir à l'intermédiaire des banques étrangères a parfois de graves inconvénients, comme le prouvent les faits suivants choisis entre un grand nombre. Tantôt c'est une banque étrangère qui, recevant les documents d'une traite documentaire tirée par un Français sur un Brésilien, les délivre à ce dernier sans prendre les précautions nécessaires. Le tiré fait faillite avant l'échéance et n'eût été l'intervention consulaire, le tireur aurait souffert d'un grave préjudice. Ou bien c'est une traite qui n'étant pas payée à l'échéance est remise par la banque en portefeuille sans motiver aucune démarche. C'est une banque chargée d'un encaissement qui laisse un tiré qui a pris livraison de la marchandise, vendre celle-ci, liquider ses affaires et fermer ses portes sans prendre aucune mesure pour sauvegarder les intérêts dont elle a la charge.

Nos affaires ne sont pas seulement sacrifiées, elles sont limitées. Le Havre importe du Brésil de grosses quantités de café et les payements s'effectuent en traites tirées par le vendeur sur un crédit de banque ouvert par l'acheteur. Il serait naturel que l'acheteur français s'adressât à une banque française ; mais il est le plus souvent contraint de recourir aux établissements étrangers parce que les traites en francs se placent dans les banques au Brésil à un taux qui met en perte si on le compare à celui des tirages en livres sterling et que le papier français se vend difficilement. Certains contrats stipulent même l'exclusion des tirages sur les banques de France.

Et ce n'est pas tout. Obligés de passer par les banques étrangères plus ou moins directement associées de leurs concurrents, nos commerçants sont contraints de livrer des renseignements confidentiels qu'ils ont intérêt à cacher, tels que prix-courants, listes de clients, prix de revient, état de leur crédit, etc.

Les causes de la décroissance de nos importations au Brésil depuis une vingtaine d'années ont été signalées aussi bien par les personnalités compétentes de la capitale que par celles des principales places de commerce du pays. De Saint-Paul, Bahia et Belem de Para les mêmes avis ont été envoyés, les mêmes faits dénoncés, les mêmes conséquences prévues.

Le consul de Bahia, notant que les importations allemandes dans sa région avaient reculé lorsque les voyageurs allemands avaient visité moins souvent la clientèle, a conseillé à nos commerçants de se grouper par séries d'articles pour faire visiter régulièrement la clientèle « par des voyageurs connaissant parfaitement leur métier. Que les fabricants soient bien convaincus qu'ils ne doivent pas chercher à imposer leurs marchandises, mais bien l'établir au goût et suivant les préférences de l'acheteur. Qu'ils n'oublient pas en outre, que l'on s'implante sur une place avec des vendeurs nationaux et non point avec des étrangers. En se syndiquant, il leur serait facile de réduire les frais généraux de ces succursales et d'arriver à de bons résultats ».

Au nord du Brésil, à Para, notre consul donne les mêmes conseils. « Ce sont nos producteurs, nos industriels qui devraient être les premiers à écouter le diagnostic de la maladie tant de fois donné par les Chambres de Commerce françaises à l'étranger, par les agents diplomatiques et consulaires et depuis quelques années par les conseillers du commerce extérieur et c'est à ces producteurs de suivre les prescriptions indiquées, d'appliquer les remèdes préconisés. Cependant ils n'en font rien. Il existe chez nos fabricants une tendance très marquée à ne pas vouloir modifier leurs modèles au gré du client, à refuser une commande dont les articles ne sont pas absolument conformes à ceux qu'ils ont l'habitude de fabriquer. Nos concurrents envoient annuellement un nombre considérable de voyageurs de commerce très actifs, très débrouillards, furetant partout, étudiant tout. La proportion des voyageurs français dans mon arrondissement atteint au maximum le dixième du nombre des voyageurs allemands et je laisse hors de compte les voyageurs des autres pays étrangers et du Brésil. Ces voyageurs pourraient représenter des groupes d'exportateurs, sans être toutefois surchargés de représentation. Ils devraient ne pas se borner à obtenir des commandes de la façon la plus rapide, mais au contraire étudier sur place les goûts et les besoins du pays et les modifications à apporter à certains articles. Les Allemands font ainsi et communiquent leurs impressions à leurs maisons qui, de leur côté, les font connaître aux fabriques que cela intéresse.

« Pour permettre à ces voyageurs de remplir convenablement leur rôle, il faudrait leur donner le moyen de faire une propagande large et intelligente et non pas au pied levé comme ils sont obligés de la faire lorsqu'ils arrivent par exemple dans le nord du Brésil, après avoir fait la tournée du sud et quelquefois même celle de la Plata, par suite déjà fatigués et ayant hâte de rentrer en France. »

Ainsi depuis le recul de notre importation, les causes en ont été signalées et les remèdes indiqués ; notre industrie et notre commerce nationaux ne sont pas organisés comme ils doivent l'être pour satisfaire la clientèle brésilienne et lutter contre la concurrence. On l'a maintes fois démontré, mais jusqu'ici il n'y a pas eu de progrès sérieux accomplis. Les causes persistant, les effets continuent.

Non seulement ces avis répétés et unanimes venant des sources les plus autorisées ne sont pas suivis en France, mais encore on se livre à la recherche vaine d'autres motifs de la décroissance de nos importations. On accuse les droits de douane brésiliens particulièrement élevés ; certes, personne ne contestera qu'ils aient réduit les achats du Brésil en objets de luxe, mais comme ce pays paraît bien décidé à ne pas les modifier, force est de s'en accommoder. C'est l'avis que donnait la Chambre de Commerce de Rio de Janeiro dans son *Bulletin* d'avril 1906 : « Vous avez eu connaissance, messieurs, que la Chambre des négociants-commissionnaires et du commerce extérieur avait décidé d'inviter les pouvoirs publics à appeler l'attention du gouvernement brésilien sur les droits de douane qui atteignent des taux prohibitifs à l'importation de certains articles de nos produits français. Cette intention est louable en elle-même, parce qu'elle démontre que les représentants du commerce d'exportation se préoccupent des suites que peut avoir pour lui l'application du nouveau tarif à partir du 1er janvier (50 pour 100 or et 50 pour 100 papier sur certains articles et 35 pour 100 et 65 pour 100 sur d'autres). Mais l'initiative de la Chambre des négociants-commissionnaires ne peut avoir aucun effet et le gouvernement français irait au-devant d'un échec s'il consentait à s'en faire l'interprète. Il faut d'ailleurs bien se convaincre que la France

n'a pas été particulièrement atteinte dans ses exportations lorsque le Brésil a modifié ses tarifs. C'est ainsi que la statistique des importations pendant les années 1902, 1903, 1904 à la suite du recouvrement des droits de douane à raison de 25 pour 100 or et 75 pour 100 papier, démontre que les écarts dans la valeur des importations sont sensiblement les mêmes pour toutes les nations. »

Nous n'insisterons pas sur ce sujet, qui a été traité ailleurs : ces droits existent, ils frappent toutes les importations indistinctement et comme ils ne paraissent pas devoir être modifiés, il faut les considérer comme une des difficultés inéluctables du commerce d'importation au Brésil.

On s'élève encore contre les détaxes accordées à certaines provenances nord-américaines. Nous en avons parlé dans un chapitre précédent et nous avons montré par des chiffres que ces faveurs n'avaient eu qu'une influence minime, si tant est qu'elles en aient eue, sur les ventes nord-américaines. Il serait donc vain de vouloir y trouver une raison à notre recul commercial au Brésil.

Nous allons examiner le détail de nos ventes d'après les statistiques brésiliennes, afin de voir en même temps l'importance des achats du Brésil pour chaque catégorie d'articles et la position de nos concurrents. Ces statistiques officielles publiées par le ministère des Finances, commencent en 1902 et permettent ainsi de suivre le relèvement de nos importations depuis leur point le plus bas.

Première classe. Animaux vivants. — Nos importations sont pour ainsi dire insignifiantes et cependant, si le Brésil tend à acheter de moins en moins d'animaux vivants pour sa consommation, parce qu'il développe son élevage, cette raison même devrait attirer l'attention de nos éleveurs qui pourraient trouver ici le placement de reproducteurs. Les races françaises sont très estimées et servent déjà à l'amélioration de la production locale. Malheureusement l'élevage est encore très imparfaitement dirigé, sauf de rares exceptions et en conséquence les achats faits à l'étranger n'ont pas donné les résultats qu'on pouvait en attendre. La question devrait être étudiée très sérieusement par nos éleveurs. Elle en vaut la peine.

DEUXIÈME CLASSE. MATIÈRES PREMIÈRES ET ARTICLES APPLICABLES AUX ARTS ET A L'INDUSTRIE. — De 1902 à 1907 les importations du Brésil sont passées de 80 193 contos à 128 723. Nous avons profité de cette augmentation de 39 500 contos dans une faible proportion, 3000 contos. Dans le même temps, l'Allemagne gagnait plus de 8 500 contos, l'Angleterre 23 000, les États-Unis 4 000 et la Belgique 4 000 environ.

Nous importons les articles suivants :

Cotons, filés, en fils, cardés, etc. — Nos ventes sont passées de 96 contos à 166 ; l'Angleterre est maîtresse de cette importation, 7 000 contos en 1902, 8 800 en 1907, mais l'Allemagne gagne du terrain, 272 contos en 1902, 1 143 en 1907.

Pour les *crins, peaux et plumes* dont le Brésil a acheté 1 233 contos en 1907, nos ventes sont en augmentation, mais restent toujours inférieures à celles des Allemands.

Plomb, étain et leurs alliages. — Sur les 2 200 contos valeur en 1907, la part de l'Angleterre était de 914 contos, celle de l'Allemagne 289, de la Belgique 232 et de la France 339 ; l'Angleterre maintient son avance.

Dépouilles d'animaux. — Achats du Brésil en 1907, 1 515 contos. Notre part est de 160, après celle de l'Argentine, 542, de l'Uruguay, 268 ; il y a un peu d'augmentation ; les principaux articles pour nous sont la colle et la gélatine.

Les *fers et aciers* dont le Brésil a acheté pour près de 5 656 contos en 1907, provenaient pour la moitié d'Angleterre, d'Allemagne 1 586, de Belgique, 840, et de France, 164 ; nos ventes augmentent un peu ; elles étaient seulement de 88 contos en 1902.

De même pour les achats de *jute et chanvre*, qui ont été de 13 524 contos en 1907, notre part, très modeste, 105 contos, est en progression : mais c'est toujours l'Angleterre qui est en tête avec les neuf dixièmes, puis l'Italie, 662 contos, et enfin l'Allemagne, 54.

Matières et substances pour la parfumerie, teintures, couleurs et autres usages. — 7 045 contos en 1907. L'Angleterre est encore en tête, 2 608 contos, l'Allemagne la serre de près, 2 581 contos, puis la Belgique, 708 contos, les États-Unis de l'Amérique du Nord, 688 contos, et nous avec 314 contos. Nos ventes augmentent.

Plantes, feuilles, fleurs, fruits, grains, semences, racines,

écorces, etc. — 5 839 contos en 1907. L'Autriche est en tête, 1 618 contos, puis l'Allemagne, 1 257 contos, le Portugal, 166 contos et la France, 87 contos.

Pierres, terres et autres minéraux semblables. — 48 271 contos en 1907. L'augmentation est de plus de 15 000 contos depuis 1902. L'Angleterre est en tête, 39 174 contos, avec ses ventes de charbon de terre; l'Allemagne vient ensuite, 4 797 contos, ses plus fortes ventes portent sur le ciment. La Belgique la suit, 1 972 contos, grâce également aux importations de ciment; enfin la France, 830 contos. Nos ventes, après avoir augmenté sensiblement, puisqu'en 1906 elles étaient plus que le double de celles de 1902, 602 contos et 1 388 contos, grâce à nos ventes de ciment, ont diminué en 1907. Comment se fait-il d'ailleurs qu'elles ne soient pas plus fortes, alors que nous avons pris des intérêts si considérables dans des entreprises de travaux publics qui consomment de grandes quantités de ciment? Nous reviendrons sur ce sujet plus loin. Après le ciment notre principale exportation dans cette catégorie est celle des pierres précieuses détachées; les achats du Brésil sont en diminution, mais nous continuons à les fournir presque intégralement.

Peaux et cuirs. — 8 346 contos. La France a toujours été en tête depuis 1902; en 1907 son exportation a été de 3 780 contos, celle de l'Allemagne 2 931 contos. Les Etats-Unis venaient ensuite avec 627 contos, puis l'Angleterre, 585 contos. Les achats du Brésil ont augmenté de près de 2 000 contos environ depuis 1902 et nous avons profité de la moitié de cette augmentation.

Les importations brésiliennes *de soie* ont progressé légèrement; sur les 636 contos, valeur en 1907, la part de l'Allemagne a été de 283, celle de l'Italie 237 contos, des Etats-Unis 80 et la nôtre n'a été que de 40. Elle a toujours été en déclinant depuis 1902 en même temps que celle des Etats-Unis; ce sont l'Italie et l'Allemagne qui, au contraire, ont vu augmenter les leurs.

Essences et sucs végétaux. — Importation en 1907, 5 924 contos. Les sept dixièmes de cette importation viennent des Etats-Unis; ce sont les brai et huiles végétales pour usages industriels. L'Allemagne en fournit pour 525 contos, l'Angleterre pour 389, l'Italie pour 167 et la

France pour 157. Nos ventes portent sur les huiles industrielles et les gommes, résines et baumes.

Troisième classe, Articles manufacturés. — De 1902 à 1907, cette importation est passée de 203 000 à 340 000 contos. Voici comment se répartit cette augmentation entre les principaux importateurs : l'Allemagne 37 000 contos, l'Angleterre 29 000, les États-Unis 26 000, la Belgique 13 000, la France 11 000, l'Italie 4 500, l'Autriche 2 000, la Suisse 1 300.

L'Angleterre est toujours en tête avec une avance considérable, 117 030 contos, mais l'Allemagne qui la suit, 78 812 contos, diminue chaque année la distance et aussi les les États-Unis, 35 448 contos. La France vient ensuite, 37 880 contos, puis la Belgique, 20 340 contos, l'Italie, 9 119 contos, etc.

Coton. — Les importations totales d'articles manufacturés en coton ont été en 1906 de 67 500 contos ; elles offrent une légère diminution depuis 1902, époque à laquelle elles atteignaient 56 295 contos ; dans l'intervalle elles avaient monté à près de 66 000 contos. L'Angleterre, le plus gros importateur, 60 pour 100, a maintenu sa position sans changement ; l'Allemagne, qui vient ensuite, 18 pour 100, est en augmentation ; de même la France, 5 pour 100, l'Autriche et en général la plupart des importateurs de moindre importance ; les États-Unis seuls ont reculé un peu.

Les vêtements et la lingerie ont toujours été parmi nos principaux articles de vente au Brésil. Les statistiques françaises groupent sous cette rubrique les vêtements de toutes sortes ; les statistiques brésiliennes les distinguent suivant la nature du tissu. Nos ventes pour ces articles, après avoir été de plus de 12 millions de francs en 1899, sont tombées à un million et demi en 1901 et 1902, au fort de la crise brésilienne de 1905 à 1906 et 1907 elles ont brusquement remonté de 6 à 7 millions de francs.

Si nous examinons dans les statistiques brésiliennes le détail de nos importations en coton manufacturé en 1907, nous verrons qu'elles sont ainsi composées :

	Sur un total de :		Notre part est de :	
Bonneterie	1 057	contos.	204	contos.
Passementeries, dentelles, rubans, galons	4 627	—	341	—
Vêtements confectionnés	4 024	—	691	—
Tissus, blancs, imprimés, de couleur, divers	47 735	—	1 456	—
Articles divers	8 908	—	919	—

L'Allemagne est en tête pour la bonneterie, nous sommes stationnaires, ainsi que pour les passementeries, dentelles, etc., fournies principalement par l'Angleterre et l'Allemagne. C'est encore l'Angleterre qui vend la plus grosse quantité de tissus, 33 337 c. Le premier rang dans les vêtements confectionnés appartient à l'Autriche, le second au Portugal, nous ne venons qu'au troisième. Si, comme on le prétend, nous avions autrefois le monopole de ces articles, nous l'avons perdu et nous sommes dépassés de beaucoup par nos concurrents.

Aluminium. — L'importation de ces objets est faible, 208 contos en 1907 ; l'Allemagne, 127 ; les Etats-Unis, 39, et la France, 12.

Armes et munitions de chasse et de guerre. — Les importations ont augmenté chaque année depuis 1903, sauf en 1907 où elles ont un peu diminué, 4 727 contos. L'Allemagne avait quintuplé ses ventes, en 1906, 2 623 contos, elle a rétrogradé ensuite ; les Etats-Unis la dépassent maintenant, 2 057 contos ; la Belgique aussi qui a gagné beaucoup, 1 397 contos ; l'Angleterre, 372 contos, et la France, 346 contos, ont perdu l'une et l'autre. Depuis 1905 nous ne vendons plus d'armes, c'est la raison de la diminution de nos ventes ; nous continuons à fournir au Brésil plus de 200 contos de munitions, balles, plomb de chasse, capsules et douilles.

Crins, cheveux et plumes. — Importations variant de 594 contos en 1902 à 778 en 1907. La France 378, l'Allemagne 262 et l'Angleterre, 87 en 1907, se partagent cette importation et gardent leurs positions respectives.

Voitures de toutes sortes. — L'importation a augmenté sensiblement, en 1902 elle était de 805 contos et en 1907 de 7 368. La Belgique a gagné beaucoup, 1 045 contos, grâce à ses ventes de wagons, la France davantage encore, puisque

de 35 contos en 1902 elle est montée à 1 896 en 1907, dont la majeure partie en automobiles ; l'Angleterre a varié dans ses résultats, 310 en 1906 et 3 137 en 1907, des wagons principalement ; les États-Unis 687, avec une importation variée ; puis l'Allemagne, 482.

Plomb, zinc, étain et leurs alliages. — L'importation, stationnaire et peu importante jusqu'en 1906, est montée à 1 210 en 1907 ; elle est répartie entre l'Allemagne, la France, l'Angleterre et les États-Unis.

Cuivre et alliages. — Cette importation est en croissance et les principaux pays importateurs en ont profité dans des proportions diverses. Allemagne 2 335 contos, Angleterre 1 880, États-Unis 1 471, France 1 196. Il s'agit de fils et feuilles de cuivre, d'articles en métal, objets d'art, tubes, etc.

Fer et acier. — Cette importation est considérable et augmente chaque année. De 28 753 contos en 1902 elle est passée à 60 622 en 1907. L'Angleterre reste toujours le plus fort importateur 26 056, l'Allemagne 19 300, la Belgique 11 842, les États-Unis plus de 8 810 et la France 2 152 seulement ; ses ventes en 1902 étaient de 1 577 contos (1).

La place modeste que nous occupions dans ces impor-

(1) Voici le détail des importations de fers et aciers manufacturés pour les pays principaux par contos de reis :

	Totaux	France	Allemagne	Angleterre	États-Unis	Belgique
Quincaillerie	1 193	136	427	[illegible]	190	5
Fils de fer et d'acier	6 188	13	3 682	786	1 472	116
Tôles galvanisées pour toitures	2 [illegible]	2	212	2 478	42	44
Coutellerie	[illegible]	221	1 618	878	690	1
Essieux, roues, etc., pour chemin de fer	[illegible]	19	98	1 [illegible]	1 117	622
Essieux, roues, etc., pour voitures	[illegible]	[illegible]	79	[illegible]	151	[illegible]
Constructions, vis, poteaux télégraphiques, ponts, piliers, etc.	11 [illegible]	[illegible]	2 287	[illegible]	2 [illegible]	2 029
Rails et accessoires	14 [illegible]	[illegible]	6 169	1 497	1 [illegible]	6 785
Tubes	11 819	[illegible]	2 [illegible]	6 969	[illegible]	2 [illegible]
Fonte de Flandres	3 [illegible]	[illegible]	286	[illegible]	58	1
Meubles	[illegible]	54	[illegible]	181	61	»
Fer blanc	1 1[illegible]	[illegible]	184	175	77	2
Articles non spécifiés	9 [illegible]	853	3 254	4 848	576	[illegible]
Totaux des importations	[illegible]	2 152	19 [illegible]	26 056	8 [illegible]	11 8[illegible]

tations est en disproportion manifeste avec celle de nos capitaux dans tous les travaux publics. Si nos industries métallurgiques n'ont pas réussi à prendre une part plus importante dans les achats du Brésil en fers et aciers manufacturés, cela tient évidemment à ce que les entreprises de travaux publics ont préféré s'approvisionner hors de France et que les capitaux français sont ainsi employés à alimenter l'industrie étrangère et à la soutenir dans sa concurrence contre l'industrie française. Certains indices permettent d'espérer un changement dans cette manière d'agir. Souhaitons qu'ils se confirment.

Instruments de musique. — Les importations sont en croissance; en 1907, 2 593 contos. L'Allemagne tient toujours la tête, 1 559, la France conserve le second rang, 524, et les Etats-Unis restent au troisième, 248, avec des ventes stationnaires et même parfois en recul.

Instruments de chirurgie. — Ici au contraire les Etats-Unis sont en première ligne, 538 contos, l'Allemagne, 532 contos, a dépassé la France, 316 contos, l'Angleterre 102 contos. En 1907 les achats du Brésil, en augmentation sur ceux de 1902, ont été de 1 406 contos.

Instruments et objets de mathématiques. — Les importations en 1906, 1 122 contos, le double de ceux de 1902, se partagent entre la France, 374 contos, l'Allemagne, 502, les Etats-Unis, 235, et l'Angleterre, 156.

Laine manufacturée. — Une hausse sensible a eu lieu en 1907, 12070 contos. L'Angleterre et l'Allemagne ont maintenu leurs positions respectives; la France, qui vient ensuite, a un peu perdu. La Belgique et l'Autriche ont légèrement gagné (1).

Les importations en tissus ont augmenté sensiblement

(1) Détail des importations de laine manufacturée en contos de reis papier.

	Totaux.	Allemagne.	France.	Angleterre.	Autriche.	Belgique.
Passementeries, galons, etc.	109	60	40	4	»	»
Tapis, tapisseries..........	320	107	98	104	1	1
Tissus....................	9 551	2 121	1 355	5 221	243	242
Feutres....................	43[illegible]	377	25	22	8	»
Vêtements confectionnés..	638	192	260	147	5	2
Articles non confectionnés.	871	598	84	146	20	2
Totaux des importations..	12 070	3 532	1 882	5 684	290	483

depuis 1902; celles en vêtements confectionnés sont restées stationnaires. Pour l'un et l'autre de ces articles, les ventes françaises sont sans changement, tandis que les concurrents ont tous augmenté leurs chiffres d'affaires.

Lin, jute et chanvre.

	Total	Allemagne	France	Angleterre	Etats-Unis	Italie	Belgique	Autriche
En 1902...	5 361	621	588	2 849	66	123	743	2[illegible]7
En 1907...	6 944	641	911	3 958	52	101	825	239

Nos ventes consistent principalement en tissus de lin et nous avons à lutter contre l'Angleterre, qui en importe la plus forte quantité.

Porcelaine et verrerie.

	Total	Allemagne	France	Angleterre	Etats-Unis	Belgique	Autriche	Hollande
En 1902.	6 005	2 147	908	1 411	210	[illegible]	214	283
En 1907.	10 576	4 220	1 160	2 684	423	1 003	524	301

Comme on le voit, c'est la France qui a le moins profité de l'accroissement des achats du Brésil. En 1907, sur 1 961 contos de carafes, verres, etc., notre part n'a été que de 211, la plus grosse étant celle de l'Allemagne, 1 538. Nous n'avons vendu qu'un chiffre insignifiant d'isolateurs dont le Brésil a acheté pour 201 contos aux Etats-Unis et 78 à l'Allemagne. La vitrerie est accaparée par la Belgique, 610 contos sur 820.

Machines et appareils.

	Total	Allemagne	France	Angleterre	Etats-Unis.	Belgique
En 1902...	21 925	3 984	1 206	10 618	5 616	16[illegible]
En 1907...	55 400	11 216	2 736	29 288	19 197	248

C'est la France qui a le moins profité de l'énorme augmentation des importations brésiliennes; l'Allemagne et les Etats-Unis ont le plus progressé et ceux-ci serrent de près l'Angleterre, qui tient toujours la tête. Tous les articles qui composent ces importations sont en augmentation et plus

particulièrement les appareils pour l'électricité et l'éclairage, les câbles électriques, les locomotives et moteurs, les machines à coudre et les machines industrielles et agricoles diverses. La France a amélioré sa position en ce qui concerne les alambics, les appareils pour l'électricité, mais ailleurs, comme pour les machines industrielles, elle a perdu. Ici encore il faut répéter qu'elle n'a pas su recueillir les avantages que lui permettaient de se réserver ses fortes participations financières dans tous les travaux de chemins de fer, d'édilité, etc.

Bois manufacturé. — Les importations du Brésil sont passées de 2 030 contos à 3 788. Celles d'origine française ont monté de 281 à 447 contos. L'Autriche et le Portugal, qui dépassaient de beaucoup leurs concurrents en 1902, sont gagnés d'année en année par l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis.

Ivoire. — La France continue à garder la plus forte part de cette importation, 413 contos sur 587.

Or, argent et platine. — En 1902, nous nous partagions cette importation avec l'Allemagne, mais nous étions au premier rang ; en 1907, nous sommes au second. Sur 1 648 contos, l'Allemagne en a 918 et la France 557. Nos concurrents vendent surtout les objets à bon marché. Toutefois il est permis de croire qu'en réalité nous continuons à avoir de plus fortes ventes que celles qu'enregistrent les statistiques ; en effet d'après des personnes compétentes l'élévation des droits de douane sur la bijouterie et l'orfèvrerie a eu pour conséquence que la plupart des personnes ayant de la fortune profitent de leurs voyages en Europe ou de ceux de leurs amis pour faire leurs achats en France et les rapporter au Brésil en franchise dans leurs bagages. Autrefois, dans les familles riches, les bijoux offerts en cadeaux aux nouveaux mariés étaient achetés au Brésil ; aujourd'hui on en donne la valeur aux jeunes époux qui les achètent eux-mêmes à Paris ou en chargent leurs amis.

Produits chimiques.

Importation.	Totale.	Allemande.	Française.	Anglaise.	Nord-Américaine.	Italienne.	Portugaise.
En 1902.	10 430	2 750	2 529	2 829	1 004	598	261
En 1907.	14 309	3 310	3 588	3 111	1 996	687	362

Du troisième rang que nous occupions en 1902 nous sommes passés au premier en 1907. Nous avons surtout gagné sur le carbure de calcium ; le Brésil en a importé en 1907 pour 1 188 contos, provenant de France, 257, des États-Unis, 383, d'Italie, 97. Nos importations d'eaux minérales qui, en 1902, se montaient à 257 contos sur 812, chiffre de l'importation totale, sont aujourd'hui de 344 sur 758.

Papier et ses applications.

Importat.	Totales	Allemag.	France	Angleterre	États-Unis	Italie	Portugal	Belgique	Autriche	Hollande	Norvège
1902.	11 016	3 718	1 826	706	612	535	311	1 089	552	151	1 283
1907.	14 692	5 699	1 867	798	564	802	401	922	590	264	1 214

C'est, on le voit, l'Allemagne qui a profité le plus de l'augmentation des achats du Brésil. Nous avons perdu un peu (1).

Notre importation est soutenue par la vente de nos productions de librairie, qui sont plus recherchées que celles du Portugal, en raison de la diffusion de la haute culture française au Brésil, dont nous parlerons plus loin.

Pierres, terres et minéraux.

Importation	Totale	Allemagne	France	Angleterre	Italie	Portugal	Belgique
1902.	1 753	117	206	390	120	96	48
1907.	4 186	498	1 370	1 190	263	180	329

Nos importations se sont particulièrement portées sur les carreaux de céramique, les tuiles et certaines qualités de briques. Ces articles luttent contre la concurrence locale,

(1) Voici les principaux articles de cette importation et leurs principaux fournisseurs en 1907. Valeur en contos de reis-papier.

	Importation totale	Allemagne	France	Angleterre	États-Unis	Italie	Portugal	Belgique	Autriche	Hollande	Norvège
Livres, cartes, journaux	2 600	108	1 629	126	70	[illegible]	300	82	•	•	•
Travaux d'impression	1 376	476	262	162	294	88	•	•	[illegible]	[illegible]	•
Papiers non spécifiés	2 411	1 200	211	115	74	116	•	121	[illegible]	•	[illegible]
Papiers à écrire	1 657	[illegible]	157	62	[illegible]	170	•	[illegible]	[illegible]	•	•
Papiers d'imprimerie	4 025	1 [illegible]	115	111	89	126	•	[illegible]	115	[illegible]	415
Papiers carbone	967	[illegible]	25	15	36	16	•	[illegible]	•	150	•

et leur supériorité les fait rechercher pour les constructions de l'Etat, ce qui, bien souvent, leur procure le bénéfice de la franchise douanière.

Peaux et cuirs.

Importations.	Totales.	Allemagne.	France.	Angleterre.	Etats-Unis.	Autriche.
	—	—	—	—	—	—
1902......	2 429	283	290	1 092	95	392
1907......	3 050	632	413	945	447	369

Parfumerie, teintures, encres.

Importations.	Totales.	Allemagne.	France.	Angleterre.	Etats-Unis.
	—	—	—	—	—
1902.........	3 491	286	1 894	786	429
1907.........	5 356	483	2 878	1 060	603

Nous importons les deux tiers de la parfumerie, 2 663 contos sur 3 472.

Soie manufacturée.

Importations.	Totales.	Allemagne.	France.	Angleterre.	Italie.	Suisse.
	—	—	—	—	—	—
1902.	4 167	734	2 573	234	90	338
1907.	4 682	1 156	2 605	298	162	322

Les mêmes raisons qui faussent la statistique des importations de bijouterie et d'orfèvrerie s'appliquent aux soieries. En outre, on prétend que sur ces articles la contrebande est très importante. Les chiffres ci-dessus devraient donc être considérés comme très inférieurs à la réalité.

Articles de bureau. — L'importation est en augmentation. 1 120 contos en 1907. Nous nous la partageons avec l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis. Les parts respectives étant de 272, 482, 187, 141 contos.

Boutons. — L'importation a été de 1 532 contos en 1907, dont 611 à la France, 312 à l'Allemagne, 263 à l'Italie et 261 à l'Autriche. Nous avons conservé notre rang depuis 1902.

Jouets. — Le Brésil en a importé pour 1 528 contos en 1907 au lieu de 885 en 1902. Cette augmentation a profité exclusivement à l'Allemagne, dont les ventes sont passées de 646 à 1 195, tandis que les nôtres sont restées presque stationnaires, 200 à 247.

Articles de fumeurs. — Dans le laps de temps que nous considérons les achats sont montés de 347 à 1 527 contos et la France en a tiré la plus forte part, puisque ses importations sont montées de 206 à 995. Ses concurrents sont l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche.

Boîtes et écrins divers. — Il ne s'agit là que de petits achats, en tout 350 contos en 1907, que la France et l'Allemagne se partagent.

Chapellerie. — Ces achats, montés de 1 030 contos en 1902 à 1 949 en 1907 sont répartis entre l'Italie, 793, la France, 520, l'Angleterre, 297, l'Allemagne, 211.

Parapluies et parasols. — Le Brésil en a acheté en 1907 pour 1 146 contos, le double qu'en 1902; en Allemagne 517, en France 449.

Dynamite et explosifs. — Cette importation ne subit pas de grands changements. 595 contos en 1907. Allemagne 244, France 1[illegible] et Angleterre 123.

Articles en caoutchouc. — Cette importation a été toujours en diminuant depuis 1903; à cette époque elle était de 2 374 contos; en 1907 elle n'est plus que de 1 676, répartie entre l'Angleterre, 584, l'Allemagne, 509, la France, 242, les États-Unis, 190, et l'Italie, 95. Ces importateurs ont conservé leur rang respectif.

Articles en celluloïd. — La France fournit les sept dixièmes de cette importation, qui s'élève à 693 contos en 1907. L'Allemagne, qui y contribue, ne vend que pour 91.

QUATRIÈME CLASSE. DENRÉES ALIMENTAIRES ET FOURRAGES. — Cette importation a été, en 1907, sensiblement égale à celle de 1902, 173 103 contos au lieu de 173 826. Mais dans l'intervalle elle est montée à 178 535 en 1904 et descendue à 154 024 en 1906.

Beaucoup de pays y contribuent :

L'Argentine avec ses viandes, son blé et sa farine, en augmentation, 35 614 contos au lieu de 37 483 en 1902.

Le Portugal avec ses vins principalement, en augmentation, 33 364 contos au lieu de 29 429.

L'Uruguay, en diminution, 15 935 contos au lieu de 20 680.

L'Italie, en augmentation, 10 975 au lieu de 9 517.

La France, stationnaire, 9 880 et 9 705.

Terre-Neuve, en diminution, 6 993 au lieu de 11 509.
L'Espagne, en augmentation, 4 199 au lieu de 3 053.
L'Angleterre, en diminution, 3 263 au lieu de 3 776.
La Suisse, en augmentation, 3 114 au lieu de 1 228.

Huile d'olive. — L'importation, qui a été de 4 388 contos, a presque doublé depuis 1902. Le Portugal, 2 526, et l'Italie, 1 187, en ont tiré le plus grand profit ; la France vient ensuite avec 409, et l'Espagne, 227. Les positions respectives n'ont pas changé. Ces achats sont évidemment influencés par les habitudes de la clientèle, en majeure partie portugaise et italienne.

Pommes de terre. — Leur importation a diminué, 3 535 contos en 1902 et 2 729 en 1907. Le Portugal, 1 380, et la France, 935, ont perdu ; l'Allemagne, 229, et l'Argentine, 144, ont légèrement gagné.

Boissons alcooliques. — 1 449 contos en 1907. La France continue à être en tête avec 700, puis vient l'Angleterre, 301, et le Portugal, 183.

Conserves de viandes et extraits, conserves de fruits et légumes, conserves de poissons. — Ces importations ont augmenté ; de 3 372 contos en 1902, elles sont montées à 5 840 en 1907. Le Portugal est toujours le plus gros importateur, 3 506. L'Italie vient loin derrière, 686, la France 452, puis l'Angleterre, les Etats-Unis, etc.

Fruits et légumes secs. — Sur 1 146 contos que le Brésil achète au dehors nous en fournissons 524 et le Portugal 172.

Beurre. — Les achats de beurre sont en diminution, comme nous l'avons expliqué au chapitre de l'industrie, 5 221 contos en 1907 au lieu de 6 912 en 1902. La France reste le principal fournisseur, 3 986 en 1907 au lieu de 4 268 en 1902, le Danemark qui nous fait concurrence a perdu lui aussi depuis 1902, 1 000 contos en 1907, ainsi que les Etats-Unis, 155.

Champagne et vins mousseux. — Les importations sont passées de 333 contos en 1902 à 469 en 1907, mais nous n'avons pas bénéficié de toute cette augmentation, nos ventes sont passées de 257 à 375 et celle du Portugal de 56 à 136.

Vins. — Cette importation avait en 1902 une valeur totale de 26 888 contos, en 1907 elle a été de 29 861.

Importations	Totaux	Portugal	Italie	France	Espagne	Allemagne
1902.	28 888	19 604	5 662	1 252	1 112	126
1907.	29 861	21 [illegible]	5 855	1 540	700	127

Le Portugal continue à vendre plus des deux tiers du vin consommé au Brésil ; ainsi que je l'ai déjà noté, sa position n'a pas changé depuis de longues années. Elle est, comme celle de l'Italie, la conséquence de la présence au Brésil de ses nationaux en grand nombre.

Les vins français sont plutôt réservés à une clientèle de luxe, ce qui restreint leur consommation, et plus que tout autre article souffrent de l'absence ou plutôt du nombre trop restreint de maisons françaises. Il arrive trop souvent que nos marques soient consignées à des négociants portugais, allemands, italiens, qui pour le compte de leurs nationaux vendent des imitations de nos bordeaux, de nos bourgognes et de nos champagnes, et il va de soi qu'ils préfèrent pousser la vente de ces imitations qui leur rapporte davantage.

Les statistiques brésiliennes ne remontant qu'à 1902, il faut chercher dans les statistiques françaises quelle a pu être l'importance maximum de nos exportations de vins au Brésil. Il semble qu'elle ait été de 7000000 francs, il y a longtemps, vers 1872 et encore à titre exceptionnel, en 1881, elles étaient tombées à 3000000 francs, mais elles se relevèrent en 1895 à 5885000 francs. Depuis ce moment elles ont baissé avec quelques reprises et ont atteint le niveau le plus bas en 1901, 1000000 francs. Elles ont ensuite remonté lentement.

Voici la comparaison des chiffres français et brésiliens à partir de 1902.

	1902	1903	1904	1905	1906	1907
Statist. françaises...	1 962	2 [illegible]	2 629	2 [illegible]	1 [illegible]	2 [illegible]
— brésiliennes.	1 [illegible]	1 679	1 [illegible]	2 [illegible]	1 [illegible]	3 [illegible]

Les chiffres expriment des milliers de francs, ceux des statistiques brésiliennes sont le produit de la conversion des contos de reis papier en francs au cours moyen de l'année.

Vermouth et boissons de ce genre. — L'Italie absorbe plus de la moitié de ces importations, en 1907, 8[illegible] contos sur

1 459. La France vient ensuite, 331, et l'Allemagne 180. Nos ventes sont stationnaires.

Le compte des achats que fait le Brésil en France ne serait pas exact si nous passions sous silence ceux des Brésiliens en voyage ou en résidence chez nous et aussi la valeur des colis postaux que nous envoyons.

Nul n'ignore que nos hôtes étrangers dépensent beaucoup chez nous. M. Edmond Thery, dans son livre : *les Progrès économiques de la France*, 1908, estime qu'il entre ainsi sur notre territoire des sommes énormes ; et ce que nous savons des habitudes des Brésiliens nous permet d'affirmer qu'ils sont pour une part importante dans ces importations d'or. Un Brésilien, après avoir travaillé plus ou moins longtemps chez lui, part avec une forte lettre de crédit, chargé en outre des commissions de ses amis et revient au bout de quelques mois avec de nombreux colis qu'il entre comme bagages personnels, et qui renferment toilettes, vêtements, bijoux, œuvres d'art, etc. Il a dépensé sans compter pour jouir de toutes les séductions de la vie française. Après ces vacances, il se remet au travail. Depuis que la vie a enchéri au Brésil, ces habitudes sont plus fortes et plus générales que jamais. A combien estimer ces dépenses? Aucune statistique ne permet de le dire avec exactitude. Si cependant on observe que du seul port de Rio de Janeiro il y a en moyenne 6 000 passagers de cabines pour l'Europe dont la majeure partie passe par la France, et qu'il y a à demeure à Paris une colonie brésilienne nombreuse, on peut évaluer au moins à 7 000 le nombre de ces hôtes. Il n'est pas exagéré de supposer qu'ils dépensent en moyenne 5 000 francs, soit pour l'ensemble 35 millions de francs.

Nous importons une assez grande quantité de marchandises par colis postaux. Il n'existe pas de statistique de leur valeur, mais nous pouvons cependant nous en faire une idée approchée.

Depuis que ce service fonctionne, le nombre des colis importés est passé de 281 en 1900 à 61 108 en 1907. Or on estime que la grande majorité de ces colis vient de France,

plus des trois quarts certainement. En les calculant à 25 francs chacun, estimation inférieure à la réalité, car il s'agit d'articles assez chers sous un petit volume, modes, habillements, alimentation, livres, bijoux, etc., on voit que cette importation doit avoir une valeur qui n'est pas inférieure à 1 500 000 francs.

Elle est appelée à se développer encore, car le service des colis postaux, par suite d'un récent accord avec la France, va recevoir de nouvelles facilités.

Exportations du Brésil. — Nos achats au Brésil ont augmenté sensiblement depuis quelques années. Si nous envisageons la période qui commence en 1890, nous les voyons fixés à cette époque à environ 81 500 000 francs (statistiques françaises); ils descendent à 56 millions en 1894, remontent les deux années suivantes à 85 et 89 millions, retombent encore à 67 millions en 1897 puis s'élèvent à près de 95 millions en 1903; nouveau recul l'année suivante suivi d'une poussée jusqu'à 124 500 000 en 1906 et recul de 14 millions en 1907; en 1908, ils sont de 111 297 000 francs.

Nous achetons en premier lieu du café, 54 500 000 francs en 1907, du caoutchouc, 24 600 000 francs, des peaux, 15 700 000 francs, du cacao, 8 600 000 francs, du coton, 2 300 000 francs, du manganèse, des cornes, etc.; enfin bien que ces achats n'apparaissent pas dans les statistiques, n'oublions pas le tabac brésilien, dont notre régie s'approvisionne sur le marché de Hambourg pour une somme qui doit être assez importante. (*Annexe* 30.)

Café. — En 1907, nous avons acheté 2 807 937 sacs de 60 kilogrammes; nous venions au troisième rang des acheteurs de café brésilien, après les États-Unis, 5 248 787 sacs et l'Allemagne, 2 966 002 (statistiques brésiliennes).

Ces importations ne sont pas destinées entièrement à notre consommation; une partie notable en est placée dans nos entrepôts en attendant son acheminement vers le lieu de consommation définitif, souvent un pays étranger. Pour se rendre compte de la nature véritable de notre commerce de café avec le Brésil il suffit de jeter les yeux sur les deux tableaux en annexes, extraits des « Tableaux généraux du commerce et de la navigation de la France »,

publiés par la direction générale des douanes. (*Annexes* 31 *et* 32.)

Le premier de ces tableaux donne les mouvements de notre commerce général et de notre commerce spécial pour le café en distinguant la part du café brésilien ; le second donne les mouvements du café dans nos entrepôts : on voit tout d'abord les rapports qui existent entre les fluctuations du commerce général et les fortes récoltes de café au Brésil ; celles-ci ont eu lieu en 1892, 1897, 1901 et 1906, et nos importations en ont subi l'influence d'une façon très sensible.

Les entrepôts français sont en effet les réservoirs où viennent s'emmagasiner une forte part des excédents de la production brésilienne en attendant son expédition aux destinations définitives, européennes ou américaines. Ils ont pris ce rôle grâce au bon marché de l'argent en France et aussi à l'organisation très perfectionnée des entrepôts du Havre.

Malgré la force dont nous disposons ainsi comme gros consommateur et comme principal entrepositaire du café brésilien, nous n'avons pas dans cette partie si importante de nos transactions avec le Brésil toute l'influence qui pourrait nous revenir et nous n'en retirons pas tous les bénéfices à en attendre. Sans doute, est-ce dû à cette singularité que nous n'avons au Brésil aucune maison importante s'occupant de l'exportation de ce produit. Tout le café que nous recevons du Brésil nous est expédié par des maisons étrangères, allemandes, anglaises, américaines ou brésiliennes. Toutes les relations de la place du Havre avec le Brésil ont lieu par le canal des étrangers, et cette dépendance est grosse d'inconvénients. Nous y reviendrons plus loin.

Caoutchouc. — Nous sommes également un des gros acheteurs de caoutchouc brésilien. En 1906, par exemple, d'après les statistiques brésiliennes, sur une exportation totale de 35 000 tonnes, nous en avions pris 3 000. Mais ce chiffre doit être inférieur à la réalité. Les statistiques françaises relevaient la même année 3 697 tonnes importées du Brésil et l'on peut supposer que sur les 1 800 tonnes que nous avions encore achetées à la Grande-Bretagne, une partie notable

était de provenance brésilienne. On sera donc plus voisin de la vérité en estimant nos achats de caoutchouc brésilien entre 4 000 et 4 500 tonnes par an.

Cacao. — Sur l'exportation totale de 25 000 tonnes de cacao nous en aurions acheté 5 284. Mais ici encore les statistiques françaises accusent un chiffre plus élevé (5 440 tonnes) que les statistiques brésiliennes. Au commerce spécial nous avons mis en consommation près de 6 000 tonnes de cette provenance.

Peaux et cuirs. — Nous prenons au Brésil une notable partie de ses peaux séchées et salées. En 1906, 5 034 tonnes sur un total de 32 773 ; nous venons au troisième rang, après les États-Unis et l'Allemagne. Mais il y a des raisons de croire que ce chiffre de nos achats est en dessous de la vérité, car les statistiques françaises inscrivent pour la même année, au commerce général, 9 617 tonnes de provenance brésilienne, et au commerce spécial, 9 734.

Tabac. — Bien que le tabac ne figure pas au rang de nos principaux achats au Brésil nous n'en consommons pas moins une quantité notable d'origine brésilienne. Les Allemands ayant réussi à accaparer ce commerce ont transporté à Hambourg le marché du tabac brésilien où la Régie française vient s'approvisionner. C'est donc aux Allemands que nous abandonnons tous les bénéfices d'intermédiaires sur cet article, manipulations diverses, emmagasinage, classement, fret, etc. La Régie française qui fait ses achats sur une place plus rapprochée et mieux approvisionnée y trouve son avantage, mais il n'en est pas moins vrai qu'il en résulte une perte pour le commerce et la navigation nationale, qui porte sur des quantités importantes : entre 1890 et 1894 nous achetions au Brésil de 1 à 2 millions de quintaux de tabac valant entre 1 à 3 millions de francs.

NAVIGATION FRANÇAISE AVEC LE BRÉSIL

Le tableau ci-dessous donne le poids de nos importations et exportations avec le Brésil d'après les statistiques françaises et indique sous quel pavillon elles ont été transportées.

ANNÉES	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS			MOUVEMENT GÉNÉRAL		
	Total.	Pavillon français.	Pavillon étranger.	Total.	Pavillon français.	Pavillon étranger	Total.	Pavillon français.	Pavillon étranger.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
1900.	63 498	44 532	18 966	29 674	18 741	7 933	93 172	63 273	26899
1901.									
1902.	142 712	78 458	64 254	31 649	22 937	8 712	174 361	101 395	72966
1903.	149 212	94 321	54 891	41 639	29 779	11 860	190 851	124 100	66751
1904.	68 834	32 133	36 701	49 001	32 320	16 681	117 835	64 453	53382
1905.	78 816	34 188	44 628	59 684	41 204	18 480	138 500	75 392	63108
1906.	120 179	69 342	50 837	78 200	51 177	27 023	198 379	120 519	77860
1907.	251 441	85 300	166 141	68 914	41 132	27 882	320 355	126 432	194023
1908.	127 957	64 223	63 736	80 232	31 202	49 028	208 189	95 425	112764
1909.									

On remarquera la forte proportion du tonnage transporté sous pavillon étranger, principalement pour les marchandises que nous tirons du Brésil et sa tendance à augmenter. L'influence des fortes récoltes de café sur cette navigation apparaît en 1901 et 1902 ainsi qu'en 1906 et 1907.

Pareille remarque ressort également du tableau suivant qui donne, d'après les statistiques brésiliennes, le nombre de sacs de cafés exportés sous pavillon français depuis l'organisation de service de la statistique :

	SACS DE CAFÉS SORTIS PAR VAPEURS FRANÇAIS				
	Chargeurs Réunis.	Messageries Maritimes.	Transports Maritimes.	Totaux.	EXPORTATION totale en France.
	—	—	—	—	—
1902.					1 719 027
1903.	1 280 490	76 124	348 455	1 705 069	1 532 582
1904.	459 840	50 141	155 560	665 541	320 630
1905.	323 454	106 902	318 467	758 823	625 355
1906.	861 035	107 780	385 533	1 354 348	2 139 362
1907.	881 010	92 403	330 008	1 303 421	2 807 937
1908.	377 859	96 838	339 772	814 469	964 352
1909.					

Cette revue fait apparaître la concurrence que rencontre notre importation. Pour chaque article, le terrain nous est disputé, trop souvent victorieusement et, quelquefois par la production brésilienne. Qu'est-ce à dire, si ce n'est que la

lutte est vive, incessante et changeante, et que pour combattre avec succès il faut posséder des forces au moins égales à celles de nos rivaux.

Nous avons une force puissante, la renommée universelle de l'article français : par son fini, ses qualités de goût, ses caractères artistiques il défie encore toute comparaison. C'est une force telle qu'en bien des cas où nos produits triomphent ils le doivent plus à leur valeur intrinsèque qu'à l'habileté de notre commerce. Notre industrie nationale en profite, mais notre commerce et notre navigation n'y gagnent rien.

Notre industrie elle-même est loin de tirer tout le parti qu'elle pourrait de ses avantages ; elle s'en laisse ravir et beaucoup par sa répugnance invétérée à se plier au goût et aux besoins de la clientèle étrangère et sa prétention inadmissible, de vendre ce qu'elle juge bon de faire et non pas de fabriquer ce que désire l'acheteur.

Sur ce point il faut s'entendre. Il ne s'agit pas de produire de la camelotte et, sous prétexte de bon marché, de rivaliser avec d'autres de mauvais goût et de qualité inférieure. L'article français est plus coûteux mais on ne lui reproche pas tant cette conséquence inévitable de sa supériorité, que d'être parfois impropre au milieu étranger où il est importé. *Nos fabricants ne prennent pas assez la peine de travailler pour l'exportation, c'est-à-dire d'étudier et de créer les types spéciaux qui lui conviennent.* Surtout qu'ils ne voient pas dans l'article d'exportation un article de rebut et qu'ils ne prennent pas en mauvaise part l'expression « pour l'exportation ». Ce serait une erreur grossière, l'exportation serait-elle destinée à des peuplades d'Afrique, et à plus forte raison quand il s'agit de peuples civilisés comme ceux de l'Amérique du Sud, grands amateurs de luxe, d'élégance, de raffinement, de nouveauté. Leurs goûts, leurs besoins peuvent différer des nôtres, cela doit être, et ce serait faire preuve de peu d'intelligence que de ne pas le comprendre, ce serait se nuire que de ne pas en tenir compte. En s'y conformant habilement, nos concurrents en ont tiré de larges profits ; sur ce point seulement leur exemple est à imiter. Que notre industrie recherche et invente des modèles spéciaux pour sa clientèle d'outre-mer, mais qu'elle continue à apporter dans leur

exécution les qualités qui lui sont propres. L'article français sera certainement préféré à celui de ses concurrents et l'on acceptera de le payer un peu plus cher, si la différence de prix est compensée par plus de fini et de solidité, autrement dit s'il est de meilleur usage et donne plus de satisfaction. Conservons les qualités qui sont la marque de l'industrie et du génie français, conservons-les avec un soin jaloux, entretenons-les, car elles sont le secret de notre force, ne les perdons pas par une imitation servile et maladroite de nos concurrents, mais tâchons d'y ajouter celles qui nous manquent. Si nous y réussissons, le succès ne tardera pas à nous récompenser.

Tous ceux qui, dans ces dernières années, se sont occupés de notre commerce d'exportation, ont donné ces conseils. Depuis plus de vingt ans, diplomates, consuls, commerçants, chambres de commerce, chargés de missions spéciales, les répètent. Périodiquement, ici ou là, des enquêtes sont ouvertes sur les plaintes du commerce français; les causes sont connues d'avance, les remèdes ont été maintes fois indiqués et on ne s'est pas lassé de les recommander; mais aucun changement à notre routine n'est apporté, ou si peu, et naturellement le mal continue à sévir.

Il ne suffit pas de produire, il faut savoir vendre, et c'est là surtout qu'est notre point faible. A vrai dire, notre commerce d'exportation au Brésil est dépourvu de toute organisation et cette situation déplorable résulte plus encore de nos usages que de l'absence d'organes spéciaux comme une banque.

Anglais, Allemands, Nord-Américains, Portugais, Italiens sont organisés, ont des usages commerciaux en rapport avec les habitudes du pays, disposent des moyens nécessaires, se soutiennent entre nationaux et forment des groupements solides.

Depuis une trentaine d'années, le nombre des maisons allemandes a augmenté si rapidement que le fait vaut la peine d'être signalé comme exemple. Antérieurement il en existait dans trois ou quatre grandes villes du littoral, mais après 1870 elles montrèrent une activité nouvelle, étudiant toutes les affaires, même les plus insignifiantes, gardant les plus profitables, soignant les autres moyennant commissions,

obtenant des gros commissionnaires de Hambourg et même de Paris, des crédits pour toutes sortes de fournitures et repoussant leurs concurrents par une attention constamment en éveil, par une patience inlassable, par des concessions habiles aux habitudes commerciales d'un pays en voie d'organisation. La fondation de la première ligne de navigation allemande encouragea cet essor. La livraison régulière de ses produits étant assurée, l'Allemagne, disposant d'une main-d'œuvre à bon marché, fit aisément adopter des articles reconnus à l'usage de qualité inférieure, mais dont l'apparence et les prix étaient tentants. Ils écartèrent ainsi leurs concurrents et ceux qui, au lieu de vouloir lutter sur la qualité, tentèrent de rivaliser sur les prix, durent céder à leur tour, car les Allemands ne reculaient devant aucune concession pour accaparer les bons clients et n'hésitaient pas à rogner leurs bénéfices.

La « Brasilianische Bank für Deutschland », dont le siège est à Hambourg, vint ensuite fortifier ce développement et favoriser l'accaparement de quelques industries, et notamment celle de la bière. Elle compte maintenant des filiales sur toutes les places brésiliennes d'une certaine importance et est au premier rang des banques étrangères dans le pays.

Aujourd'hui, de grandes maisons allemandes installées sur tous les points du Brésil y tiennent une place prépondérante : dans la vallée de l'Amazone dans le commerce du caoutchouc, à Bahia dans celui du tabac, à Saint-Paul dans la culture et le commerce du café, dans les États du Sud, Sainte-Catherine et Rio Grande do Sul, sans parler de Rio de Janeiro. Elles ne se spécialisent pas; elles font l'importation et l'exportation en gros, la banque, représentent les compagnies d'assurances et de navigation. Par cette concentration, elles réduisent leurs frais généraux et font réaliser à leurs clients une économie de temps et d'argent. Cette concentration est d'ailleurs plus ou moins en usage chez la plupart des étrangers, à l'exception des Français, et la pratique en démontre les avantages.

Le succès des Allemands tient donc à un ensemble de causes agissant toutes avec précision dans le même sens, vers le même but. C'est le triomphe de la solidarité, de la discipline, de la méthode et de la persévérance. Si, en Alle-

magne, les hommes d'Etat, la grande industrie et la haute finance ont conçu et voulu le plan général, il y a eu aussi chez tous ceux qui sont venus le mettre en œuvre une compréhension très juste de ce qu'il fallait faire à chaque instant et pour chaque cas : les banques par les facilités de crédit, les compagnies de navigation par la commodité des transports, le commerce par les soins apportés à chaque affaire, les employés par leur zèle et leur dévouement, les petits marchands par leur fidélité à leurs bailleurs de fonds et fournisseurs. Tous s'entr'aident, se poussent en avant, se renseignent les uns les autres, et savent multiplier leurs relations dans le pays, même en confiant des postes bien rétribués à des parents de gens en place, en se gardant toutefois de les admettre aux postes de confiance, *car ceux-là ils les réservent toujours à leurs compatriotes.*

Les Anglais ont peut-être une organisation moins complète et moins disciplinée; mais, eux aussi, pratiquent la concentration des forces pour l'étude, la poursuite, la conservation des affaires, le développement de la clientèle, l'extension du crédit et, par-dessus tout, le maintien des traditions. Ils ont de grandes maisons de commerce et de banque, des sociétés puissantes de chemins de fer, de ports et de divers grands services publics; unies par des relations étroites, elles forment le bloc solide sur lequel est assise l'influence commerciale et financière de l'Angleterre. *C'est dans le sein de ces grandes maisons que se forme le personnel et que se préparent les chefs capables d'exercer avec initiative les larges pouvoirs qui leur seront confiés.*

Les Nord-Américains s'inspirent des mêmes principes : toute leur activité est réunie entre les mains de quelques grandes maisons d'importation et d'exportation et toutes leurs grandes entreprises industrielles sont groupées en « trust ».

En présence de la concentration de leurs concurrents, la division des Français fait un triste contraste. Nous préférons combattre en tirailleurs isolés et, parfois, même en pleine lutte contre nos adversaires, échanger des coups entre nous. Sous prétexte d'indépendance, chacun veut suivre son inspiration, voir les choses à sa façon, tenter son expérience et parfois la payer si cher qu'il succombe à la peine. Après

fortune faite le Français vend son fonds, généralement à un étranger, et cède ainsi à un adversaire de ses compatriotes des armes pour les combattre, tout son acquit d'expérience, de relations. Le nouveau venu, réduit à ses seules ressources, s'épuise souvent dans une lutte où ses adversaires les plus redoutables sont les successeurs étrangers d'anciennes maisons françaises.

Nous avons eu nous aussi, vers 1860, de grandes maisons d'importations et nous y ajoutions un commerce de détail, florissant en objets d'art, de luxe, en modes, en alimentation, qui nous donnait une situation exceptionnelle à Rio de Janeiro.

Une première modification se produisit par suite de l'influence du commissionnaire parisien. Les voyageurs brésiliens, qui chaque année allaient en Europe et pour qui Paris était la plus forte attraction, trouvèrent plus avantageux d'importer directement au lieu d'acheter aux importateurs sur place. Ce déplacement du commerce ruina les importateurs français que déjà les importateurs allemands commençaient à attaquer vigoureusement.

Le gros commerce décapité, vint le tour de celui du détail, qui périt par suite de la fâcheuse habitude de nos compatriotes de *négliger de préparer un personnel français capable de leur succéder*. Leurs employés, portugais de préférence, sans doute faute de Français, s'élevaient peu à peu aux postes importants, géraient les affaires en l'absence du patron et, quand celui-ci se retirait, lui succédaient. Peu à peu, les principales maisons de détail, les hôtels et restaurants français, disparurent remplacés par des établissements portugais ou, comme on le pense bien, les contrefaçons allemandes et portugaises furent favorisées.

Nos essais de banques furent malheureux et les raisons principales de leur échec fut certainement leur mauvaise organisation, ou plus exactement une organisation mal adaptée au milieu, conçue en France pour la France et non pas pour le Brésil.

Ainsi donc, nos forces sont loin d'être comparables à celles de nos concurrents et, par surcroît, nous en abandonnons à ceux-ci une partie notable au lieu de les garder précieusement et de les concentrer entre nos mains. C'est là sans doute

le mal le plus grave, celui qu'il importe de guérir sans retard, car il paralyse nos efforts. Producteurs de premier ordre et inimitables encore dans bien des domaines de l'activité matérielle et morale, consommateurs importants de la production brésilienne, nous laissons à nos concurrents une très forte part, peut-être la plus forte, des bénéfices de toutes sortes qui résultent de nos échanges avec le Brésil. Celui-ci nous a acheté pour plus de 60 millions de francs d'articles de toutes sortes en 1907, articles, nous l'avons vu, qui sont l'objet d'imitations nombreuses de la part de nos concurrents et nous abandonnons à ceux-ci le soin d'en vendre une partie notable. Une promenade dans Rio de Janeiro et Saint-Paul suffit à montrer que ces ventes sont faites en majeure partie par des Portugais, des Allemands, des Italiens, c'est-à-dire par les représentants des produits étrangers similaires des nôtres. En 1907, nous avons importé du Brésil pour plus de 110 millions de francs. Qui nous a expédié les cafés que nous avons consommés, 54 millions de francs ? Des maisons de toutes nationalités, sauf des maisons françaises, si l'on en retranche quelques milliers de sacs. C'est à Hambourg que nous achetons le tabac brésilien, 2 à 3 millions de francs. Et pour le caoutchouc, le cacao, les cuirs, etc., c'est plus ou moins la même chose. A qui vont les bénéfices des opérations de banque résultant de ces échanges de plus de 170 millions de francs ? Aux banques étrangères principalement.

Plus loin, on montrera que c'est encore le cas dans le domaine financier et également dans le domaine moral.

Nous ne donnons pas à l'extension de notre influence économique toute l'attention, tous les soins qu'elle mérite. Si, malgré tout, elle conserve un rang important c'est, comme on l'a indiqué déjà, à la valeur intrinsèque de ses éléments, valeur qui s'impose même à ceux qui voudraient la rabaisser. Sommes-nous conscients de cette incurie, c'est douteux, car alors il faudrait renoncer à nous plaindre et accepter les conséquences logiques d'un abandon voulu. A vrai dire, elle provient plutôt de notre timidité, d'un manque d'énergie et, par-dessus tout, de notre ignorance.

Pourquoi cette timidité et cette ignorance, alors qu'ailleurs et en maintes circonstances nous avons donné des preuves

de notre hardiesse et que nous possédons des sources d'informations aussi abondantes et aussi sûres que celles de nos concurrents? La raison doit en être cherchée dans la composition de notre colonie et dans les habitudes qui prévalent en France, trop souvent encore, dans le choix du personnel envoyé à l'étranger. Là est peut-être le nœud de la question.

Notre colonie est numériquement faible et si, au point de vue de l'honorabilité elle ne le cède à aucune autre, on doit reconnaître qu'elle ne renferme pas assez d'hommes capables, par leur situation et leur autorité, de se faire écouter en France. C'est une mauvaise condition pour l'adoption des réformes préconisées, réformes qui, naturellement, ne vont pas sans obstacles, et l'on s'explique ainsi pourquoi il est tenu peu de compte des avis émanant de nos compatriotes fixés dans le pays. Dans l'organisation du personnel qui est envoyé de France pour les affaires nouvelles, évitons de commettre les erreurs suivantes.

Gardons-nous de n'attacher qu'une importance secondaire au choix du personnel ; la faute serait trop grave. Deux qualités surtout sont essentielles, en plus de l'honnêteté et du savoir professionnel : un jugement droit ou simplement du bon sens, de la persévérance dans les idées et les efforts. C'est à elles avant toutes autres que les « self made men » doivent leur fortune, car beaucoup parmi eux n'ont eu à leur début que la claire vision du but à atteindre servie par une volonté à toute épreuve. Dans des pays neufs comme le Brésil, un homme sans caractère est frappé d'avance d'incapacité, quelles que soient son intelligence et sa science.

A nos entreprises, il faut des chefs effectifs et éprouvés et non pas des hommes de second plan dont l'initiative est étroitement limitée et qui sont plutôt des sous-chefs que des chefs véritables. La direction doit être sur place, car là seulement on peut décider en connaissance de cause. Vouloir l'exercer à des milliers de kilomètres de distance dans un milieu tout différent, c'est-à-dire connaître les circonstances et les apprécier, juger la meilleure solution à adopter et la faire exécuter avec promptitude, c'est simplement impossible. Les Français qui ont persisté dans ce système mauvais, sans doute parce que leur manie de centralisation a été réfractaire à toutes les leçons, ont vu leurs affaires péricliter, car

elles ont été inévitablement mal conduites et en état d'infériorité vis-à-vis de celles de leurs concurrents étrangers. Un Brésilien des mieux placés dans le monde des affaires m'a raconté qu'au moment où la crise financière atteignait le pays, il y a quelques années, le ministre des Finances avait l'habitude de réunir de temps à autre les directeurs de banques afin de connaître leurs vues sur la situation. Un jour, le directeur de la banque française qui existait alors remarqua qu'il n'était plus convoqué et s'en plaignit. « Je ne vous invite plus, lui répliqua le ministre, parce que lorsque je vous demande un avis vous me répondez que vous avez besoin de consulter Paris. Comme je puis le faire moi-même par mes agents, vous reconnaîtrez que je n'ai pas besoin de votre concours. » C'est ainsi que nous nous amoindrissons aux yeux des Brésiliens.

Enfin, le personnel français est trop changeant ; sa conduite s'en ressent naturellement, elle est mal assurée et son crédit en est diminué au Brésil comme en France.

Notre expansion souffre aussi d'une sorte de crise de l'apprentissage. Ici la faute n'en est pas au machinisme, à la division du travail, à la concurrence excessive, elle tient plutôt à une imprévoyance déjà ancienne, à un dédain des conditions spéciales au milieu étranger et aussi à un manque d'énergie. Tout en voulant employer au dehors le surplus de nos forces, nous ne concevons pas encore très nettement ce dessein et nous sommes enclins à le considérer comme un pis aller ou une aventure au lieu de l'envisager comme une entreprise normale exigeant plus encore de méthode que de hardiesse. Aussi, nous préoccupons-nous rarement de préparer un personnel approprié, et naturellement souffrons-nous parfois de son insuffisance. Nos concurrents attirent dans leurs banques, dans leurs entreprises industrielles ou commerciales des jeunes gens instruits résolus à faire carrière à l'étranger et par conséquent décidés à acquérir l'expérience, la connaissance des hommes et des choses, enfin l'entraînement moral également nécessaire ; ils forment ainsi de véritables pépinières d'où sortent leurs employés, agents et hommes d'affaires. Cette préoccupation ne nous tient guère, nous nous en remettons au hasard du soin de recruter notre personnel et s'il fait défaut en France

nous le prenons à l'étranger; plutôt que de faire venir de jeunes Français, nous employons parfois les sujets indigènes que nous trouvons sur place; d'autres fois, nous nous embarrassons de jeunes compatriotes qui ne sont pas réellement décidés à vivre et à travailler hors de France, qui « s'expatrient », comme ils disent avec emphase, pour quelques années ou même quelques mois, en cédant au besoin de mouvement propre à leur âge ou à un vague désir d'aventures et de la sorte ont l'illusion d'accomplir un effort utile.

C'est pourquoi tant de maisons françaises passent à des mains étrangères quand leurs fondateurs se retirent; c'est aussi la raison de la pénurie de notre personnel pour l'extérieur, pénurie qui nous met sous la dépendance des étrangers.

Voici les erreurs qu'il importe avant tout de corriger. *Aucune réforme n'aboutira sans hommes capables;* seuls, ceux-ci pourront obtenir le succès qui enhardira et l'autorité qui réalisera les mesures nécessaires. Bien d'autres remèdes ont été préconisés et paraissent devoir donner de bons résultats, mais encore faut-il des hommes capables pour les appliquer. Il en faut pour mettre fin à cette déplorable habitude de nous confier à des étrangers; il en faut pour créer les banques d'exportation que l'on préconise, pour étudier et monter les affaires nouvelles, pour donner à nos fabricants des avis propres à les convaincre. C'est donc à les choisir, à les former et surtout à les conserver que nos efforts doivent tendre.

Il serait injuste de passer sous silence les efforts accomplis depuis quelque temps en vue de réagir contre ces mauvaises habitudes. Plusieurs grandes entreprises créées récemment ont été dotées d'un personnel soigneusement choisi et d'une valeur incontestable; elles n'ont pas eu à s'en repentir. Mais ces efforts sont encore trop récents pour en conclure à un changement radical dans notre manière de faire; souhaitons seulement qu'ils durent.

CAPITAUX

Nos mouvements de capitaux avec le Brésil sont considérables. Nous exportons sous forme de souscriptions aux

emprunts de l'Union, des Etats et des municipalités, de créations d'entreprises industrielles avec ou sans l'association de Brésiliens ou d'étrangers ; nous importons sous forme de revenus et de bénéfices.

Aucune statistique n'enregistrant ces mouvements, ils échappent à toute analyse exacte, et pour les évaluer il faut se contenter d'approximations, suffisantes d'ailleurs pour l'objet que nous nous proposons.

On trouvera aux annexes un tableau des titres cotés au marché de Paris, marché officiel et marché libre. L'ensemble de ces titres atteint actuellement (mai 1910) 3 milliards de francs et, d'après les avis les plus compétents, on estime que la valeur de ceux qui sont entrés dans les portefeuilles français dépasse 1 400 000 000 de francs. Bien que ces chiffres ne tiennent pas toujours compte des amortissements, ils sont probablement inférieurs à la réalité, car beaucoup de valeurs brésiliennes absorbées par l'épargne française ne figurent pas sur cette liste.

Aussi est-on en droit de penser que l'ensemble de nos placements en valeurs mobilières brésiliennes approche de 1 500 000 000 de francs.

Trois remarques importantes sont à faire :

Nos placements au Brésil ont augmenté dans de très notables proportions au cours de 1908 et de 1909 et le mouvement continue.

Au commencement de 1908, on évaluait à 1 200 000 000 de francs le capital nominal des titres brésiliens négociés au marché officiel et à plus de 400 000 000 de francs la part des capitalistes français. Actuellement ces chiffres seraient respectivement de 1 800 000 000 francs et 900 000 000 francs. Nous aurions plus que doublé nos achats en deux ans.

Quant au marché libre, si nous y relevons les titres émis en 1908, 1909 et au commencement de 1910, nous trouvons un capital nominal de plus de 700 000 000 de francs et nous pouvons, sans exagération, évaluer à plus de 50 pour 100 la part française, environ 400 000 000 de francs.

En second lieu, si l'on observe les circonstances de ces placements, les intermédiaires qui les ont présentés au public français, les sociétés qui ont ainsi fait appel à notre épargne, on est frappé de la proportion considérable d'étrangers qui

ont introduit ces titres sur le marché français, d'Anglais, d'Américains et de Brésiliens surtout qui travaillent avec nos capitaux. Cette proportion a diminué fort heureusement, car il y a trois ans elle dépassait et de beaucoup la part des établissements français.

Enfin, troisième remarque, nos préférences semblent aller vers les placements à revenus fixes, fonds d'Etats ou obligations, nous préférons louer nos capitaux plutôt que de les faire travailler nous-mêmes, nous contenter d'un bénéfice plus modeste que nous espérons plus sûr.

Nous abandonnons ainsi une partie des profits à attendre de l'activité de nos capitaux et une partie considérable. Cette activité crée l'outillage économique des Etats et des villes, elle enfante des industries nouvelles ; à ces fins, elle emploie non seulement les ressources du Brésil en hommes et en matériaux, mais aussi celles de l'étranger également en hommes et en produits fabriqués. Ainsi se prépare l'avenir et s'ouvre de grandes perspectives de nouveaux profits ? Où iront-ceux-ci ? Naturellement à ceux qui dirigent les entreprises.

Longtemps nous avons abandonné ces profits inconsidérément à d'autres mieux avisés qui les recueillaient soigneusement. Prêteurs d'argent, nous laissions à ceux qui l'employaient toute liberté pour les achats de matériel, les engagements de personnel technique, la direction des entreprises, liberté dont ils usaient en faveur de leurs nationaux, car l'insouciance française à cet égard est unique dans le monde, et pour développer leur activité économique, au préjudice de la nôtre, en un mot pour se fortifier de toutes manières *contre nous*.

En 1909, l'importance de nos placements de toutes sortes au Brésil devait être de plus de 700 millions de francs, mais ils étaient si bien dissimulés sous des étiquettes étrangères que les Brésiliens pouvaient de bonne foi déplorer l'abstention des capitaux français. Comment aurait-on connu leur existence puisque la plupart du temps ils cachaient leur nationalité. Nous avions souscrit aux emprunts, nous avions mis des fonds dans de nombreuses sociétés et entreprises, mais trop souvent nous avions gardé l'anonymat et c'est avec des banquiers, des industriels, des hommes d'af-

faires anglais, allemands, américains, belges, que les Brésiliens avaient traité. Les deux parties avaient débattu les conditions au mieux de leurs intérêts. Au prêteur d'argent on payait un loyer ; que pouvait-il réclamer de plus? Etait-ce à des étrangers de montrer plus de sollicitude pour les intérêts français que les Français eux-mêmes? Evidemment non, et c'est pourquoi l'argent français, abandonné à des mains étrangères, *travailla trop souvent contre l'industrie française.*

Cet aveuglement si étrange paraît avoir pris fin depuis quelque temps. La diminution de nos importations éveilla notre attention; nous nous aperçûmes que les ventes de nos concurrents s'accroissaient des achats payés avec notre argent. Nous voulûmes changer de méthode et y réussîmes dans une certaine mesure.

Ces premiers succès étaient un encouragement pour l'avenir et en même temps la condamnation le passé. Mais l'influence de ce passé ne peut disparaître d'un trait de plume, et c'est pourquoi il faut se résigner à souffrir encore des conséquences de notre ancienne attitude et n'attendre leur disparition complète que de la persistance de nos efforts.

Au commencement de 1909, la Fédération des Industriels et des Commerçants français prit la résolution suivante :

« Considérant que la France « banquier du monde » rend un vrai service aux puissances étrangères en leur prêtant les capitaux de son épargne;

« Considérant que le gouvernement peut, en réclamant, en échange de l'admission à la cote de ces valeurs, des avantages pour notre industrie (commandes ou tarifs de douane réduits), pour notre agriculture (diminution de droits d'entrée), corriger les conséquences néfastes de l'emploi de notre épargne à ces emprunts et non au développement de notre industrie, de notre commerce et de notre agriculture;

« Considérant que c'est là un usage de plus en plus constant en d'autres pays et qu'il serait intolérable que nos capitaux servissent à développer et à enrichir des industries rivales des nôtres, tout au moins sans compensation;

« Considérant que notre gouvernement est entré récemment dans cette voie et que nous n'avons eu qu'à nous en féliciter;

« La Fédération des Industriels et des Commerçants français émet le vœu :

« Que notre ministre des Finances n'accorde plus l'admission à la cote des emprunts d'États étrangers sans obtenir en cette occasion quelques commandes ou concessions pour notre industrie ou notre agriculture. »

On ne peut qu'applaudir aux intentions qui ont dicté ce vœu, et souhaiter que les capitalistes français, responsables de la situation, y souscrivent eux aussi, car alors l'intervention officielle sera certainement superflue et nous aurons gain de cause sans elle.

L'attitude ancienne des capitalistes français, je ne dis pas des banques françaises, infirme d'ailleurs le vœu de la Fédération des Industriels et des Commerçants français. A-t-elle été celle d'un banquier? Non, au Brésil, tout au moins jusqu'à ces dernières années elle était plutôt celle d'un bailleur de fonds anonyme ne recherchant qu'une rente fixe et refusant tout autre avantage de peur des risques.

Le banquier traite directement avec son client; il pose ses conditions et refuse son concours si elles ne sont pas acceptées. Est-ce le cas des capitalistes français qui se confient aux intermédiaires étrangers et souvent même les recherchent.

Si nous voulons être les banquiers du Brésil comme nous le pouvons, traitons avec lui directement, fixons nos conditions et tenons-nous-y fermement. A ces rapports directs, notre client gagnera comme nous-mêmes. Nous apprendrons à mieux le connaître, à travailler d'une manière plus profitable et comme les bons comptes font les bons amis, nos relations seront plus solides et plus intimes. Mais si l'initiative privée comprend mal ses intérêts, ne comptons pas trop sur l'action officielle pour corriger ses erreurs. Le remède n'est pas sans inconvénients.

Un changement dans notre manière de faire apparaît depuis quelque temps, et comme il fallait s'y attendre soulève l'opposition de ceux qui profitaient de notre insouciance inconcevable. Parfois c'est avec nos armes, c'est-à-dire notre argent, qu'ils nous combattent. C'était à prévoir. Nous avons trop souvent manqué de ténacité pour qu'on ne suppose pas qu'il en sera encore une fois de même. Il n'y a pas à s'en

émouvoir, si nous sommes réellement décidés à exiger notre droit.

L'épargne française est une grande force nationale. Elle peut beaucoup non seulement pour l'expansion économique de la France mais aussi pour sa diplomatie; elle l'a prouvé en maintes circonstances. Aussi a-t-elle un rôle extrêmement important à jouer, au Brésil en particulier, où la mise en valeur du pays absorbera des quantités énormes de capitaux. Mais à la condition essentielle qu'elle soit dirigée vers un but déterminé à l'avance et employée avec méthode, en un mot que son action organisée. Cette organisation a longtemps fait défaut au Brésil et à l'heure qu'il est, on ne peut pas encore dire qu'elle existe.

Notre force d'épargne est énorme; M. Yves Guyot, dans un article paru dans la *Financial review of reviews*, l'évaluait à 2 milliards et demi chaque année. M. Edmond Théry, dans l'*Economiste européen*, a cité les chiffres suivant concernant la période de 1904 à 1908.

	PLACEMENTS EN MILLIONS DE FRANCS		
	en France.	à l'étranger.	Totaux.
1904	441	2 885	3 326
1905	886	3 001	3 887
1906	870	4 206	5 076
1907	968	1 879	2 847
1908	732	2 749	3 481

L'énormité de cette force rend plus impérieuse encore la nécessité de son organisation en vue de l'action au dehors sous peine de l'exposer à s'épuiser et trop souvent même à se nuire.

Il serait facile de citer des exemples. On a vu des gouvernements étrangers faire appel à notre épargne pour payer des achats de matériel de guerre, de chemins de fer, de ports, etc., qu'ils refusaient de commander dans nos usines, et pendant que la diplomatie française s'efforçait de défendre notre industrie, nos capitalistes paralysaient son action en s'entendant avec nos adversaires pour leur prêter l'argent nécessaire. Que d'entreprises étrangères l'ont emporté sur des concurrents français, grâce aux appuis financiers qu'elles

trouvaient en France. Dans toutes ces affaires, l'intérêt privé l'emportait sur l'intérêt général et le souci du présent sacrifiait l'avenir. Calcul dangereux, car à accepter ainsi une sujétion étrangère, à s'abandonner à ce rôle effacé, on se livre pieds et poings liés à un associé qui abuse chaque jour davantage de sa supériorité.

M. Yves Guyot a observé que le Français, grand exportateur de capitaux, n'a qu'une force négative pour les accumuler : réduire ses dépenses personnelles. S'il renonce à les faire concourir au développement de l'industrie française ou à les employer lui-même à l'étranger, il s'expose ainsi à un danger sérieux. Le mouvement d'expansion qui s'est emparé de toutes les nations tend à développer la surproduction sous toutes ses formes ; d'anciens marchés de consommation deviennent à leur tour centres de production et se ferment plus ou moins à l'importation étrangère. La conquête des débouchés est une lutte de plus en plus acharnée. Actuellement, cette surabondance atteint surtout l'industrie, mais n'est-il pas à supposer qu'elle s'étendra un jour aux capitaux ? Certains symptômes semblent l'annoncer, car on voit déjà en maintes circonstances les capitaux de diverses nationalités se disputer les placements à l'exemple des produits industriels. Si pareil phénomène vient à se généraliser et si les capitalistes français conservent l'habitude de s'abandonner à des mercenaires étrangers, ne risquent-ils pas d'être un jour trahis et de voir les débouchés qu'ils auront négligé d'occuper eux-mêmes se fermer devant eux. Avec des forces affaiblies dans l'inaction comment seront-ils capables de soutenir la lutte ?

De quelque côté que l'on envisage la question, on en arrive donc à cette conclusion que l'intérêt privé aussi bien que l'intérêt général commande au capitaliste français voulant employer ses fonds à l'étranger, de *les faire travailler dans des entreprises françaises, c'est-à-dire dirigées en tout ou partie par des Français et faisant appel à l'industrie française*.

En ce qui concerne le Brésil, il est indispensable que nos forces financières et industrielles s'unissent afin de travailler ensemble et de se prêter un appui mutuel.

La condition première de cette union, la base de cette

organisation devrait être une banque française, banque destinée à servir les intérêts de notre commerce, de notre industrie et de nos capitaux. Les inconvénients pour notre commerce de l'obligation où il est actuellement de passer par l'intermédiaire des banques étrangères sont connus. Ils sont tels qu'ils s'opposent à tout développement sérieux. De son côté, notre industrie aurait besoin d'être mieux renseignée sur les occasions qui offrent un emploi à son activité. Actuellement, ce service d'information est livré au hasard des rencontres et des initiatives. Des affaires intéressantes passent inaperçues ou sont connues trop tardivement, d'autres sont difficiles à étudier. Beaucoup de Brésiliens en relations d'affaires avec la France seraient disposés à travailler avec nous. Mais encore faut-il choisir avec discernement. Seule une banque puissante peut rendre ces services, grouper ces forces, les organiser et en tirer le parti utile.

Cet organe serait un appui pour nos capitalistes, d'autant plus puissant que serait plus étendu son rayon d'action, que s'affirmerait davantage la nécessité de son intermédiaire, qu'augmenterait l'importance des intérêts représentés.

Dans notre action au Brésil, cette banque jouerait un rôle essentiel dont l'absence actuelle a déjà causé des préjudices graves et reste un danger pour l'avenir. Elle unirait et coordonnerait nos forces isolées, sans cohésion, abandonnées à elles-mêmes et par conséquent faibles.

Il est nécessaire de grouper nos forces financières et industrielles au Brésil, de créer entre elles des liens de solidarité non point pour entraver leur autonomie, mais pour donner à leur conduite une direction générale, autrement dit, il est indispensable d'avoir une politique économique et de l'appliquer méthodiquement. Il faut que nos forces s'entr'aident dans la recherche, l'étude et la conquête des affaires nouvelles, opérations de crédit, grandes entreprises industrielles, travaux publics, ainsi que dans le contrôle de celles qui sont mises sur pied.

Cette *union* est, on peut l'affirmer sans la moindre hésitation, la condition *sine qua non* de la prospérité et même de la vitalité de nos œuvres au Brésil.

L'union de leurs forces est la base sur laquelle les Anglais, les Allemands et, en dernier lieu, les Américains ont édifié leur fortune au Brésil et c'est par leurs banques qu'elle a été créée et entretenue. C'est en ce point central que viennent aboutir leurs efforts et c'est de là que partent les directions générales qui coordonnent les initiatives privées. L'exemple est à retenir; souhaitons que nous sachions l'imiter.

ACTION MORALE

Nous venons de passer en revue les liens commerciaux et financiers, mais il en est d'autres plus généraux, non moins utiles à connaître et à resserrer. Leur origine est ancienne et remonte aux débuts de la conquête du Brésil.

Combien de gens en France se doutent que leurs ancêtres du seizième siècle prétendirent disputer le Brésil aux conquistadors portugais. Quels droits la France avait-elle sur le Brésil à ce moment ? Les mêmes que le Portugal, répondait François Ier : « Je voudrais bien qu'on me montrât l'article du testament d'Adam qui partage le Nouveau Monde entre mes frères, l'empereur Charles-Quint et le roi de Portugal, en m'excluant de la succession. »

Et de hardis aventuriers s'élançaient des côtes de Bretagne ou de Normandie à la conquête des terres inconnues. L'un d'eux, Nicolas Durand de Villegagnon, chevalier de Malte, fonda en 1554 le premier établissement colonial dans la baie de Guanabara, aujourd'hui baie de Rio de Janerio, qui fut l'origine de la ville fondée un peu plus tard par les Portugais en 1567. Unanimement, les Portugais reconnaissaient l'habileté de ce Français qui, après avoir occupé le point le plus important du Brésil, s'était concilié les sauvages jusqu'à la capitainerie de Saint-Vincent, à plus de 300 kilomètres dans le sud, par une humanité et une libéralité qui contrastait avec la cupidité portugaise. A cette époque, Men de Sa, gouverneur de Bahia, écrivait à la cour de Lisbonne : « Villegagnon n'agit pas avec les sauvages de la même manière que les Portugais. Il est libéral à l'excès et

observe une stricte justice. Si l'un de ses gens commet une faute, il est immédiatement pendu ; aussi est-il craint de ces derniers et adoré des naturels. Il les fait instruire dans l'usage des armes et comme la tribu avec laquelle il est allié est très nombreuse et l'une des plus braves, il peut devenir bientôt extrêmement redoutable. » Le danger était si menaçant que les Portugais le prévinrent en attaquant l'établissement français. Après plusieurs tentatives infructueuses, ils réussirent à s'en emparer et à le détruire en 1560. Villegagnon, abandonné par la cour de France qui était absorbée par les luttes religieuses de l'époque, avait quitté le Brésil quelque temps avant pour aller chercher des secours. L'auteur de la relation de cette entreprise courte mais glorieuse, M. Arthur Heulard, à qui ces détails sont empruntés, a pu écrire avec raison : « Ce n'est pas Villegagnon qui perdit le Brésil, ce serait plutôt Coligny et c'est certainement le roi de France. » Opinion confirmée par l'historien anglais Southey quand il dit dans son histoire du Brésil que, sans la querelle religieuse, Rio de Janeiro serait devenu probablement la capitale d'un immense empire français. Le souvenir de Villegagnon s'est perpétué à Rio de Janeiro : la petite île, à l'entrée de la baie où il avait construit un fort, porte toujours son nom.

Quarante ans plus tard, au commencement du dix-septième siècle, un Tourangeau, Charles de Vaux, fut l'instigateur, sur les côtes septentrionales du Brésil, d'une nouvelle tentative de colonisation française dirigée par Daniel des Touches, seigneur de la Raverdière. Le 6 août 1612, il bâtit le village Saint-Louis et quatre forts sur le rivage qui est aujourd'hui celui de l'Etat de Maranhao. Mais cet établissement ne dura que trois ans ; attaqué par les Portugais et abandonné également par son gouvernement, la Raverdière finit par être vaincu. Quatre cents Français retournèrent en Europe, mais le plus grand nombre demeura au Brésil et de cette seconde entreprise il ne resta que le nom conservé à la capitale du Maranhao, Sâo Luiz, et le souvenir d'une correspondance chevaleresque entre les chefs français et brésiliens.

Pendant la guerre de la succession d'Espagne, deux expéditions françaises furent envoyées contre les colonies portugaises. La première échoua, mais la seconde, commandée

par Duguay-Trouin, réussit : Rio de Janeiro fut pris et rançonné.

Il ne semble pas que ces événements, qui mettaient aux prises Français et Brésiliens, aient laissé des ressentiments chez ces derniers. Durant le dix-huitième siècle, le mouvement libéral qui prit naissance en France traversa l'Atlantique. C'était le moment où les colonies souffraient plus que jamais du joug de la Métropole. Deux siècles d'explorations et de combats, de luttes contre la forêt vierge et contre les sauvages avaient développé leurs forces et éveillé la conscience de leurs droits; or, par une coïncidence fatale, l'avidité et l'égoïsme de la mère patrie étaient de plus en plus insatiables et tyranniques. Aussi l'esprit de révolte perçait-il partout.

D'un côté les créoles, Portugais de droit, Brésiliens de fait, de l'autre les agents de la cour de Lisbonne, Portugais européens de passage au Brésil, mais restant attachés au Portugal par les liens de famille, de société, de fortune : les « forasteiros » (étrangers) comme on les appelait. Entre les deux camps, l'entente est impossible, l'un veut peupler le Brésil et y fonder une nation, l'autre n'y voit qu'une exploitation livrée à son bon plaisir. La lutte est engagée, tantôt sourde, tantôt vive.

Devant ces Brésiliens que l'instinct de la conservation poussent à l'indépendance, les philosophes français font briller la lumière qui éclaire le but et le chemin. A ces patriotes sans patrie, à ces citoyens sans cité s'agitant confusément, le génie français apporte la conception philosophique qui fixera les idées. Dès cette époque, nombre d'entre eux passent la mer et viennent étudier en France, et parmi ces étudiants beaucoup seront plus tard à la tête des mouvements en faveur de l'indépendance. Plusieurs des auteurs de la révolution de « Tiradentes », qui y perdirent la vie et sont aujourd'hui considérés comme des martyrs de l'indépendance brésilienne, avaient étudié à Montpellier, à Bordeaux et à Nîmes. Ainsi la France soutenait et guidait les premiers pas du Brésil vers la liberté. Elle allait d'ailleurs en avancer l'heure, par un contre-coup de sa Révolution : en 1807, les armées de Napoléon envahissant le Portugal, la famille royale se réfugiait au Brésil où elle arrivait le

7 mars 1808, à Rio de Janeiro, et le régent y était acclamé comme empereur du Brésil, apportant ainsi la souveraineté qui ne devait plus sortir du pays; la colonie avait cessé d'exister, à sa place se dressait une nouvelle nation.

Avec raison, les Brésiliens voient dans la Révolution française l'aurore de leur libération et, par reconnaissance, ont adopté le 14 juillet 1789 comme fête nationale, la fête de la liberté.

Quand en 1815, les premiers Français débarquèrent à Rio de Janeiro, ils furent accueillis avec la plus vive sympathie et dès lors l'influence française grandit dans le nouvel empire, *influence intellectuelle* avant tout, *influence du génie français* plutôt que des Français, qui s'élève au-dessus des conflits économiques ou politiques et que ne réussit pas à entamer la prédominance des éléments allemands, italiens ou portugais dans le peuplement du pays. L'empereur dom Pedro II donna l'exemple de cette intellectualité française et l'entrée dans sa famille d'un prince français vint encore la renforcer.

Au commencement et dans le courant du dix-neuvième siècle, Joachim Lebreton, membre de l'Institut de France, les peintres Nicolas Taunay, J.-B. Debret, les sculpteurs Auguste Taunay, Marc Ferrez, les graveurs Zéphirin Ferrez et Simon Pradier, l'architecte Grandjean de Montigny créent l'Académie de Rio de Janeiro, l'école des Beaux Arts; un Français, Leloy, fonde le journal qui devait devenir un peu plus tard sous la direction d'un autre Français, le *Jornal do commercio*, l'organe le plus important du pays; des savants comme Auguste Saint-Hilaire, des marins comme E. Mouchez, des économistes comme Horace Say explorent le Brésil, étudient sa faune, sa flore, sa géologie, son commerce; un ingénieur Gorceix crée la première école des mines dans l'Etat de Minas Gerâes; les législateurs s'inspirent des codes napoléoniens; vers 1850, les sœurs de Charité appelées par l'empereur fondent des hôpitaux, créent des collèges pour l'éducation des jeunes filles de l'aristocratie et de la bourgeoisie, et d'autres congrégations les suivent pour travailler à l'instruction de la jeunesse des deux sexes qui reçoit ainsi dès l'enfance une empreinte française; enfin la révolution de 1889 d'où sortit le régime actuel du Brésil est

faite par des adeptes du positivisme français dont la devise : « Ordre et Progrès » a été inscrite sur le drapeau de la jeune République.

L'auteur, Brésilien, du chapitre consacré à la littérature dans *le Brésil* (ouvrage déjà cité) a donc pu écrire en toute exactitude que « la France avait été pour nous une maîtresse dont nous avions suivi docilement les leçons ; nos principaux hommes de lettres avaient puisé leur instruction à Paris même ou passaient leur vie dans la fréquentation des auteurs français. Cette influence s'est étendue jusqu'à nos jours. »

Malgré la faiblesse numérique de notre émigration et l'infériorité de notre commerce, la langue française a pénétré partout dans le pays entraînant avec elle notre influence intellectuelle. Aussi est-elle sue aujourd'hui plus ou moins par toute personne instruite et est-elle très souvent usitée comme véhicule de l'enseignement supérieur, au point que l'intellectualité des classes dirigeantes est pour ainsi dire française. Ainsi s'explique cette fascination que, de leur propre aveu, la culture française exerce sur les Brésiliens et voilà pourquoi beaucoup parmi eux proclament qu'ils considèrent la France comme leur patrie intellectuelle.

Mais faisons attention que si le sentiment et un certain instinct ont eu leur part dans cette attraction, les raisons d'utilité ont été et restent prédominantes. C'est en effet l'utilité de notre concours pour sa libération, son développement intellectuel, moral, voire même industriel, qui a décidé et fortifié l'inclination du Brésil vers la France plutôt que vers un autre pays latin, anglais ou germanique. La remarque est importante, nous la rappellerons plus loin.

Actuellement, voici la place du français dans l'enseignement.

Dans l'enseignement secondaire, le français est enseigné dans toutes les écoles. Il est obligatoire pour l'admission aux écoles supérieures du gouvernement. On exige en outre des connaissances d'anglais ou d'allemand, au choix. A l'École de pharmacie, le français seul est obligatoire. A l'École normale, il y a trois années de français, pas d'anglais ni d'allemand. A l'Académie de commerce, il y a quatre années de français, trois d'anglais ; l'allemand n'est enseigné que

dans les cours supérieurs, ainsi que l'italien et l'espagnol. A l'Ecole des arts et métiers, deux années de français. Dans beaucoup de cours gratuits, la langue française est placée en première ligne.

Aussi voit-on chez les libraires les livres français occuper une place presque aussi importante que les livres portugais. « Pour l'Ecole de médecine, tous les livres adoptés sont français. De même pour les Ecoles polytechnique et de sciences appliquées. Il est à noter que les livres allemands ou anglais, aussi bien pour ces branches que pour la littérature, sont lus dans les traductions françaises. Pour le droit, la vente des livres français est moins grande parce que le code brésilien diffère du code civil français et aussi parce qu'il a été publié beaucoup d'ouvrages de droit brésilien. » Ces renseignements émanent de la première librairie de la capitale.

Une autre preuve de la diffusion du français dans les classes instruites ressort des statistiques de la bibliothèque municipale de Rio de Janeiro. En 1907, sur 43 639 ouvrages consultés, 28 288 étaient portugais, 12 399 français, 913 anglais, 572 italiens, 506 espagnols, 504 latins, 187 allemands et 270 de diverses langues.

Pendant la saison théâtrale, les tournées des troupes de comédie française attirent un grand nombre de spectateurs appartenant à toutes les classes de la société et au monde des étudiants.

Ces quelques faits illustrent et expliquent les déclarations des hommes les plus autorisés sur l'intellectualité brésilienne.

En 1906, au Havre, lorsque de grandes fêtes furent organisées en l'honneur d'un navire de guerre brésilien de passage, M. de Piza, ministre du Brésil à Paris, revendique hautement pour son pays la noblesse latine.

« ... Nous venons de la civilisation occidentale et nous sommes les héritiers des richesses accumulées sur le continent européen par des siècles de luttes, de travaux, de méditations et d'efforts... Nous venons de très loin dans l'histoire et nous porterons très haut votre civilisation dans l'avenir le plus lointain... Lorsque la lutte s'est engagée entre la culture latine et l'islam, nous étions à Poitiers et à Lépante pour

repousser hors de France l'invasion belliqueuse des Arabes et des Turcs... Nous sommes des Européens transplantés en Amérique... Constitués en pays indépendant, nous avons adopté d'abord la monarchie constitutionnelle et nous avons mis ce régime en pratique très sérieusement, sous la direction éclairée de l'empereur dom Pedro. Aujourd'hui, grâce au progrès de la raison nationale, nous sommes en république... »

Guillaume Ferrero, au cours des conférences qu'il fit au Brésil en 1907, proclama la nécessité de l'union pour toutes les nations latines de l'Ancien et du Nouveau Monde et définit ainsi le rôle attribué à celles-ci dans l'avenir.

« Dans l'inventaire des biens que possèdent aujourd'hui les enfants de Rome, vos terres, ô Sud-Américains, sont la grande réserve et l'espoir de l'avenir ; elles sont la richesse qu'il appartient au temps d'augmenter indéfiniment, de « valoriser » comme vous dites, au profit commun, le vôtre et le nôtre. Généralement les progrès futurs des États sud-américains, le peuplement et le rendement de vos immenses territoires sont considérés d'un point de vue purement économique ; de toute part, ici comme en Europe, les imaginations excitées par la convoitise supputent les immenses trésors qui devront sortir de vos plaines, du sein de vos montagnes, de vos forêts. A mon sens pourtant, la question a encore un autre aspect plus important : c'est que les progrès de ces États, le développement de leur population, de leur richesse et de leur culture, doivent remplir dans l'avenir sur un champ infiniment plus vaste, le même rôle que remplirent dans le monde antique les progrès de la Gaule romaine.

« De même que la Gaule se romanisant, se civilisant et s'enrichissant rétablit dans l'univers l'équilibre entre les provinces de l'Occident et de l'Orient, de même l'Amérique du Sud en se développant doit surtout rétablir dans le monde au profit des Latins, l'équilibre un peu altéré au profit des Anglo-Saxons par suite des progrès des États-Unis de l'Amérique du Nord... C'est surtout d'une plus grande union que le monde latin a besoin...

« Nous, peuples latins, nous avons à notre disposition les moyens suffisants de continuer à développer brillamment, avec originalité, notre civilisation, à la condition que nous-mêmes ne nous découragions pas, à la condition que nous

ne visions pas à nous déchirer les uns les autres, à la condition que nous sachions emprunter aux cultures rivales ce qu'il y a en elles de bon, de fort, mais sans dénaturer notre génie ni lui ravir sa fibre originale. Nous avons au-dessus de tout en Europe la France, c'est-à-dire la nation la plus cultivée du monde, la seule qui pourrait définir la synthèse de la civilisation moderne parce qu'elle est la seule qui sait équilibrer toutes les forces antagonistes se disputant la domination du monde... La France peut mettre à la disposition de notre culture d'immenses capitaux, un prestige historique merveilleux, la tradition d'une civilisation recherchée, l'une des plus florissantes cultures et un empire colonial comprenant de vastes espaces en Afrique et en Asie. Nous avons encore l'Italie dont la prodigieuse fécondité est une des forces productrices du vertigineux progrès de notre temps... »

Enfin, les paroles du président de la République, Affonso Penna, recevant le ministre de France en 1907, sont également caractéristiques : « ... Depuis longtemps votre patrie est la principale inspiratrice intellectuelle des peuples d'origine latine et la fascination que la culture française exerce sur l'esprit brésilien est la plus forte expression de la sympathie que la France inspire à notre pays. »

J'en ai dit assez pour montrer la nature et la puissance des liens moraux qui existent entre la France et le Brésil.

Il est agréable de constater la force de cette affinité intellectuelle, de récolter le produit des semailles de nos ancêtres, mais on ne saurait s'abandonner à ce charme. Que faisons-nous pour cultiver cette précieuse végétation ?

Certes, l'éclat du foyer intellectuel français est toujours aussi vif, son attraction toujours aussi puissante et nous conservons ainsi notre principal moyen d'influence ; mais ce n'est pas le seul et d'autres pour être moins importants ne doivent être pas négligés. Prenons-nous soin, par exemple, de répandre cette lumière comme l'ont fait les bons ouvriers qui nous ont précédés ? Hélas ! ceux-ci ont disparu les uns après les autres et leurs successeurs aujourd'hui sont bien peu nombreux. Nous avons manqué de persévérance, nous avons laissé prendre des places qu'il ne dépendait que de

nous de conserver. D'autres lumières luisent en même temps que la nôtre, de nouvelles attractions se font sentir, celles-ci plus actives. A trop rester chez nous à attendre nos clients habituels, nous risquons de les voir nous abandonner.

Le souci des intérêts matériels qui grandit de jour en jour l'emporte de plus en plus dans l'utilitarisme des peuples. Dans leurs relations étrangères, les vieilles nations recherchent des débouchés pour leur industrie, pour leurs capitaux, leur natalité, les jeunes demandent les forces nécessaires à leur croissance économique et industrielle, à la mise en valeur de leurs richesses naturelles, à leur peuplement. Ces facteurs l'emportent dans les sympathies internationales. Plus que jamais, « la langue suit le commerce », et il est difficile de concevoir une influence intellectuelle se conservant intacte sans l'appui d'une influence économique.

Le français n'a plus aujourd'hui au Brésil le monopole dont il a joui longtemps ; les programmes scolaires font une part de plus en plus large à l'anglais et à l'allemand et les parents insistent pour que ces deux langues soient enseignées à leurs enfants. Les rapports chaque jour plus fréquents avec les États-Unis, l'extension des sociétés industrielles et des banques anglaises et nord-américaines répandent l'usage de l'anglais. Un fait peu important en apparence vaut la peine d'être cité comme exemple des conséquences inattendues de certaines causes. Les paquebots français qui, autrefois, transportaient en Europe une bonne partie de la haute société brésilienne habituée à voyager fréquemment pour son plaisir ou ses affaires, ont vu diminuer cette clientèle quand ils ont été distancés en confortable et en élégance par leurs concurrents anglais d'abord, allemands ensuite, puis italiens et hollandais, et les voyageurs qui ont appris l'anglais pour leur commodité, ont contribué à en étendre l'usage dans leur cercle. Déjà des étudiants en médecine, des élèves ingénieurs vont aux États-Unis, des officiers de marine en Angleterre, des officiers de l'armée de terre en Allemagne. Nous continuons à recevoir un grand nombre de ces étudiants et de ces jeunes officiers dans nos universités et nos grandes écoles, mais nous avons des concurrents qui recherchent cette clientèle et s'ingénient à l'attirer avec l'aide de leur activité commerciale et de leur forte natalité.

L'utilité du français aux yeux des Brésiliens conservera d'autant plus de valeur que notre activité économique se développera au Brésil, que nos industriels et nos financiers coopéreront *directement* à la mise en valeur du pays, que les rapports avec eux seront plus importants et plus nombreux, autrement dit que *nous travaillerons davantage par nous-mêmes.* Notre commerce florissant autrefois a contribué à la propagation du français, il appartient à nos commerçants, industriels et financiers d'aujourd'hui de conserver et d'enrichir cet héritage précieux.

Le Brésilien éprouve pour la culture française un attrait puissant qu'aucun autre n'égale ; il suit avec la plus vive sympathie notre mouvement intellectuel, lit et connaît tous nos auteurs ; il est également sensible à notre production artistique. Enfin la France est le pays vers lequel vont tous ses rêves, le pays du bien-être et du plaisir, de l'élégance et du luxe, des idées nouvelles des grandes découvertes, des savants, des artistes, des philosophes.

De ces rêves, retenons la cause, le penchant pour le génie français. Nous y trouverons un auxiliaire puissant de notre expansion qui, si nous le voulons, nous assurera un grand avantage sur nos concurrents et contre-balancera notamment la faiblesse de notre émigration. Mais encore faut-il vouloir.

Vouloir, c'est non seulement faire l'effort qui convient, mais aussi le soutenir pendant le temps nécessaire. Par l'effort qui convient, comprenons l'adoption des moyens appropriés au milieu et, à temps nécessaire, ajoutons pour réussir quoi qu'il arrive, en dépit des obstacles, sans lassitude. Les deux conditions sont indispensables et inséparables : les meilleurs moyens ne valent que par la continuité de leur emploi et cette persévérance puisera sa force dans la conviction que la voie suivie a été choisie en pleine connaissance de cause.

Qu'on ne dise pas que nous manquons d'hommes capables d'économistes, d'ingénieurs, de commerçants ; utilisons d'abord ceux que nous possédons et sans doute suffiront-ils à une grande partie de nos besoins. Au Brésil, et ailleurs sans doute, le Français n'est pas incapable; à notre défaut les étrangers nous rendraient justice et seraient les premiers

à reconnaître que dans la conception des entreprises de toutes sortes, nous montrons une initiative, une ingéniosité et une valeur technique qui ne sont dépassées par aucune autre et souvent même ne sont pas égalées. Semeurs d'idées nouvelles, les Français ont rarement moissonné faute d'esprit de suite. Parfois ils se sont retirés trop tôt, d'autrefois, ayant réussi, ils ont passé la main à des étrangers oubliant que dans la concurrence toute place conquise doit être gardée soigneusement, sous peine de faire le jeu de ses adversaires et de mettre en infériorité les compatriotes qui viendront ensuite; défauts de ténacité, de prévision, de solidarité.

D'autres fois, ils ont pâti de la centralisation poussée si loin dans notre pays, centralisation commerciale et financière, qui congestionne la direction et anémie l'exécution. Au point central éloigné du terrain de l'action, on en connaît mal les conditions; les directions risquent d'être inopportunes, erronées, tardives et ainsi de paralyser les forces et de décourager les bonnes volontés. Que d'entreprises françaises commerciales, financières et industrielles ont été ruinées de la sorte, alors qu'elles possédaient toutes les chances de réussite; il aurait suffit qu'elles fussent dirigées sur place et non de France. Toute action lointaine doit être autonome, la vie l'enseigne tous les jours, mais en France on admet difficilement cette vérité et on s'y conforme plus rarement encore. Au lieu de se borner à une direction générale précise et claire, on veut conduire l'exécution des entreprises dans leurs moindres détails, ce qui est une prétention déraisonnable. Encore le mal pourrait-il être atténué si cet exclusivisme correspondait à un égal souci d'information. Mais les hommes dirigeants sont trop occupés pour se déplacer quand il s'agit de pays lointains; ils jugent sur des rapports, c'est-à-dire non point sur la réalité, mais sur les impressions de leurs informateurs et souvent à ce moment les situations ayant changé les rapports ne sont plus au point. Comment ne se tromperaient-ils pas ou mieux comment pourraient-ils ne pas se tromper?

Pour justifier cette centralisation, on objectera un défaut d'initiative, un sens de la responsabilité insuffisant chez les agents envoyés au dehors. L'argument est mauvais; nous possédons autant qu'un autre peuple des hommes

entreprenants et soucieux de leurs devoirs, mais encore faut-il les entraîner, car l'exercice seul fortifie ces ressorts.

La lutte de la vie internationale exige des lutteurs de caractère solidement trempé, réfléchis, prudents et hardis tout à la fois, enfin d'une énergie ferme et tenace. Ceux qui possèdent ces qualités l'emportent presque toujours sur les hommes plus intelligents et instruits, mais d'une âme moins virile. La principale difficulté de toute entreprise étrangère réside dans le choix de ceux qui la conduiront ; soyons en bien convaincus, apportons plus de précautions et de discernement dans ce choix et nous en serons amplement récompensés ; renonçons aux représentants médiocres pris au petit bonheur avec l'arrière-pensée de les lier étroitement par des instructions minutieuses, de les diriger pas à pas par le télégraphe, car ils ne nous apporteront que déceptions et insuccès. En vain multipliera-t-on les missions, les études, les enquêtes, en vain s'évertuera-t-on à dresser les plans les plus savamment combinés, à mettre sur pied les organismes les plus ingénieux, en vain s'efforcera-t-on à imiter les procédés des concurrents plus heureux, si le personnel convenable fait défaut.

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1

GOUVERNEMENT DU BRÉSIL ET DIVISIONS POLITIQUES

Le Brésil forme une république fédérative, avec le titre de « République des Etats-Unis du Brésil», qui se compose de vingt Etats, du territoire d'Acre et du district fédéral où est située la capitale de la République.

Cette république est régie par la Constitution du 24 février 1891 qui adopte le régime présidentiel et reconnaît trois pouvoirs : le législatif, l'exécutif et le judiciaire.

Le Congrès national se compose de deux Chambres : le Sénat, dans lequel chaque Etat et le district fédéral sont représentés par trois sénateurs, comprend soixante-trois sénateurs ; la Chambre des députés composée de deux cent douze représentants à raison d'un député par 80 000 habitants.

Le Président de la République, élu pour quatre ans, au suffrage direct par les citoyens, chef du pouvoir exécutif est seul responsable devant le Congrès national, le choix de ses ministres lui appartenant exclusivement. Ceux-ci sont au nombre de sept : ministres de l'Intérieur et de la Justice, des Relations Extérieures, des Finances, de l'Industrie et des Travaux Publics, de la Guerre, de la Marine, de l'Agriculture.

Les membres du pouvoir judiciaire de chaque Etat sont nommés par le gouvernement local et chaque Etat a ses lois spéciales.

Chaque Etat est régi par un président ou gouverneur élu.

Quelques Etats ont un Sénat et tous ont une Chambre des députés.

L'Eglise est séparée de l'Etat et la liberté des cultes est complète.

Tout citoyen brésilien majeur (vingt et un ans) sachant lire et écrire est électeur éligible; les étrangers naturalisés peuvent prétendre à toutes les charges, sauf à celle de président de la République.

La loi fondamentale de la nation a donc créé trois organismes distincts : l'Union ou gouvernement fédéral, les Etats qui constituent les unités fédérales de l'Union et les municipes qui représentent les unités constitutives des Etats.

L'Union possède la suprématie nécessaire à la direction de toutes les affaires d'ordre national, mais cette suprématie n'em-

piète pas sur l'autonomie des États qui est complète en ce qui regarde leurs intérêts propres, ni sur celle des municipes qui s'exerce également d'une façon exclusive en ce qui concerne les affaires municipales.

Les États sont régis par les lois spéciales qu'ils ont adoptées sans autre réserve que de se conformer aux principes constitutionnels de l'Union.

Les Brésiliens et les étrangers sont, dans l'ordre civil, sur un pied d'égalité complète devant la Constitution et les lois brésiliennes. La Constitution fédérale leur garantit « l'inviolabilité des droits concernant la liberté, la sûreté individuelle et la propriété ». Tant qu'il conserve sa nationalité d'origine, l'étranger habitant le Brésil est seulement privé des droits politiques.

ANNEXE 2

POPULATION DU BRÉSIL DEPUIS LE DIX-SEPTIÈME SIÈCLE

Années	Habitants	
1583 (Colonie portugaise)	57 000	*Le Brésil en* 1888.
1776 —	1 900 000	
1797 —	3 250 000	
1817-18 (Brésil)	3 817 900	
1830 —	5 300 000	Horace SAY, *Relations commerciales de la France et du Brésil*, 1839.
1872 (Recensement)	9 930 000	*O Brazil*, 1907-08.
1890	14 333 915	
1900	17 318 556	*Bulletin commémoratif de l'Exposition de* 1908. Direction générale de statistique.
1907	19 910 646	
1908	20 515 000	

La population augmente de deux façons : par l'excédent des naissances sur les décès et par l'immigration.

Il n'existe aucun renseignement certain permettant de calculer, pour le Brésil, le taux de l'excédent des naissances sur les décès. La statistique officielle ne donne d'indications à ce sujet que pour quelques-unes des principales villes. Les voici résumées :

MOUVEMENTS DE L'ÉTAT CIVIL DE QUELQUES-UNES DES VILLES PRINCIPALES DU BRÉSIL

Villes	Moyenne décennale 1898 à 1907.	Année 1907.	Population en 1907.	Taux p. 100 en 1907.
		NATALITÉ		
Rio de Janeiro (Distr. fédéral)..	19 212	20 878	811 443	25,72
Nictheroy	1 820	2 233	45 000	49,62
Sâo-Paulo......	9 564	10 767	286 000	37,64
Curityba.......	1 638	1 818	56 596	32,12
Florianopolis....	824	1 031	35 451	29,08
Porto Alegre....	2 969	3 375	100 000	33,75
Bello Horizonte.	565	742	17 615	42,12
		MORTALITÉ		
Rio de Janeiro (Distr. fédéral)..	17 720	16 045	811 443	19,77
Nictheroy	1 743	1 582	45 000	35,15
Sâo-Paulo......	4 872	5 762	286 000	20,14
Curityba.......	830	805	56 596	14,22
Florianopolis....	739	840	35 451	23,69
Porto Alegre....	2 361	2 855	100 000	28,55
Bello Horizonte.	327	401	17 615	22,76

ANNEXE 3

COMPOSITION DE LA POPULATION

D'après un document officiel, sur 16 626 991 habitants, en 1900, on comptait :

Hommes	8 437 073
Femmes	8 189 918

Les deux sexes étaient à peu près répartis par moitié, avec un léger avantage pour les femmes.

Voici la répartition au point de vue de l'âge :

Au-dessous de 15 ans..................	7 428 989
De 15 à 20 ans........................	1 782 668
De 20 à 50 ans........................	6 031 167
De 50 à 60 ans........................	726 767
Au-dessus de 60 ans et individus ignorant leur âge........................	657 400

Il y avait :

Célibataires	11 461 363
Mariés	4 409 897
Veufs et veuves	709 236
Divorcés	46 495

Enfin les principales professions étaient ainsi réparties :

Professions agricoles	4 868 686
— pastorales	152 984
— extractives (mines, pêche, cueillette du caoutchouc, etc.)	32 237
— manufacturières	195 599
— commerciales	322 858
— domestiques	2 358 759

RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR RACES

ANNÉES	POPULATION totale	BLANCS	INDIENS civilisés	NOIRS	MULÂTRES ou nègres	INDI[illegible] non [illegible]
1583...	57 000	25 000	18 500	14 000		
1817-18	3 817 900	1 043 000	259 400	1 930 000	526 500	
1835...	5 300 000	3 040 000		2 000 000		260 0[illegible]
1872...	9 930 478	1 959 452	386 955		1 959 452	
1890...	14 333 915	6 163 000	1 720 000	1 720 000	4 231 000*	
1900...	17 318 556					

* Chiffres approximatifs.

ANNEXE 4

SUPERFICIE ET POPULATION DU BRÉSIL EN 1908
D'APRÈS L' « ATLAS DO BRAZIL »

États	Superficie kilomètres carrés	Population	Densité par kilom. carré
Amazonas	1 672 987	350 000	0 2
Para	1 032 600	652 400	0 6
Maranhão	390 660	517 025	1 3

Etats	Superficie kilomètres carrés	Population	Densité par kilom. carré
Piauhy	232 712	425 000	1 8
Ceara	160 987	1 000 000	6 2
Rio Grande do Norte	41 246	407 200	9 9
Parahyba	58 400	408 508	7,0
Pernambuco	99 896	1 115 227	11 2
Alagoas	26 915	649 273	24 1
Sergipe	23 268	373 133	16 0
Bahia	536 867	2 335 000	4
Minas Gerâes	588 547	3 820 919	6 5
Espirito-Santo	43 675	201 600	4 6
Rio de Janeiro (Etat)	41 460	1 068 782	25 8
District fédéral (capitale)	1 165	811 443	581 9
Sâo-Paulo	263 899	2 567 734	9 7
Parana	190 277	360 000	1 9
Santa-Catharina	111 807	405 800	3 6
Rio Grande do Sul	239 187	1 149 761	4 8
Matto-Grosso	1 435 895	157 000	0 1
Goyaz	692 025	340 000	0,5
Acre	175 375	40 000	0 2
Baie de Rio de Janeiro	410		
TOTAL	8 061 620	19 155 805	2 4

ANNEXE 5

IMMIGRATION AU BRÉSIL DEPUIS 1820

1821-30	9 105
1831-40	2 838
1841-50	7 055
1851-60	121 747
1861-70	97 571
1871-80	229 128
1881-90	527 906
1891	216 760
1892	86 203
1893	134 805
1894	60 984
1895	167 618
1896	158 132
1897	146 362

1898	78 109
1899	54 629
1900	40 300
1901	85 306
1902	52 204
1903	34 062
1904	46 164
1905	70 295
1906	73 672
1907	67 787
1908	94 695

On remarquera que les chiffres de ce tableau ne concernant que les entrées, ne représentent pas le gain du pays en immigrants, les sorties ayant été nombreuses certaines années.

ANNEXE 6

MOUVEMENT COMMERCIAL DU BRÉSIL DE 1886 A 1908 EN CONTOS DE REIS ET EN 1000 FRANCS

(Statistiques brésiliennes.)

ANNÉES	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		TOTAUX		EXCÉDENTS EN 1000 FRANCS	
	Contos de reis pap.	1000 francs	Contos de reis pap.	1000 francs	Contos de reis pap.	1000 francs	Exportations	Importations
1886	246 309	477 875	250 218	485 456	496 527	963 331		7 579
1887	216 318	503 850	274 762	640 100	491 080	1 143 950	136 250	
1888	215 508	565 425	237 251	622 475	452 759	1 187 900	57 050	
1889	217 799	598 375	253 779	702 725	467 578	1 301 100	104 350	
1890	294 788	691 125	326 453	765 125	621 241	1 456 250	74 000	
1891	512 000	791 650	574 367	888 100	1 086 367	1 679 750	96 450	
1892	589 575	735 850	784 463	978 025	1 374 038	1 713 075	242 975	
1893	632 425	783 675	705 582	847 525	1 338 007	1 631 200	63 850	
1894	782 451	817 600	766 894	801 250	1 549 265	1 618 850	•	16 350
1895	844 381	868 775	882 058	917 325	1 726 439	1 786 100	48 550	
1896	864 213	819 200	844 107	781 350	1 708 320	1 601 550	•	18 850
1897	845 803	674 550	1 010 719	806 075	1 856 522	1 480 625	131 525	
1898	933 322	692 700	1 011 301	750 575	1 944 623	1 443 275	57 875	
1899	864 610	664 218	954 468	733 260	1 819 078	1 397 468	69 042	
1900	644 938	628 773	850 339	824 025	1 495 277	1 452 798	200 252	
1901	448 353	534 432	860 827	1 015 549	1 309 180	1 549 981	481 117	

ANNÉES	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		TOTAUX		EXCÉDENTS EN 1 000 FRANCS DE	
	Contos de reis p.	1 000 francs.	Contos de reis pap.	1 000 francs.	Contos de reis pap.	1 000 francs.	l'exportation.	l'importation.
1902.	471 114	581 985	735 940	910 936	1 207 054	1 492 921	328 951	
1903.	486 489	605 195	742 632	922 079	1 229 821	1 527 274	316 884	
1904.	512 588	647 885	776 367	985 753	1 288 955	1 633 638	337 868	
1905.	454 995	745 751	685 457	1 116 077	1 140 452	1 861 828	370 326	
1906.	499 287	830 101	799 670	1 326 487	1 299 057	2 156 588	486 386	
1907.	644 938	1 020 525	860 890	1 335 899	1 505 828	2 356 424	315 374	
1908.	567 721	887 275	704 827	1 102 375	1 272 548	1 989 650	215 108	
1909.	592 437	927 800	1 016 590	1 593 100	1 609 027	2 520 300	665 300	

Les données numériques relatives à l'importation comprennent uniquement les marchandises d'origine étrangère entrées de l'extérieur. Elles sont établies sur les indications de la facture consulaire sans laquelle aucune marchandise provenant de ports étrangers ne peut entrer dans le pays, excepté les colis postaux. La facture mentionne le nom et la nationalité du navire, les ports d'embarquement et de destination, la valeur, le montant du fret, la spécification des objets, leur poids brut et leur poids net, etc. La valeur inscrite sur les statistiques est la somme de leur prix de revient, du fret et autres dépenses jusqu'au port de destination.

Les données numériques relatiques à l'exportation sont tirées du manifeste du navire qui donne le nom, le tonnage du navire, le nombre de colis, la quantité, l'espèce, le poids brut et le poids net des marchandises, leur valeur et leur destination. La statistique calcule la valeur de la marchandise en ajoutant à la valeur sur la place d'exportation le montant des frais jusqu'à bord ainsi que celui des impôts d'exportations perçus par les gouvernements des Etats.

Pour la conversion en monnaie d'or des valeurs exprimées en papier-monnaie on applique le change moyen de chaque mois.

ANNEXE 7

EXPORTATIONS BRÉSILIENNES PAR PRINCIPAUX ARTICLES

	VALEUR EN 1 000 LIVRES STERLING							
	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
CLASSE I								
Animaux et leurs produits	1 776	2 092	2 649	2 083	2 792	2 889	2 244	
Peaux de bœuf salées	708	806	886	789	1 090	1 170	832	
— séchées	408	485	720	600	864	568	482	
Peaux de chèvres	363	479	827	791	456	586	570	
— mouton	31	31	57	60	50	52	101	
CLASSE II								
Minéraux et leurs produits	856	936	938	985	1 029	1 239	938	
Sable monazite	54	74	109	100	99	101	109	
Manganèse	221	248	707	693	179	308	246	
Or	435	460	418	420	493	419	451	
Carbone	41	33	29	24	67	76	28	
Diamant	66	31	27	29	70	24	20	
Pierres précieuses	3	7	10	19	[illegible]	22	24	
CLASSE III								
Végétaux et leurs produits	33 885	33 886	35 844	41 575	49 299	50 049	40 924	
Coton brut	1 204	1 323	827	1 158	1 657	1 763	206	6[illegible]
Sucre, diverses sortes	936	198	93	406	606	137	311	[illegible]
Caoutchouc, diverses sortes	7 294	9 734	11 220	14 416	14 056	12 827	11 772	18 92[illegible]
Cacao	1 022	1 012	1 096	1 040	1 386	2 033	1 975	1 [illegible]
Café	20 327	19 075	19 957	21 421	27 616	28 847	23 018	33 4[illegible]
Graines de coton	93	117	89	108	122	139	102	
Noix du Brésil	162	190	197	232	134	253	230	
Cire de Carnahuba	84	132	204	208	420	422	242	
Son	85	73	90	168	127	154	205	
Farine de manioc	46	40	45	78	89	49	40	
Bananes	19	27	34	53	67	64	82	
Tabac	1 206	949	839	825	932	1 297	840	1 3[illegible]
Maté	1 084	677	970	1 247	1 857	1 626	1 649	1 65[illegible]
Bois	35	76	74	44	36	52	88	

	VALEUR EN 1 000 LIVRES STERLING							
	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
RÉCAPITULATION								
CLASSE I : animaux et leurs produits......	1 776	2 062	2 649	2 083	2 732	2 889	2 244	
CLASSE II : minéraux et leurs produits....	856	936	938	985	1 029	1 239	937	
CLASSE III : végétaux et leurs produits....	33 805	33 886	35 843	41 575	49 299	50 049	40 914	
TOTAUX.......	36 437	36 883	39 430	44 643	53 059	54 177	44 095	63 724
CLASSE IV : monnaies et billets de banques	32	102	9	11	33	15	12	
TOTAUX.......	36 469	36 985	39 439	44 654	53 092	54 192	44 107	

ANNEXE 8

IMPORTATIONS BRÉSILIENNES PAR PRINCIPAUX ARTICLES

	VALEUR EN 1 000 LIVRES STERLING							
	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
CLASSE I.								
Animaux vivants.....	252	228	161	314	142	171	177	
Anes, chevaux, mulets.	29	32	31	39	39	39	40	
Bétail..............	203	176	106	247	83	103	102	
CLASSE II.								
Matières brutes ou préparées p. l'industrie..	4 406	4 388	4 537	5 032	6 386	8 061	6 775	
Coton..............	443	530	521	451	462	563	490	
Métaux.............	301	337	368	453	562	652	548	
Jute et chanvre......	425	405	319	408	587	859	505	
Laine..............	91	116	125	161	174	277	195	
Bois...............	257	288	333	333	415	527	376	
Substances pour parfumerie, peinture, etc.	276	271	283	329	386	446	396	
Pierres, terre et minéraux du même genre	1 620	1 526	1 651	1 809	2 497	3 064	2 902	
Peaux et cuirs.......	323	286	331	427	485	530	409	
Extraits végétaux....	220	209	218	231	250	376	306	

	VALEUR EN 1 000 LIVRES STERLING (1)							
	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
Classe III								
Objets manufacturés.	10 034	11 124	12 186	14 203	16 426	21 270	18 676	
Coton	2 782	3 260	[illegible]	3 449	3 581	4 057	2 760	
Armes, munitions	147	194	246	326	369	300	301	
Voitures (toutes sortes)	40	44	40	117	213	468	537	
Métaux	1 644	1 710	2 012	2 623	3 424	4 984	4 286	
Laine	470	591	547	611	615	735	600	
Lin, jute, chanvre, etc.	265	257	276	304	362	434	296	
Faïence, verre, porcelaine et cristal	298	324	372	454	564	694	535	
Machines et ustensiles divers	1 082	1 2[illegible]	1 [illegible]	1 831	2 267	3 513	3 448	
Papier	544	589	618	738	711	809	912	
Pierres et terres	67	81	98	211	314	265	256	
Produits chimiques et pharmaceutiques	516	514	575	666	748	895	768	
Divers (pétrole)	497	558	609	629	673	724	799	
Classe IV								
Approvisionnements nourriture	8 588	8 468	9 [illegible]	10 281	10 251	11 025	9 863	
Riz	915	727	619	586	460	166	103	
Morue	706	807	887	793	821	888	931	
Pommes de t. (1000 kg.)	176	138	185	178	192	173	137	
Lard —	254	179	66	37	151	295	105	
Farine de blé —	1 188	1 244	1 565	1 642	1 728	2 012	1 852	
Fruits frais —	134	137	165	227	204	231	224	
Beurre —	341	297	303	367	296	331	252	
Blé —	997	1 100	1 270	1 403	1 566	1 694	1 866	
Vins divers —	1 329	1 453	1 577	1 697	1 647	1 896	1 499	
Viande séchée —	1 254	1 150	1 270	1 715	1 104	1 161	980	
RÉSUMÉ								
Classe I	252	228	161	314	142	171	173	
Classe II	4 406	4 388	4 575	5 082	6 786	8 061	6 775	
Classe III	10 034	11 124	12 186	14 203	16 426	21 271	18 659	
Classe IV	8 588	8 468	9 [illegible]	10 281	10 251	11 025	9 863	
Totaux	23 279	24 208	25 915	29 880	33 204	40 528	35 491	37 112
Classe V, monnaies billets de banques	986	951	800	2 910	2 963	4 411	161	8 77[illegible]
Totaux	24 265	25 159	26 750	32 790	36 168	44 939	35 652	45 89[illegible]

(1) Les chiffres concernant les années 1902 à 1908 ont été pris sur le *Brazilian Yearbook* 1908; les autres ont été calculés d'après les données en reis des statistiques brésiliennes, données provisoires pour 1908 et 1909.

ANNEXE 9

PRODUCTION DU CAFÉ, CIRCULATION DU PAPIER-MONNAIE ET CHANGE AU BRÉSIL

	PRODUCTION EN MILLIERS DE SACS			PAPIER-MONNAIE	
	totale. (1)	brésilienne. (1)	des autres pays (1).	en circulation contos de reis (2).	change sur Londres (2).
1880-81.				212 284	21 29/32
1881-82.	Moyenne quinquennale			212 239	21 5/32
1882-83.	8 090	5 091	4 999	210 996	21 9/16
1883-84.				209 625	20 11/16
1884-85.				207 860	18 19/32
1885-86.	9 670	5 770	3 900	213 582	18 11/16
1886-87.	10 465	6 320	4 145	202 291	22 7/16
1887-88.	6 925	3 165	3 760	205 288	25 1/4
1888-89.	11 015	6 925	4 090	197 156	26 7/16
1889-90.	8 420	4 405	4 015	298 991	22 9/16
1890-91.	9 285	5 525	3 760	513 726	14 29/32
1891-92.	11 940	7 695	4 245	561 215	12 1/32
1892-93.	11 275	6 535	4 740	631 859	11 19/32
1893-94.	9 400	5 040	4 360	712 358	10 3/32
1894-95.	11 765	7 235	4 530	678 065	9 15/16
1895-96.	10 395	6 005	4 390	712 355	9 1/16
1896-97.	13 915	9 315	4 600	780 328	7 23/32
1897-98.	16 050	11 210	4 840	778 364	7 1/8
1898-99.	13 725	9 320	4 405	733 727	7 3/8
1899-00.	13 805	9 425	4 380	669 731	9 11/32
1900-01.	15 070	11 285	3 785	680 451	11 4/16
1901-02.	19 790	16 145	3 645	675 536	11 7/8
1902-03.	16 665	12 945	3 720	674 978	11 15/16
1903-04.	15 992	11 101	4 896	673 739	12 1/8
1904-05.	14 446	10 523	3 923	669 492	15 3/4
1905-06.	14 792	10 844	3 948	702 075	16 1/32
1906-07.	23 786	20 190	3 596	743 565	15 1/16
1907-08.	13 862	10 001	3 861	724 079	15 1/16
1908-09.	16 915	12 912	4 003	853 735	15 1/16

A partir de 1907 la circulation du papier-monnaie inconvertible continue à être diminuée, elle est à la fin de 1906 de 664 793 contos, en 1907 de 643 532, en 1908 de 634 683, en 1909 de 628 452. Mais en même temps apparaît la circulation du papier conver-

(1) D'après le *Brazilian Year Book*.
(2) D'après les statistiques Laneuville.

tible de la Caisse de conversion : 37 282 contos fin 190033 contos fin 1097, 89 396 contos fin 1908 et 225 ?83 contos fin 1909.

ANNEXE 10

PRIX DU CAFÉ AU BRÉSIL, AU HAVRE, A NEW-YORK, DÉBOUCHÉS ET STOCKS DISPONIBLES

	PRIX au Brésil reis en 10 kil. (1)	PRIX au Havre francs les 50 kil.	PRIX à New-York cents la livre	Débouchés du monde (sacs)	Stocks disponibles visibles sacs
1880-81					
1881-82					
1882-83	4 300*	58*	9 20*	10 160 000*	5 265 000*
1883-84					
1884-85					
1885-86	3 9[illegible]	67	7 40	10 9[illegible] 000	4 005 000
1886-87	5 650	77	12 50	10 340 000	4 130 000
1887-88	6 450	89	14 55	8 580 000	2 475 000
1888-89	5 400	96	15 75	9 850 000	3 640 000
1889-90	6 650	102	16 75	9 625 000	2 475 000
1890-91	8 15[illegible]	108	17 80	9 815 000	1 [illegible]5 000
1891-92	10 1[illegible]	88	14 35	10 824 000	2 990 000
1892-93	12 [illegible]	95	15 55	11 100 000	3 165 000
1893-94	15 800	100	16 45	10 400 000	2 165 000
1894-95	14 700	94	15 40	10 870 000	3 060 000
1895-96	14 200	87	14 20	10 966 000	2 489 000
1896-97	10 700	58	9 10	12 427 000	3 977 000
1897-98	8 500	39	5 70	14 582 000	5 445 000
1898-99	7 [illegible]	36 50	5 15	12 994 000	6 176 000
1899-00	7 800	39	5 75	14 2?2 000	5 729 000
1900-01	5 8[illegible]	42 50	6 »	13 965 000	6 834 000
1901-02	4 65[illegible]	28	5 50	15 319 000	11 305 000
1902-03	4 200	34	4 80	16 [illegible]97 000	11 873 000
1903-04	4 900	38 50	5 20	15 [illegible]88 000	12 277 000
1904-05	5 150	45	6 30	15 [illegible]07 000	11 216 000
1905-06	4 250	47	6 60	16 [illegible]06 000	9 702 000
1906-07	non coté	41 50	5 60	17 108 000	16 380 000
1907-08	3 450	41 50	5 70	17 110 000	14 132 000
1908-09	3 4[illegible]	42	6,05	18 227 000	12 820 000

* Moyenne quinquennale.

(1) Prix du G.-A. ; à partir de 1907-08, prix du n° 7.

ANNEXE 11

CONSOMMATION DU CAFÉ DANS LE MONDE D'APRÈS LES ACQUITTEMENTS ET LES IMPORTATIONS OFFICIELLES

(*Circulaire Laneuville-Le-Havre.*)

Années du 1er janvier au 31 décembre (Milliers de sacs).

	CONSOMMATION par pays en 1908	ACCROISSEMENT moyen annuel depuis 1901	CONSOMMATION par tête d'habitant en 1908	DROITS Francs par 100 kilos.	POPULATION en 1907 milliers d'habitants.
Allemagne ....(1)	3 085	1 3/4 %	3 kil. 05	49,50	62 500
France...............(1)	1 645	2 3/4 »	2 » 60	136,00	39 250
Autriche-Hongrie......(1)	840	2 1/4 »	1 » 15	92,50	46 000
Hollande ....(4)	675	1 »	7 » 50	Exempts.	5 250
Belgique ....(2)	575	3/4 »	5 » 00	Exempts.	6 900
Suède ....(3)	540	3/4 »	5 » 75	16,75	5 300
Russie, Pologne et Finlande ....(3)	410	3 1/4 »	0 » 20	95,50 (Finlande 40)	120 000
Italie ....(1)	365	5 1/2 »	0 » 65	130.00	35 000
Grande-Bretagne......(1)	220	— »	0 » 30	35,00	45 000
Norvège...............(3)	205	1 »	5 » 00	41,50	2 500
Danemark ....(3)	235	1 3/4 »	5 » 10	23,50	2 750
Suisse................(1)	175	2 3/4 »	3 » 30	2,00	3 300
Espagne ....(3)	205	5 »	0 » 65	140,00	19 000
Portugal..............(1)	50	1 1/2 »	0 » 60	100,00	5 250
Grèce, Roumanie, Serbie, Bulgarie et Roumélie orientale ....(3)	110	3 »	0 » 45	25 à 78	15 000
Turquie d'Europe et d'Asie ....(3)	220	3 3/4 »	1 » 00	8 % *ad. val.*	13 000
Algérie ....(1)	125	4 3/4 »	1 » 50	31,20	5 200
Egypte et autres pays de l'Afrique du Nord ...(3)	65	5 »	0 » 20	8 % *ad. val.*	18 000
Europe et Méditerranée...	9 745	2 %	—	—	
Etats-Unis (livraisons)....	7 385	1 1/2 %	5 kil. 00	Exempts.	88 000
Cap, Argentine, etc. et ports brésiliens	505	3 3/4 %	—	—	
TOTAUX MONDE......	17 635	1 7/8 %	—	—	

(1) Acquittements. — (2) Acquittements jusqu'en 1903. Estimations à partir de 1904. — (3) Importations. — (4) Estimation. Les acquittements étant donnés en tonnes, nous les avons réduits en sacs, à raison de 16 sacs par tonne (poids moyen du sac : 62 kil. 50).

ANNEXE 12

VALORISATION DU CAFÉ

Convention de Taubaté.

(26 février 1906.)

Article premier. — (Voir addition au présent accord en date du 4 juillet 1906.)

Art. 2. — Les gouvernements contractants s'efforceront, au moyen de mesures appropriées, de mettre obstacle à l'exportation à l'étranger des cafés inférieurs au type 7 et de favoriser autant que possible le développement de leur consommation dans le pays.

Art. 3. — Les États contractants s'obligent à organiser et maintenir un service régulier et permanent de propagande en faveur du café afin d'en augmenter la consommation, soit par le développement des marchés actuels, soit par l'ouverture et la conquête de nouveaux marchés, soit enfin en s'efforçant d'empêcher les fraudes et les falsifications.

Art. 4. — Lorsqu'ils le jugeront opportun, les gouvernements contractants établiront des types nationaux et s'occuperont de la création de bourses ou chambres syndicales pour ce commerce spécial. Cette classification une fois établie, on déterminera à quel type se réfèrent les termes de l'article 1er.

Art. 5. — Il sera fourni aux producteurs de café les moyens propres à améliorer la qualité de la production par une préparation convenable.

Art. 6. — Les gouvernements contractants s'obligent à créer une surtaxe de 3 francs sujette à augmentation ou à diminution par sac de café exporté par chacun de leurs États, ainsi qu'à maintenir les lois qui mettent obstacle, par des impôts suffisamment élevés, à l'augmentation, dans leurs territoires, des plantations de caféier, et cela pendant le terme de deux ans, qui pourra être prorogé par accord mutuel.

Art. 7. — Le produit de la surtaxe payée à l'occasion de l'exportation dont traite le précédent article, sera perçu par l'Union et consacré au payement des intérêts et de l'amortissement des capitaux nécessaires à l'exécution de l'accord. Les soldes restant seront appliqués aux dépenses réclamées par les services nécessités par ledit accord. La perception des surtaxes commencera après l'exécution de la disposition de l'article 8.

Art. 8. — En vue de l'exécution de l'accord, l'Etat de Saint-Paul est autorisé à faire, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays avec la garantie de la surtaxe de 3 francs dont traite l'article 6, et sous la responsabilité ssolidaire des trois Etats, le opérations de crédit nécessaires jusqu'à concurrence d'un capital de 15 millions de livres sterling. Ce capital devra constituer le fonds de la Caisse d'émission d'or et de conversion, qui sera créée par le Congrès national en vue de la fixation de la valeur monnaie.

§ 1er — Le produit de ce capital sera appliqué, dans les termes de cette convention, à la régularisation du commerce du café et à sa valorisation, sans préjudice d'autres dotations qui seraient créées par une loi.

§ 2. — L'Etat de Saint-Paul, avant de conclure les opérations de crédit ci-dessus mentionnées, en soumettra les conditions et les clauses à la connaissance et à l'approbation de l'Union et des Etats contractants.

§ 3. — Au cas où l'endossement ou la garantie de l'Union serait nécessaire pour ces opérations de crédit, on observera les dispositions de l'article 20, § 10, de la loi nº 1452 du 30 décembre 1905.

Art. 9. — ...

Art. 10. — ...

Art. 11. — ...

Art. 12. — ...

Art. 13. — ...

Art. 14. — Les Etats contractants reconnaissent et acceptent le Président de la République comme arbitre dans toutes les contestations que pourrait soulever entre eux l'exécution de l'accord.

Art. 15. — ...

Modifications et additions à l'accord de Taubaté.

(4 juillet 1906.)

Article premier. — Pendant le temps qui sera jugé convenable les Etats contractants s'obligent à maintenir sur les marchés nationaux le prix minimum de 32 à 36 milreis par sac de 60 kilogrammes de café type 7 américain, dans la première année; ce prix minimum pourra être postérieurement élevé jusqu'au maximum de 40 milreis selon les convenances du mar-

ché. Pour les qualités supérieures, suivant la même classification américaine, les prix modifiés seront augmentés proportionnellement durant la même période.

ART. 2. — Si les opérations de crédit nécessaire pour l'exécution de l'accord sont réalisées par les trois États, sans l'endossement ou la caution de l'Union, la surtaxe de 3 francs dont parle l'article 6 du même accord sera perçue par les États et le produit en sera dépensé pour les fins déterminées dans l'article 7.

ART. 3. — La perception de la surtaxe de 3 francs commencera à l'époque qui sera déterminée par les États contractants.

ART. 4. — Tant que la Caisse d'émission ou de conversion n'aura pas été créée ou ne fonctionnera pas, les États pourront appliquer directement le produit de l'emprunt à la valorisation du café.

ART. 5. — Le gouvernement de l'État de Saint-Paul, avant de terminer les négociations relatives à l'opération de crédit dont parle l'article 8 de l'accord, soumettra les conditions et les clauses proposées à la connaissance et à l'approbation des gouvernements des autres États contractants et aussi du gouvernement fédéral en cas d'endossement par l'Union, afin qu'on détermine expressément la responsabilité de chacun d'eux dans l'opération qui sera réalisée, laquelle opération reste soumise à cette approbation.

ART. 6. — Le présent accord entrera en vigueur à partir de son approbation selon les termes du nº 15 de l'article 48 de la Constitution fédérale.

ANNEXE 13

TABLEAU DES PRINCIPALES INDUSTRIES RELEVÉES AU BRÉSIL EN 1908

Industries principales	Capital [illegible] de reis	Production [illegible] de reis	Rapport [illegible] et le capital	Ouvriers	Force [illegible]
Tissus et fils	268 000	171 000	63 %	52 000	43 983
Sucre	[illegible]	67 000	90 %	1[illegible] 000	28 671
Bière	27 000	22 000	82 %	3 000	2 752
Fonderies	23 000	31 000	137 %	7 000	2 362
Allumettes	17 000	21 000	124 %	4 000	
Moulins à céréales	16 000	[illegible]	259 %	1 500	4 [illegible]

Industries principales.	Capital. contos de reis.	Production. contos de reis.	Rapport entre la production et le capital.	Ouvriers.	Force motrice chev.-vapeur
—	—	—	—	—	—
Savons et bougies....	15 000	22 000	145 %	2 000	1 251
Serrurerie et charpentes	14 000	31 000	216 %	4 000	3 462
Herva Mate..........	14 000	22 000	158 %	5 000	
Tabac	13 000	20 000	156 %	7 500	
Chaux et ciment......	11 000	5 000	44 %	1 000	1 099
Produits céramiques..	10 000	10 000	100 %	2 500	1 138
Sucre raffiné.........	10 000	15 000	150 %	500	1 267
Chapeaux	10 000	15 000	150 %	3 000	
Chaussures	10 000	27 000	270 %	7 000	
Sel	9 000	3 000	33 %	2 000	
Cuirs	9 000	15 000	159 %	2 000	1 157
Matériel de transport..	8 000	11 000	130 %	2 000	
Boissons alcooliques et gazeuses	6 000	9 000	138 %	1 500	
Produits chimiques...	6 000	10 000	157 %	1 000	
Xarque (viande sèche).	6 000	39 000	617 %	4 000	1 284
Meubles	6 000	12 000	195 %	3 000	
Papier et carton......	5 000	4 000	78 %	800	1 390
Graisse	4 000	13 000	310 %	600	
Parasolerie	3 000	4 000	115 %	200	
Lingerie	3 000	6 000	200 %	2 000	
Beurre et fromage....	3 000	7 000	233 %	1 000	
Verre et cristal.......	3 000	4 000	122 %	1 300	
Vin	3 000	5.000	170 %	1 300	

N. B. — Toutes les industries dont la force motrice n'est pas indiquée emploient moins de 1 000 chevaux-vapeur.

ANNEXE 14

CHEMINS DE FER EN EXPLOITATION AU BRÉSIL AU 31 DÉCEMBRE 19[illegible]

ÉTATS	[illegible] (en kilomètres carrés)	[illegible]	CHEMINS DE FER	PROPORTION PAR kilomètre carré	PROPORTION PAR 1000 habitants	[illegible]
			kilom.	kilom.	kilom.	kilom.
Amazone	1 895	250	»	»	»	
Para	1 150	445	214	0 02	0 47	98
Maranhão	460	498	78	0 01	0 18	
Piauhy	302	334	»	»	»	
Ceara	104	849	549	0 52	0 63	14
Rio Grande do Norte	57	274	177	0 30	0 64	
Parahyba do Norte	75	491	123	0 13	0 65	
Pernambuco	128	1 178	865	0 47	0 73	17
Alagoas	58	649	286	0 15	0 60	
Sergipe	39	356	»	»	»	
Bahia	426	2 118	1 363	0 32	0 64	24
Espirito-Santo	45	210	450	1 00	2 14	
Rio de Janeiro (État)	69	926	2 422	3 51	2 61	4
District fédéral	1	691	176	15 [illegible]	0 25	
Minas-Geraes	575	3 594	3 902	0 68	1 09	214
Saint-Paul	291	2 282	4 052	1 39	1 77	441
Parana	222	327	633	0 32	2 34	141
Sainte-Catherine	44	320	118	0 26	0 36	12
Rio Grande do Sul	237	1 149	1 809	0 76	1 57	
Matto-Grosso	1 379	118	»	»	»	
Goyaz	[illegible]	255	»	»	»	
Acre	191	70	»	»	»	
TOTAUX	8 525	17 318	17 005[1]	0 20	1 01	1 020

[1] [illegible]

ANNEXE 15

UVEMENT DE LA NAVIGATION AU LONG COURS PAR PRINCIPAUX PORTS (1000 TONNES)

	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
rt de Manaos (arr.)	488	478	511	510	518	575	558	
— — (dép.)	479	485	499	518	524	558	566	
— Belem (Para) (arr.)	831	856	899	987	1 062	1 186	1 200	
— — (dép.)	836	856	889	993	1 054	1 192	1 198	
— Recife (Pernambuco) arr.)	1 103	1 130	1 211	1 284	1 327	1 510	1 590	
rt de Recife (Pernambuco) (dép.)	1 096	1 137	1 215	1 277	1 331	1 512	1 588	
rt de Bahia (arr.)	1 374	1 362	1 360	1 410	1 548	1 911	2 228	
— — (dép.)	1 373	1 367	1 358	1 414	1 543	1 909	2 228	
— Rio de Janeiro (arr.)	2 632	2 699	2 838	3 103	3 143	3 949	4 630	
— — (dép.)	2 622	2 694	2 834	3 101	3 435	3 917	4 631	
— Santos (arr.)	1 401	1 382	1 511	1 694	2 120	2 708	3 042	
— — (dép.)	1 409	1 381	1 508	1 687	2 122	2 693	3 052	
— Paranagua et Antonina arr.)	216	213	237	265	477	458	564	
rts de Paranagua et Antonina dép.)	216	214	235	267	476	459	563	
t de Rio Grande do Sul (arr.)	330	346	271	311	382	404	408	
— — (dép.)	327	245	268	315	378	400	405	
— Porto Alegre (arr.)	126	130	132	133	179	196	151	
— — (dép.)	124	133	130	128	180	195	152	

ANNEXE 16

MOUVEMENT DE LA NAVIGATION AU LONG COURS PAR PAVILLONS (1 000 TONNES)

	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908
Totaux (arr.)	11 [illegible]	11 [illegible]	11 [illegible]	12 927	1[illegible]	16 738	18 674
— (dép.)	11 [illegible]	11 421	11 [illegible]	12 926	1[illegible]	16 681	18 672
Pavillon [illegible] (arr.)	[illegible]	27	[illegible]	41	11	13	7
— — (dép.)	[illegible]	[illegible]	22	16	12	12	4
Pavillon austro-hongr. (arr.)	154	171	[illegible]	182	227	244	301
Pavillon austro-hongr. (dép.)	152	[illegible]	[illegible]	181	229	242	301
Pavillon brésilien (arr.)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	5 107	5 579	6 068	6 785
— — (dép.)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	5 105	5 585	6 049	6 788
— anglais (arr.)	3 269	[illegible]	[illegible]	3 940	4 488	5 537	6 124
— — (dép.)	3 230	[illegible]	[illegible]	3 922	4 479	5 512	6 1[illegible]
— français (arr.)	708	722	829	881	898	909	1 018
— — (dép.)	709	729	829	881	895	965	1 012
— allemand (arr.)	1 741	1 780	1 709	1 854	2 049	2 323	2 5[illegible]
— — (dép.)	1 791	1 801	1 729	1 871	2 051	2 315	2 541
— italien (arr.)	401	[illegible]	[illegible]	442	590	889	1 [illegible]
— — (dép.)	399	[illegible]	[illegible]	[illegible]	594	888	1 001
— norvégien (arr.)	75	87	110	130	136	195	14[illegible]
— — (dép.)	72	91	106	172	138	190	141
— portugais (arr.)	11	12	28	32	38	17	
— — (dép.)	9	15	25	[illegible]	41	17	
— espagnol (arr.)	57	43	29	67	85	10[illegible]	294
— — (dép.)	57	43	20	67	85	10[illegible]	295
RÉCAPITULATION							
Pavillon étranger (arr.)	6 7[illegible]	6 914	7 2[illegible]	7 819	8 885	10 669	11 889
— — (dép.)	6 7[illegible]	6 9[illegible]	7 27[illegible]	7 820	8 868	10 692	11 887
— national (arr.)	4 567	4 471	[illegible]	5 197	5 579	6 068	6 785
— — (dép.)	4 568	4 476	4 544	5 195	5 585	6 049	6 788

ANNEXE 17

COMPAGNIE DE NAVIGATION BRÉSILIENNES EN 1907

COMPAGNIES	NOMBRE de bateaux.	TONNAGE brut.	TONNAGE enregistré.	MILLES parcourus.	PASSAGERS nombre.	PASSAGERS recettes.	MARCHANDISES tonnes.	MARCHANDISES recettes.
Lloyd Brazileiro	49	66 788	28 483	930 077	101 508	5 579	381 236	8 229
Amazon Navigation Cy	36	17 163	11 407	235 552	9 753	444	15 379	1 011
Ca de Navegaçao a vapor do Maranhao	4	3 112	1 940	63 379	4 654	130	8 208	547
Ca Pernambucana de Navageçao	8	6 697	4 001	55 151	5 120	114	14 660	477
Empresa de Navegaçao do Baixo S.-Francisco	6	572	294	10 400	4 891	»	39	69
Companhia Estradas de Ferro Norte do Brasil (Navegaçao dos Rios Tocantins e Araguaya)	1	126	107	4 440	4 225	73	541	49
Comp. de Navegaçao do Rio Parnahyba	8	1 196	576	18 120	1 973	57	2 298	260
Empresa de Navegaçao e Viaçao do Alto S.-Francisco	22	605	548	63 556	4 358	82	4 885	220
Empresa de Navegaçao Rio de Janeiro	3	1 800	928	85 512	720	28	15 352	422
Comp. Commercio e Navegaçao	11	21 082	13 963	254 275	»	»	113 026	3 656
Empresa Esperança Maritima	7	6 309	3 075	127 012	516	28	45 654	803
Empresa de Navegaçao Costeira (Lages frères)	16		14 000	*64 911	*2 092		*33 289	* 722
Serviço maritimo Joaquim Garcia	2		672					
Comp. Sao Joao da Barra e Campos	6		2 997					
Comp. Sul Rio Grandense	2		1 600					
Comp. Moreira et Co	1		635					
Comp. Moreira Bahia	1		1 100					
E. Mathen et Co	1		1 200					
Durisch et Co	1		1 200					
Navegaçao Bahiana	2		650					
TOTAUX	187	125 450	89 376	2 012 385	139 810	6 535	634 567	16 465

* Ces renseignements s'appliquent au 2e trimestre 1908. La recette comprend celle des marchandises et des passagers.

ANNEXE 18

LE CHANGE ET SES VARIATIONS

La monnaie de compte brésilienne est le *milreis* dont le pair en monnaie d'or est actuellement de 27 d. ou en francs 2,83. Un million de reis ou 1 000 milreis prend le nom de *conto de reis*.

Le pair a varié depuis le commencement du dix-neuvième siècle. Au moment de l'indépendance il était de 67 1/2 d., soit en francs 7,00. Il fut réduit légalement une première fois en novembre 1833 à 43 1/2 d., soit en francs 4,57, puis une seconde fois, en octobre 1846, à 27 d. ou 2 fr. 83. Telle est la valeur actuelle du milreis or.

Le milreis papier varie avec les mouvements du change international. Entre 1808 et 1833 il a atteint son maximum en 1814 (96 d. ou 10 fr. 80) et son minimum en 1831 (20 1/2 d. ou 2 fr. 15); de 1834 à 1846 le maximum a été 41 1/2 d. ou 4 fr. 36 en 1836 et le minimum 24 1/2 d. ou 2 fr. 57 en 1845; depuis 1847 le maximum a été de 31 d. ou 3 fr. 25 en 1861 et le minimum 5 5/8 d. ou 0 fr. 59 en 1898. Depuis le 6 décembre 1906 on a tenté de stabiliser le change au moyen de la Caisse de conversion.

Voici, d'après le *Brazilian Year book* de 1908 les variations du change moyen annuel depuis 1889 :

1889......	26 1/8	1900......	9 11/32
1890......	22 1/2	1901......	11 3/16
1891......	14 27/32	1902......	11 7/8
1892......	11 31/32	1903......	11 15/16
1893......	11 17/32	1904......	12 [illegible]
1894......	10 1/32	1905......	12 3/4
1895......	9 1/8	1906......	16 1/32
1896......	9	1907......	15 1/16
1897......	7 21/32	1908......	15 1/16
1898......	7 1/8	1909......	15 1/16
1899......	7 3/8	1910......	

ANNEXE 19

CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE ENTRE MM. CAMPOS-SALLES ET DE ROTHSCHILD A PROPOS DU « FUNDING LOAN »

Londres, le 2 juin 1898.

A Son Excellence M. Campos-Salles.

... Nous avons profité de la visite de Votre Excellence pour discuter à fond l'état des finances du Brésil et nous avons été bien contents de voir que Votre Excellence apprécie à leur juste valeur toutes les difficultés financières de la situation financière de son pays.

Malheureusement, depuis quelques années, le Brésil a traversé une crise tant politique que financière et, dans ces circonstances, il n'est pas étonnant qu'avec la grande baisse qu'a subie le change, il se soit produit des difficultés financières qui, nous aimons à le croire, ne seront que passagères.

Plusieurs remèdes ont été suggérés, entre autres l'affermage des chemins de fer de l'Etat, mais pour diverses raisons aucun de ces remèdes n'a pu être appliqué et il serait donc superflu de les discuter à l'heure qu'il est.

Un projet émanant d'un groupe de banques commerciales de Rio a été approuvé par le gouvernement brésilien et consiste, comme le sait Votre Excellence, à consolider les coupons des différents emprunts de l'Etat et des chemins de fer garantis, en un fonds garanti par hypothèque sur les revenus de la douane de Rio et d'autres points du Brésil.

Quoique nous regrettions vivement une suspension de payement en espèces, nous avons cru utile de recommander ce projet aux porteurs de titres brésiliens et nous espérons qu'ils l'accepteront.

Votre Excellence n'ignore pas que nous sommes depuis bien des années les agents financiers du gouvernement brésilien en Angleterre et que nous avons été fiers et contents de voir le Brésil remplir fidèlement tous ses engagements; mais les avantages pour le Brésil du plan projeté dépendront de l'observation exacte de tous ses détails et Votre Excellence pendant son séjour, bien trop court pour nous, dans notre ville, aura pu, nous n'en doutons pas, juger de l'activité commerciale et financière colos-

sale qui règne en Angleterre et en emportera la conviction que le crédit d'un pays constitue après tout sa plus grande puissance.

Nous osons donc espérer que Votre Excellence voudra bien nous donner par lettre l'assurance qu'elle approuve entièrement le plan et aussi qu'elle usera de toute son influence et de toute son autorité pour que l'arrangement soit mis à exécution dans tous ses détails, ce qui est non seulement nécessaire pour le rétablissement du crédit du Brésil, mais il faut également que la plus grande économie soit pratiquée dorénavant dans tous les départements de l'État et pour faire face à un engagement solennellement pris, il faut savoir dès à présent trancher dans le vif et réduire dans toutes les sections départementales les dépenses qui, jusqu'à présent, ont été encourues sur une échelle bien au delà des ressources et des moyens du pays.

En conclusion, nous aimons à croire que Votre Excellence voudra bien nous donner l'assurance que nous avons demandée, en y ajoutant que pendant toute la durée de sa présidence elle fera de son mieux pour que ces espérances soient réalisées. Cela nous donnera le courage de faire appel aux obligataires du Brésil, d'autant plus que, munis de la lettre de Votre Excellence, nous serons à même de leur prouver que nous n'avons rien négligé pour sauvegarder leurs intérêts. Nous saisissons cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'expression de nos sentiments les plus distingués et les plus dévoués.

N.-M. Rothschild and Sons.

Londres, le 6 juin 1898.

Messieurs N.-M. Rothschild et Fils.

En réponse à votre lettre du 2 courant, que j'ai reçue avec la plus grande satisfaction, je dois avant tout vous remercier, non seulement pour les félicitations que vous m'adressez au sujet de mon élection à la dignité de Président de la République du Brésil, mais aussi de la façon la plus spéciale, pour votre franche et amicale réception à l'occasion de ma visite actuelle en Angleterre, distinction que j'apprécie au plus haut degré, quand principalement je suis heureux d'y retrouver l'expression des sentiments de sympathie et d'amitié entre nos deux pays, unis de longue date par les liens des plus légitimes intérêts.

A la tête du gouvernement de la République j'espère pouvoir

correspondre à la confiance de mes concitoyens, en mettant à contribution les vastes ressources dont dispose le pays pour le développement de sa richesse et de sa prospérité.

La perspective actuelle de paix et de tranquillité laisse heureusement le champ suffisamment libre pour la solution des problèmes administratifs.

Parmi ceux-ci, le plus sérieux est incontestablement le problème financier, point culminant sur lequel se porte, dès à présent, mon attention.

La combinaison proposée par plusieurs banquiers à laquelle vous faites allusion et qui a pour objet de consolider les coupons des différents emprunts de l'Union et des garanties d'intérêts de chemins de fer, sera, lors de sa réalisation, le principe d'une action administrative qui sûrement produira des résultats satisfaisants au point de vue financier. Ma propre responsabilité est engagée à cette combinaison, ainsi que vous en avez été témoins, et je puis vous assurer que pendant la prochaine période présidentielle le gouvernement brésilien aura la plus particulière sollicitude pour lui donner pleine et entière exécution dans tous ses termes.

Je suis convaincu qu'une fois l'accord établi et à la suite des mesures complémentaires qui seront prises par l'administration parmi lesquelles entrera en première ligne une règle d'économie sévère, la solution financière sera préparée en même temps que les hauts intérêts qui sont en jeu seront convenablement protégés par la plus intime réciprocité.

Je saisis cette occasion de vous renouveler les assurances de ma parfaite estime et considération distinguée.

CAMPOS-SALLES.

ANNEXE 20

CRÉATION DU FONDS DE RACHAT ET DU FONDS DE GARANTIE DU PAPIER-MONNAIE

Loi du 20 *juillet* 1899.

ARTICLE PREMIER. — Un fonds spécial sera constitué dans le but de racheter le papier-monnaie en circulation, au moyen des ressources suivantes :

a) Toute somme reçue en papier-monnaie comme fermage des chemins de fer appartenant à l'Union ;

b) Toute somme provenant du recouvrement de dettes existantes dues à l'Union, qu'elle provienne des banques, des prêts en « bonus » ou d'autre source ;

c) Tout revenu éventuel perçu en papier-monnaie par le Trésor ;

d) L'excédent net annuel du budget s'il y en a un.

Art. 2. — Il sera également créé, pour garantir le papier-monnaie en circulation, un fonds constitué par les ressources suivantes :

a) La fraction de 5 pour 100 or de tous droits établis sur les marchandises importées qui seront perçus à partir du 1er janvier 1900.

b) L'excédent que les revenus perçus en or laisseront après le service fait des obligations payables en or par le Trésor ;

c) Tout fermage des chemins de fer de l'Union stipulé payable en or ;

d) Tout revenu éventuel en or.

Le produit de toute opération relative au chemin de fer central est exclu des ressources visées par cette loi.

Art. 3. — Quand les circonstances le permettront le gouvernement pourra convertir le fonds d'amortissement en fonds de garantie, et *vice versa*.

Toutefois le fonds de garantie ne pourra, de cette façon, être réduit à moins de la moitié de sa valeur.

Art. 4. — Le fonds de garantie consistera en or déposé dans une banque à Londres ; l'intérêt qu'il produira lui sera ajouté.

Art. 5. — Le droit d'émission accordé au gouvernement par les lois du 29 mai 1875, du 18 juin 1885 et du 23 septembre 1893 est éteint.

Art. 6. — Le gouvernement est autorisé à opérer sur le fonds de garantie des prélèvements jusqu'à concurrence de 20 000 contos de reis-papier pour venir en aide au commerce en cas de crise d'une nature urgente et exceptionnelle. Les avances dans ces circonstances seront faites uniquement contre garantie de titres de la dette nationale consolidée et pour des périodes n'excédant pas un an.

Le principal et les intérêts de ces avances retourneront au fonds de garantie.

Art. 7. — L'incinération du papier-monnaie aura lieu dans les conditions de la plus large publicité et dans la forme approuvée par le gouvernement.

Art. 8. — Le gouvernement publiera tous les mois un état

de la circulation du papier-monnaie et rendra annuellement compte au Congrès, dans le rapport du ministre des finances, des conditions des fonds de rachat et de garantie, indiquant clairement les différents revenus qui leur ont été appliqués, leurs montants séparés et les mouvements de ces fonds pendant le cours de l'année.

ANNEXES 21, 22, 23, 24. (*Se reporter à la fin du volume.*)

ANNEXE 25

CRÉATION DE LA CAISSE DE CONVERSION ET FIXATION DU CHANGE BRÉSILIEN A 15 PENCE PAR MILREIS

(*Loi du* 29 *novembre* 1906.)

Le Congrès national décrète par les présentes :

Article premier. — Il est créé par les présentes un département de conversion où seront reçues les pièces d'or comme spécifié à l'article 5 de la loi et en échange desquelles seront délivrés des billets au porteur d'une valeur égale estimés à raison de 15 d. par milreis.

§ 1er. — Les billets émis ainsi auront cours légal dans tous les cas, sauf ceux énumérés à l'article 2 de la présente loi, et ils seront payables à vue au porteur en monnaie d'or au département de la conversion à présentation.

§ 2. — L'or reçu au département de la conversion pour garantir les billets sera tenu en dépôt et ne sera pas utilisé dans tous les cas et en vertu d'aucun ordre pour un objet autre que la conversion, au change stipulé. Le personnel du département sera responsable de l'observation de cette clause dont le Trésor fédéral se porte garant.

§ 3. — Les billets rachetés ne seront pas mis à nouveau en circulation, mais devront être brûlés ou rendus inutilisables d'une autre manière.

§ 4. — Jusqu'à ce qu'une émission ait lieu, le département

de conversion peut, en cas de besoin, employer les billets non émis des séries du Trésor précédentes, dûment signés et estampillés dans la forme requise.

ART. 2. — Tous les paiements décrétés en conversion, en or, seront effectués comme à l'heure actuelle, au change de 27 d. Le paiement peut avoir lieu en billets du département de la conversion d'après la valeur en or établie par cette loi.

ART. 3. — Le département cessera d'émettre des billets quand le total estimé au cours du change fixé par les présentes atteindra 220 000 000 milréis et le dépôt or correspondant atteindra 20 000 000 livres sterling. A ce moment, un décret du Congrès national pourra élever le cours du change fixé à l'article premier.

ART. 4. — Quand la limite prévue sera atteinte et le cours du change augmenté, les billets en circulation seront retirés dans un délai qui ne sera pas inférieur à douze mois ; après quoi les billets seront payables durant les cinq premières années sous escompte de 20 pour 100 ; puis ils seront prescrits et leur montant sera porté au crédit du fonds institué par l'article 9 de la présente loi.

ART. 5. — En dehors des livres sterling, le département de conversion recevra en dépôt des marks, francs, lires et dollars à leur valeur respective en conformité de l'article premier.

ART. 6. — Le département de conversion ouvrira des comptes spéciaux pour les billets émis et l'or reçu et publiera des états mensuels y relatifs.

ART. 7. — …

ART. 8. — …

ART. 9. — Les sommes au crédit du fonds de rachat et du fonds de garantie institués par la loi n° 581 du 20 janvier 189[illegible] sont transférées à la caisse de conversion.

Les sommes au crédit du compte de remboursement auront la même destination que celles prévues à l'article premier de ladite loi.

Les sommes au crédit du fonds de garantie seront également affectées au remboursement du papier-monnaie auquel les billets convertibles seront substitués en conformité de la loi.

ART. 10. — Le Président de la République est autorisé par les présentes à établir une agence de la caisse de conversion à Londres et éventuellement pour les besoins de la caisse à émettre des billets convertibles à vue dans ladite agence. Celle-ci sera sous le contrôle direct du ministère des finances ;

A s'occuper de l'échange, de l'achat et de la vente de lettres de change en vue du maintien du cours du change prévu à

l'article 1er. Ces opérations pourront être effectuées de la manière qui paraîtra le plus utile au gouvernement et même par l'entremise d'une section spéciale à ouvrir au Trésor, mais non pas par l'intermédiaire de la caisse de conversion. Pour les opérations de change, le gouvernement pourra utiliser, à concurrence de 3 000 000 livres sterling, le fonds de garantie actuel s'il n'est pas affecté immédiatement à un autre objet...

ANNEXE 26

EXPORTATIONS BRÉSILIENNES EN MILLIONS DE FRANCS PAR PRINCIPALES DESTINATIONS (STATISTIQUES BRÉSILIENNES)

Numéraire exclu.

PAYS	1908	1907	1906	1905	1904	1903	1902	1901
Angleterre	163	215,4	213,6	205,2	159,3	178,2	158,1	
Allemagne	185	230,8	233,5	168,7	137,3	136,7	144,0	
Argentine	47	43,7	48,1	34,0	27,9	19,7	25,6	
Belgique	25	72,9	27,6	22,6	16,4	17,5	20,4	
Autr.-Hongrie ..	40	38,0	45,5	38,3	27,6	25,0	26,7	
Etats-Unis	445	433,8	465,7	459,0	346,8	380,0	337,1	
Portugal	5	9,3	7,8	6,5	8,7	11,7	9	
Italie	13	7,8	12,7	10,9	9,3	7,8	8,1	
Hollande	51	53,1	46	33,1	19,1	28,2	44,6	
Uruguay	20	18,5	18,5	18,2	14,2	8,1	11	
France	85	179,3	162,6	90,6	49,9	87,1	94,9	
TOTAUX des exportations..	1 110	1 354,4	1 326,4	1 016	985,7	922	910,9	1 020

ANNEXE 27

IMPORTATIONS BRÉSILIENNES EN MILLIONS DE FRANCS PAR PRINCIPALES PROVENANCES (STATISTIQUES BRÉSILIENNES)

Numéraire exclu.

PAYS	1908	1907	1906	1905	1904	1903	1902	1901
Angleterre	257	302,5	232,3	197,4	179	170,7	163,1	155,1
Allemagne	133	134,7	121,8	99	82	74,3	66,2	[illegible]
Belgique	42	40	32,1	27,1	28,9	17,8	13,8	11,[illegible]
Autr.-Hongrie ..	14	16,4	12,8	12,9	12,1	10,9	10,6	[illegible]
Suisse	9	5,6	5,2	5,8	5,1	5	4,5	[illegible]
Portugal	48	56,0	54,3	50,4	57,2	49,5	40,1	[illegible]
Italie	36	35,2	27,9	24,5	24,4	22,4	21,2	[illegible]
États-Unis	118	128,7	95,1	76,7	71,8	68	70,9	[illegible]
Argentine	99	90,5	87,7	87,4	65,4	52	52,1	[illegible]
Uruguay	28	28	27,7	26,6	21,6	21,6	20,6	[illegible]
France	82	87,1	78,4	67,6	59,2	53,6	51,4	[illegible]
Totaux des importations	893	1 013,2	830,1	746	645	505	582	558

ANNEXE 28

RANG DES PAYS ÉTRANGERS DANS LE MOUVEMENT COMMERCIAL DU BRÉSIL DEPUIS 1842

Part de chaque nation dans l'ensemble.

(Statistiques brésiliennes.) Contos de reis papier.

PAYS	1842-1843						1872-1873						1903					
	Totaux.	Pour 100.	Importations.	Pour 100.	Exportations.	Pour 100.	Totaux.	Pour 100.	Importations.	Pour 100.	Exportations.	Pour 100.	Totaux.	Pour 100.	Importations.	Pour 100.	Exportations.	Pour 100.
Angleterre..	35 966	39	24 527	48	11 439	28	160 404	44	80 770	51	79 634	37	308 336	25	160 738	33	147 598	20
France.....	8 552	9	6 084	12	2 468	6	41 653	12	22 847	14	18 806	9	114 441	9	42 865	9	71 576	10
Etats-Unis .	12 746	14	5 954	12	6 792	17	72 051	17	8 783	5	63 268	29	361 512	29	54 930	11	306 582	41
Portugal ...	7 645	8	4 057	8	3 088	7	25 832	7	12 505	8	13 327	6	44 773	4	35 168	7	9 605	1
Allemagne..	7 312	9	2 485	5	4 827	12	27 191	7	10 718	7	16 473	7	169 778	14	59 943	12	109 835	15
Espagne ...	1 106	1,5	860	2	306	1	4 220	1,5	2 594	2	1 626	1	5 504	0,5	4 166	1	1 338	0,2
Italie.......	2 064	2,5	784	2	1 280	3	1 846	0,5	763	0,5	1 083	0,5	24 428	2	18 144	4	6 285	0,9
Belgique ...	1 596	1,5	642	1	954	2	6 619	1,5	3 689	2	2 930	1	28 289	2	14 218	3	14 071	1,9
Autriche ...	4 299	5	301	0,6	3 998	10	1 245	0,5	1 158	1	87	0,4	29 018	2	8 869	2	20 149	2,7
Hollande ...	288	0,3	65	0,1	223	0,5	1 057	0,5	122	0,7	935	0,4	25 828	2	3 106	0,6	22 722	3
Argentine .. } Uruguay ... }	5 748	6,5	3 402	7	2 346	6	10 084	2,5	3 367	2	6 717	3	59 405	5,6	43 536	9	15 869	2
							9 907	3	6 356	4	3 551	2	32 859	3	26 343	5	6 516	0,9

ANNEX[E]

PRINCIPALES IMPORTATIONS FRANÇAIS[ES]

(Extraits des tableaux du commerce général d[e] …)

	1908	1907	1906	1905
Orfèvrerie, bijouterie en or, platine et argent	1,2	1,7	1,6	1,4
Tissus de coton	5,2	5,9	5,2	4,6
Tabletterie, brosserie, boutons, bimbeloterie, éventails	3,5	7,1	5,1	5,0
Beurre salé et de conserve	4,2	3,9	4,3	4,2
Peaux préparées		4,6	6,0	4,9
Ouvrages en peau ou en cuir, pelleteries préparées ou ouvrées		1,6	1,9	1,5
Machines et mécaniques	1,8			
Outils, coutellerie, ouvrages en métaux	2,1	2,4	1,4	1,5
Vins	1,9	2,4	2,0	2,5
Tissus de laine	1,4	2,9	2,5	2,1
Médicaments composés	2,5	3,4	2,6	2,1
Vêtements et lingerie	4,7	8,1	7,2	1,8
Horlogerie	0,4	0,2	0,2	0,6
Papier et ses applications	1,3	1,5	1,1	0,9
Poteries, verres et cristaux	1,2	1,2	1,8	1,3
Pommes de terre	1,0	0,8	1,1	1,0
Parfumerie, savons	0,6	0,7	0,7	0,9
Chapeaux de paille, tresses pour l'usage de la chapellerie	0,6	0,8	0,4	0,7
Ouvrages de sparterie et de vannerie				
Tissus de soie et de bourre de soie	0,4	1,1	0,6	0,4
Armes, poudres et munitions	0,6	0,5	1,0	0,4
Instruments de musique	0,5	0,4	0,4	0,4
Matériaux, tuiles et [illegible] de couverture, ciment, etc.	0,7	0,7	1,1	0,4
Fonte, fer acier	1,5	—	0,5	
Plomb en masses, saumons, barres, plaques non argentifères	0,08	4,5	1,6	
Produits chimiques	0,3	0,7	0,5	
Totaux des importations annuelles	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

29

AU BRÉSIL (STATISTIQUES FRANÇAISES)

France, comptes spéciaux par pays de destination.)

1904	1903	1902	1901	1900	1899	1898	1897	1896	1895	1894	1893	1892	1891	1890
1,2	0,9	0,8	1,0	0,8	1.1	0,9	1,1	1,4	2,0	2,4	2,2	2,1	3,6	3,1
4,9	4,3	3,0	2,1	3,6	4,6	3,5	3,6	5,5	6,5	6,0	6,8	4,6	5,7	4,3
5,2	6,3	5,6	4,0	5,1	6,5	6,7	7,0	8,5	10,0	7,5	7,0	5,4	7,2	5,5
3,2	3,1	3,4	3,2	3,4	5,9	5,7	7,6	8,0	6,1	6,6	6,8	5,8	8,1	12.1
3,0	3,2	3,9	4,1	3,2	5,9	7,0	6,6	7,5	8,7	7,1	5,2	4,0	7,0	4.2
				0,5							3,1	2,6	6,2	6,2
0,7	0,7	0,4	0,5	0,8	0,9	1,1	1,1	1,0	1,2	1,0	0,9	1,8	3,6	1,6
1,3	1,3	0,9	1,0	1,3	1,9	1,7	1,8	2,2	2,1	1,8	2,1	2,1	4,5	2.2
2,6	2,5	1,9	1,6	2,0	2,2	2,7	1,8	3,5	4,3	3,9	3,3	3,7	5,9	4,3
2,3	1,6	2,4	2,3	2,5	6,0	6,4	7,7	8,1	6,3	7,7	9,2	8,9	7,7	5,2
2,0	2,0	1,6	1,7	2,3	1,7	2,2	2,2	2,2	2,9	2,5	2,4	2,4	2,6	2,1
3,3	2,9	1,6	1,4	3,6	9,9	5,2	4,1	5,8	7,2	12,9	11,6	9,9	14,5	12,2
0,9	0,8	0,6	0,1	0,2	0,2	0,2	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2
0,8	0,9	0,9	1,3	1,5	2,4	2,3	3,1	2,4	3,4	2,2	2,5	2,7	3,3	2,3
1,2	1,0	1,0	0,8	0,8	1,2	1,1	1,5	1,6	1,8	1,4	1,2	1,3	2,0	1,3
0,7	1,0	0,6	0,7	0,5	0,7	0,7	1,3	0,7	0,6	0,8	0,7	0,8	0,9	0,9
0,7	0,9	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,7	1,0	1,0	1,1	0,8	1,0	0,7
0,5	0,5	0,4	0,5	0,7	0,8	0,8	0,6	0,3	0,5	0,8	0,9	0,5	0,6	0,3
0,5	0,5	1,1	1,3	0,5	0,5	0,7	0,4	0,7	0,8	0,6	0,4	0,5	1,0	0,7
0,7	0,2	0,6	0,1	0,3	0,2		0,2				0,1	0,1	2,2	0,1
0,4	0,3	0,5	0,3	0,4	0,8	0,4	0,4				0,4	0,3	0,5	0,5
0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,6	0,9	0,9	0,6	0,4	0,7	0,6	0,2	0,7
							0,3		0,9		0,1			
							0,5				0,4	0,4	0,5	0,4
40,5	38,3	35,4	38,2	37,7	67,0	55,3	60,9	68,6	75,8	80,1	75,3	69,5	102.9	81,0

ANNEX[E]

PRINCIPALES EXPORTATIONS BRÉSILIENNES EN FRANC[E]

	1909	1908	1907	1906	190[5]
Café		57,8	54,5	51,8	[illegible]
Caoutchouc, gutta-percha		[illegible]	[illegible]	37,4	[illegible]
Peaux brutes		15,0	[illegible]	19,0	[illegible]
Cacao		[illegible]	8,6	10,8	[illegible]
Cornes brutes		[illegible]	1,8	0,7	[illegible]
Tabac en feuilles ou en côtes		»	»	»	»
Bois d'ébénisterie		0,4	0,3	0,1	»
Coton en laine		[illegible]	2,3	3	»
Graines de coton			0,4		
Sagou, salep, fécules exotiques		0,1	0,2		
Noix de cocos		0,2	0,2		
Plumes de parure brutes		0,2	0,1		
Laine en masse		»	»	»	»
EXPORTATIONS TOTALES		111,[illegible]	11[illegible]	12[illegible]	1[illegible]

ANNEX[E]

IMPORTATIONS DE CAFÉ [illegible]

	COMMERCE GÉNÉRAL					
	[illegible]		[illegible]		[illegible]	
	1000 kilog.	1000 francs	1000 kilog.	1000 francs	[illegible]	[illegible]
1897	174 114	[illegible]	[illegible]	114 [illegible]	82 [illegible]	[illegible]
1898		221 [illegible]				
1899		184 [illegible]				
1900	[illegible]	147 172	41 [illegible]	40 711	32 [illegible]	[illegible]
1901		[illegible]				
1902	[illegible]	[illegible]	120 [illegible]	127 [illegible]	[illegible]	[illegible]
1903	[illegible]	[illegible]	[illegible]	121 [illegible]	[illegible]	[illegible]
1904	[illegible]	135 [illegible]	[illegible]	[illegible]	21 [illegible]	12 [illegible]
1905	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
1906	[illegible]	[illegible]	[illegible]	92 [illegible]	[illegible]	27 [illegible]
1907	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	73 [illegible]	128 [illegible]
1908						
1909						

MILLIONS DE FRANCS (STATISTIQUES FRANÇAISES)

…04	1903	1902	1901	1900	1899	1898	1897	1896	1895	1894	1893	1892	1891	1890
,3	56,9	43,4	40,8	37,7	32,2	39,6	41,3	61,7		32,9	47,7	55,8	52,2	51,4
,3	13,9	16,7	13,5	17,4	16,1	10,6	10,1	9,5		5,9	4,6	5,6	6,8	3,9
,4	12,1	12,8	4,9	10,7	9,7	8	5,6	8,3		5,9	6,2	7	11,8	12,3
,1	8,6	8,7	8,8	9	7,5	8,4	7,1	7		7,9	9,9	9,2	7,9	8
,5	0,1	0,2		0,1										
–	0,6	1,3	0,3	0,5	0,5	0,5	0,2	0,4		0,3				
,4	0,6	0,2	1,1	1,2	3,6	1,7	1,2	1		1,4	1,4	1,2	1,3	2,7
,2	0,5	0,2	0,2	0,6	0,5	0,5	0,8	0,6		0,3	1,2	1,3	1,4	1,2
				0,7						0,1		0,3		0,2
,3											0,2			
,7	94,9	84,9	70,4	70,9	71,0	70,8	67,5	89,0	84,6	56,0	72,9	82,6	83,8	81,5

…NCE (STATISTIQUES FRANÇAISES)

COMMERCE SPÉCIAL					
total			du Brésil.		
…00 kilogr.	1 000 francs.	droits perçus 1 000 francs.	1 000 kilog.	1 000 francs.	droits perçus 1 000 francs
77 474	105 365	120 121	30 368	41 301	47 242
79 000	107 200	123 000	29 000		
81 000	89 600	126 000	29 000		
81 998	91 839	119 608	33 703	37 748	49 235
84 200	91 000	113	37 000		
85 840	88 415	115 665	42 172	43 437	57 100
111 636	112 752	150 331	56 335	56 929	76 370
76 290	77 816	102 753	37 555	38 306	50 831
90 985	94 625	122 607	44 926	46 724	60 834
97 843	101 757	131 830	44 888	51 884	67 548
101 571	103 602	136 653	53 611	54 851	72 470

ANNEXE 32

MOUVEMENT DU CAFÉ DANS LES ENTREPOTS FRANÇAIS (1 000 KILOGRAMMES)

	MOUVEMENT GÉNÉRAL DE TOUS LES ENTREPOTS					MOUVEMENT GÉNÉRAL DANS LES ENTREPOTS DU HAVRE				
	En entrepôt au 31 décembre précédent	Entrées pendant l'année	Total	Retirées pendant l'année	En entrepôt au 31 décembre	En entrepôt précédent	Entrées pendant l'année	Total	Sorties pendant l'année	En entrepôt au 31 décembre
1897....	35 326	150 420	185 826	111 321	74 505	61 376	115 791	140 481	79 105	61 376
1898....	74 505									
1899....					125 209	105 445				105 445
1900....	125 209	120 934	246 142	140 116	106 044	89 110	85 035	190 480	101 370	89 110
1901....	106 044				158 677	141 916				141 916
1902....	158 677	176 272	334 949	132 043	202 906	185 090	141 477	283 393	98 303	185 090
1903....	202 906	187 458	390 364	162 553	227 811	207 693	143 299	328 689	120 996	207 693
1904....	227 811	110 088	337 899	138 398	199 501	185 466	84 974	292 667	107 201	185 466
1905....	199 501	84 942	284 443	141 999	142 444	129 328	54 047	239 513	110 185	129 328
1906....	142 444	147 904	290 348	154 272	136 076	122 987	103 767	233 085	110 098	122 987
1907....	136 076	240 553	376 629	170 389	206 240	191 335	204 849	327 836	136 501	191 335
1908....	206 240									
1909....										

ANNEXE 33

VALEURS BRÉSILIENNES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS (MARCHÉ OFFICIEL)

DATE	DÉSIGNATION	TYPE	MONTANT nominal en francs.	EN CIRCULATION en francs.	
1883	*Brésil.* Gouvernement fédéral....	4 1/2 %	82 328 000	81 675 000	au 1er juill. 1909
1888	— — —	4 1/2 %	121 547 000	120 582 000	—
1889	— — —	4 %	463 382 000	459.705 000	—
1898	— — (Funding Loan).	5 %	217 000 000	215 342 925	—
1908-09	— — (chem. de fer Nord-Ouest)................	5 %	100 000 000		
1909	*Brésil.* Gouv. fédér. (Port de Pernambuco)....................	5 %	40 000 000	40 000 000	
1910	*Brésil.* Gouv. fédér. (chem. de fer de Goyaz)...................	4 %	100 000 000	100 000 000	
1897	*Minas Geraes* (Etat de).........	5 %	65 000 000	51 101 000	au 31 déc. 1908
1907	— —	5 %	25 000 000	25 000 000	
1905	*Saô-Paulo* (Etat de) (chem. de fer Sorocabana).................	5 %	95 597 500	95 000 000	au 31 déc. 1908
1907	*Saô-Paulo* (Etat de) (chem. de fer Sorocabana)..................	5 %	50 000 000		
1908	*Saô-Paulo* (Bons du Trésor pour liquidation de la valorisation)..	5 %	125 000 000		
1909	*Banque de Crédit hyp. agr.* de l'Etat de Saô-Paulo, oblig...........	5 %	40 000 000		
1908	*Port de Rio Grande do Sul,* oblig.	5 %	50 000 000		
1888	*Bahia* (Etat de)................	5 %	20 000 000	12 048 340	au 31 déc. 1908
1894	*Espirito Santo* (Etat de).........	5 %	17 500 000	14 000 000	en 1908 (chiffre estimé).
1905	*Bahia* (Ville de).................	5 %	25 000 000		
1907-09	*Goyaz* (chem. de fer de), obiig...	5 %	25 000 000		
1907-09	*Saô-Paulo-Rio Grande* (chem. de fer de), oblig..................	5 %	133 821 000		
1907-10	*Victoria-Minas* (chem. de fer de), oblig........................	5 %	85 000 000		

VALEURS BRÉSILIENNES NÉGOCIÉES EN FRANCE EN DEHORS DU MARCHÉ OFFICIEL

DATE	DÉSIGNATION	TYPE	MONTANT nominal en francs.	EN CIRCULATION en francs.	
1906	*Alagoas* (Etat de)...............	5 %	12 500 000		
1906	*Amazone* (Etat de)..............	5 %	84 000 000	33 997 164	au 31 déc. 1907
1895	*Brésil.* Gouvernement fédéral....	5 %	186 050 000	183 290 000	au 1er juill. 1909
1903	— — —	5 %	212 500 000	212 500 000	—
1901 02-03	— — (Rescission).	4 %	415 480 000	365 801 000	—
1908	*Espirito-Santo* (Etat d').........	5 %	30 000 000	30 000 000	—
1902	*Para* (Etat de).................	5 %	38 250 000	34 602 000	—
1905	*Parana* (Etat de)...............	5 %	20 000 000	19 795 000	en avril 1908
1903	*Pernambuco* (Etat de)...........	5 %	25 000 000	22 216 100	en mars 1909
1909	— (travaux publics)....	5 %	37 500 000		

DATE	DÉSIGNATION	TYPE	MONTANT nominal en francs	EN CIRCULATION en francs	
1910	*Rio Grande do Norte* (travaux publics)	5 %	8 750 000		
	Nord du Brésil (chem. de fer du), oblig.	5 %	25 000 000		
1908	*Nord du Parana* (chem. de fer du), oblig	5 %	4 350 000		
	Nord-Ouest du Brésil (chem. de fer du), oblig.	5 %	[illegible] 00 000		
1909	*Pernambuco* (Compagnie générale de), oblig	5 %	5 700 000		
	Saô Paulo and Minas railway, oblig..	6 %	6 000 000		
1909	*Sud-Ouest Bahia* (chem. de fer du), oblig	6 %	7 250 000		
1907-09	*Port de Bahia*, oblig.	5 %	75 000 000		
	Port de Para, oblig	5 %	29 250 000		
	Rio de Janeiro light and power, oblig	5 %	34 000 000		
1910	*Bahia* (Etat de), travaux divers	5 %	45 000 000		
1910	*Brésil* Gouvernement fédéral (ch. de fer et conversion d'emprunts).	4 %	250 000 000	250 000 000	
1909	*Santa Catharina* (Etat de)	5 %	3 125 000		
1908	*Brésil* Gouvernement fédéral (Eaux de Rio)	5 %	100 000 000	100 000 000	
1909	*Alagoas* (Etat de)	5 %	5 000 000		
1908	*Saô-Paulo* (Ville de).	6 %	18 750 000	5 000 000	en juin 1[illegible]
1909	*Rio de Janeiro* (Ville de)	5 %	50 000 000	18 750 000	au 31 déc. 1[illegible]
[illegible]	*Porto Alegre* (Ville de)	5 %	3 000 000	49 000 000	—
1909 et 1910	*Brazil railway*, oblig	4 ½ %	97 500 000	3 000 000	
1909	*Araquara* (Saô Paulo) railway, oblig	6 %	15 000 000		
1910	*Sud de Minas* (chem. de fer du), oblig	5 %	50 000 000		

ANNEXE 21

RECETTES BUDGÉTAIRES FÉDÉRALES DE 1896 A 1910, en contos de reis

Prévision (P.). Réalisations (R.): Comptes définitifs de 1896 à 1905; comptes provisoires de 1906 à 1908.

		1896	1897	1898	1899	1900	
		Papier	Papier	Papier	Papier	Or	Papier
Droits d'importation	P.	»	258 000	»	2[illegible] 150	18 000	161 250
—	R.	262 982	225 640	220 560	199 81[illegible]	15 258	136 586
Droits de navigation, entrées, sorties, stationnement	P.		1 200	»	[illegible]00	560	540
—	R.	641	551	»	[illegible]48	409	16
Droits additionnels	P.	»	320		[illegible]20	50	344
—	R.	231	412	20	[illegible]87	»	156
Droits intérieurs	P.	»	71 892	»	8[illegible]027	505	81 948
—	R.	65 988	60 182	71 527	74[illegible]02	963	[illegible]4 271
Droits de consommation	P.	»	17 820		12[illegible]000		27 770
—	R.	1 570	1 978	23 074	25[illegible]75		30 693
Droits de sorties	P.	»	100	»			»
—	R.	169	188	184			
Droits extraordinaires	P.	»	»	»	10 010	310	12 586
—	R.	16 631	14 459	18 651	21 444	246	14 094
Droits d'exportation	P.	»	»	»		»	»
—	R.	»	»	»		»	»
Totaux	P.	»	349 542	»	345 907	19 321	279 338
—	R.	346 212	303 410	324 053	320 837	16 876	260 816
Emprunts	P.	»	»	»		24 628	»
—	R.	»	»	»		24 385	»
Recettes avec applications spéciales	P.	»	»	»		9 026	23 920
—	R.	»	»	»		7 094	2 871
Dépôts	P.		»	»			5 000
—	R.				12 267	»	»
Totaux	P.			»		34 654	28 920
—	R.	»	»	»	12 267	33 0[illegible]9	2 871
Totaux généraux	P.		349 542	»	345 907	53 975	308 258
—	R.	346 212	303 410	324 053	333 104	49 955	263 687

		1901		1902		1903		1904		1905	
		Or	Papier	Or	Papier	Or	Papier	Or	Papier	Or	Papier
Droits d'importation	P.	36 000	123 500	33 000	130 470	31 000	122 550	32 534	128 470	33 850	132 680
—	R.	27 385	111 965	32 072	127 041	32 833	129 463	33 917	134 637	39 651	151 638
Droits de navigation, entrées, sorties, stationnement	P.	460	40	430	20	420	10	400	10	400	10
—	R.	413	9	400	14	498	11	513	9	458	11
Droits additionnels	P.	»	114		90	»	162	500	162	»	180
—	R.	»	83	»	97	»	171	640	493	»	208
Droits intérieurs	P.	705	79 827	1 000	72 744	1 337	74 343	1 349	72 471	1 500	70 819
—	R.	999	75 509	1 090	72 009	1 275	72 127	1 254	75 889	1 457	70 968
Droits de consommation	P.	»	39 500	»	34 070	»	32 660	»	32 000	»	34 040
—	R.	»	31 566	»	33 960	»	35 374	»	35 367	»	35 233
Droits de sorties	P.	»		»	»	»	»	»	»	»	»
—	R.		»	»	»	»	»	»	»	»	»
Droits extraordinaires	P.	»	8 665	90	7 645	180	6 755	319	7 060	514	6 826
—	R.	542	8 960	890	6 875	752	7 693	1 592	11 138	944	8 304
Droits d'exportation	P.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6 000
—	R.	»	»	»	»	»	571	»	2 374	»	8 688
Totaux	P.	37 165	251 646	34 520	245 939	32 937	236 480	35 102	240 173	36 164	250 555
—	R.	29 339	228 182	34 452	239 946	35 260	245 410	37 816	234 604	42 510	275 050
Emprunts	P.	12 678	»	»	»	»	»	»	»	»	»
—	R.	7 773	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Recettes avec applications spéciales	P.	9 026	21 906	8 356	8 992	8 030	9 008	11 413	13 638	12 130	12 788
—	R.	6 899	3 312	8 452	3 187	9 052	47 176	12 234	19 838	13 700	24 795
Dépôts	P.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
—	R.	70	7 789	»	23 400	3 317	42 054	»	73 730	957	»
Totaux	P.	21 704	21 906	8 356	8 992	8 030	9 008	11 413	13 638	12 130	12 788
—	R.	14 702	11 102	8 452	26 588	12 909	89 230	12 234	93 658	14 658	24 795
Totaux généraux	P.	58 869	273 552	42 876	254 931	40 967	245 488	46 515	254 811	48 294	263 343
—	R.	44 041	239 284	42 904	266 584	48 169	334 640	50 051	352 647	57 168	299 845

		1906		1907		1908		1909		1910	
		Or	Papier	Or	Papier	Or	Papier	Or	Papier	Or	Papier
Droits d'importation	P.	66 600	111 700	66 900	141 951	72 100	126 551	74 000	132 150	79 750	145 400
—	R.	68 887	122 741	80 338	141 388	60 503	140 222	»	»	»	»
Droits de navigation, entrées, sorties, stationnement	P.	400	10	400	11	450	11	450	10	450	10
—	R.	545	16	558	15	536	13	»	»	»	»
Droits additionnels	P.	»	180	»	201	»	281	»	350	»	400
—	R.	»	434	»	520	»	327	»	»	»	»
Droits intérieurs	P.	1 460	69 729	1 560	70 064	1 514	70 988	1 841	75 278	1 842	79 628
—	R.	1 523	73 066	1 864	79 010	1 126	68 794	»	»		»
Droits de consommation	P.	»	35 050	»	35 681	»	38 056	»	44 305	»	48 300
—	R.	»	43 496	»	47 952	»	38 302	»	»	»	
Droits de sorties	P.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
—	R.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Droits extraordinaires	P.	614	7 006	715	7 821	1 215	10 141	3 303	8 490	2 849	9 120
—	R.	1 817	10 413	2 385	8 970	3 310	8 246	»	»	»	»
Droits d'exportation	P.	»	7 500	»	1 826	»	13 001	»	13 000	»	17 000
—	R.	»	»	»	2 044	»	4 236	»	»	»	»
Totaux	P.	69 074	230 325	69 575	228 355	75 279	258 979	79 694	274 233	84 941	299 558
—	R.	72 772	250 166	85 142	280 799	65 475	230 410	»	»	»	»
Emprunts	P.	»	»	»	»	»		»	»	»	»
—	R.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Recettes avec applications spéciales	P.	14 020	9 868	13 921	18 991	16 214	12 237	18 215	12 287	19 463	13 560
—	R.	15 264	23 053	19 847	40 128	16 268	9 916	»	»	»	»
Dépôts	P.	»	»	»	»	»		»	»	»	»
—	R.	»	18 037	2 880	14 610	»	»	»	»	»	»
Totaux	P.	14 020	9 688	13 921	18 991	16 214	12 237	18 215	12 287	19 463	13 560
—	R.	15 264	41 090	22 727	54 738	16 268	9 916		»	»	»
Totaux généraux	P.	83 094	240 193	83 496	247 346	91 493	271 216	97 109	286 520	104 404	313 118
—	R.	88 036	291 256	107 869	335 547	81 743	240 056	»	»	»	»



DÉPENSES BUDGÉTAIRES FÉDÉRALES DE 1896 A 1910, en contos de reis.

Prévisions (P). Réalisations (R); Comptes définitifs de 1896 à 1905, comptes provisoires de 1906 à 1908.

MINISTÈRE		1896	1897	1898	1899	1900		1901		1902		1903		1904		1905		1906		1907		1908		1909		1910	
		PAPIER	PAPIER	PAPIER	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER
Justice et intérieur	P	»	15 918	16 008	15 750	»	15 897	»	16 094	»	16 452	»	16 425	5	19 749	12	24 557	9	29 138	13	31 380	10	35 267	12	36 316	14	35 723
—	R	22 449	21 844	22 695	21 432	22	23 000	18	23 272	214	25 269	19	27 096	10	35 734	10	34 688	28	40 881	25	49 164	22	45 603				
Relations extérieures	P		2 016	1 648	1 375	1 055	526	969	528	926	738	905	632	632	1 023	1 067	332	1 319	2 257	1 951	1 485	2 406	1 809	2 160	2 063	2 320	2 583
—	R	5 889	1 943	2 346	1 494	933	860	951	1 146	1 070	667	1 125	1 242	1 113	1 648	1 265	1 825	1 912	4 372	2 050	1 620	1 769	1 115				
Marine	P	»	26 873	24 578	23 120	»	23 077	»	23 200	»	24 379		26 701	988	29 525	650	31 396	668	31 664	1 305	35 024	8 512	36 006	9 441	38 044	5 000	41 561
—	R	35 990	36 099	32 044	25 486	1 075	25 652	846	23 846	23	24 473	96	30 311	917	25 548	566	27 199	11 982	29 330	12 688	34 274	12 413	21 521				
Guerre	P	»	52 834	46 429	44 394	»	45 506	»	45 580	»	46 296		47 569	31	48 260	50	48 119	100	48 628	100	58 893	111	59 818	110	62 467	750	63 208
—	R	58 721	61 099	49 084	47 810	1	46 647	1	44 820	531	44 998	329	50 110	702	52 352	1 146	49 998	641	50 955	601	54 425	3 157	45 121				
Industrie, voirie, travaux publics	P		75 883	92 186	83 500	13 459	62 236	12 859	61 818	10 770	66 878	3 783	68 030	4 523	69 525	4 963	75 472	4 239	78 920	6 413	82 214	9 156	88 224	9 040	89 621	8 353	91 815
— — —	R	118 756	83 240	85 598	75 408	13 056	68 399	11 990	60 230	5 631	62 160	4 218	69 345	4 276	73 854	2 850	74 174	5 167	82 966	6 860	111 129	6 277	88 629				
Agriculture (1)	P	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	900	17 224
Finances	P	»	140 105	192 064	160 484	22 459	115 830	23 681	97 294	21 895	83 178	36 711	85 105	40 352	87 899	40 502	96 333	41 976	95 741	42 442	106 482	44 400	108 316	54 627	101 841	55 601	110 898
—	R	126 917	172 110	475 17[illegible]	124 033	26 621	193 922	26 685	108 315	26 566	78 891	36 589	108 798	40 207	186 324	40 962	102 249	33 438	119 900	43 836	125 662	33 617	72 792				
Totaux des prévisions		»	313 169	372 812	328 623	36 473	263 162	37 509	244 514	33 592	237 921	41 399	244 462	4[illegible] 921	255 691	47 244	276 209	48 311	286 348	52 224	315 478	65 625	329 470	75 390	330 352	72 938	363 015
Totaux des réalisations		368 922	379 335	608 11[illegible]	295 363	41 708	358 480	40 493	261 629	34 035	236 458	42 376	286 902	47 225	378 460	46 799	290 628	53 168	328 404	66 060	376 274	57 255	274 781				
Dépôts remboursés		17 683	2 214	119 558	»	184	14 273	»	»	384	»		»	1 859	»	»	54 978	5 200	»	»	»	677	7 383				
Totaux des réalisations y compris les dépôts remboursés		386 605	381 549	787 671	295 363	41 892	372 753	40 493	261 629	34 419	236 458	42 376	286 902	49 084	378 460	46 799	345 606	58 368	328 404	66 060	376 274	57 932	282 164				

N. B. — Les chiffres portés aux prévisions du Ministère des Finances en 1908, 1909 et 1910 englobent les dépenses payées sur recettes avec affectations spéciales qui sont mises à part dans les tableaux officiels.

(1) Ce ministère a été créé en 1909; jusqu'à cette année l'administration de l'Agriculture était rattachée au ministère de l'Industrie.

ANNEXE 23

DÉPENSES ET RECETTES DE L'UNION AU TITRE CHEMINS DE FER

	1900[1]	1901[1]	1902[1]	1903[1]	1904[1]	1905[1]	1906[2]	1907[2]	1908[2]	1909[2]	1910[2]
DÉPENSES											
Chemins de fer Paulo-Affonso (cont. pap.).	108	108	»	»	»	»					
— Sud de Pernambuco (c. p.).	719	532	»	»	»	»					
— Central (c. p.)	23 392	23 171	28 429	28 481	31 760	31 749		36 564	36 334	38 987	36 643
— Rio do Ouro (cont. or)	1 886	1 898	111	»	»	»					
— — (c. p.)	502										
— Ouest de Minas (c. p.)	»	»	»	»	»	»		2 128	2 128	2 128	2 128
Garanties d'intérêt (c. or).	9 067	9 032	4 799	2 649	2 857	1 911		3 362	4 641	4 641	5 104
— (c. p.)	1 413	1 470	1 494	1 249	1 304	1 197		1 290	1 675	1 573	1 814
Totaux (c. p.)	26 144	25 281	29 923	29 730	33 164	35 946		39 982	40 137	42 689	40 886
— (c. or)	10 953	10 930	4 910	2 649	2 857	1 911		3 362	4 641	4 641	5 104
RECETTES ORDINAIRES (Recettes intérieures)											
Chemin de fer Central (c. p.)	28 415	30 594	28 705	28 964	26 896	27 289	28 000	29 000	29 000	31 000	31 000
Chemins de fer entretenus par l'Union (c. p.)	648	431	420	»	»	»	»	»	»	»	»
— Ouest de Minas (c. p.)	»	»	»	»	»	»	2 000	1 800	1 800	2 200	3 000
— Dona Thereza (c. p.)	»	»	»	»	»	»	1 000	100	100	80	100
— Rio do Ouro (c. p.)	»	»	»	»	»	»	»	200	200	200	200
— Central Rio Grande do Norte	»	»	»	»	»	»	»	5	5	20	20
(Recettes avec applications spéciales)											
Fermage en papier des ch. de fer de l'Union	592	565	517	464	445	441	450	420	420	420	420
— or — —	27	41	42	38	40	20	110	88	63	83	83
Fonds de rachat de l'emprunt de Rescision.							160	160	160	160	160
Fermage des chemins de fer rachetés (c. p.).	»	28	196	1 009	989	2 301	1 658	2 000	2 000	2 500	3 000
Totaux (contos papier)	[illegible]	31 618	30 038	30 432	28 330	30 031	33 108	33 525	33 525	36 420	37 740
(contos or)	27	41	42	38	40	20	270	248	223	243	243

[1] Extraits des comptes définitifs du Trésor. [2] Extraits des budgets de prévision.



SERVICE DES DETTES FÉDÉRALES DE TOUTE NATURE, EXTÉRIEURES ET INTÉRIEURES, DE 1900 A 1910, en contos de reis.

	1900		1901		1902		1903		1904	
	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER
Service de la dette extérieure or, intérêts et dépenses diverses	20 772		(1) 17 475		17 075		17 030 5 420 (3)		[illegible]	
Service de la dette intérieure or et papier, intérêts et dépenses diverses	2 786	16 202 26 142	1 207	3 591 25 948	1 312	9 600 25 756	1 659	3 225 25 756	[illegible]	9 213 25 756
Intérêts des bons du Trésor		250								150
Intérêts des dépôts de la Caisse des orphelins		520		554		636		572		400
Intérêts des Caisses d'Epargne		5 190		4 840		5 644		6 628		7 123
Intérêts divers		20		11		10		11		13
Garanties d'intérêts des chemins de fer	9 607	1 413	9 032	1 470	4 799	1 494	2 913	3 471	[illegible]	1 404
Garantie de l'emprunt de l'Association commerciale	309		325		325		325		[illegible]	
Intérêts de l'emprunt Ouest de Minas	1 506		1 514		1 522		1 521		[illegible]	
Intérêts du chemin de fer Bahia-San-Francisco	320		160							
Intérêts du chemin de fer Recife-San-Francisco	203		102							
Intérêts et amortissement de l'emprunt de RESCISSION					3 953		1 128 (3)		[illegible]	
Amortissements d'emprunts intérieurs								426	[illegible]	
Emprunts du port de Rio de Janeiro 8 500 000 £ et 17 300 c papier							1 222	377	[illegible]58	2 468
Dette bolivienne, rachat du territoire de l'Acre									[illegible]	
TOTAUX des contos de reis or	35 543		29 815		30 986		31 218		[illegible]	
Changes moyens annuels	9 3/8		11 9/32		11 7/8		11 31/32		[illegible]	
TOTAUX des contos de reis papier	102 [illegible]85	39 746	71 278	36 414	70 338	43 142	70 856	40 366	105 062	46 827
TOTAUX GÉNÉRAUX	142 1[illegible]1		107 692		113 480		111 222		151 889	

	1905		1906		1907 (4)		1908 (4)		1909 (4)		1910 (4)	
	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER	OR	PAPIER
Service de la dette extérieure or, intérêts et dépenses diverses	18 550 7 251				18 550 8 265		18 550 8 265		(5) 27 033 8 265		26 1[illegible] 8 265	
Service de la dette intérieure or et papier, intérêts et dépenses diverses	2 283	8 853 25 756			929	7 904 25 756	929	7 904 25 756	929	7 514 25 756	929	8 513 30 908
Intérêts des bons du Trésor						480		480		480	100	100
Intérêts des dépôts de la Caisse des orphelins		422				650		650		650		650
Intérêts des Caisses d'Epargne		7 656				9 000		9 000		9 000		9 500
Intérêts divers		10				50		50		50		50
Garanties d'intérêts des chemins de fer	1 912	1 197			3 362	1 290	4 641	1 675	4 641	1 574	5 104	1 814
Garantie de l'emprunt de l'Association commerciale	325											
Intérêts de l'emprunt Ouest de Minas	(2)											
Intérêts du chemin de fer Bahia-San-Francisco												
Intérêts du chemin de fer Recife-San-Francisco												
Intérêts et amortissement de l'emprunt de RESCISSION	780											
Amortissements d'emprunts intérieurs		120										
Emprunts du port de Rio de Janeiro 8 500 000 £ et 17 300 c papier	3 142	962										
Dette bolivienne, rachat du territoire de l'Acre	8 911											
TOTAUX des contos de reis or	43 154				31 106		32 285		40 868		40 538	
Changes moyens annuels	15 25/32				15 1/16		15 1/16		15 1/16		15 1/16	
TOTAUX des contos de reis papier	73 793	44 776			55 680	45 130	57 790	45 345	73 154	45 054	72 968	51 565
TOTAUX GÉNÉRAUX	118 560				100 810		103 305		118 208		12[illegible] 533	

(1) En 1901 le service de la dette extérieure or est réduit de 4 447 contos or par suite de l'interruption de l'amortissement des emprunts 1888, 4 225 contos or, et 1883, 222 contos or, en exécution du contrat du « Funding ».
(2) A partir de 1905 le service de l'emprunt Ouest de Minas passe de l'article « Crédits spéciaux » où il figurait au budget, à l'article « service de la dette extérieure ».
(3) De même à partir de 1903 l'intérêt et l'amortissement de l'emprunt de rachat des chemins de fer sont inscrits aux dépenses de la dette extérieure or.
(4) Les chiffres des années 1907, 1908, 1909 et 1910 sont ceux des prévisions budgétaires.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE VI

FINANCES

CHAPITRE VII

ACTIVITÉ COMMERCIALE ET PLUS SPÉCIALEMENT ACTIVITÉ FRANÇAISE

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 13915

